

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 98.

N<sup>os</sup> 4-5

VOL. II. — 1906.

## CONVENTIONS D'ARBITRAGE

ARGENTINE — CHILI

Convention générale d'arbitrage.

(28 mai 1902 — 10 juillet 1902).

Traduction française de M. GOULÉ, Docteur en Droit, Ancien Magistrat

(Voir texte original dans *Arch. dipl.* 1904, t. 92, n<sup>o</sup> 10).

Acte de ratification du Traité général d'arbitrage  
entre la République Argentine et le Chili.

Julio A. Rocca, Président constitutionnel de la République Argentine  
à tous ceux qui verront le présent, Salut !

Attendu :

Qu'entre la République Argentine et la République du Chili, il s'est négocié et signé en la ville de Santiago, le 28 mai 1902, un Traité général d'arbitrage, avec un acte préliminaire, et un autre acte explicatif dudit Traité à la date du 10 juillet de la même année, dont voici les textes :

### ACTE PRÉLIMINAIRE

Se sont réunis au Ministère des Affaires extérieures du Chili, l'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Argentine, Don José Antonio Terry et le ministre audit Département; Don José Francisco Vergara Donoso, dans le but de se mettre d'accord sur les règles auxquelles devraient être soumis les différends de toute nature qui pourraient troubler les bonnes relations existantes entre l'un et l'autre pays, et de consolider ainsi la paix, conservée jusqu'alors malgré les alarmes périodiques provenant du grand litige relatif aux limites ;



M. le Ministre plénipotentiaire de la République Argentine déclare : que les propositions de son gouvernement, conformes à la politique internationale qu'il a constamment observée, tendaient à faire tout son possible pour résoudre d'une façon amicale les difficultés soulevées avec les autres Etats ; que le gouvernement de la République Argentine a obtenu ce résultat en se maintenant dans son droit et en respectant dans son intégralité la souveraineté des autres nations, sans se mêler à leurs affaires intérieures ni à leurs difficultés extérieures ; qu'en conséquence il ne peut y avoir place en son esprit pour des intentions d'expansions territoriales ; qu'il perséverera dans cette politique, et que, croyant interpréter le sentiment public de son pays, il fait ces déclarations au moment précis où le Chili et la République Argentine ont écarté toute cause de trouble dans leurs relations internationales.

M. le Ministre des Relations extérieures exposa pour sa part : que son gouvernement a eu et a toujours les mêmes intentions élevées que celles que M. le Ministre de la République Argentine vient d'exprimer au nom du sien ; que le Chili a donné de nombreuses preuves de sincérité de ses aspirations, en incorporant dans ses conventions internationales le principe de l'arbitrage pour résoudre les difficultés avec les nations amies ; qu'en respectant l'indépendance et l'intégrité des autres Etats, il n'aura pas non plus de projets d'expansions territoriales, sauf celles qui résulteraient de l'exécution des traités en vigueur, ou de ceux qui plus tard seraient conclus ; qu'il perséverera dans cette politique ; qu'heureusement la question de limites entre le Chili et la République Argentine a cessé d'être un péril pour la paix depuis que tous deux attendent le jugement arbitral de Sa Majesté Britannique ; que, par conséquent, croyant interpréter le sentiment public du Chili, il fait ces déclarations, pensant, comme M. le Ministre argentin, que le moment est arrivé d'écarter toutes causes de trouble dans les relations entre l'un et l'autre pays.

En vue de cette uniformité d'aspirations, ils tombèrent d'accord pour :

1<sup>o</sup> Conclure un traité général d'arbitrage qui garantira la réalisation desdits projets ;

2<sup>o</sup> Faire le protocole de la présente conférence dont l'acte sera considéré comme partie intégrante du même traité d'arbitrage.

Ainsi arrêté et signé en deux exemplaires du présent acte le 28 mai 1902.

J. A. TERRY.

J. F. VERGARA DONOSO.

#### TRAITÉ GÉNÉRAL D'ARBITRAGE

Les Gouvernements de la République Argentine et de la République du Chili, animés du commun désir de solutionner, par des moyens amicaux, toutes les difficultés qui pourront s'élever entre les deux pays ont résolu de conclure un traité général d'arbitrage, pour lequel ils ont nommé Ministres Plénipotentiaires, savoir :

Son Excellence le Président de la République Argentine don José Antonio Terry, envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de ces pays ;



Et son Excellence le Président de Chili, don José Francisco Vergara Donoso, Ministre d'Etat au département des relations extérieures :

Lesquels après s'être communiqué leurs Pleins Pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenues des dispositions contenues dans les articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes s'obligent à soumettre à l'arbitrage tous les conflits qui surgiront entre elles de quelque nature et pour quelque cause que ce soit, en tant qu'ils ne touchent pas aux principes de la Constitution de l'un ou l'autre pays et s'ils ne peuvent être solutionnés par des négociations directes.

ART. 2. — On ne peut pas renouveler en vertu de ce Traité les questions qui ont été l'objet des règlements définitifs entre les Parties. En pareil cas, l'arbitrage sera exclusivement limité aux questions qui s'élèvent sur la validité, l'interprétation et l'exécution des dits règlements.

ART. 3. — Les Hautes Parties contractantes désignent comme arbitre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Si quelque'une des Parties contractantes venait à suspendre ses relations amicales avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, en vue de cette éventualité les deux parties désignent comme arbitre le Gouvernement de la confédération Suisse.

Dans le délai de soixante jours après l'échange des ratifications, les deux Parties solliciteront conjointement ou séparément du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, arbitre en premier et du Gouvernement de la confédération Suisse qu'ils daignent accepter la charge d'arbitre que leur confère ce traité.

ART. 4. — Les points, questions et divergences sur lesquels portent les compromis seront fixés par les Gouvernements contractants, qui pourront déterminer l'étendue des pouvoirs de l'arbitre et toute autre circonstance relative à la procédure.

ART. 5. — A défaut d'accord, chacune des Parties pourra solliciter l'intervention de l'Arbitre à qui il appartiendra de déterminer le compromis, la date, le lieu et les formalités de la procédure, comme aussi de résoudre toutes les difficultés relatives au procès qui pourraient surgir au cours des débats. Les compromettants s'engagent à mettre à la disposition de l'arbitre tous les moyens d'information qui dépendent d'eux.

ART. 6. — Chacune des Parties pourra constituer un ou plusieurs mandataires qui la représentera devant l'arbitre.

ART. 7. — L'arbitre est compétent pour décider de la validité du compromis ou de son interprétation ; il l'est également pour résoudre les différends qui s'élèveraient entre les parties sur le point de savoir si certaines questions sont ou non soumises à la juridiction arbitrale, aux termes du compromis.



ART. 8. — L'arbitre devra juger conformément aux principes du droit international, à moins que le compromis n'impose l'application de règles spéciales ou ne l'autorise à juger en amiable compositeur.

ART. 9. — La sentence devra décider définitivement chaque point du litige en exprimant ses motifs.

ART. 10. — La sentence sera rédigée en double original et devra être notifiée à chacune des Parties par l'intermédiaire de son représentant.

ART. 11. — La sentence légalement prononcée, décide, dans les limites de sa portée, les contestations entre les Parties.

ART. 12. — L'arbitre dira dans sa sentence dans quel délai celle-ci doit être exécutée, et sera compétent pour juger les questions qui pourraient s'élever au sujet de cette exécution.

ART. 13. — La sentence n'est pas susceptible d'appel et son exécution est confiée à l'honneur des États signataires de cette convention. Cependant on admettra un recours en revision devant le même arbitre qui aura prononcé sentence, pourvu qu'il soit formé avant l'expiration du délai fixé pour son exécution et dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> S'il a rendu la sentence en vertu d'un document faux ou altéré.

2<sup>o</sup> Si la sentence a été en tout ou en partie la conséquence d'une erreur de faits qui résulte des actes et documents de la cause.

ART. 14. — Chacune des Parties paiera ses propres frais et la moitié des frais généraux de l'arbitrage.

ART. 15. — Le présent traité sera mis en vigueur pendant dix ans à partir de l'échange des ratifications. S'il n'a pas été dénoncé six mois avant son expiration, il sera tenu pour renouvelé pour une autre période de dix ans, et ainsi de suite.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Santiago de Chili dans les six mois de sa date.

En foi de quoi les plénipotentiaires de la République Argentine et de la République du Chili ont signé et scellé de leurs sceaux respectifs le présent traité fait en double exemplaire en la ville de Santiago, le 28 mai 1902.

(L.S.) J. A. TERRY.

(L.S.) J. F. VERGARA DONOSO.

---

#### ACTE EXPLICATIF.

Réunis au ministère des relations extérieures du Chili l'Envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire de la République Argentine, don José Antonio Terry et le ministre du département, don José Francisco Vergara Donoso, afin de faire disparaître les légers doutes suscités entre les deux pays et de donner aux conventions signées le 18 mai dernier



tout le prestige qui leur appartient en raison des idées élevées dans lesquelles elles ont été conclues, MM. les ministres dûment autorisés dirent que leurs gouvernements respectifs étaient d'accord sur les points suivants :

1° Ne peut être l'objet d'un arbitrage entre les Parties l'exécution des traités en vigueur ou de ceux qui ont été signés en conséquence desdits traités auxquelles se réfère l'acte préliminaire du traité d'arbitrage, et en conséquence l'un des gouvernements contractants n'a pas le droit de s'immiscer dans les moyens que l'autre adopte pour mettre ces traités à exécution.

2° L'exécution de l'article 1<sup>er</sup> partie 2 de la convention sur les armements navals, en vertu de laquelle une sage équivalence doit être établie entre les deux escadres, ne rend pas nécessaire l'aliénation des bâtiments, mais on peut chercher à obtenir cette sage équivalence par le désarmement ou les autres moyens appliqués convenablement. Pour que les deux gouvernements conservent les escadres nécessaires, l'une pour la défense naturelle et les destinées permanentes du Chili dans le Pacifique, et l'autre pour la défense naturelle et les destinées permanentes de la République Argentine dans l'Atlantique et le Rio de la Plata.

3° Lesdites conventions se trouvant soumises aux délibérations des congrès de l'un et de l'autre pays il doit être donné connaissance à ces congrès du présent acte.

En foi de quoi ils signent cet acte en double exemplaire à Santiago le 10 juillet 1902.

J. A. TERRY.

J. F. VERGARA DONOSO.

Par ces motifs,

Ayant vu et examiné le traité et les actes insérés plus haut, et après l'approbation du premier par l'honorable congrès de la nation, suivant la loi n° 4092 du 30 juillet 1902, je l'accepte, le confirme et le ratifie, m'engageant et obligeant au nom de la nation à l'exécuter et à le faire exécuter fidèlement et inviolablement.

En foi de quoi, je signe de ma propre main le présent acte de ratification, scellé du grand sceau aux armes de la République, et contre-signé par le ministre secrétaire au département des Relations extérieures et du Culte.

Fait à Buenos-Ayres, Capitale de la République Argentine, le 25 août 1902.

JULIO A. ROCA.

LUIS M. DRAGO.



**Convention concernant la limitation réciproque  
des armements navals.**

(28 mai 1902).

Traduction française de M. GOULÉ, Docteur en Droit, Ancien Magistrat  
(Voir texte original dans *Arch. dipl.* 1904, t. 92, n° 10).

**Acte de ratification de la Convention sur la limitation  
des armements navals avec la République du Chili.**

Julio A. Rocca, Président constitutionnel de la République Argentine, à tous ceux qui verront le présent salut !

Attendu qu'entre la République d'Argentine et la République du Chili, il s'est négocié et signé en la ville de Santiago, le 28 mai 1902, une convention sur la limitation des armements navals, et le 10 juillet de la même année, un acte explicatif de ladite convention, et le 24 du même mois un autre prorogeant le délai pour l'échange des ratifications dont voici les termes :

Réunis au ministère des Relations extérieures du Chili, don José Antonio Terry, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Argentine et don José Francisco Vergara Donoso Ministre audit département ont convenu de consigner dans la convention suivante les diverses conclusions adoptées pour la limitation des armements navals des deux Républiques ; conclusions qui ont été prises grâce à l'initiative et aux bons offices du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, représenté dans la République Argentine par son envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire Sir W. A. C. Barrington et au Chili par son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, don Gérardo A. Lowther.

ARTICLE PREMIER. — Dans le but d'écarter tout motif d'inquiétude et de méfiance entre les deux pays, les Gouvernements de la République Argentine et du Chili renoncent à acquérir les navires de guerre qu'ils ont en construction et à faire, quant à présent, de nouvelles acquisitions.

Les deux Gouvernements conviennent en outre de diminuer leurs escadres respectives ; pour ce faire ils continueront leurs pourparlers jusqu'à la conclusion d'un accord aboutissant entre lesdites escadres à une sage (discreta) équivalence. Cette diminution s'opérera dans le délai d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications de la présente convention.

ART. 2. — Les deux Gouvernements se promettent mutuellement de ne pas augmenter durant cinq ans leurs armements navals sans un avis préalable que celui qui voudra les augmenter donnera à l'autre dix-huit mois auparavant. Il est entendu que se trouvent exclus de cet arrangement tous les armements pour la fortification des côtes et des ports, chacun pouvant acquérir tout engin flottant (máquina flotante) destiné exclusivement à leur défense, comme par exemple des sous-marins (etc., etc.).



ART. 3. — Les aliénations auxquelles cette convention donnera lieu ne pourront être consenties aux pays qui ont des litiges pendants avec l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

ART. 4. — Afin de faciliter le transport des contrats pendants les deux gouvernements s'engagent à proroger de deux mois le délai qu'ils ont stipulé pour la remise de leurs bâtiments respectifs en construction, au sujet desquels ils donneront les instructions nécessaires dans l'acte de signature de cette convention.

ART. 5. — Les ratifications de cette convention seront échangées dans le délai de soixante jours, ou auparavant si c'est possible, et l'échange aura lieu dans la ville de Santiago.

En foi de quoi les soussignés signent et scellent en double exemplaire la présente convention en la ville de Santiago, le 28 mai 1902.

(L. S.) J. A. TERRY.

(L. S.) J. F. VERGARA DONOSO.

---

RÉPUBLIQUE DU CHILI.

Ministère des Relations Extérieures.

Santiago, le 28 mai 1902.

Monsieur le Ministre,

La seconde partie de l'article premier de la convention, conclue pour limiter les armements navals du Chili et de la République Argentine dit que : « les deux gouvernements conviennent en outre de diminuer leurs escadres respectives ; pour ce faire ils continueront leurs pourparlers jusqu'à la conclusion d'un accord aboutissant entre les deux escadres à une sage équivalence. Cette diminution s'opérera dans le délai d'un an, à partir de la date de l'échange des ratifications de la présente convention ».

Ce Gouvernement entend que les différends qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution de la clause ci-dessus devront être jugées par l'arbitre conformément à la disposition de l'art. 1<sup>er</sup> du Traité général d'Arbitrage conclu à cette date.

Espérant que Votre Excellence daignera m'exprimer la pensée de son gouvernement relativement à ce point, il m'est agréable de renouveler à V. E. les assurances de ma haute considération.

J. F. VERGARA DONOSO.

A S. E. M. José Antonio Terry, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine.

---



LÉGATION ARGENTINE,  
Santiago, 28 mai 1902.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur d'accuser réception de la note de V. E. de ce jour, par laquelle elle daigne me communiquer que son gouvernement interprète la seconde partie de l'art. 1<sup>er</sup> de la convention sur la limitation des armements en ce sens que tout différend soulevé et qui en peut être aplani directement dans l'année par les chancelleries sera l'objet d'un arbitrage général conformément au traité signé à cette date.

En réponse, il m'est agréable de déclarer à V. E. que mon Gouvernement donne une semblable interprétation à ladite clause.

Je renouvelle à V. E. les assurances de ma considération distinguée.

J. A. TERRY.

A S. E. M. le Ministre des Relations extérieures du Chili.

---

#### ACTE EXPLICATIF.

Réunis au ministère des Relations extérieures du Chili, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine, don José Antonio Terry, et le ministre audit département, don José Francisco Vergara Donoso, dans le but de lever les légers doutes qui pourraient s'élever entre les deux Pays, et de donner aux conventions signées le 28 mai tout le prestige qui leur appartient en raison des idées élevées dans lesquelles elles ont été conclues, MM. les Ministres, dûment autorisés, dirent que leurs gouvernements respectifs étaient d'accord sur les points suivants :

1<sup>o</sup> Ne peut être l'objet d'un arbitrage entre les Parties l'exécution des Traités en vigueur ou de ceux qui ont été passés en conséquence des dits Traités, auxquels se réfère l'acte préliminaire du traité d'arbitrage, et en conséquence l'un des deux gouvernements contractants n'a pas le droit de s'immiscer dans les moyens que l'autre emploie pour l'exécution de ces traités.

2<sup>o</sup> L'exécution de l'art. 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> partie de la Convention sur les armements navals, en vertu de laquelle une sage équivalence doit être établie entre les deux escadres ne rend pas nécessaire l'aliénation des bâtiments, mais on peut chercher à obtenir cette sage équivalence par le désarmement ou d'autres moyens appliqués convenablement, pour que les deux gouvernements conservent les escadres nécessaires, l'une pour la défense matérielle et les destinées permanentes de la République du Chili dans le Pacifique, et l'autre pour la défense naturelle et les destinées permanentes de la République Argentine dans l'Atlantique et le Rio de la Plata.

3<sup>o</sup> Lesdites conventions se trouvant soumises à la délibération des Congrès de l'un et l'autre pays, il doit être donné connaissance à ces congrès du présent acte.

En foi de quoi ils ont signé cet acte en double exemplaire à Santiago le 10 juillet 1902.

J. A. TERRY.

J. F. VERGARA DONOSO.



ACTE PROROGÉANT LE DÉLAI POUR L'ÉCHANGE  
DES RATIFICATIONS.

Les soussignés, prévoyant que l'échange des ratifications de la Convention sur la limitation des armements navals signée le 28 mai de la présente année, entre la République Argentine d'une part et la République du Chili d'autre part ne pourra s'effectuer par suite des circonstances indépendantes de la volonté des Hautes Parties contractantes dans le délai stipulé dans l'art. 5 de ladite convention, se sont réunis aujourd'hui même au département des Relations extérieures du Chili et ont d'accord prorogé ce délai de 60 jours à partir du 28 du présent mois.

Fait double à Santiago de Chili, le 24 juin 1902.

J. A. TERRY.

J. F. VERGARA DONOSO.

Par ces motifs :

Ayant vu et approuvé la Convention préinsérée et après approbation par l'honorable congrès de la nation, aux termes de la Loi n° 4093 du 30 juillet 1902, je l'accepte, le confirme et le certifie, en m'engageant et obligeant au nom de la nation, à l'exécuter et à la faire exécuter fidèlement et inviolablement.

En foi de quoi, je signe de ma propre main les présents actes de Ratification, scellé du grand sceau aux armes de la République et contresigné par le Ministre Secrétaire au département des Relations Extérieures et des Cultes.

Fait à Buenos-Ayres, Capitale de la République Argentine, le 25 août 1902.

JULIO A. ROCA.

LUIS M. DRAGO.

ACTE D'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS.

Réunis au Ministère des Relations extérieures du Chili, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine, et le ministre audit département, pour effectuer l'échange des ratifications faites par le Président de la République Argentine et le Président de la République du Chili, du traité général d'arbitrage et de la convention sur la limitation des armements navals conclus entre les deux pays le 28 mai dernier, et, ayant donné lecture des actes de ces ratifications et les ayant trouvés, après les avoir examinés, en bonne et due forme, procédèrent audit échange.

En foi de quoi les soussignés ont signé et scellé en double exemplaire le présent acte d'échange à Santiago, le 22 septembre 1902.

(L. S.) JOSÉ A. TERRY.

(L. S.) J. F. VERGARA DONOSO.



**Convention en vue d'assurer l'équivalence  
des escadres argentine et chilienne.**

(12 janvier 1903).

A Buenos-Ayres, le 9 janvier 1903, réunis au Bureau du Ministère des Relations extérieures et des Cultes, S. A. le docteur Luis M. Drago, ministre audit département, et S. E. M. Concha, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Chili, après avoir échangé leurs pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu du suivant arrangement afin de rendre effective la sage (*discreta*) équivalence que les deux pays ont résolu d'établir entre leurs deux escadres, conformément au Traité sur les armements navals, signé le 28 mai 1902, avec les notes échangées à la même date entre la Chancellerie chilienne et le ministre plénipotentiaire de la République Argentine au Chili et l'acte signé sur le même sujet le 10 juillet 1902.

ARTICLE PREMIER. — La République Argentine et celle du Chili vendront en conséquence et dans le plus bref délai possible, les navires de guerre qu'elles ont actuellement en construction — la première sur les chantiers d'Ansaldo (Italie) la seconde sur ceux de Vickers et Armstrong (Angleterre) aux conditions établies par l'alinéa premier de l'article 1<sup>er</sup> et par l'article 3 de la convention du 28 mai 1902.

Si pour une cause quelconque la vente ne peut être immédiatement réalisée, les Hautes Parties Contractantes pourront continuer en attendant la construction desdits navires jusqu'à ce qu'ils soient terminés, mais en aucun cas ces navires ne pourront être incorporés dans leurs escadres respectives, pas même en donnant dans les dix-huit mois l'avis préalable requis pour l'augmentation des armements navals, prévus par l'article 2 du dit traité.

ART. 2. — Les deux Hautes Parties Contractantes d'un commun accord décident de mettre de suite les bâtiments actuellement en construction à la disposition et aux ordres de Sa Majesté Britannique, arbitre nommé par le traité du 28 mai 1902, en l'assurant qu'elles ont convenu qu'ils ne pourront sortir des chantiers où ils se trouvent actuellement, sauf dans le cas où les deux Hautes Parties le demanderont d'un commun accord pour en avoir réalisé la vente ou par convention postérieure.

ART. 3. — Les deux Hautes Parties Contractantes aviseront immédiatement les chantiers de construction que les bâtiments ont été mis par accord des deux gouvernements à la disposition de l'arbitre désigné dans le traité du 28 mai 1902, sans l'ordre exprès duquel ils ne pourront être livrés à personne, ni à aucune nation.

ART. 4. — Pour établir la sage équivalence entre les escadres existantes, la République Argentine procédera au désarmement de ses cuirassés « Garibaldi » et « Pueyrredon » et la République du Chili au désarmement du cuirassé « Capitan Prat ».



ART. 5. — Pour que les bâtiments soient considérés comme désarmés conformément à l'article précédent, ils devront être amarrés dans une darse (darsena) ou dans un port, n'ayant à bord que le personnel nécessaire pour veiller à la conservation du matériel que l'on ne pourra enlever, et après en avoir débarqué :

Tout le charbon,  
Toutes les poudres et munitions,  
L'artillerie de petit calibre,  
Les tubes lance-torpilles et les torpilles,  
Les projecteurs électriques,  
Les petites embarcations,  
Tous les articles de consommation,  
Toutes les charges.

En vue d'une meilleure conservation on pourra mettre ces objets à l'abri sous un toit.

ART. 6. — Les bateaux indiqués dans l'article 4 que les deux gouvernements conviennent de désarmer, devront rester dans cet état et ne pourront être armés à nouveau, sauf avis préalable que le gouvernement qui veut le faire devra donner à l'autre gouvernement, dix-huit mois auparavant, sauf accord ultérieur ou si les bâtiments avaient été aliénés.

ART. 7. — Les deux gouvernements demanderont à l'arbitre désigné dans les traités du 28 mai 1902, pour résoudre les difficultés auxquelles pourront donner lieu les questions d'armements navals, l'acceptation de la charge qui résulte du présent acte, et à cet effet on lui enverra une copie authentique dudit.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs signent et scellent le présent en double exemplaire.

(L. S.) LUIS M. DRAGO.

(L. S.) CARLOS CONCHA.

DÉPARTEMENT  
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DES CULTES.

Approuvé.

*Buenos-Ayres, 12 janvier 1903.*

JULIO A. ROCA.

LUIS M. DRAGO.

---



## ARGENTINE — PARAGUAY

## Convention d'arbitrage et Protocole additionnel.

6 novembre 1899 et 25 janvier 1902.

Traduction française de M. GOULÉ, Docteur en Droit, Ancien Magistrat

(Voir texte original, *Arch. dipl.*, 1904, t. 92, n° 10, p. 1198).

## Echange des ratifications du traité général d'arbitrage entre la République Argentine et la République du Paraguay.

Julio A. Roca, président constitutionnel de la République Argentine, à tous ceux qui verront le présent, salut !

Attendu qu'entre la République et la République du Paraguay, il s'est négocié, conclu et signé en la ville d'Assomption le 6 novembre 1899 un traité général d'arbitrage, accompagné d'un protocole additionnel y annexé le 25 janvier 1902, contenant les modifications introduites par le haut congrès de la nation argentine, traité et protocole dont les dispositions sont les suivantes :

Les Gouvernements de la République Argentine et de la République du Paraguay, animés du commun désir de solutionner par des moyens amiables les difficultés qui pourraient s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure un Traité général d'arbitrage et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Son Excellence le Président de la République Argentine son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en la République du Paraguay, don Lauro Cabrol, et Son Excellence le Président de la République du Paraguay, son ministre secrétaire d'Etat au département des Relations Extérieures, don José Decond, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

## TRAITÉ.

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes s'obligent à soumettre à un jugement arbitral toutes les difficultés, quelles qu'en soient la nature et la cause, qui s'élèveraient entre elles, en tant qu'elles ne toucheraient pas aux principes de la constitution de l'un ou de l'autre pays, et ne pouvant être réglés au moyen de négociations directes.

ART. 2. — On ne pourra revenir en vertu de ce traité, sur les questions ayant été l'objet de règlements définitifs entre les parties. En semblable cas, l'arbitrage sera exclusivement limité aux questions qui pourraient s'élever sur la validité, l'interprétation et l'exécution des dits règlements.

ART. 3. — Pour chaque cas qui se présentera, on constituera un tribunal arbitral qui devra résoudre le conflit soulevé. Le tribunal, s'il



n'y a pas d'accord sur sa constitution, sera composé de trois juges. Chaque Etat nommera un arbitre, et ceux qui seront nommés en désigneront un troisième. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur cette désignation, elle sera faite par le chef d'un troisième Etat, que choisiront les arbitres nommés par les parties. S'ils ne se mettent pas d'accord sur ce dernier choix, on sollicitera cette désignation du Président de la Confédération suisse. L'arbitre ainsi choisi sera de droit Président du tribunal.

On ne pourra nommer tiers arbitre la personne qui en cette qualité aura déjà pris part à un jugement arbitral en exécution de ce traité.

ART. 4. — Aucun des arbitres ne pourra être citoyen des Etats contractants, ni domicilié sur son territoire. Il ne pourra non plus être intéressé dans les conflits qui seraient l'objet de l'arbitrage.

ART. 5. — En cas de non-acceptation, de démission ou d'empêchement de l'un des arbitres ou de plusieurs d'entre eux, il sera pourvu à leur remplacement suivant la procédure adoptée pour leur nomination.

ART. 6. — Les points soumis à l'arbitrage seront fixés par les Etats contractants qui pourront aussi déterminer l'étendue des pouvoirs des arbitres et toute autre règle de procédure.

ART. 7. — A défaut de stipulations spéciales entre les parties, il appartient au tribunal de désigner l'époque et le lieu de ses séances hors du territoire des Etats contractants, choisir la langue qui devra être employée, déterminer les moyens de procédure, les formes et les délais qui seront prescrits aux parties, les procédures à suivre, et en général prendre toutes les mesures qui seraient nécessaires pour son fonctionnement et propres à résoudre toutes les difficultés de procédure qui pourraient s'élever au cours des débats. Les Parties s'obligent à mettre à la disposition des arbitres tous les moyens d'information qui dépendent d'elles.

ART. 8. — Chacune des Parties pourra constituer un ou plusieurs mandataires qui la représentera devant le tribunal arbitral.

ART. 9. — Le tribunal est compétent pour statuer sur la régularité de sa propre constitution, la validité du compromis et son interprétation ; il l'est également pour résoudre les difficultés qui s'élèveraient entre les parties sur le point de savoir si certaines questions déterminées sont ou non soumises à la juridiction arbitrale d'après le texte de l'acte de compromis.

ART. 10. — Le tribunal devra prononcer conformément aux principes du droit international à moins que le compromis n'impose l'application de règles spéciales ou n'autorise les arbitres à statuer comme amiables compositeurs.

ART. 11. — Le tribunal ne pourra se constituer sans la présence des trois arbitres. Au cas où la minorité des arbitres dûment cités se refuserait à prendre part aux délibérations ou autres actes du débat, le



tribunal sera composé de la majorité des arbitres à charge de constater le défaut d'assistance volontaire et injustifié de la minorité.

Sera tenu comme sentence ce que décidera la majorité des arbitres, mais si le tiers arbitre, n'accepte l'avis d'aucun des arbitres nommés par les parties, son opinion sera la chose jugée.

ART. 12. — La sentence devra régler définitivement chaque point en litige en exprimant les motifs à l'appui.

Elle sera rédigée en double original et signée de tous les arbitres. Si l'un d'eux se refuse à la signer, les autres devront faire mention dans un acte spécial de cette circonstance, et la sentence produira son effet à condition d'être signée par la majorité des arbitres. L'arbitre en désaccord se bornera à faire constater son dissentiment au moment de la signature de la sentence et sans donner ses raisons.

ART. 13. — La sentence devra être notifiée à chacune des parties par l'intermédiaire de son représentant devant le tribunal.

ART. 14. — La sentence régulièrement prononcée, décide dans les limites de sa portée, la contestation entre les Parties.

ART. 15. — Le tribunal fixera dans sa sentence le délai dans lequel elle devra être exécutée et sera compétent pour résoudre les difficultés qui pourraient s'élever au sujet de son exécution.

ART. 16. — La sentence n'est pas susceptible d'appel et son exécution est confiée à l'honneur des états signataires de cette convention. Cependant un recours en révision sera admis devant le tribunal qui l'aura prononcée pourvu qu'il soit introduit avant l'expiration du délai fixé pour son exécution, dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> Si la sentence a été rendue en vertu d'un document faux ou altéré.

2<sup>o</sup> Si la sentence a été en tout ou en partie la conséquence d'une erreur de fait qui résulte des actes ou documents de la cause.

ART. 17. — Chacune des parties paiera ses propres frais et la moitié des frais généraux du tribunal arbitral.

ART. 18. — Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant son expiration il sera tenu pour renouvelé pendant une autre période de dix ans et ainsi successivement.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu dans les six mois de sa date.

En foi de quoi les Plénipotentiaires de la République Argentine et de la République du Paraguay, ont signé et scellé de leurs sceaux respectifs le présent traité fait en double en la ville d'Assomption le six novembre 1899.

(L.S.) LAURO CABRAL.

(L.S.) JOSÉ S. DECOND.



## PROTOCOLE

Réunis au palais du ministère des Relations Extérieures de la République du Paraguay, leurs Excellences le docteur don Manuel Dominguez, ministre des relations extérieures et don Lauro Cabral, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine, étant d'accord pour modifier le traité général d'arbitrage conclu entre les deux gouvernements le 6 novembre 1899, dans la partie qui traite de la formation du tribunal arbitral et dans le but d'assurer sa constitution sans avoir les inconvénients inhérents à un tribunal permanent ont convenu de ce qui suit :

L'article 3 dudit traité est modifié comme il suit : « Pour chaque cas qui se présentera on constituera le tribunal arbitral qui devra résoudre le conflit soulevé. S'il n'y a pas d'accord pour la composition du tribunal, celui-ci sera composé de trois juges. Chaque Etat nommera un arbitre et les arbitres nommés désigneront le troisième. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur cette désignation, elle sera faite par le Chef d'un troisième Etat que choisiront les arbitres nommés par les Parties. S'ils ne peuvent encore se mettre d'accord pour cette dernière nomination, chaque personne désignera une puissance différente et l'élection du tiers arbitre sera faite par les deux puissances ainsi désignées. L'arbitre ainsi élu sera de droit président du tribunal. Ne pourra être nommé tiers arbitre la personne qui en cette qualité aura déjà participé à un jugement arbitral en exécution du présent traité ».

Le présent protocole sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu en même temps que le traité d'arbitrage dont il formera partie intégrante.

En foi de quoi ledit traité a été signé en double exemplaire en la ville d'Assomption le 25 janvier 1902.

(L.S.) LAURO CABRAL.

(L.S.) MANUEL DOMINGUEZ.

Par ces motifs :

Après avoir vu et examiné les traité et protocole ci-dessus et après approbation du premier par le haut congrès de la nation, aux termes de la loi n° 4045 du 18 décembre 1901, je les accepte, confirme et ratifie en m'engageant et m'obligeant au nom de la nation à les exécuter et faire exécuter fidèlement et inviolablement.

En foi de quoi je signe de ma main le présent acte de ratification scellé du grand sceau des armes de la République et contresigné par le ministre secrétaire au département de l'Intérieur et ministre intérimaire des relations extérieures et des cultes.

Fait à Buenos-Ayres, capitale de la République Argentine, le 15 mai 1902.

JULIO A. ROCA.

JOAQUIN.

V. GONGALEZ.



## ACTE D'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS.

Réunis au Palais du ministère des relations extérieures de la République de Paraguay, Son Excellence le Docteur don Manuel Dominguez, ministre des Relations Extérieures, et Sa Seigneurie don Carlos Burgos, chargé d'affaires par interim de la République Argentine, dans le but de procéder à l'échange des ratifications du traité général d'arbitrage conclu entre la République du Paraguay et la République Argentine, le six novembre de l'année 1899, et après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont procédé comme il était convenu à la lecture des actes de ratification de ladite convention internationale, et les ayant trouvés conformes ont effectué l'échange d'usage.

En foi de quoi ils ont signé et scellé le présent acte en double en la ville d'Assomption le cinq juin 1902.

(L.S.) CARLOS BURGOS.

(L.S.) MANUEL DOMINGUEZ.

---



## BOLIVIE — PÉROU.

## Conventions d'arbitrage.

(23 septembre 1902; 30 décembre 1902).

## TEXTE ORIGINAL.

LEGACION DEL PERU.

JOSE MANUEL PANDO, Presidente constitucional de la Republica de Bolivia.

Por cuanto :

A los ventitrés dias del mes de setiembre del año mil novecientos dos, se firmo en esta ciudad por plenipotenciarios debidamente autorizados un tratado sobre demarcación de fronteras con la República del Perú, en los siguientes términos :

Los excelentísimos gobiernos de la República de Bolivia y de la República del Perú, animados del propósito de resolver por medios pacíficos y amistosos la controversia de límites que se halla pendiente entre ambo países, han acordado definir y fijar la linea divisoria y nombrado á este efecto sus plenipotenciarios á saber :

Su excelencia el presidente de la Republica de Bolivia, al señor doctor don Eliodoro Villazon, ministro de relaciones exteriores ;

Su excelencia el presidente de la República del Perú, al señor doctor don Felipe de Osma, su enviado extraordinario y ministro plenipotenciario ante el gobierno de Bolivia ;

## TRADUCTION FRANÇAISE

de M. GOULÉ, Docteur en Droit, Ancien Magistrat.

JOSÉ MANUEL PANDO, Président constitutionnel de la République de Bolivie.

Attendu :

Que le 23 septembre 1902, il a été signé dans cette ville par plénipotentiaires dûment autorisés un traité relatif à la délimitation de frontières avec la République du Pérou dans les termes suivants :

Les gouvernements de la République de Bolivie et de la République du Pérou, dans le but de résoudre par des moyens pacifiques et amicaux la question de limites qui se trouve pendante entre les deux pays, ont convenu de déterminer et fixer la ligne séparative, et désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires : à savoir

Son Excellence le Président de la République de Bolivie M. le docteur don Eliodoro Villazon, ministre des relations extérieures.

Son Excellence le Président de la République du Pérou, M. le docteur don Felipe de Osma, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le gouvernement de Bolivie.



Quienes, después de haber manifestado sus plenos poderes y encontrándolos en debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I. — Las dos altas partes contratantes convienen en proceder á la demarcación de la frontera, desde el punto de intersección entre ésta y el límite de los territorios ocupados por Chile, conforme á la cláusula tercera del tratado de paz de 1883, al occidente hasta los nevados de Palomani al oriente, advirtiéndose que en esta región el punto terminal de la línea divisoria se fijará en conformidad con los estudios é indicaciones de la comisión demarcadora. El arreglo de la cuestión sobre el resto de la frontera se reserva para otra convención especial.

Artículo II. — Las altas partes contratantes convienen igualmente en proceder, conforme á las estipulaciones del presente tratado, á la demarcación de la línea que separa las provincias peruanas de Tacna y Arica de la boliviana de Carangas inmediatamente después que esas vuelvan a estar bajo la plena soberanía del Perú.

Artículo III. — La frontera indicada en el artículo primero será estudiada por una comisión mixta demarcadora, compuesta de cada parte por un comisario nacional, capaz de examinar y apreciar los títulos relativos á límites, un primer ingeniero geógrafo, un ingeniero auxiliar, un secretario y el personal auxiliar necesario. Estas comisiones serán constituidas y comenzarán sus trabajos tan luego que tenga lugar el canje de las ratificaciones.

---

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Article I. — Les deux Hautes Parties Contractantes conviennent de procéder à la délimitation de la frontière, depuis le point d'intersection entre celle-ci et la limite des territoires occupés par le Chili conformément à l'article 3 du traité de paix de 1883, à l'ouest, jusqu'aux montagnes neigeuses de Palomani à l'est, en déclarant que dans cette région le point final de la ligne séparative sera fixé conformément aux études et aux indications de la commission chargée de la délimitation. Le règlement de la question sur le reste de la frontière est réservé pour une autre convention spéciale.

Article II. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent également de procéder conformément aux dispositions du présent traité à la délimitation de la ligne qui sépare les provinces péruviennes de Tacna et Arica de la province bolivienne de Carangas, aussitôt après que ces provinces sont revenues sous la pleine souveraineté du Pérou.

Article III. — La frontière désignée dans l'article premier sera étudiée par une commission mixte de délimitation, composée de chaque côté d'un commissaire national, ayant le pouvoir d'examiner et de juger les titres relatifs aux limites, d'un premier ingénieur géographe, d'un ingénieur auxiliaire, d'un secrétaire et du personnel auxiliaire nécessaire. Ces commissions seront constituées et commenceront leurs travaux aussitôt que l'échange des ratifications aura eu lieu.



Artículo IV. — Los estudios comprenderán por lo menos una legua de extensión a uno y otro lado del límite conocido actualmente y respecto de los lugares sobre que haya controversia abarcarán todo el terreno disputado con sus accidentes y detalles topográficos.

Artículo V. — La comisión mixta levantará planos por secciones numeradas y hará constar en ellos los accidentes del terreno, los límites más ó menos conocidos en el día, los avances ó límites reclamados por los comisionados de cada nación. Habiendo acuerdo procederá á la demarcación y amojonamiento de la línea divisoria mandando colocar los hitos y haciendo constar por actas el número de ellos. Si hubiese desacuerdo cada comisión hará constar sobre el plano el límite que debe trazarse según su juicio y acompañará un memorándum conciso que ponga de manifiesto los títulos y las razones.

Artículo VI. — Los planos ó mapas serán sometidos al examen y aprobación de los gobiernos y mediante un protocolo general u otros parciales se fijará la línea definitiva divisoria de ambos naciones y sobre ella se procederá á levantar los hitos ó mojones haciéndose constar la ubicación de ellos mediante tantas actas cuantas sean necesarias.

Artículo VII. — Si las altas partes contratantes no llegasen á resolver directamente los casos de desacuerdo entre las respectivas comisiones, los someterán á arbitraje.

---

Article IV. — Les études comprendront pour le moins une lieue d'étendue de chaque côté de la limite connue actuellement et eu égard aux lieux litigieux embrasseront tout le terrain contesté avec ses accidents et détails topographiques.

Article V. — La commission mixte lèvera des plans par sections numérotées et fera figurer sur eux les accidents de terrain, les limites plus ou moins connues jusqu'à ce jour, les avances ou limites réclamées par les commissaires de chaque section. S'ils tombent d'accord, ils procéderont à la délimitation et au bornage de la ligne séparative en y faisant placer des poteaux et en mentionnant sur les actes le nombre de ces derniers. En cas de désaccord, chaque commission fera figurer sur le plan la ligne qui doit à son avis être tracée et y joindra un memorandum concis indiquant clairement les titres et les preuves à l'appui.

Article VI. — Les plans ou cartes seront soumis à l'examen et à l'appréciation des gouvernements et au moyen d'un protocole général ou d'autres protocoles particuliers, on fixera la ligne frontière séparant les deux pays et on élèvera sur elle les poteaux ou bornes en faisant constater leur existence par autant d'actes qu'il sera nécessaire.

Article VII. — Si les hautes parties contractantes n'arrivaient pas à résoudre directement les cas de désaccord entre les commissions respectives, elles les soumettraient à un arbitrage.



Artículo VIII. — Las instrucciones detalladas para que las comisiones den principio con sus trabajos, serán acordadas con debida oportunidad, por un protocolo especial y entregadas respectivamente á las comisiones que para este objeto estarán reunidas en la ciudad de La Paz ó en la de Puno.

En fe de lo cual los infrascriptos firman y sellan el presente tratado, hecho en doble ejemplar en la ciudad de La Paz á los veintitrés días del mes de setiembre del año de mil novecientos dos.

(L. S.) ELIODORO VILLAZON.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

Yo por cuanto el poder legislativo aprobó los actos anteriores en virtud de la ley que se copia á continuación :

*El Congreso Nacional —*

DECRETA :

Apruébase el tratado celebrado entre las repúblicas de Bolivia y el Perú, en veintitrés de setiembre de mil novecientos dos, por medio de los señores Eliodoro Villazón, ministro de relaciones exteriores, y Felipe de Osma, enviado extraordinario y ministro plenipotenciario del Perú, con la modificación que en el acta de canje de las ratificaciones se hará constar en los términos siguientes : en el artículo primero, en

---

Article VIII. — Les instructions détaillées permettant aux commissions de commencer leurs travaux seront déterminées en temps opportun par un protocole spécial et remises respectivement aux commissions qui pour cet objet se réuniront en la ville de la Paz ou en celle de Puno.

En foi de quoi les soussignés signent et scellent le présent traité, fait en double exemplaire en la ville de la Paz le vingt-trois septembre de l'année 1902.

(L. S.) ELIODORO VILLAZON.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

Et attendu que le pouvoir législatif a approuvé les actes antérieurs en vertu de la loi ci-dessous transcrite :

*Le Congrès national*

DÉCRÈTE :

Est approuvé le traité conclu entre les Républiques de Bolivie et du Pérou le 23 septembre 1902, par l'entremise de MM. Eliodoro Villazon, ministre des relations extérieures et Felipe de Osma, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou, avec une modification qui dans l'acte d'échange des ratifications consistera dans les termes suivants : dans l'article premier au lieu de dire « jusqu'aux montagnes



lugar de decir « hasta los nevados de Palomani » se dirá « hasta el lugar en que la actual línea de frontera coincide con el río Suches ».

Comuníquese al Poder Ejecutivo para los fines constitucionales.

Sala de sesiones del honorable congreso nacional. La Paz, octubre 19 de 1903.

VENANCIO JIMENEZ — ANIBAL CAPRILES.

*Faustino A. Quiroga — Demetrio F. de Córdova — Cesar Salinas*  
D. S. D. S.

Por tanto; y ejerciendo la facultad que la constitución política confiere al jefe del estado en su artículo ochenta y nueve atribución primera: ratifica el tratado preinserto, empeña á su cumplimiento la fe y el honor nacional y ordena se le tenga y cumpla como ley de la república.

Dada en el palacio de gobierno de la ciudad de La Paz, sellada con el sello respectivo y refrendada por el ministro de estado en el despacho de relaciones exteriores, á los catorce días del mes de enero de mil novecientos cuatro años.

(L. S.) JOSÉ M. PANDO.

JUAN M. SARACHO.

Es conforme. — El oficial mayor de relaciones exteriores.

(fdo.) *Solano Polo*.

neigeuses de Palomani » on dira « jusqu'au lieu où la ligne de frontière actuelle coïncide avec le rio Suchès ».

Communiqué au pouvoir exécutif aux fins constitutionnelles.

Salle des sessions de l'honorable congrès national. La Paz, 19 octobre 1903.

VENANCIO JIMÉNEZ. — ANNIBAL CAPRILES.

*Faustino A. Quiroga — Demetrio F. de Córdova — César Salinas*  
D. S. D. S.

Par ces motifs, et exerçant la faculté que la constitution politique confère au chef de l'Etat dans son article quatre-vingt-neuf, comme première attribution, ratifions le traité sus inséré, obligeons à son exécution la foi et l'honneur national et ordonnons qu'il soit obéi comme loi de la république.

Fait dans le palais du gouvernement de la ville de la Paz, scellé de notre sceau respectif et contresigné par le ministre d'Etat dans le bureau des relations extérieures, le 14 janvier 1904.

(L. S.) JOSÉ M. PANDO.

JUAN M. SARACHO.

Pour copie conforme. — Le Sous-Secrétaire d'Etat des Relations extérieures.

(Signé) : SOLANO POLO.



En La Paz, à los nueve días del mes de marzo de mil novecientos cuatro, reunidos en el ministerio de relaciones exteriores, los excmos. señores don Felipe de Osma, enviado extraordinario y ministro plenipotenciario del Peru, y don Claudio Pinilla, ministro de relaciones exteriores de Bolivia, se comunicaron sus plenos poderes y efectuaron el canje de las ratificaciones del tratado de demarcación firmado en esta ciudad el 23 de septiembre de 1902, haciendo constar que las palabras : « hasta los nevados de Palomani », de su artículo primero, quedan substituidas por estas otras : « hasta el lugar en que la actual línea de frontera coincide con el río Suches ».

En fe de lo cual los referidos plenipotenciarios extienden, firman y sellan la presente acta en doble ejemplar.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

(L. S.) CLAUDIO PINILLA.

JOSÉ MANUEL PANDO, Presidente Constitucional de la Republica de Bolivia.

Por cuanto :

A los treinta días del mes de diciembre del año mil novecientos dos, se firmó en esta ciudad por plenipotenciarios debidamente autorizados, un tratado de arbitraje *juris* con la republica del Peru, en los siguientes términos :

A la Paz, le 9 mars 1904, réunis au Ministère des relations extérieures, leurs Excellences don Felipe de Osma, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaires du Pérou et don Claudio Pinilla, ministre des relations extérieures de Bolivie, se sont communiqué leurs pleins pouvoirs et ont effectué l'échange des ratifications du traité de délimitation signé dans cette ville le 23 septembre 1902, en mentionnant que les mots « jusqu'aux montagnes neigeuses de Palomani » de son article premier seront remplacés par les suivants, « jusqu'au lieu où la frontière actuelle coïncide avec le rio Suchès ».

En foi de quoi lesdits plénipotentiaires rédigent, signent et scellent le présent acte en double exemplaire.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

(L. S.) CLAUDIO PINILLA.

JOSÉ MANUEL PANDO, Président constitutionnel de la République de Bolivie.

Attendu :

Que le 30 décembre 1902, il a été signé en cette ville par plénipotentiaires dûment autorisés, un traité d'arbitrage *juris* avec la République du Pérou dans les termes suivants :



El presidente de la república de Bolivia y el presidente de la república del Perú deseosos de arreglar la cuestión de límites que se halla pendiente entre los dos estados, han nombrado con este objeto por sus plenipotenciarios: S. E. el presidente de la república de Bolivia, al doctor don Eliodoro Villazón, su ministro de relaciones exteriores; y

S. E. el presidente de la república del Perú, al doctor don Felipe de Osma, su enviado extraordinario y ministro plenipotenciario ante el gobierno de Bolivia, quienes después de haberse manifestado sus plenos poderes y hallándolos en debida forma, han celebrado, de conformidad con la cláusula segunda del tratado general de arbitraje de 21 de noviembre del año último, (1) el siguiente:

Artículo I. — Las altas partes contratantes someten al juicio y decisión del gobierno de la república argentina, en calidad de árbitro, juez de derecho, la cuestión de límites que tienen pendiente entre ambas repúblicas, a fin de obtener un fallo definitivo é inapelable, según el cual todo el territorio que en 1810 perteneció á la jurisdicción ó distrito de la antigua Audiencia de Charcas, dentro de los límites del virreinato de Buenos Aires, por actos del antiguo Soberano, sea de la república de Bolivia; y todo el territorio que en esa misma fecha y por actos de igual procedencia pertenecía al virreinato de Lima, sea de la república del Perú.

Artículo II. — Habiéndose arreglado por el tratado de 23 de septiembre

---

Le Président de la République de Bolivie et le président de la République du Pérou, désireux de régler la question de limites qui se trouve pendante entre les deux Etats, ont désigné dans ce but pour leurs plénipotentiaires: Son Excellence le Président de la République de Bolivie, le Docteur don Eliodoro Villazon, son Ministre des relations extérieures, et son Excellence le Président de la République du Pérou, le Docteur don Felipe de Osma, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de Bolivie, qui après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu, conformément à l'article 2 du traité général d'arbitrage du 21 novembre de l'année dernière (1) le traité suivant:

Article I. — Les hautes parties contractantes soumettent au jugement et à la décision du Gouvernement de la République Argentine, en qualité d'arbitre, juge de droit, la question pendante, de limites entre les deux Républiques, afin d'obtenir une décision définitive et sans appel, suivant laquelle tout le territoire qui en 1810 dépendait de la juridiction ou du district de l'ancienne Cour de Charcas, à l'intérieur des limites de la vice-royauté de Buenos Aires, par actes de l'antique souverain, appartiendrait à la République de Bolivie; et tout le territoire qui à cette même époque et par actes de même source dépendait de la vice-royauté de Lima, appartiendrait à la République du Pérou.

Article II. — Le traité du 23 septembre de la présente année ayant

(1) Voir ci-dessous p. 34.



del presente año la demarcacion y amojonamiento de la frontera que comienza entre las provincias peruanas de Arica y Tacna y la boliviana de Carangas, al occidente, hasta, los nevados de Palomani, esta sección queda exceptuada del presente tratado.

Artículo III. — El árbitro, para pronunciar su fallo, se conformará con las leyes de la recopilación de Indias, cédulas y órdenes reales, las ordenanzas de intendentes, los actos diplomáticos relativos á demarcación de fronteras, mapas y descripciones oficiales, y en general, con todos los documentos que teniendo carácter oficial se hubiesen dictado, para dar el verdadero significado y ejecución á dichas disposiciones reales.

Artículo IV. — Siempre que los actos ó disposiciones reales no definan el dominio de un territorio de manera clara, el árbitro resolverá la cuestión equitativamente, aproximándose, en lo posible, al significado de aquéllas y al espíritu que las hubiese informado.

Artículo V. — La posesión de un territorio ejercida por una de las altas partes contratantes no podrá oponerse ni prevalecer contra títulos ó disposiciones reales que establezcan lo contrario.

Artículo VI. — Las altas partes contratantes, tan luego como sean canjeadas las ratificaciones del presente tratado, solicitarán del gobierno

---

régler la délimitation et le bornage de la frontière qui commence entre les provinces péruviennes de Arica et de Tacna, et la province bolivienne de Carangas, à l'ouest, jusqu'aux montagnes neigeuses de Palomani, cette section reste exceptée du présent traité.

Article III. — L'arbitre, pour prononcer sa sentence, se conformera aux lois de la collection des Indes, aux décrets et ordonnances royales, aux ordonnances des administrateurs (intendentes), aux actes diplomatiques relatifs à la délimitation des frontières, aux cartes et descriptions officielles, et en général à tous les documents qui, ayant un caractère officiel, auraient eu pour objet de donner le véritable sens aux décisions royales et de les mettre à exécution.

Article IV. — Au cas où les actes ou décisions royales ne résolvent pas la question de propriété d'un territoire d'une manière claire, l'arbitre jugera le litige en équité, en se tenant le plus près possible du sens desdits actes et de l'esprit qui les a inspirés.

Article V. — La possession d'un territoire exercée par une des hautes parties contractantes ne pourra être opposée ni prévaloir contre les titres ou décisions royales établissant le contraire.

Article VI. — Les hautes parties contractantes, aussitôt que seront échangées les ratifications du présent traité, demanderont au Gouver-



de la República Argentina, simultáneamente y por medio de sus enviados extraordinarios y ministros plenipotenciarios, que acepte el cargo de árbitro, asuma la jurisdicción para el conocimiento, sustanciación y decisión de la controversia y establezca el procedimiento que deba seguirse.

Artículo VII. — Un año después de comunicada la aceptación, los referidos representantes diplomáticos presentarán su exposición poniendo de manifiesto los derechos de sus respectivos estados y los documentos que los apoyan ó sirven de fundamento.

Artículo VIII. — Los dichos agentes diplomáticos representarán, en el juicio, á sus gobiernos, con todas las facultades necesarias para recibir y absolver traslados, ofrecer pruebas, presentar y ampliar alegatos, suministrar datos que esclarezcan los derechos discutidos y, en fin, para seguir el juicio hasta su término.

Artículo IX. — Dictado el fallo, quedará definitivamente ejecutoriado por el echo de ponerse en conocimiento de los referidos enviados extraordinarios y ministros plenipotenciarios de las altas partes contratantes. Desde ese momento se tendrá por definitiva y obligatoriamente establecida la delimitación territorial, de derecho, entre ambas repúblicas.

---

nement de la République Argentine simultanément et par l'intermédiaire des Envoyés Extraordinaires et Ministres Plénipotentiaires, d'accepter la charge d'arbitre, de désigner la juridiction compétente pour la connaissance, l'examen et le jugement du litige, et de fixer la procédure qui doit être suivie.

Article VII. — Un an après la communication de l'acceptation, lesdits représentants diplomatiques présenteront leur requête en exposant clairement les droits de leurs nations respectives avec les documents à l'appui servant de fondement à leurs prétentions.

Article VIII. — Lesdits agents diplomatiques représenteront leurs Gouvernements dans l'instance avec toutes les facilités nécessaires pour recevoir et renvoyer les communications, présenter les moyens de preuve, disposer et compléter leurs mémoires, fournir les documents qui pourraient établir les droits discutés, et en somme, pour suivre l'instance jusqu'au bout.

Article IX. — La sentence prononcée deviendra définitivement exécutoire par le simple fait d'être portée à la connaissance desdits Envoyés Extraordinaires et Ministres Plénipotentiaires des hautes parties contractantes. Après ce moment la délimitation territoriale de droit entre les deux Républiques sera tenue pour définitive et obligatoirement établie.

Artículo X. — En lo que no está especialmente arreglado por este tratado, regirá el de 21 de noviembre de 1901.

Artículo XI. — Las ratificaciones de este tratado, después que sea debidamente aprobado y ratificado por los gobiernos y legislaturas de ambos estados, serán canjeadas en La Paz ó en Lima sin dilación alguna.

En fe de lo cual los infrascriptos firman y sellan el presente tratado hecho en doble ejemplar, en la ciudad de La Paz, á los treinta días del mes de diciembre del año del mil novecientos dos.

(L. S.) ELIODORO VILLAZÓN.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

Y por cuanto el poder legislativo aprobó los actos anteriores, en virtud de la ley que se copia á continuación :

*El Congreso Nacional* —

DECRETA :

Artículo único. — Apruébase el tratado de arbitraje entre Bolivia y el Perú, sobre demarcación de límites, celebrado en esta ciudad, en treinta de diciembre de mil novecientos dos, entre el ministro de relaciones exteriores de Bolivia, doctor Eliodoro Villazón, y el Excmo. enviado extraordinario y ministro plenipotenciario del Perú en Bolivia, doctor Felipe de Osma, con la salvedad introducida en la aprobación

Article X. — Tout ce qui n'est pas spécialement réglé par ce traité sera régi par celui du 21 novembre 1901.

Article XI. — Les ratifications de ce traité, après qu'il aura été dûment approuvé et ratifié par les Gouvernements et les pouvoirs législatifs des deux états, seront échangées à la Paz ou à Lima sans aucun délai.

En foi de quoi les soussignés signent et scellent le présent traité fait en double exemplaire, en la ville de la Paz, le 30 décembre 1902.

(L. S.) ELIODORO VILLAZON.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

Et attendu que le pouvoir législatif a approuvé les actes antérieurs en vertu de la loi ci-dessous transcrite :

*Le Congrès National*

DÉCRÈTE :

Article unique. — Est approuvé le traité d'arbitrage entre la Bolivie et le Pérou, relativement à la délimitation de frontière, conclu en cette ville le 30 décembre 1902, entre le Ministre des relations extérieures de Bolivie, le Docteur Eliodoro Villazon, et son Excellence l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Pérou en Bolivie, le Docteur Felipe de Osma, avec la modification introduite dans l'appro-



del tratado de veintitrés de septiembre del mismo año, relativa a la cláusula primera.

Comuníquese al poder ejecutivo para los fines constitucionales.

Sala de sesiones del honorable congreso nacional. La Paz, octubre 19 de 1903.

ANIBAL CAPRILES. — VENANCIC JIMÉNEZ.

*Demetrio F. de Cordova.*

S. S.

*Faustino A. Quiroga. — César Salinas.*

D. S.

D. S.

Por tanto: y ejerciendo la facultad que la constitución política confiere al jefe del estado en su artículo ochenta y nueve atribución primera: ratifica el tratado preinserto, empeña á su cumplimiento la fe y el honor nacional y ordena se le tenga y cumpla como ley de la república.

Dada en el palacio de gobierno de la ciudad de La Paz, sellada con el sello respectivo y refrendada por el ministro de estado en el despacho de relaciones exteriores, a los catorce días del mes de enero de mil novecientos cuatro años.

(L. S.) JOSÉ M. PANDO.

JUAN M. SARACHO.

Es conforme. — El oficial mayor de relaciones exteriores

(fdo.) *Solano Polo.*

bation du traité du 23 septembre de la même année, relativement à l'article premier.

Communiqué au pouvoir exécutif aux fins constitutionnelles.

Salle des sessions de l'honorable Congrès national. La Paz, 19 octobre 1903.

ANNIBAL CAPRILES. — VENANCIC JIMÉNEZ.

*Demetrio F. de Cordova.*

S. S.

*Faustino A. Quiroga. — César Salinas.*

D. S.

D. S.

Par ces motifs et exerçant le pouvoir que la constitution politique confère au chef de l'Etat en son article 89, attribution première; ratifions le traité ci-dessus, obligeons à son intention la foi et l'honneur national et ordonnons qu'il soit obéi comme loi de la République.

Fait dans le Palais du Gouverneur de la ville de la Paz, scellé du sceau respectif et contresigné par le Ministre d'Etat dans le cabinet des relations extérieures, le 14 janvier 1904.

(L. S.) JOSÉ M. PANDO.

JUAN M. SARACHO.

Pour copie conforme. — L'Officiel Major (sous-secrétaire d'Etat) des relations extérieures.

(Signé): SOLANO POLO.

En La Paz, a los nueve días del mes de marzo de mil novecientos cuatro, se reunieron en el ministerio de relaciones exteriores los excmos. señores don Felipe de Osma, enviado extraordinario y ministro plenipotenciario del Perú, y don Claudio Pinilla, ministro de relaciones exteriores de Bolivia y, después de haberse comunicado sus plenos poderes, efectuaron el canje de las ratificaciones del tratado de arbitraje sobre límites subscripto en esta ciudad el 30 de diciembre de 1902, dejando constancia de que en virtud de la modificación introducida en el tratado de 23 de setiembre del mismo año, las palabras: « hasta los nevados de Palomani » empleadas en el artículo segundo del tratado á cuyas ratificaciones se refiere la presente acta de canje, quedan reemplazadas por estas otras: « hasta el lugar en que la actual línea de frontera coincide con el río Suches ».

En fe de lo cual, los nombrados plenipotenciarios, extienden, firman y sellan la presente acta en doble ejemplar.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

(L. S.) CLAUDIO PINILLA.

---

A la Paz, le 9 mars 1904, se sont réunies au Ministère des relations extérieures leurs Excellences Don Felipe de Osma, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Pérou, et Don Claudio Pinilla, Ministre des relations extérieures de Bolivie, qui après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs ont effectué l'échange des ratifications du traité d'arbitrage relatif aux limites, conclu dans cette ville le 30 décembre 1902, en mentionnant que, en vertu de la modification introduite dans le traité du 23 septembre de la même année les mots « jusqu'aux montagnes neigeuses de Palomani » employés dans l'article second du traité aux ratifications duquel se réfère le présent acte d'échange, doivent être remplacés par ces autres « jusqu'au lieu où la ligne actuelle de la frontière coïncide avec le rio Suches ».

En foi de quoi, lesdits Plénipotentiaires rédigent, signent et scellent le présent acte en double exemplaire.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

(L. S.) CLAUDIO PINILLA.

---



En exécution de l'art. 6 du traité, le 6 juillet 1904, les légations du Pérou et de la Bolivie à Buenos-Ayres demandèrent au Ministre des Relations Extérieures de la République Argentine que son Gouvernement voulût bien accepter les fonctions d'arbitre. Le 13 juillet M. J. A. Terry répondit aux deux représentants que le Gouvernement argentin acceptait et appréciait à sa juste valeur la marque évidente de confiance donnée par deux nations amies, cherchant par cette sentence arbitrale à terminer un différend qui ne pouvait être solutionné facilement et se félicitait que par cet acte soit consacré une fois de plus en cette partie de l'Amérique, par deux peuples de même origine et de traditions communes, le principe de l'arbitrage, c'est-à-dire la politique internationale qu'il a soutenue à tout moment, et qui est appelé à l'avenir à toujours durer et à devenir effective entre les pays civilisés ».

Voici le texte original de la réponse de M. J. A. Terry :

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO,  
Buenos Aires, Julio 13 de 1904.

Señor Ministro :

He tenido el honor de recibir la nota de V. E. fecha 6 del presente mes, en la cual se sirve comunicar que, los gobiernos del Perú y de Bolivia han convenido, en el tratado que los respectivos plenipotenciarios concluyeron el 30 de diciembre de 1902, cuyo texto y acta de canje de las ratificaciones adjunta á la misma, en que la cuestión de límites que existe entre ambos estados, sea sometida á la decisión arbitral del gobierno de la Republica Argentina.

Con tal motivo, y en cumplimiento de la misión especial que le ha sido confiada, V. E. pide que el gobierno argentino acepte el cargo de árbitro, asuma la jurisdicción para el conocimiento, substanciación y decisión de la controversia y establezca el procedimiento que deba seguirse.

El excmo. señor presidente de la República á quien he dado conocimiento de la nota de V. E. se ha impuesto con íntima satisfacción de la forma encontrada por los gobiernos del Perú y de Bolivia para solucionar definitivamente su controversia de límites y me encarga manifieste á V. E. que el gobierno argentino acepta complacido el cargo de árbitro con que se le inviste por el tratado de 30 de diciembre de 1902, y que en la oportunidad debida fijará el procedimiento á seguirse de acuerdo con lo que el mismo establece.

Cumpliendo, además, las intrucciones del excmo. señor presidente de la República, me es sumamente grato expresar á V. E. que el gobierno argentino aprecia y estima debidamente la inequívoca prueba de confianza dispensada por dos naciones amigas al buscar en su laudo arbitral la terminación de una controversia que no pudo solucionarse directamente, felicitándose que con este acto se consagre una vez más en esta parte de América, por dos pueblos de un mismo origen y de tradiciones comunes, el principio de arbitraje que es la política internacional que ha sostenido en todo momento y la llamada en adelante á perdurar y hacerse efectiva entre los países civilizados.

Aprovecho esta oportunidad para saludar á V. E. con las seguridades de mi consideración más distinguida.

## BOLIVIE ET PÉROU.

**Traité général d'arbitrage  
signé à la Paz le 21 novembre 1901 (1).**

## TEXTE ESPAGNOL.

El Presidente de la República del Perú y el Presidente de la Republica de Bolivia, deseosos de estrechar firmemente los vinculos que existen entre los dos Estados, estableciendo el Arbitraje en las relaciones de ambas Repúblicas, han nombrado á ese fin por Sus Plenipotenciarios :

S. E. el Presidente de la República del Perú, al Doctor Don Felipe de Osma, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno de Bolivia ; y S. E. el Presidente de la República de Bolivia, al Doctor Don Federico Diez de Medina, Su Ministro de Relaciones Exteriores, quienes han celebrado el siguiente :

*Tratado de Arbitraje.*

ART. 1. — Las Altas Partes Contratantes se obligan á someter á Arbitraje todas las controversias hasta hoy pendientes y las que, durante la vigentia del presente Tratado, surgieren entre ellas, cualesquiera que sean su naturaleza y causas, y siempre que no hayan podido ser solucionadas por negociaciones directas.

## TRADUCTION (2).

Le Président de la République du Pérou et le Président de la République de Bolivie, désireux de resserrer solidement les liens qui existent entre les deux Etats en établissant l'Arbitrage dans les relations des deux Républiques, ont désigné à cette fin pour Leurs Plénipotentiaires :

S. E. le Président de la République du Pérou, le Docteur Don Felipe de Osma, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de la Bolivie ; et S. E. le Président de la République de Bolivie, le Docteur Don Federico Diez de Medina, Son Ministre des Relations Extérieures, lesquels ont conclu le Traité suivant :

*Traité d'Arbitrage.*

ART. 1. — Les Hautes Parties Contractantes s'obligent à soumettre à l'Arbitrage toutes les contestations actuellement pendantes et celles qui viendraient à surgir entre elles, pendant que le présent Traité sera en vigueur, quelles que soient leur nature et leurs causes, et toutes les fois qu'elles n'auront pas pu être solutionnées par des négociations directes.

(1) Echange des ratifications en décembre 1903, à la Paz, par suite d'un accord des 11-12 novembre 1902 prorogeant la date de l'échange des ratifications jusqu'au 31 décembre 1903.

(2) Cf. Recueil international de M. Descamps et Renault, 1901, p. 453.



ART. 2. — En cada caso ocurrente, las Partes Contratantes celebrarán un Convenio especial, con el objeto de determinar la materia de la controversia, fijar los puntos que deben ser resueltos, la extensión de las facultades del Arbitro y los precedimientos que han de observarse.

ART. 3. — En caso de que las Altas Partes no lleguen á ponerse de acuerdo sobre los puntos á que se refiere el Artículo anterior, el Arbitro queda facultado para determinar, en vista de las pretensiones de ambas Partes, los puntos de hecho y de derecho que deberán ser decididos, para la solución de la contreversia y establecer el procedimiento á seguir.

ART. 4. — Las Altas Partes convienen en que el Arbitro sea el Tribunal Permanente de Arbitraje que se establezca en virtud de los Acuerdos que adopte la Conferencia Panamericana que funciona actualmente en México.

ART. 5. — Para estos dos casos: *a* si no llegara á constituirse el Tribunal á que se refiere el artículo precedente, y *b* si hay necesidad de ocurrir al Arbitraje, antes de que se constituya ese Tribunal las Altas Partes convienen en designar Arbitro al Gobierno de la República Argentina, al de España y al de los Estados Unidos Mexicanos, para que respetivamente ejerzan el cargo, uno por impedimento de otro y en el orden en que están nombrados.

---

ART. 2. — Dans chaque cas particulier, les Parties Contractantes concluront une Convention spéciale afin de déterminer l'objet du litige, de fixer les points qui doivent être résolus, l'étendue des pouvoirs de l'Arbitre et les formes de procédure à observer.

ART. 3. — Si les Hautes Parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les points visés dans l'article précédent, l'Arbitre aura le pouvoir de déterminer, sur le vu des prétentions des deux Parties, les points de fait et de droit qui devront être résolus pour la solution du litige et d'établir la procédure à suivre.

ART. 4. — Les Hautes Parties conviennent que l'Arbitre sera le Tribunal Permanent d'Arbitrage, établi en vertu des Accords adoptés par la Conférence Panaméricaine fonctionnant actuellement à Mexico.

ART. 5. — Dans les deux cas suivants: *a* si le Tribunal auquel se réfère l'Article précédent ne parvient pas à se constituer, et *b* s'il y a nécessité de recourir à l'Arbitrage avant la constitution dudit Tribunal, les Hautes Parties conviennent de désigner comme Arbitre le Gouvernement de la République Argentine, celui de l'Espagne et celui des États-Unis du Mexique, lesquels exerceront respectivement cette charge l'un en cas d'empêchement de l'autre et dans l'ordre de leur nomination.

ART. 6. — Si durante la vigencia del presente Tratado y en los dos supuestos á que se refiere el Artículo anterior, ocurrieren distintos casos de Arbitraje, serán sucesivamente entregados, para su solución, á los Gobiernos indicados, en el orden que se halla establecido.

ART. 7. — El Arbitro es también competente: 1º para determinar sobre la regularidad de su constitución, la validez del Compromiso y su interpretación; 2º para adoptar las providencias necesarias y resolver todas las dificultades que surjan en el curso del debate. Sobre las cuestiones de carácter técnico ó científico que se presentaren en éste, se pedirá dictamen precisamente á la Real Sociedad Geográfica de Londres ó al Instituto Geodésico Internacional de Berlin; y 3º para designar la época de su funcionamiento.

ART. 8. — El Arbitro fallará con exstricta sujeción á las prescripciones del derecho internacional, y en las cuestiones de limites al principio americano del *uti possidetis* de 1810, siempre que en el Convenio á que se refiere el Artículo 2 no se estableciese la aplicación de reglas especiales ó se autorizara al Arbitro para fallar como Amigable Componedor.

ART. 9. — La Sentencia deberá decidir definitivamente cada punto en litigio, con expresión de sus fundamentos. Será extendida en doble ejemplar y notificada á cada una de las Partes por medio de su Representante ante el Arbitro.

ART. 6. — Si, pendant que le présent Traité sera en vigueur, et dans les deux hypothèses prévues par l'Article précédent, il survient des cas distincts d'Arbitrage, ils seront soumis successivement, pour leur solution, aux Gouvernements indiqués, dans l'ordre qui a été établi.

ART. 7. — L'Arbitre est également compétent: 1º pour statuer sur la régularité de sa constitution, la validité du Compromis et son interprétation; 2º pour adopter les mesures préparatoires nécessaires et résoudre toutes les difficultés qui surgiront dans le cours du débat. Sur les questions ayant un caractère technique ou scientifique qui se présenteront dans le litige, il demandera obligatoirement l'avis de la Société Royale de Géographie de Londres ou de l'Institut Géodésique International de Berlin; et 3º pour désigner l'époque où il fonctionnera.

ART. 8. — L'Arbitre prononcera, en se conformant strictement aux prescriptions du droit international et, dans les questions de limites, au principe américain de l'*uti possidetis* de 1810, toutes les fois que la Convention à laquelle se réfère l'Article 2 n'établit pas l'application de règles spéciales ou n'autorise pas l'Arbitre à prononcer comme Amiable Compositeur.

ART. 9. — La Sentence devra résoudre définitivement chaque point en litige, en exprimant ses motifs. Elle sera dressée en double exemplaire et notifiée á chacune des Parties par l'intermédiaire de son Représentant devant l'Arbitre.



ART. 10. — La Sentencia, legalmente pronunciada, decide dentro de los límites de su alcance la contienda entre las Partes.

ART. 11. — El Arbitro establecera en la Sentencia el plazo dentro del cual debe ser ejecutado.

ART. 12. — La Sentencia es inapelable y su cumplimiento está confiado al honor de las naciones signatarias de este Pacto.

Sin embargo, se admitirá el recurso de revisión ante el mismo Arbitro que la pronunció, siempre que se deduzca antes de vencido el plazo señalado para su ejecución, en los siguientes casos :

1º Si se ha dictado Sentencia en virtud de un documento falso ó adulterado ;

2º Si la Sentencia ha sido en todo ó en parte la consecuencia de un error de hecho, que resulte de las actuaciones ó documentos de la causa.

ART. 13. — El recurso de revisión no podrá ser interpuesto, en ningún caso, después de los seis meses de notificada la Sentencia.

ART. 14. — Las Altas Partes nombrarán su Representante en el juicio, pondrán á disposicion del Arbitro todos los medios de información que de ellas dependan y sufragarán sus propios gastos y la mitad de los gastos generales del Arbitraje.

---

ART. 10. — La Sentence, légalement prononcée, tranche dans les limites où elle a prononcé, le litige pendant entre les Parties.

ART. 11. — L'Arbitre fixera dans la Sentence le délai dans lequel elle devra être exécutée.

ART. 12. — La Sentence n'est pas susceptible d'appel et son exécution est confiée à l'honneur des nations signataires du présent Traité.

Sera cependant recevable le recours en revision devant le même Arbitre qui a rendu la Sentence, toutes les fois que ledit recours sera formé avant le délai indiqué pour l'exécution de ladite Sentence, dans les cas suivants :

1º Si la Sentence a été rendue en vertu d'un document faux ou falsifié ;

2º Si la Sentence a été en tout ou partie la conséquence d'une erreur de fait, résultant des pièces ou documents de la cause.

ART. 13. — Le recours en revision ne pourra, en aucun cas, être interjeté plus de six mois après la notification de la Sentence.

ART. 14. — Les Hautes Parties nommeront leur Représentant dans l'instance, elles mettront à la disposition de l'Arbitre tous les moyens d'information dont elles disposent, et elles supporteront leurs propres frais et la moitié des frais généraux de l'Arbitrage.

ART. 15. — El mismo Arbitro que pronunció la Sentencia decidirá sobre las cuestiones que se susciten en su ejecucion.

ART. 16. — El presente Tratado durará diez año á partir del canje de las ratificaciones. Si no fuere denunciado seis meses antes de su vencimiento, continuará rigiendo por otros diez años, y asi sucesivamente.

ART. 17. — Las ratificaciones del presente Tratado serán canjeadas en La Paz ó en Lima, dentro del término de un ano de la fecha.

En fe de lo cual, los Infrascritos firman y sellan el presente Tratado, hecho en doble ejemplar, en la ciudad de La Paz, á los veintiún dias del mes de noviembre del año de mil novecientos uno.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

(L. S.) FEDERICO DIEZ DE MEDINA.

ART. 15. — Le même Arbitre qui a rendu la Sentence statuera sur les contestations soulevées par son exécution.

ART. 16. — Le présent Traité durera dix ans à partir de l'échange des ratifications. S'il n'a pas été dénoncé six mois avant son échéance, il continuera à être en vigueur pendant dix autres années, et ainsi de suite.

ART. 17. — Les ratifications du présent Traité seront échangées à La Paz ou à Lima, dans le délai d'un an à compter de sa date.

En foi de quoi, les Soussignés ont signé et scellé le présent Traité, fait en double exemplaire, dans la ville de La Paz, le 21 du mois de novembre 1901.

(L. S.) FELIPE DE OSMA.

(L. S.) FEDERICO DIEZ DE MEDINA.

## FRANCE — GRANDE-BRETAGNE.

*Arrangement entre la Grande-Bretagne et la France en vue de la Constitution du Tribunal Arbitral et des Enquêtes relatives aux Demandes d'Indemnités prévues par l'Article III de la Convention du 8 Avril, 1904, concernant Terre-Neuve.*

Le Gouvernement de sa Majesté Britannique et le Gouvernement

*Agreement between Great Britain and France in view of the Constitution of the Arbitral Tribunal and the Inquiries into the Claims for Indemnity contemplated by Article III of the Convention of the 8th April, 1904, respecting Newfoundland.*

THE Government of His Britannic Majesty and the Govern-



de la République Française, ayant ouvert entre eux la négociation prévue par l'Article III de la Convention du 8 Avril, 1904, concernant Terre-Neuve et l'Afrique, à l'effet de régler les détails relatifs à la constitution d'un Tribunal Arbitral, ainsi qu'aux conditions des enquêtes à ouvrir pour la mise en état des demandes d'indemnité formulées conformément aux dispositions du dit Article, se sont entendus sur les points suivants :—

1. Dans les quinze jours au plus tard après la signature du présent Arrangement, chacun des deux Gouvernements fera connaître à l'autre le nom de l'officier de marine qu'il aura désigné pour faire partie du Tribunal Arbitral.

2. Le Tribunal se réunira à Paris dans les trente jours qui suivront la dernière des notifications susindiquées.

3. Dès la réunion du Tribunal Arbitral toutes les demandes d'indemnité lui seront remises par l'Agent que le Gouvernement Français aura désigné à cet effet.

Les intéressés pourront produire des Mémoires à l'appui de leurs réclamations, et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique aura, de son côté, la faculté de soumettre au Tribunal, par l'entremise d'un Agent qu'il désignera à cet effet, des Mémoires concernant les dites réclamations. Le Tribunal Arbitral sera toujours en droit de demander des explications complémentaires ou d'entendre les témoins qui pourraient lui donner des renseignements utiles.

4. Les arbitres statueront sans appel sur les demandes au sujet desquelles ils seraient tombés d'accord.

ment of the French Republic, having entered upon the negotiation contemplated in Article III of the Convention of the 8th April, 1904, with regard to Newfoundland and Africa, for the purpose of settling the details relative to the constitution of an Arbitral Tribunal, as well as the conditions of the inquiries to be instituted for the purpose of substantiating the claims formulated in accordance with the provisions of the said Article, have agreed on the following points :—

1. Within fifteen days at latest after the signature of the present Agreement, each of the two Governments shall acquaint the other with the name of the naval officer selected by them to take part in the Arbitral Tribunal.

2. The Tribunal shall meet at Paris within thirty days after the last of the notifications indicated above.

3. On the meeting of the Arbitral Tribunal, all the indemnity claims shall be presented to it by the Agent whom the French Government shall have selected for this purpose.

The claimants may produce Memoranda in support of their claims, and His Majesty's Government, on their side, may, through the Agent whom they shall appoint for the purpose, be entitled to submit to the Tribunal Memoranda dealing with those claims. The Arbitral Tribunal shall have the right of calling for supplementary explanations or of hearing witnesses who may be in a position to furnish it with useful information.

4. The Arbitrators shall decide without appeal on claims as to which they may come to an agreement.

5. Dans les cas sur lesquels l'accord n'aura pu s'établir le Tribunal devra adresser à chacun des deux Gouvernements un Rapport rédigé d'un commun accord, établissant d'une manière détaillée les points qui divisent les Arbitres et les motifs de leurs divergences d'opinion; le différend sera soumis à un Surarbitre choisi par les deux Arbitres.

En cas de partage des voix, le choix du Surarbitre sera confié à une puissance tierce, désignée de commun accord par les Gouvernements Français et Anglais.

Si l'accord ne s'établissait pas à ce sujet, chaque Gouvernement désignerait une Puissance différente, et le choix du Surarbitre serait fait de concert par les Puissances ainsi désignées.

Le Surarbitre devra être de nationalité différente de celle des deux Arbitres.

Les sentences qu'il prononcera seront sans appel.

6. Sur la demande de l'un des deux Arbitres, ceux-ci et, s'il y a lieu, le Surarbitre pourront se transporter soit à Saint-Pierre et Miquelon, soit à Terre-Neuve pour entendre les Parties, et procéder à toutes enquêtes contradictoires qu'ils jugeront nécessaires.

7. Un Secrétaire-interprète sera adjoint à chacun des Arbitres.

8. Chacun des deux Gouvernements supportera les frais afférents à la mission de son Arbitre et de son Agent, les honoraires du Surarbitre, s'il en est désigné, et les frais généraux du Tribunal ou du Surarbitre devront être supportés pour moitié par chacun des deux Gouvernements.

5. In the cases in which there is a divergence of opinion, the Tribunal shall transmit to each Government a joint Report, stating in detail the points on which the Arbitrators differ; and the grounds of disagreement; any such difference shall be referred to an Umpire chosen by the two Arbitrators.

Should they not agree, the selection of the Umpire shall be entrusted to a third Power, named by mutual consent by the British and French Governments.

Should no agreement be arrived at on this point, each Government shall choose a different Power, and the selection of the Umpire shall be made by agreement between the Powers thus chosen.

The Umpire must be of a different nationality from that of the two Arbitrators.

His Awards shall be without appeal.

6. At the request of either of the Arbitrators, they and, if necessary, the Umpire shall be empowered to proceed either to St. Pierre and Miquelon, or to Newfoundland, to hear the Parties, and proceed to any examination of evidence on either side which they may deem necessary.

7. A Secretary as interpreter shall be assigned to each Arbitrator.

8. Each of the two Governments shall bear the cost of the mission of their Arbitrator and their Agent, the honorarium of the Umpire, if one is appointed, and the general expenses of the Tribunal and of the Umpire shall be equally divided between the two Governments.



En foi de quoi les Soussignés, dûment autorisés, ont dressé le présent Acte, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

In witness whereof the Undersigned, duly authorized, have drawn up the present Act, and have affixed thereto their seals.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 7 Avril, 1905.

Done in duplicate at London the 7th April, 1905.

(L. S.) GEOFFRAY.

(L. S.) LANSDOWNE.

---

## BELGIQUE — DANEMARK (1).

### CONVENTION.

Sa Majesté le roi de Danemark et Sa Majesté le roi des Belges, désirant régler autant que possible par la voie de l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Monsieur *Johan Wilhelm de Grevenkop-Castenskiold*, Son Chambellan et Chargé d'affaires à Bruxelles, Chevalier de l'Ordre du Danebrog, et

Sa Majesté le roi des Belges :

Monsieur *le Baron de Favereau*, Chevalier de l'Ordre de Léopold etc. etc., Sénateur, Son Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

---

(1) Les conventions d'arbitrage ci-dessous entre le Danemark, la Belgique, la France, l'Espagne et l'Italie n'ont pas encore été ratifiées. Elles sont actuellement devant les chambres danoises. Nous donnerons dans la suite la date de l'échange des ratifications et de leur approbation, s'il y a lieu. — Communication de M. Rüdinger, du Ministère de la Justice du Danemark.

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'Arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre Elles dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'indépendance des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2. — Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux ou son indépendance et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3. — L'arbitrage sera obligatoire entre les Hautes Parties contractantes :

1. Sous les réserves indiquées à l'article 1<sup>er</sup>, en cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues ou à conclure entre Elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces Puissances auraient participé ou adhéré.
2. En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires, lorsque l'obligation du paiement est reconnue en principe par les Hautes Parties contractantes et que le chiffre de la somme à payer est seul en contestation. Dans ce cas, les puissances signataires renoncent à invoquer les réserves mentionnées ci-dessus.

ART. 4. — La présente Convention recevrait son application, même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5. — Il est entendu que les articles précédents ne seront pas applicables aux différends qui pourraient s'élever entre un ressortissant de l'une des parties et l'autre Etat contractant lorsque les tribunaux auront, d'après la législation de cet Etat, compétence pour juger la contestation.

ART. 6. — Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties Contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 7. — Aucun des arbitres ne pourra être sujet des Etats signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.



ART. 8. — Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme endéans lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux Parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du Tribunal Arbitral.

ART. 9. — Le compromis fixera la somme que les Hautes Parties Contractantes mettront immédiatement à la disposition du bureau permanent de la Cour d'Arbitrage pour couvrir les frais de procédure conformément à l'art. 57 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 10. — La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 11. — La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncée.

ART. 12. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Bruxelles.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 26 avril 1905.

(L. S.) W. GREVENKOP-CASTENSKIOLD.

(L. S.) FAVEREAU.

---

DANEMARK — FRANCE.

CONVENTION.

Sa Majesté le roi de Danemark et le Président de la République Française, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye le 29 juillet 1899, désirant, en application des principes énoncés dans l'article 19 de la dite Convention, entrer en négociations pour la conclusion d'une Convention d'Arbitrage, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Monsieur le Comte *Frederik-Christopher Otto Raben-Levetzau*, Son Chambellan et Ministre des Affaires Etrangères, Commandeur de l'Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre, Grand-Officier de l'Ordre National de la Légion d'honneur etc. etc.

Le Président de la République Française :

Monsieur *Philippe Crozier*, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française à Copenhague, Commandeur de l'Ordre National de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre du Danebrog, etc. etc.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les Hautes Parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899, à La Haye, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des Etats contractants, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

ART. 2. — Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'Arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

ART. 3. — La présente Convention, qui sera ratifiée, est conclue pour une durée de cinq années, à partir de l'échange des Ratifications, qui aura lieu à Copenhague, aussitôt que faire se pourra.

Fait à Copenhague, en double exemplaire, le 15 Septembre 1905.

(L. S.) RABEN-LEVETZAU.

(L. S.) PH. CROZIER.

## DANEMARK — GRANDE-BRETAGNE (1).

### KONVENTION.

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Hans Majestæt Kongen af det Forenede Kongerige Storbritannien og Irland og af de Britiske oversøiske Besiddelser, Kejser af Indien, der have undertegnet Konventionem angaaende fredelig B læggelse af internationale Stridigheder, afsluttet i Haag den 29 de Juli 1899;

Have i Betragtning af, at de høje kontraherende Parter ved

### CONVENTION.

His Majesty the King of Denmark and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July 1899;

Taking into consideration that by Article 19 of that Convention

(1) Echange des ratifications à Londres le 4 mai 1906. Nous n'en donnons pas la traduction française : le texte des trois articles de cette convention reproduit la formule habituelle contenue dans la convention précédente.



Artikel 19 i nævnte Konvention have forbeholdt sig at slutte Overenskomster med Hensyn til at henvise til Voldgift alle Spørgsmaal, som de maatte anse det for muligt at underkaste saadan Behandling,

Udnævnt til deres Befuldmægtigede: —

Hans Majestæt Kongen af Danmark, Herr Frants Ernst Bille, Hans Majestæts Kammerherre og overordentlige Gesandt samt befuldmægtigede Minister i London, Storkors af Danebrog og Danebrogsmænd, etc.; og

Hans Majestæt Kongen af det Forenede Kongerige Storbritannien og Irland og af de Britiske oversøiske Besiddelser, Kejser af Indien, Most Honourable Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, Markis af Lansdowne, Hans Majestæts Første Statssekretær for udenrigske Anliggender; —

Hvilke, efter at have meddelt hinanden deres respektive Fuldmagter, der befandtes i god og rigtig Form, ere komne overens om følgende Bestemmelser: —

#### Artikel 1.

Twistigheder, der maatte, opstaa af retslig Natur eller angaaende Fortolkning af de mellen de høje kontraherende Parter bestaaende Traktater, og som det ikke maatte have været muligt at ordne ad diplomatisk Vej, skulle henvises til den permanente Voldgiftsdomstol, oprettet i Haag ved Konventionen af 29de Juli 1899, dog under den Forudsætning, at de ikke berøre de to kontraherende Staters Livsinteresser, Uafhængighed eller Ære, og ikke vedrøre andre Nagters Interesser.

the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have named as their Plenipotentiaries to conclude the following arrangement: —

His Majesty the King of Denmark, Mr. Frants Ernst de Bille, his Chamberlain and Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London, Grand Cross of the Order of Danebrog, and decorated with the Silver Cross of the same Order, &c.; and.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

#### Article 1.

Differences which may arise of a legal nature, or relating to the interpretation of Treaties existing between the High Contracting Parties, and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of the 29th July 1899, provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence, or the honour of the two Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

## Artikel 2.

I hvert enkelt Tilfælde skulle de høje kontraherende Parter, for de henvende sig til den permanente Voldgiftsdomstol, afslutte ensærlig Overenskomst, der klart bestemmer Stridens Genstand, Omfanget af Voldgiftsmændenes Myndighed og de Frister, der ville være at fastsætte for Voldgiftsrettens Sammentræden og Procedurens forskellige Trin.

## Article 2.

In each individual case the High Contracting Parties, before appealing to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators, and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure.

## Artikel 3.

Nærværende Konvention, der skal ratificeres, er afsluttet for et Tidsrum af fem Aar, at regne fra Ratifikationernes Udveksling, hvilken skal finde Sted i London saasnart som muligt.

Givet i dobbelt Udfærdigelse i London, den 25 de Oktober 1905.

## Article 3.

The present Convention, which shall be ratified, is concluded for a period of five years, dating from the exchange of the ratifications, which shall take place at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 25th day of October 1905.

(L. S.) F. BILLE.

(L. S.) LANSDOWNE.

## DANEMARK — ESPAGNE.

## CONVENTION.

Sa Majesté le Roi de Danemark et Sa Majesté le Roi d'Espagne, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye le 29 juillet 1899, désirant, en application des principes énoncés aux articles 15-19 de la dite Convention, entrer en négociations pour la Conclusion d'une Convention d'Arbitrage obligatoire ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Son Excellence *M. le Comte Ferdinand Julius Einar Gottlieb Reventlow*, Commandeur de l'Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Madrid

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Son Excellence *Don Pio Gullón é Iglesias*, Grand Croix de Léopold de Belgique, de Saint Olaf de Norvège, de l'Aigle rouge, degré supérieur, de Prusse, de Saint-Etienne de Hongrie, de la Couronne



de Bavière, Grand Croix de l'Eléphant Blanc de Siam et du Nichan-Iftikar de Tunisie, Commandeur de la Légion d'honneur de France, Sénateur à vie, Son Ministre d'Etat etc. etc.,

lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à la Cour Permanente d'Arbitrage établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à se produire entre Elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance des pays respectifs.

ART. 2. — Il appartient à chacune des Hautes Parties Contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux ou son indépendance et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas faire valoir des exceptions d'après l'article 2 dans les cas suivants, pour lesquels l'arbitrage sera en tout cas obligatoire :

1. En cas de différends lorsqu'il s'agit de l'interprétation ou de l'application des conventions de toute espèce entre les Hautes Parties Contractantes.
2. En cas de différends concernant des réclamations pécuniaires, lorsque l'obligation de verser une indemnité ou un autre paiement quelconque est reconnue en principe par les Parties.

ART. 4. — La présente convention recevra son application, même si les différends qui viendraient à se produire avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5. — Il est entendu que les articles précédents ne seront pas applicables aux différends qui pourraient s'élever entre un ressortissant de l'une des Parties et l'autre Etat contractant, lorsque les tribunaux auront, d'après la législation de cet Etat, compétence pour juger la contestation.

ART. 6. — Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties Contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention du 29 juillet 1899, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 7. — Aucun des arbitres ne pourra être sujet des Etats signataires de la présente Convention ni être domicilié dans leurs territoires. Ils ne devront avoir aucun intérêt dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 8. — Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme avant l'expiration duquel devra avoir lieu l'échange entre les deux Parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du différend. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du Tribunal Arbitral.

ART. 9. — La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 10. — La présente Convention aura la durée de dix ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncée.

ART. 11. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Madrid.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Madrid, en double expédition, le premier Décembre mil neuf cent cinq.

(L. S.) F. REVENTLOW.

(L. S.) PIO GULLÓN.

## DANEMARK — ITALIE.

### CONVENTION.

Sa Majesté le Roi de Danemark et Sa Majesté le Roi d'Italie, s'inspirant des principes de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye le 29 juillet 1899, et désirant consacrer notamment le principe de l'arbitrage obligatoire dans leurs rapports réciproques par un accord général de la nature visée à l'article 19 de la dite Convention, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Danemark : M. le comte *Charles Moltke*, Chevalier de Son Ordre du Danebrog, Son Chargé d'affaires près le Gouvernement royal d'Italie.

Sa Majesté le Roi d'Italie : Son Excellence M. *Tommaso Tittoni*, Chevalier Grand Croix décoré du Grand Cordon de Son Ordre de la Couronne d'Italie, Grand Officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Son Ministre Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la



Convention du 29 juillet 1899, tous les différends de n'importe quelle nature qui viendraient à s'élever entre Elles et qui n'auraient pu être résolus par les voies diplomatiques, et cela même dans le cas où ces différends auraient leur origine dans des faits antérieurs à la conclusion de la présente Convention.

ART. 2. — Dans chaque cas particulier les Hautes Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres, et les délais à observer en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

A défaut d'un compromis spécial, les arbitres jugeront sur la base des prétentions formulées par les deux Parties.

A défaut de clauses compromissaires contraires, la procédure arbitrale sera réglée par les dispositions établies par la Convention signée à La Haye le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, addition faite des dispositions supplémentaires indiquées à l'article suivant.

ART. 3. — Aucun des arbitres ne pourra être sujet des Etats signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

Le compromis prévu par l'article précédent fixera un terme avant l'expiration duquel devra avoir lieu l'échange entre les deux Parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du tribunal arbitral.

La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 4. — Il est entendu qu'à moins que la controverse ne porte sur l'application d'une Convention entre les deux Etats, ou qu'il ne s'agisse d'un cas de déni de justice, l'article 1<sup>er</sup> ne sera pas applicable aux différends qui pourraient s'élever entre un ressortissant de l'une des Parties et l'autre Etat contractant lorsque les tribunaux auront, d'après la législation de cet Etat, compétence pour juger la contestation.

ART. 5. — S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification, faite par écrit, à l'autre Partie contractante.

ART. 6. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Rome.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Rome, le 16 décembre 1905.

(L. S.) C. MOLTKE.

(L. S.) TITTONI.

## DANEMARK — PAYS-BAS.

## Convention d'arbitrage

12 février 1904 (1)

## CONVENTION.

Sa Majesté le Roi de Danemark et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

S'inspirant des principes de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à La Haye le 29 juillet 1899, et désirant consacrer notamment le principe de l'arbitrage obligatoire dans leurs rapports réciproques par un accord général de la nature visée à l'article 19 de la dite Convention, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Monsieur *Johan Henrik Deuntzer*, Président du Conseil de Ses Ministres et Son Ministre des Affaires étrangères, Grand Croix de l'Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre, et

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Monsieur *Jacob Dirk Carel Baron de Heeckeren de Kell*, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Danemark, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à la Cour Permanente d'Arbitrage tous les différends et tous les litiges entre Elles, qui n'auront pu être résolus par les voies diplomatiques.

ART. 2. -- Dans chaque cas particulier les Hautes Parties Contractantes, avant de s'adresser à la Cour Permanente d'Arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

ART. 3. — Il est bien entendu que l'article 1 n'est pas applicable aux différends entre les ressortissants de l'un des Etats Contractants et l'autre Etat Contractant, que les tribunaux de ce dernier Etat seraient, d'après la législation de cet Etat, compétents de juger.

---

(1) Approuvé par les Chambres durant la session 1905-1906. L'échange des ratifications a eu lieu.



ART. 4. — Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente Convention. L'Etat qui désire adhérer notifiera son intention par écrit à chacun des Etats Contractants.

L'adhésion produira ses effets à partir de la date à laquelle l'Etat adhérent aura communiqué à chacun des Etats Contractants que tous ces Etats lui ont accusé réception de sa notification.

ART. 5. — S'il arrivait qu'un des Etats Contractants dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification, faite par écrit à chacun des autres Etats Contractants.

ART. 6. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à La Haye.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Copenhague, le 12 février 1904.

(Signé) : DEUNTZER.

(Signé) CAREL VAN HEECKEREN.

---

### Convention d'arbitrage entre la France et les Pays-Bas conclue à Paris le 6 avril 1904.

(Echanges de ratifications à Paris, le 3 juillet 1905).

#### CONVENTION.

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. la reine des Pays-Bas, signataires de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à La Haye, le 29 juillet 1899,

Considérant que par l'article 19 de cette convention les hautes parties contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage, dans tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Ont autorisé les soussignés, à arrêter les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les deux parties contractantes qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la cour permanente d'arbitrage établie par la convention du 29 juillet 1899, à La Haye, à la condition toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des deux Etats contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces puissances.

ART. 2. — Dans chaque cas particulier, les hautes parties contractantes, avant de s'adresser à la cour permanente d'arbitrage signeront

un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

ART. 3. — Le présent arrangement est conclu pour une durée de cinq années à partir du jour de l'échange des actes de ratification.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 6 avril 1904.

(L. S.) *Signé*: DELCASSÉ.

(L. S.) *Signé*: A. DE STUERS.

### GRANDE-BRETAGNE — PAYS-BAS.

Convention d'arbitrage signée à Londres, le 15 février 1905.

(Echange des ratifications, 12 juillet 1905).

#### TEXTES ORIGINAUX.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and Her Majesty the Queen of the Netherlands, signatories of the Convention for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899;

Taking into consideration that by Article XIX of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have named as their Plenipotentiaries to conclude the following arrangement:—

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Most Honourable Henry Charles Keith Petty-

ZIJNE Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië, en Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, onderteekenaren van het Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, gesloten te 's-Gravenhage den 39 Juli, 1899;

Overwegende dat de Hooge Contracteerende Partijen zich bij Artikel XIX van dat Verdrag het recht hebben voorbehouden om overeenkomsten aan te gaan, ten doel hebbende aan arbitrage te onderwerpen alle gevallen die zij voor zoodanige behandeling vatbaar zullen achten;

Hebben benoemd tot Hoogst Derzelver Gevolmachtigden ten einde onderstaande overeenkomst aantegaan:—

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en van de Britsche Overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië, de Most Honourable Henry Charles Keith



Fitzmaurice, Marquess of Lansdowne, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

Her Majesty the Queen of the Netherlands, Karel Willem Paul Frans Baron Gericke van Herwijnen, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London, Chamberlain Extraordinary;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:—

ART. I. — Differences which may arise of a legal nature, or relating to the interpretation of Treaties existing between the High Contracting Parties, and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of the 29th July, 1899, provided nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence, or the honour of the two Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

ART. II. — In each individual case the High Contracting Parties, before appealing to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators, and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure.

Petty-Fitzmaurice, Markies van Lansdowne, Zijner Majesteits Voornaamsten Secretaris van Staat voor Buitenlandsche Zaken; en

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, Karel Willem Paul Frans Baron Gericke van Herwijnen, Hoogst Derzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Londen, Kamerheer in Buitengewonen Dienst;

Die na elkander hunne wederzijdsche volmachten te hebben, medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:—

ART. I. — Mochten geschillen van rechtskundigen aard of betreffende de uitlegging van de Hooge Contracteerende Partijen bindende Verdragen tusschen Haar rijzen en de oplossing daarvan langs diplomatieken weg onmogelijk zijn gebleken, zoo zullen deze geschillen aan het Permanente Hof van Arbitrage, te's-Gravenhage ingesteld krachtens het Verdrag van 29 Juli 1899, worden onderworpen, onder voorbehoud niettemin, dat zij de levensbelangen, de onafhankelijkheid of de eer van de twee Contracteerende Staten niet aantasten en de belangen van derde Partijen niet raken.

ART. II. — In elk bijzonder geval zullen de Hooge Contracteerende Partijen, alvorens zich tot het Permanente Hof van Arbitrage te wenden, een afzonderlijk Compromis sluiten, duidelijk omschrijvende het onderwerp van het geding, den omvang van de bevoegdheden der Arbiters en de termijnen, die ten aanzien der samenstelling van de Arbitrale Rechtbank en de onderscheiden deelen der procedure zullen zijn in acht te nemen.

ART. III. — The present Convention, which shall be ratified, is concluded for a period of five years, dating from the exchange of the ratifications, which shall take place at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 15th day of February, 1905.

ART. III. — Deze Overeenkomst wordt gesloten voor een tijdvak van vijf jaren, gerekend van den dag van de uitwisseling der akten van bekrachtiging, die zoo spoedig mogelijk zal plaats vinden te Londen.

Gedaan in dubbel te Londen, den 15 Februari, 1905.

(L. S.) LANSDOWNE.

(L. S.) GERICKE.

#### TRADUCTION FRANÇAISE.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, signataires de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye en date du 29 juillet 1899.

Considérant que par l'art. XIX de cette convention les Hautes Parties contractantes se sont réservé le droit de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage dans toutes les questions qu'elles jugeront possible de lui soumettre ;

Ont nommé en vue de conclure l'accord ci-dessous pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, le Très Honorable Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, Marquis de Lansdowne, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Département des Affaires Etrangères ; et

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, M. Karel Willem Paul Frans Baron Gericke van Herwijnen, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Londres, Chambellan Extraordinaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. I. — Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les Hautes Parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la Convention du 29 juillet 1899 à La Haye, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des Hautes Parties contractantes, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces puissances.

ART. II. — Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage, signeront



un compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et les phases différentes de la procédure.

ART. III. — La présente Convention qui sera ratifiée, est conclue pour une période de cinq ans à partir de la date de l'échange des ratifications, qui devra avoir lieu à Londres aussitôt que possible.

Fait en double à Londres, le 15 février 1905.

(L. S.) LANSDOWNE.

(L. S.) GERICKE.

---

# TRAITÉS DE COMMERCE

## ALLEMAGNE — BELGIQUE.

### Traité additionnel au traité de commerce et de douane entre l'Empire Allemand et la Belgique.

(22 juin 1904) (1).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges, d'autre part, désirant soumettre à une révision le traité de commerce et de douane du 6 décembre 1891 entre l'Empire Allemand et la Belgique, ont résolu de conclure un traité additionnel audit traité et ont nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :  
Monsieur le Comte de Wallwitz,  
Son Conseiller intime actuel,  
Son envoyé Extraordinaire et  
Ministre Plénipotentiaire près  
Sa Majesté le Roi des Belges.

et

Sa Majesté le Roi des Belges :

Monsieur le Baron de Favereau,  
Membre du Sénat, Son Ministre  
des Affaires étrangères,

lesquels après s'être communiqué  
leurs pleins pouvoirs, trouvés en

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und Seine Majestät der König der Belgier, andererseits, von dem Wunsche geleitet, den Handels- und Zollvertrag zwischen dem Deutschen Reiche und Belgien vom 6. Dezember 1891 einer Revision zu unterziehen, haben beschlossen, einen Zusatzvertrag zu diesem Verträge abzuschliessen, und zu diesem Zweck zu Bevollmächtigten ernannt :

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen :  
Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem König der Belgier, Herrn, Grafen von Wallwitz,

und

Seine Majestät der König der Belgier :  
Allerhöchstihren Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Baron de Favereau, Mitglied des Senats,

welche, nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehö-

(1) Traité additionnel du 22 juin 1904 au traité de commerce entre l'Allemagne et la Belgique du 6 décembre 1891, ratifié le 20 juin 1905 ; entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1906.



bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

#### ARTICLE PREMIER.

Les divers articles du traité actuel sont modifiés de la manière suivante :

I. — Les deux alinéas suivants sont ajoutés à l'article 1<sup>er</sup> :

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exemptés, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les deux pays.

II. — Les annexes A et B, mentionnées à l'article 3, sont remplacées par les tarifs ci-joints. A (Droits à l'entrée en Belgique) et B (Droits à l'entrée du territoire douanier allemand).

III. — L'article 7 est rédigé comme suit :

Les Parties contractantes s'engagent à n'empêcher le trafic réciproque entre les deux pays par aucune prohibition d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans les mêmes conditions, pourront avoir lieu dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> pour les provisions et muni-

riger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel übercingekommen sind :

#### ARTIKEL 1.

Die einzelnen Artikel des bestehenden Vertrags werden wie folgt abgeändert :

I. — Dem Artikel 1 werden die folgenden zwei Absätze hinzugefügt :

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile werden in den Gebiete des anderen von jedem Militärdienste sowohl in der regulären Armee und in der Marine als in der Miliz und Bürgerwehr befreit sein.

Sie sollen keinen anderen militärischen Leistungen und Requisitionen in Friedens- und Kriegzeiten unterworfen sein als die Inländer und beiderseits Anspruch auf die Entschädigungen besitzen, die durch die in den beiden Ländern geltenden Gesetze zu Gunsten der Inländer festgesetzt sind.

II. — Die im Artikel 3 genannten Anlagen A und B werden durch die beiliegenden Tarife A (Zölle bei der Einfuhr in Belgien) und B (Zölle bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet) ersetzt.

III. — Artikel 7 erhält folgende Fassung :

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen beiden Ländern durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen, sofern sie auf alle oder doch auf alle diejenigen Länder angewendet werden, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, können in folgenden Fällen stattfinden :

1. in Beziehung auf Kriegsbe-

tions de guerre dans des circonstances extraordinaires ;

2<sup>o</sup> pour des raisons impérieuses de sécurité publique ; pour des raisons de police sanitaire ou dans le but de protéger les animaux ou les plantes utiles contre les maladies ou les insectes et parasites nuisibles ;

3<sup>o</sup> en vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production, du trafic ou du transport à l'intérieur des marchandises indigènes similaires.

IV. — L'article 8 est rédigé comme suit :

Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local dans une zone correspondant au district frontière de chacun des deux pays, mais qui ne dépassera pas quinze kilomètres de largeur de chaque côté de la frontière.

V. — Le cinquième alinéa de l'article 9 est rédigé comme suit :

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

VI. — L'article 10 est rédigé comme suit :

Sur les chemins de fer, il ne sera fait de différence entre les

darf unter ausserordentlichen Umständen ;

2. aus zwingenden Rücksichten auf die öffentliche Sicherheit ; aus Rücksichten der Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten oder Schädlinge ;

3. zu dem Zwecke, um auf ausländische Waren Verbote oder Beschränkungen anzuwenden, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, der Vertrieb oder die Beförderung gleichartiger Waren im Inland festgesetzt sind.

IV. — Artikel 8 erhält folgende Fassung :

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags berühren nicht die Begünstigungen, welche anderen angrenzenden Staaten zur Erleichterung des örtlichen Verkehrs innerhalb der beiderseitigen Grenzbezirke, jedoch nicht über eine Zone hinaus von je fünfzehn Kilometer Breite, von der Grenze an gerechnet, gegenwärtig gewährt sind oder in Zukunft gewährt werden sollten.

V. — Der fünfte Absatz des Artikels 9 erhält folgende Fassung :

Für zollpflichtige Gegenstände, welche als Muster eingebracht werden, wird beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangs-abgaben zugestanden, unter der Voraussetzung, dass diese Gegenstände binnen einer im voraus zu bestimmenden Frist unverkauft wieder ausgeführt werden und die Identität der ein- und wieder ausgeführten Gegenstände ausser Zweifel ist.

VI. — Artikel 10 erhält folgende Fassung :

Auf Eisenbahnen soll sowohl hinsichtlich der Beförderungs-



habitants des territoires des Parties contractantes ni quant aux prix de transport, ni quant au temps et au mode de l'expédition. Notamment, les envois passant du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre ou qui y transitent ne seront pas traités, sous le rapport de l'expédition ou des prix de transport, moins favorablement que ceux qui partent des territoires respectifs soit pour une destination à l'intérieur, soit pour l'étranger, pourvu que le transport ait lieu sur la même ligne et dans la même condition.

## ARTICLE 2.

Un Article 12A, conçu comme suit, est inséré à la suite de l'article 12 du traité actuel :

S'il s'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des tarifs A et B annexés au présent traité ou sur l'application, en fait, en ce qui concerne tout autre tarif conventionnel, de la clause assurant aux deux Parties contractantes le traitement de la nation la plus favorisée, le litige, si l'une des Parties en fait la demande, sera réglé par la voie de l'arbitrage.

Pour chaque litige le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties nommera comme arbitre, parmi ses nationaux, une personne compétente, et les deux Parties s'entendront sur le choix d'un tiers arbitre, ressortissant d'un tiers Etat ami.

Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période à déterminer, la

preise als der Zeit und Art der Abfertigung kein Unterschied zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragschliessenden Teile gemacht werden. Namentlich sollen die aus dem Gebiete des einen Teiles in das Gebiet des anderen Teiles übergehenden oder das letztere transitierenden Sendungen weder in bezug auf die Abfertigung noch hinsichtlich der Beförderungspreise ungünstiger als die in dem betreffenden Gebiete nach einem inländischen Bestimmungsorte oder nach dem Auslande abgehenden Sendungen behandelt werden, sofern sie auf derselben Bahnstrecke und in derselben Verkehrsrichtung befördert werden.

## ARTIKEL 2.

Hinter Artikel 12 des bestehenden Vertrags wird folgender Artikel 12 A eingefügt :

Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der Tarife des gegenwärtigen Vertrags (Anlage A und B) oder über die Anwendung der Meistbegünstigungsklausel hinsichtlich der tatsächlichen Handhabung der sonstigen in Kraft befindlichen Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll dieser Streit auf Verlangen des einen oder des anderen Teils durch Schiedsspruch erledigt werden.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus den Angehörigen seines Landes eine geeignete Persönlichkeit zum Schiedsrichter bestellt, und dass die beiden Teile einen Angehörigen eines befreundeten dritten Staates zum Obmann wählen.

Die beiden Teile behalten sich vor, die Person, die im gegebenen Falle das Amt des Obmanns zu

personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de tiers arbitre.

Le cas échéant et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les Parties contractantes soumettront aussi à l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation et de l'application d'autres clauses du présent traité que celles prévues à l'alinéa premier.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'alinéa premier, les parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le pays de la Partie contractante défenderesse ; au second cas, dans le pays de l'autre partie, et ainsi de suite, alternativement dans chacun des deux pays. Celle des Parties sur le territoire de laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège ; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le tiers arbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des cita-

versehen haben würde im voraus für einen gewissen Zeitraum zu bestimmen.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessenden Teile auch Meinungsverschiedenheiten zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen, die zwischen ihnen über die Auslegung oder Anwendung anderer als der im ersten Absatz bezeichneten Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags entstehen könnten.

Ueber das Verfahren in den Fällen, in denen auf Grund des ersten Absatzes ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen den vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart :

Beim ersten Streitfall hat das Schiedsgericht seinen Sitz im Gebiet des beklagten Teils, beim zweiten Streitfall im Gebiet des anderen Teils und so abwechselnd in dem einen oder dem anderen der beiden Länder. Derjenige Teil, in dessen Gebiet das Schiedsgericht zusammenzutreten hat, bestimmt den Ort des Gerichtssitzes ; er hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichts. Die Entscheidungen gehen nach Stimmenmehrheit.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgericht selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt. In diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

Hinsichtlich der Zustellung von



tions à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. À défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 sera appliqué.

### ARTICLE 3.

Le protocole de clôture du traité actuel est modifié ainsi qu'il suit :

1. — La disposition additionnelle à l'article 3 est remplacée par les dispositions suivantes :

#### AUX ARTICLES 2 et 3.

1. — Aucune des Parties contractantes ne percevra à une frontière quelconque de son territoire des droits plus favorables que ceux perçus à la frontière qui sépare les territoires des deux Parties contractantes.

Les produits du sol ou de l'industrie d'une provenance quelconque transportés en transit par le territoire de l'une des Parties contractantes ne paieront pas, à leur entrée dans celui de l'autre Partie, des droits autres ni plus élevés que n'auraient payés les mêmes produits importés directement de leur pays d'origine.

2. — Les droits ad valorem fixés par le tarif douanier belge seront

Vorladungen vor das Schiedsgericht und der Erledigung der von diesem ausgehenden Ersuchen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Teile, auf den von dem Schiedsgericht bei der betreffenden Regierung zu stellenden Antrag, in derselben Weise Rechtshilfe leisten wie auf die Anträge der inländischen Zivilgerichte.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über die Verteilung der Kosten verständigen. In Ermangelung einer Verständigung soll Artikel 57 des Haager Abkommens vom 20. Juli 1899 zur Anwendung gelangen.

### ARTIKEL 3.

Das Schlussprotokoll zum bestehenden Vertrag wird wie folgt abgeändert :

1. — An Stelle der Bestimmung zu Artikel 3 tritt nachstehende Bestimmung :

#### ZU ARTIKEL 2 UND 3.

1. — Keiner der vertragschliessenden Teile wird an irgend einer Grenze seines Gebiets günstigere Abgaben erheben als an der Grenze gegen das Gebiet des anderen Teiles.

Die Boden- und Gewerbszeugnisse irgend welcher Herkunft, die durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile durchgeführt werden, sollen bei ihrem Eingang in das Gebiet des anderen Teiles keinen anderen oder höheren Abgaben unterworfen werden, als wenn sie unmittelbar aus dem Ursprungsland eingeführt worden wären.

2. — Die im belgischen Zollltarife festgesetzten Wertzölle sollen nach

calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé augmentée des frais de transport, d'assurances et de commission nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu du dédouanement.

Dans le cas où la procédure actuellement en vigueur pour le règlement des contestations sur la valeur de la marchandise et qui est basée sur l'article 2 de l'arrêté royal belge du 13 mai 1882 serait modifiée, les principes suivants seront observés :

a) Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée par l'importateur, il sera accordé à celui-ci un délai de cinq jours pour souscrire la déclaration supplémentaire réclamée par la douane ou pour s'en remettre à la décision de l'autorité chargée de trancher le litige.

b) Le fabricant ou le négociant pour le compte duquel l'importation a lieu, pourra, le cas échéant, soumettre par écrit ou présenter en personne ses moyens de défense à l'autorité compétente.

c) Aucune pénalité ne sera infligée si la différence entre la valeur déclarée et la valeur déterminée par la douane ou par l'autorité compétente n'atteint pas 10 p. c. de cette dernière valeur. Cette règle ne s'appliquera pas au cas où il serait prouvé que l'importateur a déclaré une valeur insuffisante dans l'intention d'éluuder frauduleusement les droits. Les droits seront toujours perçus sur l'excédent quel qu'il soit.

Pour le règlement des contes-

dem Werte am Orte des Ursprunges oder der Fabrikation des eingeführten Gegenstandes mit Hinzurechnung der bis zum Orte der Eingangsabfertigung erforderlichen Beförderungs-, Versicherungs- und Kommissionskosten berechnet werden.

Wenn das für die Entscheidung von Streitigkeiten über den Wert gegenwärtig geltende, auf Artikel 2 der Königlich Belgischen Verordnung vom 13 Mai 1882 beruhende Verfahren geändert werden sollte, so werden folgende Grundsätze beobachtet werden :

a) Falls die Zollbehörde den von dem Einbringer erklärten Wert für ungenügend erachtet, wird dem Einbringer eine Frist von fünf Tagen gewährt, um die von der Zollverwaltung geforderte ergänzende Erklärung zu unterzeichnen oder es auf die Entscheidung der mit dem Austrag des Streites betrauten Behörde ankommen zu lassen.

b) Der Fabrikant oder Kaufmann, für dessen Rechnung die Einfuhr erfolgt, kann eintretendenfalls der zuständigen Behörde seine Verteidigungsmittelschriftlich unterbreiten oder persönlich darlegen.

c) Wenn der Unterschied zwischen dem erklärten und dem von der Zollverwaltung oder der zuständigen Behörde festgestellten Wert nicht 10 Prozent dieses letzteren Wertes erreicht, wird keine Strafe verhängt. Diese Regel findet keine Anwendung, falls nachgewiesen wird, dass der Einbringer eine ungenügende Werterklärung in der Absicht der Zollhinterziehung abgegeben hat. In allen Fällen wird von dem Mehrwert ohne Rücksicht auf dessen Höhe der Zoll erhoben.

In Deutschland werden bei der



tations sur la valeur des chevaux (n° 100 du tarif douanier allemand), les principes suivants seront observés en Allemagne :

a) Si le bureau des douanes juge insuffisante la valeur déclarée par l'importateur, il sera accordé à celui-ci un délai de cinq jours pour accepter la décision du bureau de douane ou s'en remettre à la décision des experts ou de l'autorité chargée de trancher le litige.

b) L'importateur pourra justifier, soit en personne, soit par écrit, sa déclaration de valeur devant les experts ou l'autorité compétente.

c) L'importateur n'encourra aucune pénalité si, à raison de la valeur plus élevée constatée par le bureau de douane ou par les experts ou l'autorité compétente, le cheval rentre dans une classe de valeur plus fortement taxée, pourvu que la différence entre la valeur déclarée et la valeur constatée n'atteigne pas 10 % de celle-ci. Cette règle ne s'appliquera pas au cas où il serait prouvé que l'importateur a déclaré une valeur insuffisante dans l'intention d'éluuder frauduleusement les droits.

3. — Le Gouvernement belge se réserve la faculté de convertir les droits ad valorem figurant au tarif A en droits spécifiques équivalents. A cet effet, le Gouvernement belge se mettra en rapport avec le Gouvernement allemand sur les conversions projetées. Dans le cas où l'accord sur les taux proposés ne serait pas établi dans un délai de trois mois à dater du jour de la notification faite au Gouvernement allemand, il sera fait appel au tribunal arbitral dans

Entscheidung von Streitigkeiten über den Wert von Pferden (Nr. 100 des deutschen Zollltarifs) folgende Grundsätze beobachtet werden :

a) Falls die Zollstelle den von dem Einbringer erklärten Wert für ungenügend erachtet, wird dem Einbringer eine Frist von fünf Tagen gewährt, um sich schlüssig zu machen, ob er die Feststellung der Zollstelle annehmen oder es auf die Entscheidung der mit dem Austrag des Streites betrauten Sachverständigen oder Behörde ankommen lassen will.

b) Der Einbringer kann seine Werterklärung vor den zuständigen Sachverständigen oder der zuständigen Behörde persönlich oder schriftlich rechtfertigen.

c) Der Einbringer unterliegt keiner Strafe, wenn infolge des grösseren Wertes, der von der Zollstelle, den zuständigen Sachverständigen oder der zuständigen Behörde festgestellt worden ist, das Pferd zwar in eine höher belegte Wertklasse fällt, aber der Unterschied zwischen dem erklärten und dem festgestellten Werte 10 Prozent des letzteren nicht erreicht. Diese Regel findet keine Anwendung, falls nachgewiesen wird, dass der Einbringer eine ungenügende Werterklärung in der Absicht der Zollhinterziehung abgegeben hat.

3. — Die belgische Regierung behält sich die Befugnis vor, die im Tarif A aufgeführten Wertzölle in gleichwertige spezifische Zölle umzuwandeln. Zu diesem Zwecke wird die belgische Regierung wegen geplanten Umwandlung mit der deutschen Regierung in Verbindung treten. Sollte innerhalb einer Frist von drei Monaten nach dem Tage der Mitteilung an die deutsche Regierung die Einigung über die vorgeschlagenen Sätze nicht erzielt worden sein, so wird

les conditions prévues à l'article 12 A, et la conversion ne pourra avoir lieu que conformément à la décision de ce tribunal.

4. — Dans le cas où la Belgique se déciderait à augmenter les droits sur les articles suivants, les droits ne dépasseraient pas les taux indiqués ci-après :

cols et manchettes en tissu de lin : mêmes droits que sur la lingerie de toute espèce ;

vêtements pour hommes en laine pure ou mélangée d'autres matières textiles, la laine dominant en poids : 13 p. c. de la valeur ;

chapeaux de toute espèce pour hommes : 13 p. c. de la valeur ;

fils et verges en fer ou en acier, quelle qu'en soit la section, de moins de 5 millimètres de diamètre ou d'épaisseur, mais non cuivrés, nickelés, étamés, plombés, ni zingués (galvanisés) : 2 francs par 100 kilogr. ;

tubes et tuyaux, y compris les raccords, en fer ou en acier, même ondulés, sans autre main-d'œuvre, qu'ils soient ou non goudronnés ou enduits de minium :

uniquement soudés ; étirés d'un diamètre extérieur de plus de 25 millimètres : 2 francs par 100 kilogr. ;

autres : 4 francs par 100 kilogr.

5. — Tant que le tarif de douane belge maintiendra, pour certaines marchandises désignées dans le tarif A annexé au présent traité, des droits autres que ceux fixés dans ce dernier tarif, l'importateur aura le choix entre les deux tarifications.

nach Massgabe des Artikels 12 A das Schiedsgericht angerufen werden, und die Umwandlung kann nur entsprechend der Entscheidung dieses Gerichts erfolgen.

4. — Falls Belgien dazu übergehen sollte, für die folgenden Waren die Zölle zu erhöhen, sollen diese die nachstehend angegebenen Sätze nicht überschreiten :

Kragen und Manschetten aus Leinengewebe : gleiche Zölle wie für Wäsche aller Art ;

Kleidungsstücke für Männer aus Wolle allein oder gemischt mit anderen Spinnstoffen, Wolle dem Gewicht nach vorherrschend : 13 Prozent vom Wert ;

Männerhüte aller Art : 13 Prozent vom Wert ;

Draht oder Stäbe aus Schmiedeeisen oder Stahl, ohne Rücksicht auf den Querschnitt, von weniger als 5 Millimeter Durchmesser oder Dicke, aber nicht verkupfert, vernickelt, verzinkt, verbleit oder verzinkt (galvanisiert) ; 2 Franken für 100 kg ;

Rohre oder Röhren, einschliesslich der Verbindungsstücke, aus Schmiedeeisen oder Stahl, auch gewellt, ohne andere Bearbeitung, jedoch auch geteert oder mit Mennige überzogen :

bloss geschweisst ; gezogen mit einem äusseren Durchmesser von mehr als 25 Millimeter : 2 Franken für 100 kg ;

andere : 4 Franken für 100 kg.

5. — Solange der belgische Zolltarif für gewisse im Tarif A (Anlage zum gegenwärtigen Vertrag) aufgeführte Waren andere als die im Tarif A festgesetzten Zölle aufrethält, hat der Einbringer die Wahl zwischen den beiden Verzollungsarten.



6. — Dans le cas où l'Allemagne accorderait des droits plus réduits à d'autres races de chevaux, ces réductions seront acquises, tant qu'elles existeront et sous les mêmes conditions, aux chevaux d'origine belge appartenant aux races dites flamande, brabançonne et ardennaise.

7. — Les catalogues brochés ou reliés de maisons de commerce établies en Allemagne, destinés à l'offre de marchandises, même munis d'échantillons, seront admis, en Belgique, en franchise de droits, s'ils portent l'indication imprimée de la firme allemande exclusivement, sans mention d'une autre maison commerciale ou du nom d'un agent quelconque. Réciproquement, lesdits catalogues de maisons de commerce établies en Belgique seront exempts de droits en Allemagne, s'ils portent l'indication imprimée de la firme belge exclusivement, sans mention d'une autre maison commerciale ou du nom d'un agent quelconque.

8. — Les Parties contractantes admettront, de part et d'autre, en franchise de droits à l'entrée et à la sortie le cuir découpé ou estampé sous forme de gants qui sera envoyé d'Allemagne en Belgique pour y être cousu et renvoyé ensuite en Allemagne, ainsi que les gants confectionnés de ce cuir par la couture en Belgique et qui seront renvoyés en Allemagne pour y recevoir l'achèvement de leur confection et être exportés à l'étranger. La franchise ne sera accordée que si l'identité des objets importés et exportés n'est pas douteuse et si la réimportation et la réexportation ont lieu dans les délais convenables à fixer à l'avance.

6. — Falls Deutschland für andere Pferdeschläge weitergehende Zollermässigungen zugestehen sollte, so werden diese für die Dauer ihrer Geltung und unter den gleichen Voraussetzungen auch auf die Pferde belgischen Ursprungs Anwendung finden, die den als Vlamländer, Brabanter und Ardenner bezeichneten Schlägen angehören.

7. — Für die Warenanbietung bestimmte, broschierte oder gebundene, auch mit Warenproben ausgestattete Kataloge in Deutschland ansässiger Geschäftshäuser werden in Belgien zollfrei zugelassen, wenn ihnen die deutsche Firma, ohne Erwähnung eines anderen Geschäftshauses oder des Namens eines Agenten, aufgedruckt ist. Umgekehrt bleiben derartige Kataloge in Belgien ansässiger Geschäftshäuser in Deutschland zollfrei wenn ihnen die belgische Firma, ohne Erwähnung eines anderen Geschäftshauses oder des Namens eines Agenten, aufgedruckt ist.

8. — Zu Handschuhen zugeschnittenes oder gestanztes Leder, das aus Deutschland nach Belgien versandt wird, um dort genäht und darauf nach Deutschland zurückgesandt zu werden, sowie die aus diesem Leder durch Nähen in Belgien hergestellten Handschuhe, welche nach Deutschland zurückkehren, um dort fertig gestellt und in das Ausland ausgeführt zu werden, werden von den vertragschliessenden Teilen beiderseits beim Ein- und Ausgang zollfrei abgelassen. Die Zollfreiheit wird nur dann gewährt, wenn die Identität der eingeführten und ausgeführten Gegenstände ausser Zweifel ist und die Wiedereinfuhr und Wiederausfuhr binnen im voraus festzusetzender angemessener Fristen erfolgen.

II. — La disposition additionnelle à l'article 7 est remplacée par la disposition suivante :

En exécution de l'article 3 de la Convention phylloxérique internationale du 3 novembre 1881, portant que les plantes seront emballées solidement mais de manière à permettre les constatations nécessaires, et de l'article 1<sup>er</sup> de ladite Convention, laissant aux Etats contractants le soin de régler le transport et l'emballage des plantes, il a été convenu que les plantes, arbustes et végétaux, autres que la vigne, provenant de pépinières, de jardins ou de serres et circulant entre la Belgique et l'Allemagne seront conditionnés, pour le voyage, de l'une des trois manières suivantes :

1<sup>o</sup> ou emballés en caisses, paniers ou colis fermés ;

2<sup>o</sup> ou chargés en vrac en wagon fermé et plombé ;

3<sup>o</sup> ou chargés sur wagon ouvert avec un emballage tel qu'il recouvre complètement la terre et les racines, les branches étant réunies par une ligature.

III. — Le premier alinéa de la disposition additionnelle à l'article 10 est rédigé comme suit :

Les Parties contractantes se prêteront réciproquement tout l'appui possible quant à l'établissement des prix de transport par chemin de fer, notamment en établissant des tarifs directs, chaque fois que l'une d'elles en fera la demande pour des marchandises donnant lieu à un trafic dans la direction indiquée.

II. — Die Bestimmung zu Artikel 7 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

In Ausführung des Artikels 3 der internationalen Reblauskonvention vom 3 November 1881, nach welchem die Pflanzen fest, jedoch in einer die erforderliche Untersuchung gestattenden Weise verpackt sein müssen, und des Artikels 1 dieser Konvention, welcher es den vertragschliessenden Staaten überlässt, über die Beförderung und die Verpackung der Pflanzen Bestimmung zu treffen, wird vereinbart, dass die zur Kategorie der Rebe nicht gehörigen Pflanzen, Sträucher und Vegetabilien, welche aus Pflanzschulen, Gärten oder Gewächshäusern stammen und im Verkehr zwischen Belgien und Deutschland befördert werden, entweder :

1. verpackt in Kisten, Körbe oder sonstige verschlossene Behältnisse, oder :

2. als Sturzgut in verschlossenen und verbleiten Eisenbahnwagen, oder :

3. auf offenen Eisenbahnwagen, mit einer Verpackung, welche die Erde und die Wurzeln vollständig bedeckt, während die Zweige zusammengebunden sind, zum Versand gebracht werden müssen.

III. — Der erste Absatz der Bestimmung zu Artikel 10 erhält folgende Fassung :

Die vertragschliessenden Teile werden auf dem Gebiete des Eisenbahntarifwesens einander tunlichst unterstützen, insbesondere indem auf jeweiliges Verlangen des einen Teiles für Waren, in denen ein Verkehr nach der fraglichen Richtung besteht, direkte, Eisenbahn-Frachttarife hergestellt werden.



IV. — Le cinquième alinéa de la disposition additionnelle à l'article 10 est supprimé.

#### ARTICLE 4.

Le présent traité additionnel entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où les deux Parties contractantes se seront mises d'accord à cet effet. L'entrée en vigueur du présent traité additionnel n'aura cependant pas lieu avant le 1<sup>er</sup> janvier 1905, ni après le 1<sup>er</sup> juillet 1906.

Après la mise en vigueur du traité additionnel, le traité actuel de commerce et de douane conclu le 6 décembre 1891, avec les modifications et additions y apportées par le traité additionnel, produira ses effets jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme son intention de faire cesser les effets du traité, ce dernier avec les modifications et additions susdites continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

#### ARTICLE 5.

Le présent traité sera ratifié avant sa mise en vigueur, et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité additionnel et y ont opposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bruxelles en double exemplaire, le 22 juin 1904.

(L. S.) GRAF VON WALLWITZ.  
(L. S.) FAVEREAU.

IV. — Der fünfte Absatz der Bestimmung zu Artikel 10 kommt in Wegfall.

#### ARTIKEL 4.

Der gegenwärtige Zusatzvertrag soll in Kraft treten mit Ablauf einer Frist von sechs Monaten von dem Tage ab, an dem die beiden vertragschliessenden Teile sich zu diesem Zwecke verständigt haben werden. Das Inkrafttreten des gegenwärtigen Zusatzvertrags soll jedoch nicht vor dem 1. Januar 1905 und nicht nach dem 1. Juli 1906 erfolgen.

Nach der Inkraftsetzung des Zusatzvertrags soll der bestehende Handels- und Zollvertrag vom 6. Dezember 1891 mit den durch den Zusatzvertrag herbeigeführten Änderungen und Ergänzungen bis zum 31. Dezember 1917 wirksam bleiben.

Im Falle keiner der vertragschliessenden Teile zwölf Monate vor dem Eintritte des letzteren Termins seine Absicht, die Wirkungen des Vertrags aufhören zu lassen, kundgibt, soll dieser nebst den erwähnten Änderungen und Ergänzungen bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage ab gelten, wo ihn der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile kündigt.

#### ARTIKEL 5.

Der gegenwärtige Vertrag soll vor seinem Inkrafttreten ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Zusatzvertrag unterzeichnet und ihre Siegel beige drückt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Brüssel, den 22 Juni 1904.

## Tarif A.

## Zölle bei der Einfuhr nach Belgien.

Nummer des zur Zeit des Vertrags- abschlusses giltigen belgischen Zolltarifs.	Benennung der Gegenstände.	Eingangszoll.	
		Masstab	Betrag Fr.
aus 1	Stärke.....	frei	
aus 2	Tiere, lebende :		
	Schafvieh :		
	Böcke, Mutterschafe und hammel	Stück	2
	Lämmer.....	Stück	1
	Geflügel.....	frei	
3	Waffen.....	frei	
aus 5	Bier in Fässern.....	hl	5
aus 6	Stangen und Holzstücke mit der Rinde oder ungesägt, von weniger als 75 Zen- timeter Umfang am bicken Ende.....	cbm	1
	Holzwaren :		
	Fässer, zusammengesetzt oder zerlegt :		
	von Eichenholz.....	100 kg	5
	von anderen Holz.....	100 kg	2
	andere Holzwaren.....	Wert	10 Prozent
aus 10	Kautschukwaren.....	Wert	10 Prozent
	11 Buchdruckerschriften.....	frei	
aus 15	Bindfaden von 2 bis et 8 Millimeter Durch- messer.....	frei	
aus 17	Geschälter Reis; rohes Salz.....	frei	
aus 19	Tischlerleim.....	frei	
	Mineralwasser aller Art.....	frei	
aus 24	Garn aus Wolle :		
	Streichgarn.....	100 kg	5
	Kammgarn, einfach :		
	ungefärbt.....	100 kg	15
	gefärbt.....	100 kg	20
	Kammgarn, gezwirnt :		
	ungefärbt.....	100 kg	20
	gefärbt.....	100 kg	25
	Seidengarn, mit Ausnahme des für den Einzelverkauf hergerichteten.....	frei	
aus 27	Kleidungsstücke, Wäsche und konfek- tionierte Gegenstände aller Art :		
	Wäsche aller Art :		
	einfach genäht, ohne Verzierung oder Stickerei.....	Wert	15 Prozent
	andere aller Art.....	Wert	18 Prozent

*Anmerkung.* — Als einfach genäht,  
ohne Verzierung oder Stickerei wird auch  
Wäsche mit Schnurbändern behandelt, wenn



## Tarif A.

## Droits à l'entrée en Belgique.

N° du tarif des douanes belge en vigueur au moment de la conclusion du traité.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée.	
		—	
		Base	Quotité Fr.
ex 1	Amidon.....	Libre	
ex 2	Animaux vivants :		
	Espèce ovine :		
	Béliers, brebis et moutons.....	Tête	2
	Agneaux .....	Tête	1
	Volailles .....	Libres	
	3 Armes.....	Libres	
ex 5	Bières en cercles.....	Hectol.	5
ex 6	Perches et pièces de bois en grume ou non scié ayant moins de 75 centimètres de circonférence au gros bout.....	Mètre cube	1
	Bois ouvrés :		
	Futailles montées ou démontées :		
	En bois de chêne .....	100 kil.	5
	En bois autres.....	100 kil.	2
	Autres ouvrages.....	Valeur	10 p. c.
ex 10	Caouthouc ouvré .....	Valeur	10 p. c.
	11 Caractères typographiques.....	Libres	
ex 15	Ficelles ayant de 2 à 8 millimètres de dia- mètre.....	Libres	
ex 17	Riz pelé ; sel brut.....	Libres	
ex 19	Colle forte.....	Libre	
	Eaux minérales de toute sorte.....	Libres	
ex 24	Fils de laine :		
	Cardée .....	100 kil.	5
	Peignée, simples :		
	Non teints.....	100 kil.	15
	Teints .....	100 kil.	20
	Peignée, retors :		
	Non teints.....	100 kil.	20
	Teints .....	100 kil.	25
	Fils de soie, non compris ceux préparés pour la vente au détail.....	Libres	
ex 27	Habillements, lingerie et confections de toute espèce :		
	Lingerie de toute espèce :		
	Simplement cousue, sans orne- ment ni broderie .....	Valeur	15 p. c.
	Tout autre .....	Valeur	18 p. c.

*Remarque.* — Est considérée comme  
*Simplement cousue, sans ornement ni bro-*  
*derie*, la lingerie munie de cordons-tirettes

	Masstab	etr F
diese sich nicht als Verzierung darstellen. Das Gleiche gilt von Wäsche, die einfach gefältelt oder mit Falten aus demselben Gewebe besetzt ist, aus dem der Gegenstand besteht.		
Kleidungsstücke für Frauen, mit Ausnahme der Kleidungsstücke aus Seide rein oder gemischt mit anderen Spinnstoffen, Seide dem Gewicht nach vorherrschend :		
einfach genäht, ohne Verzierung oder Stickerei .....	Wert	15 Prozent
andere aller Art .....	Wert	18 Prozent
<i>Anmerkung.</i> — Als Frauenkleider aus reiner oder gemischter Seide werden nur solche Kleider angesehen, deren wesentlicher äusserer Teil aus reiner oder gemischter Seide besteht. Futter und Ausputz aus reiner oder gemischter Seide bleiben ausser Betracht.		
Kleidungsstücke für Männer, nicht besonders benannt .....	Wert	15 Prozent
Strumpfwirkerwaren .....	Wert	15 Prozent
Ganz oder teilweise konfektionierte Gegenstände, nicht in obigen einbezogen und nicht besonders tarifiert ..	Wert	15 Prozent
aus 28 Rüböl, Rapsöl, Palmkernöl (Palmnussöl, Kopraöl) .....		frei
29 Wissenschaftliche Instrumente und Apparate .....		frei
<i>Anmerkung.</i> — Unter die wissenschaftlichen Instrumente und Apparate fallen auch photographische Instrumente und Apparate, welche für wissenschaftliche Untersuchungen (Astronomie, Meteorologie, Mikrographie usw.) besonders gebaut sind.		
30 Musikinstrumente .....	Wert	10 Prozent
aus 33 Maschinen, mechanische Vorrichtungen und Werkzeuge :		
Treibriemen (Maschinenriemen) :		
aus Leder, Kautschuk oder ähnlichen Stoffen .....	100 kg	30
aus jedem anderen Stoff .....	100 kg	20
Maschinen, mechanische Vorrichtungen und Werkzeuge, andere, mit Ausnahme der Lokomotiven mit oder ohne Tender; der Lokomobilen; der Dampfturbinen; der Maschinen, Motoren oder sonstigen elektrischen und elektromagnetischen Vorrichtungen (einschliess-		



n'ayant pas le caractère d'ornements. Il en est de même de la lingerie simplement plissée ou garnie de plissés du même tissu que celui dont l'objet est confectionné.

Vêtements pour femmes, non compris les vêtements en soie pure ou en soie mélangée d'autre matière textiles, la soie dominant en poids :

Simplement cousus, sans ornement ni broderie .....

Tous autres.....

Base  
Quotité  
Fr.

Valeur 15 p. c.

Valeur 18 p. c.

*Remarque.* — Ne sont considérés comme vêtements pour femmes en soie pure ou mélangée, que les vêtements dont la partie extérieure principale consiste en soie pure ou mélangée, abstraction faite de la doublure et des ornements en soie pure ou mélangée.

Vêtements pour hommes, non spécialement dénommés.....

Bonneterie .....

Objets confectionnés en tout ou en partie non compris parmi ceux désignés ci-dessus et non spécialement tarifés .....

Valeur 15 p. c.

Valeur 15 p. c.

Valeur 15 p. c.

ex 28 Huiles de colza, de navette, de noyaux de palme (huile de palmiste, huile de coprah) .....

Libres

29 Instruments et appareils scientifiques.....

Libres

*Remarques.* — Les instruments et appareils photographiques spécialement construits en vue de recherches scientifiques (astronomie, météorologie, micrographie, etc.) rentrent dans la catégorie des *Instruments et appareils scientifiques*.

30 Instruments de musique .....

Valeur 10 p. c.

ex 33 Machines, mécaniques et outils :

Courroies pour machines :

En cuir, en caoutchouc ou en matières similaires.....

100 kil. 30

En toute autre matière .....

100 kil. 20

Machines, mécaniques et outils, autres, à l'exception des locomotives, avec ou sans tender ; des locomobiles ; des turbines à vapeur ; des machines, moteurs et autres appareils électriques et électromagnétiques, y compris les appareils télégraphiques et télépho-

	Masstab	Betrag Fr.
lich der Telegraphen- und Telephonapparate); der Molkerei-Maschinen und -Apparate, sowie der Kratzenbeschläge:		
aus Aluminium .....	100 kg	40
aus Gusseisen .....	100 kg	2
aus Schmiedeeisen oder Stahl...	100 kg	4
aus Holz.....	Wert	10 Prozent
aus Kupfer oder jedem anderen Stoff .....	100 kg	12

*Anmerkungen.*

1. Bei der Einfuhr von Maschinen und mechanischen Vorrichtungen in zerlegtem Zustande hat die Verzollung nach dem im Gewicht vorherrschenden Material des zusammengesetzten Gegenstandes zu erfolgen, wenn die nachstehenden Vorschriften beobachtet werden.

Die Teile der Maschinen und mechanischen Vorrichtungen können gleichzeitig oder nach und nach in verschiedenen Sendungen eingehen.

Alle Teilsendungen sind innerhalb einer bestimmten Frist, die von dem Einbringer bei Vorführung der ersten Sendung anzugeben ist und zwei Monate nicht übersteigen darf, bei der gleichen Zollstelle zur Zollabfertigung zu stellen.

Bei der Einfuhr einer Maschine oder mechanischen Vorrichtung in zerlegtem Zustande oder einzelner Teile einer solchen hat der Einbringer gleichzeitig mit der Zollerklärung Pläne und Zeichnungen des vollständigen Gegenstandes sowie eine Liste der Hauptbestandteile nach Beschaffenheit, Nummer und Einzelgewicht und die ungefähre Angabe des Gesamtgewichts der kleinen Nebenbestandteile vorzulegen.

Wenn nach der Abfertigung von einzelnen Teilen die anderen Teile nicht innerhalb der festgesetzten Frist zur Zollabfertigung gestellt worden sind, so hat die Verzollung der bereits eingebrachten Teile nach den Zollsätzen für getrennt eingehende Teile von Maschinen und mechanischen Vorrichtungen zu erfolgen. Das Fehlen einzelner unwesentlicher Nebenbestandteile soll jedoch die Anwendung des für den vollständigen Gegenstand geltenden Zollsatzes nicht ausschließen.

Bis zur Schlussabfertigung aller Teilsendungen bleibt der Zollbehörde vorbehalten, die Sicherstellung der gegebenenfalls zu entrichtenden höhe-



	Base	Quotité Fr.
niques ; des machines et appareils pour la laiterie, et des garnitures de cardes :		
En aluminium .....	100 kil.	40
En fonte.....	100 kil.	2
En fonte ou en acier.....	100 kil.	4
En bois.....	Valeur	10 p. c.
En cuivre ou en toute autre matière.....	100 kil.	12

*Remarques.*

1. Les machines et les mécaniques importées à l'état démonté seront imposées d'après la matière dominant en poids dans l'objet monté si les règles suivantes sont observées.

Les parties de machines et de mécaniques peuvent entrer en une fois ou successivement en divers envois.

Tous les envois partiels doivent être présentés en douane au même bureau et dans un délai déterminé, à indiquer par l'importateur au moment de la présentation du premier envoi et ne dépassant pas deux mois.

En introduisant une machine ou une mécanique à l'état démonté ou quelques parties détachées d'un tel objet, l'importateur doit présenter, en même temps que la déclaration, les plans et dessins de l'objet complet, ainsi qu'une liste des pièces importantes, d'après leur nature, le numéro et le poids de chaque pièce, en indiquant approximativement le poids total des petites pièces accessoires.

Si, après l'expédition de quelques parties détachées, les autres parties ne sont pas présentées en douane dans le délai fixé, on devra, pour les parties déjà importées, payer les droits établis pour les parties détachées de machines et de mécaniques. Toutefois, l'absence de quelques pièces accessoires de peu d'importance n'empêchera pas l'application du droit établi pour l'objet entier.

Jusqu'à l'expédition définitive de toutes les parties de l'envoi, la douane a la faculté d'exiger une garantie pour les taux plus élevés à payer le cas

		Masstab	Betrag Fr.
	ren Zollbeträge zu verlangen und die in Teilsendungen eingeführten Stücke mit Identitätszeichen zu versehen; ferner ist sie befugt, nach Zusammenstellung der Maschine oder mechanischen Vorrichtung durch eine Revision auf Kosten des Zollpflichtigen sich von der Zugehörigkeit aller Teilsendungen zu dieser Maschine oder mechanischen Vorrichtung zu überzeugen. — Ersatz- und Reserveteile werden stets für sich verzollt.		
	2. Unter den Maschinen, mechanischen Vorrichtungen und Werkzeugen, deren Zollsätze gebunden sind, werden auch unterseeische und unterirdische elektrische Kabel verstanden.		
	34 Ledergalanteriewaren .....	Wert	15 Prozent
aus	36 Zement; Thermit (Alminumpulver mit Oxyden gemischt); Schmirgel, auch gemahlen oder in Schachteln, Büchsen oder ähnlichen kleinen Packungen.....		frei
	38 Kurz- und Quincaillerieswaren (a).....	Wert	13 Prozent
	(a) Einschliesslich der Papierwäsche mit Webstoffüberzug.		
aus	39 Kupferdraht .....	100 kg	10
	Kupfer- und Nickelwaren.....	Wert	10 Prozent
	Eisen, geschmiedet oder warm gewalzt in Stangen und Stahl in Stangen, ohne Rücksicht auf die Form und die Herstellungsart (mit Ausnahme der Schienen), vorausgesetzt, dass keine andere Bearbeitung als Hämmern oder warmes Walzen irgend welcher Art stattgefunden hat, einschliesslich der mit dem Dampfhammereinfach vorgearbeiteten, nicht polierten, Wellbäume und der durch warmes Walzen gemusterten, nicht polierten Stangen sowie Bleche oder Platten, auch wenn diese mit Löchern für Bolzen, Schrauben oder Niete versehen sind.....	100 kg	1
	Bandeisen und Bandstahl.....	100 kg	1
	Träger, einfach gewalzt, auch gelocht, aber nicht gebogen.....	100 kg	1
	Radreifen, roh aus der Schmiede, d. h. einfach gehämmert oder warm gewalzt, einschliesslich der durch die Rundwalze hergestellten.....	100 kg	1
	Radgestelle, roh aus der Schmiede oder auf dem Schleifstein einfach abgeschliffen.....	100 kg	1



échéant, et de munir d'une marque d'identité les pièces introduites par parties; elle a aussi la faculté de vérifier aux frais du contribuable, après le montage de la machine ou de la mécanique, que toutes les pièces composant les envois partiels appartiennent à la machine ou à la mécanique en question.— Les pièces de rechange ou de réserve payeront toujours les droits d'entrée séparément.

2. Les câbles électriques sous-marins et souterrains sont compris parmi les machines, mécaniques et outils dont les droits sont consolidés.

Base

Quotité  
Fr.

	34	Maroquinerie .....	Valeur	15 p. c.
ex	36	Ciment; thermitte (mélange d'aluminium en poudre et d'oxydes); émeri, même moulu ou en boîtes ou petits récipients similaires.....		
			Libres	
	38	Mercerie et quincaillerie (a).....	Valeur	13 p. c.
		(a) Y compris le papier-linge recouvert de tissu.		
ex	39	Fil de cuivre.....	100 kil.	10
		Cuivre et nickel ouyrés .....	Valeur	10 p. c.
		Fer battu ou laminé à chaud en barres et acier en barres, sans distinction, quels qu'en soient la forme et le mode de fabrication (à l'exception des rails), pourvu qu'ils n'aient subi aucune autre main-d'œuvre que le martelage ou le laminage à chaud; par n'importe quel procédé, y compris les arbres de tour simplement ébauchés au marteau-pilon et les barres gaufrés au laminage à chaud, mais non polis, ainsi que les feuilles, planches, plaques ou tôles, même percées de trous pour les boulons, écrous ou rivets, .....	100 kil.	1
		Fer et acier à cercles dits feuilards .....	100 kil.	1
		Poutrelles simplement laminées, même percées de trous, mais non cintrées....	100 kil.	1
		Bandages de roues bruts de forge, c'est-à-dire simplement battus ou laminés à chaud, même ceux obtenus par le laminage circulaire .....	100 kil.	1
		Centres de roues bruts de forge ou simplement ébarbés à la meule.....	100 kil.	1

	Masstab	Betrag Fr.
Achsen, roh aus der Schmiede, auch mit Radhals versehen .....	100 kg	1
Draht oder Stäbe, ohne Rücksicht auf den Querschnitt, von 5 Millimeter oder mehr Durchmesser oder Dicke, aber nicht verkupfert, vernickelt, verzinkt, verbleit oder verzinkt (galvanisiert)....	100 kg	1
Eisen und Stahlwaren:		
Eisenbahnschwellen .....	100 kg	1
Draht oder Stäbe, ohne Rücksicht auf den Querschnitt, von 5 Millimeter oder mehr Durchmesser oder Dicke zu einem bestimmten Gebrauch in gleiche Längen zerschnitten .....	100 kg	1
Stählerne Feilenformen .....	100 kg	2
Bogen, aus einfach gebogenen Stäben zusammengesetzt, für Garteneinfassungen .....	100 kg	2
Draht oder Stäbe, ohne Rücksicht auf den Querschnitt, von weniger als 5 Millimeter Durchmesser oder Dicke, zu einem bestimmten Gebrauch in gleiche Längen zerschnitten .....	100 kg	2
Gelochte Bänder zum Beschlagen von Kisten .....	100 kg	2
Säulen, röhrenförmige, mit Ausnahme derjenigen zur Wohnungsausstattung oder zum Gartenschmuck	100 kg	2
Bleche oder Platten, getrieben oder rund oder nach der Schablone zugeschnitten .....	100 kg	2
Stirnbleche für Kessel, von gewölbter Form, mit oder ohne Oeffnungen für die Einfügung von Feuerbüchsen oder von Siederöhren, mit durch Hämmern oder auf andere Weise aufgetriebenen Rändern, aber nicht fertig gestellt oder eingefasst .....	100 kg	2
Bleche oder Platten, gefirnisst, lackiert oder bronziert .....	100 kg	3
Draht, ohne Rücksicht auf den Querschnitt, den Durchmesser und die Dicke, verkupfert, vernickelt, verzinkt, verbleit oder verzinkt (galvanisiert), zu einem bestimmten Gebrauch in gleiche Längen zerschnitten .....	100 kg	3



	Base	Quotité Fr.
Essieux bruts de forge, même pourvus de gorges pour les roues .....	100 kil.	1
Fils ou verges, quelle qu'en soit la section, de 5 millimètres ou plus de diamètre ou d'épaisseur, mais non cuivrés, nickelés, étamés, plombés, ou zingués (galvanisés).....	100 kil.	1
Fer et acier, ouvrés :		
Traverses pour voies ferrées.....	100 kil.	1
Fils ou verges, quelle qu'en soit la section, de 5 millimètres ou plus de diamètre ou d'épaisseur, découpés de longueur égale pour un usage déterminé.....	100 kil.	1
Acier ébauché et façonné pour limes	100 kil.	2
Arceaux composés de verges simplement cintrées pour bordures de jardins.....	100 kil.	2
Fils ou verges, quelle qu'en soit la section, de moins de 5 millimètres de diamètre ou d'épaisseur, découpés de longueur égale pour un usage déterminé.....	100 kil.	2
Bandelettes perforées pour le cerclage de caisses .....	100 kil.	2
Colonnes, sous formes de tuyaux, autres que celles pour l'ameublement ou pour l'ornement des jardins	100 kil.	2
Feuilles, planches, plaques ou tôles, embouties ou découpées en rond ou suivant croquis .....	100 kil.	2
Fonds de chaudières, de forme bombée, munis ou non d'orifices pour l'adaptation de foyers et de tubes bouilleurs, dont les bords ont été relevés par le martelage ou autrement, mais ni finis, ni bordés.....	100 kil.	2
Feuilles, planches, plaques ou tôles, vernissées, laquées ou bronzées...	100 kil.	3
Fils, quelle qu'en soit la section, de tout diamètre et de toute épaisseur, cuivrés, nickelés, étamés, plombés ou zingués (galvanisés), découpés de longueur égale pour un usage déterminé .....	100 kil.	3

		Masstab	Betrag Fr.
	Mit Kupfer überzogene Rohre und Röhren, durch Walzverfahren her- gestellt, bei denen das Eisen oder der Stahl dem Gewicht nach vor- herrscht .....	100 kg	3
	Andere Eisen und Stahlwaren.....	100 kg	4
	<i>Anmerkung.</i> — Auf die Verzollung bleibt es ohne Einfluss, wenn die oben aufgeführten Gegenstände mit einem Teeranstrich oder Mennigüberzug versehen sind.		
	Zinn, Blei und Zink, verarbeitet.....	Wert	10 Prozent
	Gold, Silber und Platina :		
	Bijouterien, einschliesslich der Kett- chen jeder Länge, die zur Anfertigung von Bijouterien und Gold- und Silberschmiedearbeiten dienen ....	frei	
	Gold- und Silberschmiedearbeiten....	Wert	5 Prozent
aus	40 Möbel (einschliesslich der Wand- und Standuhren), mit Ausnahme der Möbel aus massiv gebogenem Holze.....	Wert	10 Prozent
aus	44 Gemälde, mit der Hand gemalt, ohne Rahmen, und photographische Abzüge, ohne Rahmen .....	frei	
aus	46 Papiertapeten, mit Ausnahme der vergol- deten, versilberten, bronzierten, ge- pressten und samtartigen.....	100 kg	8
	Anderes Papier, mit Ausnahme von Pappe.....	100 kg	4
aus	48 Gefärbte, gefirnisste, lackierte oder ma- roquinierte Häute und zugerichtetes Pelzwerk .....	100 kg	30
	Schuhmacherwaren .....	Wert	10 Prozent
	Handschuhe.....	Wert	10 Prozent
aus	49 Steine, roh behauen oder gesägt, nicht besonders benannt .....	frei	
	<i>Anmerkung.</i> — Als rohe, behauene oder gesägte Steine werden alle Steine im eigent- lichen Sinne, ausgenommen die polierten oder mit Bildhauerarbeit versehenen, angesehen.		
	Schleif und Lithographiersteine, roh oder poliert .....	frei	
aus	50 Seefische, frische .....	frei	
aus	51 Gasretorten und Schmelztiegel aller Art Töpfergeschirr, gemeines, nicht besonders aufgeführt .....	100 kg	1,25
		oder, nach Wahl des Einbringers, Wert	10 Prozent
	Fayence und Porzellan, nicht besonders aufgeführt.....	Wert	10 Prozent



	Base	Quotité Fr.
Tubes et tuyaux recouverts de cuivre obtenus par le laminage, le fer ou l'acier dominant en poids.....	100 kil.	3
Autres fers et aciers ouvrés.....	100 kil.	4
<i>Remarque.</i> — Le fait que les objets men- tionnés ci-dessus sont goudronnés ou enduits de minium n'en modifie pas la tarification.		
Etain, plomb et zinc, ouvrés.....	Valeur	10 p. c.
Or, argent et platine :		
Bijouterie, y compris les chaînettes de toute longueur servant à la fabrication de la bijouterie et de l'orfèverie.....	Libres	
Orfèverie.....	Valeur	5 p. c.
ex 40 Meubles (y compris les horloges et les pendules), excepté les meubles en bois massif courbé.....	Valeur	10 p. c.
ex 44 Tableaux peints à la main, non encadrés, et photographies non encadrées.....	Libres	
ex 46 Papiers à meubler, excepté les papiers à meubler dorés, argentés, bronzés, gau- frés ou veloutés.....	100 kil.	8
Papiers autres, excepté le carton.....	100 kil.	4
ex 48 Peaux teintes, vernies, laquées ou maro- quinées et pelleteries apprêtées.....	100 kil.	30
Ouvrages de cordonnerie.....	Valeur	10 p. c.
Gants.....	Valeur	10 p. c.
ex 49 Pierres brutes, taillées ou sciées, non spécialement dénommées.....	Libres	
<i>Remarque.</i> — Sont comprises sous la dénomination de <i>Pierres brutes, taillées ou sciées</i> , toutes les pierres proprement dites, à l'exception des pierres polies ou sculptées.		
Pierres à aiguiser et pierres lithogra- phiques, brutes ou polies.....	Libres	
ex 50 Poissons de mer frais.....	Libres	
ex 51 Cornues à gaz et creusets de toute sorte..	Libres	
Poteries communes non dénommées.....	100 kil.	1,25
ou, au choix de l'importateur.		
Faïences et porcelaines non dénommées.	Valeur	10 p. c.
	Valeur	10 p. c.

	Masstab	Betrag Fr.
aus 53 Chemische Erzeugnisse, nachstehend genannt:		
<p>Natronsalze, schwefelsaure und schwefligsaure, auch saure schwefelsaure (Glaubersalz usw.), kristallisiert und kalziniert; Kalisalze aller Art (kohlen-saure [Pottasche], chromsaure, salpetersaure, oxalsaure, Aetzkali usw.); Soda, kalzinierte und kristallisierte; Wasserglas; Alizarin; Anilinöl, Anilinsalz und andere Steinkohlenteerstoffe; Bleizucker und Bleiessig; Chlorkalium (salzsaures Kali); Chlormagnesium (salzsaure Magnesia); Mennige (rotes Bleioxyd); Schwefelsäure, rauchende Schwefelsäure, Schwefelsäure-Chlorhydrin (Chlor-sulfonsäure), Schwefelsäureanhydrid; Zinksulfidweiss (Lithopon); Alaun, auch Chromalaun; Oxalsäure; Weinsäure; künstliche Tonerde; Tonerdehydrat, kalzinierte Tonerde; Natron, chromsaures; Aeznatron; Ammoniaksalze; Chlorbarium; Zinnpräparate, nicht weingeisthaltig; Gerbsäure; Glycerin, gereinigt; Iodpräparate, nicht weingeisthaltig; Silbersalze.</p>		frei
aus 54 Verschiedene Erzeugnisse für die Industrie, nachstehend genannt .....	Wert	5 Prozent
<p>Zubehörteile aus Metall zur Ausrüstung von Korbflechter- und Sattlerwaren, von Koffern, Felleisen oder anderen ähnlichen Reiseartikeln.</p> <p>Beschläge, Verzierungen oder Verschluss- teile aus Metall, andere als aus Gold oder Silber, für Albums, Täschchen, Schmuckkästen, Notizbücher, Bucheinbände, Zigarrentaschen, Visitenkartentaschen, Geldbörsen usw.</p> <p>Asbest in Form von Pappe, Filz, Scheiben und Platten, sowie geflochtene Seile und Gewebe aus</p>		



Base

Quotité  
Fr.

## ex 53 Produits chimiques désignés ci-après :

Sulfates et sulfites de soude (sel de Glauber, etc.) cristallisés et calcinés, même combinés avec de l'acide sulfurique ou d'autres acides ; sels de potasse de toute espèce (carbonate, chromate, nitrate, oxalate de potasse, potasse caustique, etc.) ; soude calcinée et cristallisée ; silicate de soude (verre soluble) ; alizarine ; huile et sel d'aniline et autres produits dérivés du goudron de houille ; acétate et sous-acétate (sucre et vinaigre) de plomb ; chlorure de potassium ; chlorure de magnésie (sel de magnésie) ; minium (oxyde rouge de plomb) ; acide sulfurique, acide sulfurique fumant, chlorhydrique sulfurique (acide chlorosulfonique), anhydride sulfurique ; sulfure de zinc (lithopone) ; alun, même alun de chrome ; acide oxalique ; acide tartrique ; alumine artificielle, hydrate d'alumine, alumine calcinée ; chromate de soude ; soude caustique ; sels ammoniacaux ; chlorure de baryum ; préparations non alcooliques à base d'étain ; acide tannique ; glycérine purifiée ; préparations non alcooliques à base d'iode ; sels d'argent.....

Libres

## ex 54 Produits divers pour l'industrie désignés ci-après.....

Valeur 5 p. c.

Accessoires en métal, destinés à être adaptés à des objets de vannerie et de sellerie, à des malles, valises ou autres articles analogues de voyage.

Appliques, ornements ou fermoirs en métal, autres qu'en or ou en argent, pour albums, albuminières, boîtes à bijoux, carnets, couvertures de livres, étuis à cigares, porte-cartes, porte-monnaie, etc.

Asbeste (amiante) en carton, feutre, disques (rondelles) et plaques, ainsi que cordes tressées et tissus en

- Asbest, auch in Verbindung mit Kautschuk, Baumwolle oder Ausrüstungen aus Metall (Maschinenpackungen).
- Spullen aller Art zum Aufwinden von Nähgarn für den Einzelverkauf.
- Schnallen aus Kupfer, Chrysochalk und verzinnem oder lackiertem Eisen, sowie Doppelknöpfe und andere kleine Zubehörteile aus verzinnem oder lackiertem Eisen zur Anfertigung von Tornistern, Tornisterriemen, Gurteln usw. für militärische Ausrüstung.
- Knöpfe aus Papiermaché für die Schuhmacherei.
- Druckknöpfe für Verfertigung von Handschuhen, Geldbörsen usw.
- Gestelle aus Eisen- oder Messingdraht für Hüte, Mützen usw.
- Dachpappe und Asphaltfilz.
- Zellhorn in Platten oder Stäben.
- Kettchen, Herzchen und Kreuze aus Stahl, Kupfer, Neusilber, Holz oder Perlmutter sowie Perlen aus Stahl, Perlmutter oder Glas (einschließlich der Glasflüsse) für Rosenkränze, Halsketten oder andere Schmuckgegenstände.
- Gepresste Kohle, in Form von Zylindern, Stäben, Stangen, Kerzen, Stiften, Platten, Blättern, Blöcken usw., für elektrische Apparate, sowie in Zylindern für Filter.
- Saiten aus Darm oder Metall für Musikinstrumente.
- Zündschnüre und elektrische Zünder zu Zündschnüren zur Entzündung von Dynamit in Bergwerken und Steinbrüchen.
- Endlose Filzdrucktücher.
- Fischbein, geschnitten oder zugerichtet, und künstliches Fischbein aus Horn.
- Furnituren für Wand- und Standuhren.



Base

Quantité  
Fr.

amiante, associés ou non à du caoutchouc, du coton ou des garnitures métalliques, connus sous le nom de bourrages pour machines. Bobines de toute sorte, servant à enrouler les fils à coudre pour la vente au détail.

Boucles en cuivre, en chrysocale et en fer étamé ou verni, ainsi que doubles boutons et autres petits accessoires en fer étamé ou verni, destinés à la confection de havresacs, de courroies de sacs, de ceinturons, etc., pour équipements militaires.

Boutons en papier maché, destinés à la confection des chaussures.

Boutons-fermoirs à emboîtement, destinés à la confection de gants, de porte-monnaie, etc.

Carcasses en fil de fer ou de laiton pour chapeaux, bonnets, etc.

Carton bitumé pour toitures et feutre imprégné d'asphalte.

Celluloïd en feuilles ou en bâtons.

Chaînettes, cœurs et croix en acier, en cuivre, en maillechort, en bois ou en nacre, ainsi que perles en acier, en nacre ou en verre (y compris les vitrifications) pour chapelets, colliers ou autres bijoux.

Charbon aggloméré sous forme de cylindres, baguettes, bâtons, bougies, crayons, plaques, lames ou blocs, etc., pour appareils électriques, ainsi que sous forme de cylindres pour filtres.

Cordes de boyaux et cordes métalliques pour instruments de musique.

Détonateurs et amorces électriques à détonateurs servant à la déflagration de la dynamite dans les mines et les carrières.

Drap-cylindre feutré pour l'impression  
Fanons de baleine coupés ou apprêtés  
et baleines factices en corne.

Fournitures pour horloges et pendules.

## Schirmfurnitüren.

Klaviaturen, nicht ganz vollständig,  
und Tasten für Klaviere.

Flitter aus Gelatine oder aus Metall  
sowie Perlen aus Stahl, Perlmutter  
oder Glas für Stickereien, Posa-  
mentierwaren usw.

Holzmasse, gepresst, auch vulkani-  
siert, in Form von Stäben, Blät-  
tern, Platten oder Röhren.

Platten aus Elfenbein, Schildpatt,  
Xylolith, Zellhorn usw., auch  
verziert und eingelegt, zur Her-  
stellung von Bucheinbänden.

Haarfilz zum Gebrauch in Fabriken.

Knopfsen aller Art.

Einfassungen für Plakate aus Blech,  
blank oder einfarbig gestrichen.

Federn für Damenkleider oder Schnür-  
leiber, nicht überzogen, dazu be-  
stimmt, den Kleiderleibchen eine  
gewisse Steifheit zu verleihen.

Stuhlrohr und Peddig, gerissen oder  
nicht gerissen, gefärbt oder gefir-  
nisst; Rohr, bearbeitet und zuge-  
richtet für Regen- und Sonnen-  
schirmstöcke.

Köpfe aus Holz, Porzellan, Wachs,  
Pappe, Gips usw. zur Puppen-  
fabrikation.

Kautschuk-Röhren und-Schläuche in  
oder ohne Verbindung mit anderen  
Stoffen.

aus 55	Oldruckbilder .....	frei	
	Typographische Drucke .....	100 kg	18
	Lithographische, chromolithographische, photolithographische, chromotypogra- phische, phototypographische, photo- typische, zinkographische Drucke oder andere Vervielfältigungen von Zeich- nungen oder Stichen auf Holz, Metall oder Stein, nicht besonders benannt:		
	in einer oder zwei Farben:		
	auf Karton oder Pappe .....	100 kg	18
	auf Papier .....	100 kg	35
	in mehr als zwei Farben:		
	auf Karton oder Pappe .....	100 kg	30
	auf Papier .....	100 kg	60



	Base	Quotité Fr.
Fournitures pour parapluies et parasols.		
Mécanismes non tout à fait complets et touches pour pianos.		
Paillettes en gélatine ou en métal, ainsi que perles en acier, en nacre ou en verre, pour broderies, passementeries, etc.		
Pâtes de bois comprimées, vulcanisées ou non, sous forme de bâtons, feuilles, plaques ou tubes.		
Plaques en ivoire, en écaille, en bois durci, en celluloïd, etc., décorées et incrustées ou non, destinées à la confection de couvertures de livres.		
Poils feutrés destinés aux usages industriels.		
Queues de boutons de toute espèce.		
Rebords pour placards, en tôle nue ou peinte d'une seule couleur.		
Ressorts de toilette ou laçures, non garnis, servant à donner une certaine rigidité aux corsages de robes.		
Rotins et moelles de rotin, filés ou non, teints ou vernis ; rotins ouvrés et préparés pour manches de parapluies et de parasols.		
Têtes en bois, en porcelaine, en cire, en carton, en plâtre, etc., destinées à la confection de poupées.		
Tubes et tuyaux en caoutchouc additionné ou non d'autres matières.		

ex 55 Tableaux imprimés à l'huile .....	Libres	
Impressions typographiques.....	100 kil.	18
Impressions lithographiques, chromolithographiques, photolithographiques, chromotypographiques, phototypographiques, phototypiques, zincographiques ou autres reproductions de dessins ou gravures sur bois, métaux ou pierres, non spécialement dénommées :		
En une ou deux couleurs :		
Sur carte ou carton.....	100 kil.	18
Sur papier.....	100 kil.	35
En plus de deux couleurs :		
Sur carte ou carton.....	100 kil.	30
Sur papier.....	100 kil.	60

		Masstab	Betrag Fr.
	Bilder- oder Skizzen-Albums oder -Bücher:		
	gedruckt, mittels des Pinsels oder der Platte koloriert oder nicht....	100 kg	25
	alle anderen.....	100 kg	60
aus 57	Zeresin.....	frei	
aus 62	Farbstoffe und Farben (a), mit Ausnahme der Wichse, der Oelfirnisse und des Ultramarins.....	frei	
	(a) Einschliesslich der chemisch hergestellten künstlichen Farbstoffe, insbesondere des künstlichen Indigos.		
aus 64	Gewebe aus Baumwolle, mit Seide gemischt, Baumwolle dem Gewicht nach vorherrschend, mit Ausnahme der Decken, welche nach dem Weben eine andere Bearbeitung als durch einfaches Säumen erfahren haben.....	100 kg oder, nach Wahl des Einbringers, Wert	400 15 Prozent
	Baumwollengewebe: alle anderen Gewebe, mit Ausnahme der Decken, welche nach dem Weben eine andere Bearbeitung als durch einfaches Säumen erfahren haben.....	Wert	15 Prozent
	Wollengewebe im Gewicht von weniger als 200 g auf 1 qm.....	Wert	15 Prozent
	Wollengewebe: alle anderen Gewebe, mit Ausnahme der Decken, welche nach dem Weben eine andere Bearbeitung als durch einfaches Säumen erfahren haben.....	Wert	10 Prozent
	Leinengewebe: alle anderen Gewebe, einschliesslich der abgepassten und einfach gesäumten Taschentücher.....	Wert	10 Prozent
	Samt und Plüsch aus Seide, gemischt mit anderen Spinnstoffen, Seide dem Gewicht nach vorherrschend, aber nicht über 73 Prozent hinausgehend.....	100 kg oder, nach Wahl des Einbringers, Wert	700 15 Prozent
	Linoleum.....	Wert	15 Prozent
	<i>Anmerkung.</i> — Die gemischten Gewebe aller Art entrichten den Zoll für Gewebe je nach der Gattung gemäss dem im Gewicht vorherrschenden Stoff. Als gemischte werden nur diejenigen Gewebe angesehen, welche neben dem Hauptstoff mehr als 5 Prozent anderer Spinnstoffe enthalten.		
aus 65	Sämereien, andere als Olsämereien; Holzstoff.....	frei	



Base

Quantité  
Fr.

## Albums et carnets à images ou à dessins.

	Typographiés, coloriés ou non au pinceau ou à la plaque.....	100 kil.	25
	Tous autres .....	100 kil.	60
ex 57	Cérésine.....	Libres	
ex 62	Teintures et couleurs (a), à l'exception des cirages, des vernis gras et du bleu d'outremer .....	Libres	
	(a) Y compris les teintures artificielles obtenues par des procédés chimiques, notamment l'indigo artificiel.		
ex 64	Tissus de coton mélangé de soie, le coton dominant en poids, non compris les couvertures ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un simple ourlage .....	100 kil.	400
		ou, au choix de l'importateur,	
		Valeur	15 p. c.
	Tissus de coton : Tous autres tissus, non compris les couvertures ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un simple ourlage.....	Valeur	15 p. c.
	Tissus de laine pesant moins de 200 grammes par mètre carré .....	Valeur	15 p. c.
	Tissus de laine : Tous autres tissus, non compris les couvertures ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un simple ourlage.....	Valeur	10 p. c.
	Tissus de lin : Tous autres tissus, y compris les mouchoirs découpés et simplement découpés.....	Valeur	10 p. c.
	Velours et peluches de soie mélangée d'autres matières textiles, la soie dominant en poids sans excéder 75 p. c.....	100 kil.	700
		ou, au choix de l'importateur,	
		Valeur	15 p. c.
	Linoleum.....	Valeur	15 p. c.
	<i>Remarque.</i> — Les tissus mélangés de toute espèce acquittent les droits des tissus selon l'espèce, d'après la matière dominante en poids. Ne sont considérés comme <i>mélangés</i> que les tissus renfermant plus de 5 p. c. de matières textiles autres que celle qui en constitue la matière principale.		
ex 65	Graines, non compris les graines oléagineuses ; pâte de bois.....	Libres	

	Masstab	Betrag Fr.
aus 66 Flaschen, Fläschchen, grosse Flaschen, Kolben oder Transportflaschen:		
aus weissem oder halbweissem Glas.	100 kg	2
andere.....	100 kg	1,50
Grosse Flaschen, Kolben oder Transport- flaschen, umflochten oder in Körben aus Weiden oder ähnlichen Stoffen ....	100 kg	4
Glaswaren, gemeine: andere Gegenstände als Flaschen, Fläschchen, grosse Flas- chen, Kolben oder Transportflaschen..	100 kg	1
	oder, nach Wahl des Einbringers, Wert 10 Prozent	
Glaswaren, andere, mit Ausnahme des Spiegel- und Fensterglases, der Glas- fliesen, der Pflasterplatten und des Dachglases.....	Wert	10 Prozent
aus 67 Gänseleberpasteten.....	100 kg	60
69 Wein.		

*Anmerkungen.*

1. Auf die deutschen Weissweine sollen alle Erleichterungen in der Zoll- und Steuerbehandlung Anwendung finden, die etwa anderen ausländischen Weinsorten, insbesondere den fremden Rotweinen jeglichen Ursprungs, eingeräumt werden sollten.
2. Die Zoll- und Steuerbelastung des stillen Weissweines in Flaschen soll die Zoll- und Steuerbelastung des Weines in Fässern nicht um mehr als 40 Frank 1 für 1 Hektoliter übersteigen.

aus 70 Fahrräder und Fahrradteile.....	Wert 12 Prozent
--	-----------------

## Tarif B.

**Zölle bei der Einfuhr in das Deutsche Zollgebiet.**

Der im gegenwärtigen Tarife erwähnte deutsche allgemeine Tarif ist der Zolltarif vom 25. Dezember 1902 in seiner durch das deutsche Reichsgesetz vom gleichen Tage bestimmten Fassung.

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs.	Benennung der Gegenstände.	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
aus 23 Kartoffeln, frisch, in der Zeit vom 15. Juni bis 31. Juli.....		1
aus 26 Zichorien (Zichorienwurzeln), auch zerkleinert, getrocknet (gedarrt).....		0,80



	Base	Quotité Fr.
ex 66 Bouteilles, fioles, bonbonnes, dames-jeannes ou touries :		
En verre blanc ou demi-blanc.....	100 kil.	2
Autres.....	100 kil.	1,50
Bonbonnes, dames-jeannes ou touries, clissées ou renfermées dans des paniers en osier ou autres matières analogues..	100 kil.	4
Verreries communes : Objets autres que les bouteilles, fioles, bonbonnes, dames-jeannes ou touries .....	100 kil.	1
	ou, au choix de l'importateur, Valeur	10 p. c.
Verrerie autre, excepté les glaces, les verres de vitrage, les dalles, les pavés et les tuiles.....	Valeur	10 p. c.
ex 67 Pâtés de foie gras.....	100 kil.	60
69 Vins.		

*Remarques.*

1. Les vins blancs allemands bénéficieront, en ce qui concerne le traitement douanier et la perception de l'accise, de toutes les facilités qui pourraient être accordées à d'autres vins étrangers, notamment aux vins rouges de toute origine.
2. Le montant des droits et des accises à percevoir sur les vins blancs *non mousseux* en bouteilles, n'excédera pas de plus de 40 francs par hectolitre le montant des droits et des accises à percevoir sur les vins en fûts.

ex 70 Vélocipèdes et parties de vélocipèdes.....	Valeur	12 p. c.
--	--------	----------

## Tarif B.

## Droits à l'entrée du territoire douanier allemand.

Le tarif général allemand mentionné dans le présent tarif est le tarif de douane du 25 décembre 1902, tel qu'il a été fixé par la loi de l'Empire allemand en date dudit jour.

Numéro du tarif général allemand.	Désignation des marchandises.	Droit par 100 kilogrammes Marcs
ex 23	Pommes de terre fraîches, dans la période du 15 juin au 31 juillet.....	1
ex 26	Chicorée (racines de chicorée), même en morceaux, séchée .....	0,80

		Zollsatz für 1 Doppelzentner
		Mark
aus 33	Küchengewächse, frisch :	
	Spargel.....	frei
	Blumenkohl, Zwiebeln und Brüsseler Zichorie (Witloof).....	frei
38	Bäume, Reben, Stauden, Sträucher, Schösslinge zum Verpflanzen, und sonstige lebende Gewächse, ohne oder mit Erdballen, auch in Töpfen oder Kübeln ; Pfropfreiser :	
	Cycasstämme ohne Wurzeln und Wedel ; Pal- men ; Lorbeerbäume ; indische Azaleen ; For- stpflanzen.....	frei
	Rosen.....	12
	nicht besonders benannt :	
	Pflanzen in Töpfen.....	10
	Pflanzen ohne Erdballen.....	6
	andere.....	5
aus 45	Weintrauben (Weinbeeren), frisch, zum Tafelgenuss, eingehend in Postsendungen von einem Gewichte bis 5 Kilogramm einschliesslich .....	frei
aus 47	Aepfel und Birnen, frisch :	
	unverpackt, vom 1. September bis 30. November.	frei
	verpackt.....	5
aus 62	Zichorien (Zichorienwurzeln), gebrannt (geröstet), auch gemahlen, ohne Zusatz von anderen Stoffen.	4
92	Gerbrinden, auch gemahlen.....	frei
aus 100	Pferde der als Vlamländer, Brabanter und Ardenner bezeichneten Schläge (reines Kaltblut) :	für 1 Stück
	im Werte bis 1000 Mark das Stück.....	50
	im Werte von mehr als 1000 bis 1500 Mark das Stück .....	75
	abgesetzte Fohlen, welche bis zum 31 Dezember ihres Geburtsjahres eingeführt werden.....	30
	Saugfohlen, welche der Mutter folgen.....	frei
<p><i>Anmerkung.</i> — Die zu den ermässigten Zollsätzen zuzulassenden Pferde müssen ausschliesslich dem reinen Vlamländer, Brabanter oder Ardenner Schläge oder der Kreuzung dieser Schläge untereinander angehören.</p> <p>Um die ermässigten Zollsätze zu geniessen, müssen die Einbringer für jedes Pferd ein Zeugnis eines belgischen Staatsbeamten beibringen, aus dem erhellt, dass das Tier ausschliesslich dem reinen Vlamländer, Brabanter oder Ardenner Schläge oder der Kreuzung dieser Schläge un- tereinander angehört.</p> <p>Die Regierungen der beiden Teile werden sich über die Bezeichnung der mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Beamten und über das bei der Ausfertigung zu beobachtende Verfahren verständigen. In Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt nachzu- prüfen, ob das eingeführte Pferd die Merkmale und Eigen- schaften besitzt, von denen die zollbegünstigte Behandlung abhängt.</p>		
aus 110	Federvieh, geschlachtet, auch zerlegt, nicht zube- reitet.....	für 1 Doppelzentner 20



		Droit par 100 kilogrammes
		Marc
ex 33	Plantes potagères fraîches :	
	asperges.....	libres
	choux-fleurs, oignons et chicorée de Bruxelles (witloof) .....	libres
38	Arbres, vignes, arbustes, arbrisseaux, plants destinés à la transplantation, et autres plantes vivantes, avec ou sans mottes de terre, même en pots, en baquets ou caisses ; greffes, entes :	
	troncs de cycas, sans racines, ni feuilles ; palmiers ; lauriers ; azalées des Indes ; plants forestiers .....	libres
	rosiers.....	12
	non spécialement dénommés :	
	plantes en pots.....	10
	plantes sans mottes de terre.....	6
	autres .....	5
ex 45	Raisins de table (grappes et baies de raisins), frais, importés en colis postaux pesant jusqu'à 5 kilog. inclusivement.....	libres
ex 47	Pommes et poires fraîches :	
	non emballées, du 1 <sup>er</sup> septembre au 30 novembre.	libres
	emballées .....	5
ex 62	Chicorée (racines de chicorée), brûlée (torréfiée), même moulue, sans addition d'autres substances.	4
92	Ecorces à tan, même moulues.....	libres
ex 100	Chevaux appartenant aux races dites flamande, brabançonne et ardennaise (reines Katblut) :	par tête
	valant jusqu'à 1000 marcs par tête.....	50
	valant plus de 1000 jusqu'à 1500 marcs par tête.	75

poulains sevrés, importés jusqu'au 31 décembre  
de l'année où ils sont nés..... 30  
poulains de lait qui suivent leur mère..... libres

*Remarque.* — Les chevaux qui pourront être importés  
aux taux réduits doivent exclusivement appartenir à la race  
pure flamande, brabançonne ou ardennaise ou au croisement  
de ces races entre elles.

Pour jouir des taux réduits les importateurs seront  
tenus de produire, pour chaque cheval, un certificat délivré  
par un agent de l'État belge, attestant que l'animal appar-  
tient exclusivement à la race pure flamande, brabançonne  
ou ardennaise ou au croisement de ces races entre elles.

Les Gouvernements des deux Parties s'entendront sur  
la désignation des agents chargés de délivrer lesdites  
attestations. En cas de doute, les autorités allemandes se  
réservent le droit de vérifier si le cheval importé présente  
les caractères et les aptitudes auxquelles est subordonné le  
traitement de faveur.

		par 100 kil.
ex 110	Volailles tuées, même dépecées, non préparées.....	20

	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
aus 115 Fische, lebende und nicht lebende, frisch, auch gefroren: andere als Karpfen.....	frei
aus 119 Seemuscheln, lebend oder bloss abgekocht oder eingesalzen, auch von der Schale befreit: Austern.....	für 1 Doppelzentner Rohgewicht 65
Miesmuscheln.....	frei
aus 123 Seekrebse, lebend oder nicht lebend, auch bloss abgekocht oder eingesalzen, auch von der Kruste befreit: Hummer und Langusten.....	für 1 Doppelzentner Rohgewicht 65
Garneelen.....	24
aus 136 Eier von Federvieh, roh oder nur in der Schale gekocht, auch gefärbt, bemalt oder in anderer Weise verziert.....	für 1 Doppelzentner 3
163 Reis, poliert.....	4
aus 166 Fette Oele in Fässern, im allgemeinen Tarif nicht besonders genannt.....	9
aus 172 Oelsäure (Olein).....	3
aus 227 Kalk, gebrannter, gelöscht; Kalk, natürlicher phosphorsaurer.....	frei
230 Portlandzement, Romanzement, Puzzolanzement, Magnesiazement, Schlackenzement und dergleichen, mit oder ohne Zusatz von Färbemitteln oder anderen Stoffen, ungemahlen (Zementklinker, Zementgriese usw.), gemahlen, gestampft; auch gemahlener Kalk.....	frei
233 Schiefer: rohe Schieferblöcke.....	frei
rohe Schieferplatten, roher Tafelschiefer.....	1
<i>Anmerkung.</i> — Schieferplatten vom mehr als 20 Zentimeter Stärke sind als Schieferblöcke zu behandeln.	
Dachschiefer.....	0,75
aus 234 Steine (mit Ausnahme von Schiefer und Pflastersteinen), roh oder bloss roh behauen, auch gesägt, jedoch an nicht mehr als drei Seiten, oder in nicht gespaltenen, nicht gesägten (geschnittenen) Platten; auch gemahlene Steine, im allgemeinen Tarif nicht besonders genannt.....	frei
<i>Anmerkung.</i> — Blöcke, die mit dem Spitzhammer oder dem Spitzmeißel einfach bearbeitet sind, um überflüssige Teile zum Zweck der Versendung zu beseitigen, werden als bloss roh behauene Steine angesehen.	
aus 238 Steinkohlen, Anthracit; Koks, auch gemahlen, und Presskohlen aus Steinkohlen.....	frei
294 Schwefelsaures Natron (Glaubersalz, Natriumsulfat) und saures schwefelsaures Natron (doppeltschwefelsaures Natron, Natriumbisulfat).....	frei
296 Kupfervitriol (blauer Vitriol, Kupfersulfat), auch gemischter Kupfer- und Eisenvitriol.....	frei



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

ex 115	Poissons, vivants ou non, frais, même congelés :	
	autres que les carpes .....	libres
ex 119	Coquillages de mer, vivants ou seulement bouillis ou salés, même dépouillés des écailles :	par 100 kil. poids brut,
	huîtres .....	65
	moules .....	libres
ex 123	Écrevisses de mer, vivantes ou non, même si elles sont seulement bouillies ou salées, même dépouillées des carapaces :	par 100 kil., poids brut,
	homards et langoustes .....	65
	crevettes .....	24
ex 136	Œufs de volaille, crus ou seulement cuits dans la coque, même teints, peints ou décorés autrement.	par 100 kil.
		3
	163 Riz poli (glacé) .....	4
ex 166	Huiles grasses en fûts, non spécialement dénommées au tarif général .....	9
ex 172	Oléine .....	3
ex 227	Chaux calcinée, éteinte ; phosphate de chaux naturel	libres
230	Ciment de Portland, ciment romain, ciment de pouzzolane, ciment de magnésie, ciment de laitier et autres ciments analogues, avec ou sans addition de matières colorantes ou autres, non moulus (briques de ciment, menu ciment, etc.), moulus, pilés ; chaux moulue .....	libres
233	Ardoises :	
	en blocs bruts .....	libres
	en plaques brutes, en tables brutes .....	1
	<i>Remarque.</i> — Les plaques de plus de 20 centimètres d'épaisseur sont à traiter comme blocs.	
	ardoises pour toitures .....	0,75
ex 234	Pierres (à l'exclusion des ardoises et des pavés), brutes ou simplement dégrossies, même sciées, mais sur trois côtés au plus, ou en plaques non fendues, non sciées (taillées) ; pierres moulues, non spécialement dénommées au tarif général .....	libres
	<i>Remarque.</i> — Seront considérées, comme pierres simplement dégrossies les blocs simplement épincés ou roctés afin d'en enlever les parties inutiles en vue du transport.	
ex 238	Houille, anthracite ; coke, même moulu, et briquettes de houille .....	libres
294	Sulfate de soude (sel de Glauber) et sulfate acide de soude (bisulfate de soude) .....	libres
296	Sulfate de cuivre (vitriol bleu) et mélange de sulfate de cuivre et de sulfate de fer .....	libres

	Zollsatz für 1 Doppelzentner Mark
aus 324 Bleiweiss .....	frei
326 Zinkoxyd (Zinkweisz und Zinkgrau), Zinksulfidweisz (Lithopon) .....	frei
328 Farbholzauszüge (Farbholzextrakte); auch Auszüge aus anderen pflanzlichen Farbstoffen:	
flüssig .....	2
fest .....	4
aus 329 Kreide, geschlemmt; auch gestäubte oder in anderer Weise fein gepulverte Kreide .....	0,30
362 Mit Säuren behandelte phosphorhaltige Düngemittel (Superphosphate), auch mit anderen Stoffen ver- mischt .....	frei
aus 375 Leim aller Art (mit Ausnahme des Eiweissleims), fest.	3
(aus 422/4) Garn aus Wolle oder anderen Tier- haaren, auch mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinsten, ausschliesslich Baumwolle, gemischt, nicht unter Nr. 417 bis 421 des allgemeinen Tarifs fallend:	
422 Kammgarn, roh:	
eindrätig .....	8
zwei- oder dreidrätig .....	10
vier- oder mehrdrätig .....	24
423 Kammgarn, gebleicht, gefärbt, bedruckt:	
eindrätig .....	12
zwei- oder dreidrätig .....	18
vier- oder mehrdrätig .....	24
aus 424 Streichgarn, roh, eindrätig .....	8
<i>Anmerkung.</i> — Grisaillegarn (Garn aus Kunstwolle), eindrätig, ist nicht als gefärbt, sondern als roh zu behan- deln.	
Das als Grisaillegarn bezeichnete Garn besteht ganz oder teilweise aus mehrfarbigen oder missfarbigen Abfällen, die dem Garn eine trübe oder unbestimmte Färbung geben, welche seine Verwendung ohne neues Farben, sei es im Strang oder im Stuck, unmöglich macht.	
Grisaillegarn, welches eine Beimischung von Baumwolle im Höchstbetrage von 5 Prozent enthält, wird als ungemis- chtes Grisaillegarn behandelt	
aus 432 Gewebe aus Gespinsten von Wolle oder anderen Tierhaaren, auch mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinsten gemischt, nicht unter Nr. 427 bis 431 des allgemeinen Tarifs fallend:	
Filztücher aus Wolle, endlos gewebt, roh, zur Holzstoff-, Zellstoff-, Strohstoff- oder Papier- fabrikation .....	80
Gewebe im Gewichte von mehr als 200 bis 700 Gramm auf 1 Quadratmeter Gewebefläche...	150
aus 453/5 Grobe baumwollene Gewebe, roh, in Stücken nicht über 65 Zentimeter lang und breit, sogenannte Putzlappen, deren Schuss ausschliesslich aus	



		Droit par 100 kilogrammes Mars
ex 324	Céruse .....	libre
326	Oxyde de zinc (blanc de zinc et gris de zinc), blanc de sulfure de zinc (lithopone).....	libres
328	Extraits de bois de teinture; et extraits d'autres matières tinctoriales végétales :	
	liquides.....	2
	solides.....	4
ex 329	Craie lavée; et craie finement pulvérisée à la brosse ou autrement.....	0,30
362	Engrais phosphoreux, traités par des acides (super- phosphates), même mélangés d'autres matières...	libres
ex 375	Colle de toute espèce (à l'exception de la colle albu- minoïde), solide.....	3
	(ex 422/4) Fils de laine ou d'autres poils d'ani- maux, même mélangés de matières textiles ou fils textiles végétaux, le coton excepté, ne rentrant pas dans les n <sup>os</sup> 417 à 421 du tarif général :	
422	Fils de laine peignée, écrus :	
	simples.....	8
	retors à deux ou trois bouts.....	10
	retors à quatre bouts ou plus.....	24
423	Fils de laine peignée, blanchis, teints, imprimés :	
	simples.....	12
	retors à deux ou trois bouts.....	18
	retors à quatre bouts ou plus.....	24
ex 424	Fils de laine cardée, écrus, simples.....	8
<i>Remarque.</i> — Les fils grisailles (fils de laine artifi- cielle) simples ne sont pas considérés comme teints, mais comme écrus.		
On désigne sous le nom de grisailles les fils composés en tout ou en partie de déchets multicolores ou décolorés donnant au fil une nuance terne ou indécise qui ne permet pas de l'employer sans une nouvelle teinture, soit en échevaux, soit en tissus.		
Les fils grisailles contenant jusqu'à 5 p. c. de coton seront considérés comme fils grisailles non mélangés.		
ex 432	Tissus en fils de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélangés de matières textiles ou fils textiles végétaux, ne rentrant pas dans les n <sup>os</sup> 427 à 431 du tarif général :	
	draps de laine feutrés, tissés sans fin, bruts, pour la fabrication des pâtes de bois, de cellulose ou de paille et des papiers.....	80
	tissus, le mètre carré de surface tissée pesant plus de 200 grammes et jusqu'à 700 grammes	150
ex 453/5	Tissus de coton, grossiers, écrus découpés en pièces ne dépassant pas 65 centimètres de longueur et de largeur, dits torchons, fabriqués d'une trame	

Baumwollabfällen besteht, auch geraucht, gesäumt und in Verbindung mit anderen Spinnstoffen oder einzelnen gefärbten Gespinnstfäden ....		7,50
(aus 453, 456 und 457) Baumwollene Bettdecken im Gewichte von 80 Gramm oder darüber auf 1 Quadratmeter, in der Kette und dem Schuss zusammen auf 5 Millimeter im Geviert 35 Fäden oder weniger enthaltend, auch abgepasst, geraucht, gesäumt oder mit angewebten Fransen :		
aus 453 roh.....		50
aus 456 zugerichtet (appretiert), gebleicht.....		60
aus 457 gefärbt, bedruckt oder bunt gewebt.....		80
(aus 472/4) Leinengarn (Garn aus Flachs oder Flachswerg), auch gemischt mit Jute, jedoch ohne Beimischung von anderen Spinnstoffen :		
472 eindrätig, roh :		
bis Nr. 8 englisch .....	5,50	
über Nr. 8 bis Nr. 14 englisch.....	6	
über Nr. 14 bis Nr. 20 englisch.....	6,50	
über Nr. 20 bis Nr. 35 englisch.....	9,50	
über Nr. 35 bis Nr. 75 englisch.....	12	
über Nr. 75 englisch .....	frei	
aus 473 eindrätig, gebleicht :		
bis Nr. 20 englisch.....	12	
474 zwei-oder mehrdrätig (gezwirnt), roh, gebleicht, gefärbt, bedruckt .....		36
aus 481 Jutegarn ohne Beimischung von anderen Spinnstoffen, ein-oder mehrdrätig, roh :		
bis Nr. 8 englisch.....	4	
über Nr. 8 bis Nr. 14 englisch.....	5	
aus 483 Garn aus Spinnstoffen des Abschnittes 5 D des allgemeinen Tarifs ohne Beimischung von Baumwolle oder tierischen Spinnstoffen, in Aufmachungen für den Einzelverkauf, zwei-oder mehrdrätig (gezwirnt).....		60
484 Taue, Seile, Stricke, Bindfaden (lediglich durch Zusammendrehen von Seilfäden [starken eindrätigen Seilergarnen] hergestellte nicht schnurartige Seilerwaren) aus Spinnstoffen des Abschnittes 5 D des allgemeinen Tarifs ohne Beimischung von Baumwolle oder tierischen Spinnstoffen :		
im Durchmesser von 5 Millimeter oder darüber	10	
im Durchmesser von mehr als 1, aber weniger als 5 Millimeter, auch in Aufmachungen für den Einzelverkauf.....	22	
aus 487 Fussbodenteppiche, im Stücke as Meterware eingehend oder abgepasst (ohne Näharbeit), aus losen, gedrehten oder versponnenen Jute oder Kokosfasern, auch gemischt mit anderen pflanzlichen		



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

	exclusivement composée de déchets de coton, même lainés, ourlés et combinés avec d'autres matières textiles et quelques fils textiles teints ....	7,50
	(ex 453, 456 et 457) Couvertures de lit en coton, pesant 80 grammes ou plus par mètre carré, contenant dans un carré de 5 millimètres de côté en chaîne et en trame cumulativement 35 fils ou moins, même découpées, lainées, ourlées ou tissées à franges :	
ex 453	écrues .....	50
ex 456	apprêtées, blanchies .....	60
ex 457	teintes, imprimées ou en fils teints .....	80
	(ex 472/4) Fils de lin (fils de lin ou d'étoupe de lin), même mélangés de jute, mais sans mélange d'autres matières textiles :	
472	simples, écrus :	
	jusqu'au n° 8 anglais .....	5,50
	au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 14 anglais .....	6
	au-dessus du n° 14 jusqu'au n° 20 anglais .....	6,50
	au-dessus du n° 20 jusqu'au n° 35 anglais .....	9,50
	au dessus du n° 35 jusqu'au n° 75 anglais .....	12
	au dessus du n° 75 anglais .....	libres
ex 473	simples, blanchis :	
	jusqu'au n° 20 anglais .....	12
474	à deux ou plusieurs bouts (retors), écrus, blanchis, teints, imprimés .....	36
ex 481	Fils de jute, sans mélange d'autres matières textiles, simples ou à plusieurs bouts, écrus :	
	jusqu'au n° 8 anglais .....	4
	au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 14 anglais .....	5
ex 483	Fils de matières textiles de la section 5 D du tarif général, sans mélange de coton ou de matières textiles animales, conditionnés pour la vente en détail, à deux ou plusieurs bouts (retors) .....	60
484	Câbles, cordages, cordes, ficelles (ouvrages de cordier non tressés, formés uniquement par la torsion de fil de caret [gros fil simple servant à faire les cordages ]) de matières textiles de la section 5 D du tarif général sans mélange de coton ou de matières textiles animales :	
	d'un diamètre de 5 millimètres ou plus .....	10
	d'un diamètre de plus d'un millimètre, mais de moins de 5 millimètres, même conditionnés pour la vente en détail .....	22
ex 487	Tapis de pied, importés en pièces à débiter au mètre ou ajustés (sans travail à l'aiguille), de fibres non réunies, tordues ou filées de jute ou de coco, même mélangés d'autre matières textiles ou fils textiles	

Spinnstoffen oder Gespinsten oder mit Rindviehhaaren oder Gespinsten daraus, soweit sie nicht unter Nr. 427 des allgemeinen Tarifs fallen, gewebt:		
gefärbt, bedruckt, bunt gewebt, gemustert.....		24
andere; auch Decken aus geteertem Tauwerk, geteerte Fussbodenteppiche.....		12
(aus 492/3) Ungemusterte dichte Gewebe aus Flachs oder Flaschswerg, auch gemischt mit anderen Spinnstoffen des Abschnittes 5 D des allgemeinen Tarifs oder mit Pferdehaaren, jedoch ohne Beimischung von anderen tierischen Spinnstoffen oder Baumwolle, nicht unter Nr. 486 bis 491 des allgemeinen Tarifs fallend:		
aus 492 roh:		
in der Kette und dem Schuss zusammen auf 2 Centimeter im Geviert:		
bis 40 Fäden.....		12
mit 41 bis 80 Fäden...		24
mit 81 bis 120 Fäden.....		36
mit mhr als 120 Fäden.....		60
aus 493 gebleicht, gefärbt, bedruckt, bunt gewebt:		
in der Kette und dem Schuss zusammen auf 2 Zentimeter im Geviert:		
bis 120 Fäden ..		60
mit mehr als 120 Fäden ..		120
aus 496 Packleinwand aus Jute, ohne Beimischung von anderen Spinnstoffen des Abschnittes 5 D des allgemeinen Tarifs, roh, in der Kette und dem Schuss zusammen auf 2 Zentimeter im Geviert bis 40 Fäden enthaltend .....		10
aus 504 Wachstuch, grobes, mit glatter Oberfläche oder bedruckt oder mit Musterpressung; Ledertuch; Packtuch, mit Papier unterklebt; anderes als grobes Wachstuch mit Ausnahme von Wachsmusselin und Wachstafft.....		30
aus 519 Korsette aus Geweben aus Baumwolle, auch gemischt mit anderen pflanzlichen Spinnstoffen.....		300
aus 520 Korsette aus Geweben aus Flachs oder Flachswerg..		300
<i>Anmerkung zu Nr. 519 und 520. — Korsette der vorstehend genannten Arten unterliegen keinem Zolleuschlag, wenn sie mit Spitzen oder Stickereien, einschliesslich solcher ganz oder teilweise aus Seide, verziert sind.</i>		
aus 527 Grobe Schuhe aus dichten Geweben aus Jute, auch gemischt mit Flachs und mit einzelnen baumwollenen Gespinstfäden, mit angenähten Sohlen aus durch Nähen verbundenem Flechtwerk aus Werg von Hanf oder Jute, ungefüttet, auch in Verbindung mit unlackiertem Leder (sogenannte Espadrilles).....		25



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

végétaux ou de poils de bêtes bovines ou de fils de ces poils, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 427 du tarif général, tissés :

teints, imprimés, en fils teints, façonnés..... 24

autres ; et couvertures de cordage goudronnés, tapis de pied goudronnés..... 12

(ex 492/3) Tissus de lin ou d'étoupe de lin, même mélangés d'autres matières textiles de la section 5 D du tarif général ou mélangés de crins, mais sans mélange d'autres matières textiles animales ou de coton, ne rentrant pas dans les n°s 486 à 491 du tarif général, unis, serrés :

ex 492 écrus :

ayant cumulativement en chaîne et en trame par carré de 2 centimètres de côté :

jusqu'à 40 fils..... 12

de 41 à 80 fils..... 24

de 81 à 120 fils..... 36

plus de 120 fils..... 60

ex 493 blanchis, teints, imprimés, en fils teints :

ayant cumulativement en chaîne et en trame par carré de 2 centimètres de côté :

jusqu'à 120 fils..... 60

plus de 120 fils..... 120

ex 496 Toile d'emballage de jute, sans mélange d'autres matières textiles de la section 5 D du tarif général, écrue, ayant cumulativement en chaîne et en trame par carré de 2 centimètres de côté jusqu'à 40 fils.. 10

ex 504 Toile cirée grossière, à surface lisse ou imprimée ou gaufrée ; tissus cuir ; toile d'emballage collée sur papier ; toile cirée autre que grossière, à l'exception de la mousseline cirée et du taffetas ciré..... 30

ex 519 Corsets en tissus de coton même mélangé d'autres matières textiles végétales..... 300

ex 520 Corsets en tissus en tissus de lin ou d'étoupe de lin.. 300

*Remarque aux nos 519 et 520. — Les corsets des espèces susmentionnées ne sont soumis à aucune surtaxe, s'ils sont ornés de dentelles ou de broderies, y compris les dentelles et les broderies entièrement ou partiellement en soie.*

ex 527 Chaussures grossières en tissus serrés en jute, même mélangé de lin et de quelques fils textiles en coton, avec semelles cousues et composées de tresse d'étoupe de chanvre ou de jute rattachées entre elles par la couture, sans doublure, même combinées avec du cuir non laqué (dites espadrilles)..... 25

aus 545 Leder, einschliesslich der Kernstücke, bei einem Reingewicht des Stückes von mehr als 3 Kilogramm, zur Herstellung von Treibriemen auf Erlaubnisschein unter Ueberwachung der Verwendung.....	22
aus 556 Schuhe aus Leder aller Art, auch aus behaarten Häuten oder aus Häuten von Fischen oder Kriechtieren, mit anderen Sohlen als Holzsohlen:	
das Paar im Gewichte von mehr als 1200 Gramm	60
das Paar im Gewichte von mehr als 600 bis 1200 Gramm.....	80
das Paar im Gewichte von 600 Gramm oder darunter.....	90
557 Treibriemen und Treibriemenbahnen aus Leder aller Art sowie aus rohen enthaarten Häuten, auch mit Unterlagen oder Zwischenlagen aus groben Gespinstwaren oder Filz.....	50
aus 560 Waren aus Leder für Spinnerei und Weberei, soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen:	
Nähriemen; Schlagriemen; Florteilriemen; Lederschnüre .....	50
Kratzenrücken, Kratzenbänder; Blätter für Flugwalzen (Volantblätter); Streifen und Blätter für Schützentreiber; Nitschelhosen:	
bei einem Reingewicht des Stückes von 2 Kilogramm oder darüber .....	50
bei einem Reingewicht des Stückes von weniger als 2 Kilogramm .....	65
aus 574 Schläuche aus weichem Kautschuk:	
für die Bereifung von Fahrzeugrädern.....	60
andere aus Kautschuk, mit Ausnahme derjenigen zu Stielen für künstliche Blumen; aus Kautschuk mit Unterlagen aus pflanzlichen Spinnstoffen; aus pflanzlichen Spinnstoffen, mit Kautschuk getränkt oder überzogen oder durch Zwischenlagen aus Kautschuk verbunden; aus Kautschuk mit Gespinsten umflochten oder umsponnen; alle diese auch in Verbindung mit unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle.....	40
575 Treibriemen aus Gespinstwaren, mit Kautschuk getränkt oder überzogen, oder mit Unterlagen oder Zwischenlagen aus Kautschuk; aus Kautschuk mit Unterlagen oder Zwischenlagen aus Gespinstwaren.....	40
578 Reifen aus Kautschuk für Fahrzeugräder; auch Schutzdecken (Laufdecken) für die zu Fahrzeug-	



		Droit par 100 kilogrammes Marcs
ex 545	Cuir, y compris les croupons, la pièce pesant plus de 3 kilogrammes, poids net, pour la fabrication de courroies de transmission contre permis sous contrôle de l'emploi .....	22
ex 556	Chaussures en cuir de tous genres, même en peaux avec leurs poils ou en peaux de poisson ou de reptile, avec semelles autres qu'en bois :	
	la paire pesant plus de 1200 grammes.....	60
	la paire pesant plus de 600 grammes jusqu'à 1200 grammes.....	80
	la paire pesant 600 grammes ou moins.....	90
557	Courroies de transmission et bandes pour courroies de transmission en cuir de tous genres, ainsi qu'en peaux brutes dépouillées de leurs poils, même avec doublures ou couches intermédiaires d'ouvrages grossiers composés de fils textiles ou de feutre....	50
ex 560	Articles en cuir pour la filature et le tissage, pourvu que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés :	
	lanières de couture ; lanières pour fouets de chasse ; lanières pour continues ; cordes en cuir dos à cardes, rubans à cardes ; plaques à volants ; bandes et plaques pour taquets ; manchons pour continues ou bobinoires ;	50
	la pièce pesant, poids net, 2 kilogrammes ou plus .....	50
	la pièce pesant, poids net, moins de 2 kilogrammes .....	65
ex 574	Tuyaux en caoutchouc souple :	
	pour bandages de roues de véhicules.....	60
	autres en caoutchouc, à l'exception des tuyaux pour tiges de fleurs artificielles ; en caoutchouc avec doublures de matières textiles végétales ; en matières textiles végétales imprégnées ou enduites de caoutchouc ou réunies par des couches intermédiaires en caoutchouc ; en caoutchouc surtressé ou surfilé de fils textiles ; tous ces tuyaux même combinés avec des métaux communs ou des alliages de métaux communs.....	40
575	Courroies de transmission en ouvrages composés de fils textiles et imprégnées ou enduites de caoutchouc ou avec doublures ou couches intermédiaires de caoutchouc ; en caoutchouc avec doublures ou couches intermédiaires d'ouvrages composés de fils textiles.....	40
578	Bandages en caoutchouc pour roues de véhicules ; même chapes pour les tuyaux destinés aux roues	

	rädern bestimmten Schläuche, aus Gespinstwaren, mit Kautschuk getränkt oder überzogen oder durch Zwischenlagen von Kautschuk verbunden.....	60
aus 579	Anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannte Waren aus weichem (auch vulkanisiertem) Kautschuk oder damit ganz oder teilweise überzogen, soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen : unlackiert, ungefärbt, unbedruckt; Kautschukplatt n mit ein-oder aufgewalzten Gespinstwaren oder mit ein-oder aufgewalztem Filz; Kolbenpackungen, Stopfbüchsenpackungen und Dichtungsschnüre aus groben Gespinstwaren, Gespinsten oder Filz in Verbindung mit Kautschuk oder mit Stearinsäure, Talk, Talg oder Asbest, sowie andere Kolbenpackungen und Dichtungsschnüre von ähnlicher Beschaffenheit.....	40
	(aus 625/6) Möbel und Möbelteile, grobe (nicht gepolstert), unfurniert :	
625	aus weichem Holze : roh.....	6
	bearbeitet.....	10
aus 626	aus hartem Holze, mit Ausnahme der Möbel und Möbelteile aus massiv gebogenem Holze : roh.....	12
	bearbeitet.....	14
aus 628	Holzschuhe, roh, auch mit Haltern aus ungefärbtem oder bloss geschwärztem Leder.....	3
aus 629	Holzschuhe, mittels Rauches oder Holzessigsäure geschwärzt oder gebräunt, auch mit Haltern aus ungefärbtem oder bloss geschwärztem Leder.....	3
aus 633	Gepolsterte Möbel, auch mit anderen als hölzernen Gestellen, soweit sie nicht durch ihre Verbindungen unter höhere Zollsätze fallen, mit Ueberzug : aus Gespinstwaren ganz oder teilweise aus Seide, aus Spitzen, Stickereien, Gespinstwaren mit aufgenähter Arbeit, Sammet oder Plüsch, sammet- oder plüchartigen Geweben; aus Leder.....	50
654	Packpapier, in der Masse gefärbt, auch auf einer Seite glatt.....	3
655	Papier, nicht unter andere Nummern des allgemeinen Tarifs fallend, einschliesslich des Kartonnepapiers, auch liniert, pergamentiert oder gekörnt	6

*Anmerkung zu Nr. 654 und 655. — Packpapier wird auch dann nach Nr. 654 oder 655 nach Massgabe*



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

de véhicules, en ouvrages composés de fils textiles, et imprégnées ou enduites de caoutchouc ou réunies par des couches intermédiaires de caoutchouc..... 60

- ex 579 Ouvrages non autrement dénommés au tarif général, en caoutchouc souple (même vulcanisé) ou qui en sont recouverts en tout ou en partie, pourvu que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés :
- non laqués, non teints, non imprimés ; plaques de caoutchouc avec ouvrages composés de fils textiles ou avec feutre insérés ou appliqués par laminage ; garnitures de piston, garnitures de boîtes à étoupe et cordes de bourrage en fils textiles, en ouvrages grossiers composés de fils textiles ou en feutre combinés avec du caoutchouc ou de l'acide stéarique, du talc, du suif ou de l'amiante, ainsi que d'autres garnitures de piston et cordes de bourrage analogues..... 40
  - (ex 625/6) Meubles et parties de meubles, communs (non rembourrés), non plaqués :
  - 625 en bois tendre :
    - bruts ..... 6
    - travaillés..... 10
  - ex 626 en bois dur, à l'exception des meubles et des parties de meubles en bois massif courbé :
    - bruts..... 12
    - travaillés..... 14
  - ex 628 Sabots en bois bruts, même avec brides en cuir non teint ou simplement noirci..... 3
  - ex 629 Sabots en bois noircis ou brunis à la fumée ou à l'acide pyroligneux, même avec brides en cuir non teint ou simplement noirci..... 3
  - ex 633 Meubles rembourrés, même avec montures autres qu'en bois, pourvu que leurs combinaisons ne les soumettent pas à des droits plus élevés, recouverts :
    - d'ouvrages composés de fils en tout ou en partie en soie, de dentelles, de broderies, d'ouvrages composés de fils textiles avec applications cousues, de velours ou de peluche, de tissus veloutés ou pelucheux ; de cuir..... 50
  - 654 Papier d'emballage, coloré dans la masse, même lissé sur une face ..... 3
  - 655 Papier ne rentrant pas dans d'autres numéros du tarif général, y compris le papier-carton, même ligné, parcheminé ou grainé ..... 6
- Remarque aux nos 654 et 655. — Le papier d'emballage sera tarifé suivant qualité d'après les nos 654 ou 655,*

seiner sonstigen Beschaffenheit verzollt, wenn es mit Gebrauchsanweisungen, Warenanpreisungen, Mustern oder dergleichen bedruckt ist.

656	Buntpapier einschliesslich des mit Kreide, Bleiweiss oder dergleichen überstrichenen oder mit Metalldruck versehenen Papiers; lackiertes Papier; mit Glimmer- oder Glasschuppen, Streupulver oder Wollstaub überzogenes Papier; Papier mit gestrichenem, ausgelegtem oder galvanoplastischem Metallüberzuge, sowie mit Gold- oder Silberschnitt versehenes Papier.....	8
aus 660	Tapeten und Tapetenborten aller Art aus Papier, weder vergoldet, noch versilbert, noch bronziert, noch gepresst, noch sammetartig.....	12
665	Düten, Beutel, Säcke, Faltbeutel, Faltschachteln und dergleichen Behältnisse, auch Briefumschläge, unbedruckt oder bedruckt:	
	ohne Verbindung mit anderen Stoffen.....	12
	in Verbindung mit Gespinstwaren, Gelatine, Stanniol, Metallpapier oder ähnlichen Stoffen	20
aus 680	Polierfähiger Kalkstein, an mehr als drei Seiten gesägt, an den nicht gesägten Seiten roh oder bloss roh behauen.....	0,25
<i>Anmerkung.</i> — Bei Steinen der bezeichneten Art werden diejenigen Seiten, welche mit dem Drahtseil geschnitten sind, nicht als gesägt sondern als roh behandelt, soweit die Züge des Drahtseils daran erkennbar sind oder die Anwendung desselben seitens des Einbringers nachgewiesen wird.		
681	Pflastersteine.....	0,20
aus 682	Platten aus Marmor, gesägt (geschnitten) oder gespalten, weder geschliffen noch gehobelt, poliert oder mit Schmelz überzogen.....	2,50
<i>Anmerkung zu Nr. 682.</i> — Platten von mehr als 16 Zentimeter Stärke sind je nach ihrer Art nach Nr. 680 zu verzollen.		
aus 685	Steinmetzarbeiten aus polierfähigem Kalkstein, ungeschliffen, ungehobelt, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holze oder Eisen, von schlichter, nicht profilierter Arbeit, nicht abgedreht, nicht verziert:	
	lediglich mit dem Spitzhammer oder dem Spitzmeissel bearbeitet.....	0,50
	andere.....	1
<i>Anmerkung.</i> — Als nicht verziert sind Steinmetzarbeiten der bezeichneten Art auch dann anzusehen, wenn sie entweder ganz oder teilweise schariert oder mit		



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

même lorsqu'il est revêtu d'un texte qui en explique l'usage, d'annonces-réclames, de dessins ou d'autres impressions de ce genre.

656	Papier colorié, y compris le papier enduit de craie, de céruse ou d'autres substances analogues ou revêtu d'impressions métalliques; papier verni; papier recouvert de paillettes de mica ou de verre, de métaux en poudre ou de bourre tontisse; papier recouvert d'une couche métallique appliquée à l'enduit, par superposition ou par la galvanoplastie, ainsi que papier doré ou argenté sur tranches.....	8
ex 660	Papier de tenture et bordures en papier de tenture de tous genres, ni dorés, ni argentés, ni bronzés, ni gaufrés, ni veloutés....	12
665	Cornets, poches, sacs, sacs pliants (sacs à soufflet), boîtes pliantes et autres récipients de ce genre, et enveloppes de lettres, imprimés ou non : non combinés avec d'autres matières.....	12
	combinés avec des ouvrages composés de fils textiles, de la gélatine, des feuilles d'étain, du papier recouvert d'une couche métallique ou avec d'autres substances analogues.....	20
ex 680	Pierre calcaire polissable, sciée sur plus de trois côtés et brute sur les côtés non sciés ou n'ayant subi de ces côtés qu'un simple dégrossissage.....	0,25
	<i>Remarque.</i> — Ne seront pas considérés comme sciés mais comme bruts les côtés desdites pierre taillés au fil hélicoïdal, en tant que les traits du fil hélicoïdal y pourront être reconnus ou que l'emploi de cet appareil sera prouvé par l'importateur.	
681	Pavés .....	0,20
ex 682	Plaques de marbre, sciées (taillées) ou refendues, ni égrissées ni rabotées, ni polies, ni émaillées.....	2,50

*Remarque au n° 682.* — Les plaques de plus de 16 centimètres d'épaisseur sont à tarifer, selon l'espèce, d'après le n° 680.

ex 685	Ouvrages de tailleur de pierres en pierre calcaire polissable, non égrissés, non rabotés, même combinés avec du bois ou du fer non laqués ni polis, d'un travail uni et simple, non moulurés, non tournés, non ornementés : uniquement épincés ou roctés.....	0,50
	autres .....	1

*Remarque.* — Seront considérés comme non ornementés les ouvrages de tailleur de pierres de l'espèce, même en tout ou en partie charnués (ciselés) ou bouchardés

Zollsatz für  
1 Doppelzentner  
Mark

dem Kraushammer bearbeitet und zugleich mit einer scharierten einfachen Einfassung versehen sind. In beiden Fällen darf die Scharierung in regelmässigen, nicht Muster bildenden Linien ausgeführt sein.

aus 714 Mauersteine (Mauerziegel, Backsteine) aus farbig sich brennendem Ziegelton, ungebrannt oder gebrannt, unglasiert, nicht unter Nr. 713 des allgemeinen Tarifs fallend:

rauh (Hintermauerungssteine) .....	0,05
glatt (Verblendsteine) .....	0,05

aus 716 3 Zentimeter oder darüber dicke Pflasterplatten aus Ton oder gemeinem Steinzeug, einfarbig, unglasiert oder glasiert..... 0,50

*Anmerkung.* — 3 Zentimeter oder darüber dicke Pflasterplatten aus Ton oder gemeinem Steinzeug unterlegen, falls sie mehrfarbig sind, der Verzollung als mehrfarbige Bodenplatten (Nr. 728).

725 Schmelztiegel, Retorten, Muffeln, Kapseln, Röhren, Zylinder, Platten, Düsen, und andere nicht als Steine zu bezeichnende geformte feuerfeste Erzeugnisse aus Ton oder toniger Masse, unglasiert oder glasiert; auch Schmelztiegel aus Magnesiazement oder Speckstein..... 1,50

aus 728 Bodenplatten aus Ton oder gefrittetem Tonzeug, einschliesslich der weniger als 3 Zentimeter dicken Pflasterplatten aus Ton oder gemeinem Steinzeug, unglasiert oder glasiert, glatt oder verziert:

einfarbig .....	2
mehrfarbig .....	4

aus 733 Isolatoren aus weissem Porzellan zu elektrischen Zwecken..... 10  
(aus 737/40) Hohlglas:

aus 737 weder gepresst noch geschliffen, poliert, abgerieben, geschnitten, geätzt oder gemustert: weiss (auch halbweiss) durchsichtig, auch mit einzelnen Ringen von massivem weissen (auch halbweissen) Glase..... 8

738 bloss mit gepressten Böden oder durch Schleifen, Pressen usw. gestasteten oder verzierten Stöpseln:

gefärbt oder weiss undurchsichtig, auch mit gefärbtem oder mit weissem undurchsichtigen Glase überfangen.....	15
anderes.....	12

729 in anderer Weise gepresst, geschliffen, poliert, abgerieben, geschnitten, geätzt oder gemustert:

gefärbt oder weiss undurchsichtig, auch mit gefärbtem oder mit weissem undurchsichtigen Glase überfangen.....	15
anderes.....	12



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

avec une simple bordure charruée (ciselée). Dans les deux cas, le charriage (ciselure) pourra être fait en lignes régulières ne formant pas de dessin.

ex 714	Briques en terre à briques se colorant par la cuisson, non cuites ou cuites, non vernissées, ne rentrant pas dans le n° 713 du tarif général :	
	rugueuses (briques de maçonnerie).....	0,05
	lisses (briques de revêtement).....	0,05
ex 716	Dalles de pavage d'une épaisseur de 3 centimètres ou plus, en argile ou en grès commun, unicolores, non vernissées ou vernissées.....	0,50
	<i>Remarque.</i> — Dalles de pavage d'une épaisseur de 3 centimètres ou plus, en argile ou en grès commun, si elles sont multicolores, sont à tarifer comme dalles de carrelage multicolores (n° 728).	
725	Creusets, cornues, mouffles, cazettes, tuyaux, cylindres, plaques, buses et autres produits réfractaires moulés en argile ou en masse argileuse, ne rentrant pas dans la catégorie des briques, vernissés ou non; et creusets en ciment de magnésie ou en lardite .....	1,50
ex 728	Dalles de carrelage en argile ou en pâte argileuse frittée, y compris les dalles de pavage en argile ou en grès commun d'une épaisseur de moins de 3 centimètres, non vernissées ou vernissées, unies ou ornementées :	
	unicolores.....	2
	multicolores.....	4
ex 733	Isolateurs en porcelaine blanche, servant à l'électricité .....	10
	(ex 737/40) Gobeletterie (verre creux) :	
ex 737	non moulée, ni égrisée, ni polie, ni adoucie, ni taillée, ni gravée au mordant, ni ornée de dessins : blanche (même mi-blanche) transparente, même avec quelques anneaux en verre blanc (même mi-blanc) massif.....	8
738	uniquement avec fonds moulés ou avec bouchons façonnés ou ornementés par l'égrisage, le moulage, etc. :	
	colorée ou blanche opaque, même doublée de verre coloré ou de verre blanc opaque.....	15
	autre .....	12
739	autrement moulée, égrisée, polie, adoucie, taillée gravée au mordant ou ornée de dessins :	
	colorée ou blanche opaque, même doublée de verre coloré ou de verre blanc opaque.....	15
	autre .....	12

par 100 kil.,  
poids brut,

		Zollsatz für 1 Doppelzentner
		Mark
740 bemalt, vergoldet oder versilbert, auch durch Auftragen oder Einbrennen von Farben gemustert		20
(aus 741/3) Spiegel- und Tafelglas, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt:		
741 weder geschliffen noch poliert, geschnitten, gemustert, gerippt, geschuppt, gebogen, mattiert, geätzt, überfangen, gefeldert (facettiert) oder belegt: nicht gefärbt, nicht undurchsichtig:		.
Spiegelglas, gegossenes und geblasenes .....		4
sogenanntes Rohglas (rohe gegossene Platten), mehr als 5 Millimeter stark, auch gerippt. ...		3
Tafelglas einschliesslich des 5 Millimeter oder weniger starken Rohglases, letzteres auch gerippt, wenn die einfache Höhe und die einfache Breite zusammen betragen:		
		für 1 Doppelzentner Rohgewicht
120 Zentimeter oder darunter .....		
mehr als 120 bis 200 Zentimeter .....		8
mehr als 200 Zentimeter .....		10
aus 743 Spiegelglas, poliert, und gegossene Platten, poliert..		24
(aus 778/829) Eisen und Eisenlegierungen:		
aus 778 Röhren einschliesslich der Röhrenformstücke, aus nicht schmiedbarem Guss, von mehr als 7 Milli-		für 1 Doppelzentner
meter Wandstärke, roh .....		2,50
<i>Anmerkungen.</i>		
1. Unter Röhrenformstücken werden Bogenstücke, Kniestücke, T- Stücke, Kreuzstücke und ähnliche geformte Röhrenstücke verstanden.		
2. Als roh werden Röhren und Röhrenformstücke aus nicht schmiedbarem Guss auch dann behandelt, wenn sie mit einem Teeranstrich oder Teerüberzug versehen und an einzelnen Stellen abgefeilt sind.		
782 Nicht schmiedbarer Guss, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt, roh:		
bein einen Reingewicht des Stückes	( von mer als 1 Doppelzentner..... von mehr als 40 Kilogramm bis 1 Doppelzentner..... von 40 Kilogramm oder darunter	2,50 3 3,50
aus 794 Röhren, gewalzt oder gezogen, nicht unter Nr. 793 des allgemeinen Tarifs fallend, roh, mit einer Wandstärke von 2 Millimeter oder darüber.....		5
aus 796 Ausweichungsschienen, Herszstücke aus schmiedbarem Eisen, auch gelocht und am Fusse ausgeklinkt; Eisenbahnschwellen; Eisenbahnlaschen und Eisenbahn-Unterlagsplatten.....		2,50
797 Eisenbahnnachsen, Eisenbahnradeisen (Naben, Radreifen, Radgestelle, Radkränze), Eisenbahnradsätze .....		2,50



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs.

740	peinte, dorée ou argentée, même ornée de dessins en couleurs fixées à froid ou par la cuisson.....	20
	(ex 741/3) Glaces et verre en tables (à vitre), non autrement dénommés au tarif général :	
741	ni dressés, ni polis, ni taillés, ni ornés de dessins, ni cannelés, ni écaillés, ni bombés, ni matés, ni gravés au mordant, ni doublés, ni facettés, ni étamés : non colorés, non opaques :	
	glaces coulées ou soufflées.....	4
	glace brute (plaques coulées brutes) d'une épaisseur de plus de 5 millimètres, même cannelée	3
	verre en tables, y compris la glace brute d'une épaisseur de 5 millimètres, ou moins, cette dernière même cannelée, lorsque la hauteur simple et la largeur simple atteignent ensemble :	
	120 centimètres ou moins .....	6
	plus de 120 et jusqu'à 200 centimètres.....	8
	plus de 200 centimètres .....	10
ex 743	Glaces polies et plaques coulées, polies .....	24
	(ex 778/829) Fer et alliages de fer :	
ex 778	Tuyaux, y compris les tuyaux façonnés, en fonte non malléable, de plus de 7 millimètres d'épaisseur, bruts.....	par 100 kil. 2,50
	<i>Remarques.</i>	
	1° Par tuyaux façonnés, on entend les tuyaux courbes, les tuyaux coudés, les tuyaux en T, en croix ou autres formes analogues.	
	2° Seront traités comme bruts les tuyaux y compris les tuyaux façonnés en fonte non malléable, même recouverts de goudron par peinture ou par immersion et simplement ébarbés sur quelques points.	
782	Fonte non malléable, non autrement dénommée au tarif général, brute :	
	la pièce { plus de 100 kilogrammes .....	2,50
	pesant, { plus de 40 jusqu'à 100 kilogrammes	3
	poids net, { 40 kilogrammes ou moins.....	3,50
ex 794	Tuyaux laminés ou étirés, ne rentrant pas dans le n° 793 du tarif général, bruts, d'une épaisseur de 2 millimètres ou plus .....	5
ex 796	Rails pour changements de voie, cœurs de croisement en fer malléable, même troués et avec encoches au patin ; traverses pour chemins de fer ; éclisses et plaques d'about pour chemins de fer.....	2,50
797	Essieux pour chemins de fer, fers pour roues de chemins de fer (moyeux, bandages de roues, centres de roues, couronnes de roues), roues pour chemins de fer, trains de roues pour chemins de fer .....	2,50

aus 798	Schmiedbarer Guss, Schmiedestücke und andere Waren aus schmiedbarem Eisen, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt, roh, bei einem Reingewicht des Stückes von 3 Kilogramm oder darunter.....	6
800	Eisenbauteile (Eisenkonstruktionen) aus schmiedbarem Eisen, auch mit Anstrich versehen.....	4,50
aus 806	Ambosse, Sperrhörner, Anker, Brecheisen; Hämmer und Schraubstöcke bei einem Reingewicht des Stückes von mehr als 10 Kilogramm.....	3
aus 807	Winden und sonstige fortschaffbare Hebezeuge.....	3
<i>Anmerkung.</i> — Abnehmbare Ketten und Seile zu derartigen Hebezeugen sind gesondert zu verzollen.		
aus 820	Eisenbahnlaschenschrauben, Schwellenschrauben, Spurstangen, Klemmplatten, Hatkennägel; Isolatorstützen:	
	roh.....	3
	Schrauben und Niete von mehr als 13 Millimeter Stiftstärke; Schraubenmutter und Unterlegscheiben für Schrauben; Hufeisen, Schraub- und Steckstollen:	
	roh.....	5
aus 821	Eisenbahnwagenbeschläge, Eisenbahnweichen- und Signalteile, roh.....	6
	Eisenbahnpußer, roh.....	3
aus 824	Eisenbahnwagenfedern, roh oder nur an den Blättern und Seitenkanten abgeschliffen; Pufferfedern.....	3
aus 828	Haus- und Küchengeräte aus Blech, mit Schmelz belegt, auch Teile von solchen.....	7,50
aus 829	Ketten (mit Ausnahme der Fahrradketten) und Teile von solchen, roh:	
	zur Kettenschleppschiffahrt.....	1,50
	andere.....	5
855	Zink, roh (in Blöcken, Tafeln, Klumpen, Scheiben, Tropfen [Tropfzink]).....	frei
856	Zink, gestreckt, gewalzt (Blech), roh:	
	mehr als 0,25 Millimeter stark.....	3
	0,25 Millimeter oder darunter stark.....	4
875	Metalltuch aller Art für gewerbliche Zwecke, insbesondere für die Herstellung von Papier, endlos oder in Rollen oder Stücken, aus Draht aus Kupfer oder Kupferlegierungen, auch mit Gespinsteinlagen; Vordruckwalzen (Egoutteure) aus Kupfer oder Kupferlegierungen, glatt oder gerippt, mit oder ohne Wasserzeichen.....	30
876	Haus- und Küchengeräte aus Kupfer, nicht vernickelt, auch in Verbindung mit anderen Stoffen,	



Droit par  
100 kilogrammes  
Mars

ex 798	Fonte malléable, pièces forgées et autres ouvrages en fer malléable, non autrement dénommés au tarif général, bruts, la pièce pesant, poids net, 3 kilogrammes ou moins .....	6
800	Pièces de construction en fer malléable, même revêtues d'une couche de peinture .....	4,50
ex 806	Enclumes, bigornes, ancres, leviers; marteaux et étaux, la pièce pesant, poids net, plus de 10 kilogrammes.....	3
ex 807	Crics et autres appareils de levage transportables...	3
<i>Remarque.</i> — Les chaînes et cordes séparables des appareils de levage de ce genre sont à tarifer séparément.		
ex 820	Boulons d'éclisses pour chemins de fer, tirefonds, tringles d'écartement, plaques de serrage, crampons pour rails; supports d'isolateurs: bruts.....	3
	Vis et rivets, la tige ayant un diamètre de plus de 13 millimètres; écrous et rondelles pour écrous; fers à cheval, crampons à vis et crampons pointus: bruts.....	5
ex 821	Ferrures de wagons, pièces pour changements de voie et pour signaux, bruts.....	6
	Tampons pour chemins de fer, bruts.....	3
ex 824	Ressorts pour voitures de chemins de fer, bruts ou adoucis uniquement aux bouts des lames et aux bords; ressorts à tampons.....	3
ex 828	Ustensiles de ménage ou de cuisine en tôle, émaillés, même parties de ces ustensiles.....	7,50
ex 829	Chaînes (à l'exception des chaînes pour vélocipèdes) et parties de chaînes, brutes: de touage .....	1,50
	autres .....	5
855	Zinc brut (en blocs, planches, masses, disques, larmes) .....	libre
856	Zinc, étiré, laminé (tôle), brut: d'une épaisseur de plus de 0.25 millimètre.....	3
	d'une épaisseur de 0.25 millimètre ou moins....	4
875	Toiles métalliques en tous genres pour usages industriels, notamment pour la fabrication du papier, sans fin ou en rouleaux ou pièces, de fils de cuivre ou d'alliages de cuivre, même avec intérieur de fils textiles; rouleaux égoutteurs de cuivre ou d'alliages de cuivre, unis ou cannelés, avec ou sans filigrane.....	30
876	Ustensiles de ménage ou de cuisine en cuivre, non nickelés, même combinés avec d'autres matières,	

soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen :		
	unlackiert, unpolierert.....	18
	lackiert, poliert.....	30
877	Grobe Waren aus Kupfer und grobe Waren aus gegossenem Messing, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt ; gegossene, gelötete, gewalzte oder gezogene Röhren, einschliesslich der Muffen- und Flanschenröhren, sowie der Röhrenverbindungs- und Röhrenformstücke, auch gebogen, aus Kupfer oder Messing ; alle diese weder lackiert noch poliert oder vernickelt, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht unter Nr. 874 des allgemeinen Tarifs oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen ; Polsterfedern aus Kupfer- oder Messingdraht, unpoliert, unlackiert .....	18
878	Andere als grobe Waren aus Kupfer oder gegossenem Messing, anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt ; alle lackierten oder polierten Waren aus Kupfer (mit Ausnahme der Haus- und Küchengeräte) oder aus gegossenem Messing ; Waren aus Messingblech (mit Ausnahme der Röhren) ; Waren aus Kupfer- oder Messingdraht anderweit im allgemeinen Tarif nicht genannt ; Waren aus Tombak ; alle diese, soweit sie nicht unter Nr. 874, 879 oder 887 des allgemeinen Tarifs oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen ; Blattkupfer und Blattmessing..	30
879	Kupfer-, Tomback- und Messingwaren, verniert, gefärbt oder vernickelt, soweit sie nicht zu den fein gearbeiteten Schmuckgegenständen usw. der Nr. 887 des allgemeinen Tarifs gehören oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen.....	60
880	Waren aus anderen Kupferlegierungen als Messing und Tombak, soweit sie nicht zu den fein gearbeiteten Schmuckgegenständen usw. der Nr. 887 des allgemeinen Tarifs gehören oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen :	
	feine, insbesondere alle polierten, vernickelten, gefärbten, lackierten oder vernierten Waren.	60
	andere als feine, weder poliert noch vernickelt, gefärbt, lackiert oder verniert ; Blattmetall..	30
aus 894	Dampfmaschinen, Wasserkraftmaschinen (Turbinen, Wasserräder und Wassersäulenmaschinen), Verbrennungs- und Explosionsmotoren, Heissluft- und Druckluftmotoren und andere im allgemeinen Tarif nicht genannte Krat- (Antriebs-) Maschinen	



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

- pourvu que cette combinaison ne les soumette pas à des droits plus élevés :
- non laqués, non polis..... 18
  - laqués, polis ..... 30
- 877 Ouvrages grossiers en cuivre et ouvrages grossiers en laiton coulé, non autrement dénommés au tarif général ; tuyaux coulés, soudés, laminés ou étirés, y compris les tuyaux à manchons ou à brides, ainsi que les raccords pour tuyaux et les tuyaux façonnés, même courbés, en cuivre ou laiton ; tous ces objets ni laqués, ni polis, ni nickelés, même combinés avec d'autres matières, pourvu qu'ils ne rentrent pas dans le n° 874 du tarif général ou que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés ; ressorts à boudin en fil de cuivre ou de laiton, non polis, non laqués..... 18
- 878 Ouvrages autres que grossiers en cuivre ou en laiton coulé, non autrement dénommés au tarif général ; tous les ouvrages laqués ou polis en cuivre (à l'exception des ustensiles de ménage ou de cuisine) ou en laiton coulé ; ouvrages en tôle de laiton (hormis les tuyaux) ; ouvrages en fils de cuivre ou de laiton, non autrement dénommés au tarif général ; ouvrages en tombac ; tous ces ouvrages, pourvu qu'ils ne rentrent pas dans les n°s 874, 879 ou 887 du tarif général ou que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés ; cuivre en feuilles et laiton en feuilles..... 30
- 879 Ouvrages en cuivre, tombac ou laiton, vernis, peints ou nickelés, pourvu qu'ils n'appartiennent pas à la catégorie des objets de parure finement travaillés, etc., du n° 887 du tarif général ou que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés..... 60
- 880 Ouvrages en alliages de cuivre autres que le laiton et le tombac, pourvu qu'ils n'appartiennent pas à la catégorie des objets de parure finement travaillés, etc., du n° 887 du tarif général ou que la combinaison avec d'autres matières ne les soumette pas à des droits plus élevés :
- fins, notamment tous les ouvrages polis, nickelés, peints, laqués ou vernis ..... 60
  - autres que fins, ni polis, ni nickelés, ni peints, ni laqués, ni vernis ; feuilles..... 30
- ex 894 Machines à vapeur, moteurs hydrauliques (à turbines, à roues ou à piston), moteurs à combustion ou à explosion, moteurs à air chaud ou à air comprimé et autres machines motrices non dénommées au tarif général (hormis les électro-moteurs), même

(mit Ausnahme der Elektro-motoren), auch in Verbindung mit Dynamomaschinen, Pumpen, Hämmern, Gebläsemaschinen, Kältemaschinen, Fördermaschinen; ferner feststehende, fahrbare oder schwimmende Bagger, Rammen und Krane:

(bei einem Reingewicht der Maschine)	von 40 Kilogramm oder darunter: Verbrennungs- und Explosionsmotoren für Motorfahräder.....	75
	von mehr als 10 Doppelzentner bis 25 Doppelzentner: Dampfmaschinen, Wassersäulenmaschinen, Petroleum- und Benzinmotoren andere obenbenannte Maschinen.....	8 10
	von mehr als 25 Doppelzentner bis 50 Doppelzentner: Dampfmaschinen, Wassersäulenmaschinen, Petroleum- und Benzinmotoren andere obenbenannte Maschinen.....	6,50 8
	von mehr als 50 Doppelzentner bis 500 Doppelzentner: Dampfmaschinen in Verbindung mit Pumpen, Hämmern, Gebläsemaschinen, Kältemaschinen, Fördermaschinen; Krane.....	5
	andere Dampfmaschinen, Wassersäulenmaschinen, Hochofengas-Motoren ....	5,50
	andere obenbenannte Maschinen.....	6
	von mehr als 500 Doppelzentner bis 1000 Doppelzentner: Dampfmaschinen in Verbindung mit Pumpen, Hämmern, Gebläsemaschinen, Kältemaschinen, Fördermaschinen; Krane.....	4,50
	andere Dampfmaschinen, Wassersäulenmaschinen, Hochofengas-Motoren....	5
	andere obenbenannte Maschinen.....	5



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

combinés avec des machines dynamo électriques, pompes, marteaux, machines soufflantes, machines frigorifiques, machines d'extraction; en outre dragues, sonnettes et grues, fixes, roulantes ou flottantes :

(la machine  
pesant,  
poids net),

40 kilogrammes ou moins :	
moteurs à combustion ou à explosion pour vélocipèdes à moteur.....	75
plus de 1000 kilogr. et jusqu'à 2500 kilogr. :	
machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, moteurs à pétrole ou à benzine	8
autres machines dénommées ci-dessus.....	10
plus de 2500 kilogr. et jusqu'à 5.000 kilogr. :	
machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, moteurs à pétrole ou à benzine	6,50
autres machines dénommées ci-dessus.....	8
plus de 5.000 kilogr. et jusqu'à 50.000 kilogr. :	
machines à vapeur combinées avec des pompes, marteaux, machines soufflantes, machines frigorifiques ou machines d'extraction; grues .....	5
autres machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, moteurs à gaz de hauts-fourneaux.....	5,50
autres machines dénommées ci-dessus.....	6
plus de 50.000 kilogr. et jusqu'à 100.000 kilogr. :	
machines à vapeur combinées avec des pompes, marteaux, machines soufflantes, machines frigorifiques ou machines d'extraction; grues .....	4,50
autres machines à vapeur, machines hydrauliques à piston, moteurs à gaz de hauts-fourneaux .....	5
autres machines dénommées ci-dessus.....	5

*Anmerkung.* — Den Dampfmaschinen in Verbindung mit Pumpen werden die Dampfmaschinen in Verbindung mit Wasserhaltungsmaschinen und den Dampfmaschinen in Verbindung mit Gebläsemaschinen die Dampfmaschinen in Verbindung mit Ventilationsmaschinen gleichgestellt.

- aus 899 Nicht anderweit im allgemeinen Tarif benannte Maschinen für die Vorbereitung der Verarbeitung von Wolle oder anderen Tierhaaren ; Maschinen für das Spinnen und Zwirnen von Wolle oder anderen Tierhaaren einschliesslich der das Haspeln, Spulen und Wickeln der Gespinste aus diesen Spinnstoffen bewirkenden Maschinen, sowie Maschinen zur Vorbereitung der genannten Gespinste für die Weberei 4,50

*Anmerkung.* — Maschinen zum Kardieren von Spinnstoffen ohne feste Verbindung mit Kratzenbeschlügen fallen unter Nr. 899.

- aus 900 Webstühle zum Verweben von Gespinsten aus Wolle oder anderen Tierhaaren ..... 4,50

- aus 902 Maschinen zur Zurichtung von Gespinsten und Gespinstwaren aus Wolle oder anderen Tierhaaren, soweit sie nicht unter Nr. 874 des allgemeinen Tarifs fallen..... 4,50

- 904 Maschinen zur Bearbeitung von Metallen, Hölzern oder Steinen ; Dampf- und hydraulische Schmiedepressen ; Nietmaschinen und mechanische Hämmer (Fall-, Luftdruck-, Federhämmer und sonstige durch Kraftübertragung betriebene Hämmer) :

bei einem Reingewicht der Maschine	{	von 2,5 Doppelzentner oder darunter.....	12
		von mehr als 2,5 bis 10 Doppelzentner.....	8
		von mehr als 10 bis 30 Doppelzentner.....	6
		von mehr als 30 bis 100 Doppelzentner.....	5
		von mehr als 100 Doppelzentner	4

- 905 Pflüge für Kraftbetrieb, auch mit zugehörigen Kraftmaschinen ; Mähmaschinen..... 4

- aus 906 Gebläsemaschinen, Ventilationsmaschinen, Pumpen, Wasserhaltungsmaschinen, Maschinen für Sortierung, Waschen oder Zerkleinerung von Kohlen und Erzen, Maschinen zum Formen von Presskohlen, Mörtelzerkleinerungsmaschinen, Hebemaschinen, Kältemaschinen, Maschinen zum Polieren von Spiegelglas, Maschinen zur Herstellung und Bearbeitung von Hutstumpen aus Haarfilz ; alle diese Maschinen, soweit sie nicht unter eine andere Nummer des allgemeinen Tarifs fallen :



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

*Remarque.* — Seront assimilées aux machines à vapeur combinées avec des pompes, les machines à vapeur combinées avec des machines d'exhaure, et aux machines à vapeur combinées avec des machines soufflantes, les machines à vapeur combinées avec des machines de ventilation.

ex 899 Machines, non autrement dénommées au tarif général, pour la préparation de l'ouvrison de la laine ou d'autres poils d'animaux; machines pour le filage ou le tordage de la laine ou d'autres poils d'animaux, y compris les machines pour le dévidage, bobinage ou pelotage des fils de ces matières textiles, ainsi que machines à préparer lesdits fils pour le tissage..... 4,50

*Remarque.* — Les machines servant au cardage des matières textiles, mais ne faisant pas corps avec les garnitures de cardes, sont reprises au n° 899.

ex 900 Métiers à tisser, pour le tissage de fils de laine ou d'autres poils d'animaux..... 4,50

ex 902 Machines à apprêter les fils ou les ouvrages en fils de laine ou d'autres poils d'animaux, pourvu qu'elles ne rentrent pas dans le n° 874 du tarif général..... 4,50

904 Machines à travailler les métaux, les bois ou les pierres; presses de forge à vapeur ou hydrauliques; machines à river et marteaux mécaniques (marteaux-pilons, marteaux à air comprimé, marteaux à ressort et autres marteaux actionnés par transmission de force):

	250 kilogrammes au moins .....	12	
la machine pesant poids net,	{	plus de 250 et jusqu'à 1.000 kilogrammes.....	
		plus de 1.000 et jusqu'à 3.000 kilogrammes.....	6
		plus de 3.000 et jusqu'à 10.000 kilogrammes.....	5
		plus de 10.000 kilogrammes.....	4

905 Charrues à moteur, même avec les machines motrices; faucheuses ..... 4

ex 906 Machines soufflantes, machines de ventilation, pompes, machines d'exhaure, machines d'extraction, machines pour le triage, le lavage et le broyage du charbon et des minerais, machines à mouler les briquettes, broyeurs à mortier, machines de levage, machines frigorifiques, machines à polir les glaces, machines à fabriquer et à travailler les cloches en feutre de poils pour chapeaux; toutes ces machines pourvu qu'elles ne rentrent pas dans un autre numéro du tarif général:

		Zollsatz für 1 Doppelzentner
		Mark
bei einem Reingewicht der Maschine	von mehr als 1 Doppelzentner bis 2 Doppelzentner .....	7
	von mehr als 2 Doppelzentner bis 4 Doppelzentner .....	6
	von mehr als 4 Doppelzentner bis 10 Doppelzentner .....	5,50
	von mehr als 10 Doppelzentner bis 50 Doppelzentner .....	5
	von mehr als 50 Doppelzentner bis 100 Doppelzentner .....	4,50
	von mehr als 100 Doppelzentner.	3

*Anmerkung zu Nr. 894, 899, 900, 902, 904, 905, 906.* — Maschinen können zu den vertragsmässigen Sätzen auch in zerlegtem Zustand unter den nachstehend aufgeführten Bedingungen eingeführt werden, gleichviel ob die Teile der Maschine gleichzeitig oder nach und nach in verschiedenen Sendungen eingehen.

Alle Teilsendungen sind innerhalb einer bestimmten Frist, die von dem Einbringer bei Vorführung der ersten Sendung anzugeben ist und zwei Monate nicht übersteigen darf, bei der gleichen Zollstelle zur Zollabfertigung zu stellen.

Bei der Einfuhr einer Maschine in zerlegtem Zustand oder einzelner Teile der Maschine hat der Einbringer gleichzeitig mit der Zollerklärung Pläne und Zeichnungen der vollständigen Maschine sowie eine Liste der Hauptbestandteile nach Beschaffenheit, Nummer und Einzelgewicht und die ungefähre Angabe des Gesamtgewichts der kleinen Nebenbestandteile vorzulegen.

Wenn nach der Abfertigung von einzelnen Teilen der Maschine die anderen Teile nicht innerhalb der festgesetzten Frist zur Zollabfertigung gestellt worden sind, so hat die Verzollung der bereits eingebrachten Teile nach den Zollsätzen für getrennt eingehende Maschinenteile oder aber, soweit der Tarif besondere Zollsätze für diese nicht vorsieht, nach der Beschaffenheit des Stoffes zu erfolgen, aus dem die einzelnen Teile bestehen. Das Fehlen einzelner unwesentlicher Nebenbestandteile soll jedoch die Anwendung des für die vollständige Maschine geltenden Zollsatzes nicht ausschliessen.

Bis zur Schlussabfertigung aller Teilsendungen bleibt der Zollbehörde vorbehalten, die Sicherstellung der gegebenenfalls zu entrichtenden höheren Zollbeträge zu verlangen und die in Teilsendungen eingeführten Stücke mit Identitätszeichen zu versehen; ferner ist sie befugt, nach Zusammenstellung der Maschine durch eine Revision auf Kosten des Zollpflichtigen sich von der Zugehörigkeit aller Teilsendungen zu dieser Maschine zu überzeugen.

Ersatz- und Reserveteile werden stets für sich verzollt.

aus 914 Fahrzeuge, zum Fahren auf Schienengleisen bestimmt, ohne Verbindung mit Antriebsmaschinen:  
Güterwagen, ungedeckt oder gedeckt.....

3

*Anmerkung.* — Wagenkasten, Untergestelle zu Wagen mit Radsätzen sowie Wagenkasten in fester Verbindung mit Untergestellen ohne Radsätze unterliegen nach ihrer



		Droit par 100 kilogrammes
		Mars
la machine pesant poids net,	plus de 100 et jusqu'à 200 kilo- grammes.....	7
	plus de 200 et jusqu'à 400 kilo- grammes.....	6
	plus de 400 et jusqu'à 1.000 kilo- grammes.....	5,50
	plus de 1.000 et jusqu'à 5.000 kilogrammes.....	5
	plus de 5.000 et jusqu'à 10.000 kilogrammes.....	4,50
	plus de 10.000 kilogrammes.....	3

*Remarque aux nos 894, 899, 900, 902, 904, 905, 906.* — Les machines peuvent être introduites aux taux conventionnels, même à l'état démonté, aux conditions mentionnées ci-dessous, soit que les parties de la machine entrent en même temps ou successivement en divers envois.

Tous les envois partiels des parties de la machine doivent être présentés en douane au même bureau et dans un délai déterminé, à indiquer par l'importateur au moment de la présentation du premier envoi et ne dépassant pas deux mois.

En introduisant une machine à l'état démonté ou quelques parties détachées de la machine, l'importateur doit présenter, en même temps que la déclaration, les plans et dessins de la machine complète, ainsi qu'une liste des pièces importantes, d'après leur nature, le numéro et le poids de chaque pièce, en indiquant approximativement le poids total des poids des petites pièces accessoires.

Si, après l'expédition de quelques parties détachées de la machine, les autres parties ne sont pas présentées en douane dans le délai fixé, on devra, pour les parties déjà importées, payer ou bien les droits établis pour les parties détachées de machines ou bien, si le tarif ne prévoit pas des droits spéciaux pour ces dernières, les droits établis d'après la matière dont sont fabriquées les parties détachées. Toutefois, l'absence de quelques pièces accessoires de peu d'importance n'empêchera pas l'application du droit établi pour la machine entière.

Jusqu'à l'expédition définitive de toutes les parties de l'envoi, la douane a la faculté d'exiger une garantie pour les taux plus élevés à payer le cas échéant, et de munir d'une marque d'identité les pièces introduites par parties ; elle a aussi la faculté de vérifier aux frais du contribuable, après le montage de la machine, que toutes les pièces composant les envois partiels appartiennent à la machine en question.

Les pièces de rechange ou de réserve payeront toujours les droits d'entrée séparément.

ex 914 Véhicules pour voies ferrées, sans combinaison avec des machines motrices :

voitures de marchandises, non couvertes ou  
couvertes.....

3

*Remarque.* — Les caisses de voitures, les châssis pour voitures avec trains de roues, ainsi que les caisses de voitures faisant corps avec des châssis sans trains de

Beschaffenheit der Verzollung wie die fertigen Fahrzeuge. Soweit ihre Zugehörigkeit zu einer bestimmten Art von Fahrzeugen nicht erkennbar ist, werden sie wie Güterwagen behandelt.

aus 915 Motorfahräder :

bei einem Reingewicht des Stückes	{ von 50 Kilogramm oder darunter	100
	{ von mehr als 50 Kilogramm bis 1 Doppelzentner.....	75
	{ von mehr als 1 Doppelzentner bis 2,5 Doppelzentner.....	70

916 Fahrräder, auch zur Aufnahme von Fahrgästen, zur Beförderung von Waren oder zur Mitführung von Anhängewagen eingerichtet..... 100  
(919/20) Fahrradteile (ausgenommen Antriebsmaschinen und Teile von solchen):

919 aus Eisen :

roh .....	25
bearbeitet.....	100

920 aus anderen unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle, aus Holz, Kork, Hartkautschuk, Horn, Leder, Zellhorn (Celluloid) oder diesem ähnlichen Formerstoffen ; fertige Räder für Fahrräder ..... 100

aus 926 Handfeuerwaffen aller Art aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle, mit Ausnahme von Kriegswaffen..... 60

927 Bügel, Federn, Hähne und Läufe, auch Teile von solchen, sowie andere Teile von Handfeuerwaffen (ausgenommen Schlösser und Verschlussstücke), aus unedlen Metallen oder aus Legierungen unedler Metalle :

roh.....	6
Läufe, nur gebohrt und abgedreht oder grob abgeschliffen .....	10
Läufe, in anderer Weise bearbeitet ; andere Teile von Handfeuerwaffen (ausgenommen Schlösser und Verschlussstücke), bearbeitet.....	24

928 Schlösser und Verschlussstücke, auch Teile von solchen, zu Handfeuerwaffen :

roh vorgearbeitet .....	24
andere.....	60

*Anmerkung zu Nr. 927 und 928. — Läufe und Schäfte zu Handfeuerwaffen mit eingefügten oder beige-packten Schlössern, Schlosskasten oder Verschlussstücken sind nach Nr 926 zu verzollen.*



Droit par  
100 kilogrammes  
Marcs

roues, seront soumis, selon leur nature, aux droits des véhicules terminés. Lesdites parties seront traitées comme voitures de marchandises, si la catégorie spéciale des véhicules dans la construction desquels elles doivent entrer ne peut pas être reconnue.

ex 915 Vélocipèdes à moteur :

la pièce pesant, poids net,	{	50 kilogrammes ou moins.....	100
		plus de 50 kilogrammes et jusqu'à 100 kilogrammes.....	75
		plus de 100 kilogrammes et jusqu'à 250 kilogrammes .....	70

916 Vélocipèdes, même aménagés pour recevoir des voyageurs, pour transporter des marchandises ou pour traîner d'autres voitures..... 100  
(919/20) Parties de vélocipèdes (excepté les machines motrices et les parties de ces machines) :

919 en fer :

brutes.....	25
ouvrées .....	100

920 en d'autres métaux communs ou alliages de métaux communs, en bois, liège, caoutchouc durci, corne, cuir, celluloïd ou matières à mouler similaires à ce dernier ; roues finies pour vélocipèdes..... 100

ex 926 Armes à feu portatives en tous genres en métaux communs ou en alliages de métaux communs, à l'exception des armes de guerre..... 60

927 Sous-gardes, ressorts, chiens et canons de fusil, même parties de ces objets, ainsi que d'autres parties d'armes à feu portatives hormis les platines et les obturateurs), en métaux communs ou en alliages de métaux communs :  
bruts..... 6  
canons de fusil, simplement forés et tournés ou  
aiguillés..... 10  
canons de fusil ouvrés autrement ; autres parties  
d'armes à feu portatives (hormis les platines  
et les obturateurs), ouvrées..... 24

928 Platines et obturateurs pour armes à feu portatives, même parties de ces objets :  
grossièrement ébauchés..... 24  
autres .....

60

*Remarque aux nos 927 et 928. — Les canons et montures pour armes à feu portatives avec platines, couvre-culasses ou obturateurs y adaptés ou importés dans le même emballage sont à tarifier d'après le n° 926.*

**Loi belge approuvant le traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891 conclu le 22 juin 1904 entre la Belgique et l'Allemagne (1).**

(16 juin 1905. — Monit. du 28 juillet 1905).

Léopold II, etc. Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le traité additionnel au traité de commerce du 6 décembre 1891 conclu, le 22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne sortira son plein et entier effet.

ART. 2. — Le gouvernement est autorisé à généraliser l'application du tarif résultant du dit traité additionnel, sous réserve des dispositions de la loi du 19 mai 1902.

ART. 3. — Les droits d'entrée sur les marchandises indiquées ci-après seront modifiés ainsi qu'il suit à partir de la mise en vigueur du traité additionnel du 22 juin 1904 :

Numéro d'ordre du tarif.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée.		DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.
		Base	Quotité Fr. c.	
ex 24	Fils de soie préparés pour la vente au détail.....	100 fr.	8	»
ex 27	Cols et manchettes {			
	en {			
	tissu de lin. {			
	Simplement cousus, sans ornement ni broderie.....	100 fr.	15	»
	Tous autres.....	100 fr.	18	»
	Vêtements pour hommes, en laine pure ou mélangée d'autres ma- tières textiles, la laine dominant en poids.....	100 fr.	13	»

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

*Session de 1904-1905.*

*Documents parlementaires.* — Exposé des motifs, texte du projet de loi, texte du traité additionnel. Séance du 1<sup>er</sup> février 1905, p. 154 à 162 et 185 à 231. — Rapport. Séance du 7 avril 1905, p. 391 à 439.

*Annales parlementaires.* — Dépôt du projet de loi. Séance du 1<sup>er</sup> février 1905, p. 585. — Dépôt du rapport. Séance du 7 avril 1905, p. 1213. — Discussion. Séance du 12 avril 1905, p. 1245 à 1255 et 1257 à 1263 ; séance du 13 avril 1905, p. 1266 à 1286. — Adoption. Séance du 14 avril 1905, p. 1305 et 1306.

SÉNAT.

*Documents parlementaires.* — Texte du projet de loi, n° 77. — Rapport. Séance du 25 mai 1905, n° 95.

*Annales parlementaires.* — Dépôt du rapport. Séance du 25 mai 1905, p. 457. — Discussion. Séance du 6 juin 1905, p. 519 à 521, séance du 7 juin 1905, p. 523 à 530. — Adoption. Séance du 7 juin 1905, p. 530.



	Base	Quantité Fr. c.	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.
Chapeaux de toute espèce, non garnis, pour hommes et pour femmes (a).....	100 fr.	10 »	(a) Comprenant les cloches ou forme de chapeaux même apprêtées ou dressées.
Chapeaux de toute espèce, garnis pour hommes.....	100 fr.	13 »	
ex 39 Barres en fer ou en acier, polies, de 10 centimètres de diamètre ou moins, quels qu'en soient la forme et le mode de fabrication (b).....	100 kg.	2 »	(b) Les barres ou arbrse de toute espèce en fer ou en acier, polis, d'un diamètre de plus de 10 centimètres, suivent le régime du Fer ouvré ou de l'Acier ouvré, passibles du droit de 4 francs les 100 kilogrammes.
Fils ou verges en fer ou en acier, quelle qu'en soit la section, de moins de 5 millimètres de diamètre ou d'épaisseur, mais non cuivrés, nickelés, étamés, plombés ou zingués (galvanisés).....	100 kg.	2 »	
Fils ou verges en fer ou en acier, quelle qu'en soit la section, de tout diamètre et de toute épaisseur, cuivrés, nickelés, étamés, plombés ou zingués (galvanisés).	100 kg.	3 »	
Fils creux en acier ou paravons, découpés ou non à dimension pour la confection de montures de parapluies ou de parasols et fils autres en acier, découpés à dimension pour le même usage.	libres.		
Fils d'acier de moins de 5/10 de millimètre de diamètre, pour la fabrication de garnitures de cardes.....	libres.		
Poutrelles en fer ou en acier, cintrées, même percés de trous.	100 kg.	2 »	
Tôles en bi-métal composées de feuilles superposées de fer ou d'acier et d'aluminium, obtenues par le laminage direct.....	100 kg.	2 »	
Tubes et tuyaux, y compris les raccords, en fer ou en acier, même ondulés, sans autre main-d'œuvre, qu'ils soient ou non goudronnés ou enduits de minium :			
A bords simplement rapprochés ou soudés (c).....	100 kg.	2 »	(c) Comprenant également les tubes coniques à collet, système Galloway ou autres, et les tubes coniques pour mâts ou pour poteaux.
Etirés { d'un diamètre extérieur de plus de 25 millimètres .....	100 kg.	2 »	
{ d'un diamètre extérieur de 25 millimètres ou moins.....	100 kg,	4 »	

	Base	Quotité Fr. c.	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.
Tôles ou feuilles en aluminium découpées en rond et suivant croquis.....	100 kg.	5	»
Plomb et étain battus, étirés ou laminés (d).....	100 kg.	1 50	(d) Comprenant no- tamment le plomb et l'étain en feuilles, les
ex 54 Baguettes de bois dorées, argen- tées ou bronzées.....	100 fr.	10	» tuyaux en plomb ou en étain, le plomb ou l'étain filé, le tain
ex 62 Cirages autres qu'à l'alcool.....	100 fr.	13	» (étain de glace) et les baguettes pour vi- traux.
ex 64 Couvertures en tissu ayant reçu après le tissage une main-d'œuvre autre qu'un simple ourlage.....	100 fr.	15	»

ART. 4. — Le gouvernement est autorisé à convertir les droits *ad valorem* figurant au tarif des douanes en droits spécifiques équivalents.

Les mesures prises en vertu du présent article seront soumises immédiatement aux Chambres, si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

Les droits spécifiques ne sont applicables que neuf mois après la publication des arrêtés royaux y relatifs.

Promulguons, etc.

(Contresignée par le ministre des affaires étrangères, M. P. DE FAVEREAU et le ministre des finances et des travaux publics, M. le comte DE SMET DE NAEYER).



## ALLEMAGNE — ITALIE.

## TEXTES ORIGINAUX

(Voir traduction française ci-dessous, p. 212).

## Zusatzvertrag

zum

Handels-, Zoll- und Schiffsfahrtsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und Italien vom 6 Dezember 1891, vom 3 Dezember 1904 (1).

## Trattato addizionale

al

Trattato di Commercio, di Dogana e di Navigazione fra la Germania e l'Italia del 6 dicembre 1891, del 3 dicembre 1904 (1).

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits, und Seine Majestät der König von Italien andererseits, vom dem Wunsche geleitet, den zwischen dem Deutschen Reiche und Italien bestehenden Handels-, Zoll- und Schiffsfahrtsvertrag vom 6 Dezember 1891 einer Revision zu unterziehen, haben beschlossen, einen Zusatzvertrag zu diesem Vertrag abzuschliessen, und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen:  
Seine Exzellenz den Grafen Anton von Monts, Ritter des Königlich Preussischen Roten Adler-Ordens 2. Klasse und des Kronen-Ordens 1. Klasse, Grosskreuz des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat, Allerhöchstihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien,  
und  
Seine Majestät der König von Italien:

Seine Exzellenz Tommaso Tittoni,

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'Impero Germanico, da una parte, e Sua Maestà il Re d'Italia, dall'altra, desiderando di assoggettare a revisione il trattato di commercio, di dogana e di navigazione in vigore fra l'Impero Germanico e l'Italia e concluso il 6 dicembre 1891, hanno risoluto di concludere un trattato addizionale al detto trattato e hanno nominato a questo scopo a Loro Plenipotenziari:

SUA MAESTA L'IMPERATORE DI  
GERMANIA, RE DI PRUSSIA:

Sua Eccellenza Antonio Conte di Monts, decorato degli Ordini prussiani dell'Aquila Rossa di 2<sup>a</sup> Classe e della Corona di 1<sup>a</sup> Classe, Cavaliere Gran Croce decorato del Gran Cordone dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Suo Consigliere intimo attuale, Suo Ambasciatore straordinario e plenipotenziario presso Sua Maestà il Re d'Italia,

e

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA:

Sua Eccellenza Tommaso Tittoni,

(1) Traité additionnel du 3 décembre 1904 au traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891, ratifié le 8 mai 1905; entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1906.

Grosskreuz des Ordens der Italienischen Krone, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Grosskreuz des Königlich-Preussischen Roten Adler-Ordens, Allerhöchstihren Staatsminister der Auswärtigen Angelegenheiten, Senator des Königreichs,

Seine Exzellenz Professor Luigi Luzzatti, Grosskreuz des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der Italienischen Krone, Ritter des Zivil-Verdienst-Ordens von Savoyen, Grosskreuz des Königlich-Preussischen Roten Adler-Ordens, Allerhöchstihren Staatsminister des Schatzes, Mitglied der Deputiertenkammer,

Seine Exzellenz Carlo Mirabello, Grossoffizier des Ordens der Italienischen Krone Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Ritter des Königlich-Preussischen Roten Adler-Ordens 1. Klasse und des Kronen-Ordens 2. Klasse, Allerhöchstihren Staatsminister der Marine, Senator des Königreichs, Kontre-Admiral,

Seine Exzellenz Professor Luigi Rava, Grossoffizier des Ordens der Italienischen Krone, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Allerhöchstihren Staatsminister für Ackerbau, Industrie und Handel, Mitglied der Deputiertenkammer,

Seine Exzellenz Professor Angelo Majorana, Kommandeur des Ordens der Italienischen Krone, Ritter des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Allerhöchstihren Staatsminister für die Finanzen, Mitglied der Deputiertenkammer,

Giacomo Malvano, Grosskreuz des Ordens der Italienischen Krone, Grossoffizier des St. Mauritius,

Cavaliere, Gran-Croce dell'Ordine della Corona d'Italia, Commendatore dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Cavaliere Gran Croce dell'Ordine prussiano dell'Aquila Rossa, Suo Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, Senatore del Regno,

Sua Eccellenza Luigi Luzzati, Cavaliere Gran Croce decorato del Gran Cordone degli Ordini dei SS. Maurizio e Lazzaro e della Corona d'Italia, Cavaliere d'ell'Ordine del Merito Civile di Savoia, Cavaliere Gran Croce dell'Ordine prussiano dell'Aquila Rossa, Professore, Suo Ministro Segretario di Stato per il Tesoro, Deputato al Parlamento,

Sua Eccellenza Carlo Mirabello, Grande Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia, Commendatore d'ell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, decorato degli Ordini prussiani dell'Aquila Rossa di 1<sup>a</sup> Classe, e della Corona di 2<sup>a</sup> Classe, Suo Ministro Segretario di Stato per la Marina, Senatore del Regno, Contr'Amiraglio,

Sua Eccellenza Luigi Rava, Grande Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia, Commendatore dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Professore, Suo Ministro Segretario di Stato per l'Agricoltura, Industria e Commercio, Deputato al Parlamento,

Sua Eccellenza Angelo Majorana, Commendatore dell'Ordine della Corona d'Italia, Cavaliere dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Professore, Suo Ministro Segretario di Stato per le Finanze, Deputato al Parlamento.

Giacomo Malvano, Cavaliere Gran Croce dell'Ordine della Corona d'Italia, Grande Ufficiale dell'



und Lazarus-Ordens, Ritter des Königlich Preussischen Roten Adler-Ordens 1. Klasse und des Kronen-Ordens 1. Klasse mit Brillanten, General-Sekretär des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten, Senator des Königreichs, Staatsrat,

Dr. Edoardo Pantano, Mitglied der Deputiertenkammer.

Dr. Nicola Miraglia, Grosskreuz des Ordens der Italienischen Krone, Grossoffizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Ritter des Königlich Preussischen Roten Adler-Ordens 2. Klasse mit dem Stern, Generaldirektor der Bank von Neapel, früheren Generaldirektor für Ackerbau und früheres Mitglied der Deputiertenkammer,

Gherardo Callegari, Kommandeur des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens und des Ordens der Italienischen Krone, Ritter des Königlich Preussischen Kronen-Ordens 3. Klasse, Professor, Generalinspektor für Industrie und Handel,

Lodovico Luciolli, Kommandeur des Ordens der Italienischen Krone, Offizier des St. Mauritius- und Lazarus-Ordens, Inhaber des Königlich Preussischen Kronen-Ordens 4. Klasse, Direktor im Finanzministerium,

welche, nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

#### Artikel 1.

Im Texte des Handels-, Zoll- und Schifffahrtsvertrags vom 6. Dezember 1891 treten folgende Aenderungen und Zusätze ein:

Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, decorato degli Ordini prussiani dell'Aquila Rossa di 1<sup>a</sup> Classe e della Corona di 1<sup>a</sup> Classe con brillanti, Segretario Generale del Ministero degli Affari Esteri, Senatore del Regno, Consigliere di Stato,

Dott. Edoardo Pantano, Deputato al Parlamento,

Dott. Nicola Miraglia, Cavaliere Gran Croce decorato del Gran Cordone dell'Ordine della Corona d'Italia, Grande Ufficiale dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Grande Ufficiale dell'Ordine prussiano dell'Aquila Rossa, Direttore Generale del Banco di Napoli, già Direttore Generale dell'Agricoltura e già Deputato al Parlamento,

Gherardo Callegari, Commendatore dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro e della Corona d'Italia, decorato del l'Ordine prussiano della Corona di 3<sup>a</sup> Classe, Professore, Ispettore Generale dell'Industria e del Commercio,

Lodovico Luciolli, Commendatore dell'Ordine della Corona d'Italia, Ufficiale dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, decorato dell'Ordine prussiano della Corona di 4<sup>a</sup> Classe, Direttore Capo di Divisione nel Ministero delle Finanze,

i quali, dopo essersi comunicati i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto negli articoli seguenti:

#### Articolo 1.

Sono introdotte nel testo del trattato di commercio, di dogana e navigazione del 6 dicembre 1891 le modificazioni e aggiunte seguenti:

## I.

*Artikel 6.* — Dieser Artikel wird, wie folgt, abgeändert:

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen, sofern sie auf alle oder doch auf alle diejenigen Länder angewendet werden, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, können in folgenden Fällen stattfinden:

1. in Beziehung auf Kriegsbedarf unter ausserordentlichen Umständen:

2. aus Rücksichten auf die öffentliche Sicherheit;

3. aus Rücksichten der Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten oder Schädlinge;

4. zu dem Zwecke, um auf fremde Waren Verbote oder Beschränkungen anzuwenden, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb oder die Beförderung gleichartiger einheimischer Waren im Inlande festgesetzt sind.

## II.

*Artikel 7.* — An Stelle der in diesem Artikel erwähnten Tarife treten die beiliegenden Tarife A und B.

## III.

*Artikel 12.* — Dieser Artikel wird, wie folgt, abgeändert:

Waren jeder Art und Herkunft, welche in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile von nationalen Schiffen zur Ein-, Aus-, Durchfuhr oder auf Niederlage gebracht werden dürfen, können auch von Schiffen des anderen

## I.

*Articolo 6.* — Questo articolo è modificato come segue:

Le Parti contraenti s'impegnano a non impedire il commercio reciproco con alcu divieto d'importazione, d'esportazione o di transito.

Eccezioni a questa norma, in quanto esse siano applicabili a tutti i paesi o ai paesi che si trovano in condizioni identiche, non potranno aver luogo che nei casi seguenti:

1. in circostanze eccezionali, riguardo alle provvigioni di guerra;

2. per motivi di sicurezza pubblica;

3. rispetto alla polizia sanitaria e in vista della protezione degli animali o delle piante utili, contro le malattie, gli insetti e parassiti nocivi;

4. in vista dell'applicazione, alle merci estere, delle proibizioni o restrizioni sancite da leggi interne rispetto alla produzione interna di merci similari, o alla vendita o al trasporto all'interno di merci similari di produzione nazionale.

## II.

*Articolo 7.* — Le tariffe indicate in questo articolo sono sostituite dalle annesse tariffe, A e B.

## III.

*Articolo 12.* — Questo articolo è modificato come segue:

Le merci di qualsivoglia natura e provenienza, la cui importazione, esportazione, transito o deposito potranno aver luogo, nel territorio di una delle Parti contraenti, per mezzo di navi nazionali, potranno esservi ugualmente importate, es-



Teiles ein-, aus-, durchgeführt oder auf Niederlage gebracht werden, ohne andere oder höhere Zölle zu entrichten und anderen oder grösseren Beschränkungen zu unterliegen, und mit dem Anspruch auf dieselben Privilegien, Ermässigungen, Vergünstigungen und Rückerstattungen, und zwar auch hinsichtlich des Eisenbahnverkehrs, wie sie für die von nationalen Schiffen ein-, aus-, durchgeführten oder auf Niederlage gebrachten Waren gelten.

## IV.

In den Handels-, Zoll- und Schifffahrtsvertrag vom 6. Dezember 1891 werden die drei neuen Artikel des nachstehenden Wortlauts aufgenommen:

*Artikel 2 a).*

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in freundschaftlichem Einvernehmen die Behandlung der italienischen Arbeiter in Deutschland und der deutschen Arbeiter in Italien hinsichtlich der Arbeiterversicherung zu dem Zwecke zu prüfen, um durch geeignete Vereinbarungen den Arbeitern des einen Landes im anderen Lande eine Behandlung zu sichern, die ihnen möglichst gleichwertige Vorteile bietet.

Diese Vereinbarungen werden unabhängig von dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrags durch ein besonderes Abkommen festgesetzt werden.

*Artikel 10 a).*

Auf Eisenbahnen soll weder hinsichtlich der Beförderungspreise noch der Zeit und Art der Abfertigung ein Unterschied zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragschliessenden Teile gemacht werden. Insbesondere sollen

portate, passare in transito o essere messe in deposito, per mezzo di navi dell'altra Parte, senza essere sottoposte ad altri o più forti diritti di dogana, nè ad altre o più forti restrizioni, e col godimento degli stessi privilegi, riduzioni, benefizi e restituzioni, anche in materia di ferrovie, che sono in vigore per le merci alla loro importazione, esportazione, transito o al loro deposito per mezzo di navi nazionali.

## IV.

Sono inseriti nel trattato di commercio, di dogana e di navigazione del 6 dicembre 1891 i tre nuovi articoli del seguente tenore:

*Articolo 2 a).*

Le Parti contraenti si impegnano a esaminare di comune e amichevole accordo il trattamento degli operai italiani in Germania e degli operai tedeschi in Italia a riguardo delle assicurazioni operaie nell'intento di garantire, mediante opportuni accordi, agli operai delle Nazioni rispettive nell'altro paese, un trattamento che loro conceda vantaggi fin dove è possibile equivalenti.

Questi accordi saranno consacrati con un atto separato, indipendentemente dall'entrata in vigore del presente trattato.

*Articolo 10 a).*

Sulle ferrovie non sarà fatta differenza alcuna, nè quanto al prezzo di trasporto, nè quanto al tempo e al modo della spedizione, fra gli abitanti dei territori delle Parti contraenti. In modo speciale, le spedizioni di merci che vengono

für die aus Italien nach einer deutschen Station oder durch Deutschland beförderten Gütersendungen aus den deutschen Bahnen keine höheren Tarife angewendet werden, als für gleichartige deutsche oder ausländische Erzeugnisse in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke. Das gleiche soll auf den italienischen Bahnen für Gütersendungen aus Deutschland gelten, die nach einer italienischen Station oder durch Italien befördert werden.

Ausnahmen sollen nur zulässig sein, soweit es sich um Transporte zu ermäßigten Preisen für öffentliche oder milde Zwecke handelt.

*Artikel 14 a).*

Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der dem gegenwärtigen Verträge beigefügten Tarife A und B, einschliesslich der Zusatzbestimmungen zu diesen Tarifen, sowie der Zollsätze der von den vertragschliessenden Teilen mit dritten Staaten vereinbarten Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll sie auf Verlangen des einen oder des anderen Teiles durch Schiedsspruch erledigt werden.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus den Angehörigen seines Landes eine geeignete Persönlichkeit zum Schiedsrichter bestellt, und dass die beiden Teile einen Angehörigen eines befreundeten dritten Staates zum Obmann wählen. Die beiden Teile behalten sich vor, sich im voraus und für einen bestimmten Zeitraum über die Person des im gegebenen Falle zu ernennenden Obmannes zu verständigen.

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessenden

dall'Italia e sono dirette a una stazione tedesca, o transitano attraverso la Germania, non saranno passibili, sulle ferrovie tedesche, di tariffe di trasporto più alte di quelle applicate nella stessa direzione e fra le stesse stazioni ferroviarie tedesche alle merci simili tedesche o estere. Lo stesso principio sarà applicato sulle ferrovie italiane, per le spedizioni di merci che vengono dalla Germania e sono dirette a una stazione italiana o transitano attraverso l'Italia.

Non potranno aver luogo eccezioni che per i trasporti a prezzo ridotto fatti per motivi di interesse pubblico o per beneficenza.

*Articolo 14 a).*

Qualora sorgesse fra le Parti contraenti una controversia rispetto all'interpretazione o all'applicazione delle tariffe A e B annesse al presente trattato, comprese le disposizioni addizionali relative a queste due tariffe, come pure rispetto all'interpretazione o all'applicazione dei diritti delle tariffe convenzionali stipulate fra le parti contraenti e terzi Stati, questa controversia sarà definita, su domanda dell'una o dell'altra Parte, mediante arbitraggio.

Il tribunale arbitrale sarà costituito per ogni controversia in modo che ognuna delle Parti nomini arbitro un suddito competente del proprio paese e che le due Parti scelgano per terzo arbitro un suddito d'un terzo paese amico. Le Parti contraenti si riservano di intendersi, anticipatamente e per un determinato periodo di tempo, intorno alla persona del terzo arbitro da designare in caso di bisogno.

Qualora se ne presentasse il caso, e salvo intesa speciale, le Parti contraenti sottoporranno parimente



Teile auch andere als die im Absatz 1 bezeichneten Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung des gegenwärtigen Vertrags zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen.

### Artikel 2.

Das Schlussprotokoll zum Handels, Zoll- und Schiffahrtsvertrage vom 6. Dezember 1891 wird in folgender Weise abgeändert:

#### I.

Die gegenwärtigen Bestimmungen zu Artikel 7 des Vertrags fallen weg und werden durch folgende neue ersetzt:

#### *Zu Artikel 7 des Vertrags.*

a) Es besteht Einverständnis, dass bei Beschwerden von Beteiligten eines der beiden vertragschließenden Teile, durch welche die Verzollung nach dem Vertragstarife des anderen Staates verlangt wird oder bei denen es sich um die Auslegung von Bestimmungen dieses Tarifs handelt, eine bereits ergangene Entscheidung der zuständigen Behörden letzter Instanz keinen Grund für die Ausschließung weiterer Erörterungen über den Gegenstand der Beschwerde abgeben kann und auch einer etwaigen anderweiten Entscheidung der in Frage stehenden Behörde nicht im Wege stehen soll, vorausgesetzt jedoch, dass die Beschwerde auf diplomatischem Wege und unter Beifügung von Gutachten von Sachverständigen oder einer sonstigen beauftragten Stelle innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach dem Tage eingereicht wird, an dem den Beteiligten die erste Entscheidung amtlich bekannt gegeben worden ist. Die auf einen solchen Einspruch ergehende Ent-

ad arbitraggio altre controversie intorno all'interpretazione o all'applicazione del presente trattato all'infuori di quelle designate nel primo alinea.

### Articolo 2.

Il protocollo finale del trattato di commercio, di dogana e di navigazione del 6 dicembre 1891 è modificato nel modo seguente:

#### I.

Le disposizioni attuali *all'articolo 7 del trattato* sono soppresse e sostituite da quanto segue:

#### *All'articolo 7 del trattato.*

a) E convenuto che, nei casi di reclami di interessati di una delle due Parti contraenti, richiedenti il trattamento in base alla tariffa convenzionale dell'altro Stato o concernenti l'interpretazione di disposizioni di questa tariffa, una decisione già emessa in ultima istanza dalle autorità competenti non potrà costituire un motivo per escludere ogni possibilità, di discussioni ulteriori intorno all'oggetto del reclamo e non impedirà, quando ne sia il caso, che una nuova decisione sia emessa dall'autorità in questione, purché, tuttavia, il reclamo sia presentato, per la via diplomatica e corredato di dichiarazioni di periti o d'altra autorità competente, nel termine di sei mesi a partire dal giorno in cui la prima decisione sarà stata ufficialmente notificata agli interessati. La decisione presa intorno al ricorso non potrà riguardare che il caso in questione, per il quale essa sarà senza appello. Tuttavia le Parti contraenti avranno la facoltà di provocare, per il caso in questione e per i casi futuri,

scheidung betrifft nur den in Fragestehenden Fall; für diesen ist sie endgültig. Den vertragschliessenden Teilen steht es jedoch frei, für den in Frage stehenden und für künftige Fälle die richtige Auslegung oder Anwendung der Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags auf Grund des Artikels 14 a) desselben herbeizuführen.

b) Hinsichtlich der Tarife A und B gelten nachstehende Bestimmungen:

§ 1. TARIFE A und B. — *Eingangszölle in beiden Ländern.*

Soweit die dem gegenwärtigen Verträge beigefügten Tarife A und B den von einer Ware zu erhebenden Zoll von dem für eine andere Ware festgesetzten Zoll abhängig machen und bei diesem mehrere Sätze, seien es allgemeine oder vertragsmässige, in Frage kommen, wird bei der Berechnung des abhängigen Zolles von dem niedrigsten unter diesen verschiedenen Sätzen ausgegangen, der auf die Erzeugnisse des anderen vertragschliessenden Teiles anwendbar ist.

Die Bezeichnung der Waren mit Fabrikmarken und Firmenstempeln bleibt auf die Zollbehandlung ohne Einfluss.

§ 2. TARIF A. — *Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland.*

Zu Nr. 23 und 47. — Erzeugnisse, die nach dem Tarife A während eines bestimmten Zeitraums im Jahre einem Eingangszoll in Deutschland unterliegen, werden, sofern sie vor dem Beginne dieses Zeitraums einem zuständigen Grenzzollamt angemeldet und zur Abfertigung gestellt worden sind, auch dann zollfrei abgelassen,

una corretta interpretazione o applicazione delle stipulazioni del presente trattato, secondo l'art 14 a) del detto trattato.

b) Riguardo alle tariffe A e B sono da osservare le disposizioni seguenti:

§ 1. TARIFFE A e B. — *Dazi d'entrata nei due Paesi.*

In quanto le tariffe A o B annesse al presente trattato facciano dipendere l'ammontare del dazio da percepire su una determinata merce dall'ammontare del dazio stabilito per un'altra merce e che vi siano più misure, generali o convenzionali, del dazio determinante, sarà presa per base, per fissare il dazio dipendente, la meno alta di queste diverse misure di dazi applicabile ai prodotti dell'altra Parte contraente.

L'applicazione delle marche o dei nomi di fabbrica sulle merci non esercita alcuna influenza sul trattamento doganale.

§ 2. TARIFFA A. — *Dazi all'entrata in Germania.*

A nn 23 e 47. — I prodotti soggetti, secondo la tariffa A, al dazio d'entrata in Germania durante un determinato periodo dell'anno e che soranno dichiarati e presentati a un ufficio doganale di confine competente prima dell'inizio del detto periodo, saranno ammessi in esenzione anche nel caso in cui lo sdoganamento non fosse



wenn die Abfertigung erst nach diesem Termine beendigt wird.

Sind derartige Erzeugnisse einem Zollamt im Innern zur Schlussabfertigung überwiesen, so werden sie zollfrei abgelassen, wenn an dem Tage, an dem von dem Grenzzollamte das Ueberweisungspapier (*Ladungsverzeichnis* oder *Begleitschein I*) ausgehändigt worden ist, der erwähnte Zeitraum noch nicht begonnen hat.

*Zu Nr. 36.* — Der ermässigte Zollsatz für die unter Nr. 36 fallenden einfach zubereiteten Tomaten gilt auch für einfach zubereitete Tomatenkonserven, soweit sie sich nicht in luftdicht verschlossenen Behältnissen befinden.

*Zu Nr. 37.* — Kleine Gurken und sonstige in den Nummern 34 bis 36 des allgemeinen Tarifs nicht genannte Küchengewächse, einfach in Salzwasser eingelegt, in nicht luftdicht verschlossenen Behältnissen, fallen unter Nr. 37

*Zu Nr. 135.* — Die Zollermässigung, die Deutschland etwa den besonderen schweizerischen Käsesorten zugestehen möchte, soll auch auf die gleichartigen italienischen Käsesorten sowie auf die im Tarif A aufgeführten besonderen italienischen Sorten, « Stracchino-, Gorgonzola-, Fontina und Parmesankäse » angewendet werden.

*Zu Nr. 166.* — Wenn für die Verzollung von Baumöl (Olivenöl) bei der Einfuhr nach Deutschland Verfügungen getroffen werden, um festzustellen, dass es keine Beimengungen anderer Oele enthält, so werden die Zeugnisse über den Untersuchungsbefund, die von den im Einvernehmen beider Regierungen bestimmten wissenschaftlichen Anstalten im Königreich Italien ausgestellt worden

ultimato che dopo questo termine.

Nel caso in cui lo sdoganamento definitivo fosse rimesso a un ufficio posto all'interno, i detti prodotti saranno ammessi in esenzione qualora, nel giorno in cui la bolla a cauzione (*Ladungsverzeichnis* o *Begleitschein I*) sarà emessa dall'ufficio di confine, il suddetto periodo non sia ancora incominciato.

*A n. 36.* — Il dazio ridotto per i pomidori semplicemente preparati compresi sotto il n. 36 è applicabile alla conserva di pomidori semplicemente preparata, in quanto essa non sia in recipienti chiusi ermeticamente.

*A n. 37.* — I cetrioli e gli altri ortaggi non nominati nei numeri 34 e 36 della tariffa generale, semplicemente conservati nell'acqua salata, in recipienti non chiusi ermeticamente, sono compresi sotto il n. 37

*A n. 135.* — Il dazio meno alto che fosse eventualmente accordato dalla Germania alle specialità svizzere di formaggi sarà parimente applicato ai formaggi simili d'Italia come pure alle specialità italiane indicate nella tariffa A: stracchino, gorgonzola, fontina, parmigiano.

*A n. 166.* — Qualora fossero stabilite delle norme per lo sdaziamento degli olii d'oliva alla loro entrata in Germania, con lo scopo di accertare che essi non siano miscelati con altri olii, saranno riconosciuti in Germania i certificati d'analisi, rilasciati dagli Istituti scientifici del Regno d'Italia designati di comune accordo fra i due Governi, e gli olii accompagnati dai detti certificati non saran-

sind, in Deutschland anerkannt und die von solchen Zeugnissen begleiteten Oelsendungen nicht von neuem einer Untersuchung unterworfen werden, vorausgesetzt, dass nach Ausweis dieser Zeugnisse die Untersuchung unter Beobachtung der im Einvernehmen beider Regierungen zu erlassenden Vorschriften vorgenommen worden ist.

Hierdurch wird das Recht der deutschen Behörden nicht berührt, bei Oel, das gestützt auf solche Zeugnisse eingeführt wird, in Zweifelsfällen eine Nachprüfung des Untersuchungsbefundes vorzunehmen.

*Zu Nr. 234.* — Marmor, Alabaster und Granit, roh oder bloss roh behauen, auch gesägt, jedoch an nicht mehr als drei Seiten, oder in nicht gespaltenen, nicht gesägten (geschnittenen) Platten, auch gepulvert, fallen unter Nr. 234 und sind zollfrei. Asphaltsteine und bituminöser Mergelschiefer, roh, auch gemahlen, werden gleichfalls zollfrei zugelassen.

*Zu Nr. 384.* — Für Sumachauszug wird die Zollfreiheit unter der Bedingung gewährt, dass jede Sendung von einem Zeugnis über den Untersuchungsbefund begleitet ist, aus dem erhellt, dass es sich um reinen Sumachuszug handelt, der weder mit anderem Gerbstoffauszügen gemischt, noch aus einem Gemische von Sumach und anderen rohen Gerbstoffen hergestellt ist. Diese Zeugnisse, die von den im Einvernehmen beider Regierungen bestimmten wissenschaftlichen Anstalten im Königreich Italien auszustellen sind, werden, in Deutschland anerkannt, indem die betreffenden Sendungen keiner neuen Untersuchung unterworfen werden, vorausgesetzt,

no sottoposti a una nuova analisi, purchè risulti da questi certificati che l'analisi è stata fatta secondo le norme da stabilire di comune accordo fra i due Governi.

Questa disposizione non pregiudica affatto il diritto delle autorità tedesche di verificare dal canto loro, in caso di dubbio, l'analisi degli olii importati con i certificati.

*A n. 234.* — Il marmo, l'alabastro e il granito, greggi o semplicemente sgrossati, anche segati, ma su non più di tre lati, o in lastre non spaccate, non segate (tagliate), o in polvere, sono compresi sotto il n. 234 e ammessi in esenzione. Le pietre d'asfalto e le marne bituminose, greggie, anche macinate, sono parimente ammesse in esenzione.

*A n. 384.* — L'esenzione da dazio d'entrata par l'estratto di sommacco è concessa a condizione che ogni spedizione sia accompagnata da un certificato d'analisi attestante che si tratta d'estratto di sommacco puro, non mescolato con altri estratti tannici, nè fabbricato con la mescolanza di sommacco e altre materie greggie per concia. I detti certificati, da rilasciarsi dagli istituti scientifici del Regno d'Italia designati de comune accordo fra i due Governi, saranno riconosciuti in Germania, in questo senso, che le spedizioni non saranno sottoposte a una nuova analisi, purchè risulti da questi certificati che l'analisi è stata eseguita secondo le norme da



dass nach Assweis dieser Zeugnisse die Unterschung unter Beobachtung der im Einvernehmen beider Regierungen zu erlassenden Vorschriften vorgenommen worden ist.

Hierdurch wird das Recht der deutschen Behörden nicht berührt, bei Sumachauszug, der gestützt auf solche Zeugnisse eingeführt wird, in Zweifelsfällen eine Nachprüfung des Untersuchungsbefundes vorzunehmen.

*Zu Nr. 607.* — Bearbeitete Korallen anderer Art (weisse Korallen usw.) sollen nicht ungünstiger behandelt werden als rote Korallen in gleichem Zustande.

*Zu Nr. 680.* — Zu den in Nr. 680 bezeichneten Steinen gehören Marmor, Alabaster und Granit.

Statuen (einschliesslich der Büsten, Reliefs und Tierfiguren) aus den in Abschnitt XVII des allgemeinen Tarifs benannten Metallen, mindestens in natürlicher Grösse, werden zollfrei abgelassen, sofern sie Kunstgegenstände sind.

Es besteht Einverständnis, dass unter dem im Tarif A (Anlage zu dem gegenwärtigen Zusatzvertrag) und in den vorstehenden Bestimmungen erwähnten allgemeinen deutschen Tarife der Tarif vom 25. Dezember 1902 in seiner durch das Gesetz vom gleichen Tage bestimmten Fassung zu verstehen ist.

### § 3. TARIF B. — Zölle bei der Einfuhr nach Italien.

*Zu Nr. 4.* — Die Merkmale der unter der Position « aus Nr. 4 » bezeichneten besonderen Bierart werden im Einvernehmen beider Regierungen festgestellt werden.

Jede Zollermässigung, die Italien irgend einer anderen Bierart als dem dunkelen, nach bayerischer

stabilire di comune accordo fra i due Governi.

Questa disposizione non pregiudica affatto il diritto delle autorità tedesche di verificare dal canto loro, in caso di dubbio, l'analisi dell'estrato di sommacco importante con i certificati.

*A n. 607.* — I coralli lavorati d'altra sorta (coralli bianchi ecc.) non saranno trattati meno favorevolmente dei coralli rossi nelle medesime condizioni.

*A n. 680.* — Il marmo, l'alabastro e il granito sono compresi fra le pietre designate sotto il n. 680.

Le statue (compresi i busti, basso-rilievi e figure di animali) di metalli nominati nel titolo XVII della tariffa generale, almeno di grandezza naturale, sono ammesse in esenzione, in quanto siano oggetti d'arte.

E' convenuto che la tariffa generale tedesca menzionata nella tariffa A annessa al presente trattato addizionale e nelle disposizioni che precedono è la tariffa del 25 dicembre 1902, quale fu sancita dalla legge in data dello stesso giorno.

### §. 3. TARIFFA B. Dazi all'entrata in Italia.

*A n. 4.* — I caratteri della specialità di birra indicata sotto il n. ex 4 saranno fissati di comune accordo fra i due Governi.

Ogni riduzione di dazio concessa dall'Italia a qualsiasi altra qualità di birra diversa dalla birra scura,

Art gebrauten Biere zugestehen möchte, wird auch dem letzteren sowie jedem anderen Biere deutscher Erzeugung zufallen.

*Zu Nr. 76.* — Synthetischer Indigo soll keinem anderen oder höheren Zollsatz als natürlicher Indigo unterliegen.

*Zu Nr. 122.* — Falls Italien dazu übergeht, Strümpfe und Handschuhe besonders zu tarifieren, soll der Zoll für zugeschnittene Strümpfe und Handschuhe nicht mehr als der Zoll der einfachen Wirkwaren nebst einem Zuschlage von 40 Prozent und der Zoll für abgepasste Strümpfe und Handschuhe nicht mehr als der Zoll für abgepasste Wirkwaren nebst einem Zuschlage von 50 Lire für 100 kg betragen. In diesem Falle wird bei Strümpfen und Handschuhen ein besonderer Zuschlag für Näharbeit nicht erhoben werden.

Die Einfassung mit Band und die Anbringung von Bändchen zur Verstärkung oder Befestigung bleiben bei der Tarifierung von Strümpfen und Handschuhen ausser Betracht.

Die auf den Handschuhen durch einfache Faltung hergestellten Zwickel sind ohne Einfluss auf die Klassifizierung der Ware, die als einfach genäht, nicht als gestickt angesehen wird.

*Zu Nr. 131.* — Wollabfälle und Kratzwolle sollen keinem höheren Zolle als Rohwolle unterliegen.

Auf Abfälle von Wollengarn beliebiger Länge, die nicht mehr als Garne verwendet werden können, findet diese Bestimmung gleichmässige Anwendung. In Zweifelsfällen können die Zollstellen verlangen, dass die Abfälle unter amtlicher Aufsicht zerschnitten werden.

*Zu Nr. 144.* — Falls Italien dazu übergeht, Strümpfe und

preparata alla bavarese, sarà estesa a quest'ultima birra come pure a qualunque altra birra di origine tedesca.

*A n. 76.* — L'indaco sintetico non sarà soggetto a dazi diversi o più alti di quelli dell'indaco naturale.

*A n. 122.* — Qualora l'Italia risolvesse di assoggettare le calze e i guanti a un regime speciale, il dazio delle calze e dei guanti tagliati non supererà quello delle maglie semplici aumentato di 40 per cento, e il dazio delle calze e dei guanti foggiate non supererà quello delle maglie foggiate aumentato di 50 lire per 100 chilogrammi. In questo caso, le calze e i guanti non saranno assoggettati a una sopratassa speciale per la cucitura.

Nella classificazione delle calze e dei guanti non saranno tenute in conto le orlature di nastri e l'applicazione di nastri per rinforzo o attaccatura.

I cordoni ottenuti sui guanti mediante semplice ripiegatura non avranno influenza sulla classificazione dell'oggetto, il quale sarà considerato come semplicemente cucito, non come ricamato.

*A n. 131.* — I cascami e la borra di lana non saranno assoggettati a un dazio più alto della lana greggia.

Questa disposizione è applicabile anche ai cascami di filati di lana di qualsiasi lunghezza, che non possono servire come filati. In caso di dubbio gli uffici doganali possono domandare che essi vengano tagliati sotto vigilanza d'ufficio.

*A n. 144.* — Qualora l'Italia risolvesse di assoggettare le calze e



Handschuhe besonders zu tarifiren, soll der Zoll für zugeschnittene Strümpfe und Handschuhe nicht mehr als der Zoll der einfachen Wirkwaren nebst einem Zuschlage von 40 Prozent und der Zoll für abgepasste Strümpfe und Handschuhe nicht mehr als der Zoll für abgepasste Wirkwaren nebst einem Zuschlage von 50 Lire für 100 kg betragen. In diesem Falle wird bei Strümpfen und Handschuhen ein besonderer Zuschlag für Näharbeit nicht erhoben werden.

Die Einfassung mit Band und die Anbringung von Bändchen zur Verstärkung oder Befestigung bleiben bei der Tarifierung von Strümpfen und Handschuhen ausser Betracht.

Die auf den Handschuhen durch einfache Faltung hergestellten Zwickel sind ohne Einfluss auf die Klassifizierung der Ware, die als einfach genäht, nicht als gestickt angesehen wird.

*Zu Nr. 201.* — Kragen, Boas, Mützen und Barette aus Pelzwerk (mit Ausnahme der garnierten Mützen und Barette für Damen) mit Futter, Bändern und Schnüren aus Seide oder mit anderer Garnierung fallen unter Nr. 201.

*Zu Nr. 214.* — Gehärteter Stahl ist dem nicht gehärteten gleichgestellt.

*Zu Nr. 218.* — Geldschränke fallen unter Nr. 218 a 2 und b 2, auch wenn sie das übliche, nicht als Verzierung dienende, mit anderen Metallen belegte, auch vergoldete Beiwerk haben.

*Zu Nr. 225.* — Im Falle einer Erhöhung des Zolles auf Kupfer in Blöcken, Rosetten, Feilspänen oder Bruch (Nr. 225 a) können die für die Gegenstände der Nr. 225

i guanti a un regime speciale, il dazio delle calze e dei guanti tagliati non supererà quello delle maglie semplici aumentato di 40 per cento, e il dazio delle calze e dei guanti foggiate non supererà quello delle maglie foggiate aumentato di 50 lire per 100 chilogrammi. In questo caso, le calze e i guanti non saranno assoggettati a una sopratassa speciale per la cucitura.

Nella classificazione delle calze e dei guanti non saranno tenute in conto le orlature di nastri e l'applicazione di nastri per rinforzo o attaccatura.

I cordoni ottenuti sui guanti mediante semplice ripiegatura non avranno influenza sulla classificazione dell'oggetto, il quale sarà considerato come semplicemente cucito, non come ricamato.

*A n. 201.* — I colletti, i boa, i berretti di pelliccia (a eccezione dei berretti guarniti per donna), con fodera, nastri e cordoni di seta o altre guarnizioni, si classificano sotto il n. 201.

*A n. 214.* — L'acciaio temprato è assimilato all'acciaio non temprato.

*A n. 218.* — Le casse forti si classificano sotto il numero 218 a) 2 et b) 2, anche se hanno accessori usuali ma senza carattere ornamentale, guarniti d'altri metalli, anche dorati.

*A n. 225.* — In caso d'aumento del dazio sul rame in pani, rosette, limature e rottami (n. 225 a), i dazi convenuti per i prodotti del numero 225 ex d) e del numero 225 ex l)

aus d und der Nr. 225 aus l vereinbarten Zollsätze eine Erhöhung im entsprechenden Verhältnis erfahren.

*Zu Nr. 239 und 240.* — Maschinen können zu den vertragsmässigen Sätzen auch in zerlegtem Zustand unter den nachstehend aufgeführten Bedingungen eingeführt werden, gleichviel ob die Teile der Maschine gleichzeitig oder nach und nach in verschiedenen Sendungen eingehen, und ob sie in einem oder in mehreren Wagen verladen sind.

Alle Teilsendungen von Maschinenteilen sind innerhalb einer bestimmten Frist, die von dem Einbringer bei Vorführung der ersten Sendung anzugeben ist und zwei Monate nicht übersteigen darf, bei der gleichen Zollstelle zur Verzollung zu bringen.

Bei Einführung einer Maschine in zerlegtem Zustand oder einzelner Teile der Maschine hat der Einbringer gleichzeitig mit der Zollerklärung Pläne und Zeichnungen der vollständigen Maschine sowie eine Liste der Hauptbestandteile nach Beschaffenheit, Nummer und Einzelgewicht und die ungefähre Angabe des Gesamtgewichts der kleinen Nebenbestandteile vorzulegen.

Es besteht Einverständnis, dass, falls nach der Abfertigung von einzelnen Teilen der Maschine die anderen Teile nicht innerhalb der festgesetzten Frist eingeführt worden sind, die Verzollung der bereits eingebrachten Teile nach den Zollsätzen für getrennt eingehende Maschinenteile oder aber, soweit der Tarif besondere Zollsätze für diese nicht vorsieht, nach der Beschaffenheit des Stoffes zu erfolgen hat, aus dem die einzelnen Teile bestehen. Das Fehlen einzelner unwesentlicher Nebenbestandteile

potranno subire un aumento proporzionale.

*A nn. 239 e 240.* — Le macchine possono essere introdotte a tariffa convenzionale, anche smontate, alle condizioni indicate qui appresso, sia che le parti della macchina entrino contemporaneamente oppure successivamente a diverse riprese, e che esse vengano trasportate in un solo o in diversi vagoni.

Tutte le spedizioni parziali delle parti della macchina devono essere dichiarate allo stesso ufficio doganale ed entro un determinato termine, che sarà indicato dall'importatore all'atto in cui presenta la prima spedizione, e che non potrà sorpassare i due mesi.

Introducendo una macchina smontata o alcune parti staccate della macchina, l'importatore è tenuto a presentare, insieme con la dichiarazione, i piani e i disegni della macchina completa, nonché un elenco delle parti importanti, secondo la natura loro, il numero e il peso di ognuna di queste parti, e l'indicazione approssimativa del peso totale delle piccole parti accessorie.

Rimane inteso che, se, dopo la spedizione di alcune parti staccate della macchina, le altre parti non sono importate entro il termine fissato, si dovrà pagare per le parti già importate, o i dazi stabiliti per le parti staccate di macchine, o, nel caso in cui la tariffa non contenga dazi speciali per queste ultime, i diritti stabiliti a seconda della materia di cui sono fabbricate le parti staccate. Però, la mancanza di alcune parti accessorie di poca importanza non impedirà l'applicazione del dazio



soll jedoch nicht die Anwendung des für die vollständige Maschine geltenden Zollsatzes ausschliessen.

Bis zur Schlussabfertigung aller Teilsendungen bleibt der Zollbehörde vorbehalten, die Sicherstellung der gegebenenfalls zu entrichtenden höheren Zollbeträge zu verlangen und die in Teilsendungen eingeführten Stücke mit Identitätszeichen zu versehen; ferner ist sie befugt, durch eine nach Zusammenstellung der Maschine auf Kosten des Zollpflichtigen vorzunehmende Revision sich von der Zugehörigkeit aller Teilsendungen zu dieser Maschine zu überzeugen.

Ersatz- und Reserveteile werden stets für sich verzollt.

*Zu Nr. 242.* — Im Falle einer Erhöhung des Zolles auf Kupfer oder Waren aus Kupfer oder dessen Legierungen kann der vereinbarte Zollsatz für diejenigen unter den in Nr. 242 bezeichneten Apparaten, zu deren Herstellung diese Metalle oder Waren Verwendung finden, eine Erhöhung im entsprechenden Verhältnis erfahren.

*Zu Nr. 243.* — Italien behält sich vor, die elektrischen Lampen besonders zu tarifieren. In diesem Falle soll der Zoll für Glühlampen 5 Lire für 100 Stück und der für Bogenlampen 60 Lire für 100 kg nicht übersteigen.

*Zu Nr. 270 und 271.*

1. Alle Verschiedenheiten der Form, einschliesslich der aus der Masse hergestellten Verzierungen, sind auf die Klassifizierung ohne Einfluss.

2. Pfeifen aus weissem Ton oder aus Porzellan, auch mit Reifein oder Deckeln aus gemeinen,

stabilito per la macchina completa.

Fino allo sdoganamento definitivo di tutte le parti che costituiscono la spedizione, è riservata alla dogana la facoltà di esigere una cauzione per i dazi più alti da pagare eventualmente, e di munire di un contrassegno d'identificazione le parti introdotte a riprese; ad essa è, inoltre, riservata la facoltà di accertarsi, mediante una verifica fatta a spese del contribuente dopo la montatura della macchina, che tutte le spedizioni parziali appartenevano alla macchina in questione.

Le parti di ricambio o di riserva pagheranno sempre i dazi d'entrata separatamente.

*A n. 242.* — In caso d'aumento del dazio sul rame oppure sui prodotti di rame o sue leghe, il dazio convenuto per quelli fra gli apparecchi indicati sotto il n. 242 nella fabbricazione dei quali sono impiegate queste materie o questi prodotti potrà subire un aumento proporzionale.

*A n. 243.* — L'Italia si riserva di assoggettare le lampade elettriche a un regime speciale. In tal caso il dazio non sarà superiore a 5 lire per centinaio sulle lampade a incandescenza, nè a 60 lire per 100 chilogrammi sulle lampade ad arco voltaico.

*A nn. 270 e 271.*

1. Qualsiasi varietà di stampo, compresi gli ornati ottenuti in pasta, non ha influenza sulla classificazione.

2. Le pipe di terraglia o di porcellana, anche con cerchi o coperchi di metalli comuni non

nicht vergoldeten oder versilberten Metallen, werden als Waren aus weissen Ton oder aus Porzellan behandelt.

Die Deckel und anderen Zutaten aus Nickellegierungen, mit welchen diese Pfeifen versehen sein können, werden nicht als solche aus versilberten Metallen behandelt.

Dieselben Gegenstände, mit Reifen oder Deckeln aus versilberten gemeinen Metallen, fallen unter Nr. 352 a (gemeine Kurzwaren).

*Zu Nr. 278.* — Knöpfe aus Glas oder Porzellan werden zum Zollsatz von 50 Lire für 100 kg zugelassen.

Hinsichtlich der Eingangszölle, die für die nachstehenden Artikel des italienischen Tarifs zu entrichten sind:

*Nr. 114* (buntgewebte oder gefärbte Gewebe aus Baumwolle):

*Nr. 115* (bedruckte Gewebe aus Baumwolle);

*Nr. 156 b* (farbige Gewebe, aus Seide oder Florettseide);

*Nr. 157* (gemischte Gewebe, in welchen Seide oder Florettseide im Verhältnisse von mindestens 12 und höchstens 50 Prozent enthalten ist);

*Nr. 164* (Bänder und Borten aus Seide);

*Nr. 240 g* (Spinnereimaschinen einschliesslich der Garntrockenmaschinen und der Maschinen zum Waschen und Entfetten von Garnen);

*Nr. 240 aus h* (Maschinen und Stühle für Weberei, mit Ausschluss der Strumpfwirkerstühle);

*Nr. 240 aus l* (Maschinen und Apparate zur Fabrikation von Papier und Papiermasse);

dorati, nè argentati, sono assimilate ai lavori di terraglia o di porcellana.

I coperchi e gli altri accessori di lega di nichelio coi quali queste pipe possono essere montate, non sono considerati come di metallo argento.

Gli stessi oggetti con cerchi o coperchi di metalli comuni argentati si classificano sotto il numero 352 a) (mercerie comuni).

*A n. 278.* — I bottoni di vetro e di porcellana sono ammessi al dazio di 50 Lire per 100 chilogrammi.

Rispetto ai dazi d'entrata da pagare per le seguenti voci della tariffa italiana:

*n. 114* (tessuti di cotone a colori o tinti);

*n. 115* (tessuti di cotone stampati);

*n. 156 b* (tessuti di seta o filusella, colorati);

*n. 157* (tessuti misti nei quali la seta o la filusella entrano nella misura di non meno del 12 e non più del 50 per cento);

*n. 164* (galloni e nastri di seta);

*n. 240 g* (macchine per la filatura, comprese le macchine per asciugare i filati e le macchine per lavare e sgrassare i filati);

*n. 240 ex h* (macchine per la tessitura e telai da tessere, a eccezione dei telai da far maglie);

*n. 240 ex l* (macchine e apparecchi per la fabbricazione della carta e delle paste per fare la carta);



verpflichtet sich Italien für die Dauer des gegenwärtigen Zusatzvertrags, den bestehenden, auf dem allgemeinen italienischen Tarif und den verschiedenen Handelsverträgen Italiens mit dritten Ländern beruhenden Zustand nicht zum Nachtheile der deutschen Ausfuhr zu ändern.

§ 4. — *Zölle bei der Ausfuhr aus Italien.*

Die italienische Regierung behält sich vor, gegebenenfalls auf rohe Knochen einen Ausfuhrzoll zu legen. Hinsichtlich der übrigen, zur Zeit einem Ausfuhrzoll nicht unterworfenen Gegenstände wird Italien für die Dauer des gegenwärtigen Vertrags die Zollfreiheit aufrecht erhalten.

§ 5. — *Erteilung amtlicher Auskünfte.*

In Anbetracht der in Deutschland geltenden Vorschriften über die Erteilung amtlicher Auskünfte in Zollsachen ist die italienische Regierung bereit, sobald als möglich Bestimmungen zu erlassen, durch, die es den Wareneinbringern ermöglicht werden soll, auf amtlichem Wege über die Zollbehandlung von Waren bei deren Einfuhr nach Italien Auskunft zu erhalten.

II.

Nachstehende Bestimmungen werden angefügt:

*Zu Artikel 10 des Vertrags.*

Der von Bier bei der Einfuhr nach Italien als Aequivalent der inneren Abgabe zu entrichtende Zollzuschlag wird nach Wahl des Wareneinbringers entweder auf Grund eines Höchstgehalts von 16 Saccharometergraden oder auf Grund des Zucker- und Alkohol-

l'Italia s'impegna, per la durata del presente trattato addizionale, a non mutare a pregiudizio dell'esportazione tedesca lo stato di fatto risultante attualmente dalla tariffa generale italiana e dai diversi trattati di commercio vigenti fra l'Italia e terzi paesi.

§ 4. — *Dazi d'uscita dall'Italia.*

Il governo italiano si riserva di stabilire eventualmente un dazio d'uscita sulle ossa greggie. Riguardo agli altri prodotti attualmente esenti da dazio d'uscita, l'Italia manterrà l'ensenzione per la durata del presente trattato.

§ 5.  
*Informazioni ufficiali.*

Tenuto conto delle disposizioni vigenti in Germania rispetto al servizio di informazioni ufficiali in materia doganale, il Governo italiano è disposto ad adottare, al più presto possibile, delle disposizioni per effetto delle quali gli importatori saranno in grado di ottenere, in via ufficiale, informazioni intorno al trattamento doganale delle merci alla loro entrata in Italia.

II.

Sono aggiunte le disposizioni seguenti:

*All'articolo 10 del trattato.*

La sopratassa che la birra paga, all'entrata in Italia, a titolo d'equivalente dell'imposta interna, sarà riscossa, a scelta dell'importatore, o in base a una ricchezza saccharometrica di 16° al massimo, o in base alla ricchezza saccarina e alcoolica, constata secondo la for-

gehalts erhoben. Dieser wird nach der Formel  $E + 2 A$  berechnet, und zwar bedeutet  $E$  den trockenen Extrakt in Grammen auf  $100 \text{ cm}^3$  und  $A$  den Alkohol in Grammen auf  $100 \text{ cm}^3$ .

Bei Anwendung dieser Formel werden auch die Bruchteile des Gewichts an Alkohol mit 2 vervielfältigt. Wenn sich bei der Zusammenzählung Bruchteile ergeben, so werden solche von  $\frac{5}{10}$  oder weniger bei der Berechnung des Zuschlags ausser Betracht gelassen, solche über  $\frac{5}{10}$  als 1 Grad gezählt.

Falls auf Antrag des Wareneinbringers der Zuschlag auf Grund des festgestellten Zucker- und Alkoholgehalts erhoben wird, werden die von deutschen wissenschaftlichen Anstalten ausgestellten Zeugnisse über den Untersuchungsbefund von den italienischen Behörden anerkannt. Die von solchen Zeugnissen begleiteten Biersendungen werden nicht von neuem einer Untersuchung unterzogen werden, vorausgesetzt, dass nach Ausweis dieser Zeugnisse der saccharometrische Grad der Stammwürze unter Anwendung der genannten Formel festgestellt worden ist und dass bei der Untersuchung die Vorschriften beobachtet worden sind, die im Einvernehmen der beiden Regierungen, auch unter Berücksichtigung der gesundheitlichen Interessen, zu erlassen sind.

Andererseits erkennt Deutschland für die italienischen Weine die Zeugnisse über den Untersuchungsbefund, die von den wissenschaftlichen Anstalten im Königreich Italien ausgestellt worden sind, in allen Fällen an, in denen die Untersuchung für die zollamtliche Abfertigung erforderlich ist. In diesen Fällen werden die italienischen Weine nicht von neuem einer Untersuchung unterzogen werden,

mula  $E + 2 A$ , nella quale  $E$  rappresenta l'estratto seco in grammi per  $100 \text{ cm}^3$  e  $A$  l'alcool in grammi per  $100 \text{ cm}^3$ .

Nell'applicazione di questa formula saranno moltiplicate per due anche le frazioni di peso dell'alcool. Se il risultato dell'addizione darà delle frazioni, quelle di  $\frac{5}{10}$  o meno saranno trascurate nella tassazione della birra, quelle al di sopra di  $\frac{5}{10}$  saranno contate per un grado.

Nel caso in cui, su domanda dell'importatore, la sopratassa dovesse essere riscossa in base alla ricchezza saccarina e alcolica constatata, saranno riconosciuti dalle autorità italiane i certificati d'analisi rilasciati da istituti scientifici tedeschi. La birra accompagnata da tali certificati non sarà sottoposta a nuove analisi, purché risulti dai detti certificati che il grado saccharometrico del mosto originale è stato constatato secondo la formula predetta e che nell'analisi sono state osservate le norme che saranno fissate di comune accordo fra i due Governi, anche in vista degli interessi sanitari.

Dal canto suo la Germania riconoscerà, per i vini italiani, i certificati d'analisi rilasciati dagli istituti scientifici del Regno d'Italia, in tutti i casi in cui l'analisi fosse necessaria per lo sdoganamento. In questi casi i vini italiani non saranno sottoposti a nuova analisi, purché siano accompagnati dai detti certificati e da questi risulti che l'analisi è stata fatta secondo le norme che saranno stabilite di



vorausgesetzt, dass sie von den erwähnten Zeugnissen begleitet sind und dass nach Ausweis dieser Zeugnisse die Untersuchung unter Beobachtung der Vorschriften vorgenommen worden ist, die im Einvernehmen der beiden Regierungen zu erlassen sind.

In Zweifelsfällen bleibt den betreffenden Verwaltungen das Recht gewahrt, bei Bier und Wein, die gestützt auf solche Zeugnisse eingeführt werden, eine Nachprüfung des Untersuchungsbefundes vorzunehmen.

Die wissenschaftlichen Anstalten, welche zur Ausstellung der in den vorstehenden Bestimmungen vorgesehenen Zeugnisse ermächtigt sein sollen, werden im Einvernehmen der beiden Regierungen bestimmt werden.

#### *Zu Artikel 14 a des Vertrags.*

Über das Verfahren in den Fällen, in denen auf Grund des ersten und zweiten Absatzes des Artikels 14 a ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen den vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart:

Beim ersten Streitfalle hat das Schiedsgericht seinen Sitz im Gebiete des beklagten Teiles, beim zweiten Streitfall im Gebiete des anderen Teiles und so abwechselnd in dem einen oder dem anderen Gebiete, in einer Stadt, die von dem betreffenden vertragschliessenden Teile bestimmt wird. Dieser hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf.

Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichts, das nach Stimmenmehrheit entscheidet.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über das

comune accordo fra i due Governi.

In caso di dubbio, è riservato alle amministrazioni rispettive il diritto di verificare l'analisi delle birre e dei vini importati coi certificati.

Gli istituti scientifici autorizzati a rilasciare i certificati previsti dalle disposizioni precedenti saranno designati di comune accordo fra i due Governi.

#### *All'articolo 14 a) del trattato.*

Rispetto alla procedura da seguire nei casi in cui l'arbitraggio ha luogo in base ai due primi alinea dell'articolo 14 a) le Parti contraenti hanno convenuto quanto segue:

Nel primo caso d'Arbitraggio, il tribunal arbitrale avrà sede sul territorio della Parte contraente convenuta, nel secondo caso sul territorio dell'altra Parte, e così di seguito alternativamente sull'uno e sull'altro territorio, in una città da designarsi dalla Parte rispettiva, alla quale spetterà di fornire i locali, gli impiegati d'ufficio e il personale di servizio necessari al funzionamento del tribunale.

Il terzo arbitro sarà presidente del tribunale, il quale prenderà le sue decisioni a maggioranza di voti.

Le Parti contraenti s'intenderanno, o di caso in caso o una volta per tutte, intorno alla proce-

Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgerichte selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Theile Einspruch erhebt; in diesem Falle kann von der Bestimmung des Absatzes 1 abgewichen werden.

Hinsichtlich der Ladung und der Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Theile, auf das vom Schiedsgericht an die betreffende Regierung zu richtende Ersuchen, in derselben Weise Rechtshilfe leisten wie auf die Ersuchen der inländischen Zivilgerichte.

### Artikel 3.

Der gegenwärtige Zusatzvertrag soll in Kraft treten mit Ablauf einer Frist von sechs Monaten von dem Tage ab, an dem die beiden vertragschliessenden Theile sich zu diesem Zwecke verständigt haben werden. Das Inkrafttreten des gegenwärtigen Zusatzvertrags soll jedoch nicht vor dem 1. Januar 1905 und nicht nach dem 1. Juli 1906 erfolgen.

Nach der Inkraftsetzung des Zusatzvertrags soll der bestehende Handels-Zoll- und Schifffahrtsvertrag vom 6. Dezember 1891 mit den durch den Zusatzvertrag herbeigeführten Aenderungen und Ergänzungen bis zum 31. Dezember 1917 wirksam bleiben.

Im Falle keiner der vertragschliessender Theile zwölf Monate vor dem Eintritte des letzteren Termins seine Absicht, die Wirkungen des Vertrags aufhören zu lassen, kundgibt, soll dieser nebst den erwähnten Aenderungen und Ergänzungen bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage ab gelten,

dura del tribunale arbitrale. In mancanza di tale intesa, la procedura sarà regolata dal tribunale stesso. La procedura potrà essere fatta per iscritto se nessuna delle Parti contraenti solleva obiezioni; in questo caso la disposizione del 1° alinea potrà essere modificata.

Per la citazione e l'audizione dei testi e dei periti, le autorità di ognuna delle Parti contraenti, su richiesta del tribunale arbitrale da rivolgersi al rispettivo Governo, presteranno la loro assistenza nello stesso modo che per le richieste dei tribunali civili del paese.

### Articolo 3.

Il presente trattato addizionale entrerà in vigore allo spirare del termine di sei mesi a contare dal giorno in cui le due Parti contraenti si saranno poste d'accordo a questo effetto. Tuttavia, l'entrata in vigore del presente trattato addizionale non avrà luogo nè prima del 1° gennaio 1905, nè dopo il 1° luglio 1906.

Dopo l'entrata in vigore del trattato addizionale, il trattato attuale di commercio, di dogana e di navigazione, concluso il 6 dicembre 1891, con le modificazioni e aggiunte apportatevi dal detto trattato addizionale, eserciterà i suoi effetti fino al 31 dicembre 1917.

Nel caso in cui nessuna delle Parti contraenti avesse notificato dodici mesi prima della scadenza di questo termine la sua intenzione di far cessare gli effetti del trattato, quest'ultimo, con le modificazioni e aggiunte suddette, continuerà a essere obbligatorio fino allo spirare di un anno a partire dal



wo ihn der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile kündigt.

#### Artikel 4.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifiziert, und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Zusatzvertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Rom, den 3. Dezember 1904.

(L. S.) MONTS.

giorno in cui l'una o l'altra delle Parti contraenti l'avrà disdetto.

#### Articolo 4.

Il presente trattato sarà ratificato, e le ratificazioni saranno scambiate il più presto possibile.

In fede di che, i Plenipotenziari rispettivi hanno firmato il presente trattato addizionale e vi hanno applicato il sigillo delle loro armi.

Fatto a Roma, il 3 dicembre 1904.

(L. S.) TITTONI.  
 (L. S.) LUIGI LUZZATTI.  
 (L. S.) C. MIRABELLO.  
 (L. S.) LUIGI RAVA.  
 (L. S.) ANGELO MAJORANA.  
 (L. S.) G. MALVANO.  
 (L. S.) EDOARDO PANTANO.  
 (L. S.) NICOLA MIRAGLIA.  
 (L. S.) GHERARDO CALLEGARI.  
 (L. S.) L. LUCIOLLI.

## Tarif A.

## Zölle bei der Einfuhr nach Deutschland.

Nummer des allgemeinen deutschen Zolltarifs.	Benennung der Gegenstände.	Massstab.	Zollsatz Mark.
10	Reis, unpoliert.....	100 kg	4
aus 11	Speisebohnen .....	»	3
aus 12	Futter- (Pferde-usw.) Bohnen.....	»	2
aus 13	Senf.....	»	2
aus 14	Mohn, auch reife Mohnköpfe, Sonnenblumensamen, Erdmandeln, Buchecker, Lorbeeren.....	»	2
17	Andere im allgemeinen Tarife nicht besonders genannte Oelsämereien und Oelfrüchte	»	2
18	Rotkleesaat, Weisskleesaat und andere Klee- saaten.....	—	frei
19	Grassaar aller Art.....	—	frei
aus 21	Andere Feldrübensamen, Möhrensamen, Zichoriensamen; Gemüsesamen, Blumensamen sowie sonstige im allgemeinen Tarife anderweit nicht genannte Sämereien für den Landbau.....	—	frei
23	Kartoffeln, frisch: in der Zeit vom 15. Februar bis 31. Juli	100 kg	1
	in der Zeit vom 1. August bis 14. Februar	—	frei
aus 24	Futterrüben, Möhren, Wasserrüben und sonstige Feldrüben: frisch.....	—	frei
aus 27	Reisstroh und ähnliches Stroh, ungefärbt, auch Häckerling (Häcksel) hiervon.....	—	frei
aus 28	Flachs und Hanf, roh, gereinigt, geröstet, gebrochen, geschwungen, entleimt.....	—	frei
<i>Anmerkung.</i> — Werg von Flachs und Hanf wird nach Nr. 28 zollfrei zugelassen.			
32	Farbpflanzen und Teile von solchen, auch gesalzen, getrocknet, gedarrt, gebrannt, gemahlen oder sonst zerkleinert.....	—	frei
(aus 33/7)	Küchengewächse (Gemüse und essbare Kräuter, Pilze, Wurzeln und dergleichen):		
aus 33	Artischocken, Melonen, Spargel, Tomaten, frisch; andere frische Küchengewächse, im allgemeinen Tarife nicht besonders genannt.....	—	frei
aus 34	Lorbeerblätter, Salbeiblätter und sonstige zum Würzen von Nahrungs- und Genussmitteln dienende Blätter und Kräuter, getrocknet, im allgemeinen Tarife nicht besonders genannt .....	100 kg	4



## Tariffa A.

## Dazi all'entrata in Germania.

Numero della tariffa generale tedesca.	Denominazione delle merci.	Unità.	Dazio Marchi.
10	Riso, non pulito .....	100 kg	4
ex 11	Fagioli commestibili.....	id.	3
ex 12	Fagioli da foraggio (fave cavalline, ecc.)....	id.	2
ex 13	Semi di senapa.....	id.	2
ex 14	Semi di papavero e teste di papavero mature, semi di girasole, tucercoli di cipero dolce (mandorle di terra), faggiola, coccole di lauro.....	id.	2
17	Altri semi oleosi e frutti oleosi, non special- mente nominati in tariffa generale.....	id.	2
18	Semi di trifoglio rosso, semi di trifoglio bianco e altri semi di trifoglio.....	—	esenti
19	Semi di graminacee d'ogni sorta.....	—	esenti
ex 21	Altri semi di rape di campo, semi di carote, semi di cicoria; semi di ortaggi, semi di fiori e ogni altra sorta di semi per l'agri- cultura, non altrimenti nominati in tariffa generale.....	—	esenti
23	Patate fresche : nel periodo dal 15 febbraio al 31 luglio nel periodo dal 1° agosto al 14 febbraio	100 kg —	1 esenti
ex 24	Barbatietole da foraggio, carote, navoni e altre rape di campo : freschi.....	—	esenti
ex 27	Paglia di riso e paglia simile, non tinte, anche tritate.....	—	esenti
ex 28	Lino e canapa, greggi, puliti, macerati, gra- molati, scotolati, privati della colla.....	—	esenti
<i>Nota.</i> — La stoppa di lino e di canapa è am- messa in esenzione secondo il n. 28.			
32	Piante per tinta e loro parti, anche salate, seccate al forno o altrimenti, tostate, macinate o altrimenti sminuzzate.....	—	esenti
(ex 33-37)	Ortaggi (legumi e erbaggi commestibili, funghi, radici e piante analoghe) :		
ex 33	Carciofi, cocomeri, asparagi, pomodori, freschi; altri ortaggi freschi non special- mente nominati in tariffa generale.....	—	esenti
ex 34	Foglie di lauro, foglie di salvia e altre foglie e erbe che servono a aromatizzare gli ali- menti e i commestibili, secche, non special- mente nominate in tariffa generale.....	100 kg	4

	Massstab	Zollsatz Mark.
35 Champignons, in Salzlake eingelegt oder sonst einfach zubereitet .....	100 kg	10
36 Artischocken, Melonen, Pilze, Rhabarber, Spargel, Tomaten, zerkleinert, geschält, gepresst, getrocknet, gedarrt, gebacken oder sonst einfach zubereitet :		
Tomaten .....	»	4
die übrigen vorstehend genannten Küchengewächse .....	»	10
aus 37 Küchengewächse, einschliesslich der als solche dienenden Feldrüben, zerkleinert, geschält, gepresst, getrocknet, gedarrt, gebacken oder sonst einfach zubereitet, soweit sie nicht unter Nr. 34 bis 36 fallen ; unreife Speisebohnen und unreife Erbsen, getrocknet ; Speisebohnen und Erbsen (reife und unreife), gebacken oder sonst einfach zubereitet ; Sämereien zum Genuss, gepulvert, gebacken oder sonst einfach zubereitet .....	»	4
38 Bäume, Reben, Stauden, Sträucher, Schös- slinge zum Verpflanzen, und sonstige lebende Gewächse, ohne oder mit Erdbal- len, auch in Töpfen, Kübeln oder Kästen ; Pfropfreiser :		
Rosen .....	»	12
Cycasstämme ohne Wurzeln und Wedel andere Pflanzen :	—	frei
in Töpfen :		
Palmen .....	—	frei
andere .....	100 kg	10
mit Erdballen, auch in Kübeln oder Kästen :		
Palmen .....	—	frei
andere .....	100 kg	6
ohne Erdballen .....	»	8
Pfropfreiser .....	»	6
39 Orchideenbulben, nicht, eingewurzelt .....	—	frei
40 Blumen-Zwiebeln, -Knollen und -Bulben, vorstehend nicht genannt .....	—	frei
41 Blumen, Blüten, Blütenblätter und Knospen zu Binde- oder Zierzwecken, frisch .....	—	frei
42 Blätter, Gräser, Zweige (auch solche mit Früchten), zu Binde- oder Zierzwecken, frisch .....	—	frei
44 Blumen, Blätter (auch Palmwedel, und zu Fächern zugeschnittene Palmblätter), Blü- ten, Blütenblätter, Gräser, Seemoos, Kno-		



	Unità	Dazio Marchi.
35 Funghi prataioli ( <i>agaricus campestris</i> ), in salamoia o preparati in altro modo semplice .....	100 kg	10
36 Carciofi, cocomeri, funghi, rabarbaro, asparagi, pomodori, sminuzzati, mondati, compressi, seccati al forno o altrimenti, cotti o fritti o preparati in altro modo semplice:		
pomodori.....	id.	4
gli altri prodotti nominati sopra.....	id.	10
ex 37 Ortaggi, comprese le rape di campo che servono come ortaggi, sminuzzati, mondati o sbucciati, compressi, seccati al forno o altrimenti, cotti o fritti o preparati in altro modo semplice, in quanto non cadono sotto i numeri 34 a 36; fagioli commestibili immaturi e piselli immaturi, secchi; fagioli commestibili e piselli (maturi e immaturi), cotti o fritti o preparati in altro modo semplice; semi commestibili, polverizzati, cotti o fritti o preparati in altro modo semplice.....	id.	4
38 Alberi, vitigni, arbusti, frutici, polloni da trapiantare e altre piante vive, con e senza piote aderenti alle radici, anche in vasi, mastelli o casse; innesti:		
Rosai.....	id.	12
Fusti di <i>cycas</i> , senza radici né foglie...	—	esenti
Altre piante:		
in vasi:		
palme .....	—	esenti
altre .....	100 kg	10
con piote aderenti alle radici, anche in mastelli o casse:		
palme .....	—	esenti
altre .....	100 kg	6
senza piote aderenti alle radici.....	id.	8
innesti .....	id.	6
39 Bulbi d'orchidee, che non hanno messo radici	—	esenti
40 Cipolle da fiori, tuberi e bulbi di fiori, sopra non nominati.....	—	esenti
41 Fiori, corolle, petali e boccioli, per fare mazzi o per adornamento, freschi.....	—	esenti
42 Foglie, erbe, rami (anche con frutti), per fare mazzi o per adornamento, freschi....	—	esenti
44 Fiori, foglie (anche le palme e le foglie di palma tagliate per ventagli), corolle, petali, erbe, musco marino, boccioli, rami (anche		

	Massstab	Zollsatz Mark.
spen, Zweige (auch solche mit Früchten), zu Binde- oder Zierzwecken, getrocknet, getränkt (imprägniert) oder sonst zur Erhöhung der Dauerhaftigkeit, zubereitet, auch gefärbt.....	—	frei
aus 45 Weintrauben (Weinbeeren):		
frisch:		
zum Tafelgenuss:		
1. eingehend in Postsendungen von einem Gewichte bis 5 Kilogramm einschliesslich.....	—	frei
2. auf andere Weise eingehend	100 kg	4
andere. ....	»	10
in Fässern oder Kesselwagen eingestampfte Weinbeeren (Trauben der Weinlese), auch wenn die Gährung schon begonnen hat, sofern sie alle Teile der Frucht, also neben dem Saft auch noch die Kämme, Kerne und Schalen der Trauben enthalten..	»	10
aus 46 Wal- und Haselnüsse, unreife, oder reife, auch ausgeschält, gemahlen oder sonst zerkleinert oder einfach zubereitet.....	»	2
(aus 47/9) Anderes Obst:		
aus 47    frisch:		
Aepfel, Birnen, Quitten:		
unverpackt:		
vom 1. September bis 30. November.....	—	frei
vom 1. Dezember bis 31. August.....	100 kg	2
verpackt.....	»	5
Aprikosen, Pfirsiche.....	»	2
Kirschen, Weichseln.....	»	2
Mispeln; Hagebutten, Schlehen, sowie anderes im allgemeinen Tarife nicht genanntes Kern- und Steinobst .....	—	frei
Himbeeren, Johannisbeeren, Stachelbeeren, Brombeeren, Heidelbeeren, Hollunderbeeren, Wacholderbeeren und sonstige Beeren zum Genusse, mit Ausnahme der Erdbeeren und Preisselbeeren.....	—	frei
Erdbeeren, eingehend in Postsendungen von einem Gewichte bis 5 Kilogramm einschliesslich.....	—	frei



	Unità	Dazio Marchi.
con frutti), per fare mazzi o per adorna- mento, secchi, impregnati o altrimenti preparati per aumentarne la durezza, anche tinti.....	—	esenti
<b>ex 45 Uva (grappoli e acini):</b>		
fresca :		
da tavola :		
1. importata in pacchi postali di peso fino a 5 chilogram- mi inclusivamente .....	—	esente
2. importata in altro modo.....	100 kg	4
altra .....	id.	10
da vendemmia, pigiata in fusti o in vago- ni-serbatoi, anche se ha subito un prin- cipio di fermentazione, contenente, oltre il succo, tutte le parti del frutto, cioè i graspi, i vinaccioli e le bucce..	id.	10
<b>ex 46 Noci e nocciole; immature o mature, anche sgusciate, macinate o altrimenti sminuz- zate o preparate in modo semplice.....</b>	id.	2
<b>(ex 47-49) Altre frutta :</b>		
<b>ex 47     fresche :</b>		
Mele, pere, cotogne :		
non imballate :		
nel periodo dal 1° settembre al 30 novembre.....	—	esenti
nel periodo dal 1° dicembre al 31 agosto.....	100 kg	2
imballate .....	id.	5
Albicocche, pesche .....	id.	2
Ciliege visciole.....	id.	2
Nespole; frutti di rosa canina, su- sine selvatiche, nonchè altre frutta a semi o a nocciolo non nominate in tariffa generale....	—	esenti
Lamponi, ribes, uva spina, more selvatiche, mirtilli, bacche di sambuco, coccole di ginepro e altre bacche comestibili, eccet- tuate le fragole e l'uva orsina	—	esenti
 Fragole, importate in pacchi pos- tali di peso fino a 5 chilogrammi inclusivamente.....	—	esenti

		Massstab	Zollsatz Mark.
aus 48	getrocknet, gedarrt (auch zerschnitten oder geschält):		
	Aepfel und Birnen einschliesslich verwertbarer Abfälle.....	100 kg	4
	Aprikosen, Pfirsiche.....	»	4
	anderes getrocknetes oder gedarrtes Obst (mit Ausnahme der Pflaumen aller Art).....	»	4
49	gemahlen, zerquetscht, gepulvert oder in sonstiger Weise zerkleinert, auch eingesalzen, ohne Zucker eingekocht (Mus) oder sonst einfach zubereitet; gegohren .....	»	4
aus 51	Apfelsinen, frisch .....	»	3,25
	Zitronen, frisch.....	—	frei
	Cedratfrüchte, Pomeranzen, Granaten, Feigen, auch Kaktusfeigen, Mandeln, Pistazien und andere im allgemeinen Tarife nicht besonders genannte Südfrüchte, frisch .....	100 kg	2
aus 52	Feigen, getrocknet .....	»	8
aus 54	Mandeln, getrocknet (mit oder ohne Schale) .....	»	4
	Pomeranzen (mit Ausnahme der in Nr. 57 genannten), Granaten, Pistazien und andere im allgemeinen Tarife nicht besonders genannte Südfrüchte, getrocknet.....	»	10
aus 55	Johannisbrot (Karobben, Karuben), auch gemahlen .....	»	1
	Kastanien, geniessbare (Maronen), auch ausgeschält; Pinienkerne (Piniolen), reife (trockene); Pinienkerne, reife und unreife, ausgeschält.....	»	3
	Kastanien, geniessbare, Pinienkerne, gemahlen oder sonst zerkleinert.....	»	4
56	Mit Meer-oder Salzwasser übergossene zerschnittene oder geschälte Zitronen.....	»	4
aus 57	Pomeranzen, unreife (grün oder gelb, geschält oder ungeschält) auch in Salzwasser eingelegt.....	»	2
58	Südfruchtschalen (die fleischigen Schalen der Früchte der Citrusarten), frisch (auch in Salzwasser eingelegt) oder getrocknet..	»	1
	Südfruchtschalen (die fleischigen Schalen der Früchte der Citrusarten), gemahlen; Cedratfrüchte, zerschnitten und mit Meer-oder Salzwasser übergossen.....	»	4
aus 59	Säfte von Früchten (mit Ausnahme der Weintrauben) und von Pflanzen zum Ge-		



		Unità	Dazio Marchi.
ex 48	seccate al forno o altrimenti (anche tagliate in pezzi o mondate):		
	Mele e pere, compresi gli avanzi utilizzabili.....	100 kg	4
	Albicocche, pesche.....	id.	4
	Altre frutta (escluse le prugne d'ogni sorta) seccate al forno o altrimenti.....	id.	4
49	macinate, schiacciate, ridotte in polvere o altrimenti sminuzzate, anche salate, cotte senza zucchero (marmellata senza aggiunta di zucchero) o preparate in altro modo semplice; fermentate.....	id.	4
ex 51	Aranci, freschi.....	id.	3,25
	Limoni, freschi.....	—	esenti
	Cedri, aranci amari, melagrane, fichi, anche fichi d'India, mandorle, pistacchi e altre frutta del Mezzogiorno non specialmente nominate in tariffa generale, freschi.....	100 kg	2
ex 52	Fichi secchi.....	id.	8
ex 54	Mandorle, secche (con o senza guscio).....	id.	4
	Aranci amari (esclusi quelli indicati al numero 57), melagrane, pistacchi e altre frutta del Mezzogiorno non specialmente nominate in tariffa generale, secchi.....	id.	10
ex 55	Carrube, anche macinate.....	id.	1
	Castagne commestibili (marroni), anche sbucciate; pignoli, maturi (secchi); pignoli, maturi e immaturi, sgusciati.....	id.	3
	Castagne commestibili, pignoli, macinati o altrimenti frantumati.....	id.	4
56	Limoni tagliati in pezzi o sbuccati, importati in acqua di mare o in acqua salata.....	id.	4
ex 57	Aranci amari, immaturi (verdi o gialli, sbuccati o no), anche conservati in acqua salata.....	id.	2
58	Scorze di frutta del Mezzogiorno (scorze carnose di frutta del genere " citrus „), fresche (anche conservate in acqua salata) o secche.....	id.	1
	Scorze di frutta del Mezzogiorno (scorze carnose di frutta del genere " citrus „), macinate; cedri, tagliati in pezzi e importati in acqua di mare o in acqua salata....	id.	4
ex 59	Sughi di frutta (eccettuato il sugo d'uva) e di piante commestibili, non contenenti nè		

		Massstab	Zollsatz Mark.
	nusse, nicht äther- oder weingeisthaltig, uneingekocht oder ohne Zuckerzusatz eingekocht, auch entkeimt (sterilisiert):		
	Zitronen-, Pomeranzen- und anderer Südfruchtsaft.....	—	frei
	Säfte von Obst, ungegohren.....	100 kg	4
	andere vorstehend oder anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannte Säfte zum Genusse.....	—	frei
	60 Säfte von Früchten und von Pflanzen zum Gewerbe- oder Heilgebrauch, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt, nicht äther- oder weingesthaltig, auch einge- dickt.....	—	frei
aus	68 Binsen, auch gefärbt, gespalten oder gesch- nitten; Stroh, gefärbt oder gespalten; Reiswurzeln; Pflanzenstoffe zur Herstel- lung von Bürsten, Flechtarbeiten usw., weder anderweit genannt noch in anderen Nummern des allgemeinen Tarifs inbe- griffen, auch zu Strängen zusammenge- dreht.....	—	frei
aus	71 Beeren, Blätter, Blüten, Blütenblätter, Blu- men, Knospen, Kräuter, Nüsse, Rinden, Sämereien, Schalen, Wurzeln und sons- tige Pflanzen und Pflanzenteile, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt, zum Gewerbegebrauch, auch eingesalzen, ge- trocknet, gedarrt, gebrannt, geschält, gemahlen oder sonst zerkleinert; Obst- kerne, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt, ungeschält oder geschält..	—	frei
aus	72 Beeren, Blätter, Blüten, Blütenblätter, Blu- men, Knospen, Kräuter, Nüsse, Rinden, Schalen, Sämereien, Wurzeln und sons- tige Pflanzen und Pflanzenteile, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt, zum Heilgebrauch, auch eingesalzen, getrock- net, gedarrt, gebrannt, geschält, gemahlen oder sonst zerkleinert; Holz zum Heilge- brauch, auch zerkleinert.....	—	frei
aus	77 Erikaholz (Bruyereholz), unbearbeitet oder in geschnittenen Stücken.....	—	frei
	93 Quebrachholz und anderes Gerbholz in Blöcken, auch gemahlen, geraspelt oder in anderer Weise zerkleinert.....	100 kg	2
	94 Sumach, auch gemahlen.....	—	frei
	Algarobilla, Bablah, Dividivi, Eckerdop- pern, Galläpfel, Knoppfern, Myrobalanen, Valonea sowie sonstige anderweit im		



	Unità	Dazio Marchi.
etere nè alcool, non cotti o cotti senza aggiunta di zucchero, anche sterilizzati :		
Sugo di limoni, d'aranci amari e d'altre frutta del Mezzogiorno.....	—	esenti
Sughi di frutta, non fermentati .....	100 kg	4
Altri sughi commestibili non nominati qui sopra nè altrove in tariffa generale	—	esenti
60 Sughi di frutta e di piante per usi industriali o medicinali non nominati altrove in tariffa generale, non contenenti nè etere nè alcool, anche condensati.....	—	esenti
ex 68 Giunchi, anche tinti, spaccati o tagliati; paglia, tinta o spaccata; radici di riso; materie vegetali che servono alla fabbricazione di spazzole, di lavori d'intreccio, ecc., non nominate altrove nè comprese sotto altri numeri della tariffa generale, anche attorcigliate in corde.....	—	esenti
ex 71 Coccole, foglie, corolle, petali, fiori, boccioli, erbe, drupe, cortecce, semi, gusci, radici e altre piante e parti di piante, non nominate altrove in tariffa generale, per usi industriali, anche salati, seccati al forno o altrimenti, tostati, mondati, macinati o altrimenti frantumati; noccioli e semi di frutta non nominati altrove in tariffa generale, con o senza guscio.....	—	esenti
ex 72 Coccole, foglie, corolle, petali, fiori, boccioli, erbe, drupe, cortecce, gusci, semi, radici e altre piante e parti di piante, non nominate altrove in tariffa generale, per usi medicinali, anche salati, seccati al forno o altrimenti, tostati, mondati, macinati o altrimenti frantumati; legni medicinali, anche sminuzzati.....	—	esenti
ex 77 Legno d'ericca, greggio o in pezzi tagliati....	—	esente
93 Legno di quebraco e altri legni per concia, in tronchi, anche macinati, raspati o altrimenti frantumati.....	100 kg	2
94 Sommacco, anche maccinato .....	—	esente
Algarovilla, babla, dividivi, cupole di ghianda, noci di galla, galle o galloni, mirabolani, vallonea, come pure altre		

	Massstab	Zollsatz Mark.
allgemeinen Tarife nicht genannte Gerbstoffe, auch gemahlen; Katechu, braunes und gelbes (Gambir), roh oder gereinigt; Kino.....	100 kg	2
aus 99 Manna (auch Mannazucker).....	—	frei
aus 107 Hühner aller Art und sonstiges lebendes Federvieh, ausgenommen Gänse.....	100 kg	4
aus 110 Federvieh:		
geschlachtet, auch zerlegt, nicht zubereitet.....	»	20
gespickt oder sonst einfach zubereitet..	»	20
aus 117 Fische, zubereitet (mit Ausnahme der unzertheilten gesalzenen Heringe):		
mit Essig, Oel oder Gewürzen einfach zubereitet.....	»	12
125 Lebende Tiere, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt.....	—	frei
aus 133 Milch, entkeimt (sterilisiert).....	—	frei
aus 135 Stracchino-, Gorgonzola-, Fontina- und Parmesankäse.....	100 kg	20
aus 136 Eier von Federvieh, roh oder nur in der Schale gekocht, auch gefärbt, bemalt oder in anderer Weise verziert.....	»	3
144 Schafwolle (auch Gerberwolle), roh, auch gewaschen.....	—	frei
aus 145 Haare der Hausziege; Hasen- und Kaninchenhaare; Rindvieh-, Schweine- und ähnliche grobe Tierhaare; alle diese auch gesotten.....	—	frei
146 Pferdehaare (aus der Mähne oder dem Schweife), auch gesotten.....	—	frei
147 Bettfedern, auch gereinigt oder zugerichtet (geschlissen usw.).....	—	frei
aus 151 Borsten.....	—	frei
152 Seidengehäuse (Seidenkokons).....	—	frei
aus 153 Felle und Häute zur Lederbereitung, roh (grün, gesalzen, gekalkt, getrocknet), auch enthaart (Blössen).....	—	frei
aus 156 Muschelschalen (auch mit Perlen) und Korallen, roh.....	—	frei
aus 159 Schwämme (Meerschwämme):		
roh oder bloss geklopft.....	—	frei
bearbeitet (gewaschen oder gebleicht)..	—	frei
aus 160 Sonstige anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannte rohe tierische Stoffe, z. B. Eier, andere als von Federvieh oder Federwild (Fischeier, frisch auch befruchtet, Seidenwurmeier und dergleichen),		



		Unità	Dazio Marchi.
	materie per concia non nominate altrove in tariffa generale, anche macinati; catecù bruno e giallo (gambier), greggio o depu- rato; kino.....	100 kg	2
ex 99	Manna (anche mannite).....	—	esente
ex 107	Pollame d'ogni sorta e altri animali volatili domestici, vivi, escluse le oche.....	100 kg	4
ex 110	Animali volatili domestici: uccisi, anche squartati, non preparati...	id.	20
	lardellati o preparati in altro modo semplice.....	id.	20
ex 117	Pesci preparati (escluse le aringhe salate intere): preparati semplicemente all' aceto, all' olio o con droghe.....	id.	12
125	Animali vivi non nominati altrove in tariffa generale.....	—	esenti
ex 133	Latte sterilizzato.....	—	esente
ex 135	Formaggio: stracchino, gorgonzola, fontina e parmigiano.....	100 kg	20
ex 136	Uova di animali volatili domestici, crude o solamente cotte col guscio, anche tinte, dipinte o altrimenti decorate.....	id.	3
144	Lana ovina (compresa la lana morta), greggia, anche lavata.....	—	esente
ex 145	Peli di capra domestica, di lepre, di coniglio, di bestiame bovino, di porco e simili peli ordinari; tutti questi anche bolliti.....	—	esenti
146	Crino di cavallo (della criniera o della coda), anche bollito.....	—	esente
147	Piume da letto, anche purgate o preparate (barbe, ecc.).....	—	esenti
ex 151	Setole.....	—	esenti
152	Bozzoli da seta.....	—	esenti
ex 153	Pelli di animali di piccolo e di grosso taglio, per la preparazione del cuoio, greggie (fresche, salate, passate alla calce, secche), anche senza pelo (pelli spellate).....	—	esenti
ex 156	Conchiglie greggie (anche con perle) e coralli greggi.....	—	esenti
ex 159	Spugne (spugne marine): greggie o soltanto battute.....	—	esenti
	preparate (lavate o imbianchite).....	—	esenti
ex 160	Altre materie animali greggie, non nominate altrove in tariffa generale, p. es., uova diverse da quelle degli animali volatili domestici o della selvaggina pennuta (uova di pesce, fresche, anche fecondate, seme		

		Massstab	Zollsatz Mark.
	Tintenfischschulp (Blackfischbein), Fischschuppen, Ameiseneier, Seidenwurm-schnüre, Rindergalle, Ambra, Bibergeil, Bisam (Moschus), Zibet, spanische Fliegen, Maiwürmer.....	—	frei
163	Reis, poliert.....	100 kg	4
(aus 166/7)	Fette Oele:		
aus 166	in Fässern:		
	Baumöl (Olivenöl), rein.....	—	frei
	Lavat- und Sulfuröl.....	—	frei
	Rizinusöl.....	100 kg	2
aus 167	in anderen Behältnissen:		
	Bäumöl (Olivenöl), rein.....	»	10
	Rizinusöl in Blechgefässen, bei einem Gewichte des Blechgefässes nebst Inhalt von mindestens 15 Kilogramm.....	»	2
aus 177	Milchzucker.....	»	40
aus 180	Wein von Trauben mit einem Weingeistgehalte von nicht mehr als 20 Gewichtsteilen in 100 und frischer Most von Trauben, auch entkeimt (sterilisiert), in Fässern oder Kesselwagen:		
	voter Wein und Most zu rotem Weine, zum Verschneiden unter Kontrolle...	»	15
	Wein zur Kognakbereitung unter Kontrolle.....	»	10
	Marsalawein.....	»	20
	anderer Wein mit einem Weingeistgehalte von nicht mehr als 14 Gewichtsteilen in 100.....	»	20
<p><i>Anmerkung.</i> — Als Verschnittweine zu dem ermässigten Zollsatz von 15 Mark für 100 Kilogramm sind nur solche rote Naturweine und Moste zu rotem Weine zuzulassen, welche mindestens 9,5 und höchstens 20 Gewichtsprocente Weingeist — beziehentlich im Most das entsprechende Aequivalent von Fruchtzucker — sowie im Liter Flüssigkeit bei 100 Grad Celsius mindestens 28 Gramm trockenen Extrakt enthalten, sofern sie unter Beobachtung der vom Bundesrat des Deutschen Reichs festzusetzenden Kontrollen zum Verschneiden wirklich verwendet werden.</p> <p>Als Verschnitt ist es zu erachten, wenn der zu verschneidende weisse Wein mit Wein oder Most von der vorstehend bezeichneten Beschaffenheit in einer Menge von nicht mehr als 60 Prozent und der zu verschneidende rote Wein mit solchem Weine oder Most in einer Menge von nicht mehr als <math>33\frac{1}{3}</math> Prozent des ganzen Gemisches versetzt wird.</p>			



	Unità	Dazio Marchi.
di bachi da seta e altre uova simili), ossi di seppia, scaglie di pesce, uova di formiche, filo di baco da seta per lenze (crini di Firenze), fiele di bue, ambra grigia, castoreo, muschio naturale, zibetto, cantaridi, scarabei maggioli.....	—	esenti
163 Riso pulito.....	100 kg	4
(ex 166 e 167) Olii grassi:		
ex 166 in fusti:		
Olio d'oliva, puro.....	—	esente
Olii estratti dalle sanse o dalle polpe delle olive mediante l'acqua o il solfuro di carbonio.....	—	esenti
Olio di ricino.....	100 kg	2
ex 167 in altri recipienti:		
Olio d'oliva, puro.....	id.	10
Olio di ricino in stagnoni pesanti, contenente e contenuto, almeno 15 chilogrammi.....	id.	2
ex 177 Zuchero di latte.....	id.	40
ex 180 Vino d'uva non contenente più di 20 % in peso di spirito di vino, e mosto fresco d'uva, anche sterilizzati, in fusti o in vagoni-serbatoi:		
Vino rosso e mosto di vino rosso, da taglio, sotto riscontro.....	id.	15
Vino per la fabbricazione del cognac, sotto riscontro.....	id.	10
Vino tipo Marsala.....	id.	20
Altri vini, contenenti 14 % in peso o meno di spirito di vino.....	id.	20

*Nota.* — Non saranno ammessi come vino da taglio al dazio ridotto di 15 marchi per 100 chilogrammi che i vini rossi naturali e i mosti di vino rosso che contengono, in peso, almeno 9.5 % e al massimo 20 % d'alcool — oppure, se si tratta di mosto, il suo equivalente in glucosio — e che contengono, inoltre, alla temperatura di 100 gradi del termometro centigrado, 28 grammi almeno di estratto secco per ogni litro di liquido, in quanto i detti vini e mosti siano effettivamente adoperati per il taglio con l'osservanza delle formalità prescritte, per il riscontro, dal Consiglio federale dell' Impero Germanico

E considerata comme taglio, la mescolanza del vino bianco da tagliare, con una quantità di vino o mosto della qualità qui sopra indicata non eccedente il 60 % di tutta la miscela, come pure la mescolanza del vino rosso da tagliare, con una quantità di tale vino o mosto non eccedente il 33  $\frac{1}{3}$  % di tutta la miscela.

	Masstab	Zollsatz Mark.
aus 184 Wermutwein, mit einem Weingeistgehalte von nicht mehr als 20 Gewichtsteilen in 100 :		
in Fässern.....	100 kg	30
in anderen Behältnissen.....	»	30
aus 188 Weinhefe :		
trocken oder teigartig.....	—	frei
aus 192 Reisabfälle (Abfälle beim Schälen und Polie- ren von Reis), auch gemahlen, ausschlies- slich als Viehfutter verwendbar.....	—	frei
193 Rückstände, feste, von der Herstellung fetter Oele, auch gemahlen oder in der Form von Kuchen (Oelkuchen); auch Mandelkleie...	—	frei
aus 200 Teigwaren (Nudeln und gleichartige nicht gebackene Erzeugnisse aus Mehl, Gries oder Kleber).....	100 kg	10 ausser dem Zoll auf Weizen
202 Zuckerwerk und sonstige anderweit im all- gemeinen Tarife nicht genannte Zucker- waren einschliesslich der nicht gebackenen Waren mit Zuckerzusatz, z. B. Bassorin- und Tragantwaren, mit Zucker versetzt; Fruchtkerne, Gewürze, Sämereien, über- zuckert (kandiirt, glaciirt).....	»	60
Kastanien, Küchengewächse, Nüsse, Obst, Südfruchtschalen, Südfrüchte und sonstige Pflanzen und Pflanzenteile, vorstehend nicht genannt, überzuckert (kandiirt, glaciirt).....	»	40
211 Senf mit Most, Gewürzen oder anderen Zutaten zubereitet (Mostrich).....	»	60
213 Säfte von Früchten (mit Ausnahme der Weintrauben) und von Pflanzen, nicht äther- oder weingeisthaltig, mit Zucker oder Sirup versetzt oder mit Zusatz von Zucker oder Sirup eingekocht, einschliess- lich des Schachtelmuses (der Marmelade) und der pflanzlichen Gallerten (Gelees); Himbeeressig.....	»	60
aus 216 Früchte (soweit sie nicht unter Nr. 215 fallen), Hülsenfrüchte, Kastanien, Küchengewä- chse, Sämereien, Südfruchtschalen und sonstige Pflanzen und Pflanzenteile (ausge- nommen Gewürze und Mais), für den feineren Tafelgenuss zubereitet; Sossen (Saucen); Kapern.....	»	60



	Unità	Dazio Marchi.
ex 184 Vermut, non contenente più di 20 % in peso di spirito di vino :		
in fusti.....	100 kg	20
in altri recipienti.....	id.	30
ex 188 Feccia di vino :		
secca o in pasta.....	—	esente
ex 192 Cascami di riso provenienti dalla mondatura e pulitura del riso, anche macinati, adatti esclusivamente all'alimentazione del bestiame.....	—	esenti
193 Residui solidi della fabbricazione di olii grassi, anche macinati o in pannelle (pannelle oleose) ; crusca di mandorle.....	—	esenti
ex 200 Paste alimentari (taglierini e altri prodotti, non cotti, di farina, di semolini o di glutine).....	100 kg	10 oltre al dazio del frumento.
202 Dolci e altri prodotti di zucchero non nominati altrove in tariffa generale, compresi i prodotti non cotti ai quali sia stato aggiunto dello zucchero, p. e., prodotti preparati con bassorina o adragante, con aggiunta di zucchero ; noccioli e semi di frutti, droghe, semi, preparati con zucchero (canditi, <i>glacés</i> ).....	id.	60
Castagne commestibili (marroni), ortaggi, noci, frutti, scorze di frutti del Mezzogiorno, frutti del Mezzogiorno e altre piante o parti di piante, non nominate qui sopra, preparati con zucchero, (canditi, <i>glacés</i> ).....	id.	40
211 Mostarda, preparata con mosto, droghe o altri ingredienti .....	id.	60
213 Sughi di frutta (eccettuato il sugo d'uva) e di piante, non contenenti nè etere nè alcool, con aggiunta di zucchero o di siroppo, o cotti con aggiunta di zucchero o di siroppo, comprese le marmellate e le gelatine vegetali ; sugo di lampone misto ad aceto ( <i>Himbeeressig</i> ) .....	id.	60
ex 216 Frutti (in quanto non siano compresi sotto il n° 215), legumi secchi, castagne commestibili (marroni), ortaggi, semi, scorze di frutti del Mezzogiorno e altre piante e parti di piante (eccetto le droghe e il granturco), preparati per consumi di lusso ; salse ; capperi.....	id.	60

	Massstab	Zollsatz Mark.
Oliven, auch in Essig, Oel oder Salzwasser eingelegt.....	100 kg	30
219 Nahrungs- und Genussmittel aller Art (mit Ausnahme der Getränke) in luftdicht ver- schlossenen Behältnissen:		
Tomatenkonserven; Oliven, auch in Essig, Oel oder Salzwasser eingelegt.	»	30
andere, soweit sie nicht an sich unter höhere Zollsätze fallen.....	»	60
aus 224 Ocker, Bolus, Seineser und Veroneser Erde, roh; Graphit, roh (in Stücken), gemahlen oder geschlemmt.....	—	frei
aus 225 Bimsstein und Tripel, roh, gemahlen oder geschlemmt:		
in anderer Verpackung (das heisst nicht in Büchsen, Gläsern, Krügen oder ähnlichen für den Kleinverkauf bes- timmten Aufmachungen), auch zu Ziegeln geformt.....	—	frei
aus 227 Kalk, kohlensaurer; Kalk, gebrannter, ge- löscht; Kalk, natürlicher phosphorsaurer.	—	frei
aus 229 Tuff, Puzzolan und Puzzolanerde, auch gemahlen oder gestampft.....	—	frei
aus 231 Talk, roh, auch gemahlen.....	—	frei
aus 233 roher Tafelschiefer.....	100 kg	1
234 Steine (mit Ausnahme von Schiefer und Pflastersteinen) sowie Lava, poröse und dichte, roh oder bloss roh behauen, auch gesägt, jedoch an nicht mehr als drei Seiten, oder in nicht gespaltenen, nicht gesägten (geschnittenen) Platten; auch gemahlene Steine, im allgemeinen Tarife nicht genannt.....	—	frei
aus 236 Sonstige Erden und rohe mineralische Stoffe, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt oder inbegriffen, auch gebrannt, geschlemmt, gemahlen oder gereinigt....	—	frei
aus 237 Erze, auch aufbereitet.....	—	frei
aus 240 Asphalt, fester.....	—	frei
aus 257 Glyzerin, roh.....	—	frei
aus 270 Schwefel, roh oder gereinigt, auch gepulvert	—	frei
<i>Anmerkung.</i> — Schwefelblüte fällt unter die Position aus Nr. 270.		
275 Borsäure und Borax (borsaures Natron, Natriumborat) .....	—	frei
279 Weinsäure (Weinsteinsäure).....	100 kg	4
Zitronensäure.....	—	frei



		Unità	Dazio Marchi.
	Olive, anche conservate nell'aceto, nell'olio o in salamoia.....	100 kg	30
219	Generi alimentari e di consumo d'ogni sorta (eccettuate le bevande), in recipienti chiusi ermeticamente :		
	Conserva di pomodoro ; olive, anche conservate nell'aceto, nell'olio o in salamoia.....	id.	30
	Altri prodotti, in quanto per loro natura non siano soggetti a dazi più alti .....	id.	60
ex 224	Ocre, boli, terra di Siena, terra di Verona, greggi ; grafite, greggia (in pezzi), macina- ta o lavata.....	—	esenti
ex 225	Pomice e tripoli, greggi, macinati o lavati :		
	in altri recipienti (cioè non in scatole, barattoli di vetro o di terra, nè prepa- rati per la vendita al minuto), anche in forma di mattonelle.....	—	esenti
ex 227	Carbonato di calce; calce, calcinata, spenta ; fosfato di calce naturale .....	—	esenti
ex 229	Tufo, pozzolane naturali e artificiali, anche macinati o pestati.....	—	esenti
ex 231	Talco, greggio, anche macinato .....	—	esente
ex 233	Ardesie in tavole greggie.....	100 kg	1
	234 Pietre (escluse le ardesie e le pietre da las- tricare), come pure lave, porose o compatte, greggie o semplicemente sgrossate, anche segate, ma su non più di tre lati, o in lastre non spaccate, non segate (tagliate) ; pietre macinate, non nominate in tariffa generale.	—	esenti
ex 236	Altre terre e materie minerali greggie, non nominate nè comprese altrove in tariffa generale, anche calcinate, lavate, maci- nate o depurate.....	—	esenti
ex 237	Minerali, anche trattati.....	—	esenti
ex 240	Asfalto solido.....	—	esente
ex 257	Glicerina greggia .....	—	esente
ex 270	Zolfo, greggio o raffinato, anche polveriz- zato .....	—	esente
	Nota. — Il fiore di zolfo è compreso sotto il n° ex 270.		
275	Acido borico e borace (borato di soda idrato)	—	esenti
279	Acido tartarico.....	100 kg	4
	Acido citrico.....	—	esente

	Messstab	Zollsatz Mark.
aus 311 Weinstein :		
roh .....	—	frei
gereinigt (raffiniert).....	100 kg	4
<i>Anmerkung.</i> — Halbgereinigter Weinstein wird wie roher Weinstein behandelt.		
312 Brechweinstein, und andere Antimonpräparate.....	»	4
aus 316 Kalziumkarbid .....	»	3
aus 317 Zitronensaurer Kalk.....	—	frei
aus 329 Umbra, Sieneser Erde, gebrannt, gemahlen oder geschlemmt, trocken oder in Teigform, nicht mit anderen Farben gemischt	100 kg	0,25
aus 353 Flüchtige (ätherische) Oele aus Früchten der Citrusarten (Orangen-, Zitronen-, Bergamott-, Mandarinen-usw. Oel).....	»	20
368 Zündkerzchen aus Stearin, Wachs oder ähnlichen Stoffen.....	»	10
aus 373 Käsestoff (Casein).....	»	8
384 Sumachauszug, rein, nicht mit anderen Stoffen gemischt.....	—	frei
Sonstige Gerbstoffauszüge (Gerbstoffextrakte), anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt :		
flüssig .....	100 kg	4
fest .....	»	8
aus 385 Süssholzaft :		
mit Zucker, Honig, Anisöl, Salmiak oder sonstigen Geschmackszutaten oder Heilmitteln versetzt, oder in Aufmachungen für den Kleinverkauf	»	60
anderer, roh oder gereinigt, auch in einfach in Kisten verpackten Stangen	—	frei
Rohseide :		
aus 391      ungefärbt :		
ungezwirnt oder einmal gezwirnt..	—	frei
(aus 396/1) Florettseide (Abfallseide) :		
396      ungekämmt.....	—	frei
aus 397      gekämmt :		
ungefärbt.....	—	frei
<i>Anmerkung zu Nr. 396 und 397.</i> — Abfälle von gefärbter Seide sind zollfrei.		
aus 398 Florettseidengespinnste, ein oder mehrfach, auch gezwirnt :		
ungefärbt.....	—	frei
404 Samt und Plüsch, samt- und plüschartige Gewebe (aufgeschnitten oder nicht aufgeschnitten) :		
ganz aus Seide.....	100 kg	800
teilweise aus Seide.....	»	450



	Unità	Dazio Marchi.
ex 311 Tartaro :		
greggio.....	—	esente
depurato (raffinato).....	100 kg	4
<i>Nota.</i> — Il tartaro semi-depurato segue il regime del tartaro greggio.		
312 Tartaro emetico e altre preparazioni a base d'antimonio.....	id.	4
ex 316 Carburato di calcio.....	id.	3
ex 317 Citrato di calce.....	—	esente
ex 329 Terra d'ombra, terra di Siena, calcinate, macinate o lavate, secche o in pasta, non miste ad altri colori.....	100 kg	0,25
ex 353 Olii volatili (essenze) dei frutti del genere « citrus » (essenza d'arancio, di limone, di bergamotto, di mandarino, ecc).....	id.	20
368 Fiammiferi di stearina, di cera o di altre simili materie.....	id.	10
ex 373 Caseina.....	id.	8
384 Estratto di sommacco, puro, non misto ad altre materie.....	—	esente
Altri estratti tannici, non specialmente nominati in tariffa generale :		
liquidi.....	100 kg	4
solidi.....	id.	8
ex 385 Sugo di liquirizia :		
con aggiunta di zucchero, di miele, di essenza d'anici, di sale ammoniaco o di altri condimenti o sostanze medicinali, oppure preparato per la vendita al minuto.....	id.	60
altro, greggio o depurato, anche in canelli semplicemente imballati in casse	—	esente
Seta greggia :		
ex 391 non tinta :		
non torta o torta a semplice torsione	—	esente
(ex 396 e 397) Filusella (cascami di seta) :		
396 non pettinata.....	—	esente
ex 397 pettinata :		
non tinta.....	—	esente
<i>Nota ai numeri 396 e 397.</i> — I cascami diseta tinta sono ammessi in esenzione.		
ex 398 Filati di filsella, semplici o a più capi, anche torti :		
non tinti.....	—	esenti
404 Velluti e felpe, tessuti vellutati o felpati (tagliati o no) :		
di seta pura.....	100 kg	800
di seta mista.....	id.	450

		Massstab	Zollsatz Mark
405	Dichte Gewebe, anderweit im allgemeinen Tarife nicht genannt:		
	ganz aus Seide.....	100 kg	800
	teilweise aus Seide.....	»	450
409	Wirk- (Trikot-) und Netzstoffe, Wirk- (Trikot-) und Netzwaren:		
	ganz aus Seide.....	»	800
	teilweise aus Seide.....	»	450
aus 413	Schafwolle (auch Gerberwolle): Haare der Hausziege; Hasen- und Kaninchenhaare; Rindvieh-, Schweine- und ähnliche grobe Tierhaare; alle diese gehechelt, gebleicht, gefärbt, auch in Lockenform gelegt.....	—	frei
aus 470	Flachs und Hanf, gekämmt.....	—	frei
	Hanfgarn und Hanfwerggarn:		
aus 475	eindrätig, roh:		
	bis Nr. 6 englisch.....	100 kg	6
	über Nr. 6 bis Nr. 10 englisch.....	»	7
	über Nr. 10 englisch.....	»	8
aus 484	Taue, Seile, Stricke, Bindfaden (lediglich durch Zusammendrehen von Seilfäden [starken eindrätigen Seilergarnen] hergestellte nicht schnurartige Seilerwaren), auch gebleicht oder geteert:		
	im Durchmesser von 5 Millimeter oder darüber.....	»	10
	im Durchmesser von mehr als 1, aber weniger als 5 Millimeter.....	»	24
515	Pferdehaare (aus der Mähne oder dem Schweife), bearbeitet:		
	gehechelt, gezogen, gebleicht, gefärbt..	—	frei
	Krollhaare aus Pferdehaaren, auch gemischt mit anderen Tierhaaren oder mit pflanzlichen Faserstoffen.....	100 kg	5
aus 527	Schuhe aus Gespinstwaren oder Filzen mit angenähten Sohlen aus anderen Stoffen:		
	aus Filzen.....	»	50
	aus nicht besonders in Nr. 527 genannten Gespinstwaren, auch aus wasserdichten Geweben.....	»	65
(537/8)	Männerhüte aus Filz (mit Ausnahme der lackierten):		
537	aus Haarfilz:		
	unausgerüstet (ungarniert).....	Stück	0,50
	ausgerüstet (garniert).....	»	0,80
538	aus Wollfilz:		
	unausgerüstet (ungarniert).....	»	0,30
	ausgerüstet (garniert).....	»	0,35



		Unità	Dazio Marchi.
405	Tessuti fitti, non nominati altrove in tariffa generale :		
	di seta pura.....	100 kg	800
	di seta mista.....	id.	450
409	Tessuti a maglia o a rete, lavori a maglia o a rete :		
	di seta pura.....	id.	800
	di seta mista .....	id.	450
ex 413	Lana ovina (anche lana morta) e peli di capra domestica, di lepre, di coniglio, di bestiame bovino, di porco e simili peli ordinari; tutti questi ravviati, imbianchiti, tinti, anche arricciati .....	—	esenti
ex 470	Lino e canapa, pettinati.....	—	esenti
	Filati di canapa e filati di stoppa di canapa :		
ex 475	semplici, greggi :		
	fino al n. 6 inglese.....	100 kg	6
	oltre il n. 6 fino al n. 10 inglese....	id.	7
	oltre il n. 10 inglese.....	id.	8
ex 484	Gomene, corde, funicelle e spago (lavori da cordaio non intrecciati, formati unicamente dal commettaggio delle ansiere [grossi fili elementari che servono alla fabbricazione dei cordami]), anche imbianchiti o incatramati :		
	della grossezza di 5 millimetri o più ...	id.	10
	di grossezza superiore a 1 millimetro .. ma inferiore a 5 millimetri .....	id.	24
515	Crino di cavallo (della criniera o della coda), preparato :		
	pettinato, stirato, imbianchito o tinto ...	—	esente
	Crino di cavallo arricciato, anche misto con altri peli o con materie filamentose vegetali .....	100 kg	5
ex 527	Calzature di lavori fatti con fili tessili o di feltro, con suola cucite di altre materie :		
	di feltro .....	id.	50
	di lavori fatti con fili tessili, non specialmente nominati sotto il n° 527, anche di tessuti impermeabili.....	id.	65
(537 e 538)	Cappelli da uomo, di feltro (esclusi i cappelli verniciati) :		
537	di feltro di pelo :		
	non guarniti.....	ciascuno	0,50
	guarniti .....	id.	0,80
538	di feltro di lana :		
	non guarniti.....	id.	0,30
	guarniti .....	id.	0,35

	Massstab	Zollsatz Mark.
<i>Anmerkung zu Nr. 537 und 538.</i> —Filzhüte, bei welchen sich aus der Form oder der Ausrüstung nicht erkennen lässt, ob sie Männer- oder Frauenhüte sind, werden als Männerhüte nach den Nummern 537 und 538 des allgemeinen Tarifs behandelt.		
aus 541 Hüte aus Stroh :		
unausgerüstet (ungarniert) .....	Stück	0,15
556 Schuhe aus Leder aller Art, auch aus behaarten Häuten von Fischen oder Kriechtieren, mit anderen Sohlen als solchen aus Holz :		
das Paar im Gewichte von mehr als 1200 Gramm .....	100 kg	85
das Paar im Gewichte von mehr als 600 bis 1200 Gramm ; auch Schuhoberteile aus Leder aller Art mit elastischen Einsätzen ohne Rücksicht auf das Gewicht .....	»	100
das Paar im Gewichte von 600 Gramm oder darunter .....	»	150
562 Handschuhe ganz oder teilweise aus Leder (mit Ausnahme der mit Pelzwerk überzogenen oder mit solchem gefütterten Handschuhe und der ausgepolsterten Fechthandschuhe) .....	»	175
587 Holzspangeflechte :		
ungefärbt .....	»	1
gefärbt .....	»	2
aus 588 Geflechte aus Stroh :		
ungebleicht, ungefärbt .....	—	frei
gebleicht, gefärbt .....	100 kg	8
(590/1) Korbflechterwaren und andere Flechtwaren :		
590 grobe, roh oder gefärbt, gebeizt, gefirnisst :		
aus ungeschälten oder geschälten Ruten, aus Rohr, Peddig oder Holzspan .....	»	3
aus anderen Flechtstoffen .....	»	3
591 andere als grobe, insbesondere alle lackierten, polierten, bronzierten, vergoldeten, versilberten .....	»	24
aus 596 Besen, grobe, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holze, Rohr oder Eisen ;		
aus pflanzlichen Stoffen oder Pflanzenfaserersatzstoffen ; Dreidel (Dweidel) und ähnliche Gegenstände für Reinigungszwecke .....	»	3



Unità      Dazio  
Marchi.

*Nota ai numeri 537 e 538. — I cappelli di feltro la cui forma o guarnitura non permettono di distinguere se si tratti di cappelli da uomo o da donna, saranno trattati come cappelli da uomo sotto i numeri 537 e 538 della tariffa generale.*

ex 541	Cappelli di paglia :		
	non guarniti.....	ciascuno	0,15
556	Calzature di pelle d'ogni sorta, anche di pelle col pelo o di di pelle di pesce o di rettile, con suola non di legno :		
	pesanti più di 1,200 grammi il paio.....	100 kg.	85
	pesanti più di 600 sino a 1.200 grammi il paio ; anche tomaie di pelle d'ogni sorta guarniti internamente di tessuti elastici, senza riguardo al peso.....	id.	100
	del peso di 600 grammi o meno il paio.	id.	150
562	Guanti, interamente o in parte di pelle (esclusi i guanti ricoperti o foderati di pelliccia e i guanti imbottiti da scherma)..	id.	175
587	Trecce di truciolo :		
	non tinte.....	id.	1
	tinte.....	id.	2
ex 588	Trecce di paglia :		
	non imbianchite, non tinte.....	—	esenti
	imbianchite, tinte.....	100 kg.	8
(590 e 591)	Lavori da panieraio e altri lavori di intreccio :		
590	grossolani, greggi o tinti, trattati al mordente, verniciati :		
	di verghe di legno scortecciate o no, di canna d'India, di midollo di canna d'India ( <i>Peddig</i> ) o di truciolo.....	id.	3
	di altre materie da intreccio.....	id.	3
591	non grossolani, specialmente i lavori laccati, puliti, bronzati, dorati, argentati.....	id.	24
ex 596	Scope grossolane, anche in unione con legno, canna o ferro non laccati, nè puliti :		
	di materie vegetali o di succedanei di fibre vegetali ; scope di bordo e altri oggetti analoghi per pulire.....	id.	3

	Masses b	Zollsatz Mark.
Bürsten, grobe, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holze, Rohr oder Eisen :		
aus pflanzlichen Stoffen oder Pflanzenfaserersatzstoffen.....	100 kg	4
aus 597 Besen und Bürsten :		
grobe in Verbindung mit lackiertem, poliertem Holze, Rohr oder Eisen...	»	24
aus 607 Bearbeitete (abgeriebene, geschliffene, durchbohrte) rote Korallen :		
ungefasst.....	»	30
ungefasst, zum Zwecke der Verpackung und Versendung auf Gespinstfäden oder Schnüre gereiht.....	»	60
aus 611 Gepresste Knöpfe aus Horn oder Hornmasse, mit oder ohne Oesen.....	»	45
aus 631 Feine Holzwaren (ausgenommen Stöcke), auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen :		
Bildhauer- und Bildschnitzerarbeiten ; Holzwaren mit feiner Schnitzarbeit ; andere feine Holzwaren, im allgemeinen Tarife nicht besonders genannt .....	»	30
Holzwaren (ausgenommen Stab- und Tafelboden-[Parkettboden-] Teile) mit eingelegter Arbeit, soweit sie nicht durch die eingelegten Stoffe unter höhere Zollsätze fallen ; fein bemalte, vergoldete, versilberte oder bronzierte Holzwaren.....	»	30
Goldleisten ohne Bildhauer- oder Bildschnitzerarbeit .....	»	24
<i>Anmerkung.</i> — Bronzierte oder versilberte Leisten ohne Bildhauer- oder Bildschnitzerarbeit unterliegen dem Zollsatz für Goldleisten. Rahmen werden wie Leisten behandelt.		
aus 646 Steinnussknöpfe, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen .....	»	45
aus 674 Bücher in allen Sprachen, gedruckt oder geschrieben, auch mit beigedruckten, beigehefteten oder beigelegten Bildern aller Art ; Papier, beschriebenes ; Papier, bedrucktes, mit Ausnahme des im elften Abschnitte des allgemeinen Tarifs genannten ; Musiknoten ; alle diese auch gebunden.....	—	frei



	Unità	Dazio Marchi.
Spazzole grossolane, anche in unione con legno, canna o ferro non laccati nè puliti :		
di materie vegetali o di succedanei di fibre vegetali .....	100 kg	4
ex 597 Scope e spazzole :		
grossolane, in unione con legno, canna o ferro laccati o puliti .....	id.	24
ex 607 Coralli rossi lavorati (strofinati, levigati, forati) :		
non montati.....	id.	30
non montati, infilati su filo di materia tessile o su cordoncini per scopo di imballaggio o di trasporto.....	id.	60
ex 611 Bottoni stampati di corno o di un impasto di corno e unghia fusi, con o senza gambo...	id.	45
ex 631 Lavori di legno fini (esclusi i bastoni), anche in unione con altre materie, purchè per effetto di questa unione non siano soggetti a dazi più alti :		
Lavori di legno scolpiti o intagliati ; lavori di legno con sculture fini ; altri lavori fini di legno, non specialmente nominati in tariffa generale.....	id.	30
Lavori di legno (esclusi le liste e i qua- drelli da pavimento) intarsiati, purchè le materie costituenti l'intarsio non li assoggettino a dazi più alti ; lavori di legno con pitture fini, dorati argen- tati o bronzati .....	id.	30
Liste per cornici, dorate, non scolpite nè intagliate.....	id.	24
<i>Nota.</i> — La liste per cornici, bronzate o argentate, non scolpite nè intagliate, sono sog- gette al dazio delle liste per cornici dorate. Le cornici sono soggette al regime delle liste per cornici.		
ex 646 Bottoni di corozo (avorio vegetale), anche in unione con altre materie, purchè questa unione non li assoggetti a dazi più alti.....	id.	45
ex 674 Libri in tutte le lingue, stampati o manos- critti, anche con illustrazioni d'ogni sorta nel testo, fuori testo o semplicemente inse- rite ; carta manoscritta ; carta stampata, esclusa quella indicata nel titolo undice- simo della tariffa generale ; musica ; tutti questi lavori, anche rilegati.....	—	esenti

	Massstab	Zollsatz Mark.
677 Gemälde (gemalte Bilder) auf Geweben aus pflanzlichen Spinnstoffen, auf Holz, unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle, Papier oder Stein ; Zeichnungen, auch eingebunden oder auf Papier, Pappe, Geweben oder dergleichen aufgezogen...	—	frei
680 Steine (mit Ausnahme von Schiefer und Pflastersteinen) sowie Lava, poröse und dichte, an mehr als drei Seiten gesägt, an den nicht gesägten Seiten roh oder bloss roh behauen.....	100 kg	0,25
(aus 682/3) Platten :		
aus 682 gesägt (geschnitten) oder gespalten, weder geschliffen noch gehobelt, poliert oder mit Schmelz überzogen :		
aus Alabaster, Marmor, Serpentinsteine.....	»	2,50
aus Granit, Porphy, Syenit oder ähnlichen harten Steinen ; aus Lava, poröser oder dichter.....	»	3
aus anderen Steinen (mit Ausnahme von polierfähigem Kalkstein, Schiefer und Glimmer).....	»	2,50
<i>Anmerkung.</i> — Platten von mehr als 16 Zentimeter Stärke sind nach Nr. 680 zu verzollen.		
aus 683 geschliffen, gehobelt, poliert oder mit Schmelz überzogen :		
aus Alabaster, Marmor, Serpentinsteine.....	»	10
aus Granit, Porphy, Syenit oder ähnlichen harten Steinen.....	»	10
(aus 685/6) Steinmetzarbeiten, ungeschleiffen, ungehobelt, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holze oder Eisen, mit Ausnahme der Arbeiten aus polierfähigem Kalkstein :		
aus 685 von schlichter, nicht profilierter Arbeit, nicht abgedreht, nicht verziert :		
aus Alabaster, Marmor, Serpentinsteine.....	»	2,50
aus Granit, Porphy, Syenit oder ähnlichen harten Steinen ; aus Lava, poröser oder dichter.....	»	1
aus anderen Steinen (mit Ausnahme von Schiefer).....	»	1
aus 686 profiliert, ganz oder teilweise abgedreht oder verziert :		
aus Alabaster, Marmor, Serpentinsteine.....	»	3



	Unità	Dazio Marchi.
677 Quadri (dipinti a mano) su tessuti di materie tessili vegetali, su legno, metalli comuni o leghe di metalli comuni, carta o pietra; disegni, anche rilegati o incollati su carta, cartone, tessuti, ecc.....	—	esenti
680 Pietre (escluse l'ardesia e le pietre da lastri- care), come pure lave porose o compatte, segate su più di tre lati e greggie o sempli- cemente sgrossate sui lati non segati.....	100 kg	0,25
(ex 682 e 683) Lastre :		
ex 682 segate (tagliate) o spaccate, non levigate, né piallate, pulite o smaltate :		
di alabastro, di marmo, di serpen- tino .....	id.	2,50
di granito, di porfido, di sienite o di simili pietre dure; di lave porose o compatte.....	id.	3
di altre pietre (escluse la pietra cal- care suscettibile di pulitura, l'ardesia e la mica).....	id.	2,50
<i>Nota.</i> — Le lastre di spessore superiore a 16 centimetri vanno classificate sotto il n° 680.		
ex 683 levigate, piallate, pulite o smaltate :		
di alabastro, di marmo, di serpen- tino .....	id.	10
di granito, di porfido, di sienite o di simili pietre dure .....	id.	10
(ex 685 e 686) Lavori da scalpello, non levigati, non piallati, anche in unione con legno o ferro non laccati né puliti, esclusi quelli di pietra calcare suscettibile di pulitura :		
ex 685 semplici, non profilati, né torniti, né ornati :		
d'alabastro, di marmo, di serpen- tino .....	id.	2,50
di granito, di porfido, di sienite o di simili pietre dure; di lave porose o compatte .....	id.	1
di altre pietre (esclusa l'ardesia)...	id.	1
ex 686 profilati, del tutto o in parte torniti o ornati :		
d'alabastro, di marmo, di serpen- tino .....	id.	3

		Massstab	Zollsatz Mark.
	aus Granit, Porphyr, Syenit oder ähnlichen harten Steinen; aus Lava, poröser oder dichter.....	100 kg	2,50
	aus anderen Steinen (mit Ausnahme Schiefer).....	»	2
aus 687	Steinmetzarbeiten, geschliffen, gehobelt, po- liert oder vergoldet, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen:		
	aus Alabaster, Marmor, Serpentinstei.	»	10
	aus Granit, Porphyr, Syenit oder ähn- lichen harten Steinen .....	»	10
689	Waren ganz oder teilweise aus Lava, poröser oder dichter, soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen .....	»	200
690	Statuen von Marmor und anderen Steinen..	—	frei
	Andere Bildhauer- und, Bildschnitzerar- beiten aus Steinen aller Art, sofern sie Kunstgegenstände sind, einschliesslich der punktirten.....	—	frei
	Steinwaren, nicht unter andere Nummern das allgemeinen Tarifs fallend:		.
aus 691	ohne Verbindung mit anderen Stoffen oder nur in Verbindung mit Holz oder Eisen, mit Ausnahme der Luxusge- genstände:		
	aus Alabaster, Marmor, Serpen- tinstein.....	100 kg	10
	aus Granit, Porphyr, Syenit, oder ähnlichen harten Steinen.....	»	10
(aus 730/1)	Waren aus Steingut, feinem Steinzeug, feinem Tonzeug, anderweit im allgemei- nen Tarife nicht genannt:		
730	einfarbig .....	»	8
aus 731	mehrfarbig, auch mit Lüster- oder mit Metallüberzug:		
	andere als Ziergefässe, Figuren und ähnliche Luxusgegenstände.	»	16
aus 736	Glasröhren und Glastängelchen, ohne Un- terschied der Farbe, wie sie zur Perlenbe- reitung und Kunstglasbläserei einschliess- lich der Herstellung von Kunstglas gebraucht werden .....	»	3
	Hohlglas:		
aus 737	weder gepresst noch geschliffen, poliert, abgerieben, geschnitten, geätzt oder gemustert:		
	gefärbt oder weiss undurchsichtig, auch mit gefärbtem oder mit weissem undurchsichtigen Glase überfangen .....	»	15



		Unità	Dazio Marchi.
	di granito, di porfido, di sienite o di simili pietre dure; di lave porose o compatte .....	100 kg	2,50
	di altre pietre (esclusa l'ardesia)....	id.	2
ex 687	Lavori da spalpellino, levigati, piallati, puliti o dorati, anche in unione con legno e col ferro:		
	d'alabastro, di marmo, di serpentino....	id.	10
	di granito, di porfido, di sienite o di simili pietre dure.....	id.	10
689	Lavori del tutto o in parte di lava porosa o compatta, purché l'unione con altre materie non li assoggetti a dazi più alti...	id.	200
690	Statue di marmo o d'altre pietre.....	—	esenti
	Lavori da scultore d'ogni altra sorta, di pietre d'ogni specie, in quanto siano oggetti artistici, compresi i lavori punteg- giati.....	—	esenti
	Lavori di pietra, non compresi in altri numeri della tariffa generale:		
ex 691	non uniti con altre materie o uniti sol- tanto col legno o col ferro, eccettuati gli oggetti di lusso:		
	di alabastro, di marmo, di serpen- tino .....	100 kg	10
	di granito, di porfido, di sienite o di simili pietre dure.....	id.	10
(ex 730 e 731)	Lavori di terraglia, di <i>grès</i> fine, di pasta argillosa fine, non nominati altrove in tariffa generale:		
730	a un colore.....	id.	8
ex 731	a più colori, anche con intonaco lustro o metallico:		
	diversi dai vasi d'ornamento, dalle figure e altri simili oggetti di lusso	id.	16
ex 736	Tubetti e verghette di vetro, senza distin- zione di colore, usati nella fabbricazione delle perle e dei vetri artistici.....	id.	3
	Vetro cavo:		
ex 737	non stampato, nè arrotato, pulito, levi- gato, tagliato, inciso al mordente, o fregiato con disegni:		
	colorato o bianco opaco, anche placcato con vetro colorato o bianco opaco.....	id.	15

	Massstab	Zollsatz Mark.
759 Glasplättchen ; Glasperlen, Glasschmelz und Glasschuppen, auch lediglich zum Zwecke der Verpackung und Versendung auf gespinstfäden gereiht ; Glastropfen (Glas- tränen, Springgläser) ; Glaskörner (Glas- kügelchen, massive Glastropfen) :		
weiss, auch gefärbt.....	100 kg	2
bemalt, vergoldet oder versilbert.....	»	15
aus 760 Glaskorallen, ohne Fassung, auch lediglich zum Zwecke der Verpackung und Versen- dung auf Gespinstfäden gereiht :		
roh.....	»	15
aus 761 Glasperlen, Glasflüsse, Glassteine, Glasko- rallen, auf Gespinstfäden, Schnüre oder Draht genäht oder gereiht und ohne weiteres als Schmuck verwendbar.....	»	60
aus 764 Glasmalereien ; Glasmosaik .....	»	25
aus 767 Glas- und Schmelzwaren in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht im allge- meinen Tarife besonders genannt sind oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen :		
bemalt, vergoldet, versilbert oder durch Auftragen oder Einbrennen von Farben gemustert.....	»	24
andere .....	»	24
aus 769 Abfälle von der Goldverarbeitung.....	—	frei
aus 772 Abfälle von der Silberverarbeitung.....	—	frei
aus 942 Blas-Tonwerkzeuge aus Messingblech, Flö- ten, Klarinetten, Okarinas .....	100 kg	20
aus 944 Ziehharmonikas .....	»	20

### Tarif B.

### Zölle bei der Einfuhr nach Italien.

Nummer des allgemeinen italienischen Zolltarifs.	Benennung der Gegenstände.	Massstab.	Zollsatz Lire in Gold
aus 4	Bier, dunkles, nach bayerischer Art ge- braut :		
	a) in grossen oder kleinen Gebinden ...	hl	3
	b) in Flaschen.....	100 Stück	3



	Unità	Dazio Marchi.
759 Lastrine di vetro; perle di vetro, perline di vetro forate e scaglie di vetro anche infilate su fili di materie tessili, unicamente a scopo di imballaggio e di trasporto; goccioline di vetro (lacrime di vetro, lacrime bataviche); granelli di vetro (palline di vetro, gocce di vetro massicce): bianchi o colorati.....	100 kg	2
dipinti, dorati o argentati.....	id.	15
ex 760 Coralli falsi di vetro, non montati, anche infilati su fili di materie tessili, unicamente a scopo di imballaggio e di trasporto: greggi.....	id.	15
ex 761 Perle di vetro, vetrificazioni imitanti le pietre preziose, pietre da gioielli di vetro e coralli falsi di vetro, cuciti o infilati su fili di materie tessili, cordoncini o fili metallici e adoperabili senz'altro come ornamento .....	id.	60
ex 764 Dipinti su vetro; mosaici di vetro.....	id.	25
ex 767 Lavori di vetro o di smalto in unione con altre materie, in quanto non siano specialmente nominati in tariffa generale o per la loro unione con altre materie non vadano soggetti a dazi più alti: dipinti, dorati, argentati o fregiati di disegni a colori applicati a freddo o fissati a fuoco.....	id.	24
altri .....	id.	24
ex 769 Ceneri d'orefice (cascami della lavorazione dell'oro) .....	—	esenti
ex 772 Ceneri d'orefice (cascami della lavorazione dell'argento).....	—	esenti
ex 942 Strumenti musicali a fiato: strumenti d'ottone, flauti, clarini, ocarine.....	100 kg	20
ex 944 Armoniche a mantice.....	id.	20

## Tariffa B.

## Dazi all'entrata in Italia.

Numero della tariffa generale italiana.	Denominazione delle merci.	Unità.	Dazio Lire in oro.
ex 4	Birra scura, preparata alla bavarese:		
	a) in botti o caffatelli.....	ettolitro	3
	b) in bottiglie .....	cento	3

		Massstab	Zollsatz Lire in Gold
aus	9 Flüchtige Oele und Essenzen :		
	d) von Pfefferminze.....	kg	7,50
	e) nicht genannte.....	»	3
aus	31 Säuren :		
	g) Karbolsäure.....	100 kg	10
	aus i) Gallus- und Gerbsäure :		
	2. reine.....	»	10
	q) Weinsteinsäure.....	»	10
	aus r) nicht genannte, mit Ausnahme von Zitronen- und Milchsäure.....	»	10
aus	33 Aetzkali.....	»	2
	34 Alkaloide :		
	a) Chininsalze.....	kg	5
	b) nicht genannte und deren Salze.....	»	5
aus	36 Oxyde :		
	a) Hydroxyd des Aluminiums (reine Tonerde).....	100 kg	4
	<i>Anmerkung.</i> — Gallertartige Tonerde fällt unter Nr. 35 a.		
	e) Zinkoxyd.....	»	5
aus	36 Essigsäure und holzsaure Verbindungen :		
	aus b) Essigsäure Verbindungen von Barium, Kalzium, Kalium und Na- trium.....	»	4
aus	37 Kohlensäure Verbindungen :		
	e) kohlensaures Natron.....	»	0,50
aus	40 Salpetersäure Verbindungen :		
	a) salpetersaures Silber.....	kg	5
aus	43 Schwefelsäure Verbindungen :		
	c) schwefelsaurer Baryt.....	100 kg	1
	g) schwefelsaures Kali.....	—	frei
	46 Schwefelquecksilber (Zinnober oder Vermil- lon).....	100 kg	80
	50 Brom und Iod.....	—	frei
	56 Salizylverbindungen, mit Ausnahme derje- nigen von Alkaloiden.....	100 kg	80
aus	58 Ceresin, rein oder mit Paraffin gemischt....	»	8
aus	59 Chemische Erzeugnisse, nicht genannte :		
	1. Glyzerin, roh und gereinigt ; Kleesalz ; Strontiansalze ; Kalium-Cyanid (Cyan- kalium) ; Schwefelkalium und Schwe- felnatrium ; Schwefelarsenik (Auripig- ment), gelb und rot, nicht in Pulverform ; chromsaures und doppeltchromsaures Kali und Natron ; Zinnsalz ; Albumin, reines ; Kadmiums Salze ; Kupferoxyd ; Mittel gegen den Kesselstein ; Antimo- noxid ; benzoësaure Salze ; Appretur- glanz ; zitronensaures Eisen ; Schwefel-		



	Unità	Dazio Lire in oro.
ex 9 Olii volatili e essenze :		
<i>d)</i> di menta .....	chilogr.	7,50
<i>e)</i> non nominati.....	id.	3
ex 31 Acidi :		
<i>g)</i> fenico .....	100 kg	10
ex <i>i)</i> gallico e tannico :		
2. puri.....	id.	10
<i>q)</i> tartarico.....	id.	10
ex <i>r)</i> non nominati, eccettuati gli acidi citrico e lattico.....	id.	10
ex 33 Potassa caustica.....	id.	2
34 Alcaloidi :		
<i>a)</i> sali di chinina .....	chilogr.	5
<i>b)</i> non nominati e loro sali .....	id.	5
ex 35 Ossidi :		
<i>a)</i> di alluminio idrato (allumina pura)..	100 kg	4
<i>Nota.</i> — E compresa sotto il n. 35 <i>a)</i> l'allu- mina gelatinosa.		
<i>e)</i> di zinco.....	id.	5
ex 36 Acetati e piroligniti :		
ex <i>b)</i> acetati di barite, di calce, di potas- sa e di soda .....	id.	4
ex 37 Carbonati :		
<i>e)</i> di soda .....	id.	0,50
ex 40 Nitrati :		
<i>a)</i> d'argento.....	chilogr.	5
ex 43 Solfati :		
<i>c)</i> di barite.....	100 kg	1
<i>g)</i> di potassa.....	—	esente
46 Solfuro di mercurio (cinabro o vermiglione)	100 kg	80
50 Bromo e iodio .....	—	esenti
56 Salicilati, esclusi quelli d'alcaloidi.....	100 kg	80
ex 58 Ceresina, pura o mista a paraffina.....	id.	8
ex 59 Prodotti chimici non nominati :		
1. glicerina, greggia e raffinata ; ossalato (biossalato) di potassa ; sali di stron- ziana ; cianuro di potassio ; solfuro di potassio e di sodio ; solfuro d'arsenico (orpimento) giallo e rosso, non in pol- vere ; cromato e bicromato di potassa e di soda ; sale di stagno ; albumina pura ; sali di cadmio ; ossido di rame ; preparazioni disincrostanti per caldaie ; ossido d'antimonio ; benzoati ; brillan- tina per apparecchio di tessuti ; citrato		

		Massstab	Zollsatz Lire in Gold
	leber; phosphorsaure Verbindungen; mangansäure Salze; Kitt aus Nuss- oder Leinöl und Bleioxyd oder Bleikarbonat; Kitt aus Harz, Wachs und Ocker, zum Kitten von Marmor und anderen ähnli- chen Materialien oder zum Verdichten von Flaschenkorken .....	100 kg	4
	2. andere, mit Ausnahme von chlorsaurem und überchlorsaurem Natron und Kali sowie von Antimonsalzen.....	»	10
aus 61	Patronen, Zünd- und Sprengkapseln sowie Minenzündschnüre:		
	<i>d)</i> Zünd- und Sprengkapseln.....	»	220
aus 66	Kampfer:		
	<i>b)</i> gereinigter .....	»	25
aus 69	Antiseptische Baumwolle und Watte; Pepsin, reines, Hopfenextrakt; Terpin.....	»	10
aus 70	Kampferöl .....	»	10
77	Blausäures Kali, gelbes und rotes.....	—	frei
78	Farben, welche Derivate des Teeres oder anderer bituminöser Substanzen sind:		
	<i>a)</i> in trockenem Zustande.....	—	frei
	<i>b)</i> teigartig oder flüssig.....	—	frei
	<i>Anmerkung.</i> — Die aus Teer unter Verwen- dung von Gallussäure, Schwefel oder Sulfiden hergestellten Farben fallen unter Nr. 78 a und b. Teerfarben sind zollfrei, auch wenn sie Stoffe (wie z. B. Chlornatrium im Verhältnisse von höchstens 50 Prozent, Essigsäure, Dextrin u. a.) enthalten, deren Beimischung lediglich be- zweckt, den Farbenton zu mildern oder zu fixieren oder die Fällung im Bade zu verhindern oder auch der Farbe andere derartige Eigenschaften zu geben, welche sie für ihre Verwendung geei- gneter machen.		
79	Färbende Extrakte aus Farbhölzern und an- deren Farbstoffen aller Art.....	100 kg	10
80	Farben in Tafelchen, in Pulverform oder von jeder anderen Art, einschliesslich der Anilinlackfarben.....	»	10
	<i>Anmerkung.</i> — Unter Anilinlackfarben sind zu verstehen Verbindungen von Anilin- farbstoff mit Tonerde, Zinn-, Blei- oder Eisen- oxyd ohne Zusatz von Mineralöl oder Alkohol, in trockenem oder teigartigem Zustande.		
aus 81	Firnis:		
	aus <i>b)</i> ohne Spiritus:		
	2. anderer.....	»	20
82	Blei- und Farbstifte:		
	<i>a)</i> ungefasste Farbstifte und alle Stifte mit glänzender oder gefirnisster, nicht weisser Fassung.....	»	100



	Unità	Dazio Lire in oro.
di ferro; fegato di zolfo; fosfati; manganati; mastice composto d'olio di noce o di lino e di ossido o carbonato di piombo; mastice composto di resina, cera e ocra, adoperato per attaccare marmi o altre materie simili o per spalmarne i turaccioli delle bottiglie..	100 kg	4
2. altri, a eccezione dei clorati e perclo- rati di soda e di potassa e dei sali di antimonio.....	id.	10
ex 61 Cartucce, capsule e micce:		
a) capsule.....	id.	220
ex 66 Canfora:		
b) raffinata.....	id.	25
ex 69 Cotone e ovatta, antisettici; pepsina pura; estratto di luppolo; terpin.....	id.	10
ex 70 Olio canforato.....	id.	10
77 Prussiato di potassa giallo e rosso.....	—	esenti
78 Colori derivati dal catrame e da altre sostanze bituminose:		
a) in istato secco.....	—	esenti
b) in pasta o liquidi.....	—	esenti
<i>Nota.</i> — I colori derivati dal catrame mediante l'acido gallico, lo zolfo o i solfuri sono compresi nel n. 78 a) e b).		
I colori derivati dal catrame saranno am- messi in esenzione, quand'anche contengano sos- tanze (p. es. cloruro di sodio in proporzione di 50 per cento al massimo, acido acetico, destrina, ecc.) la cui aggiunta abbia solamente lo scopo di indebolirne o renderne stabile il tono di tinta o di impedirne la precipitazione nel bagno, oppure di dare al colore altre proprietà simili aventi per effetto di renderlo più adatto al suo uso.		
79 Estratti coloranti di legni da tinta e di altre specie tintorie di qualsiasi sorta.....	100 kg	10
80 Colori in mattonelle, in polvere o di qualsi- asi altra sorta, comprese le lacche color anilina.....	id.	10
<i>Nota.</i> — Per lacche color anilina si inten- dono le combinazioni dell'anilina con allumina, ossido di stagno, di piombo o di ferro, senza alcuna aggiunta d'olio minerale né d'alcool, allo stato secco o umido in pasta.		
ex 81 Vernici:		
ex b) senza spirito:		
2. altre.....	id.	20
82 Lapis:		
a) di pastelli colorati senza guaina e tutti quelli con guaina lucidata o verniciata, non bianca.....	id.	100

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
b) andere .....	100 kg	50
83 Tinte:		
a) Buchdruckerschwärze .....	»	12
b) andere .....	»	15
aus 95 Leinenplüsch aller Art.....	»	100
aus 103 Genähte Gegenstände aus Spinnstoffen der Kategorie V:		
aus a) Säcke, Bett- und Tischwäsche, } Handtücher, lediglich gesäumte Vor- } hänge und ähnliche Artikel aus Flachs }	Zoll des Gewebes mit 10 Prozent Zuschlag	
108 Nähgarn aus Baumwolle, auf Rollen gewic- kelt, in Knäueln und dergleichen, zum Kleinverkaufe hergerichtet.....	100 kg	110
115 Gewebe aus Baumwolle, bedruckte .....	Zoll des gebleichten Gewebes mit Zuschlag von 70 Lire für 100 kg	
aus 120 c) Schmirgeltuch aus Baumwolle.....	100 kg	45
aus 121 Baumwollensamt:		
aus b) feiner (Velvet):		
3. gefärbt .....	»	190
4. bedruckt .....	»	235
aus 122 Wirkwaren aus Baumwolle, mit Ausnahme der Strümpfe und Handschuhe:		
aus a) einfache .....	»	150
aus b) abgepasste .....	Zoll der einfachen Wirkwaren mit 50 Prozent Zuschlag	
<i>Anmerkung.</i> — Die Einfassung mit Band und die Anbringung von Bändchen zur Verstär- kung oder Befestigung kommt bei der Verzollung der unter die Position aus Nr. 122 a und b fallen- den Wirkwaren nur für die Erhebung des Zuschlags für Näharbeit in Betracht. Bei den unter die Position aus Nr. 122 b fallenden abgepassten Wirkwaren wird ein Zuschlag für die zur Fertigstellung der Ware erforderliche Näharbeit nicht erhoben.		
aus 128 Gewebe aus Baumwolle, gemischt:		
a) mit Seide im Verhältnisse von weni- ger als 12 Prozent.....	—	Zoll je nach der Beschaf- fenheit des Gewebes mit Zuschlag von 40 Lire für 100 kg
b) mit Wolle im Verhältnisse von weni- ger als 50 Prozent.....	—	Zoll je nach der Beschaf- fenheit des Gewebes mit Zuschlag von 20 Lire für 100 kg
aus 129 Genähte Gegenstände aus Spinnstoffen der Kategorie VI:		
c) andere.....	—	Zoll des Gewebes mit 40 Prozent Zuschlag
137 Gespinste aus gekämmter Wolle (Kamm- garne), gezwirnte .....	—	Zoll des einfachen Gespinstes mit Zuschlag von 17 Lire für 100 kg



	Unità	Dazio Lire in oro.
b) altri.....	100 kg	50
83 Inchiostri:		
a) da stampa.....	id.	12
b) altri.....	id.	15
ex 95 Felpe di lino di qualsiasi sorta.....	id.	100
ex 103 Oggetti cuciti di materie tessili della categoria V:		
ex a) sacchi, biancheria da letto e da tavola, asciugamani, tende semplicemente orlate e oggetti simili di lino.	Dazio del tessuto con l'aumento di 10 per cento.	
108 Filati de cotone da cucire, avvolti su rocchetti, in gomitoli o altrimenti preparati per la vendita al minuto.....	100 kg	110
115 Tessuti di cotone stampati.....	Dazio del tessuto imbianchito con l'aumento di lire 70 il quintale.	
ex 120 c) Tessuti di cotone smerigliati.....	100 kg	45
ex 121 Velluti di cotone:		
ex b) fini ( <i>velvets</i> ):		
3. tinti .....	id.	190
4. stampati.....	id.	235
ex 122 Maglie di cotone, esclusi le calze e i guanti:		

ex a) semplici.....	id.	150
ex b) foggiate.....	Dazio delle maglie semplici con l'aumento di 50 per cento.	

*Nota.* — Nella classificazione delle maglie comprese sotto il n. ex 122 a) e b), le orlature di nastri e l'applicazione di nastri per rinforzo o attaccatura non potranno essere tenute in conto che per l'applicazione della sopratassa di cucitura.

Le maglie foggiate comprese sotto il n. ex 122 b) non sono soggette a sopratassa per la cucitura necessaria a compiere l'oggetto.

ex 128 Tessuti di cotone misti:		
a) con seta in misura inferiore a 12 per cento.....	—	Dazio secondo la qualità del tessuto con l'aumento di lire 40 il quintale.
b) con lana in misura inferiore a 50 per cento.....	—	Dazio secondo la qualità del tessuto con l'aumento di lire 20 il quintale.
ex 129 Oggetti cuciti di materie tessili della categoria VI:		
c) altri.....	—	Dazio del tessuto con l'aumento di 40 per cento.
137 Filati di lana pettinata, ritorti.....	—	Dazio dei filati semplici con l'aumento di lire 17 il quintale.

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
aus 138 Wollengewebe :		
a) aus Streichgarn, welche auf 1 Quadratmeter wiegen :		
1). 300 Gramm oder weniger .....	100 kg	185
2). mehr als 300, aber nicht mehr als 500 Gramm .....	»	160
3). mehr als 500 Gramm .....	»	140
b) aus Kammgarn, welche auf 1 Quadratmeter wiegen :		
1). 200 Gramm oder weniger .....	»	250
2). mehr als 200, aber nicht mehr als 500 Gramm .....	»	220
3). mehr als 500 Gramm .....	»	190
c) bedruckte .....	—	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 5px;">{</div> <div> Zoll der betreffenden Gewebe mit Zuschlag von 30 Lire für 100 kg. </div> </div>
aus 139 Filze :		
b) über 3 Millimeter dick .....	100 kg	20
aus 143 Fussteppiche aus Wolle und Kratzwolle einschliesslich derjenigen, in welchen andere Spinnstoffe ausser Seide dem Gewichte nach vorherrschen .....	»	100
aus 144 Wirkwaren aus Spinnstoffen der Kategorie VII, mit Ausnahme der Strümpfe und Handschuhe :		
aus a) einfache .....	»	220
aus b) abgepasste .....	—	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 5px;">{</div> <div> Zoll der einfachen Wirkwaren mit 50 Prozent Zuschlag. </div> </div>
<p><i>Anmerkung.</i> — Die Einfassung mit Band und die Anbringung von Bändchen zur Versträrkung oder Befestigung kommt bei der Verzollung der unter die Position aus Nr. 144 a und b fallenden Wirkwaren nur für die Erhebung des Zuschlags für Näharbeit in Betracht.</p> <p>Bei den unter die Position aus Nr. 144 b fallenden abgepassten Wirkwaren wird ein Zuschlag für die zur Fertigstellung der Ware erforderliche Näharbeit nicht erhoben.</p>		
146 Borten und Bänder aus Spinnstoffen der Kategorie VII .....	100 kg	240
147 Posamentierwaren aus Spinnstoffen der Kategorie VII .....	»	220
150 Genähte Gegenstände aus Spinnstoffen der Kategorie VII .....	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 5px;">}</div> <div> Zoll des Gewebes mit 35 Prozent Zuschlag. </div> </div>	

*Anmerkungen.*

1. Wollene Schals, Echarpes und Fichus, gewebt oder gewirkt, bedruckt oder unbedruckt, mit Fransen aus Spinnstoff,



Unità                      Dazio  
Lire in oro.

## ex 138 Tessuti di lana

a) scardassata, che pesano per ogni metro quadrato:

1). 300 grammi o meno..... 100 kg      185

2). più di 300, fino a 500 grammi.. id.      160

3). più di 500 grammi ..... id.      140

b) pettinata, che pesano per ogni metro quadrato:

1). 200 grammi o meno..... id.      250

2). più di 200, fino a 500 grammi... id.      220

3). più di 500 grammi..... id.      190

c) stampati..... —

{ Dazio del  
tessuto se-  
condo la  
specie, con  
l'aumento  
di lire 30  
il quintale.

## ex 139 Feltri:

b) della grossezza di oltre tre milli-  
metri.....

100 kg      20

ex 143 Tappeti da pavimento di lana e di borra di  
lana, compresi i tappeti da pavimento nei  
quali predominano in peso altre materie  
tessili non seriche.....

id.      100

ex 144 Maglie di materie tessili della categoria VII,  
esclusi le calze e i guanti:

ex a) semplici.....

id.      220

ex b) foggiate..... —

{ Dazio delle  
maglie sim-  
plici con  
l'aumento  
di 50  
per cento.

*Nota.* — Nella classificazione delle maglie comprese sotto il n. ex 144 a) e b), le orlature di nastri e l'applicazione di nastri per rinforzo o attaccatura non potranno essere tenute in conto che per l'applicazione della sopratassa di cucitura.

Le maglie foggiate comprese sotto il n. ex 144 b) non sono soggette o sopratassa per la cucitura necessaria a compiere l'oggetto.

146 Galloni e nastri, di materie tessili della  
categoria VII.....

100 kg      240

147 Passamani, di materie tessili della categoria  
VII.....

id.      220

150 Oggetti cuciti, di materie tessili della cate-  
goria VII.....

{ Dazio del tessuto con  
l'aumento  
di 35 per cento

*Note:*

1. Gli scialli, le sciarpe e gli scialletti (*fichus*) di lana, tessuti o a maglia, stampati o no, guarniti di frangie di materia

Massstab      Zollsatz  
Lire in Gold

mit welchem Seide im Verhältnisse von weniger als 12 Prozent vermischt ist, zahlen, wenn die Fransen in der fertigen Ware den höchst belegten Spinnstoff darstellen, den Zoll für Fransen nach dem dem Gewichte nach vorherrschenden Stoffe mit einem Zuschlage von 1 Lira für 1 Kilogramm.

2. Der Zuschlag für einfache Konfektion von wollenen Schals, Echarpes und Fichus, gewebt oder gewirkt, bedruckt oder unbedruckt, auch mit Fransen, und der Zuschlag für Konfektion von lediglich besäumten oder eingefassten wollenen Decken werden auf 20 Prozent festgesetzt.

Die zum Verkauf als Meterware bestimmten Teppiche im Stück unterliegen nicht dem Zuschlage für Näharbeit, wenn ihre Enden zur Verhütung des Ausfaserns benäht sind.

Der Zuschlag für Näharbeit bei den im Stück gewebten und nachher auseinander geschnittenen wollenen Teppichen, die an den beiden salbandlosen Seiten lediglich besäumt oder eingefasst sind, wird auf 10 Prozent festgesetzt. In den übrigen Fällen zahlen die lediglich besäumten oder eingefassten wollenen Teppiche einen Zuschlag von 20 Prozent für Näharbeit.

3. Die Schals, Echarpes und Fichus aus Wollengewebe, schwarz, nicht gestickt, mit seidenen Fransen, oder nur in einer Ecke, selbst mit Seide, gestickt, mit oder ohne seidene Fransen, werden nach der Gattung des Gewebes mit einem Zuschlage von 25 Prozent verzollt. Diese Gegenstände unterliegen nicht dem Zuschlage für Näharbeit.
4. Wollene Männer- und Knabenkleidung und wollene Damenmäntel und -jacken zahlen den Zoll nach dem höchst belegten Stoffe, falls dieser Stoff mehr als ein Zehntel der ganzen Oberfläche des konfektionierten Gegenstandes darstellt.

Wenn zwei oder mehr Teile der höchst belegten Stoffe in ihrer Gesamtheit mehr als 10 Prozent der erwähnten Oberfläche ausmachen, zahlt der Gegenstand einen Zoll welcher dem arithmetischen Mittel der Zollsätze für die höchst belegten Stoffe entspricht, welche bei der Zusammensetzung beteiligt sind.

aus 157 Gemischte Gewebe, in welchen Seide oder Florettseide im Verhältnisse von mindestens 12 und höchstens 50 Prozent enthalten ist:

b) farbige:

1. glatt .....	kg	5
2. gemustert .....	»	8



Unità

Dazio  
Lire in oro.

tessile mista di seta, e nelle quali la seta entri in proporzione inferiore a 12 per cento, se le frangie rappresentano nel prodotto compiuto la materia tessile più fortemente tassata, pagheranno il dazio stabilito per le frangie, secondo la materia dominante in peso, con l'aumento di una lira li chilogramma.

2. La sopratassa per la semplice cucitura degli scialli, delle sciarpe e degli scialletti (*fichus*) di lana, tessuti o a maglia, stampati o no, con o senza frangie, e altresì la sopratassa di cucitura per le coperte di lana semplicemente orlate, sono fissate a 20 per cento.

I tappeti in pezza destinati a essere venduti a misura non sono soggetti a sopratassa di cucitura, quand'anche le estremità sieno cucite per evitare la sfilacciatura del tessuto.

La sopratassa di cucitura per i tappeti di lana fabbricati in pezza e separati l'uno dall'atro dopo la fabbricazione, semplicemente orlati lungo i due lati sprovvisti di vivagno, è fissata a 10 per cento. Negli altri casi i tappeti di lana semplicemente orlati sono soggetti, per la cucitura, alla sopratassa di 20 per cento.

3. Gli scialli, le sciarpe e gli scialletti (*fichus*) di tessuto di lana, neri, non ricamati, con frangie di seta, o ricamati, anche in seta, in un solo angolo, con o senza frangie di seta, saranno sottoposti al trattamento del tessuto, secondo la specie, con l'aumento di 25 per cento. Questi oggetti saranno esentati, dalla sopratassa di cucitura.

4. Gli abiti per uomini e per ragazzi e i mantelli e le giacchette per donna, di lana, saranno sottoposti al trattamento della materia più fortemente tassata, nel caso in cui questa rappresenti più di un decimo della superficie totale dell'oggetto cucito.

Se due o più parti delle materie più fortemente tassate rappresentano, nel loro insieme, più di 10 per cento della detta superficie, l'oggetto pagherà un dazio corrispondente alla media aritmetica dei dazi che colpiscono le materie più fortemente tassate che entrano nella composizione dell'oggetto.

ex 157 Tessuti misti nei quali la seta o la filusella entrano nella misura di non meno di 12 e non più di 50 per cento :

b) colorati :

1. lisci.....	chilogr.	5
2. operati.....	id.	8

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
aus 159 Gewebe aus Seide oder Florettseide, gestickte :		
b) mit Plattstich.....		Zoll des Gewebe mit Zuschlag von 3 Lire für 1 kg
aus 160 Samt und Plüsch aus Seide oder Florettseide :		
a) glatt.....	kg	9
161 Samt, gemischter, in welchem Seide oder Florettseide im Verhältnisse von mindestens 12 und höchstens 50 Prozent enthalten ist :		
a) glatt.....	kg	7
b) gemustert.....	»	10
aus 164 Bänder und Borten aus Seide oder Florettseide gemischt mit anderen Spinnstoffen, worin die seide oder Florettseide im Verhältnisse von mindestens 12 und höchstens 50 Prozent enthalten ist.....		Zoll des Gewebes mit Zuschlag von 3 Lire für 1 kg
165 Posamentierarbeiten aus Spinnstoffen der Kategorie VIII.....		Zoll der Bänder
168 Genähte Gegenstände aus Spinnstoffen der Kategorie VIII :		
a) Fichus, Echarpes und Cachenez, schwarz oder farbig, aus Seide oder Florettseide gewebt, gemustert oder ungemustert, besäumt, eingefasst oder mit Franzen besetzt.....		Zoll des Gewebes mit 20 Prozent Zuschlag
b) andere.....		Zoll des Gewebes mit 40 Prozent Zuschlag
aus 176 Möbel und Möbelteile, rohe oder fertige :		
aus a) nicht gepolsterte :		
2. andere aus gemeinem Holz.....	100 kg	13
<i>Anmerkung.</i> — Ungepolsterte Möbel aus nicht gebogenem gemeinen Holz fallen unter Nr. 176 a2, auch wenn sie gedrechselt, mit gemeinem Holz furniert, gelocht, mit gepressten oder mit der Fräsemaschine hergestellten Verzierungen versehen und mit Stroh-, Rohr, und ähnlichem Flechtwerke verbunden sind, vorausgesetzt, dass sie nicht geschnitzt sind. Unter Nr. 176 a2 fallen ferner ungepolsterte Möbel aus nicht gebogenem gemeinen Holz, mit gewöhnlichen und nicht zur Verzierung dienenden Zutaten aus gemeinem Metalle, selbst wenn diese Zutaten vernickelt sind.		
3. aus Kunstschlerholz.....	»	50
4. furniert, geschnitzt oder eingelegt.	»	50
aus 177 Rahmen und Leisten zu Rahmen aus Holz :		
b) gefirnisst, vergoldet oder versilbert.	»	60
178 Gerätschaften und verschiedene Waren aus gemeinem Holz :		
a) roh.....	»	6



Unità                      Dazio  
 Lire in oro.

ex 159 Tessuti di seta o di filusella, ricamati :

b) a punto passato..... } Dazio tel tessuto con  
 l'aumento di  
 lire 3 il chilogramma

ex 160 Velluti e felpe, di seta o di filusella :

a) lisci..... chilogr. 9  
 161 Velluti misti nei quali la seta o la filusella  
 entrano nella misura di non meno di 12 e  
 non più di 50 per cento :

a) lisci..... id. 7  
 b) operati..... id. 10

ex 164 Galloni e nastri di seta o di filusella miste  
 con altre materie tessili, contenenti non  
 meno di 12 nè più di 50 per cento di seta  
 o di filusella..... } Dazio del tessuto con  
 l'aumento di  
 lire 3 il chilogramma.

165 Passamani di materie tessili della categoria  
 VIII..... Dazio dei nastri.

168 Oggetti cuciti, di materie tessili della cate-  
 goria VIII :

a) scialletti, sciarpe e fazzoletti (*cache-  
 nez*), neri o colorati, di tessuti di  
 seta o di filusella, operati o no,  
 orlati o guarniti di frangie..... } Dazio del tessuto con  
 l'aumento di 20 per cento

b) altri..... } Dazio del tessuto con  
 l'aumento di 40 per cento

ex 176 Mobili e parti di mobili, greggi o finiti :

ex a) non imbottiti :

2. altri di legno comune..... 100 kg 13

*Nota.* — I mobili non imbottiti, di legno  
 comune non curvato, si classificano sotto il n. 176  
 a) 2, anche se sono torniti, impiallacciati di legno  
 comune, traforati, o con ornamenti impressi od  
 ottenuti con la macchina a scanalare e commisti  
 a intrecci di paglia, canna d'India e materie  
 simili, purchè non siano intagliati. Sono pure  
 compresi sotto lo stesso n. 176 a) 2 i mobili non  
 imbottiti, di legno comune non curvato, con acces-  
 sori usuali e non ornamentali di metalli  
 comuni, anche nichelati.

3. di legno da ebanisti..... id 50

4. impiallacciati, intagliati o intar-  
 siati..... id 50

ex 177 Cornici e liste di legno per cornici :

b) verniciate, dorate o argentate..... id 60

178 Utensili e lavori diversi di legno comune :

a) greggi..... id. 6

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
b) poliert oder bemalt.....	100 kg	13
<i>Anmerkung.</i> — Schaufeln, Gabeln, Rechen, Schüsseln, Löffel, Näpfe und andere Gegenstände des Hausgebrauchs, Handhaben von Geräten und Werkzeugen, mit oder ohne Zwingen, ferner gemeine Holzschuhe, sowie Zeichenutensilien (Zeichenbretter, Lineale und dergleichen) fallen je nach ihrer Bearbeitung unter die Nummern 178 a und b.		
Die unter Nr. 178 begriffenen Gegenstände können auch mit Beschlägen, Reifen oder anderen Nebenbestandteilen von gemeinen Metallen versehen sein.		
179 Kurzwaren aus Holz.....	»	50
<i>Anmerkung.</i> — Hölzerne Knöpfe aller Art werden als Holzarbeiten je nach ihrer Bearbeitung behandelt.		
Knöpfe aus Steinnuss und Pfeifenrohre aller Art aus Holz, mit Mundstücken aus Bein, Horn oder Holz fallen unter die Kurzwaren aus Holz.		
180 Spielzeug aus Holz.....	»	60
aus 182 Personenwagen für gewöhnliche Strassen:		
aus a) Fahrräder, ausgenommen Motorfahrräder.		
1. zweirädrige .....	Stück	35
2. dreirädrige .....	»	42
3. einzelne Bestandteile von Fahrrädern .....	100 kg	100
<i>Anmerkung.</i> — Fahrradrahmen (telai) zahlen den gleichen Zoll wie fertige Fahrräder.		
Rohe Teile aus Schmiedeeisen oder Stahl werden als Gegenstände aus Schmiedeeisen oder Stahl je nach ihrer Beschaffenheit behandelt.		
aus 185 Korb- und Mattenflechterwaren:		
b) feine .....	»	30
<i>Anmerkung.</i> — Unter Nr. 185 b fallen auch solche feine Korbflechterwaren, die gewöhnliche und nicht zur Verzierung dienende Zutaten aus gemeinen, auch vernickeltem Metall haben, ferner feine Korbflechterwaren in Verbindung mit Stroh, Bast, Raffia, Espartogras, Binsen, Palmblättern, Litzen, Schnüren und anderen Gespinstwaren, sofern sie nicht mit diesen Gespinstwaren im Inneren ausgeschlagen, gefüttert oder gepolstert sind.		
aus 190 Halbzeug aus Holz:		
a) Zellulose .....	—	frei
aus 191 Papier:		
aus a) weiss oder in der Masse gefärbt:		
1. unliniertes jeder Art.....	100 kg	12,50
b) farbig, vergoldet oder bemalt und Tapeten (einschliesslich des weissgemachten Papiers zur Lithographie und Photographie).....	»	40



	Unità	Dazio Lire in oro.
b) puliti o dipinti.....	100 kg	13
<p><i>Nota.</i> — Le pale, le forche, i rastrelli, i piatti, i cucchiari, le scodelle e altri oggetti d'uso domestico, i manichi d'utensili e di strumenti, con o senza ghiera, gli zoccoli comuni di legno e gli oggetti da disegno (tavolle, regoli e simili) sono compresi del numero 178 a) e b), secondo la natura del lavoro.</p> <p>Gli oggetti compresi nel numero 178, vi sono ammessi anche se siano guarniti di ferramenta, di cerchi o d'altri accessori di metallo comune.</p>		
179 Mercerie di legno.....	id.	50
<p><i>Nota.</i> — I bottoni di ogni specie, di legno, sono classificati fra i lavori di legno, secondo la natura del lavoro.</p> <p>I bottoni di corozo e le cannuce da pipa, di ogni sorta, di legno con bocchini d'osso, di corno o di legno, seguono il regime delle mercerie di legno.</p>		
180 Balocchi di legno.....	id.	60
ex 182 Vetture da strade comuni:		
ex a) velocipedi, non a motore:		
1. a due ruote.....	ciascuno	35
2. a tre ruote.....	id.	42
3. parti staccate di velocipedi.....	100 kg	100
<p><i>Nota.</i> — I telai di velocipedi sono soggetti allo stesso dazio nei velocipedi completi.</p> <p>Le parti di ferro e di acciaio greggie sono ammesse al trattamento dei lavori di ferro e d'acciaio secondo la specie.</p>		
ex 185 Lavori da panieraio e da stioiaio:		
b) fini.....	id.	30
<p><i>Nota.</i> — Sono compresi sotto il n. 185 b) i lavori da panieraio fini anche se guarniti dei loro accessori usuali, senza carattere ornamentale, di metallo comune, anche nichelato, come pure i lavori da panieraio fini in unione con paglia, libro, rafia, sparto, giunchi, foglie di palma, laccioli, cordoncini e altri lavori di materie tessili, purchè non siano guarniti all'interno, nè federati o imbottiti di queste materie tessili.</p>		
ex 190 Pasta di legno		
a) cellulosa .....	—	esente
ex 191 Carta:		
ex a) bianca o tinta in pasta:		
1. non rigata, d'ogni qualità.....	100 kg	12,50
b) colorita, dorata o dipinta e da parati (compresa la carta imbiancata per litografia o fotografia).....	id.	40

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
aus d) Packpapier aus mechanisch bereiteter, mit Dampf gekochter Holzmasse, von natürlicher brauner Farbe, auch in irgend einer Weise auf einer oder auf beiden Seiten geglättet (Papier in Rollen ausgenommen) ....	100 kg	5
aus d) Schleif-, Rost-, Polier- und Schieferpapier.....	»	8
193 Stiche, Lithographien und Anzeigekarten (cartelli) einschliesslich der Chromolithographien.....	»	75
aus 194 Pappe:		
b) feine.....		wie die betreffenden Papiersorten
<i>Anmerkung.</i> — Pappe, die an den Rändern in rechtwinkliger Form beschnitten ist, fällt unter Nr. 194.		
195 Arbeiten aus Papier und Pappe:		
a) Röhrchen (Büseten) und Spulen für die Spinnerei und Weberei .....	100 kg	30
b) nicht genannte:		
1. Pappe, durch Zerschneiden oder Falten für Papparbeiten vorge-	100 kg	Zoll der betreffenden Pappe mit Zuschlag von 12 Lire für 100 kg
2. Knöpfe aus Papiermaché und ähnlichem Material .....		
3. andere.....		
richttet.....		50
ähnlichem Material .....		70
andere.....	»	
<i>Anmerkung.</i> — Zu den Arbeiten aus papier und Pappe gehören Waren aus Papier und Pappe mit Zutaten aus anderen Stoffen, welche das gegenwärtig gültige Warenverzeichnis der Nr. 195 zuweist, sowie die Papierwäsche, diese auch, wenn sie mit einer durch Pressung hervorgebrachten Nachahmung von Nähten versehen und auf einer oder auf beiden Seiten mit Gewebe aus Baumwolle überzogen ist, vorausgesetzt, dass das Gewebe nicht 50 Prozent des Gesamtgewichts erreicht.		
aus 196 Bücher:		
aus a) gedruckte:		
aus 1. mit gemischtem Text (in italienischer und anderer Sprache), in losen Bogen oder broschiert...	—	frei
2. in anderer als italienischer Sprache, in losen Bogen oder broschiert.....	—	frei
3. in Einbänden jeder Art .....	100 kg	20
<i>Anmerkung.</i> — Gedruckte Bücher, mit einfachen Linien oder Vignetten zur Trennung der Kapitel und Titel versehen, unterliegen deshalb keinem höheren Zoll.		



Unità                      Dazio  
Lire in oro.

ex *d*) da involti, di pasta di legno meccanica, cotta a vapore (legno cotto), di color bruno naturale, anche lisciata in qualsiasi modo su una o su entrambe le facce (esclusa la carta in rotoli)..... 100 kg                      5

ex *d*) da affilare, da dirugginire, da pulire e carta-ardesia ..... id.                      8

193 Stampe, lithographie e cartelli, comprese le cromolithographie ..... id.                      75

ex 194 Cartoni:

*b*) fini..... } Regime della carta, secondo la qualità.

*Nota.* — I cartoni rifilati agli orli, in forma rettangolare, sono compresi sotto il n. 194.

195 Lavori di carta e di cartone:

*a*) tubetti e rochetti per la filatura e la tessitura..... 100 kg                      30

*b*) non nominati:

1. cartoni tagliati in pezzi o piegati per servire alla fabbricazione di lavori di cartone..... } Dazio dei cartoni con l'aumento di lire 12 il quintale.

2. bottoni di cartapesta o di materie simili..... 100 kg                      50

3. altri..... id.                      70

*Nota.* — Sono compresi fra i lavori di carta e di cartone, gli oggetti di carta e di cartone, con accessori di altre materie, che il repertorio attualmente in vigore rimanda al n. 195 come pure la biancheria di carta, anche con imitazioni di cucitura ottenute mediante impressione a secco, e ricoperta, su una o su entrambe le facce, di tessuto di cotone, purché il tessuto non raggiunga il 50 % del peso totale.

ex 196 Libri:

ex *a*) stampati:

ex 1. con testo misto (italiano e altra lingua), sciolti o semplicemente legati..... —                      esenti

2. in lingua diversa dall'italiana, sciolti o semplicemente legati..... —                      esenti

3. legati in qualsiasi modo..... 100 kg                      20

*Nota.* — I libri stampati, ornati di semplici linee o vignette per separare i capitoli o i titoli, non sono sottoposti, per questo, a diritti più alti.

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
197 Noten, gedruckte :		
a) in losen Bogen oder broschiert.....	—	frei
b) in Einbänden jeder Art.....	100 kg	20
<i>Anmerkung.</i> — Lithographierte Noten werden wie gedruckte verzollt.		
aus 199 Häute und Felle :		
aus d) ohne Haar gegerbt und fertig gemacht :		
3. andere.....	»	70
e) lackiert.....	»	90
aus 205 Schuhwerk jeder Art aus Kautschuk mit Futter oder Besatz aus Stoffen.....	100 Paar	125
207 Arbeiten aus gegerbten Häuten ohne Haar, nicht namentlich aufgeführt.....	100 kg	100
aus 211 Gusseisen :		
aus c) Gusswaren, gehobelte, abgedrehte oder anders bearbeitete :		
1. Gegenstände für Möbel, für Verzierungen oder für Hausgerät.....	»	10
aus 2. andere Gegenstände, mit Ausnahme der weniger als 500 Gramm wiegenden.....	»	7
<i>Anmerkung.</i> — Die unter Nr. 211 c 2 benannten Gusswaren können mit einem Grundanstrich versehen oder geteert sein, ohne deswegen einem höheren Zolle zu unterliegen.		
aus d) Gusswaren, mit Zutaten von anderem Metall, oder verzinkt, emailliert, vernickelt, gefirnisst, oxydiert, lackiert usw. :		
1. Gegenstände für Möbel, für Verzierungen oder für Hausgerät :		
a) Lampen und Lampenteile aus Eisenguss, verzinkt, emailliert, vernickelt, gefirnisst, oxydiert, lackiert, mit oder ohne Garnituren oder Verzierungen von Zink.....	»	15
b) andere.....	»	18
aus 2. andere Gegenstände, mit Ausnahme der weniger als 500 Gramm wiegenden.....	»	12
213 Schmiedeeisen und Stahl :		
a) gewalzt oder gehämmert, in geformten Stäben, Stangen oder Barren von jedem Querschnitte :		
1. im Querschnitte mit keinem Durchmesser oder keiner Seitenlänge von 7 Millimeter oder weniger...	»	6



	Unità	Dazio Lire in oro.
197 Musica stampata :		
a) sciolta o semplicemente legata.....	—	esente
b) legata in qualsiasi modo .....	100 kg	20
Nota. — La musica litografata segue il regime della musica stampata.		
ex 199 Pelli :		
ex d) conciate senza pelo e rifinite :		
3. altre .....	id.	70
e) verniciate .....	id.	90
ex 205 Calzature di qualsiasi specie, di gomma elastica, foderate o guarnite di stoffa .....	100 paia	125
207 Lavori di pelli conce senza pelo, non nominati.....	100 kg	100
ex 211 Ghisa :		
ex c) lavorata in getti piallati, torniti o in altro modo lavorati :		
1. in oggetti per mobili, per ornamenti o per arnesi domestici...	id.	10
ex 2. in altri oggetti, esclusi quelli di peso inferiore a 500 grammi ...	id.	7
Nota. — Gli oggetti di ghisa lavorata, considerati sotto il n. 211 c) 2, possono essere spalmati con colore di fondo ( <i>couleur d'apprêt</i> ) o incatramati senza subire per questa preparazione un aumento di dazio.		
ex d) lavorata in getti con guarnizioni d'altro metallo, stagnati, smaltati, nichelati, verniciati, ossidati, laccati, ecc. :		
1. in oggetti per mobili, per ornamenti o per arnesi domestici :		
a) lampade e loro parti, di ghisa gettata, com o senza guarnizioni o ornamenti di zinco, stagnate, smaltate, nichelate, verniciate, ossidate, laccate...	id.	15
b) altri .....	id.	18
ex 2. in altri oggetti, esclusi quelli di peso inferiore a 500 grammi.....	id.	12
213 Ferro e acciaio :		
a) laminati o battuti in verghe, spranghe o barre sagomate di sezione qualunque :		
1. non aventi in sezione alcun diametro o lato di 7 millimetri o meno.....	id.	6

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
2. im Querschnitte mit einer oder mehreren Seitenlängen oder mit einem oder mehreren Durchmessern von 7 Millimeter oder weniger, aber mehr als 5 Millimeter.	100 kg	7
3. im Querschnitte mit einer oder mehreren Seitenlängen oder mit einem oder mehreren Durchmessern von 5 Millimeter oder weniger	»	9
b) zu Draht gezogen :		
1. mit einem Durchmesser von 5 Millimeter oder weniger, aber mehr als 1 1/2 Millimeter.....	»	11
2. mit einem Durchmesser von 1 1/2 Millimeter oder weniger.....	»	15
c) in Blechen in der Stärke von :		
1. 4 Millimeter und darüber.....	»	7
2. weniger als 4 und mehr als 1 1/2 Millimeter.....	»	10
3. 1 1/2 Millimeter oder weniger....	»	12
<i>Anmerkung.</i> — In Zweifelsfällen ist die Stärke von Blechen in der Weise zu ermitteln, dass zunächst ihr genaues Gewicht und ihr Flächeninhalt festgestellt werden. Aus dem Gewicht und dem Flächeninhalt ist sodann die Blechstärke zu berechnen unter Zugrundelegung eines spezifischen Gewichts von 7,8, d. h. eines Gewichts von 7,8, Kilogramm für eine Blechplatte von 1 Quadratmeter Flächeninhalt und 1 Millimeter Stärke.		
216 Schmiedeeisen und Stahl in Röhren aus Blech in der Stärke von :		
a) 4 Millimeter und darüber.....	»	12
b) weniger als 4 und mehr als 1 1/2 Millimeter.....	»	14
c) 1 1/2 Millimeter oder weniger.....	»	17
aus 217 Schmiedeeisen und Stahl, geschmiedet oder gegossen, in groben Arbeiten :		
a) 50 Kilogramm schwer und darüber..	»	9
aus b) weniger als 50 Kilogramm, aber mehr als 5 Kilogramm schwer.....	»	9
aus 218 Schmiedeeisen und Stahl zweiter Bearbeitung (mit Ausnahme der Drathseile und der Nägel), in Arbeiten :		
aus a) welche hauptsächlich aus grossen Eisen- oder Stahlstücken gefertigt sind :		
aus 2. an ihrer ganzen Oberfläche oder einem grossen Teil derselben gehobelt, gefeilt, abgedreht, durchlocht usw.....	»	13,25



	Unità	Dazio Lire in oro.
2. aventi in sezione uno o più lati o diametri di 7 millimetri o meno, ma più di 5 millimetri.....	100 kg	7
3. aventi in sezione uno o più lati o diametri di 5 millimetro o meno.	id.	9
b) tirati in fili :		
1. aventi un diametro di 5 milimetri o meno ma più di 1 millimetro e mezzo'.....	id.	11
2. aventi un diametro di 1 millimetro e mezzo o meno.....	id.	15
c) in lamiere della grossezza :		
1. di 4 millimetri e più.....	id.	7
2. di meno di 4 millimetri e più di millimetri 1 e mezzo.....	id.	10
3. di millimetri 1 e mezzo e meno....	id.	12
<i>Nota.</i> — In caso di dubbio, la grossezza delle lamiere sarà stabilita constatando il peso preciso e la superficie loro. Dal peso e dalla superficie si dedurrà allora la grossezza della lamiera prendendo per base un peso specifico di 7,8, cioè un peso di 7,8 chilogrammi per metro quadrato di una lamiera di un millimetro di grossezza.		
216 Ferro e acciaio in tubi, di lamiera della grossezza :		
a) di 4 millimetri e più.....	id.	12
b) di meno di 4 millimetri e più di millimetri 1 e mezzo .....	id.	14
c) di millimetri 1 e mezzo e meno.....	id.	17
ex 217 Ferro e acciaio fucinati o gettati, in lavori greggi, pesanti :		
a) 50 chilogrammi e più.....	id.	9
ex b) meno di 50, ma più di 5 chilogrammi.....	id.	12
ex 218 Ferro e acciaio di seconda fabbricazione (esclusi i cordami di fili di ferro o d'acciaio e i chiodi di ferro o d'acciaio), in lavori :		
ex a) fatti principalmente con ferri o acciai grossi :		
ex 2. in oggetti piallati, limati, torniti, bucati, ecc., su tutta o larga parte della loro superficie.....	id.	13,25

Massstab      Zollsatz  
Lire in Gold

*Anmerkung.* — Als hauptsächlich aus grossen Eisen- oder Stahlstücken gefertigte Arbeiten sind zu betrachten die Arbeiten, die zum grössten Teile aus geschmiedeten oder gegossenen Eisen- oder Stahlstücken im Gewichte von mehr als 25 Kilogramm bestehen, sowie die Arbeiten, die zum grössten Teile aus solchen gewalzten oder gezogenen Eisen- oder Stahlstücken bestehen, welche im Querschnitt keine Seitenlänge oder keinen Durchmesser von 7 Millimeter oder weniger aufweisen.

aus *b*) welche hauptsächlich aus kleinen Eisen- oder Stahlstücken gefertigt sind :

aus 2. an ihrer ganzen Oberfläche oder an einem grossen Teil derselben gehobelt, gefeilt, abgedreht, durchlocht usw. :

*a*) Geschirr (Pfannen und dergleichen) aus Eisenblech, nur auf der Innenseite abgeschliffen...

100 kg      16,50

*b*) andere.....

»      17,25

aus 3. verzinkt, verbleit, verzinkt, lackiert, gefirnisst.....

»      17,25

aus 4. oxydiert, emailliert, vernickelt, mit Zutaten aus anderen Metallen oder mit Glas oder Tonwaren verbunden (ausgenommen emailliertes Hausgerät and Geschirr).

»      30

*Anmerkung.* — Die Waren, die das gegenwärtig gültige Warenverzeichnis ausdrücklich der Position » Schmiedeeisen und Stahl zweiter Bearbeitung « zuweist, werden, falls sie ganz oder zum Teil poliert (bruniti) sind, wie dergleichen vernickelte Waren behandelt. Eine Ausnahme hiervon machen nur Gelschränke, die nach Nr. 218 a 2 und b 2 zu verzollen sind, auch wenn sie das übliche, nicht als Verzierung dienende polierte Beiwerk haben.

aus 222 Gerätschaften und Werkzeuge für Künste und Gewerbe, aus Gusseisen, Schmiedeeisen oder Stahl :

aus *a*) gemeine :

aus 2. Werkzeugmaschinen zur Bearbeitung von Holz und Metallen, im Gewichte von mehr als 50 bis 300 Kilogramm, auch mit polierten Teilen.....

»      14

3. andere.....

»      13

*Anmerkung.* — Als gemeine Gerätschaften und Werkzeuge werden folgende behandelt : Aexte, Pflüge, Spundmesser, gewöhnliches Ackergerät im allgemeinen, Schaufeln, Spitzambosse,



Unità                      Dazio  
Lire in oro.

*Nota.* — Saranno considerati come lavori fatti principalmente con ferri o acciai grossi i lavori fatti nella massima parte con ferri o acciai fucinati o gettati di peso superiore a 25 chilogrammi, e i lavori fatti nella massima parte con ferri o acciai laminati o trafilati che non presentano in sezione alcun lato o diametro di 7 millimetri o meno.

ex b) fatti principalmente con ferri o acciai piccoli:

ex 2. in oggetti piallati, limati, torniti, bucati, ecc., su tutta o larga parte della loro superficie:

a) vasellame (padelle e simili) di lamiera soltanto pulito all'interno .....	100 kg	16,50
b) altri .....	id.	17,25
ex 3. stagnati, piombati, zincati, laccati e verniciati .....	id.	17,25
ex 4. ossidati, smaltati, nichelati, guarniti d'altri metalli, o congiunti a vetro o prodotti ceramici (esclusi gli utensili d'uso domestico e il vasellame, di ferro smaltato) .....	id.	30

*Nota.* — I lavori che il repertorio attualmente in vigore rimanda espressamente alla rubrica del Ferro e acciaio di seconda fabbricazione », quando sono bruniti in tutto o in parte, si classificano come quelli nichelati. E fatta eccezione a questa regola per le casse-forti e i forzieri, i quali seguono il regime del n. 218 a) 2 e b) 2, anche se hanno accessori usuali, ma senza carattere ornamentale, bruniti.

ex 222 Utensili e strumenti usuali per arti e mestieri, in ghisa, ferro o acciaio:

ex a) comuni:

ex 2. macchine-utensili per la lavorazione del legno e dei metalli, del peso di più di 50 fino a 300 chilogrammi, anche con parti bruite.	id.	14
3. altri .....	id.	13

*Nota.* — Sono considerati come utensili e strumenti comuni i seguenti:

Accette, aratri, ascie, attrezzi ordinari di agricoltura in genere, badili, bicorni, biette, barletti,

Massstab      Zollsatz  
Lire in Gold

Knaggen, Zwingen, Mauerkellen, Wetzstahle, Keile, Eggen, Zieheisen, Heu- und Mistgabeln, Streichmasse, Hebebäume, grosse Wiegemesser, Hämmer, Schraubstöcke, für Schmiede, Schippen, Pfähle, Picken, Steinhauen, Rechen, Gähacken, Handbeile, Zangen, Pflugscharen usw.

Dergleichen polierte Gerätschaften und Werkzeuge werden den emaillierten, lackierten oder oxydierten Gerätschaften und Werkzeugen gleichgestellt und der Nr. 222 a 1 zugewiesen.

b) feine :

- |  |        |    |
|--|--------|----|
| 1. emailliert, lackiert, oxydiert oder poliert.....  | 100 kg | 22 |
| 2. andere, auch abgeschliffen, gefirnisst, verzinkt, verbleit, galvanisiert, verkupfert, verzinkt oder mit Zutaten aus anderen Mettallen.... | »      | 17 |
| — Werkzeugmaschinen zur Bearbeitung von Holz und Metallen, im Gewichte von 50 Kilogramm oder weniger, auch mit polierten Teilen              | »      | 16 |

Anmerkung. — Als feine Gerätschaften und Werkzeuge werden folgende behandelt :

Winden, Brücken- und Tafelwagen, Poliereisen, Grabstichel, Schraubenzieher, Winkelhaken, Kopierpressen, Scheren, Sensen, Sicheln, Gartenmesser, Blehscheren, tragbare Schmieden, Stanzen oder Punzen ; nicht besonders benannte Werkzeuge für Schuhmacher, Vergolder, Tischler, Schmiede, Hufschmiede, Friseure, Buchdrucker und andere Handwerker ; Plätt- und Krauseleisen, Wirkeisen, Sägeblätter, Ahlen, Schraubenschlüssel, Hobeisen, Glätteisen, Käme, Hobel, Kneipzangen, Schneidstempel, Pfriemen, Hippen, Schabeisen, Spitzen für Nagel- und Steinbohrer, Meissel, Sägen, Hohlmeissel, Spatel, Locheisen, Bohrer, grosse und kleine, Stempel, Pressen für Stempel und Punzen, Drehbänke für Uhrmacher, Handbohrer, Hohlbohrer usw.

c) Feilen und Raspeln, welche, abgesehen vom Handgriff, eine Länge besitzen :

- |                                      |   |    |
|--------------------------------------|---|----|
| 1. von mehr als 30 Zentimeter.....   | » | 13 |
| 2. von 15 bis 30 Zentimeter.....     | » | 15 |
| 3. von weniger als 15 Zentimeter.... | » | 20 |

aus 223 Uhrketten ; Schnallen, Fingerhüte und Spannen ; Schlüsselketten und -ringe ; Gestelle, Schlösser, Garnituren und Beschläge für Täschnerwaren und Geldtaschen ; alle diese Artikel aus Eisen oder Stahl, poliert (bruniti).....

» 80

224 Näh- und Stecknadeln.....

» 80

aus 225 Kupfer, Messing und Bronze :

aus d) Draht in der Stärke von mehr als 0,5 Millimeter.....

» 20



Unità                      Dazio  
Lire in oro.

cazzuole, coti, cunei, erpici, filiere, forche, graf-  
fietti, leve, mannaie, martelli, morse de fabbri,  
pale, pali, picconi, piccozze, rastrelli, sarchielli,  
scuri, tanaglie, vomeri, ecc.

Gli utensili e strumenti della specie, bruniti,  
sono assimilati agli utensili e strumenti smal-  
tati, laccati o ossidati e sono classificati sotto il  
n. 222 a) 1.

b) fini :

1. smaltati, laccati, ossidati o bruniti      100 kg      22

2. altri, anche puliti, verniciati, zin-  
cati, piombati, galvanizzati, ramati,  
stagnati, o guarniti di altri metalli      id.      17

— macchine-utensili per la lavo-  
razione del legno e dei metalli,  
del peso di 50 chilogrammi o  
meno, anche con parti bruite.....      id.      16

*Nota.* — Sono considerati come utensili e  
strumenti fini i seguenti :

Binde, bilance a bilico, brunitoi, bulini,  
cacciaviti, compositoi, copia-lettere, cesoie, falci,  
falcirole, forbici, fucine portatili, cono o punzoni ;  
ferri non nominati da calzolari, doratori, fale-  
gnami, fabbri, maniscalchi, parrucchieri, stampa-  
tori e altri artigiani ; ferri da stirare et da crespere,  
incastrì, lame da seghe, lesine, licciaiole, lin-  
guette o ferri da pialle, lisciatoi, pettini, pialle,  
pinze, punzoni, punteruoli, roncoli, raschiatoi,  
saette per succhielli e trapani, scalpelli, seghe,  
sgorbie, spatole, stampi, succhielli, trivelle, trivel-  
line, timbri, torchietti per timbri e punzoni, torni  
da orologiaio, trapani a mano, verrine, ecc.

c) lime e raspe, aventi, non compreso  
il codolo, una lunghezza :

1. di più di 30 centimetri.....      id.      13  
2. di 15 fino a 30 centimetri.....      id.      15  
3. inferiore a 15 centimetri.....      id.      20

ex 223 Catene da orologi ; fibbie, ditali e fermagli ;  
catenelle e anelli per chiavi ; armature,  
serrature, guarnizioni e fermagli per  
sacche e per portamonete ; tutti questi  
oggetti di ferro o di acciaio, bruniti.....      id.      80

224 Aghi e spilli.....      id.      80

ex 225 Rame, ottone e bronzo :

ex d) in fili aventi un diametro superiore  
a mezzo millimetro.....      id.      20

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
h) Verzierungen, weder vergoldet noch versilbert.....	100 kg	75
aus i) vergoldet oder versilbet:		
3. andere Arbeiten.....	»	120
<i>Anmerkung.</i> — Unter Nr. 225 i 3 fallen Waren dieser Art, auch wenn sie mit Gold oder Silber belegt oder plattiert sind, soweit sie nicht durch das geltende Warenverzeichnis ausdrück- lich den Gold- oder Silberwaren oder den Kurzwaren gleichgestellt werden.		
aus l) nicht besonders aufgeführte Arbeiten, mit Ausnahme der Schrau- ben und Schraubenbolzen.....	»	30
aus 228 Blei und dessen Legierungen mit Antimon:		
d) Buchdruckerlettern.....	»	18
aus 230 Zink:		
b) Platten und Bleche.....	»	4
c) Arbeiten:		
1. vergoldet oder versilbert.....	»	58
2. weder vergoldet noch versilbert, aber verziert oder mit irgend welchem Lack.....	»	12
3. nicht genannt.....	»	12
<i>Anmerkung.</i> — Zinkwaren dieser Art fallen, wenn sie vernickelt sind, unter Nr. 230 c 2.		
aus 238 Kessel für Maschinen:		
aus a) Röhrenkessel mit Röhren aus Eisen und Gusseisen.....	»	14
b) andere als Röhrenkessel.....	»	12
239 Werkzeugmaschinen zur Bearbeitung von Holz und Metallen (Sägen, Hobel, Dreh- bänke, Schraubenkluppen, Bohrma- schinen usw.) im Gewichte von mehr als 300 kilogramm.....	»	9
aus 240 Maschinen:		
aus a) Dampfmaschinen:		
1. feststehende, ohne Kessel.....	»	12
aus 2. halbfeste, mit Kessel; Heissluft-, Druckluft-, Gas-, Petroleum-Moto- ren (einschliesslich der Rotations- körper): im Gewichte von mehr als 300 Kilogramm.....	»	12
f) landwirtschaftliche Maschinen jeder Art.....	»	9
h) Maschinen und Stühle für Weberei..	»	10
j) Nähmaschinen:		
1. mit Gestell.....	»	25
2. ohne Gestell.....	»	25
aus l) Maschinen zum Brechen, Quet- schen und Stampfen von Steinen,		



	Unità	Dazio Lire in oro.
h) in lavori ornamentali, non dorati, nè argentati.....	100 kg	75
ex i) dorati o argentati:		
3. in altri lavori.....	id.	120
<i>Nota.</i> — Sono compresi sotto il n. 225 i) 3 gli oggetti della specie, anche placcati d'oro o d'argento, in quanto il repertorio in vigore non li assimili espressamente agli oggetti d'oro o d'argento, o alle mercerie.		
ex l) in lavori non nominati, escluse le viti e le chiavarde a vite.....	id.	30
ex 228 Piombo e sue leghe con l'antimonio:		
d) in caratteri da stampa.....	id.	18
ex 230 Zinco:		
b) in lamiere e fogli.....	id.	4
c) in lavori:		
1. dorati o argentati.....	id.	58
2. non dorati nè argentati, con ornati o vernici di qualsiasi sorta.....	id.	12
3. non nominati.....	id.	12
<i>Nota.</i> — I lavori della specie nichelati sono compresi sotto il n. 230 c) 2.		
ex 238 Caldaie per macchine:		
ex a) multitubulari, con tubi di ferro o di ghisa.....	id.	14
b) non multitubulari.....	id.	12
239 Macchine-utensili per la lavorazione del legno o dei metalli (seghe, pialle, torni, filettatrici, trapani, ecc.) di peso superiore a 300 chilogrammi.....	id.	9
ex 240 Macchine:		
ex a) a vapore:		
1. fisse, senza caldaia.....	id.	12
ex 2. semifisse, con caldaie annesse, motori ad aria calda, ad aria compressa, a gas, a petrolio (comprese le motrici rotative): di peso superiore a 300 chilogrammi.....	id.	12
f) agrarie di ogni sorta.....	id.	9
h) per la tessitura e telai da tessere....	id.	10
j) da cucire:		
1. con sostegni.....	id.	25
2. senza sostegni.....	id.	25
ex l) macchine per frantumare o polverizzare pietre, minerali, ossa, ecc.;		

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
Mineralien, Knochen, usw.; Winden aus Guss- und Schmiedeeisen; mechanische, nicht hydraulische Krane; Böcke zum Heben von Eisenbahnen und dergleichen; Zentrifugen zur Zuckerfabrikation; selbsttätige (Luftdruck- usw.) Bremsen; Walzwerke; Rollmaschinen, ausgenommen diejenigen für Gewebe; Gefriermaschinen; Maschinen zur Fabrikation gashaltiger Wasser; Papierschneidemaschinen; Ziegeleimaschinen; Wasch- und Bügelmaschinen; Buchbindermaschinen; pneumatische Maschinen zum Gewerbegebrauch; Poliermaschinen; Ventilatoren mit Bewegungsmechanismus; Papierlochmaschinen; Garnfärbemaschinen; Maschinen und Apparate zur Fabrikation von Papier und Papiermasse..	100 kg	10
aus 241 Maschinenteile, getrennt eingehend:		
aus c) von anderen Maschinen als dynamo-elektrischen Maschinen und Nähmaschinen, soweit es sich um Teile von Maschinen handelt, die im gegenwärtigen Verträge aufgeführt sind.....	»	11
242 Apparate aus Kupfer oder anderen Materialien, zum Erwärmen, Raffinieren, Destillieren usw.....	»	18
243 Instrumente, optische, mathematische, Präzisions-, astronomische, chemische, physikalische, chirurgische usw.:		
a) aus Kupfer, Bronze, Messing oder Stahl:		
1. mit Ferngläsern oder Mikroskopen oder in Grade abgetheilten Stäben oder Kreisen versehen; Erdfernrohre, einfache und doppelte, Linsen, lose oder in Fassung	»	30
2. ohne optische Vorrichtung oder in Grade abgetheilte Stäbe oder Kreise.....	»	30
b) aller Art, zu deren Herstellung vorwiegend Eisen verwendet ist.....	»	30
aus 246 Gold:		
c) Blattgold (ohne Abzug des Gewichts des Papiers) .....	kg	18



Unità                      Dazio  
Lire in oro.

argani di ghisa e di ferro ; grù meccaniche, non idrauliche ; cavalletti per alzare vagoni, ecc. ; macchine centrifughe per la fabbricazione dello zucchero ; freni automatici (ad aria compressa, a vuoto, ecc.) ; laminatoi : macchine per cilindrare, eccettuate quelle per cilindrare tessuti ; macchine congelatrici ; macchine per la fabbricazione delle acque gassose ; macchine tagliacarta ; macchine per la fabbricazione dei laterizi ; macchine per lavare e stirare la biancheria ; macchine per legare libri ; macchine pneumatiche per uso industriale ; macchine per pulire ; ventilatori con meccanismo ; macchine per traforare la carta ; macchine per tingere i filati ; macchine e apparecchi per la fabbricazione della carta e delle paste per fare la carta.....			100 kg	10
ex 241 Parti staccate di macchine :				
ex c) altre, all'infuori di quelle di macchine dinamo-elettriche e di macchine da cucire, in quanto si tratti di parti d'una macchina nominata nel presente trattato.....			id.	11
242 Apparecchi di rame o di altri materiali, per riscaldare, raffinare, distillare, ecc.....			id.	18
243 Strumenti di ottica, di calcolo, di precisione, di osservazione, di chimica, di fisica, di chirurgia, ecc :				
a) costruiti in rame, ottone, bronzo o acciaio :				
1. muniti di cannocchiali o microscopi o di aste o cerchi graduati ; cannocchiali terrestri, monocoli e binocoli, lenti sciolte e chiuse in armatura.....			id.	30
2. non muniti di alcun istrumento ottico, nè di aste o cerchi graduati.			id.	30
b) d'ogni specie nella costruzione dei quali entra con evidente prevalenza il ferro.....			id.	30
ex 246 Oro :				
c) battuto in fogli (senza difalcare il peso della carta).....			chilogr.	18

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
aus 247 Silber:		
<i>d</i> ) Blattsilber (ohne Abzug des Gewichts des Papiers) .....	kg	5
248 Goldschmiedewaren und goldenes Geschirr.	100 g	14
249 Silberwaren, auch vergoldet, oder Silber- geschirr .....	kg	9.
<i>Anmerkung.</i> — Mit Gold plattierte Silber- waren sind als vergoldete Silberwaren, nicht als Goldwaren zu behandeln.		
250 Schmuckwaren:		
<i>a</i> ) von Gold:		
1. Ketten .....	100 g	2
2. andere .....	»	6
<i>b</i> ) von Silber, auch vergoldet .....	kg	10
aus 254 Furnituren für Wand- und Standuhren .....	100 kg	50
aus 255 Edelsteine, bearbeitete:		
aus <i>b</i> ) Achate und Onyx .....	kg	9
aus 261 Steine, Erden nicht metallische Mineralien:		
aus <i>a</i> ) Lithographiersteine .....	—	frei
270 Steingut oder Arbeiten aus weissem Ton:		
<i>a</i> ) weiss .....	100 kg	16
<i>b</i> ) verschiedenfarbig oder bemalt, ver- goldet oder anderweitig verziert .....	»	25
<i>Anmerkung.</i> — Steingut oder Arbeiten aus weissem Ton, welche mit einer einheitlichen Grundfarbe oder mit einfachen Linien, Streifen oder Ringen von nur einer Farbe (ausgenommen Gold und Silber) versehen sind, werden nicht als verzierte Waren behandelt, sondern fallen unter Nr. 270a.		
271 Porzellan:		
<i>a</i> ) weiss .....	»	16
<i>b</i> ) farbig, vergoldet oder sonstwie ver- ziert .....	»	35
aus 274 Glas- und Kristallwaren:		
<i>a</i> ) einfach geblasen oder gegossen, nicht farbig, nicht geschnitten, nicht geschliffen oder graviert .....	»	8,50
<i>b</i> ) farbig, in der Masse gefärbt, gesch- nitten, geschliffen, mit Schmirgel abgerieben und graviert .....	»	15
<i>c</i> ) bemalt, emailliert, vergoldet, ver- silbert oder anders verziert:		
1. weisses oder farbiges Hohlglas, einfach geblasen, nicht gesch- nitten, nicht poliert, nicht mit Schmirgel abgerieben, ungraviert, auf der Innenseite versilbert, auch auf der Aussenseite ganz oder teil- weise mit gelbem Lack überzogen		



	Unità	Dazio Lire in oro.
ex 247 Argento:		
<i>d)</i> battuto in fogli (senza difalcare il peso della carta).....	chilogr.	5
248 Oreficeria e vasellame d'oro.....	ettogr.	14
249 Lavori d'argento, anche dorati, o argenteria.	chilogr.	9

*Nota.* — I lavori d'argento placcati in oro sono classificati come lavori d'argento dorati e non come lavori d'oro.

## 250 Gioielli:

	<i>a)</i> d'oro:		
	1. catene.....	ettogr.	2
	2. altri.....	id.	6
	<i>b)</i> d'argento, anche dorati.....	chilogr.	10
ex 254	Fornimenti d'orologi da tavolo e da muro..	100 kg	50
ex 255	Pietre preziose lavorate:		
ex <i>b)</i>	agate e onici.....	chilogr.	9
ex 261	Pietre, terre e minerali non metallici:		
ex <i>a)</i>	pietre litografiche.....	—	esenti
270	Terraglie o lavori di pasta bianca:		
<i>a)</i>	bianchi.....	100 kg	16
<i>b)</i>	variamente colorati o dipinti, dorati o altrimenti decorati.....	id.	25

*Nota.* — Le terraglie o lavori di pasta bianca, colorati a fondo unito o con semplici linee, righe o cerchi d'un sol colore (esclusi l'oro e l'argento) non sono considerati come oggetti decorati e sono compresi sotto il n. 270 *a)*.

## 271 Porcellane:

	<i>a)</i> bianche.....	id.	
	<i>b)</i> colorate, dorate o altrimenti decorate.....	id.	16 35
ex 274	Lavori di vetro e di cristallo:		
<i>c)</i>	semplicemente soffiati o gettati, non coloriti, nè arrotati, nè incisi....	id.	8,50
	<i>b)</i> colorati, tinti in pasta, arrotati, smerigliati e incisi.....	id.	15
	<i>c)</i> dipinti, smaltati, dorati, argentati o altrimenti decorati:		
	1. lavori di vetro vuoto bianco o di colore, semplicemente soffiati, non arrotati, non puliti, nè smerigliati, nè incisi, argentati internamente e anche ricoperti esteriormente, in tutto o in parte, di una vernice gialla o di deco-		

	Massstab	Zollsatz Lire in Gold
oder mit ordinärer Malerei ver- ziert (Kugeln für Gärten, Leuchter, Vasen, Tassen, Salznäpfchen und dergleichen) .....	100 kg	12
2. andere Waren .....	»	18
<i>Anmerkung.</i> — Glas- und Kristallwaren, welche die Marke oder den Namen der Fabrik, eine Glasplatte oder eine eingravierte Bezeich- nung des Fassungsraums tragen, sind von der Behandlung nach Nr. 274a nicht ausgeschlossen. Einfach geblasene oder gepresste Glas- und Kristallwaren fallen auch dann unter Nr. 274a, wenn sie am Rande, Boden oder Stöpsel abgesch- liffen oder abgerieben sind. Glas- und Kristallwaren der Nr. 274b kön- nen ganz oder teilweise graviert sein.		
278 Glas, Kristall und Schmelz in Form von Perlen (conterie), geschnittenen Steinen oder in Prismen für Kron- und Wand- leuchter und andere ähnliche Arbeiten ...	»	30
<i>Anmerkung.</i> — Porzellanperlen fallen unter Nr. 278.		
aus 294 Stärke:		
aus a) gemeine:		
2. aus anderem Material .....	»	8
b) feine oder in Schachteln .....	»	15
305 Hopfen .....	—	frei
335 Stearinsäure (einschliesslich Stearin und Palmitin) .....	100 kg	8
aus 348 Elfenbein, Perlmutter und Schildpatt:		
b) bearbeitet:		
1. Kämme und Haarnadeln .....	»	150
2. andere Waren .....	»	100
352 Kurzwaren (Mercerie):		
a) gemeine:		
1. Glaskurzwaren .....	»	60
2. andere, einschliesslich Spielzeug jeder Art (auch Puppen) .....	»	80
b) feine:		
1. Glaskurzwaren .....	»	60
2. Kurzwaren, feine, deren haupt- sächliches Material aus Leder aller Art, einschliesslich des Juch- tenleders, besteht .....	»	120
3. andere, einschliesslich Spielzeug jeder Art (auch Puppen) .....	»	150
<i>Anmerkung.</i> — Brieftaschen, Geldtaschen, Zigarrentaschen, Notizbücher und ähnliche Ar- beiten aus Leder aller Art, einschliesslich des Juchtenleders, in Verbindung mit gemeinen, weder vergoldeten noch versilberten Metallen werden als gemeine Kurzware behandelt.		



	Unità	Dazio Lire in oro.
razioni in pittura grossolana (sfere per giardini, candelieri, vasi, coppe, saliere e simili).....	100 kg	12
2. altri lavori.....	id.	18
<i>Nota.</i> — I vetri e cristalli che portano la marca o il nome della fabbrica o una placca di vetro o un' incisione per indicarne la capacità, possono essere compresi sotto la lettera a) del n. 274.		
I lavori di vetro o di cristallo, semplicemente soffiati o gettati, sono compresi sotto il n. 274 a), anche se hanno l'orlo, il fondo o il turacciolo arrotondati o puliti.		
I lavori di vetro e di cristallo compresi nella lettera b) del n. 274 possono essere incisi in tutto o in parte.		
278 Vetri, cristalli e smalti in conterie, tagliati a foggia di gemme o in prismi per lumiere e altri simili lavori.....	id.	30
<i>Nota.</i> — Le perle di porcellana sono comprese sotto il n. 278.		
ex 294 Amido :		
ex a) comune :		
2. d'altra materia.....	id.	8
b) fino o in scatole.....	id.	15
305 Luppolo.....	—	esente
335 Acido stearico (comprese la stearina e la palmitina).....	100 kg	8
ex 348 Avorio, madreperla e tartaruga :		
b) lavorati :		
1. pettini e forcelle da testa.....	id.	150
2. altri oggetti.....	id.	100
352 Mercerie :		
a) comuni :		
1. mercerie di vetro.....	id.	60
2. altre, compresi i balocchi d'ogni sorta (anche bambole).....	id.	80
b) fini :		
1. mercerie di vetro.....	id.	60
2. in cui predomini il cuoio d'ogni sorta, compreso il cuoio di Russia.	id.	120
3. altre, compresi i balocchi d'ogni sorta (anche bambole).....	id.	150
<i>Nota.</i> — I portafogli, portamonete, portasigari, libretti per note e simili lavori, di pelle di ogni sorta, compreso il cuoio di Russia, montati in metalli comuni, non dorati né argentati, sono classificati come mercerie comuni.		

Massstab      Zollsatz  
Lire in Gold

Den gemeinen Kurzwaren sind ferner zuzuweisen Albums mit Leder oder Stoff (Seide ausgenommen) überzogen oder ausgestattet, auch mit Gold-oder Silberschnitt und Gold-oder Silberdruck.

Die Zutaten aus Nickellegierung, mit denen diese Gegenstände versehen sein können, werden nicht als solche aus versilberten Metallen angesehen.

aus 355 Musikinstrumente :

b) Pianofortes :

1. tafelförmige und aufrechtstehende.....	Stück	90
2. Flügel.....	»	180

d) Saiteninstrumente, nicht besonders genannte:

1. im Gewichte von 400 Gramm und weniger.....	»	1,50
2. von grösserem Gewichte.....	»	1,50

e) Blasinstrumente, nicht besonders genannte :

1. im Gewichte von 400 Gramm und weniger.....	»	1,50
2. von grösserem Gewichte.....	»	1,50

f) andere, nicht besonders genannte... » 1,50

56 Bestandteile von Musikinstrumenten..... 100 kg 100

58 Kautschuk und Guttapercha :

e) andere Waren mit Einschluss derjenigen aus Hartgummi (Ebonit) und mit Ausschluss der mit Geweben oder mit Metall verbundenen Arbeiten.....	»	50
---	---	----

aus f) Waren aller Art mit Geweben verbunden, ausgenommen die gummier-  
ten Gewebe im Stück sowie die Klei-  
dungsstücke und Reiseartikel, die  
Treibriemen und die Schläuche,  
jedocheinschliesslich der Laufdecken,  
der Luftschläuche und sonstigen Rei-  
fen für Fahrradräder..... » 60

g) verarbeitet zu Posamentierwaren,  
Bändern und elastischen Geweben.... » 130

aus 359 Elektrische Drähte und Kabel :

b) Kabel zu elektrischen Zwecken, aus  
einem oder mehreren metallischen  
Leitern bestehend, in irgend einert  
Art mit isolierenden Substanzen um-  
geben, durch Eisen oder anderes  
Metall bedeckt oder geschützt, eins-  
chliesslich der unterseeischen Kabel. » 28

367 Pinsel mit und ohne Stiel..... » 20



Unità                      Dazio  
Lire in oro.

Sono parimente classificati come mercerie comuni gli album ricoperti o guarniti di cuoio o di stoffa, eccettuata la seta, anche con dorature o argentature sul taglio e con impressioni in oro o in argento.

Gli accessori di lega di nichelio, di cui questi oggetti possono essere forniti, non sono considerati come di metallo argentato.

ex 355 Strumenti musicali :

b) pianoforti :

1. a tavola e verticali.....	ciascuno	90
2. a coda.....	id.	180

d) non nominati, a corda, pesanti :

1. 400 grammi e meno.....	id.	1,50
2. più di 400 grammi.....	id.	1,50

e) non nominati, a fiato, pesanti :

1. 400 grammi e meno.....	id.	1,50
2. più di 400 grammi.....	id.	1,50

f) altri non nominati ..... id. 1,50

356 Parti staccate di strumenti musicali..... 100 kg 100

ex 358 Gomma elastica e guttaperca :

e) in altri lavori, compresi quelli di gomma elastica indurita (ebanite) ed esclusi quelli misti a tessuti o a metallo..... id. 50

ex f) in lavori di ogni foggia, misti a tessuti, esclusi i tessuti gommati in pezza, gli oggetti di vestiario o da viaggio, le cinghie di trasmissione e i tubi, ma comprese le coperture, le camere d'aria e le altre fasciature per ruote da velocipedi..... id. 60

g) lavorata in passamani, nastri e tessuti elastici..... id. 130

ex 359 Fili e cordoni elettrici :

b) cordoni elettrici formati con uno o più conduttori metallici comunque ricoperti di materie isolanti, armati o protetti con ferro o con qualsiasi altro metallo, compresi i cordoni sottomarini ..... id. 20

367 Pennelli con asta o senza..... id. 20

## PROTOKOLL

Bei der am heutigen Tage erfolgten Unterzeichnung des Zusatzvertrages zum Handels-, Zoll- und Schiffsfahrtsvertrag zwischen dem Deutschen Reich und Italien vom 6. Dezember 1891 haben die Unterzeichneten, hierzu gehörig ermächtigt, Folgendes erklärt:

Der dem oben erwähnten Zusatzvertrage beigefügte Tarif B setzt für Leinen-Plüsch (ex 95) einen Zoll von 100 Lire in Gold fest. Beide vertragschliessende Teile sind jedoch dahin übereingekommen, dass, falls der Zollsatz für Jute-Plüsch (ex 93b) erhöht werden sollte, Leinen-Plüsch der gleichen Zollerhöhung unterworfen werden kann.

Zu Urkund dessen ist das gegenwärtige Protokoll in doppelten Exemplaren ausgefertigt und unterzeichnet worden.

Geschehen zu Rom, den 3. Dezember 1904.

*Der Deutsche Botschafter*

(L. S.) MONTS.

## PROTOCOLLO

Nel momento di firmare il Trattato addizionale al Trattato di Commercio, di Dogana e di Navigazione fra l'Impero Germanico e l'Italia del 6 dicembre 1891, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno dichiarato quanto segue:

La tariffa B, annessa al detto trattato addizionale, stabilisce per le felpe di lino (ex 95) un dazio di Lire 100 in oro. Le due Parti contraenti hanno però convenuto che, qualora fosse aumentato il dazio sulle felpe di juta (ex 93 b), le felpe di lino potranno essere assoggettate allo stesso aumento.

In fede di che, il presente protocollo è stato redatto e firmato in doppio esemplare.

Fatto a Roma, il 3 dicembre 1904.

*Il Ministro degli affari esteri  
d'Italia*

(L. S.) TITTONI.

## TRADUCTION FRANÇAISE.

**Traité additionnel du 3 décembre 1904  
au traité de commerce et de navigation conclu  
le 6 décembre 1891 (1)**

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire germanique, d'une part, et Sa Majesté le Roi d'Italie, d'autre part, animés du désir de procéder à la revision du Traité de commerce et de navigation en vigueur entre l'Allemagne et l'Italie, du 6 décembre 1891, ont résolu de conclure un Traité additionnel à ce Traité et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

S. E. M. le comte Antoine de Monts Son Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie; etc....

(1) Cf. note à la p. 125.



Et Sa Majesté le Roi d'Italie :

S. E. M. Tommaso Tittoni, Ministre des Affaires étrangères ; etc...

S. E. M. Luigi Luzzatti, Ministre du Trésor, etc.,

S. E. M. Carlo Mirabello, Ministre de la Marine ; etc.

S. E. M. Luigi Rava, Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, etc.,...

S. E. M. Angelo Majorana, Ministre des Finances ; etc... ;

M. Giacomo Malvano, Conseiller d'Etat ; etc.... ;

M. le D<sup>r</sup> Edoardo Pantano, Député ;

M. le D<sup>r</sup> Nicola Miraglia, Directeur général de la Banque de Naples, etc... ;

M. Gherardo Callegari, Professeur, Inspecteur général de l'Industrie et du Commerce, etc., etc.

M. Lodovico Luciolli, Directeur au Ministère des Finances ; etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

#### Art. 1.

Sont introduites dans le texte du Traité de commerce et de navigation du 6 décembre 1891, les modifications et additions ci-après :

#### I.

*Article 6.* — Cet article est modifié comme suit :

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver le commerce réciproque des deux Pays par aucune prohibition à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Les exceptions à cette clause, en tant qu'elles seront applicables à tous les Pays ou aux Pays se trouvant dans des conditions identiques, pourront avoir lieu dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> Dans des circonstances exceptionnelles relativement aux munitions de guerre ;

2<sup>o</sup> Pour cause de sécurité publique ;

3<sup>o</sup> Relativement à la police sanitaire et pour la protection, contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, des animaux ou des plantes utiles.

4<sup>o</sup> Pour l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions établies par les lois intérieures relativement à la production, à la vente ou au transport à l'intérieur de marchandises similaires de production nationale.

#### II.

*Article 7.* — Les Tarifs visés par cet article sont remplacés par les Tarifs annexés A et B.

#### III.

*Article 12.* — Cet article est modifié comme suit :

Les marchandises de toute nature et provenance dont l'importation, l'exportation, le transit ou l'entrepôt sont autorisés sur le territoire

de l'une des Parties contractantes par navires nationaux, pourront également être importées, exportées, passer en transit ou être mises en entrepôt par les navires de l'autre Partie, sans être frappées de droits de douane autres ou plus élevés, ou de restrictions autres ou plus fortes, et elles jouiront des mêmes privilèges, réductions, bonifications ou restitutions, même en matière de circulation par voies ferrées, que ceux dont elles bénéficient à leurs importation, exportation, transit ou entrepôt par navires nationaux.

#### IV.

Sont insérés dans le Traité de commerce du 6 décembre 1891, les trois nouveaux articles dont la teneur suit :

ART. 2 *a*. — Les Parties contractantes s'engagent à examiner d'un accord commun et amiable le traitement des ouvriers italiens en Allemagne et des ouvriers allemands en Italie, en ce qui concerne les assurances ouvrières, afin de garantir, au moyen de conventions opportunes, aux ouvriers des nations respectives dans l'autre Pays, un traitement leur accordant, dans la mesure du possible, des avantages équivalents.

Ces Conventions feront l'objet d'un acte séparé, indépendamment de l'entrée en vigueur du présent Traité.

ART. 10 *a*. — Sur les chemins de fer, aucune différence en ce qui concerne le prix de transport ou le temps ou le mode d'expédition, ne sera faite entre les habitants des territoires des Parties contractantes. En particulier, les expéditions de marchandises venant d'Italie à destination d'une station allemande ou transitant à travers l'Allemagne ne seront pas soumis, sur les chemins de fer allemands, à des Tarifs de transport plus élevés que ceux appliqués dans la même direction et entre les mêmes stations allemandes, aux marchandises similaires allemandes ou étrangères. Le même principe est applicable sur les chemins de fer Italiens, aux expéditions de marchandises venant d'Allemagne, à destination d'une gare Italienne ou transitant à travers l'Italie.

Il ne pourra y avoir d'exceptions que pour les transports à prix réduit pour raison d'intérêt public ou de bienfaisance.

ART. 14 *a*. — En cas de désaccord entre les Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application des Tarifs A et B annexés au présent Traité, y compris les clauses additionnelles relatives à ces deux Tarifs, ou sur l'interprétation ou l'application des Tarifs conventionnels stipulés entre les Parties contractantes et des Puissances tierces, ce désaccord sera, sur la demande de l'une ou de l'autre Partie, résolu par un arbitrage.

Le tribunal d'arbitrage sera constitué comme suit :

Chacune des Parties désignera comme arbitre un citoyen compétent de son propre Pays, et les deux Parties choisiront comme tiers arbitre un citoyen d'une tierce Puissance amie. Les Parties contractantes se réservent le droit de s'entendre à l'avance et pour une période déterminée, sur la personne du tiers arbitre à désigner en cas de besoin.



Si le cas se présente et, sauf entente spéciale, les Parties contractantes soumettront également à l'arbitrage des contestations, autres que celles prévues au premier alinéa et relatives à l'interprétation ou à l'application du présent Traité.

### Art. 2.

Le protocole final du Traité de commerce et de navigation du 6 décembre 1891 est modifié comme suit :

I. Les clauses actuelles de l'article 7 du Traité sont supprimées et remplacées par les suivantes :

A l'article 7 du Traité :

a. Il est convenu que, en cas de réclamations de la part d'intéressés de l'une des deux Parties contractantes, demandant le traitement du Tarif conventionnel de l'autre Etat, ou concernant l'interprétation de dispositions de ce tarif, un jugement en dernière instance rendu par les autorités compétentes ne pourra être invoqué comme un motif suffisant d'exclure toute possibilité de discussions ultérieures sur l'objet de la réclamation ; un nouveau jugement pourra, le cas échéant, être rendu par l'autorité en question ; mais, pour cela, la réclamation devra être présentée par la voie diplomatique appuyée par des déclarations d'experts ou de toute autre autorité compétente, dans un délai de six mois, à compter du jour où la première décision aura été officiellement notifiée aux intéressés. La décision rendue à la suite de ce recours ne sera applicable qu'à l'espèce particulière, pour laquelle cette sentence sera sans appel. Toutefois, les Parties contractantes auront la faculté de provoquer pour l'espèce en question et les cas futurs une juste interprétation ou application des clauses du présent Traité, en vertu de l'article 14 a de ce même Traité.

b. Relativement aux Tarifs A et B, on se conformera aux dispositions ci-après :

#### § 1<sup>er</sup>. *Tarifs A et B. — Droits d'entrée dans les deux Pays.*

Lorsque, en vertu des Tarifs A ou B annexés au présent Traité, le montant du droit à percevoir sur une marchandise déterminée dépend du droit grevant une autre marchandise, et qu'il existe plusieurs mesures, générales ou conventionnelles, du droit déterminant, on prendra comme base, pour la fixation du droit, la moins élevée de ces diverses mesures, applicable aux produits de l'autre Partie contractante.

L'application des marques ou timbres de fabrique sur les marchandises n'exerce aucune influence sur le traitement douanier.

#### § 2. *Tarif A. — Droit à l'entrée en Allemagne.*

Ad. nos 23 et 47. — Les produits frappés, en vertu du Tarif A, d'un droit d'entrée en Allemagne pendant une période déterminée de l'année, et déclarés et présentés dans un bureau de douane frontière compétent, avant le commencement de la période précitée, seront admis en franchise, alors même que le dédouanement n'aurait eu lieu qu'après l'expiration de cette période.

Dans le cas où le dédouanement définitif serait remis à un bureau de l'intérieur, ces produits seront admis en franchise lorsque, au jour de la délivrance du bulletin de caution par le bureau-frontière (Ladungsverzeichniss ou Begleitschein I), la période précitée ne serait pas encore commencée.

*Ad. n° 36.* — Le droit réduit pour les tomates simplement préparées rentrant dans le n° 36 est applicable à la conserve de tomates simplement préparée, lorsque celle-ci ne sera pas en contenants hermétiquement fermés.

*Ad. n° 37.* — Les cornichons et autres plantes potagères non dénommés aux n°s 34 à 36 du tarif général, simplement conservés dans l'eau salée, en contenants non hermétiquement clos, suivent le régime du n° 37.

*Ad. n° 135.* — Le droit le plus réduit éventuellement consenti par l'Allemagne aux spécialités suisses de fromages, sera également applicable aux fromages similaires d'Italie, ainsi qu'aux spécialités italiennes dénommées au tarif A : stracchino, gorgonzola, fontina et parmesan.

*Ad. n° 166.* — Lorsque, pour le paiement en douane des droits des huiles d'olive à leur importation en Allemagne, il aura été établi des règles destinées à constater que ces produits ne sont pas mélangés avec d'autres huiles, l'Allemagne admettra les certificats d'analyse délivrés par les Instituts scientifiques du Royaume d'Italie déterminés d'un commun accord par les deux Gouvernements ; les huiles, munies de ces certificats, ne seront pas soumises à une nouvelle analyse, s'il résulte de ces documents que celle-ci a été faite conformément aux règles qui seront établies d'un commun accord entre les deux Parties.

La présente disposition ne porte aucune atteinte au droit des autorités allemandes de contrôler de leur côté, en cas de doute, l'analyse des huiles importées munies de ces certificats.

*Ad. n° 234.* — Le marbre, l'albâtre et le granit, bruts ou simplement dégrossis, et même sciés, mais sur trois côtés au plus, ou en plaques non fendues, non sciées (taillées), ou en poudre, suivent le régime du n° 234 et sont admis en franchise. Les pierres d'asphalte et les marnes bitumineuses, brutes, même moulues, sont également admises en franchise.

*Ad. n° 384.* — La franchise à l'importation est accordée à l'extrait de sumac aux conditions ci-après :

Toute expédition devra être accompagnée d'un certificat d'analyse constatant qu'il s'agit d'extrait de sumac pur, non mélangé d'autres extraits tanniques, ni fabriqué avec un mélange de sumac et d'autres substances brutes pour tannage. Ces certificats, délivrés par les Instituts scientifiques du Royaume d'Italie désignés d'un commun accord entre les deux Gouvernements, seront admis en Allemagne, en ce sens, que les expéditions en question ne seront pas soumises à une nouvelle analyse, s'il résulte de ces documents, que celle-ci a été faite conformément aux règles qui seront établies d'un commun accord entre les deux Gouvernements.



La présente disposition ne porte aucune atteinte au droit des autorités allemandes de contrôler, de leur côté, en cas de doute, l'analyse de l'extrait de sumac importé muni de ces certificats.

*Ad. n° 607.* — Les coraux ouvrés d'autre sorte (coraux blancs, etc.) ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que les coraux rouges dans les mêmes conditions.

*Ad. n° 680.* — Le marbre, l'albâtre et le granit sont compris dans les pierres dénommées au n° 680.

Les statues (y compris les bustes, bas-reliefs et figures d'animaux) de métaux dénommés au titre XVII du tarif général, au moins de grandeur naturelle, sont admises en franchise, en tant qu'elles seront œuvres d'art.

Il est convenu que le tarif général allemand mentionné au tarif A annexé au présent Traité additionnel et dans les dispositions qui précèdent, est le tarif du 25 décembre 1902, approuvé par la loi en date du même jour.

### § 3. *Tarif B. — Droits à l'entrée en Italie.*

*Ad. n° 4.* — Les caractères de la spécialité de bière, indiquée sous le numéro *ex 4*, seront déterminés d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Toute réduction de droit consentie par l'Italie à toute bière autre que la bière brune, préparée à la bavaroise, sera applicable à cette dernière bière, ainsi qu'à toute autre bière d'origine allemande.

*Ad. n° 76.* — L'indigo synthétique ne sera pas soumis à des droits autres ou plus élevés que l'indigo naturel.

*Ad. n° 122.* — Dans le cas où l'Italie viendrait à soumettre les bas et les gants à un régime spécial, le droit des bas et des gants coupés ne pourra être supérieur à celui de la bonneterie simple augmenté de 40 p. 100 ; le droit des bas et des gants façonnés ne pourra être supérieur à celui de la bonneterie façonnée augmentée de 50 *lire* par 100 kilogrammes. Dans ce cas, les bas et gants ne seront pas frappés d'une taxe spéciale pour la couture.

Dans la classification des bas et gants, il ne sera pas tenu compte des ourlets en rubans et de l'application de petits rubans uniquement destinés à les renforcer ou à les attacher.

Les façons obtenues sur les gants au moyen d'un simple pli n'auront aucune influence sur la classification du produit, qui sera considéré comme simplement cousu, et non comme brodé.

*Ad. n° 131.* — Les déchets et la bourre de laine ne seront pas soumis à un droit plus élevé que celui de la laine en suint.

La présente disposition est également applicable aux déchets de filés de laine de toute longueur, ne pouvant servir comme filés. En cas de doute, les agents des douanes pourront demander qu'ils soient coupés sous la surveillance du bureau.

*Ad. n° 114.* — Dans le cas où l'Italie viendrait à soumettre les bas et les gants à un régime spécial, le droit des bas et des gants coupés ne

pourra être supérieur à celui de la bonneterie simple augmenté de 40 p. 100 ; le droit des bas et des gants façonnés ne pourra être supérieur à celui de la bonneterie façonnée augmenté de 50 *lire* par 100 kilogrammes. Dans ce cas, les bas et gants ne seront pas frappés d'une taxe spéciale pour la couture.

Dans la classification des bas et gants, il ne sera pas tenu compte des ourlets en rubans et de l'application de rubans uniquement destinés à les renforcer ou à les attacher.

Les façons obtenues sur les gants au moyen d'un simple pli n'auront aucune influence sur la classification du produit, qui sera considéré comme simplement cousu et non comme brodé.

*Ad. n° 201.* — Les cols, les boas et les toques de fourrure (à l'exception des toques garnies pour dames), avec doublure, rubans et cordons de soie et autres garnitures, suivent le régime du n° 201.

*Ad. n° 214.* — L'acier trempé est assimilé à l'acier non trempé.

*Ad. n° 218.* — Les coffres-forts suivent le régime du n° 218 *a* 2 et *b* 2, même munis d'accessoires habituels, mais sans caractère ornemental, garnis d'autres métaux même dorés.

*Ad. n° 225.* — En cas d'augmentation du droit sur le cuivre en lingots, rosettes, limailles et rognures (n° 225 *a*), les droits convenus pour les produits du n° 225 *ex d*, et du n° 225 *ex l*, pourront subir une augmentation proportionnelle.

*Ad. nos 239 et 240.* — Les machines peuvent être importées sous le régime du tarif conventionnel, même démontées, dans les conditions ci-après indiquées, que les parties de la machine soient introduites en même temps, ou successivement à plusieurs reprises, et que le transport en ait lieu dans un seul ou dans plusieurs wagons.

Toute expédition partielle de parties de machines doit être déclarée au même bureau de douane dans un délai déterminé, qui sera indiqué par l'importateur au moment de la première expédition et ne pourra être supérieur à deux mois.

Au moment de l'introduction d'une machine démontée ou de parties de machine, l'importateur est tenu de présenter, avec la déclaration, les plans et dessins de la machine complète ainsi qu'un état des principaux organes, selon leur nature, le nombre et le poids de chacun de ces organes, ainsi que l'indication approximative du poids total des menues pièces accessoires.

Il demeure entendu que, si, après l'expédition de pièces détachées de la machine, les autres parties ne sont pas importées dans le délai fixé, on devra payer pour les pièces déjà importées, soit les droits établis pour les pièces détachées de machine, soit, dans le cas où le tarif n'aurait pas établi de droits spéciaux pour ces dernières, les droits selon la matière composant ces parties. Toutefois, l'absence de quelques accessoires peu importants ne sera pas un obstacle à l'application du droit établi pour la machine complète.

Jusqu'au dédouanement définitif de toutes les pièces constituant l'expédition, la douane aura la faculté d'exiger une caution en garantie du paiement éventuel de droits plus élevés, et de munir d'un contreseing



d'identification les pièces introduites en plusieurs reprises ; elle aura, en outre, le droit de s'assurer, au moyen d'un contrôle opéré, aux frais de la personne soumise à la taxe, après le montage de la machine, que toutes les expéditions partielles appartaient bien à la machine en question.

Les pièces de rechange ou de réserve acquitteront les droits d'entrée séparément.

*Ad. n° 242.* — En cas d'augmentation du droit sur le cuivre ou sur les produits du cuivre ou ses alliages, le droit convenu pour ceux-ci parmi les appareils, dénommés au n° 242, dans la fabrication desquels entrent ces matières ou produits, pourra subir une augmentation proportionnelle.

*Ad. n° 243.* — L'Italie se réserve la faculté de soumettre les lampes électriques à un régime spécial. Dans ce cas, le droit ne pourra être supérieur à 5 *lire* par centaine sur les lampes à incandescence, ni à 60 *lire* par 100 kilogrammes sur les lampes à arc.

*Ad. n°s 270 et 271.* — 1° L'estampage de tout genre, y compris tous ornements dans la pâte, n'a aucune influence sur la classification ;

2° Les pipes de terre ou de porcelaine, même avec cercles ou couvercles de métal commun non doré ni argenté, sont assimilées aux ouvrages de terre ou de porcelaine.

Les couvercles et autres accessoires en alliage de nickel pouvant servir de montures à ces pipes ne sont pas considérés comme métal argenté.

Ces mêmes articles avec cercles ou couvercles de métal commun argenté suivent le régime du n° 352 *a* (mercerie commune).

*Ad. n° 278.* — Les boutons de verre et de porcelaine sont admis au droit de 50 *lire* par 100 kilogrammes.

En ce qui concerne les droits d'entrée relatifs aux articles ci-après du tarif italien, savoir :

N° 114. Tissus de coton en couleurs ou teints ;

N° 115. Tissus de coton imprimés ;

N° 156 *b*. Tissus de soie ou de bourre de soie, de couleurs ;

N° 157. Tissus mélangés dans lequel la soie ou la bourre de soie entre dans la proportion de 12 p. 100 au moins et de 50 p. 100 au plus ;

N° 164. Galons et rubans de soie ;

N° 240 *g*. Machines pour filatures, y compris les machines à sécher, à laver et à dégraisser les fils ;

N° 240 *ex h*. Machines et métiers de tisserands à l'exception des métiers pour bonneterie ;

N° 240 *ex l*. Machines et appareils pour la fabrication du papier et de la pâte à papier ;

L'Italie s'engage, pendant la durée du présent Traité additionnel, à ne rien modifier, au préjudice de l'exportation allemande, à la situation de fait résultant actuellement du tarif général italien et des divers Traités de commerce en vigueur entre l'Italie et des tierces Puissances.

#### § 4. *Droits de sortie en Italie.*

Le Gouvernement italien se réserve la faculté d'établir éventuellement un droit de sortie sur les os bruts. En ce qui concerne les autres produits actuellement exempts à l'exportation, l'Italie maintiendra l'exemption pour la durée du présent Traité.

#### § 5. *Informations officielles.*

Prenant en considération les dispositions en vigueur en Allemagne relativement au service d'informations officielles en matière de douanes, le Gouvernement italien est disposé à adopter, le plus tôt possible, des mesures permettant aux importateurs d'obtenir, par voie officielle, des informations concernant le régime douanier des marchandises à l'entrée en Italie.

### II. Sont ajoutées les dispositions ci-après :

*A l'article 10 du Traité.* — La surtaxe acquittée par la bière, à l'entrée en Italie, à titre d'équivalent de l'impôt intérieur, sera perçue, au choix de l'importateur, en prenant pour base soit une teneur saccharimétrique de 16 degrés au maximum, soit une teneur en saccharine et en alcool, vérifié d'après la formule  $E + 2A$ , dans laquelle E représente l'extrait sec en grammes par 100 centimètres cubes et A l'alcool en grammes par 100 centimètres cubes.

Dans l'application de cette formule, on multipliera par 2, même les fractions en poids d'alcool. Si le résultat de l'addition donne des fractions, on négligera celles de  $\frac{5}{10}$  et au-dessous dans la taxation de la bière ; au-dessus de  $\frac{5}{10}$ , elles seront considérées comme un degré.

Dans le cas où, sur la demande de l'importateur, la surtaxe devrait être perçue d'après la teneur en saccharine et en alcool constatée, les certificats d'analyse délivrés par les Instituts scientifiques allemands seront admis par les autorités italiennes. La bière accompagnée de ces certificats ne sera pas soumise à une nouvelle analyse, s'il résulte de ces documents que le degré saccharimétrique du moût originel a été vérifié d'après la formule précitée et que l'on a observé, pour l'analyse, les règles fixées d'un commun accord entre les deux Gouvernements, même pour intérêts d'hygiène.

De son côté, l'Allemagne admettra, pour les vins italiens, les certificats d'analyse délivrés par les Instituts scientifiques du Royaume d'Italie, dans tous les cas où cette opération serait nécessaire pour le dédouanement. Dans ce cas, les vins italiens ne seront pas soumis à une nouvelle analyse, s'ils sont accompagnés desdits certificats et qu'il résulte de ces documents que l'analyse a été effectuée d'après les règles établies d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

En cas de doute, les administrations compétentes se réservent le droit de contrôler l'analyse des bières et des vins importés munis de certificats.

Les instituts scientifiques autorisés à délivrer les certificats prévus aux dispositions précédentes seront désignées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

*A l'article 14 a du Traité.* — En ce qui concerne la procédure à suivre dans le cas d'arbitrage prévu aux deux premiers alinéas de



l'article 14 *a*, les Parties contractantes ont stipulé ce qui suit :

Dans le premier cas d'arbitrage le Tribunal arbitral siégera sur le territoire de la Partie contractante défenderesse ; dans le second cas, sur le territoire de l'autre Partie, et ainsi de suite alternativement sur l'un et l'autre territoire, dans une ville à désigner par la Partie respective, qui devra fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service, nécessaires au fonctionnement du Tribunal.

Le tiers arbitre présidera le Tribunal, dont les décisions seront prises à la majorité des votants.

Les Parties contractantes s'entendront, pour chaque cas ou une fois pour toutes, sur la procédure du Tribunal arbitral. A défaut d'entente, cette procédure sera réglée par le tribunal même. La procédure pourra avoir lieu par écrit, si aucune des Parties contractantes ne s'y oppose ; dans ce cas, la clause du premier alinéa pourra être modifiée.

Pour la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des Parties contractantes, sur requête du Tribunal arbitral adressée au Gouvernement respectif, prêteront leur assistance en la forme usitée pour les requêtes des Tribunaux civils du pays.

#### Art. 3.

Le présent Traité additionnel entrera en vigueur à l'expiration du délai de six mois à compter du jour où les Parties contractantes se seront mises d'accord à cet effet. Toutefois, l'entrée en vigueur du présent Traité additionnel n'aura lieu ni avant le 1<sup>er</sup> janvier 1905 ni après le 1<sup>er</sup> juillet 1906.

Après l'entrée en vigueur du Traité additionnel, le Traité actuel de commerce et de navigation, conclu le 6 décembre 1891, avec les modifications et additions résultant dudit Traité additionnel, sortira tous ses effets jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le présent Traité, avec les modifications et additions susdites, demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

#### Art. 4.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité additionnel et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, le 3 décembre 1904.

(L. S.) *Signé* : MONTS.      (LL. SS.) *Signé* : TITTONI.

Luigi LUZZATTI.

C. MIRABELLO.

Luigi RAVA.

Angelo MAJORANA.

G. MALVANO.

Edoardo PANTANO.

Nicola MIRAGLIA.

Gherardo CALLEGARI.

L. LUCIOLLI.

## Tarif A.

## Droits à l'importation en Allemagne.

Numéro du tarif général allemand.	Désignation des marchandises.	Bases	Droits en unités	
			allemandes	françaises
			mk. pf.	fr. c.
10	Riz non poli.....	100 kilogr.	4 00	5 00
ex 11	Haricots comestibles.....	<i>Idem.</i>	3 00	3 75
ex 12	Haricots de fourrage (fèves de cheval, etc.).....	<i>Idem.</i>	2 00	2 50
ex 13	Graine de moutarde.....	<i>Idem.</i>	2 00	2 50
ex 14	Graines et têtes de pavots mûres ; noix de terre, faînes, baies de laurier.....	<i>Idem.</i>	2 00	2 50
17	Autres graines et fruits oléagineux, non spécialement dénommés au Tarif général.....	<i>Idem.</i>	2 00	2 50
18	Semences de trèfle rouge, semences de trèfle blanc et autres semences de trèfle.....	»	Exemptes.	Exemptes.
19	Semences de graminées de toute sorte.	»	Exemptes.	Exemptes.
ex 21	Autres semences de raves de champ, semences de carottes, semences de chicorée ; semences de légumes, semences de fleurs, et toutes autres semences pour l'agriculture, non dénommées au tarif général.....	»	Exemptes.	Exemptes.
23	Pommes de terre fraîches :			
	— Dans la période du 15 février au 31 juillet.....	100 kilogr.	1 00	1 25
	— Dans la période du 1 <sup>er</sup> août au 14 février.....	»	Exemptes.	Exemptes.
ex 24	Betteraves à fourrages, carottes, navets et autres raves des champs :			
	— frais.....	»	Exemptes.	Exemptes.
ex 27	Paille de riz et paille similaire, non teintes, même hachées.....	»	Exemptes.	Exemptes.
ex 28	Lin et chanvre, écrus, nettoyés, rouis, teillés, écangués, dégommés.....	»	Exemptes.	Exemptes.
<i>Remarque.</i> — L'étoupe de lin et de chanvre est admise en franchise d'après le n° 28.				
32	Plantes tinctoriales ou fragments de ces plantes, mêmes salées, séchées à l'étuve ou autrement, grillées, moulues ou autrement réduites en morceaux.....	»	Exemptes.	Exemptes.
ex 33-37	<i>Plantes culinaires (légumes, her- bes comestibles, champignons, racines et similaires).</i>			



	Bases	Droits en unités	
		allemandes	françaises
		mk. pf.	fr. c.
ex 33 Plantes culinaires fraîches :			
— Artichauts, melons, asperges, tomates fraîches et autres plantes potagères fraîches non dénommées au tarif général...	»	Exempts.	Exempts.
ex 34 Feuilles de laurier, feuilles de sauge, et autres feuilles ou herbes employées à assaisonner les aliments et les comestibles, sèches, non dénommées au tarif général .....	100 kilogr.	4 00	5 00
35 Champignons en saumure ou préparés simplement .....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
36 Artichauts, melons, champignons, rhubarbe, asperges, tomates, hachés, écosés, comprimés, séchés à l'étuve ou autrement, cuits ou frits ou ayant subi une autre préparation simple :			
— tomates .....	<i>Idem.</i>	4 00	5 00
— Autres produits dénommés ci-dessus .....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
ex 37 Plantes culinaires y compris les raves des champs servant comme telles, découpées, pelées, pressées, séchées, à l'étuve ou autrement, cuites ou frites ou autrement préparées d'une manière simple, en tant qu'elles n'entrent pas dans les catégories des nos 34 à 36 ; haricots et pois non mûrs séchés ; haricots et pois comestibles (mûrs et non mûrs) cuits ou frits ou préparés simplement ; semences destinées à la consommation, en poudre, cuites ou frites ou préparées simplement .....	<i>Idem.</i>	4 00	5 00
38 Arbres, vignes, arbustes, arbrisseaux, boutures pour pépinières et autres plantes vivantes, avec ou sans mottes de terre adhérentes aux racines, même en pots ou en caisses ; branches pour greffes :			
— Rosiers .....	<i>Idem.</i>	12 00	15 00
— Pieds de cycas sans racines et sans feuillages .....	»	Exempts.	Exempts.
— Autres plantes :			
— en pots :			
— palmiers .....	»	Exempts.	Exempts.
— autres .....	100 kilogr.	10 00	12 50

		Bases	Droits en unités allemandes françaises mk. pf. fr. c.	
— avec mottes adhérentes aux racines, même en pots ou en caisses :				
	— palmiers.....	»	Exempts.	Exempts.
	— autres .....	100 kilogr.	6 00	7 50
	— sans mottes de terre adhérentes aux racines .....	<i>Idem.</i>	8 00	10 00
	— greffes.....	<i>Idem.</i>	6 00	7 50
39	Bulbes d'orchidées, non enracinées..	»	Exempts.	Exempts.
40	Oignons à fleurs, tubercules et bulbes de fleurs non dénommés ci-dessus..	»	Exempts.	Exempts.
41	Fleurs, corolles, pétales et boutons pour bouquets ou ornementation, frais.....	»	Exempts.	Exempts.
42	Feuilles, herbes, branches (même portant des fruits) pour bouquets ou ornementation, fraîches.....	»	Exempts.	Exempts.
44	Fleurs d'ornement, feuilles (même touffes de palmiers découpées pour éventail), corolles, pétales de fleurs, herbes, mousse marine, boutons, branches (même avec fruits) pour bouquets ou ornementation, séchés, imprégnés ou préparés en vue de la prolongation de leur durée, même teints.....	»	Exempts.	Exempts.
ex 45	Raisins (grappes de raisin):			
	— frais.....	»	»	»
	— de table :			
	— 1 <sup>o</sup> importés en colis postaux pesant jusqu'à 5 kilogrammes inclusivement .....	»	Exempts.	Exempts.
	— 2 <sup>o</sup> importés autrement .....	100 kilogr.	4 00	5 00
	— autres.....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
	— de vendange, foulés en fûts ou wagons citernes, même ayant subi un commencement de fermentation, contenant, outre le jus, toutes les parties du fruit, c'est-à-dire les rafles, les pépins et la peau.....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
ex 46	Noix et noisettes non mûres (vertes) ou mûres, sans coquilles, moulues ou autrement découpées ou préparées simplement.....	<i>Idem.</i>	2 00	2 50



Bases	Droits en unités	
	allemandes	françaises
	mk. pf.	fr. c.

Ex 47/49. *Autres fruits.*

ex 47 Frais :

— Pommes, poires, coings, en  
vrac :— du 1<sup>er</sup> septembre au 30  
novembre..... »

Exempts. Exempts.

— du 1<sup>er</sup> décembre au 31  
août..... 100 kilogr

2 50 2 50

— emballés..... *Idem.*

5 00 6 25

— Abricots, pêches..... *Idem.*

2 00 2 50

— Cerises, griottes..... *Idem.*

2 00 2 50

— Nèfles, fruits de l'églantier et pru-  
nelles, ainsi que tous autres  
fruits à pépins ou à noyaux,  
non dénommés au tarif géné-  
ral..... »

Exempts. Exempts.

— Framboises, groseilles, groseil-  
les à maquereau, mûres sauva-  
ges, airelles noires, baies de  
sureau, baies de genièvre et  
toutes autres baies comestibles,  
à l'exception des fraises et des  
airelles rouges..... »

Exempts. Exempts.

— Fraises, importées en colis pos-  
taux pesant jusqu'à 5 kilo-  
grammes inclusivement..... »

Exempts. Exempts.

ex 48 Séchés à l'étuve ou autrement (même  
fendus ou pelés) :— Pommes et poires ; y compris les  
déchets utilisables..... 100 kilogr.

4 » 5 »

— Abricots, pêches..... *Idem.*

4 » 5 »

— Autres fruits, à l'exclusion des  
prunes de toutes sortes, séchés  
au four ou autrement..... *Idem.*

4 » 5 »

49 — moulus, écrasés, pulvérisés ou  
fractionnés de toute autre ma-  
nière, même salés, cuits sans  
sucre (marmelade) ou préparés  
simplement ; fermentés..... *Idem.*

4 » 5 »

ex 51 Oranges fraîches..... *Idem.*

3 25 4 062

Citrons frais..... »

Exempts. Exempts.

Cédrats, oranges amères, grenades,  
figues, même figues de cactus, aman-  
des, pistaches et autres fruits du  
Midi non dénommés au tarif général,  
frais..... 100 kilogr.

2 » 2 50

ex 52 Figues sèches..... *Idem.*

8 » 10 »

ex 54 Amandes sèches avec ou sans coques.. *Idem.*

4 » 5 »

		Bases	Droits en unités allemandes françaises	
			mk. pf.	fr. c.
— Oranges amères, (à l'exception de celles dénommées au n° 57), grenades, pistaches et fruits du Midi non dénommés au tarif général, séchés.....		100 kilogr.	10 »	12 50
ex 55	Caroubes, même moulus.....	<i>Idem.</i>	1 »	1 25
	Châtaignes comestibles(marrons)même écossées, pignons mûrs (secs); les mêmes, mûrs et non mûrs, écossés..	<i>Idem.</i>	3 »	3 75
	Châtaignes comestibles, pignons, mou- lus ou autres sectionnés .....	<i>Idem.</i>	4 »	5 »
56	Citrons découpés ou pelés, baignés dans l'eau de mer ou dans l'eau salée.....	<i>Idem.</i>	4 »	5 »
ex 57	Oranges amères, non mûres (vertes ou jaunes, pelées ou non) même conser- vées dans l'eau salée.....	<i>Idem.</i>	2 »	2 50
58	Ecorces de fruits du Midi (écosses charnues de fruits analogues au citron), fraîches (même conservées dans de l'eau salée) ou séchées, fruits de cédrat, découpés et baignés dans de l'eau salée ou de l'eau de mer....	<i>Idem.</i>	1 »	1 25
	Ecorces de fruits du Midi (écorces charnues des fruits analogues au citron), moulues; cédrats découpés et importés dans de l'eau de mer ou de l'eau salée.....	<i>Idem.</i>	4 »	5 »
ex 59	Jus de fruits (à l'exception du raisin) et des plantes pour la consommation, ne contenant ni éther ni alcool, non réduits par la cuisson, ou cuits sans addition de sucre, même stérilisés :			
	— Jus de citrons, d'oranges amères ou d'autres fruits du Midi.....	»	Exempts.	Exempts.
	— Jus de fruits non fermentés.....	100 kilogr.	4 »	5 »
	— autres sucres pour la consommation non dénommés ci-dessus ni au tarif général.....	»	Exempts.	Exempts.
60	Sucs de fruits et de plantes pour des usages industriels ou médicaux, non dénommés au tarif général, ne contenant ni éther, ni esprit-de-vin, même épaissis.....	»	Exempts.	Exempts.
ex 68	Joncs, même teints, fendus ou décou- pés; paille teinte ou hachée, racines de riz, matières végétales destinées à la fabrication des brosses et de la vannerie, et non dénommées ailleurs, ni au tarif général, même tressées ..	»	Exempts.	Exempts.



	Bases	Droits en unités		
		allemandes	françaises	
		mk. pf.	fr. c.	
ex 71 Baies, feuilles, fleurs (à fruits), pétales, fleurs, boutons, herbes, noix, écorces semences, cosses, racines et autres plantes et parties de plantes, non dénommées ailleurs au tarif général, destinées à l'usage industriel, même conservées dans le sel, séchées à l'étuve ou autrement, brûlées, écosées, moulues ou autrement réduites en morceaux : noyaux et graines de fruits non dénommés ailleurs au tarif général, écosés ou non.....	»	Exempts.	Exempts.	
ex 72 Baies, feuilles, fleurs (à fruits), pétales, fleurs (d'agrément), boutons, herbes, noix, écorces, cosses, semences, racines et autres plantes ou parties de plantes, non dénommées ailleurs au tarif général, employées aux usages médicaux, même salées, séchées à l'étuve ou autrement, brûlées, écosées, moulues ou autrement sectionnées ; bois pour usages médicaux, même en morceaux....	»	Exempts.	Exempts.	
ex 77 Bois de bruyère, brut ou en morceaux découpés.....	»	Exempt.	Exempt.	
93 Bois de quebracho et autres bois pour tanneurs, en blocs, même moulus, râpés ou débités d'une autre manière.	100 kilogr.	2 00	2 50	
ex 94 Sumac, même moulu.....	»	Exempt.	Exempt.	
Algarovilla, bablah, dividivi, cupules de glands, noix de galle, myroballe, vallonée et autres matières pour tanneurs, non dénommées ailleurs au tarif général, même moulues ; cachou brun ou jaune (Gambier) brut ou rectifié ; kino.....	100 kilogr.	2 00	2 50	
ex 99 Manne (sucre de manne).....	»	Exempte.	Exempte.	
ex 107 Volailles de toutes sortes et autres volatiles domestiques, vivants, excepté les oies.....	100 kilogr.	4 00	5 00	
ex 110 Oiseaux de basse-cour :				
— abattus : même dépecés, non préparés.....	Idem.	20 00	25 00	
— lardés ou préparés simplement....	Idem.	20 00	25 00	
ex 117 Poissons préparés (à l'exception des harengs salés entiers) :				
— préparés simplement avec vinaigre, huile ou piments.....	Idem.	12 00	15 00	
125 Animaux vivants, non dénommés au tarif général.....	»	Exempts.	Exempts.	

		Bases	Droits en unités	
			allemandes	françaises
			mk. pf.	fr. c.
			Exempt.	Exempt.
ex 133	Lait stérilisé.....	»		
ex 135	Fromages: stracchino (fromage de Milan), gorgonzola, fontina et parmesan.....	100 kilogr.	20 00	25 00
ex 136	Œufs de volailles domestiques, crus ou uniquement cuits dans la coquille, même teints, colorés ou ornés d'autre matière.....	Idem.	3 00	3 75
144	Laine de mouton (même avalies, écouailles) brute, même lavée.....	»	Exempte.	Exempte.
ex 145	Poils de chèvres domestiques; poils de lièvre, de lapin, de bœufs, de porcs, et autres poils grossiers similaires; les mêmes passés à l'eau bouillante..	»	Exempts.	Exempts.
146	Crins de chevaux (de la crinière ou de la queue) même passés à l'eau bouillante.....	»	Exempts.	Exempts.
147	Plumes pour literie, même nettoyées ou apprêtées (lissées, etc.).....	»	Exemptes.	Exemptes.
ex 151	Soies (crins).....	»	Exemptes.	Exemptes.
152	Cocons de soie.....	»	Exempts.	Exempts.
ex 153	Peaux petites et grandes pour la préparation du cuir, brutes (vertes, salées, passées à la chaux, séchées), même dégarnies de poils.....	»	Exemptes.	Exemptes.
ex 156	Écailles (même avec perles) et coraux, bruts.....	»	Exempts.	Exempts.
ex 159	Éponges (de mer):			
	— brutes ou simplement battues.....	»	Exemptes.	Exemptes.
	— ouvrées (lavées ou blanchies).....	»	Exemptes.	Exemptes.
ex 160	Autres matières animales brutes non dénommées ailleurs au tarif général, telles qu'œufs autres que de volailles ou de gibier à plumes (œufs de poissons frais même fécondés, œufs de vers à soie et autres œufs de ce genre); os de seiche, écailles de poissons, œufs de fourmis, fils de vers à soie pour lignes de pêche (crins de Florence), fiel de bœuf, ambre gris, castoréum, musc naturel, civette, cantharide, vers de mai.....	»	Exempts.	Exempts.
163	Riz poli.....	100 kilogr.	4 00	5 00
ex 166/167.	— Huiles grasses:			
ex 166	— En tonneaux:			
	— Huile d'olive, pure.....	»	Exempte.	Exempte.
	— Huile extraite des marcs ou de la pulpe par l'eau ou par le sulfure de carbone.....	»	Exemptes.	Exemptes.
	— Huile de ricin.....	100 kilogr.	2 00	2 50



		Bases	Droits en unités	
			allemandes	françaises
			mk. pf.	fr. c.
ex 167	— En récipients, autres que tonneaux :			
	— Huile d'olive, pure.....	100 kilogr.	10 00	12 50
	— Huile de ricin en estagnons pesant (contenant et contenu) au moins 15 kilogrammes....	<i>Idem.</i>	2 00	2 50
ex 177	Sucre de lait .....	<i>Idem.</i>	40 00	50 00
ex 180	Vin de raisin, d'une richesse alcoolique ne dépassant pas 20 p. 100 en poids et moût frais de raisin, même stérilisés, en fûts ou en wagons-réservoirs:			
	— Vin rouge et moût de vin rouge, de coupage, sous contrôle.....	<i>Idem.</i>	15 00	18 75
	— Vin pour la fabrication du Cognac, sous contrôle .....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
	— Vin type Marsala.....	<i>Idem.</i>	20 00	25 00
	— Autres vins, ayant une richesse alcoolique de 14 p. 100 en poids ou moins.....	<i>Idem.</i>	20 00	25 00
<p><i>Remarques.</i> — Ne seront admis comme vins de coupage au droit réduit de 15 marks par 100 kilogrammes, que les vins rouges naturels et les moûts de vin rouge contenant, en poids, 9,5 p. 100 au moins et 20 p. 100 au plus, d'alcool (ou, s'il s'agit de moût, son équivalent en glucose), et contenant, en outre, à la température de 100 degrés centigrades, 28 grammes au moins d'extrait sec par litre de liquide, lorsque ces vins et moûts seront réellement employés au coupage, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites, aux fins de contrôle, par le Conseil fédéral de l'Empire germanique.</p> <p>Est considéré comme coupage, le mélange du vin blanc à couper avec une quantité de vin ou de moût de la qualité précitée n'excédant pas 60 p. 100 de la totalité du mélange, ainsi que le mélange du vin rouge à couper, avec une quantité de vin ou moût n'excédant pas 33 1/3 p. 100 de la totalité du mélange.</p>				
ex 184	Vermout ne contenant pas plus de 20 p. 100 d'alcool :			
	— en fûts .....	<i>Idem.</i>	20 00	25 00
	— en autres contenants.....	<i>Idem.</i>	30 00	37 50
ex 188	Lie de vin : sèche ou en pâte.....	»	Exempte.	Exempte.
ex 192	Résidus de riz provenant du décortiquage et du glaçage du riz, même moulus, exclusivement utilisables comme fourrage.....	»	Exemptis.	Exemptis.
193	Résidus solides dérivant de la production d'huiles grasses, même moulus, ou sous forme de gâteaux (tourteaux); son d'amandes.....	»	Exemptis.	Exemptis.

	Bases	Droits en unités	
		allemandes mk. pf.	françaises fr. c.
ex 200 Pâtes alimentaires (nouilles et autres produits non cuits, de farine, gruau ou gluten) .....	100 kilogr.	10 00	12 50
		plus le droit du froment.	plus le droit du froment.
202 Confiserie et autres sucreries non dénommées ailleurs au tarif général, y compris les articles non cuits qui comportent une addition de sucre comme les articles en bassorine ou en adragante additionnés de sucre ; noyaux et pépins de fruits, épices, graines, confits au sucre (candis <i>glacés</i> ) .....	<i>Idem.</i>	60 00	75 00
Châtaignes comestibles (marrons), plantes potagères, noix, fruits, écorces de fruits du Midi, fruits du Midi et autres plantes ou parties de plantes non dénommés ci-dessus, confits au sucre (candis, <i>glacés</i> ) .....	<i>Idem.</i>	40 00	50 00
211 Moutarde préparée avec du moût, des épices ou autres ingrédients .....	<i>Idem.</i>	60 00	75 00
213 Jus de fruits (à l'exception du jus de raisin) et de plantes, ne contenant pas d'alcool ni d'éther, mélangés de sucre ou de sirop ou cuits avec addition de sucre ou de sirop, y compris la marmelade et les gelées végétales ; vinaigre de framboises .....	<i>Idem.</i>	60 00	75 00
ex 216 Fruits (non compris sous le n° 215), légumes secs, châtaignes comestibles (marrons), plantes culinaires, semences, écorces de fruits du Midi et autres plantes et parties de plantes (à l'exception des épices et du maïs) préparées, pour consommation de table ; sauces : câpres .....	<i>Idem.</i>	60 00	75 00
Olives, même confites dans l'huile, le le vinaigre ou la saumure .....	<i>Idem.</i>	30 00	37 50
219 Articles de consommation et d'alimentation de toute sorte (sauf boissons) en récipients hermétiquement clos : Conserves de tomates ; olives, même conservées à l'huile, au vinaigre ou dans la saumure .....	<i>Idem.</i>	30 00	37 50
Autres produits non frappés, à raison de leur nature, de droits plus élevés.	<i>Idem.</i>	60 00	75 00
ex 224 Ocres, bols, terre de Sienne, terre de Vérone, brutes ; graphite, brut (en pièces), moulu ou lavé .....	»	Exempts.	Exempts.



		Droits en unités	
		allemandes	françaises
		mk. pf.	fr. c.
ex 225	Pierre ponce et tripoli bruts, moulus ou lavés : — en autres emballages (c'est-à-dire non en boîtes ; verres ou cruchons ni autrement disposés pour vente au détail), même sous formes de briques	»	Exempts. Exempts.
ex 227	Carbonate de chaux, chaux calcinée, chaux éteinte, phosphate de chaux naturel.....	»	Exempts. Exempts.
ex 229	Tuf, pouzzolane naturelle et artificielle, même moulés ou comprimés.....	»	Exempts. Exempts.
ex 231	Talc brut, même moulu.....	»	Exempt. Exempt.
ex 233	Ardoise en blocs bruts.....	100 kilogr.	1 00 1 25
ex 234	Pierres (à l'exception des ardoises et des pierres à paver) ainsi que laves poreuses et pleines, brutes ou simplement dégrossies, même sciées sur trois faces au maximum ou en plaques non fendues, non sciées (taillées) ; pierres moulues non dénommées au tarif général.....	»	Exempts. Exempts.
ex 236	Autres terres et matières minérales brutes non dénommées ailleurs au tarif général, même calcinées, lavées, moulues ou nettoyées.....	»	Exempts. Exempts.
ex 237	Minerais, même traités . . . . .	»	Exempts. Exempts.
ex 240	Asphalte solide.....	»	Exempt. Exempt.
ex 257	Glycérine brute.....	»	Exempte. Exempte.
ex 270	Soufre brut ou raffiné, même pulvérisé.....	»	Exempt. Exempt.
<i>Remarque.</i> — La fleur de soufre suit le régime du n° ex 270.			
275	Acide borique et borax (borate de soude hydraté).....	»	Exempts. Exempts.
279	Acide tartrique.....	100 kilogr.	4 00 5 00
	Acide citrique.....	»	Exempt. Exempt.
ex 311	Tartre : — brut.....	»	Exempt. Exempt.
	— purifié (raffiné).....	100 kilogr.	4 00 5 00
<i>Remarque.</i> — Le tartre semi-raffiné suit le régime du tartre brut.			
312	Tartre émétique et autres préparations antimonisées.....	<i>Idem.</i>	4 00 5 00
ex 316	Carbure de calcium.....	<i>Idem.</i>	3 00 3 75
ex 317	Citrate de chaux.....	»	Exempt. Exempt.
ex 329	Terre d'Ombre, terre de Sienne, calcinées, moulues ou lavées, sèches ou en pâte, non mélangées d'autres couleurs.....	100 kilogr.	0 25 0 312

		Bases	Droits en unités allemandes françaises mk. pf. fr. c.	
ex 353	Huiles volatiles (essences) des fruits du genre <i>citrus</i> (essence d'orange, de citron, de bergamote, de mandarine, etc.)... ..	100 kilogr.	20 00	25 00
368	Allumettes-bougies en stéarine, cire ou autres matières similaires.....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
ex 373	Caséine.....	<i>Idem.</i>	8 00	10 00
384	Extrait de sumac, pur, non mélangé d'autres matières.....	»	Exempt.	Exempt.
	— Autres extraits tanniques non dénommés au tarif général :			
	— liquides.....	100 kilogr.	4 00	5 00
	— solides.....	<i>Idem.</i>	8 00	10 00
ex 385	Jus de réglise :			
	— additionné de sucre, de miel, d'huile d'anis, de sel ammoniac ou autres condiments ou ingrédients médicamenteux ou préparés pour la vente au détail....	<i>Idem.</i>	60 00	75 00
	— autre, brut ou rectifié, même en bâtons simplement emballés en caisses .....	»	Exempt.	Exempt.
	Soie grège :			
ex 391	— non teinte :			
	— non torse ou n'ayant qu'un point de torsion.....	»	Exempte.	Exempte.
ex 396/397	Bourre de soie (déchets de soie) :			
396	— non peignée.....	»	Exempte.	Exempte.
ex 397	— peignée :			
	— non teinte.....	»	Exempte.	Exempte.
<i>Remarque aux nos 376 et 397. — Les déchets de soie teinte sont admis en franchise.</i>				
ex 398	Fils de bourre de soie simples ou multiples, même retors :			
	— non teints.....	»	Exempts.	Exempts.
404	Velours et peluches, tissus du genre du velours ou de la peluche (coupés ou non coupés) :			
	— de soie pure .....	100 kilogr.	800 00	1,000 00
	— de soie mélangée .....	<i>Idem.</i>	450 00	562 50
405	Tissus serrés, non dénommés ailleurs au tarif général :			
	— de soie pure .....	<i>Idem.</i>	800 00	1,000 00
	— de soie mélangée .....	<i>Idem.</i>	450 00	562 50
409	Tricot à mailles, articles en tricot et en étoffes à mailles :			
	— en soie pure.....	<i>Idem.</i>	800 00	1,000 00
	— en soie mélangée.....	<i>Idem.</i>	450 00	562 50



	Bases	Droits en unités	
		allemandes mk. pf.	françaises fr. c.
ex 413 Laine de mouton (même laine de tannerie), poils de chèvre domestique, de lièvre, de lapin, de bêtes bovines, de porcs et autres poils grossiers analogues; tous ces produits sérancés, blanchis, teints, même disposés en forme de boucles.	»	Exempts.	Exempts.
ex 470 Lin et chanvre, peignés.....	»	Exempts.	Exempts.
Fils de chanvre et d'étoupe de chanvre :			
ex 475 à un bout, écrus :			
— jusqu'au n° 6 anglais.....	100 kilogr.	6 00	7 50
— au dessus du n° 6 jusqu'au n° 10 anglais.....	<i>Idem.</i>	7 00	8 75
— au-dessus du n° anglais.....	<i>Idem.</i>	8 00	10 00
ex 484 Câbles, cordages, cordes, ficelles, (ouvrages de cordier non tressés, formés uniquement par le comettage de fils de carets [gros fils élémentaires servant à la fabrication des cordages]) même blanchis ou goudronnés :			
— d'un diamètre de 5 millimètres ou plus .....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
— d'un diamètre de plus de 1 millimètre, mais de moins de 5 millimètres .....	<i>Idem.</i>	24 00	30 00
515 Crins de chevaux (tirés de la crinière ou de la queue) préparés :			
— sérancés, étirés, blanchis, teints.	»	Exempts.	Exempts.
— crins de chevaux frisés, même combinés à d'autres poils d'animaux ou à des fibres végétales.	100 kilogr.	5 00	6 25
ex 527 Chaussures en articles de fils ou en feutre avec semelles cousues en autres matières :			
— en feutre.....	<i>Idem.</i>	50 00	62 50
— en articles de fils, non dénommés au n° 527, même en tissus imperméables.....	<i>Idem.</i>	65 00	81 25
537 et 538 Chapeaux d'hommes en feutre (à l'exception des chapeaux cirés) :			
— en feutre de pœils :			
— non garnis .....	Pièce.	0 50	0 625
— garnis .....	<i>Idem.</i>	0 80	1 00
— en feutre de laine :			
— non garnis .....	Pièce.	0 30	0 375
— garnis .....	<i>Idem.</i>	0 35	0 4375

Remarques aux nos 537 et 538. —  
Les chapeaux de feutre dont la forme ou la garniture ne permet pas de distinguer s'il

		Bases	Droits en unités allemandes françaises	
			mk. pf.	fr. c.
s'agit de chapeaux d'homme ou de femme, seront considérés, comme chapeaux d'homme d'après les nos 537 et 538 du tarif général.				
ex 541	Chapeaux de paille :			
	— non garnis.....	Pièce.	0 15	0 1875
556	Chaussures de cuir de toute sorte, même de peaux recouvertes encore de poils, ou de peaux de poissons ou de reptiles :			
	— avec semelles autres qu'en bois :			
	— la paire, pesant plus de 1.200 gr.....	100 kilogr.	85 00	106 25
	— la paire pesant plus de 600 jusqu'à 1.200 grammes ; de même empeignes de chaussures de cuir de toute sorte avec garnitures intérieures élastiques, quel que soit le poids.....	Idem.	100 00	125 00
	— la paire, pesant 60 grammes ou moins.....	Idem.	150 05	187 50
562	Gants tout ou partie de cuir (à l'exception des gants recouverts de fourrures ou fourrés à l'intérieur et des gants pour l'escrime, capitonnés).....	Idem.	175 00	218 75
587	Eclats de bois tressés :			
	— non teints .....	Idem.	1 00	1 25
	— teints .....	Idem.	2 00	2 50
ex 588	Tresses de paille :			
	— non blanchies, non teintées.....	»	Exemptes.	Exemptes.
	— blanchies, teintées.....	100 kilogr.	8 00	10 00
590/591	Vannerie et autres articles tressés :			
590	— grossiers, bruts ou colorés, traités par un mordant, vernis :			
	— en verges dépouillées ou non de leurs écorces, en roseaux, en moelle de roseaux, en rognures de bois.....	Idem.	3 00	3 75
	— en autres matières à tresser..	Idem.	3 00	3 75
591	— autres que grossiers, en particulier tous les articles laqués, polis, bronzés, dorés, argentés.....	Idem.	24 00	30 00
ex 596	Balais grossiers, même combinés à du bois, à du roseau ou à du fer, non laqués, non polis :			
	-- de matières végétales ou de succédanés des fibres végétales ; fauberts et autres objets analogues servant au nettoyage...	Idem.	3 00	3 75



		Droits en unités	
		allemandes	françaises
		mk. pf.	fr. c.
Brosses grossières, mêmes combinées à du bois, à du roseau ou à du fer, non laqués ni polis :			
— de matières végétales ou de succédanés de fibres végétales....		100 kilogr.	4 00 5 00
ex 597	Balais et brosses :		
	— grossiers, en combinaison avec du bois, du roseau ou du fer, laqués, polis.....	<i>Idem.</i>	24 00 30 00
ex 607	Coraux rouges ouvrés (limés, émeulés, percés de trous :		
	— non montés .....	<i>Idem.</i>	30 00 37 50
	— non montés, alignés sur des fils ou cordons en vue de l'emballage et de l'expédition .....	<i>Idem.</i>	60 00 75 00
ex 611	Boutons moulés, en corne, pâte de corne ou os avec ou sans chas.....	<i>Idem.</i>	45 00 56 25
ex 631	Articles fins en bois (cannes exceptées) même en combinaison avec d'autres matières, en tant qu'ils ne sont pas de ce fait assujettis à des droits plus élevés :		
	— ouvrages de grande et petite sculpture sur bois ; articles en bois finement découpés, autres articles fins en bois dénommés au tarif général .....	<i>Idem.</i>	30 00 37 50
	— ouvrages en bois (hormis les plaques et lames pour parquetage), avec incrustations, en tant qu'elles ne tombent pas, par suite des matières incrustées, sous des droits plus élevés : ouvrages en bois finement peints, dorés, argentés ou bronzés .....	<i>Idem.</i>	30 00 37 50
	Listels pour corniches, dorés, non sculptés, ni découpés.....	<i>Idem.</i>	24 00 30 00
<p><i>Remarque.</i> — Les listels pour corniches bronzés ou argentés, non sculptés ni découpés, sont soumis aux droits des listels pour corniches, dorés.</p> <p>Les corniches suivent le régime des listels pour corniches.</p>			
ex 646	Boutons de corozo (ivoire végétal), même combinés avec d'autres matières, lorsque cette combinaison ne les assujettit pas à des droits plus élevés.....	<i>Idem.</i>	45 00 56 25

	Bases	Droits en unités	
		allemandes	françaises
		mk. pf.	fr. c.
ex 674 Livres en toutes langues, imprimés ou manuscrits, même avec des images de toutes sortes dans le texte, encartées ou hors texte; papier manuscrit; papier imprimé, à l'exception de celui mentionné à la onzième classe du tarif général; musique; tous ces articles même reliés.....	»	Exempts.	Exempts.
677 Tableaux (images peintes à la main) sur toiles tissées avec des textiles végétaux, sur bois, sur métaux communs ou alliages de métaux communs, sur papier ou pierre; dessins même reliés ou collés, sur papier, carton, tissus ou similaires..	»	Exempts.	Exempts.
680 Pierres (ardoise et pierre à paver exceptées), ainsi que la lave poreuse et compacte, sciées sur plus de trois faces et brutes ou grossièrement martelées sur les faces non sciées...	100 kilogr.	0 25	0 3125
ex 682-683 Plaques :			
ex 682 — sciées (taillés) ou fendues, ni émeulées, ni aplanies, ni polies, ni émaillées :			
— en albâtre, marbre, serpentine..	<i>Idem.</i>	2 50	3 125
— en granit, porphyre, syénite ou pierres dures analogues; en lave poreuse ou compacte....	<i>Idem.</i>	3 00	3 75
— en autres pierres (à l'exception du calcaire polissable, de l'ardoise et du mica).....	<i>Idem.</i>	2 50	3 125
<i>Remarque.</i> — Les plaques de plus de 16 centimètres d'épaisseur doivent être tarifées suivant le n° 680.			
ex 683 — émeulées, aplanies, polies ou émaillées :			
— en albâtre, marbre, serpentine..	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
— en granit, porphyre, syénite ou autres pierres dures similaires.....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50
ex 685-686 Ouvrages de tailleurs de pierre non émeulés, non aplanis, même avec adjonction de bois ou de fer non laqués, non polis : à l'exception des ouvrages en calcaire polissable, de façon rudimentaire, non profilés, non tournés, non ornementés :			
ex 685 — en albâtre, marbre, serpentine.....	<i>Idem.</i>	2 50	3 125



		Droits en unités	
		Bases allemandes	françaises
		mk. pf.	fr. c.
	— en granit, porphyre, syénite ou pierres dures du même genre; en lave poreuse ou compacte .....	100 kilogr.	1 00 1 25
	— en autres pierres (à l'exception de l'ardoise).....	<i>Idem.</i>	1 00 1 25
ex 686	— profilés, en tout ou partie tournés ou ornementés :		
	— en albâtre, marbre, serpentine .....	<i>Idem.</i>	3 00 3 75
	— en granit, porphyre, syénite ou pierres dures similaires; en lave poreuse ou compacte .....	<i>Idem.</i>	2 50 3 125
	— en autres pierres (sauf l'ardoise).....	<i>Idem.</i>	2 00 2 50
ex 687	Ouvrages de tailleur de pierres émeulés, aplanis, polis ou dorés, même avec adjonction de bois ou de fer :		
	— en albâtre, marbre, serpentine...	<i>Idem.</i>	10 00 12 50
	— en granit, porphyre, syénite ou pierres dures du même genre.	<i>Idem.</i>	10 00 12 50
679	Marchandises tout ou partie en lave poreuse ou compacte, dans la mesure où elles ne sont pas, du fait de leur combinaison avec d'autres matières, soumises à des droits plus élevés....	<i>Idem.</i>	200 00 250 00
690	Statues de marbre ou d'autres pierres	»	Exemptes. Exemptes.
	Ouvrages de grande et petite sculpture en pierres de toute sorte, en tant qu'objets d'art, y compris les ponctuels.....	»	Exemptes. Exemptes.
	Marchandises en pierres, ne rentrant pas dans d'autres numéros du tarif général :		
ex 691	— sans combinaison avec d'autres matières ou seulement combinées au bois ou au fer, les objets de luxe exceptés :		
	— en albâtre, marbre, serpentine .....	100 kilogr.	10 00 12 50
	— en granit, porphyre, syénite ou pierres dures de ce genre .....	<i>Idem.</i>	10 00 12 50
ex 730-731	Marchandises en faïence, grès fin ou pâte d'argile fine, non dénommées ailleurs au tarif général :		
730	— unicolores.....	<i>Idem.</i>	8 00 10 00

		Bases	Droits en unités allemandes françaises	
			mk. pf.	fr. c.
ex 731	— multicolores, même avec enduit brillant ou métallique : — Autres que vases décoratifs, figurines et objets de luxe analogues .....	100 kilogr	16 00	20 00
ex 736	Tubes et bâtonnets de verre, sans distinction de couleur, tels qu'ils sont employés pour la confection des perles et le soufflage du verre d'art.. Gobeletterie :	<i>Idem.</i>	3 00	3 75
ex 737	— Ni moulée, ni égrisée, ni polie, ni adoucie, ni taillée, ni gravée au mordant, ni à dessins : — colorée ou blanche opaque, même plaquée de verre coloré ou blanc opaque.....	<i>Idem.</i>	15 00	18 75
759	Petites plaques de verre; perles en verre, émail de verre et écailles de verre même disposés simplement sur des fils pour l'emballage et l'expédition; gouttes de verre (larmes bataviques, larmes de verre); grenaille de verre (petites boules de verre, gouttes massives de verre) : — blanches ou colorées..... — peintes, dorées ou argentées.....	<i>Idem.</i> <i>Idem.</i>	2 00 15 00	2 50 18 75
ex 760	Faux coraux de verre sans monture, même disposés simplement sur des fils pour l'emballage et l'expédition : — bruts.....	<i>Idem.</i>	15 00	18 75
ex 761	Perles en verre, vitrifications imitant les pierres précieuses, pierres en verres et coraux faux de verre, cousus ou disposés sur des fils textiles, des cordonnets ou du fil métallique, et propres à servir pour la parure sans autres préparations ultérieures.	<i>Idem.</i>	60 00	75 00
ex 764	Peinture sur verre, verre mosaïque....	<i>Idem.</i>	25 00	31 25
ex 767	Articles en verre et en émail, combinés à d'autres substances, en tant qu'ils ne sont pas dénommés au tarif général ou ne deviennent pas, du fait de leur combinaison avec d'autres matières, passibles de droits plus élevés : — peints, dorés, argentés ou ornés de dessins en couleurs fixées à froid ou par la cuisson..... — autres.....	<i>Idem.</i> <i>Idem.</i>	24 00 24 00	30 00 30 00
ex 769	Cendres d'orfèvres (déchets du travail de l'or).....	»	Exemptes.	Exemptes.



	Bases	Droits en unités	
		allemandes	françaises
		mk. pf.	fr. c.
ex 772 Cendres d'orfèvres (déchets du travail de l'argent).....	»	Exemptes.	Exemptes.
ex 942 Instruments de musique à vent : instruments de cuivre, flûtes, clarinettes, ocarinas .....	100 kilogr.	20 00	25 00
ex 944 Accordéons.....	<i>Idem.</i>	20 00	25 00

## Tarif B.

## Droits à l'importation en Italie.

Numéros du tarif général Italien.	Désignation des marchandises.	Bases.	Droits.	
			lire.	c.
ex 4	Bière brune, préparée à la bavaroise :			
	<i>a.</i> en grands ou petits fûts.....	Hectolitre.	3 00	
	<i>b.</i> en bouteilles.....	100 bout.	3 00	
ex 9	Huiles volatiles ou essences :			
	<i>d.</i> de menthe.....	Kilogr.	7 50	
	<i>e.</i> non dénommées.....	<i>Idem.</i>	3 00	
ex 31	Acides :			
	<i>g.</i> phénique.....	100 kilogr.	10 00	
	ex <i>i.</i> gallique et tannique :			
	2. purs .....	<i>Idem.</i>	10 00	
	<i>q.</i> tartrique .....	<i>Idem.</i>	10 00	
	ex <i>r.</i> non dénommés à l'exception des acides citrique et lactique.....	<i>Idem.</i>	10 00	
ex 33	Potasse caustique.....	<i>Idem.</i>	2 00	
	34 Alcaloïdes :			
	<i>a.</i> Sels de quinine .....	Kilogr.	5 00	
	<i>b.</i> non dénommés et leurs sels .....	<i>Idem.</i>	5 00	
ex 35	Oxydes :			
	<i>a.</i> d'aluminium hydraté (alumine pure).....	100 kilogr.	4 00	
	<i>Remarque.</i> — Le n° 35 <i>a</i> comprend l'alumine gélatineuse.			
	<i>e.</i> de zinc.....	<i>Idem.</i>	5 00	
ex 36	Acétates et pyrolignites :			
	ex <i>b.</i> Acétates de barium, de chaux, de potasse et de soude.....	<i>Idem.</i>	4 00	
ex 37	Carbonates :			
	<i>e.</i> de soude.....	<i>Idem.</i>	0 50	
ex 40	Nitrates :			
	<i>a.</i> d'argent .....	Kilogr.	5 00	
ex 43	Sulfates :			
	<i>c.</i> de baryte .....	100 kilogr.	1 00	
	<i>g.</i> de potasse .....	»	Exempt.	
46	Sulfure de mercure (cinabre ou vermillon).....	100 kilogr.	80 00	

		Bases	Droits lire. c.
	50 Brome et iode.....	»	Exempts.
	56 Salicylates, excepté ceux d'alcaloïdes...	100 kilogr.	80 00
ex	58 Cérésine pure ou mélangée à de la paraf- fine .....	<i>Idem.</i>	8 00
ex	59 Produits chimiques non dénommés :		
	1. Glycérine brute et raffinée; oxalate (bioxalate) de potasse; sels de strontiane; cyanure de potas- sium; sulfure de potassium et de sodium; sulfure d'arsenic (orpiment) jaune et rouge non pulvérisé; chromate et bichro- mate de potasse et de soude; sel d'étain; albumine pure; sels de cadmium; oxyde de cuivre; préparations désincrus- tantes pour chaudières, oxyde d'antimoine; benzoates; brillan- tine pour apprêts de tissus; citrate de fer; foie de soufre; phosphates; manganates; mastic composé d'huile de noix et de lin et d'oxyde ou de carbonate de plomb; mastic composé de résine, cire et ocre, employé pour mastiquer les marbres ou autres matières similaires ou pour enduire les bouchons de bouteilles .....	<i>Idem.</i>	4 00
	2. Autres à l'exception des chlorates et perchlorates de soude et de potasse et des sels d'antimoine...	<i>Idem.</i>	10 00
ex	61 Cartouches, capsules et mèches :		
	d. Capsules.....	<i>Idem.</i>	220 00
ex	66 Camphre :		
	b. raffiné.....	<i>Idem.</i>	25 00
ex	69 Coton et ouate antiseptique, pepsine pure, extrait de houblon, terpine.....	<i>Idem.</i>	10 00
ex	70 Huile camphrée.....	<i>Idem.</i>	10 00
	77 Prussiate de potasse jaune et rouge.....	»	Exempts.
	78 Couleurs dérivées du goudron et d'autres substances bitumineuses :		
	a. à l'état sec .....	»	Exempts.
	b. en pâte ou liquides.....	»	Exempts.

*Remarque.* — Les couleurs dérivées du goudron au moyen de l'acide gallique, du soufre ou des sulfures sont compris dans le numéro 78 a et b.

Les couleurs dérivées du goudron seront admises en franchise, même si elles contiennent des substances (par exemple du



Bases

Droits  
lire. c.

chlorure de sodium en proportion de 50 p. 100 au maximum, de l'acide acétique de la dextrine, etc.), dont l'addition a seulement pour but d'adoucir ou de rendre stable le ton de teinture ou d'en empêcher la précipitation dans le bain, ou bien encore de donner à la couleur d'autres propriétés similaires ayant pour effet de la rendre plus apte à son emploi.

79	Extraits colorants de bois de teinture et d'autres matières tinctoriales de toute sorte.....	100 kilogr.	10 00
80	Couleurs en tablettes, en poudre et de toute autre sorte y compris les laques couleur aniline.....	<i>Idem.</i>	10 00
<i>Remarques.</i> — On entend par <i>laques couleur aniline</i> les combinaisons de l'aniline avec de l'alumine, de l'oxyde d'étain, de plomb et de fer, sans aucune addition d'huile minérale ni d'alcool, à l'état sec ou humide en pâte.			
ex 81	Vernis :		
	ex <i>b.</i> sans alcool :		
	Autres.....	<i>Idem.</i>	20 00
82	Crayons :		
	<i>a.</i> de pastel de couleur, sans gaine ou avec gaine cirée ou vernie, non blanche.....	<i>Idem.</i>	100 00
	<i>b.</i> autres.....	<i>Idem.</i>	50 00
83	Encres :		
	<i>a.</i> d'imprimerie.....	<i>Idem.</i>	12 00
	<i>b.</i> autres.....	<i>Idem.</i>	15 00
ex 95	Peluches de lin de tout genre.....	<i>Idem.</i>	100 00
ex 103	Articles cousus en matières textiles de la catégorie V :		
	ex <i>a.</i> Sacs, linge de lit et de table, serviettes, rideaux simplement ourlés et articles similaires de lin.....	Régime du tissu, augmenté de 10 p. 100.	
108	Fil de coton à coudre, sur bobines, en pelotes ou autrement préparé pour la vente au détail.....	100 kilogr.	110 00
115	Tissus de coton imprimés.....	Régime des tissus blanchis, plus 70 Lire par 100 k.	
ex 120	<i>c.</i> Tissus de coton enduits d'émeri.....	100 kilogr.	45 00
ex 121	Velours de coton :		
	ex <i>b.</i> fins ( <i>velvets</i> ) :		
	3. teints.....	<i>Idem.</i>	190 00
	4. imprimés.....	<i>Idem.</i>	235 00
ex 122	Bonneterie de coton, excepté les bas et les gants :		
	ex <i>a.</i> simple.....	<i>Idem.</i>	150 00
	ex <i>b.</i> façonnée.....	Droit de la bonneterie simple, augmenté de 50 p. 100.	

	Bases	Droits lire. c.
<i>Remarque</i> — Dans la classification de la bonneterie comprise sous le n° ex 122 <i>a</i> et <i>b</i> , la bordure de rubans et l'application de petits rubans pour renforcer ou attacher ces articles, n'entreront en ligne de compte que pour la perception de la surtaxe pour la couture. La bonneterie façonnée comprise sous le n° ex 122 <i>b</i> n'est pas soumise à la surtaxe pour la couture nécessaire à finir l'objet.		
ex 128 Tissus de coton mélangés :		
<i>a.</i> avec soie dans une proportion inférieure à 12 p. 100.....	»	{ Droit suivant la qualité du tissu avec augmentation de 40 Lire les 100 k.
<i>b.</i> Avec laine dans une proportion inférieure à 50 p. 100.....	»	{ Droit suivant la qualité du tissu avec augmentation de 20 lire les 100 k.
ex 129 Articles cousus en matières textiles de la catégorie VI :		
<i>c.</i> autres.....	»	{ Droit du tissu avec augmentation de 40 p. 100.
137 Fils de laine peignée, retors.....	»	{ Droit des fils simples avec augmentation de 17 lire les 100 k.
ex 138 Tissus de laine :		
<i>a.</i> cardée :		
1). du poids de 300 grammes au moins par mètre carré.....	100 kilogr.	185 00
2). de plus de 300, mais pas plus de 500 grammes.....	<i>Idem.</i>	160 00
3). de plus de 500 grammes.....	<i>Idem.</i>	140 00
<i>b.</i> peignée, pesant par mètre carré :		
1). 200 grammes ou moins.....	<i>Idem.</i>	250 00
2). plus de 200, mais pas plus de 500 grammes.....	<i>Idem.</i>	220 00
3). plus de 500 grammes.....	<i>Idem.</i>	190 00
<i>c.</i> imprimés.....	»	{ Droit des tissus selon l'espèce avec augmentation de 30 lire les 100 k.
ex 139 Feutres ayant d'épaisseur :		
<i>b.</i> plus de 3 millimètres.....	100 kilogr.	20 00
ex 143 Tapis en laine et en bourre de laine, y compris les tapis dans lesquels prédominent en poids les matières textiles autres que la soie.....	<i>Idem.</i>	100 00
ex 144 Bonneterie des matières textiles de la catégorie VII à l'exception des bas et des gants :		
ex <i>a.</i> simple.....	<i>Idem.</i>	220 00
ex <i>b.</i> façonnée.....	»	{ Droit de la bonneterie simple augmenté de 50 p. 100.
<i>Remarque.</i> — Dans la classification de la bonneterie comprise sous le n° ex 144 <i>a</i> et <i>b</i> , il ne sera tenu compte que pour la perception		



Bases

Droits  
lire. c.

de la surtaxe de couture, de la bordure de rubans et de l'application de petits rubans servant à consolider ou à attacher l'article.

La bonneterie façonnée comprise sous le n° ex 144 b n'est pas soumise à la surtaxe pour la couture nécessaire à compléter l'objet.

146 Galons et rubans de matières textiles de la catégorie VII.....100 kilogr. 240 00

147 Passementrie de matières textiles de la catégorie VII..... *Idem.* 220 00

150 Articles cousus en matières textiles de la catégorie VII..... { Droit du tissu augmenté de 35 p. 100.

*Remarques.*— 1. Les châles, les écharpes et les fichus de laine, tissés ou tricotés, imprimés ou non, garnis de franges en matière textile mélangée de soie et dans lesquelles la soie entre dans une proportion moindre que 12 p. 100, acquittent le droit afférent aux franges, suivant la matière qui domine en poids, avec augmentation de 1 lire par kilogramme si les franges représentent dans le travail fini la matière textile la plus fortement imposée.

2. La surtaxe pour la simple couture des châles, des écharpes et des fichus en laine, tissés ou tricotés, imprimés ou non, même garnis de franges, ainsi que la surtaxe pour la couture, des couvertures et des tapis de laine simplement ourlés, sont fixées à 20 p. 100.

Les tapis en pièces destinés à être vendus au mètre ne sont pas soumis à la surtaxe de couture, même lorsque les extrémités sont cousus pour empêcher l'effilochement du tissu.

La surtaxe de couture pour les tapis de laines fabriqués en pièces et séparés l'un de l'autre après la fabrication, simplement bordés ou ourlés le long des deux côtés dépourvus de bord est fixée à 10 p. 100.

Dans les autres cas, les tapis de laine simplement ourlés, sont soumis, pour la couture, à la surtaxe de 20 p. 100.

3. Les châles, les écharpes et les fichus en tissu de laine, noirs, non brodés, avec franges de soie, ou brodés, même en soie, dans un seul coin, avec ou sans franges de soie, seront traités suivant l'espèce du tissu, avec une surtaxe de 25 p. 100. Ces articles ne seront pas assujettis à la surtaxe pour la couture.

4. Les vêtements pour hommes et enfants (garçonnetts) et les manteaux et jaquettes pour dames, en laine, suivent le régime de la matière frappée de la taxe la plus élevée, dans le cas où celle-ci est supérieure à 1/10 de la surface totale de l'objet cousu.

Si deux ou plusieurs parties des matières le plus fortement taxées représentent, dans leur ensemble, plus de 10 p. 100 de la superficie précitée, l'article acquittera un droit correspondant à la moyenne arithmétique des droits frappant les matières le plus fortement taxées entrant dans la composition de l'article.

		Bases	Droits lire. c.
ex 157	Tissus mélangés dans lesquels la soie ou la bourre de soie entre pour au moins 12 p. 100 et pas plus de 50 p. 100 :		
	<i>b.</i> de couleurs :		
	1. unis .....	Kilogr.	5 00
	2. façonnés .....	<i>Idem.</i>	8 00
ex 159	Tissus de soie ou de bourre de soie brodés :		
	<i>b.</i> au point passé .....	Droit du tissu avec surtaxe de 3 lire par kilogramme.	
ex 160	Velours et peluches de soie ou de bourre de soie :		
	<i>a.</i> unis .....	Kilogr.	9 00
161	Velours mixtes dans lesquels la soie ou la bourre de soie entre dans une proportion non inférieure à 12 et non supérieure à 50 p. 100 :		
	<i>a.</i> unis .....	<i>Idem.</i>	7 00
	<i>b.</i> ouvrés .....	<i>Idem.</i>	10 00
ex 164	Rubans et galons de soie ou de bourre de soie mélangée avec d'autres matières textiles ne contenant pas moins de 12 ni plus de 50 p. 100 de soie ou de bourre de soie :		Droit du tissu augmenté de 3 lire par kilogr.
165	Passementerie de matières textiles de la catégorie VIII .....		Droit des rubans.
168	Articles cousus en matières textiles de la catégorie VIII :		
	<i>a.</i> Fichus, écharpes et cache-nez, noirs ou en couleurs, en tissu de soie ou de bourre de soie, ouvrés ou non, ourlés ou garnis de franges		Droit du tissu augmenté de 20 p. 100.
	<i>b.</i> Autres .....		Droit du tissu augmenté de 40 p. 100.
ex 176	Meubles ou parties de meubles, brutes ou finies :		
	<i>a.</i> non rembourrés :		
	2. Autres en bois commun .....	100 kilogr.	13 00
<i>Remarque.</i> — Les meubles non rembourrés, en bois commun non courbé, sont classés sous le n° 176 <i>a</i> 2, même s'ils sont faits au tour, plaqués en bois commun, perforés, ou avec des ornements estampés ou obtenus avec la machine à fraiser et combinés avec des tresses de paille, de rotin et similaires, pourvu qu'ils ne soient pas sculptés. Sont aussi compris sous le n° 176 <i>a</i> 2 les meubles non rembourrés de bois commun non courbé, avec accessoires usuels et non d'ornements, en métaux communs, même nickelés.			
	3. en bois d'ébénisterie .....	<i>Idem.</i>	50 00
	4. plaqués, incrustés et marquetés	<i>Idem.</i>	50 00



	Bases	Droits lire. c.
ex 177 Corniches et baguettes pour corniches :		
<i>b.</i> vernies, dorés ou argentées.....	100 kilogr.	60 00
178 Ustensiles et ouvrages divers en bois commun :		
<i>a.</i> bruts.....	<i>Idem.</i>	6 00
<i>b.</i> polis ou peints .....	<i>Idem.</i>	13 00

*Remarque.* — Les pelles, les fourches, les râtaux, les assiettes, les cuillères, les écuelles et autres articles de ménage, les manches d'ustensiles et d'outils, avec ou sans virole, les sabots communs en bois et les articles pour dessin (planches, règles, etc.) sont rangés sous le n° 178 *a* et *b* suivant leur degré de travail.

Les articles dénommés au n° 178 sont compris sous ce numéro quand même ils seraient garnis de ferrures, de cercles et d'autres accessoires en métal commun.

179 Mercerie commune en bois.....	<i>Idem.</i>	50 00
-----------------------------------	--------------	-------

*Remarques.* — Les boutons de toute sorte, en bois, sont classés comme ouvrages en bois suivant leur degré de travail.

Les boutons en ivoire végétal (*corozo*) et les tuyaux de pipe, de toute sorte, avec bouts en os, corne ou bois, sont classés comme *mercerie en bois*.

180 Jouets en bois.....	<i>Idem.</i>	60 00
ex 182 Voitures pour routes, ordinaires :		
ex <i>a.</i> Vélocipèdes sans moteur :		
1. à 2 roues .....	Pièce.	35 00
2. à 3 roues .....	<i>Idem.</i>	42 00
3. pièces détachées de vélocipèdes .....	100 kilogr.	100 00

*Remarque.* — Les cadres de vélocipèdes sont soumis aux droits des vélocipèdes complets.

Les pièces de fer ou d'acier brutes suivent le régime des ouvrages de fer et d'acier selon l'espèce.

ex 185 Ouvrages de vannerie et nattes :		
<i>b.</i> fins .....	<i>Idem.</i>	30 00

*Remarque.* — Suivant le régime du n° 185 *b*, les ouvrages de vannerie fins, même garnis des accessoires usuels, sans caractère ornemental, de métal commun, même nickelé, ainsi que les ouvrages de vannerie fine en combinaison avec de la paille, de l'écorce, du rafia, du sparte, des joncs, des feuilles de palmier, des cordonnets, des lacets et autres ouvrages en matières textiles, à condition de n'être pas garnis à l'intérieur, non plus que doublés ni rembourrés de ces matières textiles.

ex 190 Pâte de bois :		
<i>a.</i> Cellulose.....	»	Exempte.

	Bases	Droits lire. c.
ex 191 Papier :		
ex a. blanc ou teint en pâte :		
1. non réglé, de tout genre .....	100 kilogr.	12 50
b. de couleur, doré ou peint et papier peint (y compris le papier blanchi pour lithogra- phie et photographie).....	Idem.	40 00
ex d. d'emballage, de pâte de bois mécanique, cuit à la vapeur, de couleur brune naturelle, même satiné de toute manière sur une ou sur les deux faces, excepté le papier en rouleaux.	Idem.	00
ex d. à aiguiser, de verre, à polir et papier ardoisé.....	Idem.	8 00
193 Estampes, lithographies et cartes d'an- nonces ( <i>cartelli</i> ) y compris les chromo- lithographies .....	Idem.	75 00
ex 194 Cartons :		
a. fins.....	Régime du papier selon l'espèce.	
<i>Remarque.</i> — Sont rangés sous le n° 194 les cartons découpés aux bords, en forme rectangulaire.		
195 Articles en papier ou en carton :		
a. Tubes et navettes pour la filature et le tissage.....	100 kilogr.	30 00
b. non dénommés :		
1. Cartons découpés en morceaux ou pliés pour cartonnages..	} Droit des cartons suivant l'espèce avec augmentation de 12 lire les 100 kilogr.	
2. Boutons en carton-pierre et en matières similaires.....		100 kilogr.
3. autres.....	Idem.	70 00
<i>Remarque.</i> — Sont considérés comme articles en papier et en carton, les articles en papier et en carton avec accessoires d'autres matières, que le répertoire actuellement en vigueur renvoie au numéro 195, comme le linge en papier même avec imitation de cou- ture obtenue au moyen de l'impression à sec et recouverte sur une ou sur les deux faces de tissu de coton, à condition que le tissu n'égale pas 50 p. 100 du poids total.		
ex 196 Livres :		
ex a. imprimés :		
1. avec texte mixte (italien et autres langues), en feuilles détachées ou simplement brochés.....	»	Exempts.
2. en autres langues, en feuilles détachées ou simplement brochés.....	»	Exempts.



	Bases	Droits lire. c.
3. reliés, de tout genre.....	100 kilogr.	20 00
<i>Remarque.</i> — Les livres imprimés, ornés de quelques lignes ou vignettes pour séparer les chapitres ou les titres, ne sont pas pour cela soumis à une taxation plus élevée.		
197 Musique imprimée :		
<i>a.</i> détachée ou simplement brochée...		Exempte.
<i>b.</i> reliée, de tout genre.....	100 kilogr.	20 00
<i>Remarque.</i> — La musique lithographiée est considérée comme musique imprimée (n° 197).		
ex 199 Peaux :		
ex <i>d.</i> tannées sans poil et terminées :		
3. autres.....	<i>Idem.</i>	70 00
<i>e.</i> vernies.....	<i>Idem.</i>	90 00
ex 205 Chaussures de tout genre en caoutchouc, doublées ou garnies d'étoffe.....	100 paires	125 00
207 Ouvrages en peaux tannées épilées, non dénommés.....	100 kilogr.	100 00
ex 211 Fonte :		
<i>c.</i> ouvree en moulages rabotés, tournés ou autrement ouvrés :		
1. Articles pour meubles, pour ornements et usages domestiques.....	<i>Idem.</i>	10 00
ex 2. Autres articles, excepté ceux d'un poids inférieur à 500 gr.	<i>Idem.</i>	7 00
<i>Remarque.</i> — Les articles en fonte ouvree, dénommés au n° 221 c 2, peuvent être passés à la couleur d'apprêt ou goudronnés sans subir pour cette préparation une augmentation de droit.		
ex <i>d.</i> ouvree en moulages, avec garniture d'autre métal, étamés, émaillés, nickelés, vernis, oxydés, laqués, etc.		
1. Articles pour meubles, pour ornements ou pour usages domestiques.....	»	»
<i>a.</i> Lampes et leurs parties en fonte moulée avec ou sans garnitures ou ornements en zinc, étamées, émaillées, nickelées, vernies, oxydées, laquées.....	100 kilogr.	15 00
<i>b.</i> Autres articles.....	<i>Idem.</i>	18 00
ex 2. en autres articles, excepté ceux d'un poids inférieur à 500 grammes.....	<i>Idem.</i>	12 00

	Bases	Droits lire. c.
213 Fer et acier :		
a. laminés ou battus en verges, tringles ou barres de toute section :		
1. n'ayant en section aucun dia- mètre ni côté de 7 millimètres ou moins.....	100 kilogr.	6 00
2. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 7 milli- mètres ou moins, mais plus de 5 millimètres.....	<i>Idem.</i>	7 00
3. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 5 milli- mètres ou moins.....	<i>Idem.</i>	9 00
b. étirés en fils ayant :		
1. un diamètre de 5 millimètres ou moins, mais plus de 1 millim. 5	<i>Idem.</i>	11 00
2. un diamètre de 1 millim. 5 ou moins.....	<i>Idem.</i>	15 00
c. en tôles ayant d'épaisseur :		
1. 4 millimètres et plus.....	<i>Idem.</i>	7 00
2. moins de 4 millimètres et plus de 1 millim. 5.....	<i>Idem.</i>	10 00
3. 1 mill. 5 ou moins.....	<i>Idem.</i>	12 00
<i>Remarque.</i> — En ce cas de doute, l'épais- seur des tôles sera établie d'après le poids exact et la surface. Du poids et de la surface on déduira alors l'épaisseur en prenant comme base un poids spécifique de 7 kilogr. 8 par mètre carré pour une tôle d'une épaisseur de 1 millimètre.		
216 Fer et acier en tuyaux ayant d'épaisseur :		
a. 4 millimètres et plus.....	<i>Idem.</i>	12 00
b. moins de 4 millimètres et plus de 1 millim. 5.....	<i>Idem.</i>	14 00
c. 1 millim. 5 et moins.....	<i>Idem.</i>	17 00
ex 217 Fer et acier forgés ou moulés en ouvrages bruts, pesant :		
a. 50 kilogrammes et plus.....	<i>Idem.</i>	9 00
ex b. moins de 50 kilogrammes mais plus de 5 kilogr. ....	<i>Idem.</i>	12 00
ex 218 Fer et acier de seconde fabrication (à l'exception des câbles métalliques de fer ou d'acier et des clous de fer ou d'acier) ouvrés en articles :		
ex a. principalement faits avec des fers ou des aciers dits <i>lourds</i> :		
ex 2. en articles rabotés, limés, tournés, perforés, etc., sur toute leur surface ou sur leur plus grande partie.....	<i>Idem.</i>	13 25



Bases

Droits  
lire. c.

*Remarque.* — Sont considérés comme ouvrages principalement faits avec des fers ou des aciers dits *lourds*, les ouvrages faits dans leur majeure partie de fer ou d'acier forgé ou coulé d'un poids supérieur à 25 kilogrammes ainsi que les ouvrages faits dans leur majeure partie de fer ou d'acier laminé ou étiré, ne présentant en section aucun côté ou diamètre de 7 millimètres ou moins.

ex *b.* composés généralement de fers ou d'aciers petits :

ex 2. en articles rabotés, limés, tournés, perforés, etc., sur toute leur surface ou sur sa plus grande partie :

*a.* Ustensiles (poêles et articles similaires) en tôles de fer, polie seulement intérieurement... 100 kilogr. 16 50

*b.* Autres..... *Idem.* 17 25

ex 3. étamés, plombés, zingués, vernis..... *Idem.* 17 25

ex 4. oxydés, émaillés, nickelés, laqués, garnis d'autres métaux, ou unis à du verre ou à des produits céramiques (à l'exception des ustensiles domestiques et la vaisselle de fer émaillé)..... *Idem.* 30 00

*Remarque.* — Les articles rangés par le répertoire en vigueur sous la rubrique de *Fer et acier de seconde fabrication*, suivent, s'ils sont brunis, en tout ou en partie, le régime des ouvrages nickelés. Sont exceptés les coffres-forts et les caisses de sûreté qui sont rangés sous le n° 218 *a* 2, et *b* 2, même lorsqu'ils ont des accessoires généralement usités, brunis mais sans but ornemental.

ex 222 Ustensiles et instruments usuels pour les arts et métiers en fonte, fer ou acier :

*a.* communs :

ex 2. Machines-outils pour le travail du bois et des métaux, pesant plus de 50 jusqu'à 300 kilogrammes, même avec parties polies..... *Idem.* 14 00

3. autres..... *Idem.* 13 00

*Remarque.* — Sont considérés comme outils et instruments communs, les articles ci-après :

Haches, hachettes, charrues, outils pour l'agriculture en général, hoyaux, bigornes, coins, valets, truelles, pierres à aiguiser,

	Bases	Droits lire. c
herres, filières, fourches, troussequins, leviers, tranchoirs, marteaux, étaux de forgerons, pelles, pics, pioches, râteaux, sarcloirs, cognées, socs, tenailles, etc.		
Les outils et instruments de ce genre, brunis, sont assimilés aux outils et instruments émaillés ou oxydés, et suivent le régime du n° 222 a 1.		
<i>b. fins :</i>		
1. émaillés, laqués, oxydés ou brunis.....	100 kilogr.	22 00
2. autres, même polis, vernis, zingués, plombés, galvanisés, cuivrés, étamés ou garnis d'autres métaux.....	<i>Idem.</i>	17 00
— Machines-outils pour le travail du bois ou des métaux pesant 50 kilogrammes ou moins, même avec parties brunies.....	<i>Idem.</i>	16 00
<i>Remarque.</i> — Sont considérés comme outils et instruments fins les articles ci-après :		
Crics ( <i>binde</i> ), balances (trébuchets), brunnissoirs, burins, tournevis, composteurs, copie-lettres, cisailles, faucilles, faux, forges portatives, étampes ou poinçons ; outils non dénommés pour cordonniers, doreurs, menuisiers, forgerons, maréchaux ferrants, coiffeurs, imprimeurs et autres artisans ; fers à repasser et à plisser, rogne-pied, rubans de scies, alènes, tourne-à-gauche, languettes ou fers à rabots, polissoirs, peignes, rabots, pinces, poinçons, serpes, ratissoirs, pointes pour forets et trépan, scalpels, scies, gouges, spatules, emporte-pièce, forets, vrilles, tarières, timbres, tampons pour timbres et poinçons, tours d'horloges, trépan à mains, vrilles, etc.		
<i>c. Limes et râpes ayant, manche non compris, une longueur :</i>		
1. de plus de 30 centimètres.....	<i>Idem.</i>	13 00
2. de 15 à 30 centimètres.....	<i>Idem.</i>	15 00
3. de moins de 15 centimètres...	<i>Idem.</i>	20 00
ex 223 Chaînes de montres ; boucles, dés à coudre et broches ; chaînettes et anneaux pour les clefs ; montures, fermoirs, serrures et garnitures pour porte-monnaie et pour sacoches, tous ces articles en fer et en acier, brunis.....	<i>Idem.</i>	80 90
224 Aiguilles et épingles.....	<i>Idem.</i>	80 00
ex 225 Cuivre, laiton et bronze :		
ex <i>d.</i> en fils d'un diamètre supérieur à 1/2 millimètre.....	<i>Idem.</i>	20 00
<i>h.</i> en articles d'ornement, ni dorés, ni argentés.....	<i>Idem.</i>	75 00



Bases

Droits  
lire. c.

ex i. dorés ou argentés :

3. en autres ouvrages.....100 kilogr. 120 00

*Remarque.* — Sont rangés sous le n° 225 i 3, les articles de même genre, même plaqués d'or ou d'argent, à moins que le répertoire en vigueur ne les assimile expressément aux objets d'or ou d'argent ou à la mercerie.

ex l. en articles non dénommés à l'exception des vis et des boutons taraudés.....

Idem. 30 00

ex 228 Plomb et ses alliages avec l'antimoine :

d. Caractères d'imprimerie..... Idem. 18 00

ex 230 Zinc :

b. Tôles et feuilles..... Idem. 4 00

c. en articles :

1. dorés ou argentés..... Idem. 58 00

2. non dorés ni argentés, avec ornements ou vernis de tout genre..... Idem. 12 00

3. non dénommés..... Idem. 12 00

*Remarque.* — Les ouvrages en zinc nickelés suivent le régime du n° 230 c 2.

ex 238 Chaudières pour machines :

ex a. multitubulaires avec tubes de fer ou de fonte..... Idem. 14 00

b. non multitubulaires..... Idem. 12 00

239 Machines-outils pour le travail du bois et des métaux (scies, rabots, tours, trépan, machines à fileter, etc.) pesant plus de 300 kilogrammes.....

Idem. 9 00

ex 240 Machines :

ex a. à vapeur :

1. fixes, sans chaudières..... Idem. 12 00

ex 2. demi-fixes, avec chaudières annexes, à air chaud, à air comprimé, à gaz, à pétrole (y compris les motrices rotatives), pesant plus de 300 kilogrammes.....

Idem. 12 00

f. Machines agricoles de toute espèce. Idem. 9 00

h. Machines et métiers de tisserands... Idem. 10 00

j. à coudre :

1. avec table..... Idem. 25 00

2. sans table..... Idem. 25 00

ex l. Machines à broyer ou à pulvériser les pierres, les minerais, les os, etc. ; treuils en fonte et en fer ; grues mécaniques non hydrauliques ; chevaux pour lever les wagons, etc. ;

		Bases	Droits lire. c.
	machines centrifuges pour la fabrication du sucre ; freins automoteurs (à air comprimé, à vide, etc.) ; lami-noirs ; machines à cylindrer, excepté celles à cylindrer les tissus ; machines à laver et repasser le linge ; machines à relier ; machines à glace ; machines à fabriquer les eaux gazeuses ; machines à couper le papier : machines pour briqueteries ; machines pneumatiques pour usage industriel ; machines à polir ; ventilateurs avec mécanisme ; machines à sécher les fils ; machines à teindre les fils ; machines à perforer le papier ; machines à fabriquer le papier et la pâte à papier.....	100 kilogr.	10 00
ex 241	Parties détachées de machines : ex c. autres, à l'exception de machines dynamo-électriques et à coudre, en tant qu'il s'agit des parties d'une machine dénommée au présent traité. ...	<i>Idem.</i>	11 00
242	Appareils en cuivre ou autre matière pour chauffage, raffinage, distillation, etc.....	<i>Idem.</i>	18 00
243	Instruments d'optique, de calcul, de précision, d'observation, de chimie, de physique, de chirurgie, etc. a. en cuivre, bronze, laiton ou acier : 1. garnis de lunettes ou de microscopes ou de cercles gradués, etc. ; lorgnettes, monocles, binocles, loupes montées ou non.....	<i>Idem.</i>	30 00
	2. sans instruments d'optique, ni tiges ou cercles gradués... ..	<i>Idem.</i>	30 00
	b. de tout genre, mais dans la construction desquels le fer domine. ..	<i>Idem.</i>	30 00
ex 246	Or : c. battu en feuilles (sans défalcation du poids du papier).....	Kilogr.	18 00
ex 247	Argent : d. battu en feuilles (sans defalcation du poids du papier) .....	<i>Idem.</i>	5 00
248	Orfèvrerie et vaisselle d'or.....	Hectogr.	14 00
249	Articles en argent même dorés ou argent-terre.....	Kilogr.	9 00

*Remarques.* — Les articles en argent plaqués en or sont traités comme articles en argent doré et non comme articles en or.



	Bases	Droits lire. c.
250 Bijoux :		
<i>a.</i> en or :		
1. chaînes .....	Hectogr.	2 00
2. autres .....	<i>Idem.</i>	6 00
<i>b.</i> en argent, même dorés .....	Kilogr.	10 00
ex 254 Fournitures d'horlogerie ( pendules et cartels).....	100 kilogr.	50 00
ex 255 Pierres précieuses ouvrées :		
ex <i>b.</i> Agates et onyx.....	Kilogr.	9 00
ex 261 Pierres, terres et minéraux non métal- liques :		
ex <i>a.</i> Pierres lithographiques.....	»	Exemptes.
270 Poteries et articles en terre blanche :		
<i>a.</i> blancs .....	100 kilogr.	16 00
<i>b.</i> diversement colorés ou peints, dorés ou autrement décorés.....	<i>Idem.</i>	25 00
<i>Remarque.</i> — Les poteries et articles en terre blanche, colorés à fond uni ou avec de simples filets, raies ou cercles d'une seule couleur (excepté l'or et l'argent), ne sont pas considérées comme articles décorés et suivent le régime du n° 270 <i>a.</i>		
271 Porcelaine :		
<i>a.</i> blanche.....	<i>Idem.</i>	16 00
<i>b.</i> de couleur, dorée ou autrement décorée.....	<i>Idem.</i>	35 00
ex 274 Articles en verre et cristal :		
<i>a.</i> simplement soufflés ou moulés, non colorés, ni polis, ni gravés.....	<i>Idem.</i>	8 50
<i>b.</i> colorés, teints, polis, passés à l'é- meri et gravés.....	<i>Idem.</i>	15 00
<i>c.</i> peints, émaillés, dorés, argentés ou autrement décorés :		
1. Articles en verre creux blanc ou de couleur, simplement soufflés, ni taillés, ni polis, ni passés à l'émeri, ni gravés, argentés à l'intérieur, même recouverts à l'extérieur, en tout ou en partie, d'un ver- nis jaune ou de décorations en peinture grossière (bou- les pour jardins, chande- liers, vases, coupes, salières et similaires).....	<i>Idem.</i>	12 00
2. Autres articles.....	<i>Idem.</i>	18 00

*Remarque.* — Peuvent être compris sous  
le n° 274 *a.*, les verres et les cristaux portant  
la marque ou le nom de fabrique ou ayant une

	Bases	Droits lire. c.
marque de verre ou une incision qui en indique la capacité. Les articles en verre ou en cristal simplement soufflés ou moulés qui n'ont que le bord, le fond ou le bouchon passés à la meule ou polis, sont rangés sous le n° 274 <i>a</i> .		
Les verres et articles en cristal dénommés au paragraphe <i>b</i> du n° 274 peuvent être gravés en tout ou en partie.		
278 Verres, cristaux et émaux en grains taillés en pierres à bijoux ou en morceaux percés pour lustres et articles similaires. 100 kilogr.		30 00
<i>Remarque</i> — Les perles en porcelaine suivent le régime du n° 278.		
ex 294 Amidon :		
ex <i>a</i> . ordinaire :		
2. d'autre matière.....	<i>Idem.</i>	8 00
<i>b</i> . fin ou en boîtes.....	<i>Idem.</i>	15 00
305 Houblon.....	»	Exempt.
335 Acide stéarique (y compris la stéarine et la palmitine)..... 100 kilogr.		8 00
ex 348 Ivoire, nacre et écaille :		
<i>b</i> . ouvrés :		
1. peignes et épingles à cheveux.	<i>Idem.</i>	150 00
2. autres articles.....	<i>Idem.</i>	100 00
352 Mercerie :		
<i>a</i> . commune :		
1. Mercerie de verre.....	<i>Idem.</i>	60 00
3. Autre y compris les jouets de toute sorte, même les poupées.....	<i>Idem.</i>	80 00
<i>b</i> . fine :		
1. Mercerie de verre.....	<i>Idem.</i>	60 00
2. Mercerie fine où domine le cuir de toute sorte y compris le cuir de Russie.....	<i>Idem.</i>	120 00
3. Autre y compris jouets de toute sorte (y compris les poupées).	<i>Idem.</i>	150 00
<i>Remarque.</i> — Les portefeuilles, portemonnaie, porte-cigares, livrets pour notes et articles similaires en peaux de toute sorte, y compris le cuir de Russie, montés en métaux communs, ni dorés, ni argentés, sont assimilés à la mercerie commune.		
Sont également classés comme mercerie commune les albums recouverts ou garnis de cuir ou de tissu, autre que la soie, même avec dorures ou argentures sur la tranche et avec impression en or ou en argent.		
Les accessoires en alliage de nickel dont ces articles pourraient être garnis ne sont pas considérés comme étant de métaux argentés.		



	Bases	Droits lire. c.
ex 355 Instruments de musique :		
<i>b.</i> Pianos :		
1. carrés et droits.....	Pièce.	90 00
2. à queue.....	<i>Idem.</i>	180 00
<i>d.</i> non dénommés, à cordes, pesant :		
1. 400 grammes et moins.....	Pièce.	1 50
2. plus de 400 grammes.....	<i>Idem.</i>	1 50
<i>e.</i> non dénommés, à vent, pesant :		
1. 400 grammes et moins.....	<i>Idem.</i>	1 50
2. plus de 400 grammes.....	<i>Idem.</i>	1 50
<i>f.</i> autres non dénommés.....	<i>Idem.</i>	1 50
356 Pièces détachées d'instruments de mu- sique.....	100 kilogr.	100 00
ex 358 Caoutchouc et gutta-percha :		
<i>e.</i> en autres articles, y compris ceux en caoutchouc durci (ébonite) et à l'exception des articles mélangés avec des tissus ou du métal.....	<i>Idem.</i>	50 00
<i>f.</i> en articles de tout genre mélangés à des tissus, excepté les tissus gom- més en pièce et les articles d'ha- bille ment ou de voyage, les cour- roies de transmission et les tuyaux ; mais y compris les cou- vertures, les chambres à air et autres articles pour roues de vélo- cipèdes.....	<i>Idem.</i>	60 00
<i>g.</i> ouvrés en passementerie, eu rubans et en tissus élastiques.....	<i>Idem.</i>	130 00
ex 359 Fils et cordons électriques :		
<i>b.</i> Cordons électriques composés d'un ou de plusieurs conducteurs mé- talliques même recouverts de matières isolantes, garnis ou pro- tégés par du fer ou tout autre métal, y compris les câbles sous- marins.....	<i>Idem.</i>	28 00
367 Pinceaux avec ou sans manche.....	<i>Idem.</i>	20 00

---

# PROTOCOLE

Au moment de signer le Traité additionnel au Traité de commerce et de navigation conclu entre l'Empire d'Allemagne et l'Italie le 6 décembre 1891, les soussignés, dûment autorisés, ont déclaré ce qui suit :

Le tarif B, annexé au présent Traité additionnel, établit pour les peluches de lin (ex 95) un droit de 100 *lire* or. Les deux Parties

contractantes sont convenues que, si le droit sur les peluches de jute (ex 93 *b*) venait à être augmenté, les peluches de lin pourraient être soumises à la même augmentation.

En foi de quoi, le présent Protocole a été rédigé et signé en double exemplaire.

Fait à Rome, le 3 décembre 1904.

(LL. SS.) *Signé* : MONTS.

TITTONI.

## FRANCE — RUSSIE.

### Convention de commerce signée à Saint-Petersbourg, le 16/29 septembre 1905.

(Echange des ratifications à St-Petersbourg le 7/20 février 1906 (1).)

Le Président de la République française et S. M. l'empereur de toutes les Russies, également désireux de favoriser les échanges commerciaux entre la France et la Russie, ont décidé de conclure une convention dans ce but, et à cet effet ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Maurice Bompard, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française près S. M. l'empereur de toutes les Russies, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies :

M. le comte Lamsdorff, son secrétaire d'Etat, conseiller privé actuel et ministre des affaires étrangères, et

M. Kokovtsoff, son secrétaire d'Etat, conseiller privé et ministre des finances.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

**Article premier.** — Indépendamment des avantages assurés en France à tous les produits russes par le traité signé le 20 mars (1<sup>er</sup> avril) 1874 entre les deux pays, les produits du sol et de l'industrie russes, énumérés dans le tarif A annexé à la présente convention, qui seront importés directement de Russie, bénéficieront, à leur entrée en France, des droits inscrits audit tarif.

**Art. 2.** — Indépendamment des avantages assurés en Russie à tous les produits français par le traité signé le 20 mars (1<sup>er</sup> avril) 1874 entre les deux pays, les produits du sol et de l'industrie français, énumérés dans le tarif B annexé à la présente convention, bénéficieront, à leur entrée en Russie, des droits inscrits audit tarif.

(1) Loi portant approbation de la dite convention : 23 février 1906. — Décret de promulgation, 23 février.



**Art. 3.** — Les objets de ménage ayant déjà servi et faisant partie du mobilier des ressortissants de l'une des hautes parties contractantes qui vont s'établir dans le territoire de l'autre, ne seront soumis, dans ce dernier, à aucun droit d'entrée.

Les consuls de carrière français et les fonctionnaires qui font partie de l'ambassade de la République française et des consulats généraux consulats et vice-consulats de France en Russie et qui seront envoyés par le Gouvernement français, jouiront d'une liberté pleine et entière vis-à-vis de la censure russe, tant pour les journaux que pour les produits des sciences, des arts et des belles lettres.

Les privilèges et franchises accordés aux fonctionnaires consulaires par les conventions en vigueur entre la France et la Russie, comme aussi ceux qui précèdent, seront également accordés aux fonctionnaires spéciaux qui sont ou seront attachés aux consulats français en Russie, et aux agents du ministère des finances de Russie et à leurs secrétaires ou attachés en France, dont la nomination aura été notifiée au gouvernement de la République par la voie diplomatique.

**Art. 4.** — Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'un des deux pays qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'il y acquittent les taxes et impôts établis légalement auront le droit personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats ou de rechercher des commandes dans le territoire de l'autre partie contractante.

Pour pouvoir exercer en Russie le droit prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, les dits négociants, fabricants et autres industriels devront être munis de patentes spéciales dont la taxe, perçue au profit de l'Etat, ne dépassera pas 150 roubles pour toute l'année et 75 roubles pour la seconde moitié de l'année.

Leurs commis voyageurs devront être, en outre, pourvus chacun d'une patente personnelle dont la taxe, perçue au profit de l'Etat, ne dépassera pas 50 roubles pour toute l'année et 25 roubles pour la seconde moitié de l'année. Les patentes prévues à l'alinéa 2 du présent article pourront être délivrées au nom des personnes mêmes qui se rendent en Russie, et alors ces personnes ne seront plus tenues de se pourvoir, en outre, de la patente personnelle.

Pour la délivrance des patentes et le montant des taxes il ne sera fait aucune distinction quelle que soit la religion à laquelle appartiennent lesdits négociants, fabricants, industriels ou commis voyageurs. De même aucune distinction ne sera faite suivant la religion des intéressés pour la durée de la validité du visa des passeports qui est fixée à une période de six mois en Russie.

Les cartes de légitimation industrielle seront établies conformément à un modèle convenu entre les deux hautes parties contractantes.

Les parties contractantes se feront réciproquement connaître les autorités compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle et les prescriptions ou règlements régissant la profession des titulaires de ces cartes.

Les industriels (commis voyageurs) qui seront munis d'une carte de

légitimation industrielle, ne pourront avoir avec eux que des échantillons et modèles et point de marchandises.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons ou modèles par lesdits industriels ou voyageurs, seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient réexportés dans un délai d'un an et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays, soit par le dépôt (en espèces) du montant du droit applicable, au bureau de douane de l'entrée, soit par une caution valable.

Une fois le délai fixé expiré, le montant du droit, selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au Trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que dans ce délai les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si, avant l'expiration du délai fixé, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau devra s'assurer, par une vérification, si les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant du droit déposé à l'importation, ou prendra les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception toutefois des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis, non plus que pour l'apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Les ressortissants de l'un des pays contractants se rendant aux foires et marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

En tant que l'importation d'armes à feu de l'étranger n'est pas interdite en Russie, les voyageurs de commerce français pourront porter avec eux des échantillons de ces armes, à la condition expresse de se soumettre à toutes les prescriptions générales ou locales qui sont ou seront en vigueur par rapport aux armes à feu.

**Art. 5.** — Les articles ci-après du traité de commerce et de navigation du 20 mars (1<sup>er</sup> avril) 1874 et de ses articles séparés sont modifiés comme suit :

#### TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION.

**Art. 10.** — Ajouter au paragraphe 1<sup>er</sup> : « l'intercourse entre la France et l'Algérie est assimilée au cabotage ».

**Art. 14.** — Le remplacer par la disposition suivante :

« Les produits du sol et de l'industrie de la Russie qui seront importés en France, et les produits du sol et de l'industrie de la France, qui seront importés en Russie, destinés soit à la consommation, soit à



l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée. En aucun cas, et sous aucun motif, ils ne seront soumis à des droits, taxes, impôts ou contributions plus élevés ou autres, ni frappés de surtaxes ou de prohibition dont ne soient atteints les produits similaires de tout autre pays. Notamment toute faveur et facilité, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionnels que l'une des parties contractantes accordera à une tierce puissance à titre permanent ou temporairement, gratuitement ou avec compensation, sera immédiatement, et sans conditions ni réserves ou compensation, étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre ».

ART. 15. — Ajouter le paragraphe suivant : « Quant au paiement des droits, le gouvernement impérial de Russie se déclare prêt à faire accepter par les douanes, les monnaies françaises d'or en reconnaissant 1.000 fr. en espèces comme équivalant à 375 roubles en or. C'est dans la même proportion que les douanes russes compteront pour le paiement des droits les billets de la Banque de France ».

ART. 17. — Le remplacer par la disposition suivante :

« Les navires russes avec leur cargaison venant dans les ports d'Algérie et dans ceux des colonies et possessions françaises et des pays du protectorat de l'Indo-Chine sont assimilés aux navires français, sous la réserve inscrite à l'article 10 en ce qui concerne l'intercourse entre la France et l'Algérie ».

#### ARTICLES SÉPARÉS.

ARTICLE PREMIER. — Ajouter un second paragraphe ainsi conçu :

« Il est également entendu que les arrangements intervenus entre la France, d'une part, Monaco et le bey de Tunis, d'autre part, ainsi que les accords ayant trait au commerce effectué entre les possessions Françaises en Afrique et les Etats limitrophes par les frontières de terre, ne pourront pas être invoqués par la Russie pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux hautes parties contractantes par la présente convention ».

ART. 2. — Ajouter la disposition suivante au second ( « de la part de la Russie » ) :

« Les faveurs actuellement accordées ou qui pourrait être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou à l'exportation pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

» Toutefois, les importations françaises bénéficieront également de toutes les facilités douanières accordées aux importations dans ces territoires d'un Etat de l'Europe ou de l'Amérique du Nord ».

Remplacer les réserves (« de la part de la France ») par les suivantes :

« 1<sup>o</sup> Les immunités et primes établies en faveur de la pêche nationale ;

« 2<sup>o</sup> Les privilèges accordés à différentes sociétés françaises d'encouragement à la navigation de plaisance ;

« 3<sup>o</sup> Les immunités concédées aux pêcheurs espagnols par les conventions des 18 février 1886 et 19 janvier 1888 ».

**Art. 6.** — Le gouvernement impérial de Russie se déclare prêt à insérer dans son règlement douanier des dispositions ayant pour effet :

**ART. 83.** — Que les objets portant des emblèmes sacrés ne soient pas détruits avant que les expéditeurs, dûment avertis, n'aient eu la possibilité de les retirer de la douane, pour les réexporter ;

**ART. 196.** — Que les importateurs soient en droit de prélever telle quantité qu'il leur plaira de leur marchandise, à titre d'échantillon, à condition que le prélèvement soit effectué en une seule fois, sans préjudice d'autorisations spéciales de l'administration pour de nouveaux prélèvements qui lui paraîtraient justifiés, et étant entendu que les droits de douane seront payés sur la portion prélevée excédant la quantité dont le prélèvement est admis par l'article 196 sans consignation des droits de douane ;

**ART. 243.** — Que dans la déclaration d'un colis postal le prix puisse être énoncé en monnaie du pays d'origine ou en monnaie russe au désir de l'expéditeur ;

**ART. 244.** — Que les colis postaux accompagnés de documents de service irréguliers ou insuffisants soient, avant d'être renvoyés aux expéditeurs, conservés pendant quatorze jours au bureau frontière pour permettre de régulariser les écritures.

**Art. 7.** — Le gouvernement impérial de Russie se déclare prêt à entrer en négociations dans le délai de trois années qui suivra la mise en vigueur de la présente convention avec le gouvernement de la République française au sujet de la conclusion d'un arrangement concernant la protection réciproque des droits d'auteur pour les œuvres littéraires, artistiques et photographiques.

**Art. 8.** — Le gouvernement impérial se déclare également prêt à entrer en négociations avec le gouvernement de la République française, dans le délai d'une année qui suivra la mise en vigueur de la présente convention, au sujet d'un arrangement spécial pour la protection réciproque des marques de fabrique et des dessins et modèles industriels.

**Art. 9.** — Le gouvernement impérial s'engage à mettre à l'étude, dans le délai d'un an qui suivra la mise en vigueur de la présente convention, les questions relatives à la protection réciproque de la sculpture et des dessins d'ornements, des brevets d'invention, des noms commerciaux et des noms d'origine.

**Art. 10.** — La présente convention pourra être étendue à la Tunisie par une déclaration échangée à cet effet entre les deux hautes parties contractantes.



**Art. 11.** — La présente convention sera ratifiée et les notifications en seront échangées à St-Petersbourg aussitôt que faire se pourra et au plus tard le 15/28 janvier 1906.

Elle entrera en vigueur le 16 février (1<sup>er</sup> mars) 1906 et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée. Toutefois les dispositions de l'article 5 seront incorporées dans les traité et articles auxquels elles se rapportent, et elles en suivront la loi quant à leur durée d'application.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Saint-Petersbourg, en double original, le 16/29 septembre 1905.

(L. S.) *Signé* : M. BOMPART.

(L. S.) *Signé* : Comte LAMSDORFF.

(L. S.) — W. KOKOVZOFF.

### Tarif A.

#### Droits applicables aux marchandises russes importées en France.

Numéros du tarif douanier français du 11 janvier 1892.	Désignation des produits.	Unités.	Droits (décimes et 4 p. 100 compris ) fr. c.
21	Peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites.....	les 100 kilog.	exemptes
ex 34	Œufs de volaille et de gibier.....	— B.	6 »
ex 68	Froment, épeautre et méteil en grains....	— B.	7 »
ex 69	Avoine en grains.....	— B.	3 »
ex 70	Orge en grains.....	— B.	3 »
ex 71	Seigle en grains.....	— B.	3 »
80	Légumes secs en grains.....	— N.	3 »
	Pois pointus.....	— N.	exempts
	Bois communs :		
128	Bois ronds, bruts, non équarris, avec ou sans écorce, de longueur quelconque et de circonférence au gros bout supé- rieure à 60 centimètres (a) (1).....	— B.	0 65
	Bois équarris ou sciés de 80 millimètres d'épaisseur et au-dessous (a).....	— B.	1 »
	Bois équarris ou sciés d'une épaisseur in- férieure à 80 millimètres et supérieure à 35 millimètres (a).....	— B.	1 25

(1) Rentrent dans cette catégorie les arbres équarris seulement au gros bout et uniquement en vue de l'arrangement d'un radeau.

		Unités.	Droits (décimes et 4 p. 100 compris)	
			fr.	c.
	Bois sciés à 35 millimètres d'épaisseur et au-dessus (a).....	les 100 kilog. B.	1	75
135	Bûches de 1 m. 10 de longueur et au- dessous, en quartiers refendus ou en rondins de circonférence atteignant au maximum au gros bout 60 centimètres ; fagots et bourrées.....	— B.	0	20
135 bis	Bois d'essences résineuses en rondins, avec ou sans écorce, de tous diamètres, longueur maxima : 1 m. 10 (b).....	—	0	02
142	Lin : brut, teillé, peigné ou en étoupes ...	—	exempt	
ex 142 bis	{ Chanvre en tiges.....	—	{	exempts
	{ Chanvre broyé, teillé et étoupes.....	—		
165	Son de toutes sortes de grains.....	— B.	0	60
in 193	Le produit dit brai de naphte ou <i>smala</i> est admis en franchise de droits.....	»	»	
197	Huiles de pétrole, de schiste et autres huiles minérales propres à l'éclairage : Brutes (1).....		9 fr. les 100 kilogr. n. on 7 fr. 20 par hect.	
	Raffinées ou essences .....	»	10 fr. par hect.	
198	Huiles lourdes et résidus de pétrole et d'autres huiles minérales .....	les 100 kilog. n.	9	
231	Le minerai de manganèse originaire du Caucase est considéré comme produit de la Russie d'Europe .....	»	»	
462	Carton brut, en feuilles, pesant au moins 350 grammes le mètre carré.....	les 100 kilog. B.	10	»

(a) L'administration des douanes aura la faculté de faire déterminer, par le comité consultatif des arts et manufactures, la densité moyenne de chaque espèce de bois et de percevoir les droits sur cette base, d'après le cubage converti en poids, lorsque les intéressés ne réclameront pas la pesée effective.

(b) A charge de justifier auprès de l'administration des douanes de l'arrivée et de la mise en œuvre dans les fabriques de pâtes à papier sur lesquelles les bois seront dirigés.

La nature des justifications à produire sera déterminée par le ministre des finances, après avis du comité consultatif des arts et manufactures.

---

(1) Non compris la taxe de fabrication.



## Tarif B.

Droits applicables aux marchandises françaises  
importées en Russie.

Numéros du tarif général russe du 13-26 janvier 1903.	Désignation des produits.	Unités.	Droits.	
			roubles	copecks
ex 5	Asperges, choux-fleurs, petits pois, haricots verts, salade, importés à l'état frais; melon frais.....	poud brut	»	90
ex 1	Poires, pommes, pêches, abricots, prunes, cerises, fraises, importés à l'état frais..	poud brut	1	20
In-2. <i>Remarque.</i> Les facilités qui pourraient être accordées à un tiers État à l'égard des droits ou du traitement douanier des oranges, citrons et oranges amères seront étendues auxdits fruits de provenance française.				
	4. Raisins frais.....	poud brut	3	60
ex 7	Prunes sèches et pruneaux.....	poud	1	50
	9 Câpres, olives vertes ou noires, sèches, en saumure et à l'huile, importées en tonneaux, paniers ou autres récipients non hermétiquement clos.....	poud	4	50
ex 11	Noix et noisettes :			
	1. De toute espèce non spécialement dénommées, noix de coco, châtaignes et arachides (pistaches de terre).....	poud	1	50
	ex 2 Amandes.....	poud	3	»
ex 13	Pâtés; moutarde préparée; conserves de viande, de fruits et de légumes, à l'exception des produits taxés sous le n° 24.....	poud brut	4	»
ex 14	2. Truffes, champignons de couche et autres champignons de toute espèce au vinaigre, à l'huile et en saumure; truffes séchées ou fraîches.....	poud brut	10	80
ex 17	Chicorée torréfiée.....	poud	»	90
ex 24	1. Bonbons, confitures, pâte de fruits, gelée, poudres et pastilles de fruits avec sucre; fruits aux liqueurs, au rhum et au cognac; chocolat ou cacao broyé, avec ou sans sucre.....	poud brut	12	24
ex 27	Cognac, armagnac et autres eaux-de-vie de vins et de fruits; rhums et tafias;			
	1. Importés en fûts et en barils.....	poud brut	13	50
	2. Importés en bouteilles; liqueurs en bouteilles de 1 litre au plus.....	poud brut	10	40

		Unités.	Droits roubles copecks	
ex 28	Vins de raisins :			
	1. Importés en fûts :			
	a) Contenant au plus 13° d'alcool.....	poud brut	5	»
	b) Contenant plus de 13° et jusqu'à 16° d'alcool inclusivement.....	poud brut	9	»
	2. Importés en bouteilles :			
	a) Non mousseux, contenant au plus 25° d'alcool, y compris le poids des bouteilles.....	poud	6	»
	b) Mousseux de toute espèce y compris le poids des bouteilles.....	poud	14	»
	Vinaigre de toute espèce, autre que le vinaigre de toilette :			
	1. Importé en fûts et en barils.....	poud brut	1	60
	2. Importé en bouteilles, en cruchons, ou tous récipients, autres que ceux dénommés au § 1 du présent numéro (31), y compris le poids des réci- pients.....	poud	3	»
ex 3	Eaux minérales naturelles ou artificiel- les, y compris les poids des récipients.	poud	2	30
<p><i>Remarque 1.</i> — Les eaux médicinales naturelles ou artificielles, si elles sont dénommées dans des listes spéciales dressées par le conseil médical du ministère de l'intérieur, d'accord avec le ministère des finances, acquittent un droit de 1 rouble par poud, y compris le poids des récipients immédiats.</p> <p><i>Remarque 2.</i> — Acquittent le droit fixé à la remarque 1 les eaux médicinales françaises mentionnées ci-après : sources Vichy-Célestins, Vichy Grande-Grille; Vichy-Hôpital, source Contrezéville-Pavillon; source Evian-Cachat; Vittel Grande-Source et source Salée; la Bourboule; le Mont-Dore; source Pougues Saint-Léger; sources Vals Saint-Jean, Vals Précieuse, Vals Dominique, Vals sources vivaraises; sources Orezza-Piatier, Châtel-Guyon; source Alet-Buvette; les Eaux-Bonnes; Cusset; Saint-Yorre; le Boulou; Desaignes; Saint-Nectaire; Bride-les-Bains; Bourbonne-les-Bains; Châteauneuf; Martigny-les-Bains; Royat; Uriage; la Motte-les-Bains; Forges-les-Eaux; Vic-sur-Cère; Montmirail (eau verte) et Cauterets.</p>				
35	Fromage ....	poud	7	20
ex 37	ex 2 Sardines à l'huile.....	poud brut	5	»
ex 49	2. Plaques et lamelles de fanon de baleine et de corne, polies et lissées ou non, recouvertes ou non de papiers, de peau ou de matières textiles à l'exception de la soie.....	livre	»	40
<p><i>Remarque.</i> — Les mêmes plaques recouvertes de matières textiles contenant de la</p>				



		Unités.	Droits	
			roubles	copecks
soie comme ornement, n'acquittent pas de surtaxes ; quant à celles qui sont recouvertes d'étoffes de soie ou de demi-soie, elles suivent le régime des numéros respectifs concernant les étoffes de soie et demi-soie.				
ex 57	Ouvrages en peau ou en cuir :			
	1. Chaussures de toute sorte non spécialement dénommées, — achevées ou apprêtées.....	livre	1	70
	2. Chaussures pour dames, en étoffe de soie et chevreau, achevées ou apprêtées.....	livre	2	55
ex 3	Gants de peau de toute sorte.....	livre	3	80
	4. Harnais avec accessoires ; ouvrage de sellerie ; cravaches en lanières.....	livre	»	90
ex 58	ex 4 Liège :			
	a) non ouvré et déchets.....	poud	»	15
ex 60	Liège ouvré :			
	1. En plaques et cubes.....	poud	2	40
ex 62	ex 6. Fleurs et feuilles fraîches emballées en colis de 25 livres au maximum.....	livre brute	»	05
ex 65	ex 3. Talc en morceaux, calciné.....	poud	»	03
	ex 4. Chaux hydrauliques de tout genre ; plâtre moulu, calciné ou non.....	poud	»	12
ex 67	Coraux véritables ou artificiels non ouvrés ainsi que perforés, sur fil, en paquets ou sculptés .....	livre	2	»
68	Jais ou ambre noir, nacre, écaille, ambre jaune (non spécialement dénommé) écume de mer, ivoire et ivoire fossille ; celluloïde de toute couleur en morceaux, anneaux ou plaques non façonnés, émail en masses ou pulvérisé ; vernis de potier de toute espèce ; mosaïque ; compositions artificielles pour mosaïques .....	poud	4	95
ex 74	ex 1. Tuiles de toute espèce :			
	a) Non vernissées, même unicolores, sans ornements sculptés ni peints....	poud	»	07
78	1. Glaces sans tain travaillées : mates, polies, verre en feuilles non moulé, poli ayant en superficie :			
	Jusqu'à 50 verchoks carrés inclusivement.	livre	»	16 1/2
	Au-dessus de :			
	50 jusqu'à 100 ver. car. inclusivement	ver. car.	»	1 3/8
	100 — 200 — — — —	ver. car.	»	1 3/4
	200 — 300 — — — —	ver. car.	»	2 1/8
	300 — 400 — — — —	ver. car.	»	2 1/2
	400 — 500 — — — —	ver. car.	»	2 3/4
	500 — 600 — — — —	vec. car.	»	3 1/8
	600 — 800 — — — —	ver. car.	»	3 1/2

		Unités.	Droits	
			roubles	copecks
<p>En sus du droit de 3 1/2 cop. par verchok carré, les glaces ayant plus de 800 verchoks carrés, mais non plus de 2.400 verchoks, acquittent un droit supplémentaire de 33/80 de cop. par verchok carré sur chaque 200 verchoks carrés.</p> <p>Si elles ont plus de 2.400 verchoks carrés, elles acquittent un droit de 6 1/2 cop. par verchok carré.</p>				
ex 88	Remarque 1. — Les tissus, rubans et bandes élastiques contenant des fils de caoutchouc, ainsi que les tissus non élastiques, c'est-à-dire imprégnés de caoutchouc ou collés sur du caoutchouc, autres que ceux dénommés au paragraphe 4 du présent numéro (88) acquittent les droits de la manière suivante :			
1. Droits du numéro 88 selon l'espèce sur 50 p. 100 du poids.				
2. Droits du tissu selon la matière sur 50 p. 100 du poids.				
95	Tartre (crème de tartre) tartre de chaux :			
1. Tartre (crème de tartre) brut (non raffiné), tartre de chaux brut (non raffiné)..... poud » 90				
2. Tartre mi-raffiné (non pulvérisé) ayant sa coloration naturelle..... poud 1 12 1/2				
ex 112	ex 1.	Tartre (crème de tartre raffiné)....	poud brut	2 25
ex 113	Médicaments composés et produits dosés :			
1. Médicaments composés (à l'exception des emplâtres tout faits sur tissus de soie ou demi-soie) qui figurent sur des listes spéciales comme autorisés à l'importation, ainsi que tous produits chimiques et pharmaceutiques importés tout dosés..... poud brut 24 »				
2. Emplâtres médicaux consistant en tissus de soie ou demi-soie imprégnés ou enduits de différentes substances, — qui figurent sur des listes spéciales comme autorisés à l'importation. livre brute 4 »				
<p>Remarque aux paragraphes 1 et 2. — Les listes susindiquées sont dressées par le conseil médical du ministère de l'intérieur, d'accord avec le ministère des finances. Les analyses des spécialités pharmaceutiques françaises faites dans des laboratoires français agréés par le gouvernement russe, font foi</p>				



Unités.	Droits	
	roubles	copecks

devant le conseil médical du ministère de l'intérieur. Les médicaments importés peuvent être accompagnés d'une description sommaire de leur destination et de leur mode d'emploi.

in 117	Remarque. — Les facilités qui pourraient être accordées à un tiers Etat à l'égard des droits ou du traitement douanier des huiles d'olive seront étendues dans la même mesure aux huiles d'olive de provenance française.			
118 a)	Eaux aromatiques sans addition d'alcool, telles que : eaux de laurier-cerise, de menthe poivrée, de rose et autres semblables, à l'exception de l'eau de fleurs d'oranger.....	poud	6	»
b)	Eaux de fleur d'oranger.....	poud	4	»
119	Cosmétiques et substances aromatiques :			
1.	Fard blanc ou rouge, compositions sans alcool pour teindre les cheveux, pastilles odorantes à brûler, cosmétiques de toute sorte non spécialement dénommés, ainsi que substances aromatiques de toute espèce en cristaux, y compris le poids des flacons, vases, boîtes ou autre emballage.....	poud	16	80
2. a)	Parfumerie et cosmétiques de toute espèce contenant de l'alcool, tels que : parfums, élixirs, etc., etc., ainsi que pommades.....	poud brut	36	75
b)	Eaux de senteur alcoolisées et aromatisées .....	poud brut	20	40
c)	Pommades en récipients d'au moins 10 livres de capacité .....	poud brut	15	»
3.	Huiles volatiles ou odorantes, naturelles ou artificielles, préparées sans addition d'alcool .....	poud	16	80
120	Savon :			
1.	De toilette, liquide, solide ou en poudre	poud brut	10	80
2.	De toute espèce, autre que le savon de toilette .....	poud	2	70
ex 125 ex 2. ex a)	Ocre brute ou en morceaux, lavée ou pulvérisée .....	poud	»	40
ex b)	Poudre de talc.....	poud brut	»	15
ex 137	Encres de toutes sortes.....	poud	4	»
170	Lunettes, faces-à-main, lorgnons et lorgnette montés en matières communes ; montures communes sans verres.....	poud	24	»

		Unités.	Droits	
			roubles	copecks
in 173	7. Automobiles de quatre places et plus.	pièce	220	»
	Automobiles de moins de quatre places	pièce	140	»
	Plates-formes et châssis d'automobiles	pièce	70	»
	Motocyclettes à deux roues.....	pièce	20	»
	Motocycles à trois roues.....	pièce	70	»
	Motocycles à quatre roues.....	pièce	140	»
<i>Remarque 1.</i> — Cette remarque du tarif général est supprimée.				
ex 177	Papeterie :			
ex 2.	Papier :			
	d) Papier de tenture et bordures....	poud	9	»
	f) Papier à cigarettes blanc et de couleur (celui importé en cahiers plats ou cylindriques y compris le poids de l'emballage intérieur); papier fin à copier, papier fin d'emballage (de soie ou de Chine), papier de toute espèce non coloré en pâte, mais peint sur l'un ou sur les deux côtés en blanc ou en couleur, non spécialement dénommé; papier sensible à la lumière....	poud	12	»
180 et 185	<i>Remarque.</i> — Les facilités qui pourraient être accordées à un tiers Etat à l'égard des droits ou du traitement douanier des soies rentrant dans un des alinéas ou de leurs subdivisions des n <sup>os</sup> 180 et 185 seront étendues dans la même mesure aux soies de provenance française rentrant dans les mêmes alinéas et subdivisions de ces numéros.			
ex 186	1. Laine peignée :			
	a) non teinte.....	poud	8	25
	b) teinte.....	poud	11	75
in 187	4. Feutres ou tissus feutrés en coton pur ou mélangé de laine à l'usage des fabriques et usines.....	livre	»	20
195	Châles et étoffes de soie tissés, y compris les foulards (excepté ceux dénommés au n <sup>o</sup> 196), rubans, tresses, gaze de soie pour bluttoirs, tulle de soie, koutnia et scham-aladja; velours, peluche et chenille de toute espèce en soie ou demi-soie.....	livre	10	»
196	Foulards de soie imprimés ou estampés, en pièces ou en mouchoirs.....	livre	7	50



		Unités.	Droits	
			roubles	copecks
in 198	Feutres de laine ou tissus feutrés en laine pure ou mélangée de coton, à l'usage des fabriques et usines .....	livre	»	20
201	Tissus, châles, écharpes dans le genre de ceux en cachemire, avec chaîne en laine et trame en laine de couleur ou laine et soie de couleur, mélangés ou non de coton; cachemires véritables et cachemires français .....	livre	4	50
ex 202	ex 1. Tissus de laine et demi-laine, ainsi que draps à l'usage des fabriques et usines .....	livre	»	20
ex 205	Ouvrages tricotés et passementerie :			
	ex 1. Ouvrages tricotés, avec ou sans traces de couture :			
	a) En soie .....	livre	7	50
	b) En demi-soie .....	livre	2	85
	ex 2. Cordons et tresses de passementerie, agréments, franges, glands, garnitures et autres ouvrages tressés :			
	a) en soie et demi-soie .....	livre	2	85
207	Dentelles et ouvrages en dentelles :			
	1. En soie ou avec addition de soie .....	livre	10	»
	2. Autres de toute espèce .....	livre	4	70
ex 208	Broderies, tissus brodés et tulles brodés :			
	ex 1. a) Sur tissus de soie ou demi-soie...	livre	15	»
ex 209	7. Chapeaux de dames et autres coiffures de toute espèce, garnis de rubans, de fleurs, de plumes, etc. ....	livre	16	20
Ex remarques communes aux numéros 183-209	4. Les tissus de toute espèce additionnés de soie ou d'oripeau (ainsi que d'or ou d'argent) sont taxés : b) si la quantité de soie ou d'oripeau (ainsi que d'or ou d'argent) forme de 50 à 20 p. 100 du nombre total des fils de la chaîne et de la trame — d'après les numéros 197 et 148 (§ 6) ; c) si la quantité de soie ou d'oripeau (ainsi que d'or ou d'argent) ne forme pas plus de 20 p. 100 du nombre total des fils de la chaîne et de la trame — d'après les numéros des tarifs qui concernent les tissus respectifs, et, dans ce dernier cas (c), ils sont en outre passibles d'une surtaxe de 20 p. 100 .....			
	6. Les ouvrages tricotés ou tressés et la passementerie mélangés de soie ou d'oripeau (ainsi que d'or ou d'argent)			

Unités.	Droits	
	roubles	copecks

suivent le régime ci-après : *a*) sont taxés comme ouvrages en soie ceux dont la surface est couverte de soie à l'endroit ou à l'envers (en calculant le total de l'étoffe principale et de sa doublure) dans une proportion de 50 p. 100 à 100 p. 100 ; sont taxés comme ouvrages en demi-soie ceux dont la surface est couverte de soie dans une proportion de 20 p. 100 à 50 p. 100 inclusivement et comme ouvrages mélangés de soie — ceux dont la surface est couverte de soie dans une proportion de 20 p. 100 au maximum ; *b*) sont taxés comme ouvrages en oripeau (ainsi qu'en or et en argent) et comme tels suivent le régime du paragraphe 6 du numéro 148 ceux dont la surface est couverte d'oripeau (ainsi que d'or ou d'argent) à l'endroit et à l'envers (en calculant le total de l'étoffe principale et de sa doublure) dans une proportion de plus de 20 p. 100 ; sont taxés comme ouvrages mélangés de soie ou d'oripeau (ainsi que d'or ou d'argent) ceux dont la surface est couverte d'oripeau (ainsi que d'or ou d'argent) dans une proportion de 20 p. 100 au maximum. Les ouvrages susnommés mélangés de soie ou d'oripeau dans une proportion de 20 p. 100 au maximum sont taxés selon la matière dont ils sont confectionnés et acquittent en outre une surtaxe de 20 p. 100.

8. Les châles, les serviettes, les nappes, les couvertures, les rideaux, les stores et autres ouvrages semblables ourlés, mais non garnis, sont taxés d'après la matière dont ils sont confectionnés avec une surtaxe de 10 p. 0/0 ; les mêmes ouvrages garnis (mais non brodés) de soie, d'oripeau (ainsi que d'or ou d'argent), de dentelles, de tulle de toute espèce ou d'autres matières, acquittent les droits d'après la matière de l'ouvrage avec une surtaxe de 40 0/0.

210

Chapeaux :

1. En poil, en demi-poil, en feutre et en tissus de toute espèce, achevés ou préparés.....

pièce

1

35



		Unités.	Droits roubles copecks	
ex 212	Boutons :			
ex 1.	En nacre.....	livre	»	90
213	Plume pour garniture et fleurs arti- ficielles :			
	1. Plumes apprêtées et peaux de toute espèce d'oiseaux (rares et communs) avec leurs plumes ; plumages et tissus en plumes, y compris le poids de l'emballage intérieur.....	livre	9	»
	2. Fleurs artificielles et partie de fleurs artificielles en fil et en étoffes, mélan- gées ou non d'autres matières ; plantes artificielles décoratives mélangées de matières précieuses, y compris le poids de l'emballage intérieur.....	livre	9	»
	3. Plantes artificielles décoratives, avec ou sans fleurs, non mélangées de matières précieuses ; fleurs artificielles faites avec des parties de fleurs natu- relles.....	livre	3	»
215	Articles de mercerie et de toilette non spécialement dénommés, mon- tés ou non, jouets d'enfants :			
	1. Objets de prix contenant de la soie, de l'aluminium, de la nacre, du corail, de l'écaille, de l'ivoire, de l'émail, de l'ambre ou d'autres matières précieuses du même genre, des métaux ou alliages métalliques dorés ou argentés ; ouvrages de toute espèce non spécialement dénommés en nacre, écaille, ivoire et ambre.....	livre	2	70
	2. Objets ordinaires avec parties, mon- tures ou ornements en métaux ou alliages métalliques non précieux (non dorés ni argentés), en corne, os, bois, porcelaine, pierres non précieuses, verre, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave et autres matières non précieuses, ouvrages de toute espèce non spécialement dénommés, en cor- ne, os, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave ou cire.....	livre	»	70
216	Accessoires d'écriture, de dessin et de peinture, non dénommés dans les autres numéros du tarif, montés ou non, tels que : crayons et plumes de toute espèce, porte-plumes, encriers, porte-crayons,			

	Unités.	Droits	
		roubles	copecks
pains à cacheter, taille-crayons, presses à timbrer (timbres), etc., y compris le poids des boîtes qui leur servent d'emballage.....	livre	»	52
218 Les échantillons de matières et ouvrages divers n'ayant ni la forme, ni le caractère de marchandises .....	»	exempts	exempts

*Remarques.* — Les échantillons de tissus et d'ouvrages de toute espèce, n'ayant pas la forme et le caractère de marchandises, suivront le régime du présent numéro (218) même dans le cas où ils sont fixés sur cartes, brochés ou en volume.

#### ARRANGEMENT.

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement impérial de Russie désirant compléter certaines stipulations de la convention commerciale du 29-16 septembre 1905, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé une tolérance de cinq dixièmes de degré pour le dédouanement des vins en fûts d'origine française importés en Russie, de telle sorte que lesdits vins en fûts dont la richesse alcoolique constatée au moment de leur dédouanement ne dépassera pas 13 degrés 5 dixièmes, seront soumis au droit de cinq roubles par poud brut afférent, par application des dispositions de la convention commerciale du 29-16 septembre 1905 (article 28, 1, *a*), aux vins de raisin, importés en fûts contenant au plus 13 degrés d'alcool.

ART. 2. — Les bouteilles de vins mousseux d'origine française ne pesant pas, remplies, plus de trois livres russes bénéficieront à leur importation en Russie d'une tare de 11 p. 100. Déduction de cette tare sera faite en conséquence sur le poids des dites bouteilles au moment de leur dédouanement en vue de l'application du droit de 14 roubles par poud fixé par la convention commerciale susdésigné (ex-article 28, 2, *b*), pour les vins importés en bouteilles mousseux de toute espèce, y compris le poids des bouteilles.

ART. 3. — Le délai fixé pour l'échéance des ratifications de la convention commerciale du 29-16 septembre 1905 est prorogé, d'un commun accord, jusqu'au 20 février 1906.

ART. 4. — Le présent arrangement fera partie intégrante de la convention à laquelle il se rapporte ; il se trouvera ratifié par le fait même de la ratification de celle-ci et sera annexé à l'instrument de ratification.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à St-Petersbourg, le 28-15 janvier 1906.

(L. S.) *Signé* : BOMPARD.

(L. S.) *Signé* : COMTE LAMSDORFF.

(L. S.) — TIMIRIASEFF.



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 98.

N° 6

VOL. II. — 1906.

## PREMIÈRE PARTIE

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

#### CONVENTIONS D'ARBITRAGE

##### BELGIQUE — ROUMANIE

###### Traité d'arbitrage obligatoire

(27/14 mai 1905) (Ech. des ratific. 9 oct./26 sept. 1905) (1).

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté le roi de Roumanie, désirant régler autant que possible, par la voie de l'arbitrage, les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure à cet effet une Convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

---

(1) Loi belge 7 juillet 1905 (Monit. des 30 et 31 octobre). *Session de 1904-1905.*

##### CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

*Documents parlementaires.* — Exposé des motifs, et texte du projet de loi. Séance du 13 juin 1905, n° 205, p. 634 et 635. — Rapport. Séance du 20 juin 1905, n° 215, p. 644.

*Annales parlementaires.* — Dépôt du projet de loi. Séance du 13 juin 1905, p. 1620. — Dépôt du rapport. Séance du 20 juin 1905, p. 1688. — Discussion et adoption. Séance du 22 juin 1905, p. 1729.

##### SÉNAT.

*Documents parlementaires.* — Rapport. Séance du 22 juin 1905, n° 118, p. 149 et 150.

*Annales parlementaires.* — Dépôt du rapport. Séance du 22 juin 1905, p. 635. — Discussion. Séance du 23 juin 1905, p. 641. — Adoption. Séance du 27 juin 1905, p. 655.

Sa Majesté le roi des Belges :

M. le Baron Beyens, officier de l'Ordre de Léopold, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bucarest, et

Sa Majesté le roi de Roumanie :

M. le général de division Jacques Lahovary, grand-croix de l'Ordre de la Couronne de Roumanie, grand-officier de l'Ordre de l'Étoile de Roumanie, etc., etc., son ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à la cour permanente d'arbitrage établie à La Haye, par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre elles, dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'honneur ni à l'indépendance, ni à la souveraineté ou aux intérêts essentiels des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2. — Il appartient à chacune des hautes parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause son honneur, son indépendance, sa souveraineté ou des intérêts essentiels et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3. — Sous les réserves indiquées à l'article 1<sup>er</sup>, l'arbitrage sera obligatoire entre les hautes parties contractantes :

En cas de contestations concernant l'interprétation ou l'application de toute convention conclue ou à conclure entre les hautes parties contractantes et relatives :

1<sup>o</sup> Aux matières de droit privé international ;

2<sup>o</sup> Au régime des sociétés, aux tarifs douaniers, au traitement appliqué aux navires et au régime de la navigation en général, à la protection des marques de fabrique et de la propriété artistique ou littéraire ;

3<sup>o</sup> Aux matières de procédure soit civile, soit pénale.

Seront exclus de la solution arbitrale les différends qui naîtraient éventuellement au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une Convention conclue ou à conclure entre les hautes parties contractantes et à laquelle des tierces puissances auraient participé ou adhéré.

ART. 4. — La présente Convention recevrait son application, même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5. — Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre elles, les hautes parties contractantes à défaut de clauses compromissaires contraires,



se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à la Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 6. — Aucun des arbitres ne pourra être sujet des Etats signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7. — Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme dans lequel devra avoir lieu l'échange, entre les deux parties, des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du tribunal arbitral.

ART. 8. — Le compromis fixera la somme que les hautes parties contractantes mettront immédiatement à la disposition du bureau permanent de la cour d'arbitrage pour couvrir les frais de procédure, conformément à l'article 57 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 9. — La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 10. — La présente Convention est conclus pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 11. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Bucarest.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double original, le 27/14 mai mil neuf cent cinq.

(L. S.) Baron BEYENS.

*Le général de division,*

(L. S.) LAHOVARY.

Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 9 oct./26 septembre 1905.

*Certifié par le secrétaire général  
du ministère des affaires étrangères,  
Chevalier VAN DER ELST.*

**Traités d'arbitrage obligatoire conclus par la Belgique avec la Russie, la Suède et la Norvège, la Suisse, (1) l'Espagne, le Danemark (2) et la Grèce, ainsi que la déclaration annexée au traité belgo-russe et le protocole de signature annexé au traité belgo-suédois (3).**

### Belgique — Russie.

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, désirant régler autant que possible par la voie pacifique les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure à cet effet une convention d'arbitrage obligatoire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

Le comte Degrelle-Rogier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour impériale de Russie, et

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies :

Le comte Lamsdorff, son secrétaire d'Etat, conseiller privé actuel et ministre des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

**ARTICLE PREMIER.** — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye, par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre elles dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'indépendance, ni à l'honneur, ni aux intérêts vitaux, ni à l'exercice de la souveraineté des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

**ART. 2.** — Il appartient à chacune des hautes parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts

(1) V. *Arch. dipl.* t. 98, p. 123.

(2) V. *Arch. dipl.* t. 97, p. 41.

(3) Loi Belge approuvant les dits traités 7 juillet 1905 (Monit. du 19 janvier 1906).  
Session de 1904-1905.

#### CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

*Documents parlementaires.* — Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 16 mai 1905, n° 169, p. 545. — Rapport, Séance du 20 juin 1905, n° 214, p. 637.

*Annales parlementaires.* — Dépôt du projet de loi. Séance du 16 mai 1905, p. 1362. — Dépôt du rapport. Séance du 20 juin 1905, p. 1638. — Discussion et adoption. Séance du 22 juin 1905, p. 1728 et 1729.

#### SÉNAT.

*Documents parlementaires.* — Rapport. Séance du 22 juin 1905, n° 118, p. 149 et 150.

*Annales parlementaires.* — Dépôt du rapport. Séance du 22 juin 1905, p. 635. — Discussion. Séance du 23 juin 1905, p. 637 à 641. — Adoption. Séance du 27 juin 1905, p. 655.



vitaux, son honneur, son indépendance ou l'exercice de sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont excepté de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3. — L'arbitrage sera obligatoire entre les hautes parties contractantes :

1<sup>o</sup> En cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toute convention conclue ou à conclure entre les hautes parties contractantes et relative :

A. Aux matières de droit privé international ;

B. Au régime des sociétés ;

C. Aux matières de procédure, soit civile, soit pénale, et à l'extradition ;

2<sup>o</sup> En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

Seront exclus de la solution arbitrale, les différends qui naîtraient éventuellement au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une convention conclue ou à conclure entre les hautes parties contractantes et à laquelle des tierces puissances auraient participé ou adhéré.

ART. 4. — La présente Convention recevrait son application, même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5. — Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre elles, les hautes parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à la Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 6. — Aucun des arbitres ne pourra être sujet des Etats signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7. — Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme endéans lequel devra lieu l'échange entre les deux parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du tribunal arbitral.

ART. 8. — Le compromis mentionné à l'article précédent fixera de même la somme que les hautes parties contractantes mettront à la disposition du bureau permanent de la Cour d'arbitrage pour couvrir les frais d'arbitrage conformément à l'article 57 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 9. — La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 10. — La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 11. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Saint-Petersbourg.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 30/17 octobre 1904.

Comte DEGRELLE-ROGIER.

Comte LAMSDORFF.

---

#### DECLARATION

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'arbitrage qui a été arrêtée entre la Belgique et la Russie, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Il est entendu que la dite Convention, conformément aux déclarations antérieures du plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges, faites à la Conférence de la Paix à La Haye, ne modifie en rien, pour les hautes parties contractantes, les droits et les obligations résultant pour elles du traité du 19 avril 1839, qui garantit l'indépendance et la neutralité de la Belgique et dont les stipulations ne peuvent être visées par la dite Convention d'arbitrage.

La présente déclaration aura la même valeur et durée que si elle était insérée dans la Convention précitée ; elle sera ratifiée en même temps.

Fait en double exemplaire à Saint-Petersbourg, le 30/17 octobre 1904.

Comte DEGRELLE-ROGIER.

Comte LAMSDORFF.

---

Les ratifications ont été échangées à Saint-Petersbourg, le 9 septembre/27 août 1905.

---



## Traité entre la Belgique et la Suède et la Norvège.

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à la Haye, le 29 juillet 1899, désirant, en application des principes énoncés aux articles 15 à 19 de la dite Convention, entrer en négociations pour la conclusion d'une Convention d'arbitrage obligatoire, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

M. le baron de Favereau, chevalier de l'ordre de Léopold, etc., sénateur, son ministre des affaires étrangères, et

Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège :

M. le comte de Wrangel, commandeur de première classe de l'ordre de l'Etoile polaire, commandeur de deuxième classe de l'ordre de Wasa, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à la cour permanente d'arbitrage, établie à la Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à se produire entre elles dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'indépendance, ni à la souveraineté, ni aux intérêts vitaux des pays respectifs et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes.

ART. 2. — Il appartient à chacune des hautes parties contractantes d'apprécier si le différend qui sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépendance ou sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3. — L'arbitrage sera obligatoire entre les hautes parties contractantes :

1<sup>o</sup> Sous les réserves indiquées à l'article 1<sup>er</sup> en cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues ou à conclure entre elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces puissances auraient participé ou adhéré ;

2<sup>o</sup> En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les Etats signataires.

Les hautes parties contractantes renoncent dans ce cas à opposer les réserves mentionnées ci-dessus.

ART. 4. — La présente Convention recevrait son application, même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5. — Lorsqu'il y aura un arbitrage entre elles, les hautes parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention du 29 juillet 1899, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 6. — Aucun des arbitres ne pourra être sujet des Etats signataires, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7. — Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme endéans lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du tribunal arbitral.

ART. 8. — La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée, s'il y a lieu.

ART. 9. — La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 10. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Bruxelles.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'on revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 30 novembre 1904.

FAVEREAU.

WRANGEL.

---

#### PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'arbitrage, conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés déclarent ce qui suit :

Il est entendu que la Convention n'abroge pas les dispositions de l'article 20 du traité réglant les relations de commerce et de navigation entre la Belgique et la Suède, conclu à Bruxelles le 11 juin 1895, ni les dispositions de l'article 20 du traité réglant les relations de commerce et de navigation entre la Belgique et la Norvège, conclu à Bruxelles le même jour ; il est également entendu que les stipulations de l'article 7 de la Convention ne portent aucune atteinte à ce qui a été stipulé dans la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 concernant la seconde



phase de la procédure arbitrale prévue à l'article 39, notamment aux stipulations des articles 43 à 49.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent protocole de signature qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 30 novembre 1904.

FAVEREAU.

WRANGEL

---

Les ratifications ont été échangées à Bruxelles le 11 août 1905.

---

### Traité entre la Belgique et l'Espagne.

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le roi d'Espagne, désirant régler autant que possible, par la voie de l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges,

Son Excellence M. le Baron Joostens, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, chevalier de l'ordre royal et distingué de Charles III d'Espagne, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Sa Majesté le roi d'Espagne,

Son Excellence Ventura Garcia Sancho é Harrondo, marquis de Aguilar de Campoo et de Torre Blanca, son ministre d'Etat, sénateur à vie, chambellan de Sa Majesté le roi en qualité de Grand d'Espagne, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III et d'Isabelle la Catholique, de la Légion d'honneur, de la Couronne de Fer d'Autriche, du Christ de Portugal, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre elles, dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'honneur ni à l'indépendance ou à la souveraineté des pays contractants, et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2. — Il appartient à chacune des hautes parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause son honneur, son indépendance ou sa souveraineté et par conséquent, est de nature

à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3. — Sous les réserves indiquées à l'article 1<sup>er</sup>, l'arbitrage sera obligatoire entre les hautes parties contractantes :

1<sup>o</sup> En cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues ou à conclure entre elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces puissances auraient participé ou adhéré ;

2<sup>o</sup> En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

ART. 4. — Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre elles, les hautes parties contractantes, à défaut des clauses compromissaires contraires se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 5. — Aucun des arbitres ne pourra être ressortissant des Etats signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 6. — Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme durant lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du tribunal arbitral.

ART. 7. — Le compromis fixera la somme que les hautes parties contractantes mettront immédiatement à la disposition du bureau permanent de la Cour d'arbitrage pour couvrir les frais de procédure, conformément à l'article 57 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 8. — La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée, s'il y a lieu.

ART. 9. — La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 10. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Madrid.



En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Madrid, en double expédition, le vingt-trois janvier mil neuf cent et cinq.

JOOSTENS.

El marques DE AGUILAR DE CAMPOO.

---

Les ratifications ont été échangées à Madrid, le 16 décembre 1905.

---

### Traité entre la Belgique et la Grèce.

Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté le roi des Hellènes, désirant régler autant que possible, par la voie de l'arbitrage, les différends qui pourraient s'élever entre leurs pays, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges,

M. le baron de Grooté, chevalier de l'ordre de Léopold, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi des Hellènes, et

Sa Majesté le roi des Hellènes,

M. A.-G. Skousès, commandeur de l'ordre royal du Sauveur, etc., son ministre des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre elles dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur, ni à l'indépendance ou à la souveraineté des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2. — Il appartient à chacune des hautes parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause ses intérêts vitaux, son indépendance ou sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3. — Sous les réserves indiquées à l'article premier, l'arbitrage sera obligatoire entre les hautes parties contractantes :

1<sup>o</sup> En cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues entre elles, à l'exception de celles auxquelles des tierces puissances auraient participé ou adhéré ;

2° En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires entre les deux parties contractantes du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties.

ART. 4. — L'arbitrage obligatoire, admis dans les matières visées par l'article 3, ne pourra être réclamé du chef de faits antérieurs à la présente Convention.

ART. 5. — Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les hautes parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à la Haye, le 29 juillet 1899, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 6. — Aucun des arbitres ne pourra être ressortissant des Etats signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7. — Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme durant lequel devra avoir lieu l'échange. entre les deux parties, des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du tribunal arbitral.

ART. 8. — La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 9. — La présente Convention est conclue pour la durée de cinq ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 10. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Athènes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Athènes, en double expédition, le 19 avril-2 mai 1905.

P. DE GROOTE.

A. SKOUSÈS.

---

Les ratifications ont été échangées à Athènes le 9/22 juillet 1905.

*Certifié par le secrétaire général  
du ministère des affaires étrangères,  
Chevalier VAN DER ELST.*

---



ARGENTINE, BOLIVIE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE,  
GUATÉMALA, MEXIQUE, PARAGUAY, PÉROU, SALVADOR,  
URUGUAY.

**Acte d'union destiné à rendre obligatoire la solution par  
voie d'arbitrage des différends qui pourraient surgir entre  
les parties contractantes.**

(Signé à la Conférence américaine internationale réunie à Mexico, le 29 janvier 1902).

TEXTE ORIGINAL (1).

Los infrascritos, Delegados á la Segunda Conferencia Internacional Americana por la Republica Argentina, Bolivia, Republica Dominicana, Guatemala, El Salvador, México, Paraguay, Peru y Uruguay, reunidos en la Ciudad de México, y debidamente autorizados per sus respectivos Gobiernos, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo 1. — Las Altas Partes Contratantes se obligan á someter á la decisión de árbitros, todas las controversias que existen ó lleguen á existir entre ellas y que no puedan resolverse por la via diplomática, siempre que á juicio exclusivo de alguna de las Naciones interesadas, dichas controversias no afecten ni la independencia ni el honor nacional.

Artículo 2. — No se considerán comprometidos ni la independencia ni el honor nacionales en las controversias sobre privilegios diplomá-

---

TRADUCTION.

Les soussignés, Délégués à la deuxième Conférence internationale Américaine, pour la République Argentine, la Bolivie, la République Dominicaine, le Guatémala, le Salvador, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, réunis dans la ville de Mexico, et dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont convenu des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes s'obligent à soumettre à la décision d'arbitres toutes les contestations qui existent ou arriveront à exister entre elles et qui ne pourront être résolues par la voie diplomatique, pourvu que, d'après l'appréciation exclusive d'une quelconque des nations intéressées, lesdites contestations n'affectent ni l'indépendance, ni l'honneur national.

ART. 2. — Ni l'indépendance nationale, ni l'honneur national ne seront considérés comme compromis, dans les contestations sur les

---

(1) Publication officielle du Secrétaire des Affaires étrangères du Mexique. Diario Oficial du 25 avril 1903.

ticos, límites, derechos de navegación, y validez, inteligencia y cumplimiento de tratados.

Artículo 3. — En virtud de la facultad que reconoce el artículo veintiséis de la Convención para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales firmada en La Haya en 29 de Julio de mil ochocientos noventa y nueve, las Altas Partes Contratantes convienen en someter á la decisión de la Corte Permanente de Arbitraje que dicha Convención establece, todas las controversias á que se refiere el presente Tratado, á menos que alguna de las Partes prefiera que se organice una jurisdicción especial.

En caso de someterse á la Corte Permanente de La Haya, las Altas Partes Contratantes aceptan los preceptos de la referida Convención, tanto en lo relativo a la organización del Tribunal Arbitral, como respecto á los procedimientos á que éste haya de sujetarse.

Artículo 4. — Siempre que por cualquier motivo deba organizarse una jurisdicción especial, ya sea porque así lo quiera alguna de las Partes, ya porque no llegue á abrirse á ellas la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya, se establecerá, al firmarse el compromiso, el procedimiento que se haya de seguir. El Tribunal determinará la fecha y lugar de sus sesiones, el idioma de que haya de hacerse uso, y estará en todo evento investido de la facultad de resolver todas las cuestiones relativas á su propia jurisdicción y aun las que se refieren al procedimiento en los puntos no previstos en el compromiso.

privilèges diplomatiques, les frontières, les droits de navigation, et la validité, l'interprétation et l'exécution des traités.

ART. 3. — En vertu de la faculté qui reconnaît l'article 26 de la Convention pour le Règlement pacifique des conflits internationaux, signés à La Haye le 29 juillet 1899, les Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre à la décision de la Cour permanente d'arbitrage établie par ladite Convention, toutes les contestations visées par le présent Traité, à moins que l'une des Parties ne préfère qu'il soit organisé une juridiction spéciale.

Au cas où les différends seraient soumis à la Cour permanente de La Haye, les Hautes parties contractantes acceptent les prescriptions de la Convention sus-mentionnée, tant en ce qui est relatif à l'organisation du Tribunal arbitral, qu'en ce qui concerne les formes de procédure auxquelles il y aura à se soumettre.

ART. 4. — Toutes les fois que, pour un motif quelconque, on devra organiser une juridiction spéciale, soit parce que l'une des Parties le demandera, soit parce que la Cour permanente d'arbitrage de La Haye ne pourra s'ouvrir pour elles, on établira, lors de la signature du compromis, la procédure qui devra être suivie. Le Tribunal déterminera la date et le lieu de ses séances, la langue dont il devra être fait usage et sera, dans tous les cas, investi du pouvoir de résoudre toutes les questions relatives à sa propre juridiction, ainsi que celles qui se réfèrent à la procédure sur les points non prévus dans le compromis.



Artículo 5. — Si al organizarse la jurisdicción especial no hubiere conformidad de las Altas Partes Contratantes para designar el árbitro, el Tribunal se compondrá de tres Jueces. Cada Estado nombrará un árbitro y éstos designarán el tercero. Si no pue den ponerse de acuerdo sobre esta designación, la hará el Jefe de un tercer Estado, que indicarán los árbitros nombrados por las Partes. No poniéndose de acuerdo para este último nombramiento, cada una de las Partes designará una Potencia diferente, y la elección del tercero sera hecha por las dos Potencias así designadas.

Artículo 6. — Las Altas Partes Contratantes estipulan que en caso de disentiimiento grave, ó de conflicto entre dos ó más de ellas que haga inminente la guerra, se recurra, en tanto que las circunstancias lo permitan, á los buenos oficios ó á la mediación de una ó más de las Potencias amigas.

Artículo 7. — Independientemente de este recurso, las Altas Partes Contratantes juzgan util que una ó más Potencias extrañas al conflicto, ofrezcan espontáneamente, en tanto que los circunstancias se presten á ello, sus buenos oficios ó su mediación á los Estados en conflicto.

El derecho de ofrecer los buenos oficios ó la mediación, pertenece á las Potencias extrañas al conflicto, aun durante el curso de las hostilidades.

El ejercicio de este derecho no podrá considerarse jamás por una ó por otra de las Partes contendientes como un acto poco amistoso.

---

ART. 5. — Si, lors de l'organisation de la juridiction spéciale, les Hautes Parties contractantes ne sont pas d'accord sur la désignation de l'arbitre, le Tribunal se composera de trois juges. Chaque Etat nommera un arbitre, et ceux-ci désigneront le troisième. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur cette désignation, elle sera faite par le chef d'un troisième Etat, qu'indiqueront les arbitres nommés par les Parties. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur cette dernière nomination, chacune des Parties désignera une Puissance différente et l'élection du tiers arbitre sera faite par les deux Puissances ainsi désignées.

ART. 6. — Les Hautes Parties contractantes stipulent, qu'en cas de dissentiment grave, ou de conflit entre deux ou plusieurs d'entre elles, rendant la guerre imminente, on aura recours, en tant que les circonstances le permettront, aux bons offices ou à la médiation d'une ou de plusieurs des Puissances amies.

ART. 7. — Indépendamment de ce recours, les Hautes Parties contractantes jugent utile qu'une ou plusieurs Puissances étrangères au conflit offrent spontanément, en tant que les circonstances s'y prêteront, leurs bons offices ou leur médiation aux Etats en conflit.

Le droit d'offrir les bons offices ou la médiation appartient aux Puissances étrangères au conflit, même durant le cours des hostilités.

L'exercice de ce droit ne pourra jamais être considéré, par l'une ou par l'autre des parties en lutte, comme un acte peu amical.

Artículo 8. — El oficio de mediador consiste en conciliar las pretensiones opuestas y en apaciguar los resentimientos que puedan haberse producido entre las Naciones en conflicto.

Artículo 9. — Las funciones del mediador cesan desde el momento en que se ha comprobado, ya por una de las Partes contendientes, ya por el mediador mismo, que los medios de conciliación propuestos por éste, no son aceptados.

Artículo 10. — Los buenos oficios y la mediación, ya que á ellos se recurra por las Partes en conflicto ó por iniciativa de las Potencias extrañas á él, no tienen otro carácter que el de consejo y nunca el de fuerza obligatoria.

Artículo 11. — La aceptación de la mediación no puede producir el efecto, salvo convenio en contrario, de interrumpir, retardar ó embazarar, la movilización u otras medidas preparatorias de la guerra. Si la mediación tuviere lugar, rotas ya las hostilidades, no se interrumpe por ello, salvo pacto en contrario, el curso de las operaciones militares.

Artículo 12. — En los casos de diferencias graves que amenacen comprometer la paz, y siempre que las Potencias interesadas no puedan ponerse de acuerdo para escoger ó aceptar como mediadora á una

---

ART. 8. — L'office de médiateur consiste à concilier les prétentions opposées et à apaiser les ressentiments qui pourront s'être produits entre les Nations en conflit.

ART. 9. — Les fonctions du médiateur cessent, dès qu'il est constaté, soit par l'une des Parties en litige, soit par le médiateur lui-même, que les moyens de conciliation proposés par ce dernier ne sont pas acceptés.

ART. 10. — Les bons offices et la médiation, soit que les Parties en conflit y aient recours elles-mêmes, soit qu'ils émanent de l'initiative des Puissances étrangères au conflit, n'auront d'autre caractère que celui de conseil, et n'auront jamais force obligatoire.

ART. 11. — L'acceptation de la médiation ne peut, sauf convention contraire, produire l'effet d'interrompre, de retarder, ou d'entraver la mobilisation ou les autres mesures préparatoires à la guerre. Si la médiation a lieu les hostilités étant déjà ouvertes, le cours des opérations militaires, sauf convention contraire, n'en sera pas interrompu.

ART. 12. — Dans les cas de différends graves qui menacent de compromettre la paix, et lorsque les Puissances intéressées ne peuvent se mettre d'accord pour désigner ou accepter comme médiatrice une



Potencia amiga, se recomienda á los Estados en conflicto la elección de una Potencia, á la cual confíen, respectivamente, el encargo de entrar en relación directa con la Potencia escogida por la otra Nación interesada, con el objeto de evitar la ruptura de las relaciones pacíficas.

Mientras dura este mandato, cuyo término, salvo estipulación en contrario, no puede exceder de treinta días, los Estados contendientes cesarán toda relación directa con motivo del conflicto, el cual se considerará como exclusivamente deferido á las Potencias mediadoras.

Si esas Potencias amigas no lograren proponer, de común acuerdo, una solución que fuere aceptable por las que se hallen en conflicto, designarán á una tercera, á la cual quedará confiada la mediación.

Esta tercera Potencia, caso de ruptura efectiva de las relaciones pacíficas, tendrá en todo tiempo el encargo de aprovechar cualquiera ocasión para procurar el restablecimiento de la paz.

Artículo 13. — En las controversias de carácter internacional provenientes de divergencia de apreciación de hechos, las Repúblicas signatarias juzgan útil que las Partes que no hayan podido ponerse de acuerdo por la vía diplomática, instituyan, en tanto que las circunstancias lo permitan, una Comisión Internacional de Investigación encargada de facilitar la solución de esos litigios, esclareciendo por medio de un examen imparcial y concienzudo las cuestiones de hecho.

---

Puissance amie, il est recommandé aux Etats en conflit l'élection d'une Puissance à laquelle ils confieront, respectivement, le soin d'entrer en relation directe avec la Puissance désignée par l'autre Nation intéressée, dans le but d'éviter la rupture des relations pacifiques.

Tant que durera ce mandat, dont le terme, sauf stipulation contraire, ne pourra excéder trente jours, les Etats en lutte cesseront toute relation directe au sujet du conflit, qui sera considéré comme déferé exclusivement aux Puissances médiatrices.

Si ces Puissances amies ne parviennent pas à proposer, d'un commun accord, une solution qui soit acceptable pour celles qui se trouvent en conflit, elles en désigneront une troisième, à laquelle sera confiée la médiation.

Cette troisième Puissance, en cas de rupture effective des relations pacifiques, aura en tout temps le devoir de profiter de toute occasion pour amener le rétablissement de la paix.

ART. 13. — Dans les controverses de caractère international provenant de divergence d'appréciation de faits, les Républiques signataires jugent utile que les Parties qui n'auront pu se mettre d'accord par la voie diplomatique, instituent, autant que les circonstances le permettront, une Commission internationale d'enquête chargée de faciliter la solution de ces litiges, en éclaircissant les questions de fait par un examen impartial et consciencieux.

Artículo 14. — Las Comisiones Internacionales de Investigación se constituyen por convenio especial de las Partes en litigio. El convenio precisará los hechos que han de ser materia de examen, así como la extensión de los poderes de los Comisionados, y arreglará el procedimiento á que deben éstos sujetarse. La investigación se llevará á término contradictoriamente; y la forma y los plazos que deben en ella observarse, si no se fijaren en el convenio, serán determinados por la Comisión misma.

Artículo 15. — Las Comisiones Internacionales de Investigación se constituirán, salvo estipulación en contrario, de la misma manera que el Tribunal de Arbitraje.

Artículo 16. — Es obligación de las Potencia en litigio, ministrar, en la más amplia medida que juzguen posible, á la Comisión Internacional de Investigación, todos los medios y facilidades necesarios para el conocimiento completo y la exacta apreciación de los hechos controvertidos.

Artículo 17. — Las Comisiones mencionadas se limitarán á averiguar la verdad de los hechos, sin emitir más apreciaciones que las meramente técnicas.

Artículo 18. — La Comisión Internacional de Investigación presentará

---

ART. 14. — Les Commissions internationales d'enquête seront constituées par convention spéciale des parties en litige. La convention précisera les faits qui devront être la matière d'un examen, ainsi que l'étendue des pouvoirs des Commissaires et règlera la procédure qu'ils devront suivre. L'enquête se poursuivra jusqu'au bout, contradictoirement; et la forme et les délais qui devront y être observés, seront déterminés par la Commission elle-même si la convention ne les a pas fixés.

ART. 15. — Les Commissions internationales d'enquête seront constituées, sauf stipulation contraire, de la même manière que le Tribunal d'arbitrage.

ART. 16. — Les Puissances litigantes ont l'obligation de fournir à la Commission internationale d'enquête, dans la mesure la plus large qu'elles jugeront possible, les moyens et facilités nécessaires pour la connaissance complète et l'appréciation exacte des faits controversés.

ART. 17. — Les Commissions mentionnées se limiteront à vérifier l'exactitude des faits, sans émettre d'autres appréciations que celles d'un ordre purement technique.

ART. 18. — La Commission internationale d'enquête présentera aux



à las Potencias que la hayan constituido, su informe firmado por todos los miembros de la Comisión. Este informe, limitado à la investigación de los hechos, no tiene en lo absoluto el caractère de sentencia arbitral, y deja à las Partes contendientes en entera libertad de darle el valor que estimen justo.

Artículo 19. — La constitución de Comisiones de Investigación podrá incluirse en los compromisos de arbitraje, como procedimiento previo, à fin de fijar los hechos que han de ser materia del juicio.

Artículo 20. — El presente Tratado no deroga los anteriores existentes entre dos ó más de las Partes Contratantes, en cuanto den mayor extensión al Arbitraje obligatorio. Tampoco altera las estipulaciones sobre arbitraje relativas à cuestiones determinadas que han surgido ya, ni el curso de los juicios arbitrales que se siguen con motivo de éstas.

Artículo 21. — Sin necesidad de canje de ratificaciones, este Tratado estará en vigor desde que tres Estados, por lo menos, de los que lo subscriben, manifiesten su aprobación al Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, el que lo comunicará à los demás Gobiernos (1).

---

Puissances qui l'auront constituée son rapport, signé par tous les membres de la Commission. Ce rapport, limité à l'investigation des faits, n'a absolument pas le caractère d'une sentence arbitrale, et les Parties en lutte conserveront liberté entière de lui attribuer la valeur qu'elles estimeront juste.

ART. 19. — La constitution de Commissions d'enquête pourra être comprise dans les compromis d'arbitrage comme procédure préalable, afin de fixer les faits qui auront à devenir la matière du jugement.

ART. 20. — Le présent Traité n'abroge pas ceux existant antérieurement entre deux ou plusieurs des Parties contractantes, en tant qu'ils donnent une plus grande étendue à l'arbitrage obligatoire. Il ne modifie pas non plus les stipulations sur l'arbitrage relatives à des questions déterminées qui ont déjà surgi, ni le cours des instances arbitrales qui se poursuivent en raison de ces questions.

ART. 21. — Sans qu'il soit nécessaire d'échanger des ratifications, le présent Traité entrera en vigueur aussitôt que trois Etats au moins, d'entre ceux qui l'ont signé, feront connaître leur approbation au Gouvernement des Etats-Unis Mexicains qui en donnera communication aux autres Gouvernements (1).

---

(1) Ratifié par les gouvernements : du Salvador, le 28 mai 1902 ; du Guatemala, le 25 août 1902 ; République orientale de l'Uruguay, le 31 janvier 1903.

Artículo 22. — Las Naciones que no suscriban el presente Tratado podrán adherirse á él en cualquier tiempo. Si alguna de la signatarias quisiere recobrar su libertad, denunciará el Tratado ; mas la denuncia no producirá efecto sino unicamente respecto de la Nación que la efectuare, y sólo después de un año de formalizada la denuncia. Cuando la Nación denunciante tuviere pendientes algunas negociaciones de arbitraje á la expiración del año, la denuncia no surtirá sus efectos con relación al caso aún no resuelto.

#### DISPOSICIONES GENERALES

I. — El presente Tratado sera ratificado tan pronto como sea possible (1).

II. — Las ratificaciones se enviarán al Ministerio de Relaciones Exteriores de Mexico, donde quedarán depositadas.

III. — El Gobierno Mexicano remitirá copia certificada de cada una de ellas á los demás Gobiernos Contratantes.

En fe de lo cual han firmado el presente Tratado y le han puesto sus respectivos sellos.

Hecho en la Ciudad de México el día veintinueve de Enero del año mil novecientos dos, en un solo ejemplar que quedará depositado en el

ART. 22. — Les nations qui n'ont pas signé le présent Traité pourront y adhérer en n'importe quel temps. Si l'une quelconque des signataires désire recouvrer sa liberté, elle dénoncera le Traité ; mais la dénonciation ne produira d'effet que par rapport à la seule Nation qui l'aura effectuée et seulement dans le délai d'une année après qu'elle aura formulé la dénonciation. Lorsque la Nation dénonçante, à l'expiration de l'année, trouvera pendants des négociations d'arbitrage quelconques, la dénonciation ne produira pas ses effets par rapport à l'affaire non encore résolue.

#### DISPOSITIONS GENERALES

I. — Le présent Traité sera ratifié aussi rapidement que possible (1).

II. — Les ratifications seront envoyées au Ministère des Affaires Etrangères du Mexique, où elles resteront déposées.

III. — Le Gouvernement Mexicain remettra copie certifiée de chacune d'elles aux autres Gouvernements contractants.

En foi de quoi ils ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la Ville de Mexico, le vingt-neuvième jour de janvier de l'an mil neuf cent deux, en un exemplaire unique, qui restera déposé

(1) Voir date des ratifications : ci-dessus p. 291 note 1.



Ministerio de Relaciones Exteriores de los Estados Unidos Mexicanos, del cual se remitirá, por la vía diplomática, copia certificada a los Gobiernos Contratantes.

Por la República Argentina :

(L.S.) *Antonio Bermejo.*  
» *Lorenzo Anadon.*

Por Bolivia :

(L.S.) *Fernando E. Guachalla.*

Por la República Dominicana :

(L.S.) *Fed. Enríquez i Carvajal.*

Por Guatemala :

(L.S.) *Francisco Orla.*

Por el Salvador :

(L.S.) *Francisco A. Reyes.*  
» *Baltasar Estupinán.*

Por México :

(L.S.) *G. Raigosa.*  
» *Joaquín D. Cosasús.*  
» *Pablo Macedo.*  
» *E. Pardo (jr.).*  
» *Alfredo Chavero.*  
» *José Lopez Portillo y Rojas*  
» *F. L. de la Barra.*  
» *Rosendo Pineda.*  
» *M. Sánchez Mármol.*

Por Paraguay :

(L.S.) *Cecilio Báez.*

Por Perú :

(L.S.) *Manuel Alvarez Calderón.*  
» *Alberto Elmore.*

Por Uruguay :

(L.S.) *Juan Cuestas.*

au Ministère des Affaires Etrangères des Etats-Unis Mexicains et dont copie certifiée sera remise par la voie diplomatique, aux Gouvernements contractants.

Pour la République Argentine :  
(L. S.) *Signé : ANTONIO BERMEJO,*  
*LORENZO ANADON.*

Pour la Bolivie :  
(L. S.) *Signé : FERNANDO, E. GUACHALLA.*

Pour la République Dominicaine :  
(L. S.) *Signé : FED. ENRIQUEZ I CARVAJAL.*

Pour le Guatemala :  
(L. S.) *Signé : FRANCISCO ORLA.*

Pour le Salvador :  
(L. S.) *Signé : FRANCISCO A. RAYES,*  
*BALTASAR ESTUPINIAN.*

Pour le Mexique :  
(L. S.) *Signé : G. RAIGOSA, JOACHIM, D. CASASUS, PABLO MACEDO, E. PARDO (jr.), ALFREDO CHAVERO, JOSÉ LOPEZ PORTILLO Y ROJAS, F. L. DE LA BARRA, ROSENDO PINEDA, M. SANCHEZ MARMOL.*

Pour le Paraguay :  
(L. S.) *Signé : CECILIO BAEZ.*

Pour le Pérou :  
(L. S.) *Signé : MANUEL ALVAREZ CALDERON,*  
*ALBERTO ELMORE.*

Pour l'Uruguay :  
(L. S.) *Signé : JUAN CUESTAS.*

## ARGENTINE — BOLIVIE.

Traité d'arbitrage ; signé à Buenos Aires, le 3 février 1902 (1)

## TEXTE ORIGINAL.

Los Gobiernos de la República Argentina y de la República de Bolivia animados del común deseo de solucionar por medios amistosos cualquier cuestión que pudiera suscitarse entre ambos países, han resuelto celebrar un tratado general de arbitraje, à cuyo efecto nombran como sus Plenipotenciarios, à saber :

El Excmo. señor Presidente de la República Argentina à su Ministro Secretario en el Departamento de Relaciones Exteriores y Culto, Doctor don Amancio Alcorta ; y

El Excmo. señor Presidente de la República de Bolivia, à su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en la República Argentina, Doctor don Juan C. Carrillo.

Quienes, una vez, comunicados sus Plenos Poderes que fueron hallados en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes :

Artículo 1. — Les Altas Parties Contratantes se obligan à soumettre à jugement arbitral, toutes les controversias, de cualquier naturaleza, que por

## TRADUCTION.

Les Gouvernements de la République Argentine et de la République de Bolivie, animés du commun désir de solutionner, par des moyens amicaux, toutes les questions qui pourvont s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure un Traité général d'arbitrage, et ont nommé à cette fin pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

Son Excellence le Président de la République Argentine, son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des relations extérieures et du culte, le Docteur don Amancio Alcorta ; et son Excellence le Président de la République de Bolivie, son Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en la République Argentine, le Docteur don Juan C. Carrillo ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes s'obligent à soumettre à un jugement arbitral toutes les contestations, qu'elles qu'en

---

(1) Boletín oficial de la República Argentina. 1903. — Les ratifications ont été échangées à Buenos Aires, le 27 janvier 1903. — Le Texte du présent traité est presque identique à celui conclu le 6 novembre 1899 entre l'Argentine et le Paraguay (voir texte orig. Arch. dipl. 1904, t. 92, p. 1198, et traduction : 1906, t. 97, p. 16).



cualquier causa surgieren entre ellas, en cuanto no afecten á los preceptos de la Constitución de uno u otro país y siempre que no puedan ser solucionadas mediante negociaciones directas.

Artículo 2. — No pueden renovarse, en virtud de este Tratado, las cuestiones que hayan sido objeto de arreglos definitivos entre las Partes. En tales casos, el arbitraje se limitará exclusivamente á las cuestiones que se susciten sobre validez, interpretación y cumplimiento de dichos arreglos.

Artículo 3. — En cada caso ocurrente se constituirá el Tribunal Arbitral que deba resolver la controversia suscitada. Si no hubiera conformidad en la constitución del Tribunal, éste se compondrá de tres jueces. Cada Estado nombrará un Arbitro y éstos designarán el tercero. Si no pudiesen ponerse de acuerdo sobre esta designación, la hará el Jefe de un tercer Estado, que indicarán los Arbitros nombrados por las Partes. No poniéndose de acuerdo para este último nombramiento, cada Parte designará una Potencia diferente y la elección del tercer Arbitro, será hecha por las dos Potencias así designadas. El Arbitro así elegido, será de derecho Presidente de Tribunal.

No podrá nombrarse Arbitro tercero á la persona que en ese carácter haya sentenciado ya en un juicio arbitral con arreglo á este Tratado.

Artículo 4. — Ninguno de los Arbitros podrá ser ciudadano de los

---

soient la nature et la cause, qui s'élèveraient entre-elles, en tant qu'elles ne toucheraient pas aux principes de la constitution de l'un ou de l'autre pays, et ne pourraient être réglées au moyen de négociations directes.

ART. 2. — On ne pourra revenir en vertu de ce traité sur les questions ayant été l'objet de règlements définitifs entre les Parties. En semblable cas, l'arbitrage sera exclusivement limité aux questions qui pourraient s'élever sur la validité, l'interprétation et l'exécution desdits règlements.

ART. 3. — Pour chaque cas qui se présentera, on constituera un Tribunal Arbitral qui devra résoudre la contestation soulevée. Le tribunal, s'il n'y a pas d'accord sur sa constitution, sera composé de trois juges. Chaque Etat nommera un arbitre, et ceux qui seront nommés en désigneront un troisième. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur cette désignation, elle sera faite par le chef d'un troisième Etat que choisiront les arbitres nommés par les parties. S'ils ne se mettent pas d'accord sur ce dernier choix, chaque Partie désignera une puissance différente et le choix du tiers Arbitre sera faite par les puissances ainsi désignées. L'arbitre ainsi choisi sera de droit Président du tribunal.

On ne pourra nommer tiers arbitre la personne qui en cette qualité aura déjà pris part á un jugement arbitral en exécution de ce traité.

ART. 4. — Aucun des arbitres ne pourra être citoyen des Etats

Estados Contractantes, ni domiciliado en su territorio. Tampoco podrá tener interés en las cuestiones que sean objeto del arbitraje.

Artículo 5. — En caso de no aceptación, renuncia ó impedimento sobreviniente de uno ó más de los Arbitros, se proveerá á su substitución por el mismo procedimiento adoptado para su nombramiento.

Artículo 6. — Los puntos comprometidos se fijarán por los Estados Contratantes que podrán también determinar la amplitud de los poderes de los Arbitros y cualquier otra circunstancia relativa al procedimiento.

Artículo 7. — En defecto de estipulaciones especiales entre las Partes, corresponde al Tribunal designar la época y el lugar de sus sesiones fuera del Territorio de los Estados Contratantes, elegir el idioma que deberá emplearse, determinar los métodos de sustanciación, las formalidades y términos que se prescribirán á las Partes, los procedimientos á seguirse, y en general, tomar todas las medidas que sean necesarias para su propio funcionamiento y resolver todas las dificultades procesales que pudiesen surgir en el curso del debate.

Los comprometidos se obligan á poner á disposición de los Arbitros todos los medios de información que de ellos dependa.

Artículo 8. — Cada una de las Partes podrá constituir uno ó más mandatarios que la representen ante el Tribunal Arbitral.

contractants, ni domicilié sur son territoire. Il ne pourra non plus être intéressé dans les conflits qui seraient l'objet de l'arbitrage.

ART. 5. — En cas de non-acceptation, de démission ou d'empêchement de l'un des arbitres ou de plusieurs d'entre eux, il sera pourvu à leur remplacement suivant la même procédure adoptée pour leur nomination.

ART. 6. — Les points soumis à l'arbitrage seront fixés par les Etats contractants qui pourront aussi déterminer l'étendue des pouvoirs des arbitres et toute autre règle de procédure.

ART. 7. — A défaut de stipulation spéciales entre les parties, il appartient au tribunal de désigner l'époque et le lieu de ses séances hors du territoire des Etats contractants, choisir la langue qui devra être employée, déterminer les moyens de procédure, les formes et les délais qui seront prescrits aux parties, les procédures à suivre, et en général prendre toutes les mesures qui seraient nécessaires pour son propre fonctionnement et propres à résoudre toutes les difficultés de procédure qui pourraient s'élever au cours des débats.

Les Parties s'obligent à mettre à la disposition des arbitres tous les moyens d'information qui dépendent d'elles.

ART. 8. — Chacune des Parties pourra constituer un ou plusieurs mandataires qui la représenteront devant le tribunal arbitral.



Artículo 9. — El Tribunal es competente para decidir sobre la regularidad de su propia constitución, validez del compromiso y su interpretación. Lo es igualmente para resolver las controversias que surjan entre los compromitentes sobre si determinadas cuestiones han sido ó no puntos sometidos á la jurisdicción arbitral, en la escritura de compromiso.

Artículo 10. — El Tribunal deberá decidir de acuerdo con los principios del Derecho Internacional, á menos que el compromiso imponga la aplicación de reglas especiales ó autorice á los Arbitros á decidir como amigables componedores.

Artículo 11. — No podrá formarse Tribunal sin la concurrencia de los tres Arbitros. En el caso que la minoría, debidamente citada, no quisiese asistir á las deliberaciones ó á otros actos del proceso, se formará Tribunal con solo la mayoría de los Arbitros, haciéndose constar la inasistencia voluntaria ó injustificada de la minoría.

Se tendrá como sentencia lo que resuelva la mayoría de los Arbitros, pero si el Arbitro tercero no aceptase el parecer de ninguno de los Arbitros nombrados por las Partes, su dictamen será cosa juzgada.

Artículo 12. — La sentencia deberá decidir definitivamente cada punto en litigio y con expresión de sus fundamentos.

Será redactada en doble original y firmada por todos Arbitros. Si

---

ART. 9. — Le tribunal est compétent pour statuer sur la régularité de sa propre constitution, la validité du compromis et son interprétation ; il l'est également pour résoudre les difficultés qui s'élèveraient entre les parties sur le point de savoir si certaines questions déterminées sont ou non soumises à la juridiction arbitrale d'après le texte de l'acte de compromis.

ART. 10. — Le tribunal devra prononcer conformément aux principes du droit international à moins que le compromis n'impose l'application de règles spéciales ou n'autorise les arbitres à statuer comme amiables compositeurs.

ART. 11. — Le tribunal ne pourra se constituer sans la présence des trois arbitres. Au cas où la minorité des arbitres dûment citée se refuserait à prendre part aux délibérations ou autres actes du débat, le tribunal sera composé de la majorité des arbitres à charge de constater le défaut d'assistance volontaire et injustifié de la minorité.

Sera tenu comme sentence ce que décidera la majorité des arbitres, mais si le tiers arbitre, n'accepte l'avis d'aucun des arbitres nommés par les parties, son opinion sera la chose jugée.

ART. 12. — La sentence devra régler définitivement chaque point en litige en exprimant les motifs à l'appui.

Elle sera rédigée en double original et signée de tous les arbitres. Si

alguno de ellos se negase á subscribirla, los otros deberán hacer mención en acta especial de esta circunstancia y la sentencia producirá efecto siempre que esté firmada por la mayoría de los Arbitros. El Arbitro en disidencia se limitará á hacer constar su discordia en el acto de firmar la sentencia y sin expresión de sus fundamentos.

Artículo 13. — La sentencia deberá ser notificada á cada una de las Partes par medio de su representante ante el Tribunal.

Artículo 14. — La sentencia legalmente pronunciada decide dentro de los limites de su alcance la contienda entre las Partes.

Artículo 15. — El Tribunal establecerá en la sentencia el plazo dentro del cual debe ser ejecutada siendo competente para decidir las cuestiones que puedan surgir con motivo de la ejecución de la misma.

Artículo 16. — La sentencia es inapelable y su cumplimiento está confiado al honor de las naciones signatarias de este pacto.

Sin embargo, se admitirá al recurso de revisión ante el mismo Tribunal, que la pronunció, siempre que se deduzca antes de vencido el plazo señalado para su ejecución, en los siguientes casos :

1º Si se ha dictado sentencia en virtud de un documento falso ó adulterado.

---

*l'un d'eux se refuse à la signer. les autres devront faire mention dans un acte spécial de cette circonstance, et la sentence produira son effet à condition d'être signée par la majorité des arbitres. L'arbitre en désaccord se bornera à faire constater son dissentiment au moment de la signature de la sentence et sans donner ses raisons.*

ART. 13. — La sentence devra être notifiée à chacune des parties par l'intermédiaire de son représentant devant le tribunal.

ART. 14. — La sentence régulièrement prononcée, décide dans les limites de sa portée, la contestation entre les Parties.

ART. 15. — Le tribunal fixera dans sa sentence le délai dans lequel elle devra être exécutée et sera compétent pour résoudre les difficultés qui pourraient s'élever au sujet de son exécution.

ART. 16. — La sentence n'est pas susceptible d'appel et son exécution est confiée à l'honneur des états signataires de cette convention.

Cependant un recours en révision sera admis devant le tribunal qui l'aura prononcée pourvu qu'il soit introduit avant l'expiration du délai fixé pour son exécution, dans les cas suivants :

1º Si la sentence a été rendue en vertu d'un document faux ou altéré.



2º Si la sentencia ha sido en todo ó en parte la consecuencia de un error de hecho, que resulte de los actuaciones ó documentos de la causa.

Artículo 17. — Cada una de las Partes pagará los gastos propios y la mitad de los gastos generales del Tribunal Arbitral.

Artículo 18. — El presente Tratado estará en vigor durante diez años, à contar desde el canje de las ratificaciones. Si no fuese denunciado seis meses antes de su vencimiento, se tendrá por renovado por otro periodo de diez años y así sucesivamente.

El presente Tratado será ratificado y canjeadas sus ratificaciones en Buenos Aires, dentro de seis meses de su fecha.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios de la República Argentina y de la República de Bolivia, firmaron y sellaron con sus respectivos sellos, y por duplicado, el presente Tratado, en la Ciudad de Buenos Aires a los tres dias del mes de Febrero de mil novecientos dos.

(L. S.) AMANCIO ALCORTA.

(L. S.) JUAN C. CARRILLO.

---

2º Si la sentence a été en tout ou en partie la conséquence d'une erreur de fait qui résulte des actes ou documents de la cause.

ART. 17. — Chacune des parties paiera ses propres frais et la moitié des frais généraux du tribunal arbitral.

ART. 18. — Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant son expiration il sera tenu pour renouvelé pendant une autre période de dix ans et ainsi successivement.

Le présent traité sera rectifié et l'échange des ratifications aura lieu dans les six mois de sa date.

En foi de quoi les Plénipotentiaires de la République Argentine et de la République de Bolivie, ont signé et scellé de leurs sceaux respectifs le présent traité fait en double en la ville de Buenos Ayres le 3 février 1902.

(L. S.) AMANCIO ALCORTA.

(L. S.) JUAN C. CARRILLO.

---

## ESPAGNE — COLOMBIE

Traité d'arbitrage; signé à Mexico, le 17 février 1902 (1).

## TEXTE ORIGINAL

*Tratado de Arbitraje celebrado entre España y la República de Colombia.*

El Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Su Majestad Católica en los Estados Unidos Mejicanos, y el General D. Rafael Reyes, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la Republica de Colombia en Francia y Suiza, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos para celebrar ad referendum un Tratado de Arbitraje con el propósito de que ambos Estados resuelvan pacíficamente toda cuestión que pudiera alterar las relaciones de buena amistad que felizmente existen entre ambas Naciones, han convenido en los siguientes artículos.

Artículo 1. — Las Altas Partes contratantes se obligan á someter á juicio arbitral todas las cuestiones de cualquier naturaleza que por cualquier causa surgiesen entre ellas, en cuanto no afecten á los preceptos de la Constitución de uno ú otro País y siempre que no puedan ser resueltas por negociaciones directas.

## TRADUCTION.

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de sa Majesté Catholique aux Etats-Unis Mexicains, et le général D. Rafael Reyes, Envoyé extraordinaire de la République de Colombie en France et en Suisse, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs pour conclure *ad referendum* un traité d'arbitrage en vue de résoudre pacifiquement toutes questions qui pourraient altérer les relations de bonne amitié qui existent heureusement entre les deux pays, ont convenu des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes s'obligent à soumettre à un jugement arbitral toutes les questions, quelles qu'en soient la nature et la cause, qui s'élèveraient entre elles, en tant qu'elles ne toucheraient pas aux principes de la Constitution de l'un ou de l'autre Pays et ne pourraient être réglées ou moyen de négociations directes.

---

(1) (*Gaceta de Madrid*. 1903. No. 114). Les ratifications ont été échangées à Santa-Fez-de-Bogota, le 24 janvier 1903.



Artículo 2. — No pueden renovarse, en virtud de este Convenio, las cuestiones que hayan sido objeto de arreglos definitivos entre ambas Altas Partes.

En tal caso, el Arbitraje se limitará exclusivamente á las cuestiones que se susciten sobre validez, interpretación y cumplimiento de dichos arreglos.

Artículo 3. — Para la decisión de las cuestiones que en cumplimiento de este Convenio se sometieren á Arbitraje, las funciones de Arbitro serán encomendadas con preferencia á un Jefe de Estado de una de las Repúblicas Hispano-Americanas ó á un Tribunal formado por Jueces y Peritos españoles, colombianos ó hispanos-americanos.

En caso de no recaer acuerdo sobre la designación de Arbitros, las Altas Partes signatarias se someterán al Tribunal Internacional permanente de Arbitraje establecido conforme a las resoluciones de la Conferencia de El Haya de 1899, sujetándose en este y en el anterior caso a los procedimientos arbitrales especificados en el cap. III de dichas resoluciones.

Artículo 4. — El presente Convenio permanecerá en vigor durante diez años, contados desde la fecha del canje de sus ratificaciones.

En caso de que doce meses antes de cumplirse dicho término ninguna de las Altas Partes contratantes hubiere declarado su intención de hacer cesar los efectos del presente Convenio, continuará siendo éste

---

ART. 2. — On ne pourra revenir en vertu de ce traité sur les questions ayant été l'objet de règlements définitifs entre les deux Hautes Parties.

En semblable cas, l'arbitrage sera exclusivement limité aux questions qui pourraient s'élever sur la validité, l'interprétation et l'exécution des dits règlements.

ART. 3. — Pour trancher les questions qui en exécution de cette convention seront soumises à l'arbitrage, les fonctions d'arbitre seront confiées de préférence à un chef d'Etat d'une République Hispano-Américaine ou à un Tribunal formé de Juges et d'Experts espagnols, colombiens ou hispano-américains.

En cas de désaccord sur la désignation des Arbitres, les Hautes Parties signataires se soumettront au Tribunal international permanent d'Arbitrage établi conformément aux résolutions de la Conférence de La Haye de 1899; dans ce cas, ainsi que dans le cas précédent, elles suivront la procédure arbitrale spécifiée au chap. III de ces résolutions.

ART. 4. — La présente convention sera en vigueur pendant dix ans à compter de l'échange de ratifications.

Si douze mois avant l'échéance dudit terme, aucune des Parties contractantes n'aurait manifesté son intention de faire cesser les effets de la présente convention, elle restera en vigueur jusqu'à

obligatorio hasta un año después de que una u otra de las Altas Partes signatarias lo hubieren denunciado.

Artículo 5. — Este Convenio será sometido por los infrascritos a la aprobación de sus respectivos Gobiernos, y si mereciere su aprobación y fuere ratificado según las leyes de uno y otro País, se canierán las ratificaciones en la ciudad de Santa Fe de Bogotá en el término de un año.

En fe de lo cual, les Plenipotenciarios lo han firmado y sellado en Méjico á los diez y siete dias del mes de Febrero de mil novecientos dos.

(L. S.) EL MARQUÈS DE PRAT DE NANTOUILLET.

(L. S.) EL MS. RAFAEL REYES.

---

l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 5. — La présente convention sera soumise par les soussignés à l'approbation de leurs gouvernements respectifs, et si elle reçoit l'approbation et est ratifiée conformément aux lois de l'un et de l'autre Pays, les ratifications seront échangées en la ville de Santa Fe de Bogota dans le délai d'un an.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé et scellé le présent à Mexique le dix-sept janvier mil neuf cent deux.

(L. S.) MARQUIS DE PRAT DE NANTOUILLET.

(L. S.) M<sup>s</sup> RAFAEL REYES.

---



## ESPAGNE — GUATEMALA.

Traité d'arbitrage, signé à Mexico, le 28 février 1902 (1).

## TEXTE ORIGINAL.

*Tratado de Arbitraje celebrado entre España y la República de Guatemala, firmado en Méjico el día 28 de Febrero del corriente año.*

El Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Su Majestad Católica en los Estados Unidos Mejicanos y el Encargado de Negocios de la República de Guatemala en Méjico, debidamente autorizados por por sus respectivos Gobiernos para celebrar *ad referendum* un Tratado de Arbitraje, con el propósito de que ambos Estados resuelvan pacíficamente toda cuestión que pudiera alterar las relaciones de buena amistad que felizmente existen entre ambas Naciones, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo 1. — Las Altas Partes signatarias se comprometen á someter al juicio de Arbitros todas las controversias que puedan surgir entre ellas en el periodo de existencia del presente Tratado, y para las cuales no se hubiere podido lograr una solución amistosa por negociaciones directas, siempre que, á juicio de ambas Naciones Contratantes, dichas controversias no afecten ni á la independencia ni al honor nacionales.

Artículo 2. — No se considerán comprometidos ni la independencia ni el honor nacionales en los siguientes casos :

## TRADUCTION.

L'envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de sa Majesté Catholique aux Etats-Unis Mexicains et le chargé d'affaires de la République de Guatemala au Mexique, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs pour conclure *ad referendum* un traité d'arbitrage, en vue de résoudre pacifiquement toutes questions qui pourraient altérer les relations de bonne amitié qui existent entre les deux Nations, ont convenu des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties signataires s'obligent à soumettre à l'arbitrage toutes les contestations qui pourraient s'élever entre elles pendant la durée du présent traité et pour lesquelles n'a pu avoir lieu au moyen de négociations directes une solution amicale, à condition que ces contestations, d'après l'appréciation de deux nations contractantes n'affectent ni l'indépendance ni l'honneur national.

ART. 2. — Ni l'indépendance nationale, ni l'honneur national ne seront considérés comme compromis dans les cas suivants :

---

(1) Boletín oficial del Ministerio de Estado. Madrid. No. 12. 1902. — Les ratifications ont été échangées à Guatémala, le 8 octobre 1902.

*A.* Cuando se trate de daños y perjuicios pecuniarios sufridos por uno de los Estados contratantes ó por sus nacionales, por razón de actos ilegales u omisiones del otro Estado contratante ó de sus nacionales.

*B.* Cuando se trate de la interpretación y aplicación de los Tratados, Convenios y Convenciones sobre protección de propiedad artística, literaria é industrial, así como sobre privilegios, patentes de invención, marcas de fábrica, firmas comerciales, moneda, pesas y medidas, precauciones sanitarias, verterinarias ó para evitar la filoxera.

*C.* Cuando se trate de la interpretación y aplicación de Tratados, Convenios y Convenciones sobre sucesiones, ayuda y correspondencia judicial.

*D.* Cuando se trate de Tratados, Convenios y Convenciones en vigor, o que en lo futuro se celebren para poner en práctica los principios de Derecho internacional publico o privado, ya del orden civil ó del penal.

*E.* Cuando se trate de cuestiones que se refieran a la interpretación o ejecución de los Tratados, Convenios y Convenciones de amistad, comercio y navegación.

Artículo 3. — Para la decisión de las cuestiones que en cumplimiento de este Tratado se sometieren á arbitraje, las funciones de Arbitros serán encomendadas con preferencia á un Jefe de Estado de una de las Repúblicas hispano-americanas ó á un Tribunal formado por Jueces y Peritos guatemaltecos, españoles ó hispano-americanos.

*A.* Quand il s'agit de dommages et intérêts pécuniaires soufferts par un des Etats contractants ou par ses nationaux du fait d'actes illégaux ou omissions de l'autre Etat contractant ou de ses nationaux.

*B.* Quand il s'agit de l'interprétation ou application des traités, arrangements ou conventions sur la protection de la propriété artistique, littéraire et industrielle, ainsi qu'en ce qui concerne les privilèges et brevets d'invention, marques de fabrique, firmes commerciales, monnaie, poids et mesures, mesures sanitaires, vétérinaires ou pour éviter le phyloxera.

*C.* Quand il s'agit de l'interprétation et application des traités, arrangements et conventions sur les successions et correspondance judiciaire.

*D.* Quand il s'agit de traités, arrangements et conventions en vigueur ou qui seront conclus dans l'avenir pour mettre en pratique les principes du droit international public ou privé, ainsi que de l'ordre civil ou pénal.

*E.* Quand il s'agit de questions se référant à l'interprétation ou à l'exécution de traités, arrangements ou conventions d'amitié, de commerce ou de navigation.

ART. 3. — Pour trancher les questions qui, en exécution du présent traité, seront soumises à l'arbitrage, les fonctions d'arbitre seront confiées de préférence à un chef d'Etat d'une République Hispano-américaine ou un Tribunal formé de Juges et d'Experts guatemalais, espagnols ou hispano-américains.



En caso de recaer acuerdo sobre la designación de Arbitros, las Altas Partes signatarias se someterán al Tribunal Internacional permanente de Arbitraje, establecido conforme a las resoluciones de la Conferencia de El Haya de 1899, sujetándose, en este y en el anterior caso, a los procedimientos arbitrales especificados en el cap. 3º de dichas resoluciones.

Artículo 4. — El presente Tratado permanecerá en vigor durante diez años, contados desde la fecha del canje de sus ratificaciones.

En caso de que, doce meses antes de cumplirse dicho término, ninguna de las Altas Partes contratantes hubiere declarado su intención de hacer cesar los efectos del presente Tratado, continuará siendo éste obligatorio hasta un año después de que una u otra de las Altas Partes signatarias lo hubiere denunciado.

Artículo 5. — Este Tratado será sometido por los infrascritos a la aprobación de sus respectivos Gobiernos, y si la mereciese y fuese ratificado, según las leyes de uno y otro País, se canjearán las ratificaciones en la ciudad de Guatemala en el término de un año, contado desde la fecha.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios lo han firmado y sellado en Méjico a los veintiocho días del mes de Febrero de mil novecientos dos.

(L.S.) EL MARQUÈS DE PRAT DE NANTOUILLET.

(L.S.) FRANCISCO ORLA.

En cas de désaccord sur la désignation des arbitres, les Hautes Parties signataires se soumettront au Tribunal International permanent d'Arbitrage, établi conformément aux résolutions de la Conférence de La Haye de 1899; dans ce cas, ainsi que dans le cas précédent, elles suivront la procédure arbitrale spécifiée au chapitre III des dites résolutions.

ART. 4. — Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

Si douze mois avant l'échéance du dit terme aucune des Parties contractantes n'aurait déclaré son intention de faire cesser les effets du présent traité, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

ART. 5. — Le présent traité sera soumis par les soussignés à l'approbation de leurs gouvernements respectifs. S'il est approuvé et ratifié conformément aux lois de l'un et de l'autre pays, les ratifications seront échangées en la ville de Guatémala dans les délai d'un an.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé et scellé le présent à Mexique le 28 février mil neuf cent deux.

(L. S.) Marquis DE PRAT DE NANTOUILLET.

(L. S.) FRANCISCO ORLA.

## ARGENTINE — RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY.

**Traité général d'Arbitrage  
conclu à Buenos-Aires, le 8 juin 1899.**

## TEXTE ORIGINAL (1).

Los Gobiernos de la República Argentina y de la República Oriental del Uruguay animados del comun deseo de solucionar por medios amistosos cualquier cuestión que pudiera suscitarse entre ambos países, han resuelto celebrar un Tratado general de Arbitraje á cuyo efecto nombran como Sus Plenipotenciarios, á saber :

El Excmo. Señor Presidente de la República Argentina á Su Ministro Secretario en el Departamento de Relaciones Exteriores y Culto, Doctor don Amancio Alcorta ; y

El Excmo. Señor Presidente de la República Oriental del Uruguay á Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en la República Argentina, Doctor don Gonzalo Ramirez ;

Quienes, una vez comunicados sus plenos poderes que fueron hallados en buena y debita forma, convinieron en los Articulos siguientes :

ART. 1. — Las Altas Partes Contratantes se obligan á someter á juicio arbitral todos las controversias, de cualquier naturaleza, que por

---

## TRADUCTION (2).

Les Gouvernements de la République Argentine et de la République Orientale de l'Uruguay, animés du commun désir de solutionner par des moyens amiables toute difficulté quelconque qui pourrait survenir entre les deux pays, ont résolu de conclure un Traité général d'Arbitrage, et, à cet effet, ils ont nommé comme leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. E. M. le Président de la République Argentine, Son Ministre Secrétaire du Département des Relations Extérieures et du Culte, le D<sup>r</sup> don Amancio Alcorta ; et

S. E. M. le Président de la République Orientale de l'Uruguay, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire dans la République Argentine, le D<sup>r</sup> don Gonzalo Ramirez ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui furent trouvés en bonne et due forme, sont convenus et ont arrêté les Articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties Contractantes s'obligent à soumettre à un jugement arbitral toutes les contestations de quelque

---

(1) V. *Arch. dipl.* 1903, t. 88.

(2) Rec. gén. des traités du XX<sup>e</sup> siècle, 1901.



cualquier causa surgieren entre ellas, en cuanto no afecten á los preceptos de la Constitución de uno u otro país y siempre que no puedan ser solucionadas mediante negociaciones directas.

ART. 2. — No pueden renovarse, en virtud de este Tratado, las cuestiones que hayan sido objeto de arreglos definitivos entre las Partes. En tales casos, el Arbitraje se limitara exclusivamente á las cuestiones que se susciten sobre validez, interpretación y cumplimiento de dichos Arreglos.

[ART. 3. — En cada caso ocurrente se constituirá el Tribunal Arbitral que deba resolver la controversia suscitada.

Si no hubiera conformidad en la constitución del Tribunal, éste se compondrá de tres jueces. Cada Estado nombrará un Arbitro y éstos designarán el tercero. Si no pudiesen ponerse de acuerdo sobre esa designación, la hará el Jefe de un tercer Estado que indicarán los Arbitros nombrados por las Partes. No poniéndose de acuerdo para este último nombramiento, se solicitará su designación del Presidente de la República Francesa. El arbitro así elegido será de derecho Presidente del Tribunal.

No podrá nombrarse Arbitro tercero á la persona que en ese carácter haya Sentenciado ya en un juico arbitral, con arreglo a este Tratado] (1).

---

nature que ce soit qui, pour une cause quelconque, surgiront entre elles en tant qu'elles n'affectent pas les prescriptions de la Constitution de l'un ou de l'autre pays et toutes les fois qu'elles ne peuvent être solutionnées par des négociations directes.

ART. 2. — Ne peuvent être renouvelés, en vertu du présent Traité, les litiges qui ont été l'objet de règlements définitifs entre les Parties. Dans ces cas l'Arbitrage se limitera exclusivement aux difficultés soulevées sur la validité, l'interprétation et l'exécution des dits Arrangements.

[ART. 3. — Dans chaque cas qui surviendra on constituera le Tribunal Arbitral qui doit résoudre le litige soulevé.

S'il n'y a pas accord pour la constitution du Tribunal, ledit Tribunal sera composé de trois juges. Chaque Etat nommera un Arbitre et ceux-ci désigneront le troisième. S'ils ne peuvent se mettre d'accord pour faire cette désignation, elle sera faite par le chef d'un troisième Etat qui sera indiqué par les Arbitres nommés par les Parties. Si les dits Arbitres ne peuvent s'entendre pour faire cette nomination, on priera le Président de la République française de faire cette désignation. L'Arbitre ainsi élu sera de plein droit le Président du Tribunal.

On ne pourra nommer tiers Arbitre la personne ayant déjà rendu en cette qualité une Sentence dans une instance arbitrale, en conformité du présent Traité] (1).

---

(1) Cf. ci-dessous Protocole additionnel à la p. 312.

ART. 4. — Ninguno de los Arbitros podrá ser ciudadano de los Estados Contratantes, ni domiciliado en su territorio. Tampoco podrá tener interés en las cuestiones que sean objeto del Arbitraje.

ART. 5. — En caso de no aceptación, renuncia ó impedimento sobreviniente de uno ó más de los Arbitros se proveerá á su substitución por el mismo procedimiento adoptado para su nombramiento.

ART. 6. — Los puntos comprometidos se fijarán por los Estados Contratantes que podrán también determinar la amplitud de los poderes de los Arbitros y cualquier otra circunstancia relativa al procedimiento.

ART. 7. — En defecto de estipulaciones especiales entre las Partes, corresponde al Tribunal designar la época y el lugar de sus sesiones fuera del territorio de los Estados Contratantes, elegir el idioma que deberá emplearse, determinar los métodos de sustanciación, las formalidades y términos que se prescribirán á las Partes, los procedimientos á seguirse, y en general, tomar todas las medidas que sean necesarias para su propio funcionamiento y resolver todas las dificultades procesales que pudiesen surgir en el curso del debate.

Los Compromitentes se obligan á poner á disposición de los Arbitros todos los medios de información que de ellos dependan.

---

ART. 4. — Aucun des Arbitres ne pourra être citoyen des Etats Contractants, ni avoir son domicile sur leur territoire. Ils ne pourront non plus avoir un intérêt dans les litiges faisant l'objet de l'Arbitrage.

ART. 5. — En cas de non acceptation, démission ou empêchement d'un ou de plusieurs Arbitres, il sera procédé à leur remplacement de la même manière qu'il a été procédé pour leur nomination.

ART. 6. — Les points faisant l'objet du Compromis seront fixés par les Etats Contractants, lesquels pourront déterminer l'étendue des pouvoirs des Arbitres et toute autre circonstance quelconque relative à la procédure.

ART. 7. — A défaut de stipulations spéciales entre les Parties, il appartient au Tribunal de désigner l'époque et le lieu de ses séances, lequel sera choisi en dehors du territoire des Etats Contractants, de choisir la langue qui devra être employée, de déterminer les méthodes à suivre pour l'instruction de la cause, les formalités et les délais qui seront imposés aux Parties, les procédures à suivre et, en général, de prendre toutes les mesures nécessaires pour son fonctionnement et pour résoudre les difficultés de procédure qui pourraient surgir pendant le cours des débats.

Les Contractants s'obligent à mettre à la disposition des Arbitres tous les moyens d'information qui sont en leur possession.



ART. 8. — Cada una de las Partes podrá constituir uno ó más mandatarios que la representen ante el Tribunal Arbitral.

ART. 9. — El Tribunal es competente para decidir sobre la regularidad de su propia constitución, validez del Compromiso y su interpretación. Lo es igualmente para resolver las controversias que surjan entre los Compromitentes sobre si determinadas cuestiones han sido ó no puntos sometidos á la jurisdicción arbitral, en la escritura de Compromiso.

ART. 10. — El Tribunal deberá decidir de acuerdo con los principios del Derecho Internacional, á menos que el Compromiso impenga la aplicación de reglas especiales ó autorice á los Arbitros á decidir como amigables compondores.

ART. 11. — No podrá formase Tribunal sin la concurrencia de los tres Arbitros. En el caso que la minoría, debidamente citada, no quisiese asistir á las deliberaciones ó á otros actos del proceso, se formará Tribunal con sólo la mayoría de los Arbitros, haciéndose constar la inasistencia voluntaria é injustificada de la minoría.

Se tendrá como Sentencia lo que resuelva la mayoría de los Arbitros, pero si el Arbitro tercero no aceptase el parecer de ninguno de los Arbitros nombrados por las Partes, su dictámen será cosa juzgada.

---

ART. 8. — Chacune des Parties pourra constituer un ou plusieurs mandataires pour les représenter devant le Tribunal.

ART. 9. — Le Tribunal est compétent pour statuer sur la régularité de sa constitution, la validité du Compromis et son interprétation. Il l'est également pour résoudre les contestations qui surgiront entre les Contractants, que ces difficultés déterminées aient été ou non comprises dans les points soumis à la juridiction arbitrale dans l'acte du Compromis.

ART. 10. — Le Tribunal devra statuer conformément aux principes du Droit International, à moins que le Compromis n'impose l'application de règles spéciales ou n'autorise les Arbitres à statuer comme amiables compositeurs.

ART. 11. — Le Tribunal ne pourra se constituer qu'avec le concours des trois Arbitres. Dans le cas où la minorité, dûment citée, ne voudrait pas assister aux délibérations ou à d'autres actes du procès, le Tribunal se constituera avec la majorité des Arbitres seule, en faisant constater l'absence volontaire et injustifiée de la minorité.

Sera tenue pour Sentence la résolution de la majorité des Arbitres ; toutefois si le tiers Arbitre n'accepte l'avis d'aucun des Arbitres nommés par les Parties, sa décision constituera la chose jugée.

ART. 12. — La Sentencia deberá dicidir definitivamente cada punto en litigio y con expresión de sus fundamentos.

Será redactada en doble original y firmada por todos los Arbitros. Si alguno de ellos se negase á suscribirla, los otros deberán hacer mención en acta especial de esta circunstancia y la Sentencia producirá efecto siempre que esté firmada por la mayoría de los Arbitros. El Arbitro en disidencia se limitará á hacer constar su discordia en el acto de firmar la Sentencia y sin expresión de sus fundamentos.

ART. 13. — La Sentencia deberá ser notificada á cada una de las Partes por medio de su representante ante el Tribunal.

ART. 14. — La Sentencia legalmente pronunciada decide dentro de los límites de su alcance la contienda entre las Partes.

ART. 15. — El Tribunal establecerá en la Sentencia el plazo dentro del cual debe ser ejecutada siendo competente para decidir las cuestiones que pueden surgir con motivo de la ejecución de la misma.

ART. 16. — La Sentencia es inapelable y su cumplimiento esta confiado al honor de las naciones signatarias de este pacto.

Sin embargo, se admitirá al recurso de revisión ante el mismo Tribunal, que la pronunció, siempre que se deduzca antes de vencido el plazo señalado para su ejecución, en los siguientes casos :

---

ART. 12. — La Sentence devra trancher définitivement chaque point en litige et énoncer ses motifs.

Elle sera rédigée en double original et signée par tous les Arbitres. Si l'un d'eux se refuse à la signer, les autres devront faire mention de cette circonstance dans un procès-verbal spécial, et la Sentence produira effet pourvu qu'elle soit signée par la majorité des Arbitres. L'Arbitre dissident se bornera à faire constater son défaut d'accord au moment de la signature de la Sentence et sans exprimer ses motifs.

ART. 13. — La Sentence devra être notifiée à chacune des Parties par l'intermédiaire de son représentant près le Tribunal.

ART. 14. — La Sentence légalement prononcée tranche dans les limites de sa portée la contestation entre les Parties.

ART. 15. — Le Tribunal fixera dans la Sentence le délai dans lequel elle doit être exécutée et il sera compétent pour trancher les questions qui peuvent surgir à raison de son exécution.

ART. 16. — La Sentence n'est pas susceptible d'appel et son exécution est confiée à l'honneur des nations signataires du présent Traité.

Cependant sera admis en revision devant le Tribunal même qui a prononcé, toutes les fois que ce recours sera formé avant l'échéance du délai indiqué pour l'exécution de la Sentence, dans les cas suivants :



1º Si se ha dictado Sentencia en virtud de un documento falso ó adulterado ;

2º Si la Sentencia ha sido en todo ó en parte la consecuencia de un error de hecho, que resulte de las actuaciones ó documentos de la causa.

ART. 17. — Cada una de las Partes pagará los gastos propios y la mitad de los gastos generales del Tribunal Arbitral.

ART. 18. — El presente Tratado estará en vigor durante diez años, á contar desde el canje de las ratificaciones. Si no fuese denunciado seis meses antes de su vencimiento, se tendrá por renovado por otro periodo de diez años y así sucesivamente.

El presente Tratado será ratificado y canjeadas sus ratificaciones en Buenos-Aires, dentro de seis meses de su fecha.

En fe de lo cual, les Plenipotenciarios de la República Argentina y de la República Oriental del Uruguay, firmaron y sellaron con sus respectivos sellos, y pór duplicado, el presente Tratado, en la Ciudad de Buenos-Aires, á los ocho dias del mes de Junio del año de mil ochocientos noventa y nueve.

(L. S.) AMANCIO ALCORTA.

(L. S.) GONZALO RAMIREZ.

---

1º Si la Sentence a été prononcée en vertu d'un document faux ou altéré ;

2º Si la Sentence a été en tout ou en partie la conséquence d'une erreur de fait résultant des procédures ou documents de la cause.

ART. 17. — Chacune des Parties payera ses frais personnels et la moitié des frais généraux du Tribunal Arbitral.

ART. 18. — Le présent Traité demeurera en vigueur pendant dix ans, à compter de l'échange des ratifications. S'il n'a pas été dénoncé six mois avant son échéance, il sera réputé renouvelé pour une autre période de dix ans et ainsi de suite.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications sera fait à Buenos-Aires dans les six mois de sa date.

En foi de quoi les Plénipotentiaires de la République Argentine et de la République Orientale de l'Uruguay ont signé et scellé de leurs sceaux respectifs et en double exemplaire le présent Traité dans la Ville de Buenos-Aires le 8 du mois de juin 1899.

(L. S.) AMANCIO ALCORTA.

(L. S.) GONZALO RAMIREZ.

---

**Protocole additionnel signé à Buenos-Aires le 21 décembre 1901, modifiant le traité général d'Arbitrage conclu à Buenos-Aires, le 8 juin 1899, entre la République Argentine et la République Orientale de l'Uruguay.**

(Echange des ratifications le 18 janvier 1902, à Buenos-Aires) (1).

Reunidos en el Despacho del Ministerio de Relaciones Exteriores de la Republica Argentina SS. EE. el Señor Doctor don Amancio Alcorta, Ministro de Relaciones Exteriores de la Republica Argentina, y el Señor Doctor don Gonzalo Ramírez, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la Republica Oriental del Uruguay, conformes en el propósito de modificar el Tratado general de Arbitraje celebrado entre ambos Gobiernos en 8 de Junio de 1899, en la parte que trata de la formación del Tribunal Arbitral, y con el objeto de asegurar su constitución sin los inconvenientes propios de un Tribunal permanente, han convenido en lo siguiente :

El Artículo 3 del Tratado referido queda modificado como sigue :

« ART. 3. — En cada caso ocurrente se constituirá el Tribunal  
» Arbitral que deba resolver la controversia suscitada. Sino hubiera  
» conformidad en la constitución del Tribunal, éste compondrá de tres  
» jueces.

#### TRADUCTION.

LL. EE. M. le D<sup>r</sup> don Amancio Alcorta, Ministre des Relations Extérieures de la République Argentine, et M. le D<sup>r</sup> don Gonzalo Ramirez, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Orientale de l'Uruguay, réunis dans le Cabinet du Ministère des Relations Extérieures de la République Argentine, s'étant mis d'accord pour modifier le Traité général d'Arbitrage conclu entre les deux Gouvernements, le 8 juin 1899, dans la partie qui traite de la formation du Tribunal Arbitral et dans le dessein d'assurer la composition du dit Tribunal, en évitant les inconvénients propres d'un Tribunal permanent, sont convenus de ce qui suit :

L'Article 3 du Traité sus-visé demeure modifié comme il suit :

« ART. 3. — Dans chaque cas qui surviendra on constituera le  
» Tribunal Arbitral qui doit résoudre le litige soulevé. S'il n'y a pas  
» accord pour la constitution du Tribunal, celui-ci sera composé de  
» trois juges.

(1) Ce Protocole a été signé à la suite d'une Loi votée le 18 décembre 1901, par laquelle le Congrès Argentin surbordonnait son approbation du Traité à une modification de l'Article 3 dans les termes qui ont été adoptés par les Plénipotentiaires.



- » Cada Estado nombrará un Arbitro y éstos designarán el tercero.
- » Sino pudiesen ponerse de acuerdo sobre esta designación, lo hará
- » el Jefe de un tercer Estado que indicarán los Arbitros nombrados por
- » las Partes. No poniéndose de acuerdo para este ultimo nombramiento,
- » cada Parte designará una Potencia diferente, y la elección del tercer
- » Arbitro será hecha por las dos Potencias así designadas.
- » El Arbitro así elegido será de derecho Presidente del Tribunal.
- » No podrá nombrarse Arbitro tercero á la persona que en ese carácter
- » haya Sentenciado ya en un juicio arbitral con arreglo á este
- » Tratado ».

El presente Protocolo será ratificado y canjeado simultáneamente con el Tratado de Arbitraje del que formará parte integrante.

En fe de lo cual lo firman en dos ejemplares en la Ciudad de Buenos-Aires, á los veintiún días del mes de Diciembre del año mil novecientos uno.

(L. L.) AMANCIO ALCORTA.

(L. S.) GONZALO RAMÍREZ.

- 
- » Chaque Etat nommera un Arbitre et ceux-ci désigneront le
  - » troisième.

- » S'ils ne peuvent se mettre d'accord pour faire cette désignation,
- » elle sera faite par le Chef d'un troisième Etat qu'indiqueront les
- » Arbitres nommés par les Parties. S'ils ne peuvent se mettre d'accord
- » pour cette dernière nomination, chaque Partie désignera une
- » Puissance différente, et l'élection du troisième Arbitre sera faite par
- » les deux Puissances ainsi désignées.

- » L'Arbitre ainsi élu sera de plein droit le Président du Tribunal.

- » Ne pourra être nommée tiers Arbitre la personne qui, en cette
- » qualité, a rendu antérieurement une Sentence dans une instance
- » arbitrale en conformité du présent Traité ».

Le présent Protocolo sera ratifié et l'échange des ratifications sera fait en même temps que celui des ratifications du Traité d'Arbitrage dont il formera partie intégrante.

En foi de quoi ils ont signé le présent Protocolo en double exemplaire, dans la Ville de Buenos-Aires, le 21 décembre de l'an 1901.

(L. S.) AMANCIO ALCORTA.

(L. S.) GONZALO RAMÍREZ.

---

## ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SALVADOR.

**Protocole d'un accord d'arbitrage,  
relatif à certaines réclamations contre le Salvador,  
signé à Washington le 19 décembre 1901 (1).**

*Protocol of an Agreement between the Secretary of the United States of America and the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Salvador for submission to Arbitration of the claims against the Republic of Salvador of the Salvador Commercial Company and other citizens of the United States, stockholders in the corporation styled « El Triunfo Company, Limited » who have not acquired their stock from citizens of Salvador or others not citizens of the United States since the date of the filing of the Memorial of the Salvador Commercial Company.*

The United States of America and the Republic of Salvador, through Their Representatives, John Hay, Secretary of State of the United States of America, and Don Rafael Zaldivar, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Salvador, have agreed upon and signed the following Protocol :

Whereas, the United States of America, on behalf of the Salvador Commercial Company and of any and all of its citizens as described above, claim indemnity from the Government of Salvador for damages alleged to have been caused to

*Protocolo de un Convenio entre el Secretario de Estado de los Estados Unidos de América, y el Ministro Plenipotenciario de la Republica del Salvador, para someter á Arbitraje las reclamaciones contra la Republica del Salvador de la « Compañia Comercial del Salvador », y otros ciudadanos de los Estados Unidos, registrados como accionistas de la Compañia titulada « El Triunfo, Limitada », que no hayan adquirido sus acciones, de ciudadanos del Salvador, ó de otros que no sean ciudadanos de los Estados Unidos, después de la fecha de la presentación del Memorial de la « Compañia Comercial del Salvador ».*

Los Estados Unidos de America y la República del Salvador, por medio de Sus Representantes, John Hay, Secretario de Estado de los Estados Unidos de America, y Don Rafael Zaldivar, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la Republica del Salvador, han convenido y firmado el siguiente Protocolo :

Por cuanto los Estados Unidos de « America en representación de la Compañia Comercial del Salvador », y de todos y cada uno de aquellos de sus propios ciudadanos arriba descritos, reclaman del Gobierno del Salvador una indem-

(1) Approuvé et ratifié par le Congrès de Salvador le 22 février 1902 ; notification au Gouvernement américain par la Légation du Salvador à Washington le 24 février 1902.



such stockholders, as mentioned either in said Memorial, in the correspondence between the two Governments or in the report of the Solicitor of the Department of State, made to the Secretary of State; and

Whereas, the Government of Salvador denies any liability either to the Salvador Commercial Company or to any such citizens by reason of the acts and alleged grievances above referred to;

It is therefore agreed between the two Governments:

I. — That the said questions of law and fact brought in issue between the two Governments shall be referred to the decision of the Honorable Henry Strong, Chief Justice of the Dominion of Canada; the Honorable Don M. Dickinson, of Detroit, Michigan; and the Honorable Dr. David Castro, Chief Justice of the Supreme Court of Salvador, whose award in writing and stating the grounds of the decision shall be final and conclusive.

II. — The Arbitration Tribunal shall sit at Washington, D. C., and shall hold its first session not later than the first day of April, 1902. A majority of the Arbitrators shall be competent to act as well as to decide on all matters and questions submitted to the Arbitral Tribunal. Should either said Strong, Dickinson or Castro be unable to serve as Arbitrator, in that event the place of the former shall be filled by agreement of the two Governments and of two latter by the

nización de perjuicios por los que se alegua haber sido causados á dichos accionistas, según expresa el mencionado Memorial, la correspondencia cruzada entre los dos Gobiernos, ó el Informe del Abogado del Departamento de Estado al Secretario de Estado;

Y por cuanto el Gobierno del Salvador niega haber incurrido en responsabilidad alguna, ya sea respecto á la Compañía Comercial del Salvador, ó ya á cualquiera de los referidos ciudadanos, por razón de los alegados hechos y agravios á que se ha hecho referencia;

Por tanto, ha sido convenido y acordado entre los dos Gobiernos lo que sigue:

I. — Que las cuestiones de hecho y de derecho que se han suscitado á ese respecto entre los dos Gobiernos se sometan á la decisión del Honorable Señor Henry Strong, Primer Funcionario Judicial del Dominio del Canadá, del Honorable Señor Don M. Dickinson, de Detroit, Michigan, y del Honorable Señor Doctor Don David Castro, Presidente de la Corte Suprema de Justicia del Salvador y que el fallo que ellos pronuncien, por escrito y expresando los fundamentos de la decisión, será definitivo é inapelable.

II. — El Tribunal de Arbitraje celebrará sus sesiones en la ciudad de Washington, D. C., y tendrá la primera de ellas á más tardar el 1º de Abril de mil novecientos dos. Una mayoría de los Arbitradores será competente para actuar en todas las materias y cuestiones sometidas al Tribunal de Arbitraje y decidir acerca de ellas. Si alguno de los referidos Señores Strong, Dickinson, ó Castro, no pudiere servir como Arbitrador, se llenar, en tal caso la vacante, respecto al

United States and Salvador respectively.

III. — That within eighty days from the date of the signing of this Protocol, each Party shall furnish to the other and to each of the Arbitrators a copy of the said Memorial and copies of all the documents, papers, accounts, official correspondence and other evidence on file at their respective Foreign Offices relating to said claims, and of all affidavits of their respective witnesses relating thereto, and the Department of State of the United States shall include among the documents thus transmitted by it copies of the report of its Solicitor in said case; and each Party shall furnish in the manner aforesaid all books of account, contracts and papers of the « El Triunfo Company Limited » which may be in its possession or control: *Provided*, That said Arbitration Tribunal may request either Government to furnish such additional evidence as it may deem necessary in the interests of justice, and each Government agrees to comply with said request; it may also, in its discretion, allow all such pleadings to be filed as may be conducive to the full presentation and trial of the claims of the interested Parties.

IV. — The Arbitration Tribunal shall have full power to regulate the procedure and to take such

primero, por convenio entre los dos Gobiernos, y respecto al segundo y tercero por nuevos nombramientos de los Gobiernos de los Estados Unidos y del Salvador respectivamente.

III. — Que dentro del periodo de ochenta días, subsiguiente al de la firma del Protocolo, cada una de las Partes deberá suministrar á la otra y á cada uno de los Arbitradores, una copia del antedicho Memorial y de todos los documentos, papeles, cuentas, correspondencia oficial y demás pruebas que relativamente á estas reclamaciones se encuentren en los archivos de los respectivos Departamentos de Estado, y de todos los *affidavits*, ó declaraciones juradas, de sus respectivos testigos referentes al mismo asunto; y el Departamento de Estado de los Estados Unidos agregará á los documentos que trasmite copias del Informe de su Abogado sobre el mismo caso. Cada una de las Partes suministrará de la manera antedicha copias de todos los libros de cuentas y de los contratos y papeles de la « Compañía del Triunfo Limitada » que se encuentren en su poder, ó estén á su disposición. *Entendiéndose*: que será potestativo para el referido Tribunal de Arbitraje pedir á cada uno de los dos Gobiernos que suministren en interés de la Justicia aquella prueba adicional que estimare necesaria: y los dos Gobiernos convienen en acceder á dicha petición. Podrá también el Tribunal determinar, á su discreción sobre la presentación de las defensas (*pleadings*) conducentes á la completa discusión y examen de las reclamaciones de las Partes interesadas.

IV. — El Tribunal de Arbitraje tendrá pleno poder y autoridad para reglamentar el procedi-



action and make any such order as it may find necessary in the interests of justice. Each Government agrees to abide by such determination, and in default thereof, the said Tribunal may proceed in such manner and at such times as it may determine, in order to close the proofs and make final and complete award. It shall also have power to appoint such officials to render such clerical and other assistance as it may find needful, and fix the stipend therefor, as well as to provide for payment by the Parties of all expenses incident to the Arbitration.

V. — Each of said Governments by their respective Counsel, and the said stockholders by their Attorney, may orally argue said cause and may severally submit to the said Tribunal written arguments, copies of which shall at the same time be furnished to Counsel of the other Parties, with the right to reply, touching the questions of law and fact in issue, within thirty days from the date limited for the submission of the evidence; but the said Tribunal shall not for such purpose in any event delay its decision beyond two months from the date of the submission to it of the evidence aforesaid, unless for good cause said Tribunal shall find a longer period necessary, which shall in no event exceed three months.

VI. — If said Tribunal finds that any liability is established, it shall have full power to grant complete, just and legal relief to the Parties; the damages awarded shall be fully

miento, actuar, y dictar órdenes, como estime necesario en el interés de la justicia. Los dos Gobiernos convienen en acatar sus determinaciones. A falta de estas el Tribunal Podrá proceder en la forma y al tiempo que estime oportuno, á fin de cerrar la prueba y dictar su decisión completa y definitiva. El Tribunal de Arbitraje tendrá también autoridad para nombrar los empleados que se necesiten para el servicio de oficina, ó de otra clase, fijando los sueldos y proveyendo el modo de que se paguen por las partes todos los gastos incidentes al Arbitraje.

V. — Cada cual de los Gobiernos, por medio de sus respectivos Abogados, y los accionistas por medio del suyo, podrán defender verbalmente sus respectivas pretensiones, y someter además por escrito á los Arbitradores sus respectivos alegatos, á los que habrá el derecho de replicar. Una copia de estos alegatos se habrá de suministrar simultáneamente al Abogado de la otra Parte. Dichos alegatos han de ser relativos á las cuestiones de hecho y de derecho que deben decidirse, y tendrán que ser presentados dentro del término de treinta días, á contar y desde la fecha en que se cerró el término de prueba. Pero el Tribunal no podrá en ningún caso, por ese motivo, demorar su decisión más de dos meses después de la fecha en que se le sometió la prueba, á menos que existiendo buena y justa razón para ello, el Tribunal encontrase necesario prorogar dicho término; pero este no podrá nunca exceder de tres meses.

VI. — Si el dicho Tribunal encontrase que se ha incurrido en responsabilidad, tendrá amplio poder y facultad de conceder justa, legal y completa indemnización

compensatory but shall not include any which are merely speculative or imaginary. The Tribunal may also pass upon the right of claimant to recover costs and reasonable Attorney's fees and the award may bear interest at the rate of six per cent. per annum from the date when the damages are shown to have occurred. It shall bear interest at the rate of six per cent. per annum from the date of its rendition until paid.

VII. — The award, if any, shall be payable, in American gold, as soon as the National Assembly of Salvador shall authorize the payment; but said authorization shall be made at its next ensuing regular session, in February, 1903. An extension of the time of its payment may be granted by the Government of the United States.

VIII. — Reasonable compensation to the Arbitrators for their services and all expenses incident to the Arbitration shall be allowed and paid in equal moieties by said Governments.

IX. — This Protocol shall be submitted for approval and ratification by the Congress of the Republic of Salvador. When so approved and ratified, the Government of Salvador will immediately notify the Government of the United States thereof. Unless so approved and ratified and such notice is given by the Government of Salvador on or before March 1st, 1902, this Protocol shall be

de perjuicios. Esta deberá ser plenamente compensatoria, pero no incluirá nada que sea meramente especulativo, ó imaginario. El Tribunal podrá también determinar respecto al derecho que allegue el reclamante de recobrar las costas y los honorarios razonables de sus Abogados. La indemnización comprenderá intereses á razón del seis por ciento al año desde la fecha en que se infirió el perjuicio hasta la del fallo. Correrá también el interés de seis por ciento al año sobre el total de la indemnización desde la fecha del fallo hasta la del pago.

VII. — La indemnización, caso de que se mande satisfacerla, se pagará en oro americano, y tan pronto como la Asamblea Nacional del Salvador conceda su autorización para ello; pero esta autorización habrá de ser dada en en la próxima sesión ordinaria de aquel cuerpo en Febrero de mil novecientos tres. El Gobierno de los Estados Unidos podrá conceder próroga del plazo en que debe efectuarse el pago.

VIII. — La compensación razonable que se satisfaga á los Arbitradores por razón de sus servicios y todos los gastos incidentales á que dé lugar el Arbitraje se pagarán por mitad por los dos Gobiernos.

IX. — Este Protocolo será sometido para aprobación y ratificación al Congreso de la República del Salvador, y cuando esté aprobado y ratificado, el Gobierno del Salvador dará noticia de ello inmediatamente al de los Estados Unidos. Si la dicha aprobación y ratificación no han sido concedidas, ó no se ha dado noticia de ello por el Gobierno del Salvador, antes delle primero de Marzo de



deemed null and void; and the United States will be at liberty to proceed diplomatically.

Done in quadruplicate in English and Spanish at Washington, this nineteenth day of December, 1901.

JOHN HAY.

RAFAEL ZALDIVAR.

mil novecientos dos, ó durante ese mismo día, se entendera que este Protocolo es nulo y sin valor alguno, y los Estados Unidos quedarán en libertad de proceder diplomáticamente.

Hecho en cuadruplicado en inglés y en castellano en Washington, D. C., hoy diecinueve de Diciembre de mil novecientos uno.

JOHN HAY.

RAFAEL ZALDIVAR.

#### TRADUCTION.

*Protocole d'un Accord entre le Secrétaire des Etats-Unis d'Amérique et l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Salvador, en vue de soumettre à l'arbitrage les réclamations élevées contre la République de Salvador par la Compagnie commerciale de Salvador et autres citoyens des Etats-Unis actionnaires de la « El Triunfo Company, Limited », n'ayant acquis leurs actions ni de citoyens du Salvador, ni d'autres personnes non citoyens des Etats-Unis, postérieurement à la date du dépôt du Mémoire de la Salvador Commercial Company.*

Les Etats-Unis d'Amérique et la République de Salvador, par l'intermédiaire de Leurs Représentants, John Hay, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, et Don Rafael Zaldivar, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Salvador, ont convenu et signé le Protocole suivant :

Attendu que les Etats-Unis d'Amérique, représentant la Salvador Commercial Company et les citoyens ci-dessus désignés réclament au Gouvernement du Salvador une indemnité pour le préjudice qui leur a été causé, en tant qu'actionnaires, ainsi que cela ressort du rapport susmentionné, de la correspondance échangée entre les deux Gouvernements ou du Mémoire de l'Avocat du Département d'Etat au Secrétaire d'Etat ;

Attendu que le Gouvernement du Salvador nie avoir encouru aucune responsabilité à l'égard de la Salvador Commercial Company ou des citoyens ci-dessus désignés, au sujet des faits et griefs par eux allégués ;

Il est convenu entre les deux Gouvernements ce qui suit :

I. — Les questions de fait et de droit à régler entre les deux Gouvernements seront soumises à la décision de l'Honorable Henry Strong, Premier Fonctionnaire judiciaire du Dominion du Canada, de l'Hono-

rable Don M. Dickinson, de Detroit, Michigan, et de l'Honorable Docteur Don David Castro, Président de la Cour suprême de Justice du Salvador, dont la Sentence arbitrale écrite et motivée sera définitive et sans appel.

II. — Le Tribunal d'Arbitrage siégera à Washington, D. C., et se réunira, au plus tard, le 1<sup>er</sup> avril 1902. La majorité des Arbitres sera compétente pour statuer en toutes matières et sur toutes questions soumises au Tribunal. Au cas où MM. Strong, Dickinson ou Castro ne pourraient accepter les fonctions d'arbitre, il sera pourvu au remplacement du premier par un accord entre les deux Gouvernements et à celui des deux autres par les deux autres par les Etats-Unis et le Salvador, respectivement.

III. — Dans le délai de quatre-vingts jours, à compter de la signature du présent Protocole, chacune des Parties communiquera à l'autre et à chacun des Arbitres une copie du Mémoire, dont il est parlé plus haut, de tous les documents, papiers, comptes, de la correspondance officielle et autres moyens de preuve relatifs auxdites réclamations et qui figurent aux Archives de leurs Ministères des Affaires Etrangères respectifs, ainsi que de tous les affidavits et dépositions de témoins. Le Département d'Etat des Etats-Unis joindra à la copie des documents ainsi transmis le Mémoire de son avocat. Chacune des Parties se communiquera tous les livres de comptes, contrats et papiers de l'« El Triunfo Company, Limited » en leur possession. Il est entendu que le Tribunal d'arbitrage pourra requérir de l'un ou l'autre Gouvernement la communication de tel complément de preuve qu'il jugea utile aux intérêts de la justice et les deux Gouvernements s'engagent à faire droit à cette requête. Le Tribunal pourra également autoriser toutes plaidoiries utiles à la discussion et à l'examen des réclamations des Parties intéressées.

IV. — Le Tribunal d'Arbitrage aura pleins pouvoirs pour régler la procédure, donner les instructions et prendre les mesures qu'il jugera utiles aux intérêts de la justice. Les deux Gouvernements s'engagent à respecter ses décisions, à défaut de quoi le Tribunal, en la forme qui lui plaira et au moment qu'il estimera opportun, prononcera la clôture des débats et rendra sa Sentence définitive et sans appel. Le Tribunal aura également pleins pouvoirs pour nommer les attachés, employés, etc..., nécessaires au service et fixer leur rémunération ainsi que les frais incombant aux Parties et relatifs à l'Arbitrage.

V. — Chacun des deux Gouvernements, par l'intermédiaire de leurs Conseils, et les actionnaires, par celui de leur Avocat, pourront défendre verbalement leurs prétentions respectives et, en outre, soumettre individuellement au Tribunal leurs arguments par écrit, dont copie sera communiquée au Conseil de la Partie adverse avec droit de réplique sur les questions de droit et de fait, dans un délai de trente jours, à compter de la date fixée pour la clôture de l'enquête. Toutefois, le Tribunal ne pourra, en aucun cas, remettre sa Sentence à plus de deux mois après les dépositions, à moins qu'il n'estime, en bonne et due cause, qu'un plus long délai ne soit nécessaire. Ce délai ne pourra pas excéder trois mois.



VI. — Si le Tribunal considère qu'une responsabilité a été encourue, il aura pleins pouvoirs pour accorder une indemnité juste et légale destinée à réparer le préjudice causé, mais non le préjudice ayant un caractère spéculatif ou moral. En outre, le Tribunal aura qualité pour statuer sur la demande du réclamant de recouvrer les frais et les honoraires raisonnables versés à son Avocat. L'indemnité produira des intérêts au taux de 6 % à compter de la date où le préjudice a été causé jusqu'à celle du paiement.

VII. — L'indemnité, s'il en est alloué une, sera payée en or américain, aussitôt que l'Assemblée Nationale du Salvador en aura autorisé le paiement; mais, cette autorisation devra être donnée, au cours de sa prochaine session ordinaire, en février 1903. Une prorogation de l'échéance pourra être accordée par le Gouvernement des Etats-Unis.

VIII. — Les honoraires dus aux Arbitres pour leurs services et tous les frais de l'Arbitrage seront partagés par moitié par les deux Gouvernements.

IX. — Ce Protocole sera soumis à l'approbation et à la ratification du Congrès de la République de Salvador. Après quoi, le Gouvernement du Salvador en fera immédiatement notification au Gouvernement des Etats-Unis. Si l'approbation, la ratification et la notification, n'ont pas eu lieu avant le 1<sup>er</sup> mars 1902, le présent Protocole sera considéré comme nul et non avenu et les Etats-Unis auront toute liberté pour agir diplomatiquement.

Fait en quadruple exemplaire, en anglais et en espagnol, à Washington, le 19 décembre 1901.

JOHN HAY.

RAFAEL ZALDIVAR.

## CONVENTIONS DIVERSES

---

### ESPAGNE — GRANDE-BRETAGNE

Traité concernant le mariage de Sa Majesté le Roi d'Espagne avec son Altesse Royale la Princesse Victoria Eugenie Julia Ena.

(Signé à Londres, le 7 mai 1906 ;  
échange des ratifications à Londres, le 23 mai 1906).

#### TEXTES ORIGINAUX.

SEPAN todos por la presente que por cuanto Su Majestad Católica Don Alfonso XIII, Rey de España, ha juzgado conveniente anunciar su propósito de contraer matrimonio con Su Alteza Real la Princesa Victoria Eugenia Julia Ena, sobrina de Su Majestad Eduardo VII, Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda y de los Dominios Británicos allende los Mares, Emperador de la India, é hija de Su Alteza Real la Princesa Beatriz Maria Victoria Feodora (Princesa Enrique de Battenberg), por tanto, con objeto de negociar, aprobar y confirmar los Artículos del Tratado de dicho matrimonio, Su Majestad Británica por una parte y Su Majestad Católica por la otra, han nombrado sus Plenipotenciarios, á saber :

Su Majestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda y de los Dominios Británicos allende los Mares, Emperador de la India, al Muy Honorable Sir Eduardo Grey, Baronet del Reino Unido, Miembro del Parlamento, Primer Secretario de Estado de Su Majestad para los Negocios Extranjeros ;

BE it known unto all men by these Presents that whereas His Catholic Majesty Alfonso XIII, King of Spain, has judged it proper to announce his intention of contracting a marriage with Her Royal Highness Princess Victoria Eugenie Julia Ena, niece of his Majesty Edward VII, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and daughter of Her Royal Highness the Princess Beatrice Mary Victoria Feodore (Princess Henry of Battenberg), in order, therefore, to treat upon, conclude, and confirm the Articles of the Treaty of the said marriage, His Britannic Majesty on the one part, and His Catholic Majesty on the other part, have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Right Honorable Sir Edward Grey, a Baronet of the United Kingdom, a Member of Parliament, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;



Y Su Majestad el Rey de España, al Excelentísimo Señor Don Luis Polo de Bernabé, Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario cerca de Su Majestad Británica ;

Los cuales, despues de haberse comunicado mutuamente sus plenos poderes que fueron hallados en buena y debida forma, han acordado y convenido los siguientes Artículos :—

ARTICULO I.

Se conviene y acuerda que el matrimonio entre Su Majestad el Rey Don Alfonso XIII y Su Alteza Real la Princesa Victoria Eugenia Julia Ena se celebrará, en persona en Madrid, tan pronto como sea posible.

ARTICULO II.

Su referida Majestad el Rey Don Alfonso XIII se compromete á asegurar á Su referida Alteza Real la Princesa Victoria Eugenia Julia Ena desde la fecha de su matrimonio con Su Majestad y durante todo el periodo de dicho matrimonio una asignación anual de 450.000 pesetas. Su referida Majestad el Rey Don Alfonso XIII se compromete tambien si, por voluntad de la Divina Providencia, la referida Princesa Victoria Eugenia Julia Ena quedase viuda, á asegurarle desde la fecha de su muerte, una asignación anual de 250.000 pesetas, á menos que y hasta que contraiga un segundo matrimonio, habiendo sido ya votadas por las Cortes ambas asignaciones. Las condiciones privadas ó capitulaciones que se propongan por cada una de las partes con respecto al referido matrimonio se convendrán y expresarán en un Contrato separado que, sin

And His Majesty the King of Spain, His Excellency Señor Don Luis Polo de Bernabé, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty ;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles :—

ARTICLE I.

It is concluded and agreed that the marriage between His said Majesty King Alfonso XIII and Her said Royal Highness the Princess Victoria Eugénie Julia Ena shall be solemnized in person at Madrid as soon as the same may conveniently be done.

ARTICLE II.

His said Majesty King Alfonso XIII engages to secure to Her said Royal Highness the Princess Victoria Eugénie Julia Ena from the date of her marriage with His Majesty, and for the whole period of the marriage, an annual grant of 450.000 pesetas. His said Majesty King Alfonso XIII, also engages, if, by the will of Divine Providence, the said Princess Victoria Eugénie Julia Ena should become his widow, to secure to her, from the date of his death, an annual grant of 250.000 pesetas, unless and until she contracts a second marriage, both these grants having already been voted by the Cortes. The private settlements to be made on either side in regard to the said marriage will be agreed upon and expressed in a separate Contract, which shall, however, be deemed to form an integral part of the present Treaty, and the High Contracting Parties hereby mutually

embargo, se considerará como formando parte integrante del presente Tratado y las Altas Partes Contratantes se comprometen mutuamente por la presente á someterse á sus terminos.

engage themselves to be bound by its terms.

#### ARTICULO III.

Las Altas Partes Contratantes toman nota del hecho de que Su Alteza Real la Princesa Victoria Eugenia Julia Ena, conforme al tenor de la ley inglesa, pierde para siempre todos los derechos hereditarios de sucesión á la Corona y Gobierno de la Gran Bretaña é Irlanda y á los dominios á ella pertenecientes ó á cualquier parte de los mismos.

#### ARTICLE III.

The High Contracting Parties take note of the fact that Her Royal Highness the Princess Victoria Eugenia Julia Ena, according to the due tenour of the law of England, forfeits for ever all hereditary rights of succession to the Crown and Government of Great Britain and Ireland and the Dominions thereunto belonging or any part of the same.

#### ARTICULO IV.

El presente Tratado se ratificará y las ratificaciones se canjearan en Londres tan pronto como sea posible.

En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios respectivos lo han firmado y puesto en él el sello de sus armas.

Hecho por duplicado en Londres á 7 de Mayo del año de Nuestro Señor 1906.

#### ARTICLE IV.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done in duplicate at London, the 7th of May, in the year of Our Lord 1906.

(L. S.) LUIS POLO DE BERNABÉ.

(L. S.) EDWARD GREY.

#### TRADUCTION.

Par les présentes il est porté à la connaissance de tous ce qui suit :

Sa Majesté Catholique Alfonse XIII, Roi d'Espagne, a jugé convenable d'annoncer son intention de contracter mariage avec son Altesse Royale la Princesse Victoria Eugénie Julia Ena, nièce de Sa Majesté Edouard VII, Roi du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques d'outre mer, Empereur des Indes, et fille de Son Altesse Royale la Princesse Beatrice Marie Victoria Feodore (Princesse Henri de Battenberg) ; en conséquence, en vue de négocier, conclure et confirmer les articles du traité dudit mariage, Sa



Majesté Britannique, d'une part, et Sa Majesté Catholique, de l'autre, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques d'outre mer, Empereur des Indes, le Bien Honorable Sir Edward Grey, Baronet du Royaume Uni, Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le Roi d'Espagne, Son Excellence Senor Don Luis Polo de Bernabé, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près de Sa Majesté Britannique.

Qui, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme ont convenu et arrêté les articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Il est conclu et agréé que le mariage de S.M. le roi Alphonse XIII et de S.A.R. la princesse Victoria-Eugenia-Julia-Ena doit être célébré en personne à Madrid, aussitôt que la cérémonie pourra avoir lieu sans inconvénient.

ART. 2. — S.M. le roi Alphonse XIII s'engage à assurer à S.A.R. la princesse Victoria-Eugenia, à partir de la date de son mariage avec S.M., et pendant toute la période du mariage, une allocation annuelle de 450.000 pesetas. S.M. le roi Alphonse XIII s'engage également, dans le cas où, par la volonté de la Providence divine, ladite princesse Victoria-Eugenia deviendrait sa veuve, à lui assurer, à partir de la date de la mort du roi, une allocation annuelle de 250.000 pesetas, à moins que, ou jusqu'à ce qu'elle ait contracté un second mariage, ces deux allocations ayant déjà été votées par les Cortès. Les clauses et conditions privées à conclure des deux côtés au sujet dudit mariage seront acceptées et exprimées dans un contrat indépendant qui doit être considéré comme faisant partie intégrante du traité actuel, et les hautes parties contractantes s'engagent par les présentes réciproquement à en observer les termes.

ART. 3. — Les hautes parties contractantes prennent acte de ce fait que Son Altesse Royale la princesse Victoria-Eugenia, suivant les lois de l'Angleterre, perd à jamais tout droit héréditaire de succession à la couronne et au gouvernement de la Grande-Bretagne et de l'Irlande et des possessions y appartenant, et à toute partie de ces possessions.

ART. 4. — Le traité actuel sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ledit traité et y ont apposé le sceau de leurs armoiries.

Fait en double à Londres, le 7 mai, dans l'année de Notre-Seigneur 1906.

EDWARD GREY.

LUIS POLO DE BERNABÉ.

## GRANDE-BRETAGNE — NICARAGUA

## Convention d'extradition

Signée à Managua, Avril 19, 1905.

[Echanges des ratifications à Londres le 13 février 1906]

## TEXTE ORIGINAL (1)

*Treaty between the United Kingdom and the Republic of Nicaragua for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals.*

*Tratado entre la Gran Bretaña y la Republica de Nicaragua para la extradición recíproca de criminales fugitivos.*

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India ; and

Su Majestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda y de los dominios británicos de allende los mares, Emperador de la India, &c., &c. ; y

His Excellency the President of the Republic of Nicaragua ;

El Presidente de la República de Nicaragua ;

Having determined, by common consent, to conclude a Treaty for the extradition of criminals, have accordingly named as their Plenipotentiaries :

Habiendo determinado, por mutuo acuerdo, concluir un tratado para la extradición de criminales, han nombrado por sus Plenipotenciarios, al efecto :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

Su Majestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, &c.,

Herbert William Broadley Harisson, Esquire, Companion of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, His Majesty's Chargé d'Affaires in the Republic of Nicaragua ; and

Al Señor Herbert William Broadley Harisson, Caballero, Socio de la muy distinguida Orden de San Miguel y San Jorge, Encargado de Negocios de Su Majestad Britanica en Nicaragua ;

y

His Excellency the President of Nicaragua,

El Señor Presidente de la Republica de Nicaragua,

Doctor Adolfo Altamirano, Minister of Foreign Affairs ;

Al Senor Doctor Don Adolfo Altamirano, Ministro de Relaciones Exteriores ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and

Quienes, habiéndose comunicado sus respectivos Plenos Poderes, y halládoslos en debida

(1) La traduction française de la présente convention sera donnée dans la suite.



due form, have agreed upon the following Articles: —

#### ARTICLE I.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other those persons who, being accused or convicted of a crime committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other Party, under circumstances and conditions stated in the present Treaty.

#### ARTICLE II.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes and offences: —

1. Murder, or attempt or conspiracy to murder.
2. Manslaughter.
3. Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.
4. Rape.
5. Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge of a girl under the age of puberty, according to the laws of the respective countries.
6. Indecent assault.
7. Kidnapping and false imprisonment.
8. Abandonning, exposing, or detaining children.
9. Abduction.
10. Bigamy.
11. Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.
12. Assault occasioning actual bodily harm.
13. Threats, by letter or otherwise, with intent to extort money or other things of value.
14. Perjury, or subornation of perjury.

forma, han convenido los artículos siguientes: —

#### ARTICULO I.

Las Altas Partes Contratantes se comprometen à entregarse reciprocamente, bajo las circunstancias y condiciones expresadas en el presente Tratado, à las personas que, acusadas ó convictas de delito cometido en el territorio de una de las Partes, se encuentren dentro del territorio de la otra.

#### ARTICULO II.

Se ortogará reciprocamente la extradición por los siguientes delitos: —

1. Asesinato, tentativa ó conato de asesinato.
2. Homicidio.
3. Empleo de drogas ó instrumentos con objeto de procurar el aborto.
4. Violación.
5. Estupro, Conocimiento carnal ó tentativa del mismo, con una impuber, conforme a las leyes del país respectivo.
6. Actos deshonestos.
7. Secuestro y prisión arbitraria.
8. Abandono ó exposición de niños.
9. Plagio.
10. Bigamia.
11. Lesiones corporales graves.
12. Asalto de que resulte daño corporal.
13. Amenazas, sea por escrito ó de otro modo con el objeto de obtener dinero ú otros objetos de valor.
14. Falso testimonio o inducción para cometerlo.

## 15. Arson.

16. Burglary or housebreaking, robbery with violence, larceny, or embezzlement.

17. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member, or public officer of any Company.

18. Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen or unlawfully obtained.

19. — (a). Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money.

(b). Knowingly making without lawful authority any instrument, tool, or engine adapted or intended for the counterfeiting of the coin of the realm.

20. Forgery, or uttering what is forged.

21. Crimes against bankruptcy law.

22. Any malicious act done with intent to endanger the safety of any persons travelling or being upon a railway.

23. Malicious injury to property, if such offence be indictable.

24. Piracy and other crimes or offences committed at sea against persons or things, which, according to the laws of the High Contracting Parties, are extradition offences.

25. Dealing in slaves in such a manner as to constitute a criminal offence against the laws of both States.

Extradition shall also be granted for participation in any of the

## 15. Incendio.

16. Escalamentio ó fractura de casas, robo con violencia, ratería ó hurto.

17. Fraude cometido por fiador ó banquero, agente, factor, comisario, miembro, director o empleado publico de alguna compañía.

18. Obtener dinero, títulos de valor ú objetos fraudulentamente, recibir dinero, títulos de valor ú otros efectos á sabiendas de que han sido robados ó habidos ilícitamente.

19. — (a). Falsificación ó alteración de moneda, ó poner en circulación moneda falsificada ó alterada.

(b). Hacer sin autoridad legal y á sabiendas, instrumentos, utensilios ó maquinaria destinada para la falsificación de la moneda del Estado.

20. Falsificación ó hacer circular lo falsificado.

21. Delito contra la ley de bancarota.

22. Todo acto ejecutado con intento criminal y que tenga por objeto poner en peligro la seguridad de las personas en los ferrocarriles.

23. Daño á la propiedad ejecutado con intento criminal, si constituyere delito.

24. Piratería ú otros delitos cometidos en el mar, contra las personas ó cosas, que estén sujetos á extradición según las leyes de las Altas Partes Contratantes.

25. Comercio de esclavos ejecutado de manera que constituya hecho criminal, según las leyes de los Estados Contratantes.

Procederá también la extradición por la participación encual-



aforesaid crimes, provided such participation be punishable by the laws of both Contracting Parties.

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime for which, according to the laws of both the Contracting Parties for the time being in force, the grant can be made.

Provided that the surrender shall be made only when, in the case of a person accused, the commission of the crime shall be so established as that the laws of the country where the fugitive or person so accused shall be found would justify his apprehension and commitment for trial if the crime had been there committed; and, in the case of a person alleged to have been convicted, on such evidence as, according to the laws of the country where he is found, would prove that he had been convicted.

Extradition shall not be granted if, according to the laws of either country, the maximum punishment for the offence charged is imprisonment for less than one year.

### ARTICLE III.

No Nicaraguan shall be delivered up by the Government of Nicaragua to the Government of the United Kingdom and no subject of the United Kingdom shall be delivered up by the Government thereof to the Government of Nicaragua.

### ARTICLE IV.

The extradition shall not take place if the person claimed on the part of the Government of the United Kingdom, or the person claimed on the part of the Government

quiera de los crímenes mencionados si esa participación fuese penada por las leyes de ambas Partes Contratantes.

También procederá la extradición á discreción del Estado á que se pida, respecto de delitos por los cuales, segun las leyes vigentes de las Altas Partes Contratantes, sea de concederse.

La entrega se hará únicamente si la comisión del crimen por la persona acusada se probare de tal manera que las leyes del país donde el fugitivo ó persona acusada se encuentre, autoricen su captura ó encausamiento, si en él se hubiere cometido el crimen; y tratándose de una persona que se pretenda haber sido sentenciada, será preciso que se pruebe esta circunstancia segun las leyes del país donde aquella se encuentre.

No se otorgará la extradición si, conforme á las leyes de cualquiera de los dos países, el maximum de la pena del delito de que se trate, sea prisión por menos de un año.

### ARTICULO III.

No entregará el Gobierno de Nicaragua al Gobierno del Reino Unido, á ningun nicaragüense; y el Gobierno del Reino Unido no entregará á ningun subdito suyo al Gobierno de Nicaragua.

### ARTICULO IV.

No se efectuará la extradición si la persona reclamada por el Gobierno del Reino Unido ó él de Nicaragua hubiese sido ya juzgada y absuelta ó castigada, ó se le

of Nicaragua, has already been tried and discharged or punished, or is still under trial in the territory of Nicaragua or in the United Kingdom respectively for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed on the part of the Government of the United Kingdom, or if the person claimed on the part of the Government of Nicaragua, should be under examination for any crime in the territory of Nicaragua or in the United Kingdom respectively, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the full execution of any punishment awarded to him.

#### ARTICLE V.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime, or the institution of the penal prosecution or the conviction thereon, exemption from persecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applied to.

#### ARTICLE VI.

A fugitive shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrender has in fact been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

#### ARTICLE VII.

A person surrendered can in no case be kept in prison or be brought to trial in the State to which the surrender has been made for any other crime, or on account of any other matters than

estuviere juzgando en Nicaragua ó en el Reino Unido respectivamente, á causa de un delito por el cual se reclama la extradición.

Si la persona reclamada por el Gobierno del Reino Unido ó el de Nicaragua estuviere juzgándose en los respectivos territorios, se deferirá la extradición hasta la conclusión del juicio y plena ejecución de la sentencia condenatoria que recaiga.

#### ARTICULO V.

No se efectuará la extradición si cometido el delito o iniciada la causa, ó pronunciada la sentencia penal llegare el caso de prescripción por razón de tiempo conforme á las leyes del Estado requerido.

#### ARTICULO VI.

Si el delito por que se reclama la extradición fuere de carácter político, ó si se probare, bien sea por el reclamado, que la demanda de extradición, ha sido, en realidad, hecha con la mira de juzgarle ó castigarle por delito de carácter político, no tendrá lugar la extradición.

#### ARTICULO VII.

La persona extraída no podrá en ningún caso mantenerse en prisión o someterse á juicio en el Estado al cual se haya concedido su extradición, por ningún otro delito, ni por razón de ningún



those for which the extradition shall have taken place. This stipulation does not apply to crimes committed after the extradition.

#### ARTICLE VIII.

The requisition for extradition shall be made through the Diplomatic Agents, or duly recognized Consuls-General of the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by a sentence of condemnation passed against the competent Court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed *in contumaciam* is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

#### ARTICLE IX.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

The prisoner is then to be brought before a competent Magistrate, who is to examine him and to conduct the preliminary investi-

otro asunto que aquellos por los cuales se hubiese concedido la extradición. Esta estipulación no es aplicable á los delitos cometidos después de la extradición.

#### ARTICULO VIII.

La demanda de extradición se hará por medio de los agentes diplomáticos ó Cónsules-Generales debidamente reconocidos, de las Altas Partes Contratantes respectivamente.

La demanda de extradición de una persona acusada debe ir acompañada de la orden de detención emitida por la autoridad competente del Estado que pida la extradición, y de las pruebas que, según las leyes del país donde el acusado se encuentre, permitan su detención si allí hubiera cometida el delito.

Si la demanda se refiere a una persona ya sentenciada, se acompañará la sentencia condenatoria pronunciada por el tribunal competente del Estado que haga la demanda.

La sentencia pronunciada en contumacia no se tendrá por pasada en autoridad de cosa juzgada; pero la persona así sentenciada puede ser tratada como acusada.

#### ARTICULO IX.

Si la demanda de extradición fuere conforme con las estipulaciones anteriores, la autoridad competente del Estado á que se haga, procederá a la detención del fugitivo.

El detenido será puesto en seguida á disposición de un Juez competente, que le tomará declaración indagatoria y tendrá á su

gation of the case, just as if the apprehension had taken place for a crime committed in the same country.

#### ARTICLE X.

The extradition shall not take place before the expiration of fifteen days from the apprehension, and then only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime has been committed in the territory of the said State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition.

#### ARTICLE XI.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the State applied to shall admit as entirely valid evidence the sworn depositions or statements of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, provided such documents are signed or certified by a Judge, Magistrate, or officer of such State, and are authenticated by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other Minister of State.

#### ARTICLE XII.

If sufficient evidence for extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, he shall be set at liberty.

cargo la investigación sumaria del caso, exactamente como si la detención se hubiere efectuado por delito cometido en el mismo país.

#### ARTICULO X.

No se efectuará la extradición antes de quince días contados desde la fecha de la detención, y únicamente si la prueba que se presente fuere bastante según las leyes del Estado á que se reclama, ya para el enjuiciamiento del detenido si el delito se hubiera cometido en el territorio de dicho Estado, ó para su identificación si hubiere sido contenido por tribunales del Estado que lo reclame.

#### ARTICULO XI.

En las investigaciones que harán las autoridades del Estado á que se pida la extradición, conforme á las estipulaciones que anteceden, admitirán como enteramente válidas las pruebas deposiciones juradas ó declaraciones de testigos que se tomen en el otro Estado, ó copias de las unas y las otras, y también las órdenes y sentencias en él emitidas, debiendo tales documentos estar firmados ó certificados por un Juez, Magistrado ó empleado del Estado y autenticados por Secretario ó testigos ó sellados con el sello oficial del Ministro de Justicia ó de otro Ministro de Estado.

#### ARTICULO XII.

Si no se produjere dentro de dos meses de la fecha de la detención del fugitivo, suficiente prueba para fundar la extradición, el fugitivo será puesto en libertad.



## ARTICLE XIII.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension shall, if the competent authority of the State applied to for the extradition has ordered the delivery thereof, be given up when the extradition takes place; and the said delivery shall extend, not merely to the stolen articles, but to everything that may serve as a proof of the crime.

## ARTICLE XIV.

The High Contracting Parties renounce any claim for the reimbursement of the expenses incurred by them in the arrest and maintenance of the person to be surrendered and his conveyance till placed on board ship; they reciprocally agree to bear such expenses themselves.

## ARTICLE XV.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the Colonies and foreign possessions of His Britannic Majesty. The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of such Colonies or foreign possessions shall be made to the Governor or chief authority of such Colony or possession by the chief Consular officer of Nicaragua in such Colony or possession.

Such requisitions may be disposed of (subject always, as nearly as may be, to the provisions of this Treaty) by the said Governor or chief authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender or to refer the matter to his Government.

His Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make

## ARTICULO XIII.

Al efectuarse la extradición, se entregaran los artículos embargados que se hallen en poder de la persona reclamada al tiempo de su detención, si la autoridad competente del Estado á quien se haya pedido la extradición ordenase su entrega; y esta comprenderá no solo los efectos robados, sino también cuanto pueda servir como prueba del delito.

## ARTICULO XIV.

Les Altas Partes Contratantes renuncian toda pretensión al reembolso de los gastos que sufragen en la detención y mantenimiento de las personas reclamadas y su conducción á bordo de un buque. Recíprocamente sufragarán esos gastos.

## ARTICULO XV.

Las estipulaciones del presente Tratado serán aplicables á las colonias y posesiones de ultramar de Su Majestad Británica. El requerimiento para la entrega de un reo fugitivo que se haya refugiado en cualquiera de tales colonias ó posesiones de ultramar, lo formulará el agente consular superior de Nicaragua en aquella colonia ó posesión, dirigiéndolo al Gobernador ó autoridad superior de la misma. De este requerimiento conocerá y resolverá dicho Gobernador ó autoridad superior, sujeto siempre en cuanto sea posible á lo que este Tratado previene; pero tendrá libertad de conceder la extradición ó de someter el asunto á su Gobierno.

Sin embargo Su Majestad Británica tendrá libertad para efectuar

special arrangements in the British Colonies and foreign possessions for the surrender of Nicaraguan criminals who may take refuge within such Colonies and foreign possessions on the basis, as nearly as may be, of the provisions of the present Treaty.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal from any Colony or foreign possession of His Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

#### ARTICLE XVI.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in London within the period of six months from the date of signature.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and affixed thereto their respective seals.

Done in duplicate at Managua, the nineteenth day of April, one thousand nine hundred and five.

arreglos especiales en las colonias británicas ó posesiones de ultramar, basadas en cuanto sea posible, en las estipulaciones del presente Tratado, á fin de hacer la entrega de los reos nicaragüenses.

La demanda de extradición de un criminal fugitivo de cualquier colonia ó posesión de ultramar de Su Majestad Británica, se ajustará á las reglas prescritas en los artículos precedentes de este Tratado.

#### ARTICULO XVI.

El presente Tratado entrará en vigor diez días después de su publicación, de acuerdo con las formas prescritas por las leyes de las Altas Partes Contratantes. Cualquiera de las dos Altas Partes Contratantes podrá tenerlo por terminado notificando al efecto á la otra Parte dentro de un término que no sea de menos de seis meses ni más de un año.

Este Tratado se ratificará y las ratificaciones se canjearán en Londres dentro del término de seis meses contados desde la fecha de la firma.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente Tratado y selládolo con sus sellos.

Hecho por duplicado en Managua, el día diecinueve de Abril, de mil novecientos cinco.

(L. S.) HERBERT HARRISON.

(L. S.) ADOLFO ALTAMIRANO.



## DEUXIEME PARTIE

---

### CONFÉRENCES, CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

#### Protocoles de la Conférence de Paix entre le Japon et la Russie.

(août-septembre 1905).

(TEXTES ORIGINAUX).

---

#### PROTOCOLE PRÉLIMINAIRE

Dans la réunion du 9 Août 1905 qui a inauguré les pourparlers des Plénipotentiaires à Portsmouth, les questions suivantes ont été discutées et résolues de commun accord :

1. Concernant la langue de la Conférence, pour les documents et notes présentés par les Plénipotentiaires Japonais, le texte anglais doit faire foi, et le texte français pour ceux présentés par les Plénipotentiaires Russes. Le protocole de chaque séance qui mentionnera seulement les grandes lignes de délibérations et qui sera rédigé par les secrétaires respectifs (au nombre de trois de chaque côté) sera signé à une des prochaines séances par les Plénipotentiaires. Le traité, si tel était conclu, et les actes supplémentaires, seraient rédigés en langues anglaise et française, le texte français faisant foi.

2. Un secret absolu sera gardé sur les délibérations de Leurs Excellences les Plénipotentiaires. Les déclarations à faire à la presse seront élaborées en commun.

3. Les adjoints spécialistes ne seront pas invités à prendre part aux conférences. Leurs avis seront pris par les Plénipotentiaires, à titre de consultation. Toutefois, exception pourra être faite dans le cas où les deux Parties trouveront nécessaire d'inviter tel ou autre adjoint spécialiste.

4. On est convenu de se réunir comme règle générale tous les jours à deux reprises : de 9 1/2 à midi et de 3 h. à 5 h. 1/2. Dans le cas où

l'une des Parties désirerait faire un intervalle plus prolongé, un arrangement à cet effet devra être fait d'avance.

Fait en double exemplaire à Portsmouth, le 10 Août 1905.

(Signé) : SERGE WITTE.

(Signé) : JUTARO KOMURA

(Signé) : ROSEN.

(Signé) : K. TAKAHIRA.

---

## PROTOCOLE N° I

SÉANCE DU 10 AOUT 1905.

La séance est ouverte à 10 h. 15 du matin.

Étaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de MM. Sato, Adatci et Otchiai, Secrétaires de la Conférence ;

Pour la Russie :

M. Witte et le Baron Rosen, assistés de MM. de Plançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires des deux Parties ont procédé à la signature du document relatif à l'accord intervenu entre eux dans la réunion du 9 Août 1905, au sujet des préliminaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires des deux Parties s'étant ensuite communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, les Plénipotentiaires de Russie ont attiré l'attention des Plénipotentiaires du Japon sur deux points concernant les pleins pouvoirs japonais.

1. La copie de la traduction anglaise de ces pleins pouvoirs, telle qu'elle vient d'être transmise aux Plénipotentiaires de Russie, ne porte aucune signature qui certifie leur identité et l'exactitude de la traduction.

A ce sujet, le Baron Komura a fait observer qu'il est d'usage au Japon de ne point certifier les traductions des pleins pouvoirs, mais que si les Plénipotentiaires de Russie le désiraient, lui et M. Takahira s'empresseraient de munir le document en question de leur signature afin de certifier la conformité de la traduction au texte original. Après quoi, ils ont procédé à la signature dont il s'agit.

2. Le texte d'un passage des pleins pouvoirs japonais, concernant le droit du Souverain, avant de ratifier les stipulations, de les soumettre à un examen de substance et de forme différerait essentiellement du passage respectif dans les pleins pouvoirs russes.

A cet effet, les Plénipotentiaires de Russie ont remis aux Plénipotentiaires du Japon la note dont la copie est ci-jointe (Annexe N° I) déclarant que malgré la différence des textes, ils interpréteraient les pleins pouvoirs signés par S. M. l'Empereur de Russie dans les mêmes limites dans lesquelles sont donnés ceux présentés par les Plénipotentiaires du Japon.



Le Baron Komura déclarant à M. Witte que les pleins pouvoirs japonais étaient conformes à ceux donnés dans le but de conclure des traités, quelque importants qu'ils fussent, lui a demandé si le traité que les Plénipotentiaires Russes pourraient conclure n'avait pas besoin d'obtenir la ratification impériale pour être effectif. M. Witte ayant donné une réponse affirmative, le Baron Komura a fait remarquer que jusqu'à la ratification impériale, les limites des pouvoirs des Plénipotentiaires des deux parties sont les mêmes.

Après cet échange de vues, la question des pleins pouvoirs a été reconnue comme définitivement réglée.

Au moment d'aborder les questions essentielles, les Plénipotentiaires des deux Parties ont exprimé unanimement leur sincère désir de traiter ces questions avec une entière franchise, en passant sur les questions ne se rattachant pas directement aux conditions de paix ou concernant les détails qui ne pourraient qu'entraver la marche des négociations, et en cherchant le mode le plus expédient pour arriver à une solution favorable.

A cet effet, il a été convenu que les Plénipotentiaires du Japon présenteraient par écrit leurs conditions de paix et que, après avoir soumis ces conditions à un examen attentif, les Plénipotentiaires de Russie présenteraient leur réponse, également par écrit.

Il a été également convenu que les conditions de paix présentées par les Plénipotentiaires Japonais étant rédigées sous formes d'articles, la Conférence après avoir reçu la réponse des Plénipotentiaires Russes, adopterait le mode de discussion article par article.

Après cela, les Plénipotentiaires du Japon ont transmis aux Plénipotentiaires de Russie le texte ci-joint des conditions de paix, en langue anglaise (Annexe N° II) avec une traduction française (Annexe N° III), en faisant observer que cette traduction faite à la hâte, pourrait avoir quelques inexactitudes, et que le texte anglais en devait faire foi, comme il a d'ailleurs été convenu.

Pour terminer la séance, les Plénipotentiaires ont élaboré le texte ci-joint d'une communication à la presse (Annexe N° IV).

Les séances ont été ajournées jusqu'au moment où la réponse russe serait prête.

La séance est levée à 11 h. 50 du matin.

(Signé): SERGE WITTE.	(Signé): JUTARO KOMURA.
(Signé): ROSEN.	(Signé): K. TAKAHIRA.

#### Annexe N° I.

Portsmouth, le 28 juillet/10 août 1905.

Les soussignés, Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur de toutes les Russies ont l'honneur de signaler à la sérieuse attention de Leurs Excellences les Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur du Japon ce qui suit.

L'examen attentif des pleins pouvoirs de Leurs Excellences les Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur du Japon a constaté une diffé-

rence importante dans cet acte en le comparant avec les pleins pouvoirs signés par S. M. l'Empereur de Russie.

En vertu du texte de ce dernier document S. M. l'Empereur de Russie promet par Sa parole Impériale d'approuver et de confirmer tout ce que les Plénipotentiaires auront stipulé ou signé.

Tandis que dans la traduction anglaise des pleins pouvoirs des Plénipotentiaires du Japon il est dit « We shall examine all stipulations which our said Plenipotentiaries may agree upon, and finding such stipulations proper and in good and due form, we shall ratify them ».

Vu cette importante différence dans le texte des pleins pouvoirs respectifs, les soussignés se voient obligés de déclarer à Leurs Excellences les Plénipotentiaires du Japon qu'ils interprètent les pleins pouvoirs signés par S. M. l'Empereur, leur Auguste Maître, dans les mêmes limites dans lesquelles sont donnés ceux présentés par les Plénipotentiaires du Japon.

(Signé): SERGE WITTE.

(Signé): ROSEN.

A Leurs Excellences

les Plénipotentiaires du Japon.

#### Annexe N° II.

1. Russia, acknowledging that Japan possesses in Corea paramount political, military and economical interests, to engage not to obstruct or interfere with any measures of guidance, protection and control which Japan finds it necessary to take in Corea.

2. Engagement on the part of Russia to completely evacuate Manchuria within a period to be specified and to relinquish all territorial advantages and all preferential and exclusive concessions and franchises in that region in impairment of Chinese sovereignty or inconsistent with the principle of equal opportunity.

3. Japan to engage to restore to China, subject to the guarantee of reform and improved administration, all those portions of Manchuria which are in her occupation, saving only the regions affected by the lease of the Liao-tung Peninsula.

4. Japan and Russia reciprocally to engage not to obstruct any general measures common to all countries, which China may take for the development of the commerce and industries in Manchuria.

5. Saghalien and all islands appertaining thereto and all public works and properties to be ceded to Japan.

6. The lease of Port Arthur, Talien and adjacent territory and territorial waters together with all rights, privileges, concessions and franchises acquired by Russia from China, in connection with or as a part of such lease and all public works and properties to be transferred and assigned to Japan.

7. Russia to assign and transfer to Japan free of all claims and encumbrances, the railway between Harbin and Port Arthur and all its



branches together with all rights, privileges and properties appertaining thereto and all coal mines belonging to or worked for the benefit of the railway.

8. Russia to retain and work the Trans-Manchurian railway, subject to the terms and conditions of the concession under which it was constructed, and subject also to the condition that it is to be employed exclusively for commercial and industrial purposes.

9. Russia to reimburse to Japan the actual expenses of the war. The amount as well as the time and manner of such reimbursement to be agreed upon.

10. All Russian ships of war which, in consequence of damage received in battle, sought asylum in neutral ports and were there interned, to be surrendered to Japan as lawful prizes.

11. Russia to engage to limit her naval strength in the waters of the Extreme East.

12. Russia to grant to Japanese subjects full fishery rights along the coasts and in the bays, harbours, inlets and rivers of her possessions in the Japan, Okhotsk and Behring Seas.

---

### Annexe N° III.

#### *(Traduction)*

1. La Russie, reconnaissant que le Japon possède en Corée les intérêts prépondérants politiques, militaires et économiques, s'engage à ne point obstruer, ni intervenir en ce qui concerne des mesures de direction, de protection et de contrôle que le Japon considérera nécessaire de prendre en Corée.

2. La Russie s'engage à évacuer complètement la Manchourie dans une période qui sera à être déterminée, et à abandonner tous les avantages territoriaux et toutes les concessions et franchises préférentielles et exclusives qui sont attentatoires à la souveraineté de l'Empire Chinois ou qui sont incompatibles avec le principe de l'opportunité égale.

3. Le Japon s'engage à restaurer à la Chine, sous la garantie de réforme et de bonne administration, toutes les parties de la Manchourie qui sont à présent occupées par lui, excepté seulement les régions sur lesquelles le bail de la presqu'île de Liaotong a produit son effet.

4. Le Japon et la Russie s'engagent réciproquement à n'obstruer aucune mesure générale qui sera commune à toutes les nations et que la Chine pourra prendre pour le développement du commerce et de l'industrie en Manchourie.

5. Sakhaline, toutes les îles y appartenant ainsi que tous les travaux et propriétés publics seront cédés au Japon.

6. Le bail de Port Arthur, de Talién, des territoires et eaux territoriales adjacents, ainsi que tous les droits, privilèges, concessions et franchises acquis par la Russie de la Chine, comme ayant rapport avec,

ou comme partie de ce bail, de même que tous les travaux et propriétés publiques seront cédés au Japon.

7. La Russie s'engage à céder au Japon, libre de toutes réclamations et charges, le chemin de fer entre Harbine et Port Arthur, et tous ses embranchements avec tous les droits, privilèges et propriétés y appartenant, de même que toutes les mines de charbon appartenant au susdit chemin de fer ou en exploitation pour son profit.

8. La Russie retiendra et exploitera le chemin de fer transmanchourien, soumis aux termes et conditions de la concession en vertu de laquelle il a été construit, et de plus soumis à la condition qu'il doive être exclusivement employé dans le but commercial et industriel.

9. La Russie remboursera au Japon les dépenses réelles de la guerre. Le montant, le moment et le mode de ce remboursement seront convenus.

10. Tous les vaisseaux de guerre russes qui, par suite des dommages subis dans les combats, ont cherché l'asile dans les ports neutres et qui y étaient internés, sont à être remis au Japon comme prises légitimes.

11. La Russie s'engage à limiter sa force navale dans les eaux de l'Extrême-Orient.

12. La Russie concédera aux sujets japonais les pleins droits de pêche le long des côtes, ainsi que dans les baies, havres, anses et rivières de sa possession dans les Mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring.

---

#### Annexé N° IV.

Dans la séance du 10 Août 1905, la question des pleins pouvoirs a été réglée de sorte qu'il n'y a plus de difficultés à ce sujet. Après cela les Plénipotentiaires du Japon ont transmis aux Plénipotentiaires de Russie les conditions de paix par écrit. Il a été décidé que les Plénipotentiaires de Russie se mettront sans retard à l'étude de ce document et donneront au plus vite une réponse par écrit. Jusque là les séances de la Conférence seront ajournées.

---

#### PROTOCOLE N° II.

SÉANCE DU 12 AOUT 1905.

La séance est ouverte à 9 h. 45 a. m.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de MM. Sato, Adatei et Otchiai, Secrétaires de la Conférence ;



Pour la Russie :

M. Witte et le Baron Rosen, assistés de MM. de Plançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires ont procédé à la signature du Protocole de la séance précédente du 10 Août.

M. Witte a transmis ensuite à M. le Baron Komura la réponse des Plénipotentiaires de Russie aux conditions de paix présentées par les Plénipotentiaires du Japon à la séance précédente.

Ci-joint copie de cette réponse en langue française (Annexe N° 1).

Sur la demande des Plénipotentiaires du Japon, il a été décidé d'interrompre la séance et de la reprendre quand les Plénipotentiaires du Japon auront notifié aux Plénipotentiaires de Russie qu'ils avaient pris connaissance du document russe et qu'ils étaient prêts à procéder à la discussion des conditions de paix article par article.

Le Baron Komura ayant attiré l'attention de M. Witte sur certains articles de journaux concernant les négociations de la Conférence, M. Witte a répondu que le seul moyen d'éviter ces malentendus serait de publier tout ce qui se passe à la Conférence. On s'est engagé mutuellement à faire à l'avenir plus d'attention à l'égard des correspondances des journaux.

On a élaboré le texte d'une communication à la presse (Annexe N° II).

La séance s'est terminée à 10 heures 1/2 du matin.

---

A trois heures, la séance est réouverte sur l'invitation des Plénipotentiaires du Japon.

En procédant à la délibération sur l'article premier des conditions de paix, le Baron Komura a transmis à M. Witte une nouvelle rédaction de cet article en langue anglaise (Annexe N° III).

Après en avoir pris connaissance, les Plénipotentiaires de Russie ont attiré l'attention des Plénipotentiaires du Japon sur les points suivants :

1° Dans le projet russe, il y avait une clause spéciale disant que les mesures que le Japon prendrait en Corée ne devaient pas porter atteinte aux droits souverains de l'Empereur de Corée. Dans la nouvelle rédaction japonaise de l'Article I, cette clause se trouve omise. Les Plénipotentiaires de Russie ont fait remarquer à ce sujet qu'il était indispensable, au point de vue international, de maintenir cette clause dans le traité, que ce n'était qu'une question de principe et de forme, que la Russie n'avait aucune intention d'empêcher les mesures japonaises en Corée, mais qu'elle ne pourrait à elle seule signer l'anéantissement de la souveraineté de ce pays, car cela pourrait donner lieu à des protestations de la part d'autres Puissances également intéressées au sort de la Corée, et qu'il serait très imprudent de la part du Japon comme de la part de la Russie de ne pas insérer la clause en question.

Les Plénipotentiaires du Japon ont répondu que de leur côté ils ne pouvaient, au contraire, admettre dans le traité l'existence d'une telle clause, puisque de fait cette indépendance n'existait plus dans toute sa plénitude.

Après avoir échangé leurs opinions à ce sujet, les Plénipotentiaires ont décidé de ne pas mentionner du tout dans l'Article I la question de

la souveraineté de l'Empereur de Corée, mais d'insérer dans le Protocole la décision suivante : « Les Plénipotentiaires du Japon déclarent qu'il est entendu que les mesures que le Japon peut trouver nécessaire de prendre en Corée à l'avenir et qui portent atteinte à la souveraineté de ce pays seront prises d'accord avec le Gouvernement de Corée ».

2<sup>o</sup> La seconde question qui a soulevé des débats était celle des mesures militaires à prendre sur la frontière russo-coréenne. La version russe de cette clause était : « Le Japon.... s'abstiendra de prendre des mesures qui pourraient menacer la sécurité du territoire russe limitrophe de la Corée ». La nouvelle rédaction japonaise élargissait le sens de cette clause et imposait la même obligation à la Russie par rapport au territoire coréen.

Les Plénipotentiaires de Russie, reconnaissant la justesse de cette réciprocité, ont consenti à l'extension de la clause dont il s'agit, mais ils ont ajouté que la Russie ne pourrait pas être tenue à démanteler les fortifications d'un caractère permanent ayant déjà existé sur la frontière avant la guerre. Les Plénipotentiaires du Japon ont fait remarquer que la clause susmentionnée ne concernait que des fortifications d'une nature provisoire que les deux Parties auraient construites depuis l'ouverture des hostilités et d'autres mesures militaires qu'elles pourraient prendre à l'avenir. Les Plénipotentiaires des deux Parties sont tombés d'accord pour régler la question dans le sens indiqué ci-dessus.

Les Plénipotentiaires de Russie ont ensuite fait remarquer que la rédaction d'un autre passage du premier Article ne leur paraissait pas assez claire. La rédaction russe du passage en question était : « La Russie et les sujets russes jouiront en Corée de tous les droits qui appartiennent ou appartiendront aux autres Puissances étrangères et à leurs ressortissants ». Les Plénipotentiaires du Japon ont ajouté en tête de cette phrase les mots suivants : « subject to the above engagement ». D'après les Plénipotentiaires Russes, l'insertion de ces mots pourrait signifier que la Russie et les Russes ne jouiraient pas en Corée de tous les droits qui y appartiennent aux autres Puissances et à leurs ressortissants, mais seulement d'une partie de ces droits, limitée par l'engagement précédent.

Les Plénipotentiaires de Russie ne sauraient donc admettre une pareille rédaction qui, selon eux, mettrait les sujets russes en Corée dans une situation moins favorable que les ressortissants des autres pays.

M. le Baron Komura a fait observer que le Japon n'avait aucune intention d'éliminer les sujets russes des traitements accordés aux ressortissants d'autres Puissances, mais que pour rendre plus claire la stipulation du début de l'Article, il était indispensable d'ajouter les mots en question, et que le résultat serait que les sujets russes jouiront en Corée des mêmes droits que les ressortissants d'autres Puissances. Après une délibération prolongée, les Plénipotentiaires de Russie ont promis de présenter à la séance prochaine une nouvelle rédaction qui rendrait exactement l'idée de M. le Baron Komura.

On a arrêté le texte d'une communication à la presse (Annexe N<sup>o</sup> IV).

La séance a été terminée à 6 h. 1/2.

(Signé) : SERGE WITTE. (Signé) : JUTARO KOMURA.

(Signé) : ROSEN. (Signé) : K. TAKAHIRA.



## Annexe N° I.

1. Le premier article ne soulève pas d'objection. Le Gouvernement Impérial, reconnaissant que le Japon possède en Corée des intérêts prépondérants politiques, militaires et économiques, est prêt à s'engager à ne point obstruer ni intervenir en ce qui concerne les mesures de direction, de protection et de contrôle que le Japon considérera nécessaire de prendre en Corée. Il va sans dire que la Russie et les sujets russes jouiront de tous les droits qui appartiennent ou appartiendront aux autres Puissances Etrangères et à leurs ressortissants. Il est également entendu que la mise en vigueur par le Japon des mesures susmentionnées ne portera pas atteinte aux droits souverains de l'Empereur de Corée. En ce qui concerne particulièrement les mesures militaires, le Japon, dans le but d'éloigner toute cause de malentendu, s'abstiendra de prendre des mesures qui pourraient menacer la sécurité du territoire russe limitrophe de la Corée.

2. Le Gouvernement Impérial est prêt à accepter la première partie de cet article, et est disposé à faire évacuer par ses troupes la Manchourie simultanément avec l'évacuation des troupes japonaises ; les détails et termes d'évacuation pourraient être arrêtés ultérieurement. Quant à la dernière partie de cet article, le Gouvernement Impérial est prêt à déclarer qu'il n'a aucune prétention à des privilèges territoriaux, concessions ou facilités exclusives qui seraient de nature à menacer les droits souverains de l'Empire de Chine et qui seraient incompatibles avec le principe d'égalité de droits. Le Gouvernement Impérial est disposé à donner à cet effet les garanties nécessaires. Ce principe de fond une fois établi, les Plénipotentiaires de Russie proposent aux Plénipotentiaires du Japon de préciser le désir du Gouvernement du Japon concernant cette partie de l'article 2, et ils déclarent que le Gouvernement Impérial est disposé à éliminer tout ce qui pourrait porter préjudice aux intérêts du Japon ou des autres Puissances. La seule entreprise privée russe en Manchourie ayant un caractère public est le chemin de fer de l'Est Chinois ; l'examen des questions se rattachant à ce chemin de fer se trouve du reste spécialement traité dans d'autres articles.

3. Le Gouvernement Impérial est prêt à accepter cet article, mais il va sans dire que la Russie et les sujets russes conserveront dans ces parties de la Manchourie tous les droits qui y appartiennent ou appartiendront aux autres Puissances Etrangères et à leurs ressortissants. Pour ce qui est des régions sur lesquelles s'étend le bail de la presqu'île de Liaotong, la Russie est disposée à céder au Japon ses droits aux régions dont il s'agit. Cependant, vu les droits souverains de la Chine à ces régions et les traités passés à cet effet avec le Gouvernement de Chine, une pareille cession ne pourrait se faire autrement qu'en vertu d'une entente avec cette dernière.

4. En accédant entièrement aux principes émis dans cet article, le Gouvernement Impérial déclare que si cette stipulation n'avait pas été insérée dans les conditions proposées par le Japon, la Russie se ferait un devoir de la proposer elle-même.

5. Les anciens droits de la Russie à l'Ile de Sakhaline existaient déjà à une époque où le Japon ne possédait, ou du moins n'exerçait, aucuns droits de propriété sur la majeure partie de cette Ile. D'un autre côté, Sakhaline n'est que la continuation naturelle des possessions russes en Asie, vu que cette Ile est séparée du continent par un détroit d'une très petite profondeur et d'une largeur de 7 verstes. En vertu de ces considérations la Russie ne saurait consentir à une cession de cette Ile, mais elle est en même temps toute disposée à reconnaître au Japon le droit d'exploiter largement les pêcheries maritimes et autres entreprises commerciales dans cette Ile. Les conditions d'une pareille exploitation pourraient faire l'objet d'un arrangement spécial.

6. Le Gouvernement Impérial n'aurait pas d'objections à cet article, mais vu les droits souverains de la Chine aux territoires énumérés, la Russie ne pourrait céder ses droits au Japon sans un accord préalable avec la Chine. Il va sans dire que les droits des particuliers dans toute la région sur laquelle s'étend le bail conclu entre la Russie et la Chine, devront rester intacts.

7. Le Gouvernement Impérial accepte en principe cet article, à la condition toutefois qu'il ne pourrait se dessaisir que de la partie du chemin de fer se trouvant actuellement occupée de fait par les troupes Japonaises. La station terminale du tronçon à céder dans ces conditions devra être déterminée d'un commun accord. Il est cependant indispensable d'avoir en vue que c'est à une compagnie privée que la concession pour construire et exploiter la ligne a été accordée par la Chine qui en conserve les droits souverains, et que l'occupation militaire ne devrait porter aucune atteinte aux droits de cette compagnie. Le Gouvernement Impérial est prêt à prendre sur lui de s'entendre avec ladite compagnie tout en autorisant le Gouvernement de Chine à user dès à présent du droit de racheter la ligne en question. La prime de rachat qui revient à la compagnie serait cédée au Japon (1).

8. Cet article ne soulèvera pas d'objections. La Compagnie du Chemin de fer se conformera strictement — en ce qui concerne l'exploitation de la ligne magistrale de la Manchourie ainsi que du tronçon de la branche sud-manchourienne qui restera en sa possession — aux termes de l'acte de la concession du 27 Août (8 Septembre) dont le § 8 stipule que les troupes ainsi que le matériel de guerre russe qui seraient transportés sur la ligne, ne doivent pas subir d'arrêts sur le territoire chinois.

9. La Russie ne saurait consentir aux stipulations de cet article. Seuls les pays vaincus remboursent les frais de guerre, mais la Russie n'est pas vaincue. Un pays ne saurait se reconnaître comme tel, alors que son territoire a été à peine attaqué par l'ennemi. Quand même le Japon se serait emparé de toute la Province Maritime de l'Amour, les forces vitales de la Russie ne s'en trouveraient nullement atteintes et elle continuerait la lutte. Dans le cas seulement où les Armées Japo-

---

(1) En vertu du § 11 de l'acte du 27 Août (8 Septembre) 1896 concédant à la Banque Russo-Chinoise la construction du chemin de fer, — acte qui fut confirmé par la convention du 12/24 Juin 1898 pour la construction de la branche sud-manchourienne, — le Gouvernement de Chine a le droit de racheter la ligne à l'expiration du terme de 36 ans après le jour de l'achèvement et de l'ouverture de la ligne.



naïses victorieuses auraient envahi l'intérieur de la Russie la nation pourrait comprendre qu'on soulevât des questions de remboursement de frais de guerre. Les Plénipotentiaires de Russie croient devoir attirer l'attention des Plénipotentiaires du Japon sur le fait que même au Congrès de Paris qui a lieu après la prise de Sébastopol, les alliés n'ont pas cru possible de soulever la question d'un remboursement de frais de guerre. Ceux-ci ne sont remboursés que par les pays qui n'ont plus de moyens de continuer la guerre, ce qui n'est en aucune façon le cas de la Russie.

Mais tout en refusant de rembourser les frais de guerre, le Gouvernement Impérial reconnaîtra équitable d'indemniser le Japon de celles des dépenses qu'il aurait effectuées non pas pour la guerre elle-même et au préjudice de la Russie, mais pour le bien de ceux des Russes qui ont souffert par le fait de la guerre. Telles sont les dépenses pour l'entretien des prisonniers de guerre, pour le soin des malades et autres.

10. La Russie ne saurait consentir à cette demande. Il paraît qu'il est difficile de trouver dans la pratique des relations internationales des précédents qui pourraient servir à l'appui d'une pareille exigence. En outre, cette demande ne s'accorde guère avec les intentions pacifiques qui devraient animer les deux Parties négociantes. Les avantages matériels qui seraient acquis par le Japon si les navires russes se trouvant dans des ports neutres lui étaient remis, seraient comparativement minimes. Mais le consentement à une pareille clause serait incompatible avec la dignité de la Russie.

11. La Russie ne saurait consentir à un pareil engagement imposé par une Puissance Etrangère, car ce serait également incompatible avec sa dignité. Le Gouvernement Impérial se croit cependant à même de pouvoir déclarer qu'il n'entre pas dans ses vues, dans un avenir proche, d'entretenir dans les eaux du Pacifique des forces navales considérables.

12. La Russie serait prête à s'entendre avec le Japon pour concéder aux sujets japonais des droits de pêche sur les côtes des Mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring. Ces droits ne pourraient cependant s'étendre que sur les côtes des mers elles-mêmes, sans toucher aux anses et fleuves. Il va sans dire que les droits déjà appartenants dans cette région à des sujets russes ou étrangers devraient rester en vigueur.

---

#### Annexe N° II.

In the sitting of Saturday morning this August 12, Their Excellencies Plenipotentiaries of Russia, have handed their reply in writing to the note presented the day before yesterday by Their Excellencies Plenipotentiaries of Japan. It has been decided that the next Conference meet when Their Excellencies Plenipotentiaries of Japan notified that they have studied the document and are ready to continue the deliberation which will be held to-day at 3 o'clock or to-morrow afternoon same hour.

---

## Annexe N° III.

1. The Imperial Russian Government, recognizing that Japan possesses in Corea paramount political, military and economical interests, is ready to engage neither to obstruct nor interfere with the measures of guidance, protection and control which Japan will consider necessary to take in Corea. It is a matter of course that, subject to the above engagement, Russia and Russian subjects will enjoy all rights that belong or will belong to any other Powers and their subjects or citizens. It is further understood that in order to remove all causes of misunderstanding Japan and Russia will mutually abstain from taking the measures on the Russo-Corean frontier, which might menace the security of Russian or Corean territory.

---

## Annexe N° IV.

Les Plénipotentiaires Japonais, ayant étudié la réponse russe à leurs Conditions de paix, la Conférence s'est réunie de nouveau à 3 h. de l'après-midi pour procéder à leur discussion article par article. La séance a été levée à 7 heures. Demain, étant dimanche, il n'y aura pas de séance matinale, et les Plénipotentiaires se réuniront à 3 heures de l'après-midi pour continuer leurs délibérations.

---

## PROTOCOLE N° III.

SÉANCE DU 14 AOUT 1905.

La séance a été ouverte à 10 heures du matin.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de MM. Sato, Adatci et Otchiai, Secrétaire de la Conférence ;

Pour la Russie :

M. Witte et le Baron Rosen, assistés de MM. de Plançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires de Russie ont présenté le texte du premier Article rédigé en conformité des principes émis au cours des discussions qui ont eu lieu à ce sujet à la séance précédente (Annexe N° 1).

Les Plénipotentiaires du Japon n'ayant trouvé aucune objection à cette rédaction, le texte du premier Article a été reconnu comme définitivement fixé.

Les Plénipotentiaires ont procédé à l'examen du deuxième Article dont un projet a été présenté par le Baron Komura (Annexe N° II).

Après avoir pris connaissance de ce document, les Plénipotentiaires de Russie ont fait remarquer qu'en stipulant les engagements de la



Russie, ce projet ne disait rien des engagements du Japon et que dans le but de maintenir dans cette question une entière réciprocité, il fallait étendre les mêmes engagements sur le Japon et dire que la Russie et le Japon s'engagent mutuellement, etc.

Le Baron Komura a répondu que les engagements du Japon se trouvaient déjà stipulés dans l'Article III et que l'Article présent ne concernait que la Russie.

M. Witte a fait remarquer qu'il n'avait pas d'objection à consigner les obligations des deux Parties dans deux articles différents, mais que dans ce dernier cas les obligations des deux côtés devraient être rédigées identiquement. Il a ajouté qu'à son avis il était préférable de combiner les deux engagements dans un seul article.

Les Plénipotentiaires du Japon ont accédé à cet avis. Ils ont proposé d'omettre entièrement l'Article III, et de réunir les engagements du Japon qu'il contenait avec ceux de la Russie faisant l'objet du second Article.

Cette proposition a été unanimement adoptée par la Conférence et la première partie du deuxième Article a été définitivement arrêtée comme suit :

« Le Japon et la Russie s'engagent mutuellement : 1<sup>o</sup> à évacuer complètement et simultanément la Manchourie, à l'exception du territoire sur lequel s'étend le bail de la presqu'île de Liaotong, conformément aux dispositions d'un article additionnel ; 2<sup>o</sup> à restituer entièrement et complètement à l'administration exclusive de la Chine toutes les parties de la Manchourie qui sont occupées maintenant par les troupes russes ou japonaises ou qui sont sous leur contrôle, à l'exception du territoire sus-mentionné ».

Continuant l'étude du deuxième Article, les Plénipotentiaires ont échangé leurs opinions sur le passage du projet concernant l'engagement de la Russie de n'émettre ni d'appuyer à l'avenir aucune prétention à des privilèges, etc. en Manchourie qui porteraient atteinte à la souveraineté de la Chine ou qui seraient incompatibles avec le principe d'opportunité égale.

M. Witte a développé à ce sujet les idées suivantes :

1<sup>o</sup> Il tenait à préciser que tout droit acquis en conformité des lois, dans des limites déterminées, et sans restriction à d'autre d'acquérir pareils bénéfices, ne peut être considéré comme privilège ou monopole, mais doit être reconnu comme droit légal et indiscutable. La Russie n'a jamais fait de restriction ni aux sujets russes ni aux étrangers d'acquérir pareils droits en Manchourie et elle tient à ce que tous les droits qui existent déjà à ce titre soient maintenus. Mais la Russie n'a jamais émis, appuyé ou sanctionné des droits exclusifs qui répondraient à l'idée de monopole ou de privilège et qui porteraient atteinte à la souveraineté de la Chine.

Le Baron Komura a fait remarquer que certains engagements passés entre les Tsian-Tsuns de Manchourie et des autorités russes concernant, par exemple, l'exploitation des mines dans la province du Girin portaient le caractère de monopole ou de privilège exclusif incompatible avec le principe précité. Il a signalé en outre que le Gouvernement Russe exerçait dans certains endroits — à Harbine par exemple — sur un

terrain beaucoup plus étendu qu'il ne fût nécessaire pour l'exploitation du chemin de fer, une autorité administrative, de sorte que les sujets japonais s'y trouvaient à la merci du Gouvernement Russe ne pouvant jouir des droits qu'ils possédaient en vertu du traité entre le Japon et la Chine.

M. Witte a répondu qu'il ne connaissait pas d'engagements ou concessions de mines qui auraient le caractère de monopole ou de privilège exclusif, et que s'il existait réellement de pareils engagements ou concessions, ils n'étaient que des actes des agents russes dépourvus de la sanction impériale et qu'ils devraient être et seraient annulés. En ce qui concerne l'état des choses à Harbine, il a déclaré que la seule autorité exercée par la Russie à Harbine était celle du propriétaire dans son bien acquis légalement et de police — ce qui était aussi stipulé par la concession. Il a ajouté que par ces actes les droits publics, tels que le droit de juridiction des étrangers n'étaient nullement atteints. Quant à la concession du chemin de fer de l'Est Chinois, elle a été accordée par la Chine elle-même en vertu d'un traité et aucun paragraphe de cette concession ne contient d'infraction aux droits de toute autre personne ou compagnie d'acquérir les mêmes droits en Manchourie.

2<sup>o</sup> M. Witte a déclaré en outre que les Plénipotentiaires de Russie n'auraient pas d'objections à constater dans l'article en question l'état actuel de choses, à savoir que pour le moment il n'y a pas de concessions ou monopoles en Manchourie, mais que la Russie ne pouvait prendre aucun engagement à ce sujet pour l'avenir, à moins que cet engagement ne fût mutuel pour la Russie et le Japon.

Après cet échange de vues, les Plénipotentiaires ont décidé sur la proposition du Baron Komura de terminer l'article II par la déclaration suivante :

« Le Gouvernement Impérial de Russie déclare qu'il n'a point en Manchourie d'avantages territoriaux ou concessions ou franchises préférentielles ou exclusives de nature à porter atteinte à la souveraineté de la Chine ou incompatibles avec le principe d'opportunité égale ».

Quant à la concession du chemin de fer de l'Est Chinois, les Plénipotentiaires ont décidé de ne pas en faire mention dans l'Article II, vu que cette question est traitée spécialement dans d'autres articles, mais d'enregistrer dans le Protocole la clause suivante :

« Les Plénipotentiaires du Japon et de Russie, dans le but d'éviter toute cause de malentendu à l'avenir, déclarent que la concession de la construction et de l'exploitation du chemin de fer de l'Est Chinois en Manchourie n'est pas incompatible avec le principe de la porte ouverte et du traitement égal, et que dans les limites du terrain acquis en vertu de cette concession les sujets de Sa Majesté l'Empereur du Japon ainsi que les ressortissants d'autres Puissances étrangères jouiront des mêmes droits et privilèges que ceux de Sa Majesté l'Empereur de Russie ».

Il a été également convenu que la même clause serait insérée dans le protocole de la séance qui aurait pour objet la ligne de chemin de fer Sud-Manchourienne.



Les discussions terminées, le texte du deuxième Article a été reconnu définitivement arrêté.

Après avoir rédigé un communiqué à la presse (Annexe N° III), la Conférence a été terminée à 6 h. du soir.

(Signé) : SERGE WITTE. (Signé) : JUTARO KOMURA.

(Signé) : ROSEN. (Signé) : K. TAKAHIRA.

---

#### Annexe N° I.

##### (ENGLISH TEXT)

The Imperial Russian Government, acknowledging that Japan possesses in Corea paramount political, military and economical interests, engage neither to obstruct nor interfere with the measures of guidance, protection and control which Japan will find it necessary to take in Corea. It is understood that Russian subjects in Corea shall be treated exactly in the same manner as the subjects or citizens of other foreign Powers, that is to say, they shall be placed on the same footing as the subjects or citizens of the most favoured nation. It is also agreed that, in order to avoid all cause of misunderstanding, Japan and Russia will abstain, on the Russo-Corean frontier, from taking any military measure which may menace the security of Russian or Corean territory.

##### (TEXTE FRANÇAIS)

Le Gouvernement Impérial Russe, reconnaissant que le Japon possède en Corée les intérêts prépondérants politiques, militaires et économiques, s'engage à ne point obstruer ni intervenir en ce qui concerne des mesures de direction, de protection et de contrôle que le Japon considérera nécessaire de prendre en Corée. Il est entendu que les sujets russes en Corée seront traités exactement de la même manière que les ressortissants des autres pays étrangers, à savoir qu'ils seront placés sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Il est de même convenu que pour éviter toute cause de malentendu, le Japon et la Russie s'abstiendront sur la frontière russo-coréenne de toute mesure militaire qui pourrait menacer la sécurité du territoire russe ou coréen.

---

#### Annexe N° II.

##### (ENGLISH TEXT)

2. Taking note of the acceptance by the Plenipotentiaries of Russia of the first part of Article 2 and having regard to their declaration concerning the remaining portions of the same Article, the Plenipotentiaries of Japan propose to modify the stipulation in the following sense :

The Imperial Russian Government engage completely to evacuate Manchuria simultaneously with Japan in accordance with the provisions

of the separate Article annexed to the Treaty of Peace. The Imperial Russian Government also engage fully and completely to restore to the exclusive administration of China all portions of Manchuria which are in their occupation or under their control and they declare that they have not now, and that they will not hereafter advance or support, any claim to any territorial advantages or preferential or exclusive concessions or franchises in Manchuria in impairment of Chinese sovereignty or inconsistent with the principle of equal opportunity.

The Plenipotentiaries of Japan deem it essential to fix definitely by means of a separate Article, the details and terms of simultaneous evacuation. The Plenipotentiaries of Japan were under the impression that Russia and Russian subjects possessed several concessions and franchises in Manchuria which trench upon the sovereignty of China or disregard the principle of equal opportunity. The sole desire of the Imperial Government is to fully restore Chinese sovereignty and administration in that region and to revive the principle of equal treatment for all.

The questions connected with the Eastern Chinese Railway will be considered under Articles VII and VIII.

(TEXTE FRANÇAIS)

(Traduction).

2. Prenant acte de l'acceptation par Leurs Excellences les Plénipotentiaires de Russie de la première partie de l'article et eu égard à leur déclaration en ce qui concerne les autres parties du même article, les Plénipotentiaires du Japon leur proposent de modifier la stipulation dans le sens suivant :

Le Gouvernement Impérial de Russie s'engage à évacuer complètement la Manchourie simultanément avec le Japon conformément aux dispositions de l'article séparé qui se trouve annexé au Traité de Paix. Le Gouvernement impérial de Russie s'engage, de plus, à restaurer entièrement et complètement à l'administration exclusive de la Chine toutes les parties de la Manchourie qui sont occupées par la Russie ou qui sont sous le contrôle russe. Le Gouvernement Impérial déclare, en outre, qu'il n'a pas à présent et qu'il n'émettra ni appuiera à l'avenir aucune prétention aux avantages territoriaux ou aux concessions ou franchises préférentielles ou exclusives quelconques, qui porteront atteinte à la souveraineté de la Chine ou qui seront incompatibles avec le principe de l'opportunité égale.

Les Plénipotentiaires du Japon estiment qu'il est essentiel de fixer définitivement, au moyen d'un article séparé, les détails et les termes de l'évacuation simultanée. Les Plénipotentiaires du Japon avaient une impression que la Russie et les sujets russes possédaient plusieurs concessions et franchises en Manchourie, qui portaient atteinte à la souveraineté de la Chine ou qui méconnaissaient le principe de l'opportunité égale. Le seul désir du Gouvernement Impérial du Japon est de restaurer entièrement la souveraineté et l'administration chinoises dans cette région et de faire revivre le principe du traitement égal pour tous.

Les questions se rattachant au chemin de fer de l'Est Chinois seront traitées dans les Articles VII et VIII.



## Annexe N° III.

Dans la séance du matin du 14 août, le texte de l'Article I a été définitivement arrêté. Dans la séance de l'après-midi, les Articles II et III ont été discutés et arrêtés, et à 6 heures la séance a été levée.

---

## PROTOCOLE N° IV.

SÉANCE DU 15 AOUT 1905.

La séance est ouverte à 10 h. du matin.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de MM. Sato, Adatci et Otchiaï, Secrétaires de la Conférence ;

Pour la Russie :

M. Witte et le Baron Rosen, assistés de MM. de Plançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires ont procédé à la discussion de l'Article IV, concernant l'engagement de la Russie et du Japon pour ne pas obstruer les mesures que la Chine pourra prendre pour le développement du commerce et de l'industrie en Manchourie.

Prenant acte de l'assentiment de la Russie à cet Article, les Plénipotentiaires du Japon ont exprimé leur satisfaction à ce sujet.

Le Baron Komura, signalant ensuite le fait que, lorsque le Japon, au cours de la négociation d'un nouveau traité sino-japonais à la suite de l'arrangement général intervenu après les désordres des boxeurs en 1900, a demandé à la Chine d'ouvrir quelques endroits en Manchourie au commerce étranger, la Russie a présenté une objection, qui, quoique retirée plus tard, restait toujours pour les villes le long du chemin de fer — a exprimé, dans le but d'éviter tout malentendu à l'avenir, le désir de s'assurer des intentions de la Russie relativement à des ports et endroits ouverts ou à être ouverts au commerce étranger en Manchourie. M. Witte a répondu que ces faits se rapportaient à une époque où la Manchourie, était dans un état de trouble et se rattachaient seulement à quelques stations de chemin de fer. Il a ajouté que la Russie s'engageait à ne point s'opposer à l'ouverture de n'importe quels ports et endroits en Manchourie au commerce étranger, mais que ce serait à condition que cet engagement fût réciproque et comprît la région de Liaotong. .

Le Baron Komura a accepté cette manière de voir et a déclaré que le Japon n'aura pas d'objection à maintenir le port de Dalny ouvert au commerce étranger dans les mêmes conditions qu'il l'a été lors de l'administration russe.

Les Plénipotentiaires étant tombés d'accord sur les points ci-dessus, l'Article IV a été reconnu comme définitivement arrêté (Annexe N° 1).

La Conférence a procédé ensuite à la discussion de l'Article V, concernant l'Ile de Sakhaline.

Les Plénipotentiaires du Japon ont présenté un mémoire en langue anglaise avec traduction française (Annexes N<sup>os</sup> II et III) qui énumérait les raisons pour lesquelles ils ne pouvaient partager les vues et conclusions à ce sujet des Plénipotentiaires de Russie.

Ayant pris connaissance de ce document, les Plénipotentiaires de Russie ont déclaré qu'ils se voyaient néanmoins dans l'impossibilité de changer l'opinion exprimée dans leur réponse à l'Article V ; ils ont ajouté que la Russie se rendait bien compte de la situation actuelle en Extrême Orient, mais qu'elle ne pouvait envisager la prise de Sakhaline autrement que comme un acte de fait et non de droit.

Sur l'invitation du baron Komura d'exposer les motifs de ce point de vue, M. Witte a dit :

La Russie est prête à faire toutes les concessions qui sont compatibles avec sa dignité nationale ; la preuve en est toutes les concessions déjà faites à cette même Conférence dans des questions d'une bien plus grande importance matérielle, mais ne touchant pas à la dignité de la Russie. Mais la cession d'un territoire qui a été acquis de plein droit, en vertu d'un traité reconnu par le Japon et par l'univers entier, territoire qui a fait partie de l'Empire pendant une période de plus de 30 ans serait un acte, auquel la Russie, dans l'état actuel des choses, ne se voit pas réduite à consentir.

Le Baron Komura a répondu en substance par les considérations suivantes :

Vu un grand nombre de précédents historiques de cessions territoriales par des grandes Puissances, il ne pourrait y avoir aucune question de susceptibilité nationale dans le cas présent. La Russie qui a souvent demandé des cessions territoriales maintient pourtant de bons rapports avec les pays voisins. Il est d'ailleurs nécessaire de régler ici cette question, pour ne pas pousser les choses à l'extrême. La possession de Sakhaline est pour le Japon une question essentiellement vitale et de sécurité nationale, tandis qu'elle n'est pour la Russie qu'une question d'intérêts ayant peu de rapport avec les parties vitales de la Russie.

Depuis près de 250 ans, lorsqu'il n'y avait encore point de Russes dans ces parages, le Japon exerçait déjà son droit sur certaines parties de l'île. En 1624, les premiers officiers japonais ont occupé l'île, et ce n'est qu'en 1803 que les Russes l'ont visitée ; ils n'ont occupé l'Amour et Sakhaline qu'en 1850. Les négociations entre le Japon et la Russie commencées en 1851 et terminées par le traité de 1875 ont créé, il est vrai, un titre de droit en faveur de la Russie. Mais le sentiment populaire au Japon ne reconnaît pas l'équité de cette transaction et a toujours envisagé les actes de la Russie par rapport à Sakhaline comme agressifs et comme cas de force majeure. Au point de vue géographique, Sakhaline est la continuation de la chaîne des îles japonaises ; au point de vue stratégique, sa possession est indispensable pour sauvegarder la sécurité du Japon.

M. Witte a dit : « Voici les faits historiques tels qu'ils ressortent de documents indiscutables. Jusqu'en 1875 le Japon n'avait à Sakhaline que quelques pêcheries dans l'extrême Sud peu nombreuses et éparses. Quant à la partie Nord de l'île, elle était à peu près inconnue et n'appartenait à personne.



» Le premier titre de possession a été créé par le traité de 1875, en vertu duquel le Japon a reconnu les droits de la Russie à Sakhaline en échange des îles Kouriles. Au point de vue économique, je reconnais sa grande importance pour le Japon et c'est là, à mon avis, la principale raison pour laquelle le peuple japonais tient à la possession de l'île. C'est pour cela aussi que nous sommes disposés à faire au Japon toutes les concessions possibles surtout pour les pêcheries ; mais la jouissance de ces pêcheries n'exige pas une possession politique de l'île. A ce point de vue, je me réfère à une phrase que le Baron Komura a prononcée tout à l'heure, il a dit qu'en 1850, quand les Russes s'étaient rendus maîtres du territoire de l'Amour, ils ont aussi pris possession de Sakhaline. Cela prouve, que déjà à cette époque, la possession de Sakhaline était reconnue indispensable pour la sécurité de la région de l'Amour. La guerre actuelle a suffisamment démontré que la Russie n'a jamais eu l'intention de faire de Sakhaline une base d'agression contre le Japon, mais elle a pour nous une grande valeur défensive ; c'est une sentinelle à notre porte, et c'est peut-être cela qui tente le Japon ; il voudrait être cette sentinelle à la porte du voisin. Si l'on envisage la question au point de vue de la stabilité de la paix à laquelle nous travaillons ici, j'affirme qu'elle le sera bien davantage si Sakhaline reste dans la possession de la Russie que si elle passe au Japon. L'histoire nous démontre que l'annexion de territoires après les guerres entres voisins créait toujours des rancunes prolongées. L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne en 1871, reste jusqu'à présent la principale source de discorde entre les deux peuples voisins. Au contraire, en 1866 l'Allemagne, sur les instances du prince Bismark, s'est abstenue d'annexer aucune partie de l'Autriche — et le résultat de cette sagesse a été une alliance qui dure jusqu'aujourd'hui. Le sentiment national russe ne pourrait admettre la perte d'un territoire qui a été longtemps dans la possession légale et paisible de la Russie ; un événement pareil créerait dans tout le pays un sentiment unanime de mécontentement, peu favorable à l'œuvre de pacification de l'Extrême Orient qui est l'objet de nos plus ardents désirs ».

Le Baron Komura revenant sur la question des droits historiques du Japon, a cité le fait de la découverte en 1800 d'un détroit par un japonais Mamiya dont le nom lui fut donné, et a affirmé que déjà en 1803 le Gouvernement Japonais s'occupait de l'île, quoique, faute de communication convenable, son action ne pût s'exercer d'une manière très efficace. En 1853, il commençait à administrer activement cette île, de sorte que sa prise de possession par la Russie soit par l'occupation soit par la diplomatie a été toujours regardée par les japonais comme un acte d'agression. Le peuple japonais, conscient de son droit historique sur l'île, est invariablement pénétré de profonds sentiments qui sont vivifiés à un suprême degré par sa récente occupation.

Pour ce qui est de la remarque de M. Witte que « la guerre actuelle a suffisamment démontré que la Russie n'a jamais eu l'intention de faire de Sakhaline une base d'agression contre le Japon, » le Baron Komura lui a fait observer que, si le théâtre principal de la guerre présente était dans les Provinces Maritimes et d'Amour, au lieu de la Manchourie, Sakhaline aurait certainement servi à la Russie comme une base importante.

Faisant ensuite allusion aux germes de discorde entre les deux pays invoqués par M. Witte, le Baron Komura a fait remarquer que des discordes futures ne pourraient exister que dans le cas où des cessions territoriales manqueraient de base raisonnable, ce qui n'est pas du tout le cas de la cession de Sakhaline. D'ailleurs la Russie est seulement invitée à reconnaître un fait accompli. Le Gouvernement Japonais serait disposé à donner à la Russie des garanties sérieuses pour assurer la sécurité des possessions de l'Amour contre toute agression du côté de Sakhaline, si le Japon devenait maître de cette Ile. Le Baron Komura a exprimé de plus l'espoir que les raisons développées ci-dessus seraient considérées comme suffisantes par les Plénipotentiaires de Russie, et qu'il ne serait pas obligé d'invoquer d'autres arguments basés sur le droit de guerre.

M. Witte a répondu qu'il ne voyait pas de raison pour changer son avis. Les droits historiques du Japon lui paraissaient peu fondés. Il ignorait le fait de la découverte du détroit par un japonais, mais ce fait ne change pas la situation. Bien longtemps après cette découverte, personne au Japon ne songeait à Sakhaline. Ce n'est que la prise de possession de cette Ile par Mouravieff qui a attiré l'attention des japonais en leur donnant pour la première fois l'idée que Sakhaline devait avoir quelque importance puisque les russes ont trouvé utile de l'annexer. Par conséquent, le sentiment populaire au Japon ne peut être basé que sur un regret de n'avoir pas annexé l'Ile quand c'était possible. « Chez nous, le sentiment populaire est donc bien plus sérieux et il nous est impossible de le méconnaître si nous voulons arriver à une paix solide ». Pour ce qui est de l'occupation de l'Ile par les japonais à la veille de la Conférence, ce n'est qu'un acte de guerre qui ne crée pas encore un titre de possession légale.

Le Baron Komura a demandé aux Plénipotentiaires de Russie de reconsidérer cette question dans un esprit de conciliation, en résumant les principaux arguments suivants :

1. Les Plénipotentiaires du Japon ne méconnaissent nullement le sentiment du peuple russe ; mais le sentiment de la nation japonaise existant toujours depuis un demi-siècle, vient d'être vivifié à un suprême degré à la suite de l'occupation actuelle de l'Ile.

2. Quoique la possession de Sakhaline puisse être importante aussi bien pour l'un que pour l'autre des deux pays, il existe une grande différence entre les deux cas. Pour la Russie, elle n'est qu'une question d'intérêt, tandis qu'elle est pour le Japon une question de sécurité nationale.

3. Comme la possession de Sakhaline par le Japon n'a pour but que la défense du pays, elle ne peut être ni une menace contre la Russie ni un danger pour la paix de l'Extrême Orient.

4. La Russie a deux moyens : soit reconnaître tacitement l'occupation japonaise, en la laissant sans rien faire ; soit s'entendre avec le Japon au sujet de la disposition de Sakhaline.

5. Il est avantageux, pour les relations amicales des deux pays à l'avenir, de résoudre à présent d'une manière satisfaisante cette question d'un commun accord.



M. Witte a dit qu'il avait déjà suffisamment répondu à tous ces arguments du Baron Komura et qu'il n'avait pas à revenir sur eux.

Les explications des Plénipotentiaires de Russie au sujet de ces arguments peuvent être résumées comme suit :

1. Le sentiment populaire en Russie est bien plus sérieux que celui du peuple japonais, car il est basé non pas sur un regret de n'avoir pas pris possession d'un territoire voisin quand c'était possible, mais sur le regret de perdre une partie intégrale de l'Empire de Russie.

2. La possession de Sakhaline n'est pas seulement une question d'intérêt pour la Russie, mais surtout une question de sécurité nationale, car cette Ile par sa situation géographique même, protège l'accès à la Province de l'Amour.

3. La possession de Sakhaline par la Russie a bien démontré que cette Ile n'a jamais été, et ne peut être ni une menace contre le Japon ni un danger pour la paix de l'Extrême Orient.

4. La Russie n'a qu'un seul moyen d'agir en vue de l'occupation de Sakhaline par le Japon, celui de ne pas reconnaître cette occupation pour un acte de droit, et de laisser à l'histoire le temps de prononcer son jugement.

5. Les Plénipotentiaires de Russie partagent entièrement l'avis du Baron Komura qu'il serait avantageux, pour les relations amicales des deux pays à l'avenir, de résoudre à présent d'une manière satisfaisante cette question d'un commun accord ; c'est pour cela qu'ils espèrent que les Plénipotentiaires du Japon reconsidéreront leur opinion au sujet de Sakhaline.

Après quoi les Plénipotentiaires ont constaté qu'ils ne pouvaient tomber d'accord pour la question de Sakhaline et ont décidé de passer à la délibération de l'article VI.

Une communication à la presse a été rédigé et confirmée par les Plénipotentiaires (Annexe N° IV).

La séance a été suspendue à midi et demi jusqu'à 3 h. de l'après-midi.

---

La séance est reprise à 3 heures.

Les Plénipotentiaires ont procédé à la discussion de l'Article VI, qui avait été proposé par les Plénipotentiaires du Japon dans les termes suivants :

« Le bail de Port Arthur, de Talien, des territoires et eaux territoriales adjacents ainsi que les droits, privilèges, concessions et franchises acquis par la Russie de la Chine comme ayant rapport avec ou comme partie de ce bail, de même que tous les travaux et propriétés publics seront cédés au Japon. » (Texte anglais, Annexe N° V).

Les Plénipotentiaires de Russie avaient exprimé à ce sujet dans leur réponse que le Gouvernement Impérial n'aurait pas d'objection à cet article, mais que, vu les droits souverains de la Chine sur le territoire énuméré la Russie ne pourrait céder ses droits au Japon sans un accord préalable avec la Chine et qu'en outre les droits des particuliers dans tout le territoire en question devaient rester intacts.

Afin de concilier les deux points de vue les Plénipotentiaires du Japon ont présenté à cette séance une nouvelle rédaction de l'Article VI (Annexe N° VI) qui, à leur avis, tenait compte des remarques russes. Dans ce projet les mots « *seront cédés* au Japon » se trouvent remplacés par l'expression « le Gouvernement de Russie *renonce en faveur du Japon*, » ce qui, à l'avis des Plénipotentiaires du Japon, rendait inutile le consentement préalable de la Chine à la transaction dont il s'agit et laissait tous les soins d'obtenir un pareil consentement au Japon lui-même.

Les Plénipotentiaires de Russie n'ont pas cru possible de partager cet avis. La convention formelle conclue avec la Chine au sujet du territoire de Liaotong obligeait la Russie de respecter les droits de la Chine et de n'entreprendre aucune modification de l'engagement consigné dans la convention, encore moins un transfert complet de tous ses droits et obligations à une tierce Puissance sans le consentement formel de la Chine.

Le Baron Komura a fait remarquer qu'il ne doutait certainement pas de la bonne foi de la Russie, mais que la nécessité même d'obtenir le consentement de la Chine avant que la stipulation de cet Article puisse entrer en vigueur, rendrait nulle la valeur de cette stipulation.

Les Plénipotentiaires de Russie ont répondu qu'ils consentaient à ajouter à l'Article VI un engagement formel de la Russie de prêter son concours à obtenir de la Chine le consentement nécessaire.

Après échange d'opinions sur la meilleure manière d'exprimer l'Article VI, les Plénipotentiaires des deux Puissances ont accepté définitivement la rédaction suivante de cet Article :

« Le Gouvernement Impérial de Russie cède au Japon à condition du consentement du Gouvernement de Chine, le bail de Port-Arthur, de Talien, des territoires et eaux territoriales adjacents, ainsi que tous les droits, privilèges, concessions et franchises se rattachant à ce bail ou en faisant partie, et il cède au Japon tous les travaux et propriétés publics dans le territoire sur lequel s'étend le bail susmentionné.

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent mutuellement à obtenir le consentement du Gouvernement Chinois, mentionné dans la stipulation ci-dessus.

« Le Gouvernement impérial du Japon, donne de sa part, l'assurance que les droits de propriété des sujets russes dans le territoire indiqué ci-dessus, seront parfaitement respectés ». (Texte anglais, Annexe N° VIII).

Après avoir rédigé une communication à la presse (Annexe N° VIII) séance a été levée à 6 heures du soir.

(Signé) : SERGE WITTE.      (Signé) : JUMARO KOMURA.  
(Signé) : ROSEN.              (Signé) : K. TAKAHIRA.

---



## Annexe N° I.

(ENGLISH TEXT)

4. Japan and Russia reciprocally engage not to obstruct any general measures common to all countries, which China may take for the development of the commerce and industries in Manchuria.

(TEXTE FRANÇAIS)

4. Le Japon et la Russie s'engagent réciproquement à n'obstruer aucune mesure générale qui sera commune à toutes les nations et que la Chine pourra prendre pour le développement du commerce et de l'industrie en Manchourie.

## Annexe N° II.

(ENGLISH TEXT)

5. The Plenipotentiaries of Japan regret to say that they are unable to share the views and conclusions of the Plenipotentiaries of Russia on the subject of Article V. They believe that Japan's title to at least a larger part of Saghalien can readily be traced to a period anterior to the Russian occupation and it seems to them that instead of being a natural continuation of the continental system of Asia, it forms a natural and necessary link in the chain of insular units of which the Empire of Japan is exclusively composed. But the main considerations which led Japan to ask for the cession of the Island are that (1st) the permanent security of the Japanese Empire requires the exclusive control of the Island by Japan and (2nd) by the hazard of war Saghalien has come into the complete possession and occupation of Japan and it is now under her exclusive administration, the authorities of Russia having been replaced by those of Japan. What the Plenipotentiaries of Japan desire is to have the title thus acquired confirmed by a formal cession from Russia.

(TEXTE FRANÇAIS)

*(Traduction)*

5. Les Plénipotentiaires du Japon regrettent de constater qu'ils sont dans l'impossibilité de partager les vues et les conclusions des Plénipotentiaires de Russie au sujet de l'Article V. Ils croient que le titre du Japon à la majeure partie au moins de Sakhaline peut être facilement démontré même à l'époque antérieure à l'occupation russe; et il leur semble qu'au lieu d'être la continuation naturelle du système continental de l'Asie, cette Ile constitue un anneau naturel et nécessaire de la chaîne des unités insulaires dont l'Empire du Japon se compose exclusivement. Mais les considérations principales qui ont amené le Japon à demander la cession de cette Ile sont: (1) la sécurité permanente de l'Empire du Japon exige le contrôle exclusif de l'Ile par lui, et (2) par la fortune de la guerre, Sakhaline est entrée dans la possession et l'occupation complètes du Japon, elle se trouve actuellement sous son adminis-

tration exclusive, les autorités Russes ayant été remplacées par celles du Japon. Ce que les Plénipotentiaires du Japon désirent, c'est de voir le titre ainsi acquis se confirmer par une cession formelle de la Russie.

---

#### Annexe N° IV.

In the morning sitting of August 15th Conference has discussed Articles IV and V. Article IV was unanimously agreed upon. Not being able to arrive at an unanimous decision on Article V, the Plenipotentiaries have decided to take note of the divergency of views and to proceed with the discussion of the other Articles. The meeting will be resumed at 3 o'clock this afternoon.

---

#### Annexe N° V.

The lease of Port Arthur, Talien and adjacent territory and territorial waters together with all rights, privileges, concessions and franchises acquired by Russia from China, in connection with or as a part of such lease and all public works and properties to be transferred and assigned to Japan.

---

#### Annexe N° VI.

##### (ENGLISH TEXT)

6. The Plenipotentiaries of Russia having no objection in principle to this Article, the Plenipotentiaries of Japan believe that the technical difficulties may readily be removed. The Imperial Government of Japan are prepared to accept the transfer in such manner as to relieve the Imperial Government of Russia of all responsibility towards China. That result would be realised if the stipulation were made to read :—

The Imperial Russian Government relinquish in favour of Japan the lease of Port Arthur, Talien and adjacent territory and territorial waters and all rights, privileges, concessions and franchises connected with or forming part of such lease and they also assign and transfer to Japan all public works and properties in the territory affected by the above mentioned lease. The imperial Government of Japan on their part undertake that the proprietary rights of individuals in the territory above referred to, shall be respected.

---

#### Annexe N° VII.

6. The Imperial Russian Government transfer and assign to Japan, subject to the consent of the Chinese Government, the lease of Port Arthur, Talien and adjacent territory and territorial waters and all



rights, privileges, concessions and franchises connected with or forming part of such lease and they also assign and transfer to Japan all public works and properties in the territory affected by the above mentioned lease.

The High Contracting Parties mutually engage to obtain the consent of the Chinese Government mentioned in the above stipulation.

The Imperial Government of Japan on their part undertake that the proprietary rights of Russian subjects in the territory above referred to, shall be perfectly respected.

---

#### Annexe N° VIII.

In the afternoon sitting of the Conference of August 15, Article VI has been discussed and agreed upon with common accord and adjourned until to-morrow morning 9. 30.

---

#### PROTOCOLE N° V.

SÉANCE DU 16 AOUT 1905.

La séance était ouverte à 9 heures 45 du matin.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de MM. Sato, Adatei et Otchiai, Secrétaires de la Conférence ;

Pour la Russie :

M. Witte et le Baron Rosen, assistés de MM. de Blançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires ont procédé à la discussion de l'Article VII.

La rédaction primitive de cet Article dans le projet japonais était ainsi conçue :

« La Russie s'engage à céder au Japon, libre de toutes réclamations. le chemin de fer entre Kharbine et Port Arthur, et tous ses embranchements avec tous les droits, privilèges et propriétés y appartenant, de même que toutes les mines de charbon appartenant au susdit chemin de fer ou en exploitation pour son profit ».

Les Plénipotentiaires de Russie, tout en acceptant cet Article en principe, avaient fait à ce sujet dans leur note responsive, les remarques suivantes :

Le Gouvernement Impérial de Russie, ne pourrait se dessaisir que de la partie du chemin de fer se trouvant actuellement occupée de fait par les troupes japonaises. La station terminale du tronçon à céder dans ces conditions devra être déterminée d'un commun accord. Il est cependant indispensable d'avoir en vue que c'est à une compagnie privée que la concession pour construire et exploiter la ligne a été accordée par la

Chine qui en conserve les droits souverains, et que l'occupation militaire ne devrait porter aucune atteinte aux droits de cette Compagnie. Le Gouvernement Impérial de Russie est prêt à prendre sur lui de s'entendre avec la dite compagnie tout en autorisant le Gouvernement de Chine à user dès à présent du droit de racheter la ligne en question. La prime de rachat qui revient à la compagnie serait cédée au Japon.

Dans une note présentée à la Conférence (Annexes Nos I et II), les Plénipotentiaires du Japon ont fait observer que le droit de la construction et de l'exploitation du chemin de fer entre Kharbine et Port-Arthur constituait une partie importante du bail de la presqu'île de Liaotong ; que c'est une conséquence logique que le chemin de fer devait suivre, dans toutes ses parties et extensions, le sort du bail en vertu duquel il a été construit et est maintenant exploité ; que, de plus, le point naturel de division des deux lignes de chemin de fer est le point d'intersection de ces lignes ; et qu'enfin ; au sujet de l'exercice immédiat, de la part de la Chine, du droit de rachat, les Plénipotentiaires du Japon désirent déclarer que le Gouvernement Impérial du Japon possèdera et exploitera la ligne en question, en se conformant aux dispositions de la concession relatives au droit de rachat de Chine et à d'autres conditions de la même manière que le Gouvernement Impérial de Russie possèdera et exploitera la ligne Trans-Manchourienne.

Pour répondre à ces observations, les Plénipotentiaires de Russie ont expliqué que l'embranchement Sud-Manchourien ne pouvait être considéré comme une partie du bail de la presqu'île de Liaotong, et que la cession de cet embranchement n'était donc pas une conséquence logique de la cession du bail de la presqu'île de Liaotong. Ils ne pouvaient non plus admettre que Kharbine soit un point naturel de division des deux lignes, la Russie pouvant seulement consentir à céder au Japon le tronçon de la ligne actuellement occupé par les troupes japonaises selon le mode indiqué dans leur note responsive précitée. Ils ont de plus fait remarquer que le point de division devait être une place importante et que l'engagement que la Russie a contracté pour le tronçon du chemin de fer qui resterait en sa possession (Protocole n° III), devait être réciproquement pris par le Japon en ce qui concerne la partie du chemin de fer qui va passer au Japon.

Le Baron Komura a constaté qu'il y avait entre les deux Parties une différence essentielle sur la manière de voir dans cette affaire ; et pour bien éclaircir la position du Japon vis-à-vis de cette question, il l'a expliquée dans le sens suivant :

La construction de cet embranchement fut originairement concédée par l'Article VIII de la convention relative au bail de la presqu'île de Liaotong et par conséquent cet embranchement constitue une partie essentielle et intégrante du bail en question ; au point de vue de fait, le bail de Port-Arthur ayant été conclu au mois de mars 1898, un contrat basé sur ce bail a été passé au mois de juin de la même année entre le Gouvernement Chinois et la compagnie du chemin de fer pour la construction et l'exploitation du chemin de fer de l'Est Chinois, ce qui prouve l'existence de rapports étroits entre le bail et le chemin de fer. C'est pour cette raison que le Japon réclame la cession de l'embranchement tout entier, d'autant plus que cet embranchement, ayant été construit dans le seul but de communication avec Port Arthur, perdrait



sa raison d'être pour la Russie après la cession du bail de la presqu'île de Liaotong au Japon.

D'ailleurs la cession du chemin de fer étant de la même nature que celle de ce bail, elle devait être faite directement au Japon, avec le consentement du Gouvernement de Chine.

Pour répondre à ce point, les Plénipotentiaires de Russie ont expliqué que le chemin de fer Sud-Manchourien, quoique mentionné dans la convention du 25 avril 1898, concernant le bail de Liaotong, n'avait rien de commun avec ce bail ; que c'étaient deux questions tout à fait différentes et qu'elles devaient par conséquent être traitées séparément. La question du territoire cédé à bail concernait la Russie et la Chine, tandis que la question du chemin de fer ne pouvait être réglée sans tenir compte en outre des intérêts de la compagnie du chemin de fer. Or, le contrat de cette compagnie stipulait que le seul mode de transmission de ce chemin de fer était le rachat de l'entreprise par la Chine. La Russie ne pouvait donc pas enfreindre les droits de la Chine et ceux de la compagnie en transmettant le chemin de fer directement au Japon comme le proposaient ses Plénipotentiaires. Le Gouvernement de Russie pouvait seulement autoriser la Chine à racheter le chemin de fer avant le terme et à transmettre la prime de rachat au Japon en se chargeant lui-même de satisfaire la compagnie. A la remarque du baron Komura qu'une telle manière de procéder procurerait au Japon une somme d'argent, et non pas le chemin de fer lui-même et qu'elle rendrait nulle la valeur de la cession, M. Witte a dit que par là la Russie perdrait, en tout cas, tout rapport avec la partie du chemin de fer à céder et que par conséquent le Japon pourra s'entendre avec la Chine pour le reste de l'affaire. Il a ajouté que la Russie n'aurait aucune objection à ce que la Chine transmitt au Japon le chemin de fer en nature et que le même procédé soit adopté en cette affaire que celui convenu pour le cas de la cession du bail de la presqu'île de Liaotong.

Le baron Komura a ensuite développé la raison pour laquelle le Japon devait réclamer l'embranchement tout entier et en conséquence le point de division des deux lignes devait être Kharbine. Après avoir exposé les raisons politiques pour lesquelles le Japon devait insister sur la cession de l'embranchement tout entier, le Baron Komura a ajouté que le bail en question une fois cédé, il était naturel que l'embranchement tout entier suivît le même sort. En ce qui concerne la question de déterminer le point de division entre les deux lignes de chemin de fer, M. Witte a exposé les considérations suivantes :

Kharbine n'a pas les qualités nécessaires pour en faire une station terminale entre les deux lignes. C'est une localité qui a été choisie, pendant la construction du chemin de fer, pour des considérations purement techniques, comme point commode par sa situation topographique à la construction d'un pont sur le Soungari. Mais l'absence d'un centre de commerce dans cette localité présenterait des difficultés à en faire une station terminale. Une autre considération encore se pose contre le choix de Kharbine comme point de démarcation des deux lignes. Les Armées japonaises ne l'ont pas atteint et il serait juste de ne céder au Japon que ce qui est effectivement occupé par ses troupes. A ce point de vue, la situation d'une place comme Gounjouline par exemple

où sont campés les avant-postes japonais et russes serait peut-être le point de démarcation le plus juste.

Le Baron Komura a dit que que s'il était absolument impossible pour la Russie de céder la ligne jusqu'à Kharbine, il proposerait, considérant que le point de cette division doit être une place importante au point de vue géographique et naturel, le point où le chemin de fer passe pour la deuxième fois le Soungari, comme point de division.

M. Witte ayant fait remarquer que ce point de division devait être fixé sur une ville importante et non pas sur un endroit d'une importance géographique, a ajouté qu'il serait disposé à déroger au principe de le fixer sur la limite du campement des avant-postes japonais et à transporter le point de démarcation jusqu'à la première grande ville au nord de Goundjoulina, c'est-à-dire à Kouan-Tchen-Tsy (Tchan-Tchoun) grand centre de commerce et station débarquant pour Girin.

Le Baron Komura a répondu que si l'embranchement entre Kouan-Tchen-Tsy et Girin est remis au Japon, il pourra accepter Kouan-Tchen-Tsy comme le point de division. Il croyait, d'ailleurs, savoir que cette ligne entre Kouan-Tchen-Tsy et Girin n'était pas encore construite, au moins, d'une manière permanente.

M. Witte a déclaré que si cet embranchement n'était pas encore construit, d'une manière permanente, il ne voyait pas d'objection à ce qu'il fût laissé aux soins des Japonais. Il a dit que, ignorant l'état actuel à ce sujet, il allait tout de suite s'en renseigner par télégraphe, et que si cet embranchement existe déjà, il appartiendra à ceux qui en sont les propriétaires actuels.

Sur ce, les Plénipotentiaires des deux côtés sont convenus que le choix définitif de Kouan-Tchen-Tsy comme le point de division était réservé jusqu'à ce que M. Witte ait été renseigné sur l'existence de l'embranchement entre Kouan-Tchen-Tsy et Girin, et ont reconnu comme définitivement arrêtée la rédaction suivante pour l'Article VII :

« La Russie s'engage à céder au Japon, sans compensation, à condition du consentement du Gouvernement de Chine, le tronçon du chemin de fer entre ..... et Port Arthur et tous ses embranchements, avec tous les droits, privilèges et propriétés qui lui appartiennent dans cette région ainsi que toutes les mines de charbon qui se trouvent dans la même région appartenant au chemin de fer ou en exploitation pour son profit.

« Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à obtenir le consentement du Gouvernement de Chine mentionné dans la stipulation ci-dessus ». (Texte anglais, Annexe N° III).

En outre, conformément à ce qui a été convenu lors de la discussion sur l'Article III (voir Protocole N° III), la clause suivante est enregistrée par rapport à l'Article présent, c'est-à-dire l'Article VII :

« Les Plénipotentiaires du Japon et de Russie, dans le but d'éviter toute cause de malentendu à l'avenir, déclarent que la concession de la construction et de l'exploitation du chemin de fer Sud-Manchourien qui passe au Japon n'est pas incompatible avec le principe de la porte ouverte et du traitement égal, et que dans les limites du terrain acquis en vertu de cette concession les sujets de Sa Majesté l'Empereur de Russie ainsi que les ressortissants d'autres Puissances étrangères jouiront des mêmes droits et privilèges que ceux de Sa Majesté l'Empereur du Japon ».



La Conférence a ensuite procédé à la discussion de l'article VIII concernant le mode d'exploitation par la Russie du chemin de fer Trans-Manchourien.

Le Baron Komura a fait remarquer aux Plénipotentiaires de Russie que les observations qu'ils ont faites dans leur note responsive disant que « la compagnie du chemin de fer se conformera strictement aux termes de l'acte de la concession du 27 août (8 septembre) 1896, dont le paragraphe 8 stipule que les troupes ainsi que le matériel de guerre russe qui seraient transportés sur la ligne, ne doivent pas subir d'arrêts sur le territoire chinois » sembleraient indiquer que la signification exacte de la proposition faite par les Plénipotentiaires du Japon n'était pas rendue suffisamment claire aux yeux des Plénipotentiaires de Russie : il lui semblait en effet que le transport des troupes et du matériel de guerre russe sur la ligne traversant le territoire chinois n'était pas conforme au principe de l'usage exclusivement commercial et industriel du chemin de fer.

M. Witte lui a expliqué que ce transport n'était que pour le besoin de déplacement des soldats russes en nombre peu considérable, d'une partie à l'autre du territoire russe en temps de paix, la possession russe des Provinces Maritimes et de l'Amour exigeant cette mesure. Il affirmait que le transport par d'autres moyens n'étant pas praticable, cette mesure, soumise à la condition que les troupes et le matériel de guerre russe, transportés par la ligne en question ne soient pas autorisés à s'arrêter dans le territoire chinois, n'était pas incompatible avec le principe de l'usage exclusivement commercial et industriel de ce chemin de fer.

Le Baron lui a dit qu'il ne voulait qu'éclaircir la signification de la proposition des Plénipotentiaires du Japon et cette proposition avait pour but de déterminer l'usage exclusivement commercial et industriel, mais nullement dans un but stratégique, du chemin de fer en Manchourie.

M. Witte a dit qu'il consentait à l'engagement de la Russie à ce principe, à condition que le même engagement soit accepté par le Japon concernant le chemin de fer qui sera retenu et exploité par lui en Manchourie.

Le Baron Komura ayant consenti à cette proposition de réciprocité, à condition que l'engagement de la part du Japon ne s'appliquât pas au chemin de fer se trouvant dans le territoire sur lequel s'étend le bail de la presqu'île de Liaotong, l'Article VIII a été arrêté comme suit :

« Le Japon et la Russie s'engagent à retenir et à exploiter leurs lignes de chemin de fer respectives en Manchourie exclusivement dans un but commercial et industriel, mais nullement dans un but stratégique. Il va sans dire que cette restriction ne se rapporte pas aux régions sur lesquelles s'étend le bail de la presqu'île de Liaotong ».

(Texte anglais, Annexe N° IV)

La séance a été suspendue de 1 heure à 3 heures de l'après-midi. Elle a été terminée à 6 heures 30 du soir.

(Signé) : SERGE WITTE.

(Signé) : ROSEN.

(Signé) : JUTARO KOMURA.

(Signé) : K. TAKAHIRA.

---

## Annexe N° I.

## (ENGLISH TEXT)

7. The Plenipotentiaries of Japan take note of the acceptance of this Article in principle by the Imperial Russian Government. The right to construct and exploit the railway between Harbin and Port Arthur forms an important part of the lease of the Liao-tung Peninsula. It is a logical consequence that the railway in all in all its parts and extensions should follow the destiny of the lease under which it was built and is now worked. Besides, the natural point of division of the two lines of railway is the point of intersection of those lines. On the subject of the immediate exercise by China of the right of purchase of the line, the Plenipotentiaries of Japan wish to say that the Imperial Government of Japan will hold and work the line in question subject to the provisions of the concession as to China's right of purchase and other conditions in the same manner as the Imperial Russian Government will hold and work the Trans-Manchurian line.

## Annexe N° II.

*(Traduction)*

7. Les Plénipotentiaires du Japon prennent acte de l'acceptation en principe de cet Article par le Gouvernement impérial de Russie. Le droit de la construction et de l'exploitation du chemin de fer entre Harbine et Port Arthur constitue une partie importante du bail de la presqu'île de Liaotong. C'est une conséquence logique que le chemin de fer doit suivre, dans toutes ses parties et extensions, le sort du bail en vertu duquel il a été construit et est maintenant exploité. De plus, le point naturel de division des deux lignes de chemin de fer est le point d'intersection de ces lignes. Au sujet de l'exercice immédiat, de la part de la Chine, du droit de rachat de la ligne, les Plénipotentiaires du Japon désirent déclarer que le Gouvernement Impérial du Japon possédera et exploitera la ligne en question, en se conformant aux dispositions de la concession relatives aux droits de rachat de Chine et à d'autres conditions, de la même manière que le Gouvernement Impérial de Russie possédera et exploitera la ligne Trans-Manchourienne.

## Annexe N° III.

Article VII. Russia engages to assign and transfer to Japan, without compensation and subject to the Chinese Government, the portion of railway between..... and Port Arthur and all its branches together with all rights, privileges and properties which appertain to it in that region, as well as all coal mines in that region belonging to or worked for the benefit of the railway.

The High Contracting Parties mutually engage to obtain the consent of the Chinese Government mentioned in the above stipulation.



## Annexe N° IV.

Article VIII. Japan and Russia engage to retain and exploit their respective railway lines in Manchuria exclusively for commercial and industrial purposes and in no wise for strategic purposes.

It is a matter of course that this restriction does not relate to the territory affected by the lease of Liao-tung Peninsula.

---

## Annexe N° V.

In the morning sitting of August 16th, the Conference has discussed Article VII until 1 o'clock when a recess was taken.

---

## Annexe N° VI.

In the afternoon sitting of August 16th, the Conference has discussed Articles VII and VIII.

Article VII has been settled in principle and Article VIII accepted unanimously. The Conference adjourned at 6.30 to 9.30 to-morrow morning.

---

## PROTOCOLE N° VI.

SÉANCE DU 17 AOUT 1905.

La séance est ouverte à 9 heures 45 du matin.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de MM. Sato, Adatci et Otchiai, Secrétaires de la Conférence ;

Pour la Russie :

M. Witte et le Baron Rosen, assistés de MM. de Plançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires du Japon ont proposé de procéder à la discussion de l'article IX, sur le remboursement des frais de guerre, et ont présenté à la Conférence une nouvelle note à ce sujet (Annexe n° 1).

Les Plénipotentiaires de Russie ont répondu qu'ils ne manqueraient pas de présenter leur réponse par écrit à cette note, mais que, ayant déjà exposé leur avis très catégorique sur cette question dans la réponse générale annexée au Protocole N° II, ils ne voyaient pas la nécessité d'un retour sur la discussion du même objet.

Les Plénipotentiaires du Japon leur ont demandé s'ils entendaient refuser d'entrer en discussion sur cette question, même sur les motifs de divergence, et ont exprimé l'avis qu'une délibération de la question

religieuse dans un esprit de conciliation serait peut-être le meilleur mode d'arriver à une entente.

Les Plénipotentiaires de Russie ne se refusaient pas à une délibération amicale afin de préciser les motifs de la divergence, mais ils ne prévoyaient pas la possibilité d'atteindre le but et de concilier les opinions si différentes des deux Parties, à moins qu'on réussisse à trouver un nouveau terrain parfaitement favorable pour la discussion. Un essai dans ce sens a été fait par les Plénipotentiaires de Russie, qui dans leur note responsive avaient attiré l'attention de la Conférence sur le remboursement de certaines dépenses japonaises effectuées dans un but humanitaire, comme base possible des négociations sur ce point délicat. Quant à l'idée de rembourser les frais de guerre proprement dits, elle ne correspondait pas du tout avec la situation réelle de la Russie, qui préférera reprendre les armes que de subir des conditions incompatibles avec sa dignité nationale.

L'argumentation du baron Komura portait, en substance, sur les idées suivantes :

Il admet que la Russie a encore la force de continuer la guerre, mais le Japon est aussi prêt à la poursuivre, et l'expérience d'un an et demi fait voir clairement quel en sera l'avenir. Ce dont il s'agit ici est cependant de trouver une solution avant de pousser les choses à l'extrême. Si la Russie envisage l'ensemble des intérêts de son pays, elle jugera avantageux de faire quelques sacrifices pécuniaires pour sauvegarder d'autres intérêts plus graves. Les plus grandes Puissances ont eu des moments où elles dû faire des sacrifices dans pareilles circonstances. Les conditions de paix très modérées, proposées par le Japon, ont été élaborées par le Gouvernement exclusivement en vue des résultats de la guerre déjà atteints et comparativement à ces résultats elles sont minimales. L'histoire du passé prouve que si la fortune de la guerre avait favorisé la Russie, elle aurait présenté des conditions bien plus onéreuses. Et si le Japon, malgré sa situation très sûre de pouvoir avantageusement continuer la guerre, a proposé des conditions ainsi modestes, c'est qu'il est sincèrement animé des principes humanitaires et d'un désir ardent de conclure la paix dans l'intérêt commun des deux pays et pour le bien-être du monde entier. Pendant que les deux adversaires continuent la lutte des armes, les autres pays se livrent à une concurrence économique et gagnent du terrain, tandis que le Japon et la Russie restent en retard. L'intérêt véritable des deux pays serait de cesser la lutte et de rentrer dans la concurrence économique de l'univers.

M. Witte a exposé les idées suivantes :

La Russie est désireuse de paix, mais elle n'est pas réduite à demander la paix à tout prix ; elle continuera la lutte, s'il le faut, et trouvera pour cela les moyens nécessaires plus facilement encore qu'elle n'en trouverait pour acheter une paix humiliante. Il pense que la prudence oblige de ne pas faire des suppositions concernant les résultats de la guerre dans le futur. Les conditions présentées par les Plénipotentiaires du Japon, bien loin d'être modérées et de témoigner des sentiments humanitaires et pacifiques, — prouvent au contraire l'intention du Japon de profiter des circonstances pour arracher à la Russie tout ce qui est possible en escomptant les succès que les Japonais considèrent probables.



Si la Russie était dans une situation analogue, elle n'aurait certainement pas songé à exiger le remboursement des frais de guerre, à moins qu'elle ait pris possession de la capitale du pays adverse. Le Japon se fait fort des faits accomplis et des territoires occupés. Mais, en droit international, il ne suffit pas d'occuper un territoire, il faut encore savoir le garder. M. Witte partage entièrement l'avis du baron Komura qu'il serait avantageux pour les deux pays de cesser la lutte et de rentrer dans le courant des intérêts économiques de l'univers, mais il ne voit pas de la part des Plénipotentiaires du Japon un désir sincère et réel d'arriver à ce but. Toute la marche des négociations présentes n'a été, de la part de la Russie, qu'une série de concessions dans toutes les questions où cela était possible. Mais à présent on était arrivé à un point qui touche à la dignité de la Russie et où il n'y a plus de concession possible.

Le Baron Komura a fait observer que tout ce que M. Witte considérait comme jusqu'ici des concessions russes n'était en réalité qu'une simple exposition de l'état de choses existant, qui n'exige point d'être reconnu à la rigueur par la Russie et qu'il était indispensable que la Russie reconnût la justesse de cette demande basée sur les succès militaires ininterrompus du Japon, si elle était pénétrée d'un sincère sentiment de conciliation. Il a en outre signalé que M. Witte avait même refusé de reconnaître un fait accompli important.

M. Witte a répondu qu'il reconnaissait le fait de l'occupation de Sakhaline par les forces japonaises, mais qu'il ne reconnaissait pas la valeur juridique de cet acte, tant qu'il n'a pas été sanctionné par un traité.

Après cet échange de vues les Plénipotentiaires des deux Puissances ont constaté qu'ils ne pouvaient tomber d'accord sur l'Article IX et ont décidé de passer aux articles suivants.

La séance a été suspendue à 12 h. 45, pour être reprise à 3 heures.

---

La séance a été rouverte à 3 heures.

Les Plénipotentiaires de Russie ont remis à la Conférence leur réponse par écrit à la note sur l'Article IX, présentée par les Plénipotentiaires du Japon, dans la séance du matin. (Annexe N° II).

La Conférence a procédé ensuite à la discussion de l'Article X du projet, concernant la demande de remettre au Japon tous les vaisseaux de guerre internés dans les ports neutres.

Dans leur note responsive, les Plénipotentiaires de Russie avaient déjà expliqué qu'une pareille exigence était contraire au droit international et à la dignité de la Russie, et qu'elle ne pouvait par conséquent être acceptée par ses représentants.

A la séance présente, les Plénipotentiaires du Japon ont remis aux Plénipotentiaires de Russie une nouvelle note (Annexes N°s III et IV) à l'appui du point de vue japonais.

Ayant pris connaissance de cette note, les Plénipotentiaires de Russie ont déclaré qu'ils ne pouvaient s'associer à cet avis. Le principe du droit international est tel que si un corps d'armée ou un navire cherche asile sur un territoire ou dans un port neutre, ce corps ou navire doit

être désarmé, mais pas remis à l'adversaire. S'il n'y avait divergence entre nous que sur cette question-là elle pourrait être présentée à un tribunal d'arbitrage et on ne pourrait guère douter du jugement qu'il prononcerait.

Le Baron Komura a répondu qu'en présentant la demande en question, le Japon se basait sur les considérations suivantes :

Quoique la Chine ait déclaré au début de la guerre son intention de conserver une parfaite neutralité, elle n'a jamais eu de force nécessaire pour remplir ses devoirs de puissance neutre.

Les navires russes, ayant subi des avaries pendant les combats navals — et l'on n'envisage ici que les vaisseaux internés à la suite des avaries causées par les combats navals — ont cherché l'asile dans des ports chinois, et malgré les règles de la neutralité chinoise exigeant à ces vaisseaux de se désarmer s'ils ne reprennent pas la mer dans 24 heures, n'on pris aucune décision pendant quelques semaines, et s'ils ont été enfin désarmés, ce n'est ni par leur acte spontané ni par l'autorité chinoise, mais uniquement par la pression des forces navales japonaises. Dans ces circonstances, les forces navales japonaises avaient un droit indiscutable afin de défendre leurs droits de belligérant d'entrer dans les ports de Chine pour les mettre en exécution et s'ils ne l'ont pas fait à Shanghai, c'est uniquement pour ne pas porter préjudice aux intérêts commerciaux des Puissances étrangères, conformément à la déclaration du Japon faite au début de la guerre.

M. Witte a déclaré qu'il a interprété tout autrement le principe du droit international en question et qu'il n'avait jamais entendu dire qu'une escadre belligérante ait le droit d'entrer dans un port neutre et d'y exercer des actes de guerre sur son adversaire. Le seul mode de procéder qui appartenait aux escadres japonaises était, à son avis, d'attendre les vaisseaux russes en pleine mer et de les attaquer à leur sortie des ports neutres. Le fait est tel que les navires sont désarmés et qu'ils restent dans les ports neutres jusqu'à la fin de la guerre. Une fois la guerre finie, il ne peut y avoir aucune question à qui ces navires appartiennent. M. Witte ne pouvait par conséquent changer son avis sur cette question, ni reconnaître l'équité de l'exigence japonaise.

Le Baron Komura a répondu que d'après le principe et les précédents du droit international, dans le cas où un pays neutre ne peut pas s'acquitter de ses devoirs le belligérant peut exercer lui-même ses droits de belligérant dans le domaine du pays neutre, et que si le Japon s'est abstenu de les exercer durant la guerre, c'est qu'il entendait y donner suite dans les négociations avec la Russie.

La discussion n'ayant pas amené à concilier les opinions des Plénipotentiaires des deux Parties, ils ont décidé de constater cette divergence et de passer à la délibération de l'article XI.

Le texte de cet Article, dans le premier projet japonais était ainsi conçu : « la Russie s'engage à limiter sa force navale dans les eaux de l'Extrême-Orient ».

Dans leur réponse les Plénipotentiaires de Russie ont dit : « la Russie ne saurait consentir à un pareil engagement imposé par une Puissance étrangère, car ce serait incompatible avec sa dignité. Le Gouvernement Impérial se croirait cependant à même de pouvoir déclarer qu'il n'entre



pas dans ses vues dans un avenir proche d'entretenir dans les eaux du Pacifique des forces navales considérables ».

Tout en confirmant cette réponse, les Plénipotentiaires de Russie ont expliqué qu'ils n'avaient pas d'objection à ce qu'elle fût enregistrée dans le protocole ou consignée dans quelque autre acte, sans en changer la rédaction. Ils ont même proposé d'en faire l'objet d'une déclaration spéciale qui serait signée par les deux Plénipotentiaires et soumise à la confirmation de l'Empereur de Russie.

Les plénipotentiaires du Japon ont répondu qu'ils acceptaient en principe ces paroles, mais que le texte de la déclaration projeté leur paraissait trop vague, vu la grande importance de la question pour la sécurité nationale du Japon. Ils insistaient surtout sur la précision des mots « force navale *considérable*, puisque malgré que la Russie eût intérêt à maintenir des escadres suffisamment fortes dans la Baltique et dans la Mer Noire, elle n'a cessé d'envoyer de puissants renforts navals en Extrême-Orient dans le but de s'assurer de la suprématie maritime sur le Japon. A quoi, M. Witte a répondu qu'il était très difficile de préciser ce mot, car ce qui est reconnu considérable à une époque, ne l'est pas à une autre et que d'abord les mots ne signifiaient que peu de choses quand les deux Parties sont sincèrement animées du désir d'entretenir de bonnes relations de confiance.

Les Plénipotentiaires du Japon ont attiré l'attention des Plénipotentiaires de Russie sur une autre expression encore dans la déclaration projetée qui ne leur paraissait pas assez précise et qui, à leur avis, demandait à être déterminée, à savoir les mots « dans un avenir proche », en faisant remarquer qu'une rédaction aussi vague ne saurait produire l'effet désiré par eux.

Les Plénipotentiaires de Russie ont répondu qu'ils ne voyaient pas d'autre manière d'exprimer ces idées avec plus de précision : après quoi ils ont proposé de remettre la décision sur l'Article XI à la prochaine séance.

Cette proposition a été acceptée par les Plénipotentiaires du Japon. La séance a été levée à 6 heures et demie du soir.

(Signé): SERGE WITTE.  
(Signé): ROSEN.

(Signé): JUTARO KOMURA.  
(Signé): K. TAKAHIRA.

#### Annexe N° I.

#### (ENGLISH TEXT)

9. The Plenipotentiaries of Japan have given their most serious consideration to the observations of the Plenipotentiaries of Russia on the subject of this Article. They are unable to share the conclusions which the Plenipotentiaries of Russia would draw from the admission of the claim of Japan under this head. In such an admission there could exist no inference that Russia was no longer able to continue the struggle. The Plenipotentiaries of Japan have no intention to claim any terms that will be humiliating to Russia as that would not consist with a just sense of the dignity of a great Power, and they believe that the

whole civilized world would find, in the admission of the principle of reimbursement in the actual circumstances of the case, nothing more than the recognition of the historical fact that up to this time the arms of Japan have been successful. The claim of Japan contains nothing of an indirect or consequential nature. It is strictly limited to the actual direct expenses of the war and to that extent the Imperial Government of Japan firmly believe that they are justly entitled to reimbursement. The Plenipotentiaries of Japan accordingly do not find it possible to abandon the claim. They are nevertheless prepared to approach the question of the formula to be used as well as the adjustment of the amount to be reimbursed in the spirit of conciliation and accommodation and they feel compelled to earnestly urge the Plenipotentiaries of Russia to reconsider the question in the light of these remarks.

(TEXTE FRANÇAIS)

(Traduction)

9. Les Plénipotentiaires du Japon ont donné leur plus sérieuse considération aux observations de LL. EE. les Plénipotentiaires de Russie au sujet de cet Article. Ils sont dans l'impossibilité de partager les conclusions que les Plénipotentiaires de Russie voudraient tirer de l'admission de la réclamation du Japon dont il s'agit. Dans une pareille admission, il ne pourrait exister aucune déduction que la Russie ne pût plus continuer la lutte. Les Plénipotentiaires du Japon n'ont aucune intention de réclamer des conditions quelconques qui seraient humiliantes à la Russie ou qui ne seraient pas compatibles avec le sens juste de la dignité d'une grande Puissance, et ils croient que le monde civilisé entier ne trouverait, dans l'admission du principe de remboursement, dans les circonstances réelles du cas présent, que la reconnaissance du fait historique que jusqu'ici les armes japonaises ont été toujours couronnées de succès. La réclamation du Japon ne contient rien qui soit d'une nature indirecte ou de conséquences. Elle est strictement limitée aux dépenses réelles directes de la guerre et jusqu'à cette limite le Gouvernement Impérial du Japon est fermement convaincu qu'il a le juste titre au remboursement. Les Plénipotentiaires du Japon ne jugent donc pas possible d'abandonner cette réclamation. Ils sont toutefois prêts à traiter la question de forme à adopter ainsi que l'ajustement du montant à rembourser, dans un esprit de conciliation et de convenance, et ils se voient forcés d'insister ardemment pour que les Plénipotentiaires de Russie reconsidérassent la question sous le jour de ces remarques.

---

Annexe N° II.

Les Plénipotentiaires de Russie ont pris en sérieuse considération la notes que Leurs Excellences les Plénipotentiaires du Japon ont bien voulu leur remettre relativement à l'article concernant le remboursement au Japon de frais de la guerre. Ils prennent acte avec satisfaction de la déclaration de Messieurs les Plénipotentiaires du Japon qu'en mettant en avant cette demande, il n'entraîne en aucune façon dans leur intention



de faire à la Russie que proposition incompatible avec la dignité d'une grande Puissance.

Toutefois malgré leur désir le plus sincère d'arriver à une entente qui puisse mettre fin à la guerre, les Plénipotentiaires de Russie se voient obligés de déclarer d'une manière catégorique que la Russie ne saurait signer un traité de paix en vertu duquel elle s'engagerait à rembourser à un adversaire, même favorisé par de grands succès militaires, ses frais de guerre.

Ni l'histoire des relations internationales, ni les principes de l'équité ne sauraient justifier une pareille demande adressée à la Russie qui, bien que n'ayant pas jusqu'ici été favorisée par la fortune des armes ne se trouve en aucune façon dans la position d'une Puissance vaincue réduite à subir la volonté du vainqueur.

Dans ces conditions la recherche d'une forme à adopter pour couvrir une semblable transaction, aussi bien que l'ajustement du montant qui serait à rembourser, devient inutile.

---

#### Annexe n° III.

10. The Plenipotentiaries of Japan advanced this claim not so much on account of the material advantages likely to accrue to Japan from its acceptance, as from the conviction that it was in accordance with the principles of the law of nations. It is no doubt true that the claim is without the support of exact precedent in international relations, but that circumstance is due to the fact that no cases have arisen in which belligerent ships of war have in the sequel of battle sought asylum in neutral ports and been there interned. If prolonged sanctuary has not been extended to the vessels in question it is probable that the larger part of them would ultimately have fallen into the hands of the Japanese forces. It does not seem to be consistent with the principles of justice that vessels by seeking the hospitality of neutral ports, should be permitted to escape the consequences of battle. There can be no question of national dignity in connection with the fulfilment of international obligations. The claim of the Plenipotentiaries of Japan applies only to vessels that were damaged in battle. In the circumstances of the case the Plenipotentiaries of Japan feel justified in maintaining the claim.

---

#### Annexe n° IV.

(Traduction)

10. Les Plénipotentiaires du Japon ont émis cette réclamation non pas autant à cause des avantages matériels de nature à revenir au Japon de son acceptation, que dans la conviction qu'elle était en conformité des principes du droit des gens. Il est vrai, sans doute, que la réclamation est dénuée d'appui d'un précédent exact dans les relations internationales, mais cette circonstance s'attribue au fait qu'il n'est survenu aucun cas où les vaisseaux de guerre belligérants avaient, à la suite de bataille, cherché l'asile dans les ports neutres et y étaient internés. Si

un abri prolongé n'avait pas été accordé aux vaisseaux de guerre en question, il est probable qu'une majeure partie en seraient finalement tombés aux mains des forces Japonaises. Il ne semble pas compatible avec le principe de justice que les vaisseaux, en cherchant l'hospitalité des ports neutres, soient permis de s'échapper aux conséquences de la bataille. Il ne peut y avoir aucune question de la dignité nationale par rapport à l'accomplissement des devoirs internationaux. La réclamation des Plénipotentiaires du Japon ne s'applique qu'aux vaisseaux qui ont été endommagés dans les batailles. Dans ces circonstances, les Plénipotentiaires du Japon se voient justifiés à maintenir cette réclamation.

---

#### Annexe n° V.

In the morning sitting of August 17th, the Conference has discussed Article IX. Not being able to arrive at an agreement, the Plenipotentiaries have decided to take note of the divergence of views, and the Conference adjourned to 3 o'clock in the afternoon.

---

#### Annexe n° VI.

In the afternoon sitting of August 17th, Articles X and XI have been discussed. Regarding Article X, the Plenipotentiaries have shown a divergency of views which has not been settled. Article XI has been reserved for further discussion. The Conference adjourned till tomorrow August 18th.

---

### PROTOCOLE N° VII.

SÉANCE DU 18 AOUT 1905.

La séance est ouverte à 10 h. du matin.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira assistés de M. M. Sato, Adadci et Otchiai, Secrétaires de la Conférence.

Pour la Russie :

M. Witt et le Baron Rosen, assistés de M. M. de Plançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires ont décidé de continuer la discussion sur l'Article XI commencée à la séance précédente.

Le Baron Komura a déclaré que les Plénipotentiaires du Japon ont étudié la question de l'Article XI d'une manière très réfléchie, qu'ils ont jugé qu'il serait difficile de trouver une formule de déclaration de nature à satisfaire les deux Parties et qu'ils se proposent de faire à cette occasion une déclaration spéciale.



Cette déclaration a été présentée à la Conférence séance tenante: (Annexes N<sup>os</sup> I et II).

Bientôt après, les quatre Plénipotentiaires ont eu une Conférence privée.

La séance a été reprise à 3 h. et demie de l'après-midi.

Les Plénipotentiaires ont décidé de constater la divergence de vues sur l'Article VI et de procéder à la discussion de l'Article XII, concernant la pêche le long des côtes russes.

Le projet de cet Article proposé par les Plénipotentiaires du Japon était ainsi conçu : « La Russie concédera aux sujets japonais les pleins droits de pêche le long des côtes ainsi que dans les baies, havres, anses et rivières en ses possessions dans les Mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring ».

Dans leur note responsive les Plénipotentiaires de Russie ont expliqué que la Russie était prête à s'entendre avec le Japon pour cette question, mais que les droits de pêche ne pourraient s'étendre que sur les côtes des mers elles-mêmes, sans toucher aux anses et fleuves, et que les droits déjà existants devraient rester en vigueur.

Les Plénipotentiaires du Japon ayant accédé à cette réserve, le texte de l'Article XII a été définitivement arrêté comme suit :

« La Russie s'engage à s'entendre avec le Japon pour concéder aux sujets japonais des droits de pêche le long des côtes des possessions russe dans les Mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring. Il va sans dire que les droits déjà appartenant dans cette région à des sujets tant russes qu'étrangers, resteront en vigueur ».

La séance est terminée à 4 heures et demie de l'après-midi.

(Signé) : SERGE WITTE.

(Signé) : JUTARO KOMURA

(Signé) : ROSEN

(Signé) K. TAKAHIRA.

#### Annexe N<sup>o</sup> I.

(ENGLISH TEXT).

The Plenipotentiaries of Japan declare that animated by the sincere desire to bring about a satisfactory adjustment of all the questions on which agreement has not been reached, they will be prepared to withdraw the conditions concerning the limitation of the naval strength and the surrender of interned ships if the Plenipotentiaries of Russia are disposed to consider in spirit of conciliation the questions of the cession of Saghalien and the reimbursement of the war expenses.

#### Annexe N<sup>o</sup> II.

(Traduction)

Les Plénipotentiaires du Japon déclarent que, animés d'un sincère désir d'apporter un ajustement satisfaisant de toutes les questions sur lesquelles un accord n'a pas été intervenu, ils seront prêts à retirer les

conditions concernant la limitation de la force navale et la remise des vaisseaux internés, si les Plénipotentiaires de Russie sont disposés à considérer dans un esprit de conciliation les questions de la cession de Sakhaline et du remboursement des frais de guerre.

---

#### Annexe N° III.

In the morning sitting of August 18, the Conference has continued the discussion of Article XI which will be resumed at 3 o'clock in the afternoon.

---

#### Annexe N° IV. -

In the afternoon sitting of August 18 not being able to arrive at an agreement on Article XI the Conference has passed to the discussion of the last Article which has been settled unanimously. The next sitting will be held next Tuesday August 22 at 3 o'clock p. m.

---

#### PROTOCOLE N° VIII.

##### SÉANCE DU 23 AOUT 1905.

La séance est ouverte à 2 h. et demie.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de M. M. Sato, Adatci, et Otchiai, Secrétaires de la Conférence ;

Pour la Russie :

M. Witte et le baron Rosen, assistés de M. M. de Plançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les plénipotentiaires ont procédé à la signature des Protocoles des séances précédentes.

M. Witte a fait observer que les travaux de cette Conférence ayant abouti à une entente sur la plupart des articles proposés par les Plénipotentiaires du Japon, il restait pourtant quatre points sur lesquels on n'était pas arrivé à tomber d'accord, et il a émis l'idée qu'il serait peut-être utile de rechercher les causes de cette divergence afin de tâcher de les éloigner dans la mesure du possible.

Le Baron Komura a répondu que les Plénipotentiaires du Japon partageaient cet avis, et a déclaré qu'au cours des négociations dans cette Conférence, ils se trouvaient satisfaits d'avoir pleinement démontré la sincérité du désir de leur Gouvernement de mettre fin aux calamités de la guerre, par la modération de leurs conditions de paix, et en outre, par leur empressement de retirer les points 10 et 11 à condition que les questions de la cession de Sakhaline et du remboursement des dépenses



de la guerre puissent être ajustées d'une manière satisfaisante. Il a ajouté que, comme un témoignage additionnel de la sincérité de leur Gouvernement ils étaient maintenant prêts à faire encore des concessions et qu'ils soumettaient aux Plénipotentiaires de Russie, un plan de concessions mutuelles espérant que ce plan ferait l'objet, de la part des Plénipotentiaires de Russie, de la plus sérieuse considération qu'exige son importance suprême. Il a remis ensuite à M. Witte une note (Annexes Nos I et II), en disant que cette note comprend le plan des concessions mutuelles que les Plénipotentiaires du Japon proposent avec l'approbation de leur Gouvernement.

M. Witte a déclaré que les Plénipotentiaires de Russie ont fait de leur part aussi tous les efforts possibles pendant la durée de la Conférence pour arriver à une entente et pour faire cesser cette guerre qui afflige le monde. Ils étaient très reconnaissants aux Plénipotentiaires du Japon de leur nouvelle démarche vers le but pacifique qui anime les deux Parties. M. Witte tenait, cependant, avant d'exprimer un avis, à se rendre bien compte de la situation et voudrait savoir si les Plénipotentiaires du Japon croyaient possible un arrangement ou combinaison quelconque excluant toute idée de remboursement de frais de guerre, sous quelque forme que se fût, excepté les frais de l'entretien des prisonniers de guerre.

Le Baron Komura a répondu que le plan présenté par les Plénipotentiaires du Japon était élaboré dans le but de faire tomber toutes les difficultés dans la solution des deux questions importantes, celles de Sakhaline et des dépenses de la guerre. Il pensait que, si cette suggestion était acceptée, elle serait d'un côté un compromis au sujet de la question de Sakhaline, dont la possession est considérée comme essentielle par le Gouvernement du Japon, surtout en vue de l'occupation actuelle de l'île et qu'elle était, de l'autre, un compromis sur la question des dépenses de la guerre que les Plénipotentiaires de Russie ne trouvaient pas possible de payer sous le nom du remboursement des dépenses de guerre. Il a fait remarquer que cette formule écarterait les objections très fortes opposées par les Plénipotentiaires de Russie, qu'elle était en même temps, un mode de restauration de la partie nord de Sakhaline à la Russie et que le Japon devait recevoir un tel montant d'argent que son Gouvernement se voyait justifié à recevoir en consentant à restaurer cette partie de l'île. Il a enfin prié les Plénipotentiaires de Russie d'avoir en vue que le retrait de la réclamation du Japon pour le remboursement des dépenses de la guerre n'était possible qu'à la condition que ce compromis fût accepté, comme il est d'ailleurs exposé dans la note.

Avant d'aborder la question de fond, M. Witte a exprimé le désir de connaître l'avis des Plénipotentiaires du Japon sur un autre point, dont il voudrait leur faire part à titre de supposition tout à fait privée et personnelle, et qui pourrait être formulée comme suit : En supposant que la Russie consentit à céder au Japon toute l'île de Sakhaline, y aurait-il possibilité pour le Japon de se départir, à cette condition, de toute idée d'un remboursement pécuniaire ?

Le Baron Komura a répondu que si un pareil arrangement était possible, la solution des questions dont il s'agit aurait été comparativement facile, mais qu'il était aussi difficile au Gouvernement Japonais de se passer de sa réclamation du remboursement des dépenses de la

guerre, qu'il le lui était de consentir à la restauration de toute Sakhaline. Il a ajouté que ce plan était proposé afin de faire face aux difficultés mi-chemin et que l'idée essentielle était les concessions mutuelles des deux côtés.

M. Witte a fait remarquer qu'il envisageait avec satisfaction les efforts des Plénipotentiaires du Japon d'arriver à une entente, mais que la question pécuniaire rendrait ces efforts infructueux. Il voudrait par conséquent s'assurer si vraiment il n'existait pas de moyen de régler les questions litigieuses, sans aucun remboursement de frais excepté ceux de l'entretien des prisonniers de guerre, et si les Plénipotentiaires du Japon n'avaient pas quelque autre projet.

Le Baron Komura a répondu que les Plénipotentiaires du Japon ne pouvaient trouver aucun autre plan, et que, dans leur opinion, le plan proposé était juste et le seul qui convînt à éliminer toutes les difficultés. Il a ajouté que si, toutefois, les Plénipotentiaires de Russie pouvaient suggérer quelque autre plan, les Plénipotentiaires du Japon le considéreraient volontiers.

M. Witte a répondu qu'il lui serait bien difficile de proposer un projet, dans l'état actuel des choses, qu'il croyait nécessaire, au préalable, de rechercher les éléments de quelque combinaison possible et que c'était justement le but auquel visait l'échange de vues présent. Le projet japonais contenait, en substance, la proposition suivante : Le Japon cède à la Russie la partie nord de Sakhaline ; la Russie paie en échange une somme d'argent. La Russie pourrait donc accepter cette offre ou non. Si elle l'accepte, elle paie la somme convenue et garde la partie nord de Sakhaline ; si elle n'accepte pas, elle garde au contraire l'argent et renonce à la possession de l'île. En supposant que la Russie acceptât cette dernière alternative, et en précisant bien nettement que ce n'était pas une proposition formelle de la Russie, mais seulement une déduction logique du projet japonais même, M. Witte, a exprimé le désir de savoir quel pourrait être, le cas échéant, l'avis du Gouvernement du Japon, à une pareille combinaison.

Le Baron Komura, a fait remarquer que bien que F. Witte considérât une pareille combinaison comme une conséquence logique du compromis en question, il désirerait faire comprendre que le plan proposé par les Plénipotentiaires du Japon était fait avec l'idée de ne pas abandonner la réclamation du remboursement des frais de la guerre, et qu'en conséquence la conclusion de M. Witte, bien qu'elle fût une déduction logique du plan japonais du côté de la forme, était tout à fait contraire à ce plan en substance.

A la question de M. Witte s'il pouvait conclure de tout ce qui s'était passé que toute combinaison excluant entièrement un remboursement des frais de la guerre serait inacceptable au Japon, le Baron Komura a répondu affirmativement et a expliqué que toute combinaison autre que celle sous la forme proposée était inacceptable. Il a ensuite fait remarquer qu'en formulant ce plan, les Plénipotentiaires du Japon avaient en vue une chose beaucoup plus importante ; c'était que, si, ce plan était accepté, il aurait le résultat de ne laisser exister aucune cause d'irritation des deux côtés, car, l'idée essentielle en étant les concessions mutuelles, celles-ci étaient la conséquence d'une action spontanée de chaque côté et non pas celle d'une contrainte. Il a de plus exprimé, en vue de ces considérations,



un ardent espoir des Plénipotentiaires du Japon que les Plénipotentiaires de Russie pourront trouver un moyen de prendre en due considération ce plan de compromis et qu'il pourra savoir, puisque M. Witte avait déclaré de n'avoir aucune formule ou plan comme un mode de solution, approuvé par le Gouvernement Russe, si ce plan de compromis indiqué plus haut serait ou non acceptable à ce Gouvernement.

A quoi M. Witte a répondu qu'après les explications du Baron Komura il était tout à fait évident que le projet japonais contenait en substance une demande de remboursement de frais de guerre sous une nouvelle forme et que tout autre projet sans cette clause serait inacceptable pour le Japon. Et, comme la Russie, de sa part, ne pourrait consentir à un remboursement autre que pour l'entretien des prisonniers de guerre, M. Witte a déclaré qu'il n'y avait aucune probabilité que le plan en question fût accepté par la Russie.

Ayant reconnu que les positions des deux Gouvernements sur les questions en litige étaient suffisamment éclaircies par les discussions précitées, les Plénipotentiaires ont décidé de lever la séance et de se rassembler à une séance finale le samedi 26 Août.

Après avoir élaboré une communication à la presse (Annexe N° III), la séance est terminée à 3 h. et demie.

(Signé) : SERGE WITTE.  
(Signé) : ROSEN.

(Signé) : JUTARO KOMURA.  
(Signé) : K. TAKAHIRA.

---

#### Annexe N° 1.

1. The Island of Saghalien to be divided into two parts, the territory lying north of the 50th degree, North Latitude, to be restored to Russia and the territory lying to the south of that parallel to belong to Japan.

2. Japan and Russia to engage respectively not to take any measures which may impede the free navigation of the La Perouse and Tartary Straits.

3. Russia to pay to Japan Yen 1,200,000,000, as compensation for the restoration of the portion of Saghalien Island to the north of the 50th parallel, North Latitude.

4. Upon the conclusion of an arrangement in the above sense, Japan to withdraw her demand concerning reimbursement of war expenses, but such withdrawal is not to apply to the expenses incurred by Japan for the care and maintenance of Russian prisoners of war.

---

#### Annexe N° II.

(Traduction)

1. L'Ile de Sakhaline sera divisée en deux parties ; le territoire situé au nord du 50° degré de latitude nord sera restauré à la Russie et le territoire situé au sud de ce parallèle appartiendra au Japon.

2. Le Japon et la Russie s'engagent respectivement à ne pas prendre des mesures qui pourront empêcher la libre navigation des Détroits de Lapérouse et de Tartarie.

3. La Russie payera au Japon la somme de 1,200,000,000, Yen, à titre de compensation de la restauration de la partie de l'île de Sakhaline, située au nord du 50<sup>e</sup> parallèle de latitude nord.

4. Lorsqu'un arrangement sera conclu dans le sens ci-dessus, le Japon retirera sa demande relative au remboursement des dépenses de guerre, mais ce retrait ne s'étendra pas aux dépenses supportées par le Japon pour les soins et entretiens des prisonniers de guerres russes.

---

### Annexe N° III.

It the sitting of August 22nd, the Conference has proceeded to the examination and signature of the preceding sittings. It has been decided that the next sitting will be held next Saturday August 26th.

---

### PROTOCOLE N° IX.

SÉANCE DU 26 AOÛT 1905.

La séance est ouverte à 4 h. 30 du soir.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de MM. Sato, Adatci et Otchiai, Secrétaires de la Conférence ;

Pour la Russie :

M. Witte et le Baron Rosen, assistés de MM. de Plançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires ont procédé à la signature du Protocole de la séance précédente.

Ils ont décidé ensuite de se rassembler le lundi 28 Août et ont arrêté la communication suivante à la presse :

« Dans la séance du 26 Août, la Conférence a procédé à la signature du Protocole de la séance précédente. La prochaine séance aura lieu le lundi 27 Août à 3 h. de l'après midi ».

La séance est levée à 4 heures 40.

(Signé) : SERGE WITTE.

(Signé) : ROSEN.

(Signé) : JUTARO KOMURA.

(Signé) : K. TAKAHIRA.

---



## PROTOCOLE N° X.

SÉANCE DU 29 AOÛT 1905.

La séance est ouverte à 10 h. 55 du matin.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de MM. Soto, Adatci et Otchiaï, Secrétaires de la Conférence ;

Pour la Russie :

M. Witte et le Baron Rosen, assistés de MM. de Plançon, Korostovetz et Nabokoff, Secrétaires de la Conférence.

Les Plénipotentiaires ont procédé à la signature du Protocole de la séance précédente.

Sur la demande du Baron Komura de savoir la réponse officielle du Gouvernement Russe au projet présenté par les Plénipotentiaires du Japon à la séance du 23 Août (Protocole N° VIII), les Plénipotentiaires de Russie lui ont transmis une notice qui exprimait le consentement de Sa Majesté l'Empereur de Russie à céder au Japon aux conditions exposées dans la notice la partie sud de Sakhaline (Annexe N° I).

Ayant pris connaissance de ce document les Plénipotentiaires du Japon ont déclaré qu'ils avaient une communication spéciale à faire à ce sujet, conformément aux instructions de leur Gouvernement, et ont présenté une notice (Annexes N°s II et III) portant que le Gouvernement du Japon est disposé à retirer sa réclamation de remboursement, « pourvu que la Russie reconnaisse comme un fait accompli l'occupation de l'île de Sakhaline par le Japon ».

Les Plénipotentiaires de Russie ont répondu qu'ils ne pouvaient consentir à la rédaction de cette dernière réserve vu l'ordre catégorique de S. M. l'Empereur, leur Auguste Maître, contenu dans la notice qu'ils viennent de présenter à la Conférence.

Alors le Baron Komura a déclaré que le Gouvernement du Japon, animé d'un sincère désir de rétablir la paix, consentait à laisser en la possession de la Russie la partie nord de Sakhaline, sans aucun remboursement, mais à condition que la frontière entre les deux parties de l'île suive le 50° degré de latitude nord et que la réserve sur les mesures militaires, contenue dans la notice russe, ainsi que l'engagement de garantir la liberté de navigation dans les Détroits de Lapérouse et de Tartarie, fussent réciproques.

M. Witte, prenant acte du consentement susmentionné du Japon, a répondu que la Russie n'avait pris jusqu'à présent et ne comptait prendre à l'avenir aucune mesure militaire sur le territoire ou sur les côtes de Sakhaline, de sorte qu'il n'y avait, à son avis, aucune raison pour entretenir des doutes à ce sujet, mais qu'il n'avait pas d'objections à donner à l'engagement en question une valeur réciproque conformément à l'avis du Baron Komura. En ce qui concerne la ligne frontière entre les deux parties de l'île, les Plénipotentiaires de Russie n'avaient pas d'objection, en principe, à ce que cette ligne suivît le 50° degré, mais ils estimaient qu'une délimitation plus détaillée et plus conforme

à la configuration du pays devait être faite sur les lieux par une commission spéciale.

Les Plénipotentiaires du Japon ont répondu qu'ils partageaient cet avis, et la question fut réglée. Il y avait une autre question encore, se rapportant à Sakhaline, que les Plénipotentiaires du Japon ont cru devoir soumettre à la Conférence. C'était la question des colonies pénitenciaires russes dont le voisinage a toujours causé beaucoup d'embarras au Gouvernement Japonais, même quand elles étaient séparées de l'île de Hokkaïdo par un détroit. Les Plénipotentiaires du Japon espéraient que le Gouvernement de Russie voudra bien tenir compte de cette considération et ne pas maintenir des colonies pénitenciaires dans la partie nord de Sakhaline.

M. Witte a répondu que cette question n'était pas de sa compétence, qu'elle relevait du domaine de l'Intérieur et qu'il ne pouvait prendre sur lui aucun engagement à ce sujet. Il croyait cependant pouvoir affirmer que si le Gouvernement de Russie trouve nécessaire de maintenir à Sakhaline des colonies pénitenciaires, il ne manquera pas de prendre en même temps toutes les mesures pour que ces colonies ne puissent devenir une source de désagrément pour les voisins.

La question de Sakhaline étant reconnue suffisamment élucidée, les Plénipotentiaires ont laissé aux soins des Secrétaires de préparer la rédaction de l'article X.

M. Witte a ensuite suggéré l'idée que la Conférence ayant décidé toutes les grandes questions de principe et étant arrivée aux questions secondaires et de détail, il serait opportun d'inviter les délégués à prendre part aux travaux de la Conférence. Il tenait à inviter pour la séance de l'après-midi MM. de Martens, Chipoff, Pokotiloff et Yermoloff.

Les Plénipotentiaires du Japon ont répondu qu'ils n'avaient aucune objection à l'invitation des délégués susnommés à la Conférence et qu'ils se réservaient de profiter du même droit quand ils le trouveront nécessaire. Le Baron Komura a ajouté qu'il se proposait au préalable de soumettre à la Conférence quelques questions de principe qui devraient à son avis, être réglées par les Plénipotentiaires séance tenante.

Ces questions concernaient :

1<sup>o</sup> Le mode d'évacuation de la Manchourie.

La 2<sup>o</sup> détermination du point de démarcation entre les lignes de chemins de fer respectifs en Manchourie.

3<sup>o</sup> La protection de la ligne du chemin de fer.

Concernant le premier point il avait été stipulé dans l'article II (Protocole N<sup>o</sup> III) que l'évacuation de la Manchourie se ferait conformément aux dispositions d'un article additionnel. En vue de cette stipulation le Baron Komura a proposé à la Conférence un plan spécial élaboré par le Gouvernement du Japon (Annexes N<sup>os</sup> IV et V) et a prié les Plénipotentiaires de Russie d'examiner ce plan et de donner leur avis à ce sujet — ou bien de suggérer quelque autre projet.

M. Witte a répondu qu'il ne pouvait former de projets concernant l'évacuation, que c'était une question spéciale, qui dépendait en grande partie de la capacité de transport du chemin de fer et des conditions locales et qu'il ne pouvait ici que tracer les bases principales d'un arrangement. Ces bases peuvent être formulées comme suit. 1<sup>o</sup> l'éva-



cuation doit se produire de manière à ce que la quantité de troupes japonaises et russes qui restent en Manchourie à chaque époque, soit à peu près égale; 2. les troupes doivent être retirées d'abord des positions frontales; 3. ces principes doivent servir de base à une convention concernant le mode et les périodes d'évacuation qui doit être conclue par les Commandants en chef.

Le Baron Komura a dit qu'il n'avait aucune objection à ne mentionner dans le traité que les principales bases de l'arrangement en question, et a demandé de proposer un projet, à quoi M. Witte a acquiescé.

La seconde question soulevée par le Baron Komura était celle du point de démarcation entre les lignes du chemin de fer respectives, dont il s'agit dans l'article VII. Cette question avait été ajournée jusqu'à la réception d'informations précises sur l'existence d'un embranchement de chemin de fer entre Kouen-Tchen-Tsy et Girin (Protocole N° V). La réponse ayant été reçue et portant que l'embranchement en question n'existait pas encore, les Plénipotentiaires de Russie ont consenti à déclarer que, vu cet état de choses, ils n'avaient pas d'objection à ce que les Japonais construisent un embranchement partant de Kouan-Tchen-Tsy ou de toute autre station qui sera en leur possession jusqu'à Girin. Il a été décidé ensuite que la ville de Kouan-Tchen-Tsy servirait de point de démarcation entre les lignes respectives et que l'Article VII devrait être complété en conséquence.

La troisième question concernait la protection du chemin de fer manchourien. Dans une notice présentée à la Conférence (Annexes Nos VI et VII), les Plénipotentiaires du Japon ont proposé de conclure un arrangement spécial en forme de protocole annexé au traité de paix dans lequel il serait que les deux Gouvernements se réservaient le droit de maintenir des gardes du chemin de fer en nombre n'excédant pas cinq hommes par kilomètre.

M. Witte a fait observer qu'il serait difficile à présent de déterminer le nombre des gardes nécessaires; ce nombre devrait être plus considérable au début, tant que l'on n'est pas sûr de l'attitude de la population chinoise, il pourrait être diminué ensuite à mesure que l'ordre normal s'établirait en Manchourie. Il serait donc plus pratique de dire que les deux Gouvernements se réservaient le droit de maintenir en Manchourie des gardes de chemin de fer dont le nombre sera fixé de commun accord en conformité de l'extension de la voie.

Le Baron Komura était du même avis en principe, mais il estimait nécessaire de faire un arrangement définitif à ce sujet.

Vu la phase dans laquelle les négociations venaient d'entrer, M. Witte a émis l'avis qu'il serait opportun de prendre des mesures afin de faire cesser immédiatement les hostilités. Il a proposé de télégraphier aux Gouvernements respectifs en les priant de donner les ordres nécessaires aux Commandants en chef pour les autoriser à déclarer une suspension d'armes et à s'entendre pour établir un armistice.

Le Baron Komura a dit qu'il demanderait par télégraphe des instructions de son Gouvernement à ce sujet et que jusqu'à la réception d'une réponse il ne pouvait donner d'avis d'une manière précise.

La séance a été levée à midi et demi.

---

La séance est réouverte à 3 heures.

Etaient présents outre les personnes mentionnées en tête du Protocole MM. de Martens, Chipoff, Pokotiloff et Yermoloff.

Le Baron Komura a attiré l'attention de la Conférence sur l'opportunité de régler les questions ci-dessous et a présenté pour chacune de ces questions une notice en langue anglaise avec traduction française :

1. Echange des prisonniers de guerre (Annexe Nos VIII et IX).
2. Relations de commerce entre les deux Puissances (Annexes Nos X et XI).
3. Arrangement pour les services de raccordement des chemins de fer japonais et russes en Manchourie (Annexe Nos XII et XIII).
4. Echange des ratifications du Traité de Paix (Annexes Nos XIV et XV).

Avant d'aborder ces questions, les Plénipotentiaires ont échangé des vues sur la forme et la substance du Traité de Paix qui allait être conclu. Il a été décidé, afin de terminer cette œuvre dans le plus bref délai, 1. — que le traité serait non pas préliminaire, mais définitif, 2. — qu'il contiendrait toutes les dispositions nécessaires qui pourront être réglées à cette Conférence, et en laissant seulement les questions de détail ou ayant un caractère local, ne permettant pas un règlement immédiat, aux soins de Commissions spéciales qui auraient à se conformer dans leur travail aux principes arrêtés dans le Traité de Paix.

Procédant à l'examen de la première question soulevée par le Baron Komura sur l'échange des prisonniers de guerre (Annexes Nos VIII et IX) M. Witte a fait observer que, sauf la rédaction française, il n'avait pas d'objection en principe au texte de l'article proposé à ce sujet par les Plénipotentiaires du Japon, mais comme il pourrait se faire que le calcul des dépenses réelles et directes effectuées par le Japon, la composition des comptes ainsi que l'examen éventuel par les autorités russes de ces documents exigent un certain laps de temps, il pense qu'il serait impossible de fixer dans l'article même la date exacte à laquelle devraient être payés les comptes des dépenses. M. Witte a ajouté qu'aussitôt que ces travaux seraient terminés, le Gouvernement Russe procéderait au versement de la somme établie, dans un délai de quelques jours. Le Baron Komura consentant à dire dans l'article que ces comptes « seront payés dans le plus bref délai », cette rédaction a été adoptée par la Conférence.

Concernant la deuxième question relative à l'établissement des relations de commerce entre les deux Puissances (Annexes Nos X et XI), les Plénipotentiaires du Japon ont exprimé dans leur notice que les traités de commerce entre le Japon et la Russie ayant été annulés par la guerre, il serait nécessaire d'insérer dans le Traité de Paix un article spécial stipulant que les Puissances adopteront comme base de leurs relations commerciales jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité le système du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée.

M. Witte a fait remarquer qu'il croyait que la guerre une fois terminée, tous les traités et conventions qui étaient en vigueur avant la guerre



reprenaient leur force, la guerre suspendant seulement leur force exécutoire, mais qu'il voudrait s'assurer de l'opinion de M. de Martens.

M. de Martens a expliqué qu'il est d'usage d'insérer dans le traité de paix un article spécial portant que les traités qui existaient avant la guerre rentreraient de nouveau en vigueur.

Le Baron Komura a fait observer que l'usage même d'insérer un tel article prouve qu'on ne considérerait pas comme un principe du droit international la remise en vigueur des traités par le fait même de la conclusion de la paix. Il prouverait au contraire le principe de l'annulation et non pas de la suspension de la force des traités par le fait de la guerre. Dans le cas présent, il y aurait deux moyens ; soit faire revivre par un article spécial le traité qui était en vigueur avant la guerre, soit conclure un nouveau traité. Mais, estimant qu'il était plus avantageux pour les relations commerciales entre les deux pays de conclure un nouveau traité, il proposait de stipuler dans le Traité de Paix que, jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité les deux Puissances adopteront la règle ci-dessus indiquée.

M. Witte a répondu qu'il avait aucune objection à l'élaboration d'un nouveau traité, au lieu de faire revivre l'ancien, mais qu'au point de vue pratique il serait préférable pour les deux Parties de dire simplement que les traités qui existaient avant la guerre entreraient de nouveau en vigueur et continueraient à être exécutoires jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité.

Le Baron Komura a dit qu'il était préférable de conclure un nouveau traité, en stipulant le traitement des relations commerciales jusqu'à cette conclusion suivant la manière proposée par lui, parce qu'il y avait quelques détails dans l'ancien traité, qui ne pourraient peut-être pas être remis en vigueur au point de vue des intérêts commerciaux des deux pays. Il a ajouté qu'un nouveau traité à conclure ne différerait pas sensiblement, en principe, de l'ancien traité et que telle était d'ailleurs l'intention du Gouvernement Japonais. M. Witte a répondu qu'il consentait à la proposition du Baron Komura, mais qu'il croyait nécessaire qu'on dit clairement dans l'article que le nouveau traité à conclure aura comme base l'ancien Traité de 1895. Le Baron Komura ayant consenti à l'insertion de cette pensée dans l'article, la question a été réglée.

M. Witte a cependant fait remarquer que le dernier passage de l'article proposé, sur la nomination d'un consul à Vladivostock devrait être traité à part et ne pas figurer dans le traité de Paix. Il a ajouté que le consentement à cette proposition serait une concession unilatérale de la part de la Russie, et que par conséquent, pour y consentir, il lui faudrait probablement demander la nomination de consuls russes dans un port analogue japonais. Le Baron Komura a fait remarquer que cette question avait été l'objet de discussions prolongées entre les deux Puissances antérieurement à la guerre et que par conséquent il voulait la résoudre à cette occasion, mais qu'il n'avait aucune objection à ce qu'elle fût renvoyée à l'époque de la négociation du traité de commerce. Les Plénipotentiaires ont décidé d'adopter cet avis.

Concernant la troisième question, sur l'arrangement des services de raccordement des chemins de fer japonais et russes en Manchourie (Annexes N<sup>o</sup> XII et XIII) les Plénipotentiaires de Russie ont accepté le projet d'article proposé par les Plénipotentiaires du Japon.

Passant à la quatrième question sur l'échange des ratifications du Traité (Annexes N<sup>os</sup> XIV et XV) les Plénipotentiaires des deux Parties, après avoir échangé leurs opinions à ce sujet, ont décidé dans le but d'accélérer cette affaire d'adopter le mode suivant : lorsque le Traité sera conclu et signé, les Plénipotentiaires le présenteront à leurs Gouvernements respectifs. Aussitôt qu'il aura obtenu la ratification Impériale, le Gouvernement du Japon en fera part par le télégraphe à l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Saint-Pétersbourg, et le Gouvernement de Russie au Ministre de France à Tokio pour qu'ils en saisissent les deux Gouvernements et ces annonces tiendraient lieu de l'échange des ratifications en règle.

Toutes les questions de fond étant ainsi réglées, les Plénipotentiaires ont décidé de confier la rédaction du Traité de Paix à M. Denison, assisté de MM. Adatci et Otchiaï et à MM. de Martens et Pokotiloff, assistés de M. de Plançon.

Après avoir élaboré une communication à la presse (Annexe N<sup>o</sup> XVI), la séance est levée à 5 heures du soir.

(Signé) : SERGE WITTE.  
(Signé) : ROSEN.

(Signé) : JUTARO KOMURA.  
(Signé) : K. TAKAHIRA.

#### Annexe N<sup>o</sup> I.

La notice présentée par les Plénipotentiaires du Japon à la séance du 23 août et formulant en quatre points la proposition de restaurer à la Russie la partie nord de Sakhaline moyennant une somme de 1.200.000.000 iens, a fait l'objet de la plus sérieuse considération de la part du Gouvernement Impérial de Russie.

En réponse à cette notice, les Plénipotentiaires de Russie ont l'honneur d'informer les Plénipotentiaires du Japon que le versement de toute somme, exceptée celle pour l'entretien des prisonniers de guerre, étant contraire à l'une des principales bases exposées par la Russie lors de l'ouverture des négociations, le Gouvernement Impérial de Russie se voit dans l'impossibilité de consentir à la proposition précitée.

Les Plénipotentiaires de Russie ont également présenté à la Conférence des raisons très sérieuses pour démontrer l'importance pour la Russie de la possession de toute l'île de Sakhaline.

Toutefois Sa Majesté l'Empereur, afin de donner un nouveau témoignage de son sincère désir de contribuer au rétablissement de la paix en Extrême-Orient, consent à céder au Japon la partie sud de l'île de Sakhaline, à condition que la partie nord reste en la possession de la Russie, sans aucune compensation pécuniaire. Il est bien entendu que le Japon devra dans ce cas garantir la liberté de navigation dans le Détroit de Lapérouse et s'engager à ne prendre aucune mesure militaire dans la partie de Sakhaline occupée par lui.

En présentant ce projet à la considération des Plénipotentiaires du Japon, les Plénipotentiaires de Russie ont l'honneur de déclarer sur l'ordre de leur Auguste Maître, que ce projet forme la dernière concession que la Russie puisse faire dans le but unique d'arriver à une entente.



## Annexe N° II.

The Japanese Government sincerely believe that they are justly entitled to claim reimbursement of the expenses of the war, but taking note of the absolute refusal of the Russian Government to entertain such a claim, and considering the consequences that would inevitably ensue if they should persist in their demand, have, for the sake of humanity and civilization and in recognition of the true interest of Japan and Russia, authorized the Plenipotentiaries of Japan to offer to withdraw the claim to such reimbursement, provided Russia recognizes as a fait accompli the occupation of the Island of Saghalien by Japan.

## Annexe N° III.

(Traduction)

Le Gouvernement Japonais croit sincèrement qu'il a des justes titres de réclamer le remboursement des dépenses de la guerre, mais constatant le refus absolu du Gouvernement Russe de traiter cette réclamation et considérant les conséquences qui résulteraient inévitablement s'il persistait dans sa demande, il a, pour la cause de l'humanité et de la civilisation et en reconnaissance des vrais intérêts du Japon et de la Russie, autorisé les Plénipotentiaires du Japon à offrir de retirer la réclamation de ce remboursement, pourvu que la Russie reconnaisse comme un fait accompli l'occupation de l'île Sakaline par le Japon.

## Annexe N° IV.

The undersigned, Plénipotentiaries of His Majesty the Emperor of Japan and His Majesty the Emperor of Russia, in execution of the provisions of Article II of the Treaty of Peace signed this day, have agreed upon the following additional Article :

Japan and Russia mutually engage completely and simultaneously to withdraw their military forces from Manchuria and its neighbourhood in three periods as follows :

*1<sup>st</sup> Period.* — The withdrawals shall begin within ten days after the ratification of the Treaty of Peace and be completed within four months.

The Japanese forces in Manchuria, are to be withdrawn within a line connecting Hsin-min-tin ; Moukden ; Fu-shun ; Hsenh-king ; Hwai-jen and Chho-san, and the Japanese forces on the Russo-Corean frontier, are to be withdrawn tho the right bank of the River Tumen. The Russian forces in Manchuria, are to be withdrawm within a line connecting Petuna ; Tao-lai-chao ; Shan-ho-tun : Omeso, and Hunchun ; and the Russian forces on the Russo-Corean frontier are to be withdrawn to the left bank of the Rivert Tumen.

*2<sup>nd</sup> Period.* — The withdrawals shall be completed within four months from the expiration of the est period.

The Japanese forces are to be withdrawn within a line connecting Niu-cha-tun ; To-shih-kiao ; Hsiu-yen ; Feng-Hwang-cheng and the mouth of the Anping River (Anping ho).

The Russian forces are to be withdrawn within a line connecting Hu-lar-chi ; Tsi-tsi-har ; Merguen and Aihun.

*3<sup>rd</sup> Period.* — The withdrawals shall be completed within two months from the expiration of the 2nd period.

The Japanese forces are to be withdrawn within the leased territory of Liao-tung and the frontiers of Corea.

The Russian forces are to be withdrawn within Russian territory.

The foregoing additionnal Article shall be considered as ratified with the ratification of the Treaty of Peace.

#### Annexe N° V.

##### (Traduction)

Les soussignés, Plénipotentiaires de la Majesté l'Empereur du Japon et Plénipotentiaires de Sa Majesté l'empereur de Russie, en exécution des dispositions de l'Article II du Traité de Paix, signé ce jour-ci, sont convenus des Articles additionnels suivants :

Le Japon et la Russie s'engagent mutuellement à retirer complètement et simultanément leurs forces militaires de la Manchourie et de son voisinage en trois périodes comme suit :

*1<sup>re</sup> période.* — Les évacuations commenceront dans dix jours après l'échange des ratifications du Traité de Paix et seront achevés dans quatre mois. —

Les forces japonaises en Manchourie sont à se retirer dans les limites de la ligne qui joint Hsin-min-tin, Moukden, Fushun, Hsengking, Hwai-jen et Chhosan, et les forces japonaises à la frontière russo-coréenne sont à se retirer à la rive droite de la rivière de Toumen.

Les forces russes en Manchourie sont à se retirer dans les limites de la ligne qui joint Petuna, Tao-lai-chao, Shan-ho-tun, Omoso et Huchun, et les forces russes à la frontière russo-coréenne sont à se retirer à la rive gauche de la rivière de Toumen.

*2<sup>e</sup> période.* — Les évacuations seront achevées dans quatre mois suivant l'expiration de la 1<sup>re</sup> période. —

Les forces japonaises sont à se retirer dans les limites de la ligne qui joint Niu-cha-tun, Ta-shih-kiao, Hsiuyen, Feng-hwang-cheng et la bouche de la rivière d'Anping (Anping-ho).

Les forces russes sont à se retirer dans les limites de la ligne qui joint Hu-lar-chi, Tsi-tsi-har, Merguen et Aihun.

*3<sup>e</sup> période.* — Les évacuations seront achevées dans deux mois suivant l'expiration de la 2<sup>e</sup> période.

Les forces japonaises sont à se retirer dans les limites du territoire de Liaotung cédé à bail et de la frontière de Corée.

Les forces russes sont à se retirer dans les limites du territoire russe.

L'Article additionnel ci-dessus sera considéré comme ratifié par la ratification du Traité de Paix.



## Annexe N° VI.

The Plenipotentiaries of Japan propose with a view to make provision for the due protection of the Japanese and Russian railways in Manchuria, and at the same time in order to avoid giving grounds for misunderstanding, that an arrangement to the following effect be concluded by means of a protocol to be annexed to the Treaty of Peace ;

Until such time as China is able and ready to assume and fulfill the duty, the Imperial Governments of Japan and Russia reserve to themselves the right to maintain railway guards for the due protection of their respective Manchurian railway lines, properties and traffic. The two Governments, however, reciprocally engage that the guards to be so maintained, shall not in any case exceed five persons to each kilometre of railway.

## Annexe N° VII.

(Traduction)

Les Plénipotentiaires du Japon, ayant en vue de faire une disposition pour la protection voulue des chemins de fer japonais et russe en Manchourie, et afin d'éviter en même temps, toute cause de malentendu, proposent qu'un arrangement à l'effet suivant soit conclu au moyen d'un protocole qui sera annexé au Traité de Paix :

Jusqu'à ce que la Chine soit capable et prête à assumer et à exécuter son devoir, les Gouvernements Impériaux du Japon et de Russie se réservent le droit de maintenir les gardes du chemin de fer pour la protection voulue de leurs chemins de fer manchouriens, propriétés et trafics respectifs. Les deux Gouvernements, toutefois, s'engagent réciproquement que les gardes qui seraient ainsi à maintenir, n'excéderont en aucun cas cinq hommes par chaque kilomètre du chemin de fer.

## Annexe N° VIII.

As soon as possible after the exchange of the ratifications of this Treaty, all prisoners of war shall be reciprocally restored. The Imperial Governments of Japan and Russia shall each appoint a special commissioner to take charge of prisoners. All prisoners in the hands of one Government, shall be delivered to and received by the special commissioner of the other Government, in such convenient numbers and at such convenient port or ports of the delivering State as such delivering State shall notify in advance to the special commissioner of the receiving State. The Governments of Japan and Russia shall present to each other within..... days after the delivery of prisoners has been completed, a statement of the expenditures respectively incurred by them for the care and maintenance of prisoners from the date of capture or surrender up to the time of death or delivery. Russia engages the repay to Japan within.....days after the exchange of the

statements as above provided, the difference between the actual amount so expended by Japan and the actual mount similiary disbursed by Russia.

---

#### Annexe N° IX.

*(Traduction)*

Aussitôt que possible après l'échange des ratifications de ce Traité, tous les prisonniers de guerre seront réciproquement restitués. Les Gouvernements Impériaux du Japon et de Russie nommeront, chacun de son côté, un commissaire spécial qui se chargera des prisonniers. Tous les prisonniers se trouvant dans les mains d'un Gouvernement, seront remis au commissaire de l'autre Gouvernement ou à son représentant dûment autorisé qui les recevra en tels nombre convenables et à tel ou tels ports convenables de l'Etat qui les remettra, que cet Etat notifiera d'avance au commissaire spécial de l'Etat qui les recevra. Les Gouvernements du Japon et de Russie présenteront l'un à l'autre, dans ..... jours après que la remise des prisonniers aura été achevée, un compte rendu des dépenses faites respectivement par eux pour le soin et l'entretien des prisonniers depuis la date de la capture ou de la reddition jusqu'à celle de la mort ou de la remise. La Russie s'engage à rembourser au Japon, dans ..... jours après l'échange des comptes rendus comme il est stipulé ci-dessus, la différence entre le montant réel ainsi dépensé par le Japon et le montant réel également déboursé par la Russie.

---

#### Annexe N° X.

All Treaties of Commerce between Japan and Russia having been annulled by the war, the Imperial Governments of Japan and Russia engage to adopt as the basis of their commercial relations, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation, the system of reciprocal treatment on the footing of the most favoured nation in which are included import and export duties, customs formalities, and transit and tonnage dues and the admission and treatment of the agents, subjects and vessels of one country in the territories of the other. The Imperial Russian Government agree to the appointment of a regular Japanese Consul to reside at Vladivostock.

---

#### Annexe N° XI.

*(Traduction)*

Tous les traités de commerce entre le Japon et la Russie ayant été annulés par la guerre, les Gouvernements Impériaux du Japon et de Russie s'engagent à adopter comme base de leurs relations commerciales pendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation, le système du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée, y compris les tarifs d'importation et d'exportation, les



formalités de douane, les droits de transit et de tonnage et l'admission et le traitement des agents, des sujets et des vaisseaux d'un pays dans le territoire de l'autre. Le Gouvernement Impérial de Russie consent à la nomination d'un consul régulier japonais qui réside à Vladivostock.

---

Annexe N° XII.

The Imperial Governments of Japan and Russia, with a view to promote and facilitate intercourse and traffic, will, as soon as possible, conclude a separate convention for the regulation of their connecting railway services in Manchuria.

---

Annexe N° XIII.

(Traduction)

Les Gouvernements Impériaux du Japon et de la Russie, en vue de favoriser et de faciliter des rapports et le trafic, concluront, aussitôt que possible, une convention séparée pour le règlement de leurs services de raccordement de chemins de fer en Manchourie.

---

Annexe N° XIV.

Telegraphic exemplifications of this Treaty shall be submitted to His Majesty the Emperor of Japan and His Majesty the Emperor of Russia for approval and certificates that approval has been accorded, shall be exchanged between the Representatives of Japan and Russia at..... as soon as possible, and not later than..... days from the date hereof. Such approval shall take the place of ratification and shall, in all respects, have the same value and effect as ratification and from the date of the certificates above mentioned, the said Treaty shall enter into full force and vigour and be binding in all its parts.

---

Annexe N° XV.

(Traduction)

Les ampliations télégraphiques de ce Traité seront soumises à Sa Majesté l'Empereur du Japon et à Sa Majesté l'Empereur de Russie pour leur approbation, et les certificats constatant que cette approbation a été accordée seront échangés entre les Représentants du Japon et de Russie à....., aussitôt que possible, et pas plus tard que dans..... jours de la date du présent. Cette approbation tiendra lieu de la ratification et aura, sous tous les rapports, la même valeur et le même effet que la ratification, et à partir de la date des certificats susmentionnés, ledit traité entrera en pleine vigueur et sera obligatoire dans toutes ses parties.

---

## Annexe N° XVI.

In the morning sitting of August 29, complete agreement in principle on all points has been arrived at by the Conference and it has been decided to proceed to elaborate the details.

In the afternoon sitting of August 29, the Conference has discussed the details of the Treaty of Peace. It has been decided to entrust the drafting of the clauses of the Treaty to M. Denison, Legal Adviser to Foreign Office of Japan and Privy Councillor de Martens of the Foreign Office of Russia so as to finish the work as soon as possible.

## PROTOCOLE N° XI.

Plusieurs des questions qui ont été débattues et arrêtées en principe à la séance du 29 août exigeaient une délibération ultérieure concernant la forme en laquelle les décisions prises seraient exprimées, ainsi que la rédaction même des actes formulant ces décisions.

Au cours de plusieurs conférences privées qui ont eu lieu le 1<sup>er</sup> et le 2 septembre, les Plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

1<sup>o</sup> Les bases principales du mode *d'évacuation de la Manchourie* feraient l'objet d'un article additionnel, annexé au Traité de Paix et dont la rédaction a été arrêtée par les Plénipotentiaires (Annexe N° I)

2<sup>o</sup> *La question de Sakhaline* formerait l'objet de deux articles du Traité et d'un article additionnel ; la rédaction de ces trois pièces a été également arrêtée par les Plénipotentiaires (Annexes N° II).

Les questions suivantes formeraient chacune un article du Traité, à savoir :

3<sup>o</sup> Adoption du système du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité du commerce (Annexe N° III) ;

4<sup>o</sup> Echange des prisonniers de guerre (Annexe N° IV) ;

5<sup>o</sup> Mode de ratification du Traité de Paix (Annexe N° V) ;

6<sup>o</sup> Règlement des services de raccordement des chemins de fer (Annexe N° VI).

Les Plénipotentiaires sont en outre convenus de déclarer que le mot « contrôle » employé dans l'Article II du texte français du Traité devait être compris dans un sens aussi étendu que le mot « control » employé dans le même Article du texte anglais du dit Traité.

Portsmouth, le 5 septembre 1905.

(Signé) : SERGE WITTE. (Signé) : JUTARO KOMURA.

(Signé) : ROSEN. (Signé) : K. TAKAHIRA.



## Annexe N° I.

Les Gouvernements Impériaux du Japon et de Russie s'engagent mutuellement à commencer le retrait de leurs forces militaires du territoire de la Manchourie simultanément et immédiatement après la mise en vigueur du Traité de Paix ; et dans une période de dix-huit mois à partir de cette date les Armées des deux Puissances seront complètement retirées de la Manchourie, à l'exception du territoire à bail de la presqu'île de Liaotong.

Les forces des deux Puissances occupant les positions frontales seront retirées les premières.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de maintenir des gardes pour protéger leurs lignes de chemin de fer respectives en Manchourie. Le nombre de ces gardes n'excédera pas quinze hommes par kilomètre ; et dans la limite de ce nombre maximum, les Commandants des Armées japonaises et russes fixeront de commun accord, le nombre des gardes qui seront employés, le plus minime possible conformément aux exigences réelles.

Les Commandants des forces japonaises et russes en Manchourie s'entendront sur tous les détails relatifs à l'exécution de l'évacuation conformément aux principes ci-dessus énumérés, et prendront de commun accord, les mesures nécessaires pour effectuer l'évacuation aussitôt que possible et en tous cas pas plus tard que dans la période de dix-huit mois.

## Annexe N° II.

Le Gouvernement Impérial de Russie cède au Gouvernement impérial du Japon en perpétuité et en pleine souveraineté la partie sud de l'île de Sakhaline et toutes les îles qui y sont adjacentes, ainsi que tous les travaux et propriétés publics qui s'y trouvent. Le cinquantième parallèle de latitude nord est adopté comme la limite du territoire cédé. La ligne frontière exacte de ce territoire sera déterminée conformément aux dispositions de l'Article additionnel II annexé à ce Traité.

Le Japon et la Russie conviennent mutuellement de ne construire dans leurs positions respectives sur l'île de Sakhaline et sur les îles qui y sont adjacentes aucune fortification ni travaux militaires semblables. De même ils s'engagent respectivement à ne prendre aucune mesure militaire qui pourrait entraver la libre navigation des Détroits de Lapérouse et de Tartarie.

Il est réservé aux sujets russes habitants du territoire cédé au Japon de vendre leurs propriétés immobilières et de se retirer dans leurs pays ; mais, s'ils préfèrent rester dans le territoire cédé, ils seront maintenus et protégés dans le plein exercice de leurs industries et droits de propriété à la condition de se soumettre aux lois et à la juridiction japonaises. Le Japon aura la pleine liberté de retirer le droit de résidence dans ce territoire à tous les habitants se trouvant dans l'incapacité politique ou administrative, ou de les déporter de ce territoire. Il s'engage toutefois à ce que les droits de propriété de ces habitants soient pleinement respectés.

Aussitôt que possible après la mise en vigueur du présent Traité, une Commission de Délimitation, composée d'un nombre égal de membres qui seront nommés respectivement par les deux Hautes Parties Contractantes, marquera, sur les lieux, d'une manière permanente, la ligne exacte entre les possessions japonaise et russe de l'Île de Sakhaline. La Commission sera tenue, autant que les considérations topographiques le permettent, à suivre le cinquantième parallèle de latitude nord pour la ligne de démarcation, et dans le cas où des déviations de la dite ligne sur quelques points seront trouvées nécessaires, compensation en sera faite par des déviations corrélatives sur d'autres points. Il sera, de même, le devoir de la dite Commission de préparer une liste et description des îles adjacentes qui seront comprises dans la cession, et finalement la Commission préparera et signera les cartes constatant les limites du territoire cédé. Les travaux de la Commission seront soumis à l'approbation des Hautes Parties Contractantes.

---

#### Annexe N° III.

Le Traité de Commerce et de Navigation entre le Japon et la Russie ayant été annulé par la guerre, les Gouvernements Impériaux du Japon et de Russie s'engagent à adopter comme base de leurs relations commerciales, jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation sur la base du Traité qui était en vigueur antérieurement à la guerre actuelle, le système du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée, y compris les tarifs d'importation et d'exportation, les formalités de douane, les droits de transit et de tonnage et l'admission et le traitement des agents, des sujets et des vaisseaux d'un pays dans le territoire de l'autre.

---

#### Annexe N° IV.

Aussitôt que possible après que la mise en vigueur du présent Traité, tous les prisonniers de guerre seront réciproquement restitués. Les Gouvernements Impériaux du Japon et de Russie nommeront, chacun de son côté, un Commissaire spécial qui se chargera des prisonniers. Tous les prisonniers se trouvant entre les mains de l'un des Gouvernements seront remis au Commissaire de l'autre Gouvernement ou à son représentant dûment autorisé, qui les recevra en tel nombre et dans tels ports convenables de l'Etat remettant que ce dernier aurait notifié d'avance au Commissaire de l'Etat recevant.

Les Gouvernements du Japon et de Russie présenteront l'un à l'autre, le plus tôt possible après que la remise des prisonniers sera achevée, un compte documenté des dépenses directes faites respectivement par eux pour le soin et l'entretien des prisonniers depuis la date de la capture ou de la reddition jusqu'à celle de la mort ou de la remise. La Russie s'engage à rembourser au Japon, aussitôt que possible après l'échange de ces comptes comme il est stipulé ci-dessus, la différence entre le montant réel ainsi dépensé par le Japon et le montant réel également déboursé par la Russie.



## Annexe N° V.

Le présent Traité sera ratifié par Leurs Majesté l'Empereur du Japon et l'Empereur de toutes les Russies. Cette ratification sera, dans le plus bref délai possible et en tous cas pas plus tard que dans cinquante jours à partir de la date de la signature du Traité, notifiée aux Gouvernements Impériaux du Japon et de Russie respectivement par l'intermédiaire du Ministre de France à Tokio et de l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Saint-Petersbourg, et à partir de la date de la dernière de ces notifications de ce Traité sera, dans toutes ces parties, mis en pleine vigueur.

L'échange formel des ratifications se fera à Washington aussitôt que possible.

---

## Annexe N° VI.

Les Gouvernements Impériaux du Japon et de la Russie, en vue de favoriser et de faciliter les relations et le trafic, concluront, aussitôt que possible, une convention séparée pour le règlement de leurs services de raccordement de chemins de fer en Manchourie.

---

## PROTOCOLE FINAL (N° XII).

SÉANCE DU 5 SEPTEMBRE 1905.

La séance est ouverte à 3 heures 50.

Etait présents :

Pour le Japon :

Le Baron Komura et M. Takahira, assistés de M. M. Denison, Sato, Yamaza, Adatci, le colonel Tachibana, le Capitaine de Frégate Takeshita, Otchiai, Honda, Hanihara et Konishi ;

Pour la Russie :

M. Witte et le Baron Rosen, assistés de M. M. de Martens, Pokotiloff, le Général major Yermoloff, le Copitaine de Frégate Roussine, de Plançon, Korostovetz et Nabokoff.

Les Plénipotentiaires du Japon et de Russie ayant vérifié et trouvé conformes les quatre textes du Traité de Paix dont deux en langue française et deux en langue anglaise, ont signé le Traité et les Articles additionnels annexés au Traité, et y ont apposé leurs sceaux.

Après quoi, chaque Partie s'est mise en possession des deux textes du Traité dont l'un en langue anglaise et l'autre en langue française.

Portsmouth, le 5 Septembre 1905.

(Signé) : SERGE WITTE.

(Signé) : ROSEN.

(Signé) : JUTARO KOMURA.

(Signé) : K. TARAHIRA.

---



# TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Du Tome 98 (Volume II de 1906, N<sup>os</sup> 4-5-6)

		Pages.
<b>1899</b>		
Juin.....	8. <i>Argentine, République Orientale de l'Uruguay.</i> — Traité général d'arbitrage.....	306
Novembre ....	6. <i>Argentine, Paraguay.</i> — Convention d'arbitrage.....	16
<b>1901</b>		
Novembre ....	21. <i>Bolivie, Pérou.</i> — Traité général d'arbitrage.....	34
Décembre.....	19. <i>Etats-Unis d'Amérique et Salvador.</i> — Protocole d'un accord d'arbitrage relatif à certaines réclamations contre le Salvador.....	314
—	... 21. <i>Argentine, Uruguay.</i> — Protocole additionnel au traité général d'arbitrage du 8 juin 1899.....	312
<b>1902</b>		
Janvier.....	25. <i>Argentine, Paraguay.</i> — Protocole additionnel à la convention d'arbitrage du 6 novembre 1899.....	16
—	.... 29. <i>Argentine, Bolivie, République dominicaine, Guatemala, Mexique, Paraguay, Pérou, Salvador, Uruguay.</i> — Acte d'union destiné à rendre obligatoire la solution par voie d'arbitrage des différends qui pourraient surgir entre les parties contractantes.....	285
Février.....	3. <i>Argentine, Bolivie.</i> — Traité d'arbitrage.....	294
—	.... 17. <i>Espagne, Colombie.</i> — Traité d'arbitrage.....	300
—	.... 28. <i>Espagne, Guatemala.</i> — Traité d'arbitrage.....	303
—	.... 15. <i>Argentine.</i> — Acte de ratification de la convention d'arbitrage et du protocole additionnel.....	16 et 19
—	.... 28. <i>Argentine, Chili.</i> — Convention générale d'arbitrage....	5
—	.... 28. <i>Argentine, Chili.</i> — Convention concernant la limitation réciproque des armements navals.....	10
Juin.....	5. <i>Argentine, Paraguay.</i> — Acte d'échange des ratifications de la convention d'arbitrage et du protocole additionnel..	20
—	.... 24. <i>Argentine, Chili.</i> — Acte prorogeant la date de l'échange des ratifications de la convention sur la limitation des armements navals.....	13
Juillet.....	10. <i>Argentine, Chili.</i> — Acte explicatif de la convention générale d'arbitrage.....	8
—	.... 10. <i>Argentine, Chili.</i> — Acte explicatif de la convention concernant la limitation réciproque des armements navals.....	12
Août.....	25. <i>Argentine, Chili.</i> — Acte de ratification de la convention générale d'arbitrage et de l'acte explicatif.....	5 et 9
—	.... — <i>Argentine, Chili.</i> — Acte de ratification de la convention sur la limitation réciproque des armements navals et des conventions annexes.....	10 et 13



		Pages.
Septembre ....	22. <i>Argentine, Chili.</i> — Echange des ratifications de la convention générale d'arbitrage, de la convention sur les limitations des armements navals et des conventions annexes.....	13
— ....	23. <i>Bolivie, Pérou.</i> — Convention d'arbitrage.....	21
Décembre.....	30. <i>Bolivie, Pérou.</i> — Convention d'arbitrage.....	26

**1903**

Janvier .....	12. <i>Argentine, Chili.</i> — Convention en vue d'assurer l'équivalence des escadres argentines et chiliennes.....	14
Décembre.....	<i>Bolivie, Pérou.</i> — Echange des ratifications du traité général d'arbitrage du 21 novembre 1901.....	34

**1904**

Janvier.....	14. <i>Bolivie, Pérou.</i> — Acte de ratification de la convention d'arbitrage du 23 septembre 1902.....	25
— ....	14. <i>Bolivie, Pérou.</i> — Acte de ratification de la convention d'arbitrage du 30 décembre 1902.....	26
Février.....	12. <i>Danemark, Pays-Bas.</i> — Convention d'arbitrage.....	50
Mars .....	9. <i>Bolivie, Pérou.</i> — Acte d'échange des ratifications de la convention d'arbitrage du 23 septembre 1902.....	26
— ....	9. <i>Bolivie, Pérou.</i> — Acte d'échange des ratifications de la convention d'arbitrage du 30 décembre 1902.....	32
Juin.....	22. <i>Allemagne, Belgique.</i> — Traité additionnel au traité de commerce et de douane.....	56
Juillet .....	13. <i>Argentine.</i> — Acceptation du rôle d'arbitre entre la Bolivie et le Pérou conformément à la convention d'arbitrage du 30 décembre 1902.....	33
Octobre ....	30/17. <i>Belgique, Russie.</i> — Traité d'arbitrage obligatoire.....	276
Novembre....	30. <i>Belgique, Suède et Norvège.</i> — Traité d'arbitrage obligatoire.....	279
Décembre.....	3. <i>Allemagne, Italie.</i> — Traité additionnel au traité de commerce et de navigation du 6 décembre 1891 : Textes originaux.....	125
	Traduction française.....	212

**1905**

Janvier .....	23. <i>Belgique, Espagne.</i> — Traité d'arbitrage obligatoire.....	281
Février .....	15. <i>Grande-Bretagne, Pays-Bas.</i> — Convention d'arbitrage..	52
Avril .....	6. <i>France, Pays-Bas.</i> — Convention d'arbitrage.....	51
— ....	7. <i>France, Grande-Bretagne.</i> — Arrangement en vue de la Constitution du Tribunal Arbitral et des Enquêtes relatives aux Demandes d'Indemnités prévues par l'Article 14 de la Convention du 8 Avril 1904 concernant Terre-Neuve.....	38
— ....	19. <i>Grande-Bretagne, Nicaragua.</i> — Convention d'extradition.....	326
— ....	26. <i>Danemark, Belgique.</i> — Convention d'arbitrage.....	41
Mai .....	2. (avril 19) <i>Belgique, Grèce.</i> — Traité d'arbitrage obligatoire.....	283
— ....	14/27. <i>Belgique, Roumanie.</i> — Traité d'arbitrage obligatoire...	273
Août .....	9. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole préliminaire de la Conférence de Portsmouth.....	335
— ....	10. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° I de la Conférence de Portsmouth.....	336
— ....	12. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° II de la Conférence de Portsmouth.....	340
— ....	14. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° III de la Conférence de Portsmouth.....	346



		Pages.
Août .....	15. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° IV de la Conférence de Portsmouth.....	351
—	.... 16. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° V de la Conférence de Portsmouth.....	359
—	.... 17. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° VI de la Conférence de Portsmouth.....	365
—	.... 18. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° VII de la Conférence de Portsmouth.....	372
—	.... 23. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° VIII de la Conférence de Portsmouth.....	374
—	.... 26. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° IX de la Conférence de Portsmouth.....	378
—	.... 29. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° X de la Conférence de Portsmouth.....	379
Septembre....	5. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole N° XI de la Conférence de Portsmouth.....	390
—	.... 11. <i>Japon, Russie.</i> — Protocole final (n° XII) de la Conférence de Portsmouth.....	393
—	.... 15. <i>Danemark, France.</i> — Convention d'arbitrage.....	43
—	.... 16/29. <i>France, Russie.</i> — Convention de commerce.....	256
—	.... 25. <i>Danemark, Grande-Bretagne.</i> — Convention d'arbitrage..	46
Décembre.....	16. <i>Danemark, Italie.</i> — Convention d'arbitrage.....	48

### 1906

Janvier.....	15/28. <i>France, Russie.</i> — Arrangement complémentaire à la convention de commerce du 16/29 septembre 1905.....	272
Mai .....	7. <i>Espagne, Grande-Bretagne.</i> — Traité concernant le mariage de S. M. le Roi d'Espagne avec S. A. R. la Princesse Victoria Eugénie Julia Ena.....	322